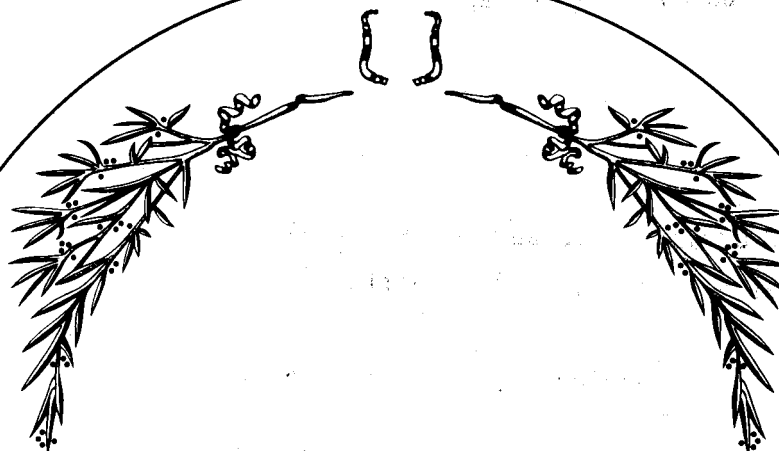
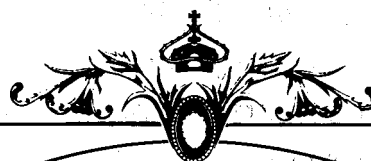




ASSEMBLÉE NATIONALE

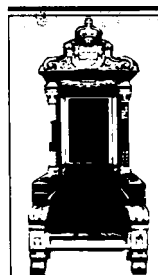
QUÉBEC



RECUEIL DE DÉCISIONS

CONCERNANT LA PROCÉDURE PARLEMENTAIRE

19 DÉCEMBRE 1997



Le *Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire* est publié sous l'autorité du Secrétaire général de l'Assemblée nationale et préparé par la Direction de la recherche en procédure parlementaire

Assemblée nationale
Édifice Pamphile-Le May
1035 rue des Parlementaires
Québec, Québec
G1A 1A3

La présente édition remplace toutes les éditions précédentes: Recueil des décisions concernant la procédure parlementaire (1986 à 1992) (feuilles mobiles) et Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire (1993 à 1997)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 1998

ISBN 2-551-18905-5

Comme le mentionne l'auteur Beauchesne, «c'est à la présidence que revient le soin d'interpréter tant les règles écrites que la tradition, et ses décisions constituent une partie essentielle de la procédure». Il importe donc d'offrir à ceux qui désirent approfondir leur connaissance dans le domaine de la procédure parlementaire, une synthèse de ces diverses interprétations de la présidence de l'Assemblée et des commissions.

Les résumés ou sommaires des décisions que l'on retrouve dans le présent ouvrage permettront au lecteur de saisir rapidement le sens d'une règle dans un contexte précis. Le lecteur désirant approfondir une question doit se référer au compte rendu intégral de la décision au Journal des débats.

Ce recueil de décisions est mis à jour deux fois par année. Toute personne ayant des commentaires à formuler sur son contenu est invitée à les communiquer à la Direction de la recherche en procédure parlementaire.

Le Secrétaire général

PIERRE DUCHESNE

NOTE À L'USAGER

Le *Recueil des décisions concernant la procédure parlementaire* est composé de quatre sections: la section «Décisions - Assemblée» qui regroupe des décisions rendues par les Présidents et vice-présidents de l'Assemblée nationale depuis 1972; la section «Décisions - Commissions» qui regroupe des décisions rendues en commission parlementaire depuis le 13 mars 1984, soit depuis l'entrée en vigueur de l'actuel *Règlement de l'Assemblée nationale*; les sections «Index - Assemblée» et «Index - Commissions» qui contiennent respectivement un index particulier pour les sections «Décisions - Assemblée» et «Décisions - Commissions».

Le *Recueil* n'est pas un répertoire exhaustif de toutes les décisions rendues à l'Assemblée ou en commission parlementaire. Il est constitué d'une sélection des principales décisions qui revêtent un intérêt immédiat ou futur pour l'interprétation des règles de procédure régissant les travaux de l'Assemblée nationale. Les décisions similaires à celles déjà inscrites au *Recueil* ne sont pas rapportées. Elles font plutôt l'objet d'une référence sous une décision analogue déjà incluse au *Recueil*. L'utilisateur notera qu'aucune distinction n'est faite entre «décision» et «directive», ces deux types d'intervention ayant la même valeur pour les fins du *Recueil*. Le résumé d'une décision rendue en privé comporte la mention «*private ruling*» en mot-clé.

Les décisions rapportées au *Recueil* ne sont pas publiées intégralement. Il y est plutôt consigné un résumé des décisions, accompagné d'une description du contexte qui prévalait au moment où la question a été soumise à la présidence. Le cas échéant, le résumé est complété par d'autres éléments pertinents à l'analyse de la décision, soit les articles de lois et de règlements, soit les décisions citées, soit la doctrine invoquée. En outre, la référence au *Journal des débats* est indiquée pour chaque résumé en vue de retrouver rapidement la décision intégrale de la présidence.

Dans le but de faciliter la consultation des décisions du *Recueil*, la structure de ce dernier emprunte l'ordre séquentiel des articles du *Règlement de l'Assemblée nationale*. Chacune des décisions est numérotée sous l'article du règlement qu'elle interprète. La recherche d'une information est aussi facilitée par la présence de mots-clés donnant des indications sur le contenu particulier d'une décision. Enfin, l'utilisateur peut consulter les index du *Recueil* élaborés à partir de ces mots-clés. Les index renvoient au numéro de la décision et non au numéro d'une page du *Recueil*.

Le *Recueil des décisions concernant la procédure parlementaire* est mis à jour deux fois par année.

ABRÉVIATIONS

CAE – Commission de l'aménagement et des équipements

CAN – Commission de l'Assemblée nationale

CAPA – Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation

CAS – Commission des affaires sociales

CAT – Commission de l'aménagement du territoire

CBA – Commission du budget et de l'administration

CC – Commission de la culture

CE – Commission de l'éducation

CET – Commission de l'économie et du travail

CI – Commission des institutions

CSFP – Commission spéciale sur la formation professionnelle

CTE – Commission des transports et de l'environnement

Geoffrion 1915 – *Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec* (en vigueur entre 1915 et 1941)

Geoffrion 1941 – *Règlement annoté de l'Assemblée législative* (en vigueur entre 1941 et 1972)

JD – *Journal des débats*

LAN – *Loi sur l'Assemblée nationale* (L.R.Q., c. A-23.1)

RAN – *Règlement de l'Assemblée nationale* (1984)

RAN 1972-1984 – *Règlement de l'Assemblée nationale du Québec* (en vigueur entre 1972 et 1984)

RF – *Règles de fonctionnement* (1984)

BIBLIOGRAPHIE

- ANSON, Sir W.L., *Loi et pratique constitutionnelles de l'Angleterre* Paris, Giard et Brière, 1903, 476 p.
- BAUDOIN, J.-L., *La responsabilité civile délictuelle*, 3^e éd., Les Éditions Yvon Blais Inc., Cowansville, 1990, 838 p.
- BEAUCHESNE, A., *Parliamentary Rules and Forms of the House of Commons of Canada*, 2nd ed., Toronto, Canada Law Book, 1927, 500 p.
- BEAUCHESNE, A., *Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes du Canada*, 4^e éd., Ottawa, Wilson et Lafleur, 1964, 597 p.
- BEAUCHESNE, A., *Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes du Canada*, 5^e éd., Ottawa, Wilson et Lafleur, 1978, 394 p.
- BEAUCHESNE, A., *Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes du Canada*, 6^e éd., Ottawa, Wilson et Lafleur, 1991, 472 p.
- BLACKMORE, E.G., *Denison's and Brand's Decisions*, 1857-1884, Adelaide, House of Commons of South Australia, 1892, 340 p.
- BOURINOT, Sir J.G., *Bourinot's Parliamentary Procedure*, 3rd ed., Canada Law Book, Canada, 1903, 892 p.
- BOURINOT, Sir J.G., *Règles de procédure*, Ottawa, Les Éditions La Presse, 1972, 140 p.
- BRUN, H., TREMBLAY, G., *Droit constitutionnel*, Les Éditions Yvon Blais Inc., Cowansville, 1982, 798 p.
- CÔTÉ, P.-A., *Interprétation des lois*, Les Éditions Yvon Blais Inc., Cowansville, 1982, 695 p.
- CÔTÉ, P.-A., *Interprétation des lois*, 2^e éd., Les Éditions Yvon Blais Inc., Cowansville, 1990, 766 p.
- CUSHING, L., *Elements of the Law and Practice of Legislative Assemblies in the United States*, 9th ed., Boston, Little & Brown, 1874, 1063 p.
- DAWSON, W.F., *Procedure in the Canadian House of Commons*, Toronto, University of Toronto Press, 1962, 271 p.
- DUSSAULT, R., BORGEAT, L., *Traité de droit administratif*, 2^e éd., t. II, Les presses de l'Université Laval, Québec, 1986, 1393 p.
- GEOFFRION, L.-P., *Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec*, partie française, Québec, Dussault et Proulx, enr., 1915, 229 p.
- GEOFFRION, L.-P., *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, partie française, Québec, Assemblée législative, 1941, 272 p.
- HATSELL, J., *Precedents of proceedings in the House of Commons*, Volume I, Privilege of Parliament, New Jersey, 1971, 371 p.
- Les Parlements dans le monde, Recueil de données comparatives*, 2^e éd., Volume II, Bruylant, Bruxelles, 1987, 1661 p.
- MAINGOT, J., *Parliamentary Privilege in Canada*, Canada, Butterworths, 1982, 290 p.

MAINGOT, J., *Le privilège parlementaire au Canada*, Les Éditions Yvon Blais Inc., Cowansville, 1987, 367 p.

MAY, Sir T.E., *Traité des lois, privilèges, procédures et usages du Parlement*, t. I, Paris, Giard et Brière, 1909, 408 p.

MAY, Sir T.E., *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 11th ed., London, Butterworths, 1906, 1001 p.

MAY, Sir T.E., *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 13th ed., London, Butterworths, 1924, 914 p.

MAY, Sir T.E., *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 17th ed., London, Butterworths, 1964, 1145 p.

MAY, Sir T.E., *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 18th ed., London, Butterworths, 1971, 1108 p.

MAY, Sir T.E., *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 19th ed., London, Butterworths, 1976, 1156 p.

MAY, Sir T.E., *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 20th ed., London, Butterworths, 1983, 1200 p.

MAY, Sir T.E., *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament*, 21st ed., London, Butterworths, 1989, 1079 p.

PETTIFER, J.A., *House of Representatives Practice*, Canberra, Australian Government Publishing Service, 1981, 966 p.

Précis de procédure de la Chambre des communes, Canada, 3^e éd., 1990, 167 p.

Report from The Select Committee on Parliamentary Privilege, H.C. 34 (Dec. 1, 1967) U.K.

SPARER, M., SCHWAB, W., *Rédaction des lois: rendez-vous du droit et de la culture*, Conseil de la langue française, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980, 349 p.

PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DEPUIS 1970

Vingt-neuvième et trentième Législature

Jean-Noël Lavoie (Président) – 9 juin 1970 au 14 décembre 1976

Denis Hardy (vice-président) – 10 juin 1970 au 23 février 1973

Harry Blank (vice-président) – 7 juillet 1971 au 14 décembre 1976

Robert Lamontagne (vice-président) – 2 mars 1973 au 14 décembre 1976

Trente et unième et trente-deuxième Législature

Clément Richard (Président) – 14 décembre 1976 au 6 novembre 1980

Jean-Guy Cardinal (vice-président) – 14 décembre 1976 au 16 mars 1979

Louise Cuerrier (vice-présidente) – 14 décembre 1976 au 13 avril 1981

Claude Vaillancourt (vice-président) – 17 mai 1979 au 11 novembre 1980

* * * * *

Claude Vaillancourt (Président) – 11 novembre 1980 au 23 mars 1983

Jean-Pierre Jolivet (vice-président) – 11 novembre 1980 au 20 décembre 1984

Réal Rancourt (vice-président) – 19 mai 1981 au 16 décembre 1985

* * * * *

Richard Guay (Président) – 23 mars 1983 au 16 décembre 1985

Raymond Brouillet (vice-président) – 21 décembre 1984 au 16 décembre 1985

Trente-troisième Législature

Pierre Lorrain (Président) – 16 décembre 1985 au 28 novembre 1989

Jean-Pierre Saintonge (vice-président) – 16 décembre 1985 au 28 novembre 1989

Louise Bégin (vice-présidente) – 16 décembre 1985 au 28 novembre 1989

Trente-quatrième Législature

Jean-Pierre Saintonge (Président) – 28 novembre 1989 au 29 novembre 1994

Michel Bissonnet (vice-président) – 28 novembre 1989 au 29 novembre 1994

Lawrence Cannon (vice-président) – 28 novembre 1989 au 5 octobre 1990

Roger Lefebvre (vice-président) – 16 octobre 1990 au 10 janvier 1994

Michel Tremblay (vice-président) – 8 mars 1994 au 29 novembre 1994

Trente-cinquième Législature

Roger Bertrand (Président) – 29 novembre 1994 au 29 janvier 1996

Pierre Bélanger (vice-président) – 29 novembre 1994 au 29 janvier 1996

Raymond Brouillet (vice-président) – 29 novembre 1994

* * * * *

Jean-Pierre Charbonneau (Président) – 12 mars 1996

Claude Pinard (vice-président) – 12 mars 1996

ARTICLE 2

2/1

JD, 4 juillet 1973, pp. 2148 et 2149 (Jean-Noël Lavoie)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Décision d'une commission — Appel — Rapport d'une commission — Amendement — RAN, art. 2 — RAN, art. 252 — RAN 1972-1984, art. 10 — RAN 1972-1984, art. 123(3)

Contexte — Un député de l'opposition officielle demande au Président de renverser une décision rendue en commission. Le président de la commission a jugé recevable un amendement à un projet de loi qui, selon le député, irait à l'encontre du principe de ce projet de loi.

Question — Est-ce que le Président de l'Assemblée nationale peut se prononcer sur une décision rendue par un président de commission?

Décision — Le Président de l'Assemblée nationale ne peut intervenir dans les travaux d'une commission afin de déclarer irrecevable un amendement à un projet de loi déclaré recevable par le président de la commission et adopté par celle-ci. Il n'y a pas d'appel au Président de l'Assemblée d'une décision d'une commission ou du président d'une commission.

Si le député de l'opposition officielle n'approuve pas cet amendement, il pourra toujours proposer un amendement au rapport de la commission.

Articles de règlements cités — Geoffrion 1941, art. 67, 326 et 426; RAN 1972-1984, art. 139 et 163

2/2

JD, 18 décembre 1973, pp. 572-575 (Jean-Noël Lavoie)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Décision d'une commission — Appel — RAN, art. 2 — RAN, art. 61 — RAN 1972-1984, art. 10

Contexte — Au moment du dépôt d'un rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle s'objecte à ce dépôt pour le motif que la commission a tenu une séance irrégulière.

Question — Est-ce que le Président de l'Assemblée nationale peut refuser le dépôt du rapport de cette commission pour le motif qu'elle a tenu une séance irrégulière?

Décision — Le rapport d'une commission élue, qui serait le rapport d'une séance irrégulière de la commission, ne pourrait être déclaré irrecevable par le Président de l'Assemblée nationale. Il n'y a pas de droit d'appel des décisions d'un président de commission au Président de l'Assemblée nationale.

2/3

JD, 19 décembre 1973, pp. 704-708 (Jean-Noël Lavoie)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Président de commission — Rapport d'une commission — RAN, art. 2 — RAN 1972-1984, art. 10

Contexte — Au cours d'un débat portant sur une motion mettant en cause la conduite d'un président de commission, un député de l'opposition officielle présente un sous-amendement qui se lit comme suit: «et d'avoir permis au rapporteur de la commission de la justice de soumettre à l'Assemblée nationale un rapport irrégulier».

Question — Est-ce que le président d'une commission a un rôle de surveillance sur le rapport de la commission?

Décision — Le président d'une commission a le devoir de suivre le travail de la commission et les étapes successives que sont la préparation du rapport et le mandat de la commission de faire rapport. Le président d'une commission a les mêmes pouvoirs et devoirs que le Président de l'Assemblée lorsqu'il doit présider une commission.

2/4

JD, 3 décembre 1975, p. 2343 (Jean-Noël Lavoie)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Président de commission — Décision d'une commission — Appel — RAN, art. 2 — RAN 1972-1984, art. 10

Contexte — Un député de l'opposition officielle s'oppose à une décision rendue par un président de commission invoquant une mauvaise interprétation du Règlement. Il désire que le Président de l'Assemblée nationale renverse cette décision.

Question — Est-ce que le Président de l'Assemblée nationale peut renverser une décision rendue par un président de commission?

Décision — Le Président de l'Assemblée nationale n'a pas à donner de directives sur une décision rendue en commission. Le Président de l'Assemblée nationale n'est pas un tribunal d'appel d'une décision rendue par un président de commission. Le président de la commission a les pleins pouvoirs pour présider cette commission.

2/5

JD, 15 mai 1984, p. 6037 (Richard Guay)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Déclaration du Président — RAN, art. 2

Contexte — Le leader de l'opposition officielle souligne que son groupe parlementaire n'a pas été préalablement avisé que le Président ferait une déclaration concernant la sécurité des édifices du Parlement.

Question — Est-ce que le Président doit aviser les groupes parlementaires du moment où il fera une déclaration?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Dans tous les parlements de tradition britannique, c'est la prérogative du Président de saisir l'Assemblée de toute question au moment où il le juge opportun.

2/6

JD, 16 avril 1986, pp. 940-943 (Pierre Lorrain)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Président de commission — Décision d'une commission — Appel — RAN, art. 2 — RAN, art. 214

Contexte — Lors de l'étude des crédits en commission, un ministre refuse de déposer un document après qu'on lui en ait fait la demande en invoquant l'article 214 du Règlement. Le leader de l'opposition officielle souligne ce fait au Président de l'Assemblée nationale et lui demande une interprétation de l'article 214 du Règlement.

Question — Est-ce que le Président de l'Assemblée nationale peut interpréter un article du Règlement en fonction de faits survenus en commission?

Décision — Le président d'une commission a pleine autorité pour rendre des décisions. Il n'y a pas d'appel devant le Président de l'Assemblée nationale d'une décision rendue par un président de commission. Le Président de l'Assemblée nationale n'a donc pas en l'espèce à interpréter l'article 214 du Règlement.

2/7

JD, 6 mai 1986, p. 1247 (Pierre Lorrain)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Discours du budget — Poursuite du débat en commission — Convocation d'un ministre — RAN, art. 2 — RAN, art. 164 — RAN, art. 275

Contexte — Dans le cadre de la poursuite du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, le leader de l'opposition officielle demande au Président de l'Assemblée nationale si la Commission peut exiger la présence de ministres autres que celui des Finances.

Question — Est-ce que le Président de l'Assemblée nationale peut intervenir dans les travaux d'une commission en déterminant les règles à suivre?

Décision — Le Président de l'Assemblée nationale ne peut répondre à la demande du leader de l'opposition officielle. C'est à la Commission de décider si elle désire convoquer des témoins. Seul le président de la Commission peut rendre une décision à ce sujet.

2/8

JD, 26 mars 1987, pp. 6402 et 6403 (Pierre Lorrain)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Avis touchant les travaux des commissions — Séance d'une commission — Annulation — RAN, art. 2 — RAN, art. 85

Décisions - Assemblée

Contexte — Aux affaires courantes, lors des avis touchant les travaux des commissions, un vice-président de commission s'enquiert auprès du Président de l'Assemblée nationale de la raison pour laquelle une séance de la commission a été annulée. Il désire également connaître les dispositions du Règlement qui permettent d'annuler une séance de commission dûment convoquée.

Question — Est-ce que le Président de l'Assemblée nationale peut émettre une opinion concernant l'annulation d'une séance de commission?

Décision — Le Président de l'Assemblée nationale ne fait que transmettre les avis touchant les travaux des commissions. Ayant été avisé de l'annulation d'une séance, il n'a pas à s'interroger sur la validité de cette annulation. En aucun temps, le Président de l'Assemblée nationale n'a à intervenir, à interpréter, à donner des opinions ou à modifier des décisions prises au sein des commissions.

Décision similaire — *JD, 25 novembre 1986, pp. 4229 et 4230 (Pierre Lorrain)*

2/9

JD, 6 décembre 1995, pp. 5472 et 5473 (Roger Bertrand)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Président de commission — Décision d'une commission — Appel — Conduite d'un président de commission — RAN, art. 2 — RAN, art. 315

Contexte — Un député de l'opposition officielle désire savoir comment un membre d'une commission peut s'assurer que les travaux de la commission ne se poursuivent pas au-delà de l'heure prévue pour la levée de la séance. Le député mentionne que les journaux du jour font état de propos qui auraient été tenus en commission par un ministre, et ce après l'heure prévue pour la levée de la séance.

Sur la même question, le leader de l'opposition officielle veut également savoir comment et par qui un président de commission peut être rappelé à l'ordre pour avoir contrevenu à un ordre de l'Assemblée.

Questions — Comment un député peut-il s'assurer que les travaux d'une commission ne se poursuivent pas au-delà de l'heure prévue pour la levée de la séance?

Comment et par qui un président de commission peut-il être rappelé à l'ordre pour avoir contrevenu à un ordre de l'Assemblée?

Décision — L'organisation des travaux d'une commission relève de la compétence du président de la commission car celui-ci a les pleins pouvoirs pour présider cette commission. Le Président de l'Assemblée ne peut s'immiscer dans l'organisation des travaux des commissions et n'a pas droit de regard sur ces matières. De plus, il n'a pas à donner de directive sur une décision rendue en commission.

Pour mettre en cause la conduite d'un président de commission, il faut utiliser les articles du Règlement relativement à la conduite d'un membre du Parlement.

Décision citée — *JD, 3 décembre 1975, p. 2343 (Jean-Noël Lavoie)*

Décision similaire — *JD, 1 décembre 1995, p. 5316 (Roger Bertrand)*

ARTICLE 22

22/1

JD, 16 décembre 1992, pp. 4817-4819 (Roger Lefebvre)

DÉLAI D'ADOPTION D'UN PROJET DE LOI — Consentement unanime — RAN, art. 22 — RAN, art. 229

Contexte — Le leader du gouvernement appelle l'adoption d'un projet de loi présenté après le 15 novembre de la même période de la session. La présidence s'enquiert du consentement pour déroger à l'article 22 du Règlement pour pouvoir procéder à l'adoption du projet de loi. Le leader de l'opposition officielle objecte qu'un consentement est requis avant même que l'on introduise le débat sur la motion d'adoption.

Question — Est-ce que la présidence peut appeler l'étape de l'adoption d'un projet de loi présenté après le 15 novembre ou après le 15 mai de la même période de travaux parlementaires, même s'il n'y a pas eu préalablement un consentement unanime de l'Assemblée à cet effet?

Décision — L'article 22 du Règlement nous renvoie implicitement à l'article 229 du Règlement qui établit les cinq étapes de l'étude d'un projet de loi. L'adoption d'un projet de loi comprend tant le débat sur la motion en discussion que la mise aux voix de cette motion. À cet effet, Beauchesne mentionne que «Le débat commence après que le Président a lu la proposition et se termine dès qu'elle a été pleinement mise aux voix. Une question est pleinement mise aux voix lorsque le Président a dénombré les voix pour et les voix contre».

On ne peut procéder tant au débat qu'à la mise aux voix d'un projet de loi présenté après le 15 novembre ou après le 15 mai de la même période de travaux parlementaires. Seul un consentement unanime de l'Assemblée permettrait de procéder à l'étape de l'adoption, c'est-à-dire le débat et la mise aux voix de la motion d'adoption.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 22 et 229*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 6e éd., p. 139, commentaire 454; May, 20th ed., p. 419*

ARTICLE 23

23/1

JD, 3 septembre 1992, pp. 3059-3064 (Jean-Pierre Saintonge)

SÉANCE EXTRAORDINAIRE — Convocation — Déroulement — Horaire — RAN, art. 23 — RAN, art. 24 — RAN, art. 25 — RAN, art. 26 — RAN, art. 27 — RAN, art. 28

Contexte — Lors d'une séance extraordinaire, diverses questions sont adressées au Président concernant le déroulement d'une telle séance. Compte tenu de ces circonstances, le Président décide de donner certaines précisions sur le cadre d'une séance extraordinaire.

Question — Quel est le cadre d'une séance extraordinaire?

Décision — Il est prévu à l'article 23 du Règlement qu'«[e]n dehors des périodes, jours ou heures prévus [...], l'Assemblée, sur demande du Premier ministre, se réunit en séances extraordinaires». Une séance extraordinaire peut donc se tenir indépendamment des jours et des heures. Le Règlement comporte très peu de dispositions concernant le déroulement d'une séance extraordinaire, mais nous devons interpréter ces articles le plus strictement possible.

Il ressort des articles 27 et 28 du Règlement que lorsqu'une séance extraordinaire est convoquée à la demande du Premier ministre, nous débutons par les affaires courantes. Et aux affaires courantes, à l'étape des motions sans préavis, le leader du gouvernement doit, à l'occasion d'un débat restreint, expliquer les motifs de la convocation. Ce dernier peut également, dans sa même motion, proposer la suspension de règles de procédure qu'il désigne; quoique, selon un usage à l'Assemblée, les nouvelles règles pourraient avoir été établies par une entente préalable entre les leaders des groupes parlementaires.

Le débat restreint sur les motifs de la convocation et, le cas échéant, sur la motion de suspension des règles de procédure se poursuit indépendamment des heures de suspension ou d'ajournement de l'Assemblée prévues au Règlement. Ensuite, ce sont les règles prévues dans la motion de suspension des règles de procédure ou celles faisant l'objet d'une entente entre les parties qui s'appliquent.

Articles de règlement cités — RAN, art. 23, 24, 25, 26, 27 et 28

ARTICLE 29

29/1

JD, 16 décembre 1983, pp. 4635-4640 (Richard Guay)

HUIS CLOS — Motif — RAN, art. 29 — RAN 1972-1984, art. 47

Contexte — Lors d'un débat sur une motion de clôture, un député de l'opposition officielle, invoquant la piètre qualité du débat, présente une motion pour siéger à huis clos.

Question — Quelles situations justifient la présentation d'une motion pour siéger à huis clos?

Décision — La qualité des débats ne donne pas ouverture à la présentation d'une motion pour siéger à huis clos.

Le huis clos n'existe que lorsqu'il y a des motifs extrêmement sérieux: atteinte à la sécurité de l'État ou atteinte à la protection de renseignements personnels qui pourrait compromettre des individus. Autrement, le gouvernement pourrait l'utiliser souvent pour empêcher l'opposition de jouir des moyens d'information dont dispose l'Assemblée nationale.

ARTICLE 32

32/1

JD, 11 décembre 1986, pp. 5266-5268 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCORUM — Obligation de garder sa place — RAN, art. 32

Contexte — Au cours de son intervention, un député demande au Président d'inviter certains députés à regagner leur siège.

Question — Est-ce qu'un député doit en tout temps occuper la place qui lui a été assignée par le Président?

Décision — Suivant un usage établi, le Président n'intervient pas pour demander à un député de regagner son siège quand il n'est pas assis à la place qui lui a été assignée. Mais si un député le demande et que le Président juge que le climat prévalant à l'Assemblée le commande, il exigera que chaque député regagne sa place.

Décisions similaires — JD, 22 juin 1987, p. 8960 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 18 décembre 1987, pp. 10971 et 10972 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 13 décembre 1989, p. 613 (Michel Bissonnet); JD, 26 avril 1990, p. 1891 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 4 septembre 1992, p. 3180 (Michel Bissonnet); JD, 8 juin 1993, p. 7343 (Roger Lefebvre); JD, 2 décembre 1994, p. 165 (Raymond Brouillet); JD, 19 décembre 1994, p. 981 (Raymond Brouillet); JD, 2 juin 1995, p. 3384 (Pierre Bélanger); JD, 14 juin 1995, p. 4175 (Pierre Bélanger); JD, 5 juin 1996, p. 1785 (Claude Pinard)

32/2

JD, 3 avril 1990, p. 1513 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCORUM — Arborer un macaron ou une épinglette — Liberté d'expression — Discretion du Président — RAN, art. 32

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le leader du gouvernement demande au Président de l'Assemblée nationale si un député de l'opposition officielle peut arborer un macaron ou une épinglette à ses vêtements lorsqu'il pose une question à un ministre.

Question — Est-ce que le fait d'arborer un macaron ou une épinglette à ses vêtements constitue un manquement au décorum de l'Assemblée nationale?

Décision — Au Québec, le fait d'arborer un macaron ou une épinglette à ses vêtements est bien établi dans les traditions démocratiques. Le fait, pour un député, de pouvoir afficher son appui à une cause ou à un mouvement humanitaire, social ou politique est un attribut important de la liberté d'expression. Cette liberté d'expression doit cependant s'exercer tout en respectant les limites fixées par le Règlement. Ainsi, lorsqu'elle s'assure du respect de l'ordre et du décorum, la présidence doit toujours conserver une complète discrétion sur ce qui pourrait constituer une atteinte au décorum ou nuire à l'expression d'autrui. Dans la mesure où le message contenu sur une épinglette ou un macaron ne va pas à l'encontre du Règlement et n'est ni offensant ni dégradant pour l'Assemblée nationale ou l'un de ses membres, le port de cette épinglette ou de ce macaron sera permis à l'Assemblée nationale.

32/3

JD, 14 novembre 1990, pp. 5079 et 5080 (Roger Lefebvre)

DÉCORUM — Téléphone portatif — Obligation de garder le silence — Droit de parole — RAN, art. 32

Contexte — Au cours d'un débat, il est porté à l'attention du Président qu'un député utilise un téléphone portatif à l'Assemblée.

Question — Est-ce que l'utilisation d'un téléphone portatif par un député à l'Assemblée est prohibée?

Décision — En vertu du deuxième alinéa de l'article 32, un député doit garder le silence à moins d'avoir obtenu la parole. L'utilisation d'un téléphone portatif par un député à l'Assemblée est une dérogation à cette disposition.

32/4

JD, 7 novembre 1991, p. 10444 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCORUM — Geste vulgaire — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — RAN, art. 32 — RAN, art. 315

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des votes reportés, un député indépendant pose un geste vulgaire à l'endroit de l'un de ses collègues. Un député indépendant intervient en précisant qu'il demandera à son collègue de présenter ses excuses dans les plus brefs délais. Des excuses furent présentées à la séance suivante.

Question — Est-ce qu'il est possible de sanctionner un geste vulgaire à titre de manquement au décorum?

Décision — Les députés sont responsables de leurs paroles et de leurs gestes. Le Président peut aviser un député qui a posé un geste vulgaire de se conformer au Règlement. Si ce député n'obtempère pas à cette demande, il peut encourir une sanction allant de la privation de son droit de parole jusqu'à son expulsion.

Une motion peut toujours être présentée pour mettre en cause la conduite répréhensible d'un député qui nuit à la bonne marche des travaux de l'Assemblée nationale et au maintien du décorum.

32/5

JD, 11 décembre 1991, pp. 11464-11466 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCORUM — Copie d'un projet de loi déchirée à l'Assemblée — RAN, art. 32

Contexte — Au cours de son intervention lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle déchire une copie de ce projet de loi. Le leader adjoint du gouvernement soulève un rappel au Règlement pour faire valoir que ce geste constitue un manquement au décorum de l'Assemblée nationale.

Question — Est-ce que le fait pour un député de déchirer un projet de loi à l'Assemblée constitue un manquement au décorum?

Décisions - Assemblée

Décision — Le geste posé par le député de l'opposition officielle constitue véritablement un manquement au décorum de l'Assemblée nationale. Il est donc utile de l'inviter à bien vouloir s'excuser ou à exprimer ses regrets auprès des membres de l'Assemblée.

32/6

JD, 17 décembre 1992, p. 4880 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCORUM — *Circuler entre le député qui a la parole et le fauteuil — Circuler entre la masse et le fauteuil* — RAN, art. 32 — *Geoffrion 1941, art. 63*

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des avis touchant les travaux des commissions, certains députés circulent entre le leader du gouvernement qui a la parole et le fauteuil du Président, tandis que d'autres députés passent entre la masse et le fauteuil du Président.

Question — Est-ce que le fait de circuler entre le député qui a la parole et le fauteuil du Président et entre la masse et le fauteuil du Président constitue un manquement au décorum?

Décision — On ne doit jamais circuler entre le fauteuil du Président et le député qui a la parole, ni circuler entre la masse et le fauteuil du Président. Il s'agit de règles liées au décorum établies pour assurer le respect de l'institution.

Décisions similaires — JD, 22 juin 1987, p. 8959 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 26 octobre 1988, p. 2762 (Jean-Pierre Saintonge)

ARTICLE 33

33/1

JD, 26 novembre 1974, pp. 2954 et 2955 (Jean-Noël Lavoie)

INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ — Ordre des interventions — Pouvoir du Président — RAN, art. 33 — RAN 1972-1984, art. 92

Contexte — Lors du débat sur une motion proposée par un député de l'opposition, le leader de l'opposition officielle prétend qu'il serait normal, avant que le gouvernement ne réponde, que les membres de l'opposition officielle puissent avoir l'occasion de s'exprimer davantage sur la motion.

Question — Dans quel ordre le Président doit-il accorder la parole aux députés?

Décision — Après que l'auteur de la motion se fut exprimé, la tradition a conféré au Président le pouvoir de décider de l'ordre dans lequel il accordera les droits de parole aux députés. Or, aucune préférence ne doit être établie; celui qui se sera levé le premier en s'adressant au Président aura droit de parole.

33/2

JD, 7 juin 1979, p. 1809 (Louise Cuerrier)

INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ — Ordre des interventions — Pouvoir du Président — RAN, art. 33 — RAN 1972-1984, art. 92

Contexte — Aux affaires du jour, lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, il y a certaines interrogations quant à l'ordre des droits de parole.

Question — Dans quel ordre le Président doit-il accorder la parole aux députés?

Décision — En vertu de l'article 92 RAN 1972-1984 (RAN, art. 33) et suivant les précédents établis, sous réserve d'ordres spéciaux et de la coutume acceptant une rotation entre les partis pour un premier tour, l'ordre des droits de parole est décidé par le Président seul.

Articles de règlement cités — *Geoffrion 1941, art. 244 et 245*

Doctrines invoquées — *May, 11th ed., p. 336*

33/3

JD, 24 octobre 1979, pp. 3121 et 3122 (Clément Richard)

INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ — Ordre des interventions — Pouvoir du Président — Alternance — RAN, art. 33 — RAN 1972-1984, art. 92

Contexte — À la suite d'une demande de directive de la part du leader de l'opposition officielle, le Président doit rendre une décision explicitant l'ordre des interventions des députés.

Question — Dans quel ordre le Président doit-il accorder la parole aux députés?

Décision — Au sujet de l'ordre des intervenants dans un débat, la règle générale est établie par l'article 92 RAN 1972-1984 (RAN, art. 33); le premier qui se lève en s'adressant au Président se voit accorder le droit de parole. Cependant, le Président respecte une rotation entre les différentes formations politiques au début du débat. Par la suite, selon une tradition maintenant établie, le principe de l'alternance entre en jeu: un opinant pour, un opinant contre. Cette pratique n'est toutefois pas absolue et ne lie pas le Président.

Décision citée — *JD, 7 juin 1979, p. 1809 (Louise Cuerrier)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 301, p. 99; May, 19th éd., p. 416*

Décision similaire — *JD, 13 décembre 1988, pp. 4071 et 4072 (Louise Bégin)*

33/4

JD, 13 décembre 1984, p. 1779 (Réal Rancourt)

INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ — Ordre des interventions — Alternance — Pouvoir du Président — RAN, art. 33

Contexte — À la suite de l'intervention d'un député indépendant contre une motion, le Président accorde la parole à un député de l'opposition officielle également contre la motion.

Question — Dans quel ordre le Président doit-il accorder la parole aux députés et comment s'applique la règle de l'alternance?

Décision — Habituellement, la règle de l'alternance s'applique de la façon suivante: un député en faveur de la motion parle et il est suivi d'un député contre la motion. Cependant, le Président conserve le droit d'accorder la parole au député qui se lève en premier.

33/5

JD, 10 mai 1990, pp. 2547 et 2548 (Michel Bissonnet)

INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ — Ordre des interventions — Alternance — Pouvoir du Président — RAN, art. 33

Contexte — Quelques minutes avant l'heure prévue pour l'ajournement de l'Assemblée, le leader adjoint du gouvernement présente une motion d'ajournement de l'Assemblée. Un député de l'opposition officielle prétend que, suivant la règle de l'alternance, le Président aurait dû lui accorder la parole plutôt qu'au leader adjoint du gouvernement, puisque l'intervention précédente avait été faite par un député ministériel.

Question — Dans quel ordre le Président doit-il accorder la parole aux députés?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Le Président reconnaît le premier député qu'il voit se lever et qui lui demande la parole. Le Président a vu le leader adjoint du gouvernement et lui a donc accordé la parole. Cela ne signifie pas pour autant que le député de l'opposition officielle ne s'est pas levé, mais le Président ne l'a pas vu.

ARTICLE 34

34/1

JD, 22 mars 1984, pp. 5401 et 5402 (Richard Guay)

QUESTION AU PRÉSIDENT — Conflit d'intérêts — RAN, art. 34 — RAN, art. 316(1) — LAN, art. 61 — LAN, art. 62 — LAN, art. 82

Contexte — Le leader de l'opposition officielle estime que le leader du gouvernement est en conflit d'intérêts lorsqu'il intervient sur un rappel au Règlement portant sur une matière *sub judice*, puisqu'il est une des parties au conflit déféré aux tribunaux.

Question — Est-ce qu'il est possible de demander au Président si un député est en conflit d'intérêts, en vertu de l'article 34 du Règlement?

Décision — Il est impossible, en vertu de l'article 34 du Règlement, de faire une demande de directive pour savoir si un député est en conflit d'intérêts. L'article 82 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* et le titre VI du Règlement édictent la procédure à suivre lorsque l'on désire traiter d'un cas particulier.

34/2

JD, 6 décembre 1984, p. 1437 (Richard Guay)

QUESTION AU PRÉSIDENT — Administration de l'Assemblée — Bureau de l'Assemblée nationale — RAN, art. 34

Contexte — Le Premier ministre canadien devant être reçu à l'Assemblée nationale, un député de l'opposition officielle adresse une question au Président afin de savoir si le drapeau canadien sera hissé à l'un des mâts réservés au drapeau des pays étrangers dont une délégation est en visite à l'Assemblée nationale.

Question — Est-ce qu'il est possible d'adresser des questions d'ordre administratif au Président, en vertu de l'article 34 du Règlement?

Décision — L'article 34 du Règlement porte sur les affaires et la procédure de l'Assemblée, s'entendant de la réunion des cent vingt-deux députés. Pour ce qui est des questions d'ordre administratif, c'est le Bureau de l'Assemblée nationale qui est compétent en la matière.

Décision similaire — JD, 2 mai 1990, pp. 2220 et 2221 (Jean-Pierre Saintonge)

34/3

JD, 19 mars 1985, pp. 2484 et 2485 (Richard Guay)

QUESTION AU PRÉSIDENT — Question hypothétique — RAN, art. 34

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Un député désire connaître les conséquences des difficultés qu'éprouve une commission pour élire son président sur l'étude des crédits à venir.

Question — Est-ce qu'il est possible d'adresser des questions hypothétiques au Président, en vertu de l'article 34 du Règlement?

Décision — Le Président n'a pas coutume de donner une réponse à des questions hypothétiques.

34/4

JD, 11 mars 1986, pp. 311-313 (Pierre Lorrain)

QUESTION AU PRÉSIDENT — Question de privilège — Leader du gouvernement — Conflit d'intérêts — RAN, art. 34 — LAN, art. 61

Contexte — Lors des plaidoiries portant sur la recevabilité d'une question de privilège impliquant le leader du gouvernement en tant que ministre, le leader de l'opposition officielle demande au Président si le leader du gouvernement peut intervenir sur cette question, puisqu'il est lui-même mis en cause.

Question — Est-ce que le leader du gouvernement est en conflit d'intérêts lorsqu'il intervient sur une question de privilège qui le concerne en tant que ministre?

Décision — Le leader du gouvernement peut intervenir au nom du gouvernement sur cette question de privilège et non en son nom personnel. L'article 61 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, traitant des conflits d'intérêts, ne peut s'appliquer à la situation actuelle.

34/5

JD, 24 avril 1986, pp. 1013 et 1014 (Pierre Lorrain)

QUESTION AU PRÉSIDENT — Question hypothétique — Discours du budget — Étude des crédits — Private ruling — RAN, art. 34

Contexte — Le ministre des Finances a annoncé dans un communiqué de presse, que le discours du budget sera prononcé à une date où l'étude des crédits budgétaires ne sera probablement pas terminée. Le leader de l'opposition officielle demande au Président si le discours du budget peut être prononcé avant la fin de l'étude des crédits.

Questions — Quelle est la nature de la demande adressée au Président par le leader de l'opposition officielle?

Est-ce que le discours du budget peut être prononcé avant la fin de l'étude des crédits?

Décision — La question posée par le leader de l'opposition officielle est de nature hypothétique vu les conditions qui se rattachent à l'événement en cause. La tradition à l'Assemblée nationale veut que le Président n'ait pas à se prononcer sur des questions hypothétiques.

Toutefois, considérant que le discours du budget est de la plus haute importance dans notre système parlementaire, le Président se prévaut d'une procédure exceptionnelle: le *private ruling*. À cet effet, il invite les leaders parlementaires à venir le rencontrer afin de leur communiquer son interprétation des règles concernant cette question.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 70*

Décision citée — *JD, 19 mars 1985, p. 2484 (Richard Guay)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 239, p. 79; May, 20th ed., p. 235*

34/6

JD, 30 avril 1986, p. 1036 (Pierre Lorrain)

QUESTION AU PRÉSIDENT — Private ruling — Confidentialité — Discretion du Président — RAN, art. 34

Contexte — Le 24 avril 1986, le Président a rendu une décision à l'effet que la question soumise à son attention était hypothétique. Toutefois, compte tenu de l'importance de la question (le discours du budget peut-il être prononcé avant la fin de l'étude des crédits?), il s'est prévalu d'une procédure exceptionnelle qui relève de sa discrétion, le *private ruling*. Le 29 avril 1986, le leader de l'opposition officielle demande au Président de faire part aux membres de l'Assemblée du contenu de ce *private ruling* rendu confidentiellement.

Question — Est-ce que les propos tenus par le Président à l'occasion d'un *private ruling* sont confidentiels?

Décision — Les propos tenus par le Président à l'occasion d'un *private ruling* peuvent être rendus publics lorsque cela est dans l'intérêt général ou lorsqu'un *private ruling* peut servir de précédent. Il s'agit là d'une question qui doit être laissée à l'appréciation du Président.

Doctrine invoquée — *May, 20th ed., p. 214*

ARTICLE 35(1)

35(1)/1

JD, 5 décembre 1989, pp. 298 et 299 (Lawrence Cannon)

PAROLES INTERDITES — Désigner un député autrement que par son titre — RAN, art. 35(1)

Contexte — Un député ministériel qui a la parole désigne le chef de l'opposition officielle par son nom plutôt que par son titre, sous prétexte qu'il réfère à une période où le chef de l'opposition officielle était alors ministre.

Question — Est-ce qu'un député qui a la parole peut, lorsqu'il fait référence au passé, désigner un député autrement que par son titre?

Décision — Un député qui a la parole ne peut désigner un autre député autrement que par son titre, même si le député qui a la parole fait référence au passé.

Décision similaire — JD, 2 juin 1995, p. 3367 (Raymond Brouillet)

ARTICLE 35(3)

35(3)/1

JD, 31 octobre 1974, pp. 2479-2481 (Jean-Noël Lavoie)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Commission d'enquête* — *Question interdite* — RAN, art. 35(3) — RAN 1972-1984, art. 99(4)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle demande à un ministre pourquoi il a réinstallé dans ses fonctions une personne qui a été décrite devant la commission Cliche comme le principal responsable du favoritisme politique dans l'embauche à la Baie James.

Question — Compte tenu des règles relatives au *sub judice*, est-ce que cette question est recevable?

Décision — La question est irrecevable, car elle fait écho à un témoignage déposé devant une commission d'enquête créée par décret ministériel et présuppose que le témoignage rendu est véridique, que les commissaires ont accepté ce témoignage comme vrai et que le comportement de la personne mise en cause par ce témoignage a déjà fait l'objet d'un jugement de la part des commissaires. Accepter cette question pourrait porter préjudice à une personne impliquée dans ce témoignage. De plus, ce serait s'immiscer indirectement dans les travaux en cours d'une commission d'enquête.

35(3)/2

JD, 23 avril 1975, pp. 486-489 (Harry Blank)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Commission d'enquête* — RAN, art. 35(3) — RAN, art. 38 — RAN 1972-1984, art. 99(4)

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose que soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant, conformément aux dispositions législatives pertinentes, de révoquer de ses fonctions le président de la commission de la Fonction publique. Lors du débat sur cette motion, on rattache cette demande de révocation aux témoignages rendus devant la commission d'enquête Cliche.

Question — Est-ce qu'une motion déjà mise en discussion peut être déclarée irrecevable, pour le motif qu'elle est contraire à la règle du *sub judice*?

Décision — Le Président, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, reconnaît que seule l'Assemblée nationale a juridiction pour révoquer cette nomination. Cependant, l'Assemblée a volontairement limité sa compétence en adoptant l'article 99(4) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(3)) où il est stipulé qu'il est interdit de parler d'une affaire qui est devant un organisme quasi judiciaire ou qui fait l'objet d'une enquête lorsque, dans ce dernier cas, les paroles prononcées peuvent être préjudiciables à une personne.

Prima facie, la motion était recevable, mais dans le plaidoyer découlant de la motion, dès qu'on rattache la demande de révocation aux témoignages rendus devant la commission Cliche, on parle d'une affaire qui fait l'objet d'une enquête. La motion doit donc, à ce stade-ci, être déclarée irrégulière.

35(3)/3

JD, 17 décembre 1975, pp. 2771-2773 (Jean-Noël Lavoie)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — Enquête policière — Refus de répondre — RAN, art. 35(3) — RAN, art. 82 — RAN 1972-1984, art. 99(4) — RAN 1972-1984, art. 171(1)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période de questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle s'informe d'un dossier faisant l'objet d'une enquête policière.

Question — Le mot "enquête" utilisé à l'article 99(4) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(3)) comprend-t-il une enquête policière?

Décision — Le mot "enquête" utilisé à l'article 99(4) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(3)) doit être rattaché à "commission d'enquête" et non pas à tout genre d'enquête, telle une enquête policière.

Le ministre est toujours libre d'invoquer l'article 171(1) RAN 1972-1984 (RAN, art. 82) pour refuser de répondre en alléguant qu'une question porte sur une affaire qui est devant une commission d'enquête ou pour tous les autres motifs énoncés audit article.

Décision similaire — JD, 14 décembre 1992, p. 4698 (Jean-Pierre Saintonge)

35(3)/4

JD, 13 mars 1984, pp. 5103 et 5104 (Richard Guay)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — Affaire pénale — RAN, art. 35(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle adresse une question au Premier ministre qui, sans en traiter directement, se rattache partiellement à une affaire qui est devant un tribunal de juridiction pénale.

Question — Est-ce qu'il est possible de traiter indirectement d'une affaire qui est devant un tribunal de juridiction pénale?

Décision — Étant donné que la question du député de l'opposition officielle traite indirectement d'une affaire qui est devant un tribunal de juridiction pénale, il faut mettre en garde les députés à l'effet qu'ils ne peuvent déborder de quelque manière que ce soit sur ce qui fait l'objet d'un litige devant les tribunaux de juridiction pénale.

35(3)/5

JD, 20 mars 1984, pp. 5279 et 5280 (Richard Guay)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — Affaire civile — Affaire pénale — RAN, art. 35(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle pose une question qui concerne une affaire devant un tribunal de juridiction civile.

Question — Est-ce qu'il est possible de traiter d'une affaire qui est devant un tribunal de juridiction civile?

Décision — Il y a une distinction entre les poursuites pénales et les poursuites civiles. Dans le cas de poursuites pénales, on ne peut s'y référer. Dans le cas de poursuites civiles, on peut s'y référer de manière générale mais on ne peut, lorsqu'on approche le coeur du sujet, faire des remarques qui pourraient être de nature à porter préjudice à qui que ce soit.

Décisions similaires — JD, 13 mars 1984, pp. 5103 et 5104 (Richard Guay); JD, 10 mars 1992, pp. 11862 et 11863 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 6 juin 1995, p. 3552 (Pierre Bélanger)

35(3)/6

JD, 5 juin 1984, p. 6632 (Richard Guay)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — Affaire criminelle — RAN, art. 35(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle demande au Premier ministre de commenter des propos tenus par ce dernier au sujet de la fusillade du 8 mai 1984 à l'Assemblée nationale et retranscrits dans une revue. L'auteur de la fusillade fait l'objet de poursuites criminelles.

Question — Est-ce qu'il est possible de traiter d'une affaire criminelle qui est devant un tribunal?

Décision — Avant d'autoriser le Premier ministre à répondre, il faut souligner que toute personne, y compris l'auteur de la fusillade, a droit à un procès juste et équitable et est présumée innocente jusqu'à ce qu'elle soit reconnue coupable. La question ou la réponse ne doivent pas nuire aux droits de l'accusé.

35(3)/7

JD, 19 décembre 1984, p. 2060 (Richard Guay)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — Affaire criminelle — RAN, art. 35(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle désire poser une question complémentaire au sujet d'une affaire criminelle qui est devant un tribunal.

Question — Est-ce qu'il est possible de traiter d'une affaire criminelle qui est devant un tribunal?

Décision — Lorsqu'il s'agit d'une affaire criminelle, le Règlement et la jurisprudence veulent qu'il n'y ait pas de question qui soit posée touchant cette affaire.

35(3)/8

JD, 5 novembre 1986, p. 3749 (Pierre Lorrain)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — Enquête du coroner — Organisme quasi judiciaire — RAN, art. 35(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle réfère à des faits ayant un lien avec une enquête du coroner.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Question — Est-ce qu'il est possible de traiter d'une affaire qui fait l'objet d'une enquête du coroner?

Décision — Une enquête du coroner, telle que constituée par la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* (L.R.Q., c. R-0.2), doit être assimilée à une affaire devant un organisme quasi judiciaire. En conséquence, le député doit agir avec prudence afin que les paroles prononcées ne portent préjudice à qui que ce soit.

35(3)/9

JD, 17 avril 1991, pp. 7385-7391 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Pouvoir du Président* — *Indépendance des tribunaux* — *Privilège parlementaire* — *RAN, art. 35(3)*

Contexte — Invoquant le privilège des parlements d'examiner tout ce qui concerne les impôts, les taxes et les revenus du gouvernement, le chef de l'opposition officielle soulève une demande de directive auprès du Président. Comment l'Assemblée pourrait-elle être privée du pouvoir d'examiner en toute liberté tout ce qui concerne les revenus d'Hydro-Québec y compris les contrats intervenus entre cette société et d'autres compagnies, contrats faisant l'objet de recours devant la Cour supérieure et la Commission d'accès à l'information?

Question — Est-ce que la règle du *sub judice* établie à l'article 35(3) du Règlement peut mettre en échec la responsabilité qui incombe à l'Assemblée d'exercer un contrôle sur le gouvernement?

Décision — La présidence ne se pose pas en juge quant à l'intérêt public du contenu même du contrat. Elle doit mettre en garde les parlementaires quant à l'application de la règle du *sub judice*. Il faut respecter l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'Assemblée n'a pas à se substituer à la Cour supérieure ou à la Commission d'accès à l'information. Les parlementaires doivent être conscients qu'il existe certaines limites qu'ils se sont eux-mêmes imposés quant à l'exercice de leurs droits et privilèges.

35(3)/10

JD, 18 avril 1991, pp. 7419-7422 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Motion sans préavis* — *Citation de document* — *RAN, art. 35(3)*

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des motions sans préavis, le leader de l'opposition officielle sollicite le consentement des membres de l'Assemblée pour que soit débattue une motion concernant un contrat intervenu entre Hydro-Québec et Norsk Hydro. Alors que le leader de l'opposition officielle s'apprête à lire une partie de ce contrat, le Président l'interrompt pour le mettre en garde et lui indiquer qu'en vertu de la règle du *sub judice*, il ne peut citer un extrait d'un document faisant l'objet de recours devant les tribunaux pour en établir la confidentialité.

Question — Est-ce qu'une motion sans préavis peut comporter une citation d'un contrat dont la confidentialité fait l'objet d'un recours devant un tribunal?

Décision — Le leader de l'opposition officielle ne peut aller à l'encontre de la règle du *sub judice* lorsqu'il présente une motion sans préavis. Même si la motion peut aborder le sujet concernant les relations contractuelles entre Hydro-Québec

et Norsk Hydro, l'auteur ne peut pour autant citer des extraits du contrat dont la confidentialité fait l'objet de recours devant les tribunaux.

Décision citée — JD, 20 mars 1984, pp. 5279 et 5280 (Richard Guay)

35(3)/11

JD, 16 septembre 1992, pp. 3629-3633 (Michel Bissonnet)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Injonction* — *Affaire civile* — RAN, art. 35(3)

Contexte — Au début de son intervention sur une motion présentée par le Premier ministre, un député de l'opposition officielle fait référence à un article du quotidien *Globe and Mail* portant sur l'enregistrement de conversations téléphoniques dont la divulgation ou toute référence directe ou indirecte est interdite au Québec en vertu d'une injonction interlocutoire émise par la Cour supérieure du Québec. Le leader adjoint du gouvernement prétend que la règle du *sub judice* interdit au député de citer l'article du quotidien ontarien.

Question — Est-ce que la règle du *sub judice* s'applique à l'injonction interlocutoire émise par la Cour supérieure du Québec?

Décision — L'injonction interlocutoire émise par la Cour supérieure de Québec interdit la divulgation ou toute référence directe ou indirecte à l'enregistrement de la conversation téléphonique dans le but d'éviter tout préjudice qui pourrait être causé à la demanderesse dans cette affaire.

La règle du *sub judice* prévue à l'article 35(3) du Règlement permet de référer de manière générale aux poursuites civiles mais interdit de faire des remarques qui pourraient être de nature à porter préjudice à qui que ce soit. Par conséquent la règle du *sub judice* doit être respectée.

Article de règlement cité — RAN, art. 35(3)

Décision citée — JD, 18 avril 1991, pp. 7419-7422 (Jean-Pierre Saintonge)

35(3)/12

JD, 3 mai 1994, p. 617 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Délai d'appel* — RAN, art. 35(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle pose une question portant sur une affaire qui a fait l'objet d'un jugement de la Cour fédérale. Le leader du gouvernement soulève un rappel au règlement et mentionne qu'on ne peut traiter d'un jugement tant que le délai d'appel n'est pas écoulé.

Question — Est-ce que la règle du *sub judice* fait en sorte qu'on ne peut aborder une affaire jugée tant que le délai d'appel n'est pas écoulé?

Décision — La question est soulevée par le député de l'opposition officielle et le ministre pourra invoquer dans sa réponse l'article 35(3) du Règlement relatif à la règle du *sub judice*. La règle du *sub judice* couvre le délai d'appel également.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Alors, pendant le délai d'appel, règle générale, la règle du *sub judice* est maintenue. Ce sera au ministre de répondre en tenant compte des limites que la règle du *sub judice* lui impose.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 35(3)

35(3)/13

JD, 13 décembre 1995, p. 5811 (Roger Bertrand)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Enquête* — *Vérificateur général* — *RAN*, art. 35(3) — *Loi sur le Vérificateur général*, art. 49

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle questionne le Premier ministre relativement à des contrats conclus par le gouvernement. Ces contrats font l'objet d'une enquête du Vérificateur général.

Question — Est-ce qu'il est possible de parler d'une affaire qui fait l'objet d'une enquête du Vérificateur général?

Décision — Le Vérificateur général a les pouvoirs d'un commissaire d'enquête, il peut contraindre à témoigner sous serment. Il s'agit donc d'une enquête soumise à l'application du paragraphe 35(3) du Règlement.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 35(3)

35(3)/14

JD, 16 avril 1996, p. 418 (Jean-Pierre Charbonneau)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Affaire pénale* — *Affaire criminelle* — *Tribunaux* — *Séparation des pouvoirs* — *RAN*, art. 35(3)

Contexte — Le Directeur général des élections a intenté, au moyen d'un constat d'infraction, une poursuite pénale contre un député, pour le motif qu'il aurait commis l'infraction visée au paragraphe 551.1(1) de la *Loi électorale*.

À l'étape des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle fait allusion indirectement à cette affaire en demandant si le député, depuis la poursuite du Directeur général des élections, est toujours membre du caucus de son parti.

Question — Peut-on, dans le cadre des travaux de l'Assemblée, faire allusion à une affaire pénale qui est devant les tribunaux?

Décision — En vertu de l'article 35(3) du Règlement, aucun membre de l'Assemblée ne peut faire référence, ne serait-ce qu'indirectement, au constat d'infraction émis par le Directeur général des élections. La règle du *sub judice* s'applique aux textes des motions, aux allusions au cours des débats, aux questions et même aux questions complémentaires. Il s'agit d'une règle à laquelle s'astreignent volontairement les assemblées législatives par déférence pour la magistrature et au nom de l'équité et qui traduit aussi le respect des assemblées pour la séparation des pouvoirs de l'État. Elle découle d'une convention séculaire à l'origine de laquelle on retrouve la volonté du Parlement britannique de Westminster et des autres Parlements de type britannique de protéger les parties en cause tant avant que pendant un procès.

Décisions - Assemblée

La règle du *sub judice* doit être appliquée avec circonspection par la présidence, car elle a, en quelque sorte, pour effet d'atténuer l'important privilège constitutionnel de la liberté de parole des députés. Toutefois, s'agissant en l'espèce, d'une affaire pénale, cette règle doit, conformément à la pratique observée à ce jour à l'Assemblée nationale et dans les autres Parlements de type britannique, en matière pénale et criminelle, s'appliquer d'une manière absolue car le préjudice est présumé.

Article de règlement cité — *RAN, art. 35(3)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 6^e éd., p. 160, n° 508*

35(3)/15

JD, 7 juin 1996, p. 1880 (Jean-Pierre Charbonneau)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — Affaire criminelle — Période des questions et réponses orales — RAN, art. 35(3) — RAN, art. 75

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle pose une question qui concerne le comportement du gouvernement dans une affaire criminelle qui est devant les tribunaux, soit l'affaire Matticks.

Question — Est-ce qu'il est possible de traiter d'une affaire criminelle qui est devant les tribunaux lors de la période des questions et réponses orales?

Décision — Une telle affaire ne devrait pas être abordée directement ou indirectement lors de la période des questions et réponses orales. Toutefois, compte tenu que la question concerne le comportement du gouvernement dans cette affaire et notamment le comportement du ministre de la Sécurité publique en poste au moment où cette affaire avait été dévoilée par les journalistes, il est permis au ministre de répondre à la question, l'ensemble des intervenants étant invités à la prudence.

ARTICLE 35 (5)

35(5)/1

JD, 16 avril 1985, pp. 3002 et 3003 (Richard Guay)

PAROLES INTERDITES — Conduite d'un président de commission — Conduite du Président — Conduite d'un membre du Parlement — RAN, art. 35(5) — RAN, art. 315

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un ministre met en question la conduite d'un député de l'opposition officielle en sa qualité de président d'une commission parlementaire.

Question — Est-ce qu'il est possible de mettre en question la conduite d'un président de commission parlementaire?

Décision — Pour mettre en question la conduite du Président de l'Assemblée ou d'un président de commission, il faut procéder selon les règles prévues à cet effet dans le Règlement (RAN, art. 35(5); RAN, art. 315 et suivants). Le ministre est donc invité à retirer ses paroles.

ARTICLE 35(6)

35(6)/1

JD, 8 avril 1987, p. 6755 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — Souligner l'absence d'un député — Conduite d'un membre du Parlement — Imputer des motifs indignes à un député — RAN, art. 35(6) — RAN, art. 35(7)

Contexte — Aux affaires du jour, lors du débat sur une affaire inscrite par les députés de l'opposition, un député de l'opposition officielle souligne l'absence de certains ministres.

Question — Est-ce qu'un député peut souligner l'absence d'un autre député?

Décision — Il est interdit d'attaquer la conduite d'un député ou de lui imputer des motifs indignes. En conséquence, un député qui a la parole ne peut souligner l'absence d'un autre député, ce dernier pouvant vaquer à d'autres occupations soit en commission parlementaire, soit au Conseil des ministres.

Décisions similaires — JD, 12 décembre 1986, pp. 5360 et 5361 (Louise Bégin); JD, 15 avril 1987, pp. 6884, 6916 et 6917 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 24 novembre 1987, pp. 9798 et 9799; JD, 26 novembre 1987, p. 9884 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 7 juin 1988, p. 1918 (Louise Bégin); JD, 6 juin 1989, pp. 6384 et 6385 (Louise Bégin); JD, 12 novembre 1991, p. 10508 (Michel Bissonnet); JD, 11 mai 1994, p. 863 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 29 mars 1995, p. 1795 (Raymond Brouillet); JD, 2 juin 1995, p. 3396 (Roger Bertrand); JD, 20 juin 1995, p. 4519 (Pierre Bélanger); JD, 30 mai 1996, p. 1506 (Raymond Brouillet); JD, 30 mai 1996, p. 1515 (Raymond Brouillet)

35(6)/2

JD, 6 juin 1989, pp. 6335-6339 (Pierre Lorrain)

PAROLES INTERDITES — Imputer des motifs indignes à un député — RAN, art. 35(6)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle déclare que: "le Procureur général aura tout le temps "d'abrier" la question, comme c'est son intention".

Question — Est-ce que ces propos constituent une imputation de motifs indignes à un député?

Décision — En vertu de l'article 35(6) du Règlement, un député ne peut imputer des motifs indignes à un autre député. Il est clair que par ses propos, le leader de l'opposition officielle impute une intention sans nuance au ministre. Par conséquent, de telles paroles doivent être retirées.

Décision similaire — JD, 11 décembre 1995, pp. 5640 et 5641 (Roger Bertrand)

35(6)/3

JD, 28 mars 1990, pp. 1420 et 1421 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — Refuser d'accepter la parole d'un député — RAN, art. 35(6)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le leader adjoint de l'opposition officielle s'exprime en ces termes: «si le ministre de l'Éducation disait la vérité...»

Question — Est-ce que ces propos constituent un refus d'accepter la parole d'un député et, partant, des propos non parlementaires?

Décision — Selon Beauchesne, il n'est pas irrégulier de critiquer modérément les déclarations d'un député parce qu'on les tient pour contraires à la vérité; Il n'est cependant pas permis d'insinuer qu'elles le sont intentionnellement. Les propos du leader adjoint de l'opposition officielle ne sont pas nécessairement non parlementaires et il ne semble pas les avoir prononcés avec une intention malicieuse.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 322, p. 115*

35(6)/4

JD, 11 avril 1990, pp. 1747 et 1748 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — Imputer des motifs indignes à un député — Refuser d'accepter la parole d'un député — RAN, art. 35(6)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle prétend qu'un ministre a induit l'Assemblée en erreur. Le leader du gouvernement prétend que de tels propos vont à l'encontre de l'article 35(6) du Règlement qui interdit d'imputer des motifs indignes à un député ou de refuser d'accepter sa parole.

Question — Est-ce que ces propos constituent un refus d'accepter la parole d'un député et, partant, des propos non parlementaires?

Décision — S'il y a une connotation à l'effet de ne pas accepter la parole d'un député, les propos seront non parlementaires. Il en va de même si on laisse entendre que le député a sciemment induit l'Assemblée en erreur. Par contre, on peut dire qu'un député a peut-être donné des renseignements incomplets. Un député doit faire preuve de prudence dans le choix des propos utilisés.

35(6)/5

JD, 16 décembre 1992, pp. 4828 et 4829 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — Souligner l'absence d'un député — Ministre — RAN, art. 35(6)

Contexte — À l'étape de l'adoption d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle soulève le fait qu'il n'y a aucun ministre à l'Assemblée. Il demande une directive à la présidence afin de savoir s'il est normal qu'aucun membre de

Décisions - Assemblée

l'exécutif ne soit présent à l'Assemblée, au moment où l'on débat d'une étape de l'étude d'un projet de loi d'intérêt public du gouvernement.

Questions — Est-ce qu'un député peut souligner l'absence d'un autre député?

Est-ce qu'il est normal qu'aucun membre de l'exécutif ne soit présent à l'Assemblée au moment où l'on débat d'une étape de l'étude d'un projet de loi d'intérêt public du gouvernement?

Décision — D'une part, au cours d'un débat on ne peut signaler l'absence ou la présence d'un député à l'Assemblée.

D'autre part, la présence d'un ministre est obligatoire pour présenter la motion d'adoption d'un projet de loi d'intérêt public du gouvernement. Mais aucune disposition du Règlement ne rend obligatoire la présence d'un ministre lors du débat portant sur une étape de l'étude d'un tel projet de loi.

Décision citée — *Débats de la Chambre des communes, Ottawa, 18 juin 1991, pp. 1983 et 1984 (Charles DeBlois)*

Décisions similaires — *JD, 15 décembre 1994, p. 741 (Pierre Bélanger); JD, 5 juin 1996, p. 1778 (Claude Pinard)*

ARTICLE 35(7)

35(7)/1

JD, 23 octobre 1984, pp. 130-133 (Richard Guay)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — Conversation privée — Débat — RAN, art. 35(7) — LAN, art. 55(8)

Contexte — Un député de l'opposition officielle prétend que le Premier ministre l'a traité "d'enfant de chienne" au cours d'une conversation privée sur le parquet de l'Assemblée.

Question — Quels sont les recours d'un député qui s'estime lésé par des propos non parlementaires?

Décision — Si le député désire soulever une question de privilège en vertu de l'article 55(8) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, il doit suivre la procédure prévue à cet effet. Quant à un rappel au règlement basé sur l'article 35(7), il faut que les paroles aient été prononcées dans le cadre d'un débat. Le Président n'a pas juridiction sur les échanges privés entre les députés, qu'il s'agisse d'une conversation privée ayant cours sur le parquet de l'Assemblée, en parallèle, dans le fumoir ou dans l'entrée.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 285*

35(7)/2

JD, 23 octobre 1984, p. 133 (Richard Guay)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — Conversation privée — Débat — RAN, art. 35(7)

Contexte — Un député de l'opposition officielle prétend que le Premier ministre l'a traité "d'enfant de chienne" au cours d'une conversation privée sur le parquet de l'Assemblée. Le Premier ministre a par la suite confirmé à l'Assemblée qu'il avait émis une opinion sans pour autant répéter les propos que lui prête le député de l'opposition officielle.

Question — Est-ce que le fait de faire référence à l'Assemblée à des propos qui pourraient être déclarés non parlementaires, sans toutefois répéter ces propos, constitue une infraction au Règlement?

Décision — Pour que des propos soient considérés comme non parlementaires, il faut qu'ils aient été prononcés à l'Assemblée dans le cadre d'un débat. Le fait de faire allusion par la suite, dans le cadre d'un débat, à des propos qui pourraient être considérés non parlementaires, mais sans les prononcer explicitement, n'implique pas qu'il s'agisse de propos non parlementaires et, par conséquent, n'entraîne pas l'obligation de retirer ces propos.

Décision citée — JD, 21 juin 1983, pp. 2787 et 2788 (Richard Guay)

35(7)/3

JD, 9 juin 1986, p. 2455 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — Citation de document — RAN, art. 35(7)

Contexte — Lors d'une intervention, un ministre cite un extrait d'un article de journal dans lequel l'auteur commente un discours d'un député de l'opposition officielle. Cet extrait contient plusieurs termes non parlementaires.

Question — Est-ce qu'il est permis de citer à l'Assemblée un extrait d'un article de journal contenant des propos non parlementaires?

Décision — Lire un extrait d'un article de journal qui contient des propos non parlementaires, c'est faire indirectement ce qu'il n'est pas permis de faire directement.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 328, p. 116*

Décisions similaires — JD, 5 juin 1986, p. 2335 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 2 décembre 1986, pp. 4622-4625 (Pierre Lorrain); JD, 11 novembre 1987, p. 9483 (Louise Bégin); JD, 16 décembre 1987, p. 10792 (Louise Bégin); JD, 7 juin 1990, pp. 2933 et 2934 (Lawrence Cannon); JD, 25 mai 1994, p. 1391 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 18 mai 1995, pp. 2840 et 2841 (Roger Bertrand); JD, 4 décembre 1996, p. 3775 (Raymond Brouillet)

35(7)/4

JD, 30 mai 1991, pp. 8602 et 8603 (Roger Lefebvre)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — Groupe parlementaire — RAN, art. 35(7)

Contexte — Lors de son intervention sur une motion de censure, le leader de l'opposition officielle a tenu divers propos qualifiant notamment de "malhonnête" la procédure suivie par le gouvernement lorsqu'il a accordé un prêt à une entreprise particulière.

Question — Des propos tenus à l'endroit d'un groupe parlementaire peuvent-ils être qualifiés de propos non parlementaires?

Décision — Des propos tenus à l'endroit d'un groupe parlementaire peuvent être qualifiés de propos non parlementaires parce qu'insultants pour chacun des membres qui font partie du groupe parlementaire visé. La présidence conserve toute la latitude pour interpréter et qualifier les propos tenus par un député eu égard aux circonstances.

Doctrine invoquée — *May, 20th, pp. 432 et 433*

Décisions similaires — JD, 31 octobre 1991, pp. 10298 et 10299 (Michel Bissonnet); JD, 15 décembre 1994, pp. 737-739 (Raymond Brouillet); JD, 11 décembre 1995, pp. 5640 et 5641 (Roger Bertrand)

35(7)/5

JD, 3 septembre 1992, pp. 3050-3052 (Jean-Pierre Saintonge)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — Retrait du droit de parole — Exclusion — RAN, art. 35(7) — RAN, art. 42

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle mentionne que le Premier ministre du Québec ment lorsqu'il lui prête certains propos. Le Président, juge non parlementaires les propos du leader de l'opposition officielle et lui demande de les retirer. Le Président rappelle les règles à observer lors d'échanges entre députés. Il traite aussi des sanctions auxquelles s'expose un député qui s'arroge le droit de parole ou qui prononce des propos non parlementaires.

Questions — Quelles sont les règles à observer lors d'échanges entre députés?

Quelles sont les sanctions auxquelles s'expose un député qui s'arroge le droit de parole ou qui prononce des propos non parlementaires?

Décision — Il y a eu de nombreuses décisions antérieures qui ont été rendues par la présidence dans lesquelles il fut toujours souligné que la courtoisie et la modération sont à la base des échanges entre députés et que les propos doivent respecter une décence qui sied à l'Assemblée nationale.

La présidence fera en sorte qu'un député qui s'arroge le droit de parole ou qui prononce des propos que la présidence n'entend pas toujours, soit avisé qu'il contrevient au Règlement. Il s'expose ainsi aux sanctions que prévoit le Règlement qui vont de la suspension du droit de parole jusqu'à l'exclusion de l'Assemblée.

35(7)/6

JD, 22 juin 1995, pp. 4667 et 4668 (Roger Bertrand)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — RAN, art. 35(7)

Contexte — Lors de la période des questions et réponses orales, à la suite d'une question complémentaire posée par un député de l'opposition officielle, le Premier ministre commence sa réponse comme suit: «Alors, comme ça, la session va se terminer là-dessus, une série d'affirmations, souvent contraires à la vérité...».

Le leader de l'opposition officielle prétend que les propos "contraires à la vérité" sont non parlementaires, puisqu'ils sont contenus au lexique des propos déclarés non parlementaires.

Question — Est-ce que les propos tenus par le Premier ministre sont non parlementaires?

Décision — Pour être déclarés non parlementaires, les propos "contraires à la vérité", tout comme les termes "faux" ou "fausseté", doivent porter, à l'endroit d'un autre député, une accusation d'avoir délibérément dit des choses contraires à la vérité. Puisque le Premier ministre n'a pas porté une telle accusation à l'endroit d'un autre député, les propos "contraires à la vérité" sont parlementaires.

ARTICLE 35(9)

35(9)/1

JD, 11 mai 1989, pp. 5464 et 5465 (Pierre Lorrain)

PAROLES INTERDITES — Menaces — Conversation privée — RAN, art. 35(9)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le chef de l'opposition officielle déclare qu'un député ministériel lui a adressé, en privé, les propos suivants: "sors dehors que je règle ton compte".

Question — Est-ce que des propos adressés en privé par un député peuvent être qualifiés de menaces adressées à un député au sens de l'article 35(9) du Règlement?

Décision — Le Président ne peut rappeler un député à l'ordre pour des propos ou des remarques que ce dernier aurait adressés à un autre député en privé.

ARTICLE 36

36/1

JD, 18 décembre 1987, p. 10969 (Jean-Pierre Saintonge)

INTERRUPTION D'UN DÉPUTÉ — Quorum — Rappel au règlement — Temps de parole — RAN, art. 36 — RAN, art. 209

Contexte — Lors de l'intervention d'un député de l'opposition officielle, un député signale au Président le défaut de quorum. Au moment de suspendre la séance pour appeler les députés, le Président fait une remarque quant à la conséquence d'une suspension de la séance pour défaut de quorum sur le temps de parole du député qui avait la parole au moment de la suspension.

Question — Quelle est la conséquence d'une suspension de la séance pour défaut de quorum sur le temps de parole du député qui avait la parole au moment où le défaut de quorum a été signalé?

Décision — Lorsqu'un député signale le défaut de quorum à l'Assemblée, il y a suspension des travaux pour quelques instants. Le temps requis pour vérifier le quorum et appeler les députés n'est pas comptabilisé dans le temps de parole du député qui avait la parole au moment où le défaut de quorum a été signalé. Toutefois, un rappel au Règlement normal est comptabilisé dans le temps de parole de celui qui avait la parole au moment où il est soulevé.

36/2

JD, 1 décembre 1994, p. 104 (Raymond Brouillet)

INTERRUPTION D'UN DÉPUTÉ — Quorum — Reprise des travaux — — RAN, art. 36 — RAN, art. 30

Contexte — À la reprise des travaux de l'Assemblée à 15 heures, un député allègue que le Président ne peut reprendre les travaux qu'après avoir vérifié le quorum.

Question — Est-ce que le Président doit vérifier le quorum avant la reprise des travaux de l'Assemblée?

Décision — Conformément à l'article 30 du Règlement, le quorum est vérifié à l'ouverture des séances. Avant la reprise des travaux de l'Assemblée, le Président n'a pas à vérifier de nouveau le quorum.

ARTICLE 38

38/1

JD, 28 mars 1984, p. 5543 (Richard Guay)

VIOLATION DU RÈGLEMENT — Fonctions du Président — RAN, art. 38 — RAN, art. 179

Contexte — Au cours de son intervention sur un rappel au règlement, un député de l'opposition officielle souligne que l'article 38 du Règlement oblige non seulement le Président à signaler immédiatement toute violation du règlement dont il a connaissance, mais également toute violation de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Question — Est-ce que l'article 38 du Règlement oblige le Président à signaler toute violation de la *Loi sur l'Assemblée nationale* dont il a connaissance au même titre que toute violation du règlement?

Décision — Conformément à l'article 38 du Règlement, le Président peut signaler immédiatement toute violation du règlement dont il a connaissance. Quant aux violations de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, cette dernière y pourvoit expressément, les soumettant à un processus de dénonciation. Ainsi, ce n'est pas parce que l'article 179 du Règlement stipule que la procédure de l'Assemblée est régie par la loi que cela autorise le Président à l'interpréter ou l'oblige à signaler toute violation de celle-ci.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 38 et 179*

ARTICLE 39

39/1

JD, 5 juin 1995, p. 3445 (Raymond Brouillet)

VIOLATION DU RÈGLEMENT — *Signalement par un député* — RAN, art. 39 — RAN, art. 36 — RAN, art. 17

Contexte — Aux affaires du jour, dans le cadre de l'adoption du principe d'un projet de loi, un député ministériel signale une violation du règlement alors qu'il n'est pas personnellement concerné par cette violation. Le leader adjoint de l'opposition officielle prétend, en s'appuyant sur l'article 17 du Règlement, que les questions de règlement ne peuvent être soulevées que par les leaders, les leaders adjoints et un ministre. Le droit d'un député de signaler une violation du règlement est limité au cas où il est personnellement concerné.

Question — Est-ce que le droit d'un député de signaler une violation du règlement est limité au cas où il est personnellement concerné?

Décision — Le droit, prévu à l'article 39 du Règlement, de signaler une violation du règlement n'est pas restreint aux seuls leaders, leaders adjoints et autres porte-parole des groupes parlementaires; il peut être exercé par tout membre de l'Assemblée.

Articles de règlement cités — RAN, art. 36, 39 et 40

ARTICLE 40

40/1

JD, 28 mai 1986, p. 1864 (Pierre Lorrain)

REMARQUES LORS D'UN RAPPEL AU RÈGLEMENT — Argumentation — RAN, art. 40

Contexte — Alors que le Président délibère sur un rappel au règlement, le leader de l'opposition lui fait parvenir des commentaires additionnels à titre d'argumentation sur ce rappel au règlement. Le Président refuse de prendre en considération cette contre-argumentation et retourne le document à son auteur.

Question — Est-ce qu'il est contraire à la pratique parlementaire de transmettre au Président des commentaires non sollicités relatifs à un rappel au règlement alors que ce dernier délibère sur la question?

Décision — A moins d'une demande expresse du Président ou du consentement des leaders des groupes parlementaires avec la permission du Président, lorsque ce dernier prend un rappel au règlement en délibéré, on ne doit pas tenter de l'influencer d'aucune façon.

40/2

JD, 26 avril 1990, pp. 1900-1903 (Jean-Pierre Saintonge)

REMARQUES LORS D'UN RAPPEL AU RÈGLEMENT — Temps de parole — RAN, art. 40

Contexte — Le leader du gouvernement propose l'adoption d'une motion qu'il a inscrite au feuillet en vertu de l'article 146 du Règlement et dont l'objet est de mandater une commission permanente afin que celle-ci tienne une consultation particulière sur un sujet précis. Le leader de l'opposition plaide l'irrecevabilité de la motion. Le leader du gouvernement prétend que les questions soulevées par le leader de l'opposition ne réfèrent pas à la recevabilité de la motion et que son intervention est trop longue.

Question — À l'occasion d'un rappel au règlement, combien de temps peuvent durer les remarques et sur quoi doivent-elles porter?

Décision — En vertu de l'article 40, le Président peut autoriser quelques remarques à l'occasion d'un rappel au règlement. Le règlement ne prévoit pas de temps de parole spécifique pour de telles remarques et généralement, le temps qui y est consacré est beaucoup plus restreint que les temps de parole reconnus au règlement.

Un député ne peut argumenter sur le fond d'une motion ou encore discuter globalement d'une loi. Il doit, lorsqu'il est autorisé à faire quelques remarques, se limiter à l'article du règlement invoqué et au point soulevé.

40/3

JD, 29 novembre 1990, pp. 5464-5465 (Roger Lefebvre)

REMARQUES LORS D'UN RAPPEL AU RÈGLEMENT — Délibéré — Débat — RAN, art. 40

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi de nature fiscale, le leader adjoint de l'opposition remet en cause la procédure de l'Assemblée relative à la recommandation royale. Le Président prend la question en délibéré et permet la poursuite du débat.

Question — Est-ce qu'une question prise en délibéré et portant sur le débat en cours entraîne la suspension de ce débat?

Décision — Il appartient à la présidence de décider si le débat peut se poursuivre. Sur une question aussi sérieuse que celle qui est soulevée, il est de coutume de laisser la présidence délibérer sur la question tout en continuant le débat. La présidence rendra sa décision avant le vote sur la motion.

40/4

JD, 29 mai 1991, p. 8592 (Jean-Pierre Saintonge)

REMARQUES LORS D'UN RAPPEL AU RÈGLEMENT — Argumentation — RAN, art. 40

Contexte — Le Président ayant autorisé des remarques sur la recevabilité d'une motion de scission, le leader adjoint du gouvernement désire déposer l'argumentation qu'il a développée aux fins d'être considérée par la présidence lors de son délibéré.

Question — Est-ce qu'il est possible de déposer à l'Assemblée ou de transmettre à la présidence un document reprenant l'argumentation exposée par un député à l'occasion d'un rappel au règlement?

Décision — Il n'y a pas de dépôt de notes ou de documents exposant une argumentation à l'Assemblée nationale.

Il peut y avoir transmission de telles notes mais en autant que la présidence se soit assurée que ces notes reprennent essentiellement les propos énoncés à l'Assemblée. On ne peut y ajouter une nouvelle argumentation qui priverait un leader ou un autre collègue d'une opportunité de répondre.

Le Président accepte les notes transmises à titre de référence.

ARTICLE 41

41/1

JD, 30 mai 1990, pp. 2719-2725 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCISION DU PRÉSIDENT — Moment — Délibéré — Question de privilège — RAN, art. 41 — RAN, art. 53 — RAN, art. 69

Contexte — Le leader de l'opposition a transmis au Président, conformément à l'article 69 du Règlement, un avis de son intention de soulever une question de privilège. Il prétend que les nominations que le gouvernement s'apprête à faire à la direction de la Caisse de dépôt et de placement du Québec constituent un outrage au Parlement. Après la lecture de l'avis, le Président indique qu'il prend la question en délibéré et qu'il rendra sa décision avant la fin des affaires courantes. Le leader de l'opposition officielle prétend que la décision doit être rendue à l'étape des affaires courantes consacrée aux interventions portant sur une violation de droits ou de privilèges.

Question — Est-ce que le Président peut prendre en délibéré une demande d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège?

Décision — Il est énoncé, à l'article 69 du Règlement, que la violation de droit ou de privilège peut être signalée tout de suite après le fait ou par avis écrit au Président une heure avant la période des affaires courantes. Il appartient à la présidence de décider s'il s'agit, *prima facie*, d'une question de droit ou de privilège.

L'ordre dans lequel doivent être abordées les affaires courantes est prévu à l'article 53 du Règlement. Les interventions portant sur une violation de droit ou de privilège doivent être abordées au quatrième rang. Cependant, rien dans cet article n'indique que le Président doive rendre sa décision immédiatement. De plus, suivant l'article 41 du Règlement, le Président se prononce sur les rappels au règlement au moment où il le juge opportun et il doit motiver sa décision. Le Président juge nécessaire d'effectuer certaines vérifications avant de rendre sa décision et prend donc la question en délibéré. En outre, il existe certains précédents à l'effet que la présidence peut rendre une décision à sa convenance.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 41, 53 et 69*

Décision citée — JD, 28 mai 1986, pp. 1868-1874 (Pierre Lorrain)

41/2

JD, 11 juin 1990, pp. 3018-3022 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCISION DU PRÉSIDENT — Violation de droits ou de privilèges — Argumentation — Discretion du Président — RAN, art. 41 — RAN, art. 69

Contexte — Au moment où le Président s'apprête à rendre une décision sur la recevabilité d'une question de privilège soulevée par le leader de l'opposition officielle, le leader du gouvernement prétend qu'il aurait dû avoir l'opportunité d'argumenter sur la recevabilité de cette question de privilège. Le leader de l'opposition officielle appuie les propos du leader du gouvernement.

Question — Est-ce que le Président doit, dans tous les cas, entendre les leaders des groupes parlementaires avant de rendre une décision sur la recevabilité d'une question de privilège?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Le Président peut parfois demander des informations complémentaires lorsque les faits énoncés dans l'avis ne lui apparaissent pas suffisamment clairs. La présidence peut, à loisir, requérir ou non l'avis des leaders des groupes parlementaires. Mais si les faits apparaissant dans l'avis sont suffisamment clairs, le Président peut rendre sa décision immédiatement puisque le Règlement ne prévoit pas la possibilité, pour les députés, de s'exprimer sur la recevabilité d'une question de privilège.

ARTICLE 42

42/1

JD, 5 mai 1993, pp. 6209 et 6210 (Jean-Pierre Saintonge)

RETRAIT DU DROIT DE PAROLE — *Propos non parlementaires* — *Droit de vote* — RAN, art. 42 — RAN, art. 35(6) — RAN, art. 43

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle, en parlant du gouvernement, affirme ce qui suit: «... si vous acceptiez de cesser de mentir, cesser de mentir en cette Chambre ...». Le Président, jugeant ces propos non parlementaires, pour le motif qu'ils contreviennent à l'article 35(6) du Règlement, invite le député de l'opposition officielle à les retirer; ce que refuse de faire le député.

Après que le député eut refusé de se soumettre à deux rappels à l'ordre consécutifs, le Président lui retire la parole pour le reste de la séance. Le leader de l'opposition officielle prétend par la suite que le député, à qui la parole a été retirée, ne peut participer à une séance d'une commission qui doit se tenir après les affaires courantes.

Question — Est-ce qu'un député, à qui le Président a retiré la parole pour le reste de la séance, peut participer à une séance d'une commission qui doit se tenir le même jour?

Décision — En vertu des articles 42 et 43 du Règlement, de l'usage, et de la tradition, la perte d'un droit de parole à l'Assemblée n'entraîne pas automatiquement la perte du droit de parole en commission. L'article 43 du Règlement mentionne que «Le député exclu de l'Assemblée ne peut participer aux séances des commissions». Dans le présent cas, le député de l'opposition officielle n'a pas été exclu de l'Assemblée. Par conséquent, il peut donc participer aux travaux des commissions.

En outre, un député à qui la présidence a retiré le droit de parole peut demeurer à l'Assemblée sans pouvoir y prendre la parole et conserve son droit de vote à l'Assemblée.

Articles de règlement cités — RAN, art. 35(6), 42 et 43

Décision similaire — JD, 9 juin 1995, p. 3832 (Roger Bertrand)

ARTICLE 45

45/1

JD, 8 mars 1977, p. 1 (Clément Richard)

DÉBUT D'UNE SESSION — Question de privilège — RAN, art. 45 — RAN 1972-1984, art. 22

Contexte — Lors de la journée d'ouverture d'une nouvelle session, le Président informe les membres de l'Assemblée qu'il a reçu avis d'une question de privilège que désire soulever le leader de l'opposition officielle avant l'appel des affaires du jour.

Question — Est-ce qu'il est possible de soulever une question de privilège lors de la journée d'ouverture d'une nouvelle session?

Décision — La session n'est ouverte que par l'allocution du Lieutenant-gouverneur. Il ne peut donc rien y avoir avant l'appel des affaires du jour puisque la session n'est pas ouverte. Le Président prend donc la question en délibéré et elle sera discutée à la prochaine séance.

Décisions citées — JD, 23 février 1971, p. 4 (Jean-Noël Lavoie); JD, 7 mars 1972, p. 19 (Jean-Noël Lavoie)

ARTICLE 48

48/1

JD, 23 mars 1994, pp. 110 et 111 (Jean-Pierre Saintonge)

POURSUITE DE L'ÉTUDE D'UN PROJET DE LOI — Clôture de la session — RAN, art. 48 — RAN, art. 47 — RAN 1972-1984, art. 6(2)

Contexte — Au début de la troisième session de la trente-quatrième législature, le leader de l'opposition officielle adresse une demande de directive à la présidence relative à l'article 48 du Règlement. Il désire savoir s'il est possible de présenter plus d'une motion pour la réinscription au feuillet de projets de loi au stade où l'étude avait été interrompue au moment de la clôture de la deuxième session de la trente-quatrième législature, ou s'il faut plutôt présenter une motion globale pour l'ensemble des projets de loi dont on veut poursuivre l'étude lors de la troisième session.

Question — Est-ce qu'il est possible de présenter plusieurs motions, en vertu de l'article 48 du Règlement, pour continuer, à la session suivante, l'étude de projets de loi présentés avant la clôture de la session précédente, ou s'il faut plutôt présenter une seule motion à cet effet?

Décision — Dans l'ancien règlement Geoffrion, il n'y avait aucune disposition spécifique permettant la poursuite de l'étude de projets de loi à la session suivante. La pratique requerrait alors la présentation d'une motion à la fin d'une session pour le maintien au feuillet des projets de loi et la présentation d'une motion au début de la session suivante pour réinscrire certains projets de loi à l'étape où ils étaient rendus à la session précédente.

Le règlement en vigueur de 1972 à 1984 contenait une disposition spécifique - l'article 6(2) - permettant la réinscription au feuillet d'un projet de loi au nom du gouvernement. Sous l'empire de cette disposition, la pratique généralement observée a été de réunir dans une seule motion les projets de loi que l'on désirait réinscrire au feuillet après une clôture d'une session.

Sous l'égide de l'article 48 du Règlement, la pratique a été différente. Le 25 octobre 1984, une seule motion était présentée pour inscrire des projets de loi d'intérêt public et privé. Cependant, en 1988, on constate que deux motions distinctes étaient présentées à des séances distinctes: une première motion pour la réinscription de certains projets de loi publics, le 16 mars 1988, et une deuxième motion présentée le 22 mars 1988 pour la réinscription de certains projets de loi d'intérêt privé. En 1992, une première motion relative aux projets de loi publics a été adoptée le 24 mars, et une seconde motion ayant trait aux projets de loi d'intérêt privé a été adoptée le 31 mars.

On constate donc que plus d'une motion ont déjà été présentées au début d'une session en application de l'article 48. Rien dans le libellé de cet article n'interdisant cette pratique, il convient donc d'accepter plusieurs motions pour atteindre la fin recherchée par l'article 48.

Articles de règlements cités — *RAN 1972-1984, art. 6(2); RAN, art. 47 et 48*

ARTICLE 50

50/1

JD, 3 décembre 1980, pp. 576 et 577 (Louise Cuerrier)

DÉBAT SUR LE DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION — Motion de censure — Opposition officielle — RAN, art. 50 — RAN 1972-1984, art. 23

Contexte — Lors du débat sur le discours d'ouverture, un député ministériel propose, à la fin de son discours, une motion de censure à l'endroit de l'opposition officielle.

Question — Est-ce qu'il est possible de blâmer la conduite de l'opposition officielle par une motion de censure?

Décision — La motion de censure proposée par le député ministériel est irrecevable, car elle vise à blâmer la conduite de l'opposition officielle et non celle du gouvernement.

50/2

JD, 3 avril 1996, pp. 294 et 295 (Raymond Brouillet)

DÉBAT SUR LE DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION — Motion de censure — Recevabilité — Propos non parlementaires — RAN, art. 50 — RAN, art. 35(7)

Contexte — Le 2 avril 1996, lors du débat sur le discours d'ouverture, un député de l'opposition officielle propose à la fin de son discours, la motion de censure suivante: «Que l'Assemblée nationale condamne le gouvernement pour avoir manipulé les règles d'attribution des contrats gouvernementaux dans l'affaire Le Hir et ainsi trompé la population du Québec par rapport à sa gestion des fonds publics.»

Le Président a des doutes quant à la recevabilité de cette motion parce qu'elle contient les termes «manipulé» et «trompé». Le député soutient qu'une motion de censure contenant les mêmes termes a été déclarée recevable par la présidence le 6 décembre 1989.

Question — Est-ce que cette motion de censure est recevable?

Décision — Cette motion de censure est irrecevable. Aucune motion ne doit renfermer d'expressions qu'il est interdit d'utiliser au cours des débats et ainsi contrevenir aux paragraphes 6 et 7 de l'article 35 du Règlement. Le terme «manipulé» doit être considéré comme le mot «favoritisme» qui, utilisé dans une motion de censure, a été déclaré non parlementaire pour le motif qu'il faisait référence à une notion d'illégalité. Par ailleurs, l'utilisation de termes non parlementaires est prohibé même si ceux-ci s'adressent à un groupe de personnes, en l'occurrence le gouvernement.

Articles de règlement cités — RAN, art. 35(6) et 35(7)

Décision citée — JD, 5 décembre 1989, pp. 239 et 240 (Lawrence Cannon)

ARTICLE 55

55/1

JD, 8 décembre 1986, pp. 4873-4875 (Pierre Lorrain)

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE — Dépôt — Projet d'amendement — RAN, art. 55

Contexte — Par le biais d'une déclaration ministérielle, la vice-première ministre annonce son intention de proposer des amendements à un projet de loi dont l'Assemblée est déjà saisie. Les projets d'amendements sont joints en annexe à la déclaration ministérielle.

Questions — Est-ce qu'il est possible, par le biais d'une déclaration ministérielle, d'annoncer des projets d'amendements à un projet de loi?

Quelle est la valeur juridique de ces projets d'amendements?

Est-ce que ces projets d'amendements peuvent être déposés à la suite de la déclaration ministérielle?

Décision - Le Règlement ne prescrit d'aucune façon quels sujets peuvent faire l'objet d'une déclaration ministérielle. Par ce procédé, la vice-première ministre peut donc annoncer son intention d'apporter des amendements à un projet de loi.

Toutefois, il faut considérer ces amendements comme étant uniquement des projets d'amendements. La recevabilité de ces derniers ne peut être présumée du simple fait de la déclaration ministérielle. Seul le président de la commission parlementaire chargée de l'étude détaillée de ce projet de loi pourra examiner la recevabilité des amendements.

Si tous les membres de l'Assemblée y consentent, les projets d'amendements pourront être déposés après la déclaration ministérielle. Sinon, ils pourront l'être au moment prévu pour les dépôts de documents, à titre de documents sessionnels.

Décision similaire — JD, 13 juin 1997, p. 7673 (Jean-Pierre Charbonneau)

55/2

JD, 16 juin 1994, pp. 1973 et 1974 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉCLARATION MINISTÉRIELLE — Contenu — Mesures fiscales — Légalité — Pouvoir du Président — RAN, art. 55 — RAN, art. 71

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des déclarations ministérielles, le leader de l'opposition officielle soulève un rappel au règlement relatif à la recevabilité d'une déclaration ministérielle que s'apprête à faire le ministre du Revenu. Cette déclaration ministérielle a trait à l'adoption prochaine de mesures fiscales dans le but d'améliorer les relations entre le ministère du Revenu et les contribuables québécois.

Le leader de l'opposition officielle doute de la régularité de cette déclaration ministérielle. Il prétend que cette dernière devrait être faite par le ministre des Finances plutôt que par le ministre du Revenu car il s'agit de l'application de conventions fiscales qui sont du ressort du ministre des Finances.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Enfin, le leader de l'opposition officielle prétend que le Président a le pouvoir de décider de la recevabilité d'une telle déclaration ministérielle et, en l'occurrence, qu'il doit la déclarer irrecevable.

Question — Est-ce que le Président peut contrôler la validité ou la légalité d'une déclaration ministérielle?

Décision — Les déclarations ministérielles sont régies par les articles 55 et 56 du Règlement. Le Règlement est toutefois muet quant à la définition de ce qu'est une déclaration ministérielle et de ce qu'elle devrait ou pourrait contenir.

L'obligation de transmettre un exemplaire de la déclaration ministérielle au Président et aux chefs des groupes parlementaires, une heure avant la période des affaires courantes a pour but d'informer la présidence de l'intention du ministre de faire une déclaration ministérielle et non de contrôler la validité ou la légalité du contenu de cette déclaration ministérielle.

Lorsque le Président reçoit une déclaration ministérielle, il s'assure que les délais de transmission ont été respectés, constate que la nature de texte soumis correspond à l'acte de procédure choisi et prend acte tout simplement que le ministre entend faire une déclaration ministérielle à la période des affaires courantes.

Contrairement au libellé de l'article 71 du Règlement, qui prévoit qu'un député doit obtenir la permission du Président pour soulever une question de fait personnel, l'article 55 n'oblige pas un ministre à obtenir l'autorisation ou la permission du Président pour présenter une déclaration ministérielle.

La notion de déclaration ministérielle est large. Il appartient au Conseil des ministres de décider de la façon dont il entend rendre publique une politique ministérielle. Le Président n'a pas à se prononcer sur le fond d'une déclaration ministérielle. Le ministre peut faire la déclaration ministérielle qu'il juge appropriée, pourvu que son contenu soit d'intérêt public ou qu'il ait trait à une politique gouvernementale.

Articles de règlements cités — *RAN*, art. 55 et 56; *RAN 1972-1984*, art. 179

Décisions citées — *JD*, 8 décembre 1986, pp.4873-4875 (*Jean-Pierre Saintonge*); *JD*, 11 décembre 1986, p. 5195 (*Pierre Lorrain*); *JD*, 27 novembre 1990, p. 5335 (*Jean-Pierre Saintonge*)

Doctrine invoquée — *Dawson*, 1962, p. 164; *May*, 21st ed., pp. 297 et 298; *Pettifer*, 1981, p. 533; *Règlement de la Chambre des communes*, 1989, art. 33

ARTICLE 59

59/1

JD, 7 juin 1979, p. 1799 (Clément Richard)

DÉPÔT — Rapport — Obligation du Président — RAN, art. 59 — RAN 1972-1984, art. 175 — RAN 1972-1984, art. 176

Contexte — Un député de l'opposition officielle demande à la présidence de déposer les copies de rapports que lui transmet la Commission des droits de la personne. Ces rapports ont trait à des projets de loi présentés à l'Assemblée nationale. La Commission des droits de la personne transmet les originaux des rapports aux ministres concernés et en envoie une copie au Président de l'Assemblée nationale.

Question — Est-ce que le Président est tenu de déposer les copies de rapports que lui transmet, pour son information, la Commission des droits de la personne?

Décision — En vertu des articles 175 et 176 RAN 1972-1984, on ne peut forcer le Président de l'Assemblée nationale à déposer des documents qui lui sont adressés pour son information uniquement et qu'aucune loi ne l'oblige à déposer.

De plus, le Président ne reçoit que la copie de ces documents, les originaux étant transmis aux ministres concernés.

59/2

JD, 3 septembre 1992, pp. 3031-3033 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉPÔT — Document — Privilège parlementaire — Droit à l'information — Pouvoir du Président — RAN, art. 59

Contexte — Lors d'une séance extraordinaire dont l'objet était d'adopter une loi modifiant la *Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec* (1991, c. 34), aux affaires courantes, au moment des dépôts de documents, le leader de l'opposition officielle demande au leader du gouvernement «s'il peut s'engager à déposer [...] le document qui a servi à la prise de position du conseil des ministres [...] et le document qui a servi à la prise de position [...] du parti libéral en matière constitutionnelle».

Après que le Président eut rappelé qu'il ne peut y avoir d'échanges à l'étape des dépôts de documents, le leader de l'opposition officielle, invoquant comme privilège parlementaire le droit d'être informé, demande au Président d'exiger du gouvernement qu'il dépose les documents qu'il a préalablement identifiés.

Question — Est-ce qu'il existe un privilège parlementaire reconnu par lequel le Président peut exiger que le gouvernement dépose des documents à l'Assemblée nationale?

Décision — La demande formulée par le leader de l'opposition officielle doit s'adresser au gouvernement et non au Président de l'Assemblée nationale. Le Président n'a aucun moyen de contraindre le gouvernement à déposer des documents à l'Assemblée nationale.

Même s'il a comme fonction de faire respecter les droits et privilèges de l'Assemblée et de ses membres, le Président ne peut aller au-delà de ce que le Règlement et la *Loi sur l'Assemblée nationale* lui permettent de faire.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Le Président ne peut exiger d'un ministre le dépôt d'un document. En vertu de l'article 59 du Règlement, «[l]es ministres peuvent déposer tout document qu'ils jugent d'intérêt public».

Article de règlement cité — *RAN*, art. 59

59/3

JD, 25 mai 1995, pp. 3001 et 3002 (Roger Bertrand)

DÉPÔT — Document — Document audiovisuel — Citation de document — Commission parlementaire — RAN, art. 59 — *RAN*, art. 162 — *RAN*, art. 214

Contexte — Lors de la séance du 18 mai 1995, la présidence rend une directive concernant le dépôt de vidéocassettes à l'Assemblée nationale. Cette directive prévoit que, à court et à moyen terme, seuls les documents écrits peuvent être déposés à l'Assemblée nationale et, en conséquence, que les documents audiovisuels, telles les vidéocassettes, ne peuvent être déposés.

Eu égard à cette directive, deux autres demandes sont adressées à la présidence. D'une part, un député de l'opposition officielle s'interroge sur l'application de cette directive en commission parlementaire. D'autre part, un député ministériel s'interroge sur l'application de cette directive dans les cas d'un dépôt de documents prévus aux articles 59 et 214 du Règlement.

Questions — Est-ce que la directive du 18 mai 1995 s'applique en commission parlementaire?

Quelle est la portée de la directive du 18 mai 1995 dans les cas d'un dépôt de documents prévus aux articles 59 et 214 du Règlement?

Décision — Le dépôt de documents en commission parlementaire est régi par l'article 162 du Règlement. Contrairement au dépôt de documents à l'Assemblée qui peut se faire soit en vertu de dispositions réglementaires spécifiques, soit du consentement unanime, seul le président de la commission peut autoriser le dépôt de documents en commission. Aussi, vu le rôle particulier des commissions parlementaires – que l'on pense entre autres aux consultations générales ou particulières, ou à la surveillance des organismes publics – le dépôt de documents en commission est souvent nécessaire à la réalisation d'un mandat.

Ainsi, le Président souhaite laisser à chaque président de commission le soin d'exercer pleinement le pouvoir qui lui est dévolu par l'article 162 du Règlement en ce qui a trait au dépôt de documents. En vertu de ce pouvoir, le président d'une commission pourrait déterminer au mérite si le dépôt d'un document – en l'occurrence un document audiovisuel – est souhaitable et nécessaire pour éclairer les membres de la commission dans l'exécution d'un mandat. Il pourrait en être ainsi lorsqu'un document audiovisuel accompagne ou complète un document écrit qui est présenté et déposé en commission. Cependant, le président d'une commission devrait avoir à l'esprit le problème de conservation et de diffusion des documents audiovisuels soulevé dans la directive du 18 mai 1995 et, par conséquent, privilégier le dépôt de documents écrits.

La directive du 18 mai ne porte pas atteinte au droit d'un ministre de déposer un document qu'il juge d'intérêt public, en vertu de l'article 59 du Règlement, pas plus qu'elle ne porte atteinte au droit d'un député de demander à un ministre, en vertu de l'article 214 du Règlement, de déposer un document cité. La directive vient tout simplement préciser la nature du support d'information de tout document qui peut être déposé à l'Assemblée nationale, peu importe que ce dépôt se fasse en vertu des articles 59 et 214, en vertu de tout autre article du Règlement relatif au dépôt de documents ou du consentement unanime de l'Assemblée.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 59, 162 et 214

Décision citée — *JD*, 18 mai 1995, p. 2829 (Roger Bertrand)

59/4

JD, 17 juin 1996, pp. 2325 et 2326 (Jean-Pierre Charbonneau)

DÉPÔT — Document — Document audiovisuel — Audiocassette — Vidéocassette — *RAN*, art. 59 — *RAN*, art. 35(6)

Contexte — Ayant obtenu le consentement unanime, un député dépose une audiocassette. Le Président autorise le dépôt, sous réserve de la possibilité de conserver et de reproduire son contenu en utilisant les moyens techniques actuels.

Question — Est-ce qu'un député peut déposer un document sous une forme autre qu'imprimée?

Décision — D'ici à ce que soient assurées, pour une longue durée, la conservation, la reproduction et la diffusion de documents audiovisuels, seul est autorisé le dépôt de documents manuscrits ou imprimés sur papier, lisibles sans l'aide d'appareils spécialisés et susceptibles d'être reproduits d'une façon adéquate par photocopieur. Tout document enregistré sur un autre support devra, pour être admis en dépôt à l'Assemblée, être préalablement transcrit sur papier; en vertu de l'article 35(6) du Règlement, l'exactitude de toute transcription ainsi déposée sera présumée sans autre formalité.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 35(6)

Décision citée — *JD*, 18 mai 1995, p. 2829 (Roger Bertrand)

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5^e éd., p. 117, n° 394

Décision similaire — *JD*, 18 mai 1995, p. 2829 (Roger Bertrand)

ARTICLE 62

62/1

JD, 15 juin 1982, pp. 4840-4842 (Claude Vaillancourt)

DÉPÔT — Pétition — Ministre — RAN, art. 62 — RAN 1972-1984, art. 180

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts, le leader de l'opposition officielle veut savoir si un ministre a le droit de déposer une pétition.

Question — Est-ce qu'un ministre a le droit de déposer une pétition?

Décision — Sauf le Président, tout député, peu importe ses fonctions, peut déposer une pétition à l'Assemblée nationale.

Articles de règlement cités — *Geoffrion 1941, art. 513 et 521*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 689, p. 216*

62/2

JD, 15 mars 1984, p. 5210 (Richard Guay)

DÉPÔT — Pétition — Résolution d'une municipalité — Recevabilité — RAN, art. 62 — RAN, art. 63

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts, un député de l'opposition officielle veut déposer comme pétition une résolution d'une municipalité.

Question — Est-ce qu'une résolution d'une municipalité constitue une pétition au sens du Règlement?

Décision — Il y a une jurisprudence indiquant qu'une résolution d'une municipalité ne constitue pas une pétition au sens du Règlement.

62/3

JD, 14 décembre 1984, p. 1835 (Richard Guay)

DÉPÔT — Pétition — Refuser de présenter une pétition — RAN, art. 62

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts, un député de l'opposition officielle désire savoir si un ministre, par l'intermédiaire duquel des personnes veulent adresser une pétition à l'Assemblée nationale, peut refuser de présenter cette pétition à l'Assemblée nationale.

Question — Est-ce qu'un ministre peut refuser de présenter une pétition à l'Assemblée nationale?

Décision — C'est la prérogative de tout député d'accepter ou non de présenter une pétition au nom de citoyens du Québec.

62/4

JD, 18 décembre 1984, pp. 1954 et 1955 (Richard Guay)

DÉPÔT — Pétition — Ministre — Refuser de présenter une pétition — RAN, art. 62

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts, un député indépendant adresse une demande de directive au Président. Il désire savoir si un député doit être d'accord avec le contenu d'une pétition qu'il présente à l'Assemblée nationale, et s'il est obligé de présenter une pétition suite à une demande en ce sens de la part de citoyens. Enfin, un ministre peut-il présenter une pétition à l'Assemblée nationale?

Questions — Est-ce qu'un député doit être d'accord avec le contenu d'une pétition qu'il présente à l'Assemblée nationale?

Est-ce qu'un député est obligé de présenter une pétition à l'Assemblée nationale lorsqu'on le sollicite à cet effet?

Est-ce qu'un ministre peut présenter une pétition à l'Assemblée nationale?

Décision — Un député n'est pas tenu d'être d'accord avec le contenu de la pétition qu'il présente, pas plus qu'il n'est tenu d'être d'accord avec le contenu d'un projet de loi d'intérêt privé pour lequel il sert d'intermédiaire pour permettre à des citoyens d'accéder à l'Assemblée nationale ou au mécanisme législatif de l'Assemblée nationale. Quant au ministre, il peut déposer une pétition s'il le veut bien. Enfin, il n'y a aucune obligation qui est faite à quelque membre de l'Assemblée nationale de présenter une pétition.

62/5

JD, 18 avril 1991, pp. 7403-7407 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉPÔT — Pétition — Sub judice — RAN, art. 62

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts, le leader de l'opposition officielle désire déposer une pétition dont les pétitionnaires sont des députés de l'opposition officielle. La pétition fait référence à des faits contenus dans un contrat faisant l'objet de recours devant divers tribunaux.

Question — Est-ce que le Président a le pouvoir d'interdire le dépôt d'une pétition dont la forme respecte les prescriptions du Règlement, mais qui semble contrevenir à la règle du *sub judice*?

Décision — Même si la pétition respecte les règles de forme inscrites au Règlement, elle viole la règle du *sub judice* puisqu'elle contient des faits qui sont contenus dans un contrat faisant l'objet de recours devant divers tribunaux pour en établir la confidentialité. Si la pétition était déposée, le droit à un procès juste et équitable garanti par l'article 23 de la *Charte des droits et libertés de la personne* pourrait être violé. Ainsi y aurait-il un préjudice au sens de l'article 35(3) du Règlement. Même si l'Assemblée nationale est souveraine, elle se doit de respecter le pouvoir judiciaire.

Décision citée — JD, 20 mars 1984, pp. 5279 et 5280 (Richard Guay)

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Lois citées — *Charte des droits et libertés de la personne, L.R.Q., c. C-12, art. 23; Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 9*

Décision similaire — *JD, 5 novembre 1996, pp. 2914 et 2915 (Jean-Pierre Charbonneau)*

62/6

JD, 18 mars 1993, pp. 5456 et 5457 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉPÔT — *Pétition — Recours collectif — Sub judice — RAN, art. 62 — RAN, art. 35(3)*

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts de documents, le leader de l'opposition officielle formule une demande de directive à la présidence. Il veut savoir si le fait de faire référence à une demande de recours collectif dans une pétition adressée à l'Assemblée contrevient à l'article 35(3) du Règlement.

Question — Est-ce que le fait de faire référence à une demande de recours collectif dans une pétition adressée à l'Assemblée contrevient à l'article 35(3) du Règlement?

Décision — La procédure de recours collectif est une procédure se déroulant devant un tribunal au sens de la loi. Elle est introductive d'instance, le tribunal est saisi du dossier. Certains motifs et allégués contenus dans une pétition peuvent toucher au fond du litige et de ce fait constituer un danger de porter préjudice aux personnes en instance devant les tribunaux. C'est pourquoi il est préférable d'appliquer strictement la règle énoncée à l'article 35(3) du Règlement. La pétition peut être retenue et il sera possible de la déposer lorsqu'il n'y aura plus de procédures devant les tribunaux.

Article de règlement cité — *RAN, art. 35(3)*

Décision similaire — *JD, 5 novembre 1996, pp. 2914 et 2915 (Jean-Pierre Charbonneau)*

ARTICLE 63

63/1

JD, 11 avril 1984, p. 5748 (Richard Guay)

DÉPÔT — Pétition — Forme — Contenu — RAN, art. 63

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts, un député de l'opposition officielle désire déposer une photocopie d'une pétition qui s'adresse au gouvernement. La pétition ne précise pas si elle s'adresse au gouvernement du Québec ou à celui du Canada.

Questions — Est-ce qu'il est possible de déposer une photocopie d'une pétition?

Est-ce que la pétition doit préciser à quel gouvernement elle s'adresse?

Décision — Le Règlement interdit le dépôt d'une photocopie d'une pétition. Seul l'original d'une pétition est admissible. De plus, le fait qu'une pétition soit adressée au gouvernement et que l'on ne sache pas très bien s'il s'agit de celui du Québec ou celui du Canada constitue également une contravention au Règlement.

63/2

JD, 27 novembre 1986, pp. 4358 et 4359 (Pierre Lorrain)

DÉPÔT — Pétition — Recevabilité — RAN, art. 63

Contexte — Le Président avise l'Assemblée qu'il rendra une directive portant sur les conditions que doit respecter une pétition pour être déposée à l'Assemblée nationale.

Question — À quelles conditions une pétition peut-elle être déposée à l'Assemblée nationale?

Décision — Pour être recevable, une pétition qui est déposée à l'Assemblée nationale doit respecter les conditions suivantes: la pétition doit explicitement mentionner qu'elle s'adresse à l'Assemblée nationale; la pétition doit contenir un exposé des faits et une requête; les faits doivent relever de la compétence de l'Assemblée nationale; la pétition doit être un original manuscrit, dactylographié ou imprimé sur des feuilles de papier de format habituel; le texte de la pétition doit obligatoirement être suivi de signatures; la pétition doit contenir la signature originale de tous les pétitionnaires et, s'il y a lieu, leur désignation en tant que groupe; l'exposé des faits doit être clair, succinct, précis et rédigé en termes modérés, mesurés et respectueux; les pétitionnaires doivent nécessairement agir par l'intermédiaire d'un député.

Quant à l'extrait d'une pétition, il doit être conforme à l'original et au Règlement, être succinct et, dans la mesure du possible, être conforme à la formule d'extrait de pétition.

63/3

JD, 13 novembre 1997, p. 8443 (Jean-Pierre Charbonneau)

DÉPÔT — Pétition — Forme — RAN, art. 63 — RAN, art. 62

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts, un député de l'opposition officielle demande au Président s'il est possible de déposer une pétition dont l'original est toujours entre les mains d'un autre député.

Question — Est-ce qu'un député peut, à la demande de citoyens, déposer l'extrait d'une pétition en lieu et place d'un autre député, alors que l'original de cette pétition se trouverait toujours entre les mains de ce dernier?

Décision — Le droit de présenter une pétition au Parlement en vue du redressement d'un grief est un principe constitutionnel fondamental appliqué sans interruption depuis 1867. Il s'agit d'ailleurs d'un droit garanti à l'article 21 de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec, qui stipule que toute personne a droit d'adresser des pétitions à l'Assemblée nationale pour le redressement de griefs.

Toutefois, le dépôt d'une pétition doit se faire conformément à la procédure établie par l'Assemblée nationale. En vertu de l'article 62 du Règlement, le député qui transmet une pétition à l'Assemblée doit l'avoir remise au Bureau du Secrétaire général. En l'occurrence, aucune pétition qui pourrait s'apparenter à celle à laquelle le député fait référence n'a été reçue au bureau du Secrétaire général.

En conséquence, il s'agit d'une affaire qui n'est pas encore du ressort de l'Assemblée. À ce stade, elle concerne, d'une part, le député à qui une pétition aurait été confiée et qui, de ce fait, en serait responsable, notamment à l'égard des pétitionnaires; d'autre part, elle concerne les instigateurs de la pétition à qui il appartient d'assurer le suivi de la demande de transmission de celle-ci à l'Assemblée par le député de leur choix.

Par ailleurs, un député qui serait en possession d'une photocopie d'une pétition dont l'original serait entre les mains d'un de ses collègues ne peut en faire le dépôt, parce que, selon le Règlement, il doit avoir au préalable remis l'original de la pétition au bureau du Secrétaire général.

Articles de règlement cités — RAN, art. 61, 62

Décision citée — JD, 11 décembre 1984, p. 5748 (Richard Guay)

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 6^e édition, p. 287, n° 1014

Loi citée — *Charte des droits et libertés de la personne*, LRQ., c. C-12, art. 21

ARTICLE 66

66/1

JD, 18 décembre 1987, pp. 10973-10978 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Menaces — Gêner un député — RAN, art. 66 — RAN, art. 68 — LAN, art. 55

Contexte — Alors qu'il discute avec un membre de son personnel dans l'antichambre, un député ministériel aurait prévenu le leader adjoint de l'opposition officielle de retourner à l'Assemblée. Par la suite, le leader adjoint de l'opposition officielle aurait constaté que la porte donnant accès à l'Assemblée a été verrouillée par le député ministériel. Il a donc dû emprunter la porte réservée aux députés ministériels pour regagner son siège à l'Assemblée. De retour à l'Assemblée, le leader adjoint de l'opposition officielle soulève une question de privilège.

Question — Est-ce que les faits qui se sont déroulés à l'extérieur de la Salle de l'Assemblée et invoqués par le leader adjoint de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de privilège?

Décision — Le leader adjoint de l'opposition officielle peut soulever une question de privilège. Il appartiendra ensuite à la présidence de décider si elle est recevable. En s'appuyant sur l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, le leader adjoint de l'opposition prétend qu'il aurait été menacé et gêné dans l'exercice de ses fonctions parlementaires. Selon l'article 68 du Règlement, le député qui signale une violation de droit ou de privilège doit se limiter à de brèves explications qui ne font l'objet d'aucun débat. Par conséquent, la présidence ne peut entendre aucun autre député sur cette question de privilège.

66/2

JD, 13 novembre 1997, pp. 8433-8435 (Jean-Pierre Charbonneau)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Privilège parlementaire — Liberté de parole — Dépôt — Document — Document cité — Charte des droits et libertés de la personne — Loi sur l'accès aux documents des organismes publics — Renseignements personnels — RAN, art. 66 — LAN, art. 44

Contexte — Le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration demande au Président une directive, par laquelle il désire savoir si le privilège parlementaire individuel de la liberté de parole permet à un député, lors d'une intervention à l'Assemblée, de divulguer des renseignements personnels nominatifs, et ce, quelle que soit la forme que peut prendre cette divulgation — discours, citation d'un document, dépôt d'un document ou exhibition d'un document. En somme, le ministre s'interroge sur la possibilité pour des députés, dans le cadre des délibérations parlementaires, de faire fi du droit au respect de la vie privée garanti sous différentes formes dans diverses lois québécoises.

Question — Est-ce que le privilège parlementaire individuel de la liberté de parole permet à un député, dans le cadre des délibérations parlementaires, de divulguer des renseignements nominatifs personnels?

Décision — Il ne faut pas voir dans les privilèges parlementaires une série illimitée d'avantages accordés et réservés aux députés. En fait, les privilèges parlementaires sont limités à ce qui est nécessaire pour qu'une assemblée législative puisse exercer son rôle en toute indépendance. Ils servent principalement à prémunir les assemblées de toute entrave extérieure, afin que les élus puissent exercer sans aucune contrainte le mandat qui leur a été confié par la population.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Les privilèges nécessaires à l'exercice des fonctions parlementaires des membres de l'Assemblée nationale du Québec et de toutes les assemblées législatives du Canada, dont le privilège de la liberté de parole, font partie intégrante de la Constitution. En 1993, la Cour suprême du Canada a même décidé que la *Charte canadienne des droits et libertés* ne peut prévaloir sur les privilèges parlementaires, puisqu'il s'agit de deux normes constitutionnelles de même valeur. Dès lors, si la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui, rappelons-le, fait partie de la Constitution, ne peut avoir préséance sur les privilèges parlementaires, il est difficile d'imaginer qu'une loi adoptée par le Parlement du Québec, qui n'est pas une norme supralégislative, puisse prévaloir sur un privilège parlementaire, celui de la liberté de parole, en l'occurrence.

En plus d'être consacré par la Constitution, le privilège de la liberté de parole a été codifié à l'article 44 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, qui édicte que: «Un député ne peut être poursuivi, arrêté, ni emprisonné en raison de paroles prononcées, d'un document déposé ou d'un acte parlementaire accompli par lui, dans l'exercice de ses fonctions à l'Assemblée, à une commission ou à une sous-commission.». À la lecture de cet article, on peut constater que le privilège couvre non seulement les paroles prononcées par un député à l'Assemblée, mais également tout autre acte accompli dans l'exercice de ses fonctions parlementaires, y compris le dépôt de documents.

On admet que le droit au respect de la vie privée est un droit fondamental reconnu expressément par la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec et consacré sous différentes formes dans plusieurs autres lois québécoises. Mais le privilège de la liberté de parole est un droit constitutionnel qui, dans le cadre des délibérations de l'Assemblée et des commissions, a une portée presque absolue, sous réserve des règles de procédure que l'Assemblée s'est elle-même imposée. Or, la *Loi sur l'Assemblée nationale* et le Règlement ne renferment aucune disposition qui traite directement du respect de la vie privée et de la protection des renseignements personnels.

Donc, faute de règles de procédure parlementaire portant expressément sur le respect de la vie privée, le Président n'a aucun pouvoir d'empêcher l'exercice du privilège de la liberté de parole pour protéger le respect du droit à la vie privée.

Le Président toutefois souhaite que tout député, lorsqu'il prononce une parole, dépose un document ou accomplit un acte dans le cadre des délibérations parlementaires se soucie des droits fondamentaux de toutes les citoyennes et de tous les citoyens du Québec.

Décision citée — *Club de la Garnison de Québec c. Lavergne*, (1917) B.R. 37

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 44

ARTICLE 67

67/1

JD, 1 mars 1973, pp. 3978-3980 (Jean-Noël Lavoie)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Recevabilité* — *Corrompre un député* — RAN, art. 67 — RAN 1972-1984, art. 49 — LAN, art. 55(9) — *Loi de la législature*, art. 66

Contexte — Dans un avis transmis au Président, un député de l'opposition officielle fait part de son intention de soulever une violation de droits ou de privilèges. Cet avis indique également l'intention du député de présenter une motion pour que des mesures soient prises. Les faits qu'il invoque à l'appui de son intervention sont à l'effet qu'un fonctionnaire aurait affirmé à la presse qu'il envoyait des formulaires à des membres de l'Assemblée, leur demandant de fournir une liste d'entrepreneurs de leur circonscription électorale à qui des contrats gouvernementaux pourraient être accordés sans soumission. Ce fonctionnaire aurait également affirmé à la presse que des membres de l'Assemblée ont participé à ce système en répondant au questionnaire.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de privilège?

Décision — L'article 66(3) de la *Loi de la Législature* (S.R.Q. 1964, c. 6) prévoit qu'on ne peut «Chercher à corrompre un député en lui offrant des présents...» Les faits invoqués par le député de l'opposition officielle ne constituent pas véritablement une violation de droits ou de privilèges des membres de l'Assemblée prévue à l'article 66(3) de la *Loi de la Législature* puisque les gestes posés par le fonctionnaire ne visaient pas à tenter de corrompre un député en lui offrant des présents. L'Assemblée ne peut créer de nouveaux privilèges autres que ceux qui sont énumérés à l'article 66 de la *Loi de la Législature*.

Articles de règlements cités — *Geoffrion* 1941, art. 193; RAN 1972-1984, art. 80 et 82

Doctrines invoquées — *Beauchesne*, 4^e éd., n° 103, p. 96 et n° 113, p. 105; *Dawson*, 1962, p. 47

Lois citées — Loi constitutionnelle de 1867, art. 92; *Loi de la Législature*, S.R.Q. 1964, c. 6, art. 66

67/2

JD, 29 juin 1973, pp. 1947 et 1948 (Jean-Noël Lavoie)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Ordre ou résolution* — *Retrait d'une motion* — *Feuilleton et préavis* — RAN, art. 67 — RAN, art. 186 — RAN, art. 193 — RAN 1972-1984, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 55 — RAN 1972-1984, art. 59

Contexte — Un député de l'opposition officielle soulève une question de privilège, invoquant le fait que l'Exécutif n'a pas donné suite à la motion suivante dûment adoptée par l'Assemblée: «Que cette Assemblée exprime l'avis qu'à l'occasion du 24 juin prochain, fête de la Saint-Jean-Baptiste, une proclamation rappelle le 25^e anniversaire de l'adoption du drapeau fleurdelisé comme emblème officiel du Québec».

Questions — Est-ce que l'Exécutif, en ne donnant pas suite à cette motion, a violé un ordre de l'Assemblée et, par le fait même, un privilège de l'Assemblée?

Est-ce que le Président peut retirer du feuillet l'avis de motion s'il ne s'agit pas d'une violation de privilège?

Décision — Une motion adoptée, demandant qu'une proclamation soit émise pour commémorer le 25^e anniversaire de l'adoption du drapeau québécois, ne constitue en somme qu'une résolution et non pas un ordre de l'Assemblée. L'Assemblée exprimait à l'égard de l'Exécutif un vœu ou des intentions; dans notre droit parlementaire, l'Exécutif n'est pas strictement tenu de donner suite à une résolution du Législatif. L'avis de motion portant sur une question de privilège qui devait paraître au feuillet a dû être mis de côté par le Président, ce dernier jugeant que l'Assemblée n'avait pas été brimée dans ses privilèges.

Décision citée — JD, 5 mars 1973, p. 4050 (Jean-Noël Lavoie)

Loi citée — Loi de la Législature, S.R.Q. 1964, c. 6, art. 66

67/3

JD, 26 mars 1974, pp. 140-142 (Jean-Noël Lavoie)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Corrompre un député — Commission d'enquête — Sub judice — RAN, art. 67 — RAN, art. 35(3) — RAN 1972-1984, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 79 — RAN 1972-1984, art. 99(4) — LAN, art. 55(9)

Contexte — Dans un avis transmis au Président, un député de l'opposition indique son intention de soulever une question de privilège et de se prévaloir de l'article 79 RAN 1972-1984 (RAN, art. 317) afin qu'action soit prise à l'endroit d'un député. La question de privilège se rapporte à deux faits distincts: 1) des membres dits reconnus du crime organisé auraient offert de verser de l'argent à la caisse électorale de l'Association d'un comté en échange d'une intervention du député dans des questions administratives; 2) lors des travaux de la Commission d'enquête sur le crime organisé, le député aurait fait des déclarations préjudiciables aux députés et à l'Assemblée.

Questions — Est-ce qu'il est possible de prendre action à l'endroit d'un député en vertu de l'article 79 RAN 1972-1984 (RAN, art. 317) lorsqu'on tente de le corrompre?

Est-ce qu'il est possible, alors que la Commission d'enquête sur le crime organisé n'a pas terminé ses travaux, d'invoquer dans une question de privilège des propos prononcés au cours de cette enquête?

Décision — Il n'y a pas *prima facie* atteinte aux privilèges de l'Assemblée. La corruption visée par l'article 66(3) de la Loi de la Législature est envisagée seulement vis-à-vis de celui qui tente de corrompre un député; il n'y a pas matière à une question de privilège si c'est le député qui est mis en cause.

Prima facie, le député aurait prononcé des paroles préjudiciables à la dignité des députés et de l'Assemblée, mais ces paroles ont été prononcées dans le cadre d'une enquête menée par un organisme quasi judiciaire dont les travaux ne sont pas encore terminés. Or, l'article 99(4) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(3)) interdit à un député de parler d'une affaire *sub judice*.

Le Président aurait pu interpréter l'article 99(4) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(3)) avec plus de souplesse si le député de l'opposition officielle ne s'était prévalu que de l'article 49 RAN 1972-1984 (RAN, art. 67). Mais puisque ce dernier désire qu'action soit prise en vertu de l'article 79 RAN 1972-1984 (RAN, art. 317), l'interprétation du Règlement ne souffre pas de compromis et l'article 99(4) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(3)) doit être strictement appliqué.

Articles de règlement cités — RAN 1972-1984, art. 79, 81 et 99(4)

Loi citée — *Loi de la Législature, S.R.Q. 1964, c. 6, art. 66*

67/4

JD, 2 avril 1974, pp. 302-306 (Jean-Noël Lavoie)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Corrompre un député — Privilège parlementaire — Député — Assemblée nationale — RAN, art. 67 — RAN 1972-1984, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 81 — Loi de la Législature, art. 66*

Contexte — Dans un avis transmis au Président, un député de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de privilège et de se prévaloir de l'article 81 RAN 1972-1984 (RAN, art. 324) pour qu'une action soit prise à l'endroit d'une personne autre qu'un député. Le député de l'opposition officielle reproche à un citoyen d'avoir tenté de corrompre un député en lui offrant de l'argent, en échange de quoi le député s'engageait à faire cesser des raids policiers contre une maison de jeu et à faire remplacer l'officier de police responsable de ces raids.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de privilège?

Décision — Les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle ne peuvent donner ouverture à une question de privilège. L'Assemblée n'a pas à protéger autre chose que ses travaux qui lui sont propres et d'autres personnes que ses membres en leur qualité de membres. Si on offre un présent à un député afin qu'il appuie ou qu'il combatte une loi, il est évident que les privilèges de l'Assemblée sont concernés; si on lui offre un présent pour qu'il intervienne au sujet de problèmes d'ordre administratif, fussent-ils du ressort de l'administration publique, mais non de l'Assemblée comme corps législatif et délibérant, les privilèges de l'Assemblée ne sont aucunement en cause. S'il y a infraction, cette dernière devra être invoquée devant les tribunaux de droit commun.

Article de règlement cité — *Règlement de la Chambre des communes, 1974, art. 79*

Doctrines invoquées — Anson, 1903, p. 206; Beauchesne, 4^e éd., pp. 101, 105 et 302; Dawson, 1962, pp. 48 et 49; May, 1909, t. 1, pp. 75, 85, 86, 88, 291 et 293; May, 17th ed., p. 115

Loi citée — *Loi de la Législature, S.R.Q. 1964, c. 6, art. 66 et 86*

67/5

JD, 7 novembre 1974, pp. 2660 et 2661 (Jean-Noël Lavoie)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Député — Démission — RAN, art. 67 — RAN 1972-1984, art. 49 — Loi de la Législature, art. 66*

Contexte — Dans un avis transmis au Président, un député de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de privilège au sujet de l'information voulant qu'un membre de l'Assemblée nationale ait remis sa démission au Premier ministre plutôt qu'au Président de l'Assemblée, comme le prévoit la *Loi de la Législature*.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de privilège?

Décision — Les faits invoqués par le député de l'opposition officielle ne donnent pas ouverture à une question de privilège. Aucun des privilèges énumérés à l'article 66 de la *Loi de la Législature* n'a été violé. L'Assemblée n'a aucun pouvoir de créer de nouveaux privilèges.

67/6

JD, 9 octobre 1979, pp. 2743-2746 (Clément Richard)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Droit à l'information — Dépôt — Document — Obligation légale — Pouvoir du Président — RAN, art. 67 — RAN, art. 59 — RAN, art. 317 — RAN 1972-1984, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 79 — RAN 1972-1984, art. 176

Contexte — Dans un avis transmis au Président, un député de l'opposition officielle fait part de son intention de soulever une question de privilège. Les faits qu'il invoque à l'appui de son intervention sont l'impossibilité pour les membres de l'Assemblée nationale de prendre connaissance des mémoires ou commentaires transmis par la Commission des droits de la personne au gouvernement depuis 1976 et dont copies ont été également transmises au Président de l'Assemblée. À la suite de cette question de privilège, le député entend proposer une motion en vertu de l'article 79 RAN 1972-1984 (RAN, art. 317) afin que l'Assemblée prie le Président de l'Assemblée de déposer copie des documents que lui a transmis la Commission des droits de la personne.

Questions — Est-ce qu'il existe un privilège garantissant le droit à l'information pour les députés?

Est-ce que le Président peut être tenu de déposer des documents transmis par la Commission des droits de la personne au gouvernement et dont il a reçu copie?

Décision — Nulle part on ne prévoit que le droit à l'information est un privilège. À la rigueur, un député pourrait se plaindre d'une violation de ses privilèges s'il était brimé dans ses droits par suite du non-respect d'une obligation impérative de déposer un document. Mais dans le cas présent, aucune disposition législative ou autre n'oblige le gouvernement ou le Président de l'Assemblée à déposer les documents transmis par la Commission des droits de la personne.

Les lois et règlements prévoient différents types d'information que doit recevoir le député pour mieux accomplir ses fonctions. Le Règlement de l'Assemblée prévoit également de quelle façon un député peut obtenir le dépôt d'un document.

Le Président n'est pas tenu de déposer les copies de documents qu'il a en sa possession puisqu'aucune obligation à cet effet n'existe. De plus, le Président ne pourrait déposer des documents qu'un ministre pourrait refuser de déposer en vertu de l'article 176 RAN 1972-1984 (RAN, art.59).

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 17 et 690; RAN 1972-1984, art. 79 et 176*

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 4^e éd., n° 68(2), p. 59; *Beauchesne*, 5^e éd., n° 16, p. 11; *May*, 19th ed., pp. 317 et 318

Loi citée — *Charte des droits et libertés de la personne*, L.R.Q., c. C-12, art. 68

67/7

JD, 7 juin 1983, pp. 1925-1930 (Richard Guay)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Refuser d'accepter la parole d'un député — Imputer des motifs indignes à un député — Induire l'Assemblée en erreur* — RAN, art. 67 — RAN, art. 35(6) — RAN 1972-1984, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 99(9)

Contexte — Des députés de l'opposition officielle désirent soulever une question de privilège relative à des réponses fournies à l'Assemblée nationale par le Premier ministre au sujet de son rôle et de celui de son bureau dans le règlement hors-cour du saccage du chantier LG-2. Les députés de l'opposition officielle prétendent que certaines parties des réponses du Premier ministre étaient incomplètes et inexactes, induisant par le fait même l'Assemblée en erreur.

Question — Est-ce que les faits invoqués par les députés de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de privilège?

Décision — *Prima facie*, il ne s'agit pas de la violation d'un des grands privilèges reconnus par la *Loi sur l'Assemblée nationale* ou par la tradition. Le Président ne peut établir quelque rapport que ce soit entre les privilèges de l'Assemblée nationale ou de l'un de ses membres et le sentiment d'avoir été induit en erreur.

En vertu de l'article 99(9) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(6)), un député qui a la parole ne peut imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole. Les députés de l'opposition officielle doivent donc accepter la parole du Premier ministre, et il est toujours possible de confondre avec une autre version des faits un député qui abuserait de la présomption de l'article 99(9) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(6)) au moyen de questions, de discours, d'échanges et d'autres confrontations permises par le Règlement. À la rigueur, en s'appuyant sur un précédent anglais de 1963, il pourrait y avoir outrage si un député avouait expressément avoir trompé l'Assemblée dans une déclaration de fait personnel antérieure.

Articles de règlements cités — *Geoffrion* 1941, art. 193, 285(16) et 285(9); RAN 1972-1984, art. 68, 80 et 99(9)

Décisions citées — JD, 20 décembre 1974, pp. 3850 et 3851 (*Jean-Noël Lavoie*); JD, 15 décembre 1975, pp. 2694-2698 (*Jean-Noël Lavoie*)

Doctrine invoquée — *Cushing*, 9th ed., pp. 215-217; *May*, 19th ed., p. 142

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 42-56

Décisions similaires — JD, 9 avril 1987, pp. 6788 et 6789 (*Jean-Pierre Saintonge*); JD, 19 juin 1996, pp. 2574 et 2575 (*Jean-Pierre Charbonneau*)

67/8

JD, 29 novembre 1983, pp. 3463-3465 (Richard Guay)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Question de privilège — RAN, art. 67 — RAN, art. 317 — RAN 1972-1984, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 79 — LAN, art. 82 — LAN, art. 135 — LAN, art. 136

Contexte — Après qu'un député ait soulevé une question de privilège alors qu'il s'agissait plutôt d'une question de fait personnel, le Président a clarifié la notion de question de privilège.

Question — Qu'est-ce qu'une question de privilège?

Décision — Une question de privilège doit obligatoirement se référer à un des droits ou privilèges que la *Loi sur l'Assemblée nationale* ou la tradition confère à l'Assemblée nationale ou à un de ses membres. Ainsi, une divergence d'opinion ne justifie pas une question de privilège.

Un député qui porte atteinte à un droit ou privilège de l'Assemblée est passible d'une des sanctions prévues aux articles 135 et 136 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Pour accuser un collègue, un député doit faire une motion en vertu de l'article 79 RAN 1972-1984 (art. 317 RAN) ou porter la plainte prévue à l'article 82 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Lorsque les faits ne justifient pas la question de privilège, il est néanmoins possible, selon les occasions, de réagir à un discours en en prononçant un, de poser une question complémentaire, de donner un complément de réponse ou de soulever une question de fait personnel.

Articles de règlement cités — RAN 1972-1984, art. 68, 79, 80, 99(7) et 99(9)

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 42-46, 51, 82 et 134-137

67/9

JD, 19 mars 1986, pp. 535-538 (Pierre Lorrain)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Disposition législative non adoptée — Arrêté ministériel — RAN, art. 67 — RAN, art. 304 — RAN, art. 315 — LAN, art. 55

Contexte — Un député de l'opposition officielle soulève une question de privilège pour le motif qu'un ministre, en s'autorisant d'une disposition législative contenue au projet de loi alors à l'étude pour émettre un arrêté ministériel, a ridiculisé et diminué le rôle du Parlement dans l'exercice de sa fonction législative, portant ainsi atteinte à la dignité et à l'autorité du Parlement.

Question — Est-ce que le fait pour un ministre de s'être autorisé d'une disposition législative non encore adoptée par l'Assemblée nationale pour émettre un arrêté ministériel constitue, *prima facie*, une atteinte aux droits de l'Assemblée?

Décision — Les faits invoqués au soutien de la question de privilège ne permettent pas de conclure qu'il y a, *prima facie*, violation des droits et privilèges de l'Assemblée. Lorsqu'est signalée une violation de droits ou de privilèges, il n'appartient pas au Président de déterminer s'il y a effectivement atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée. Le Président doit plutôt décider si les faits invoqués au soutien de la question de privilège lui permettent de croire qu'il s'agit, *prima facie*, d'une question de privilège, c'est-à-dire premièrement vérifier si dans sa forme la question de privilège est

présentée selon le Règlement et deuxièmement s'assurer que le contenu de la question a trait à une violation des privilèges de l'Assemblée et de son indépendance.

De prime abord, le geste administratif reproché au ministre du Revenu n'est pas de la nature des actes et omissions énumérés à l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. De plus, l'article 315 du Règlement précise que seule la conduite d'un membre du Parlement agissant à titre de membre de cette Assemblée peut être mise en cause en vertu du titre VI du Règlement. Le geste reproché au ministre du Revenu, soit de s'être autorisé d'une disposition législative non encore adoptée par l'Assemblée pour émettre un arrêté ministériel, est un geste administratif posé par le ministre en cette qualité.

C'est en vertu d'une motion de censure que la conduite d'un membre du gouvernement peut être mise en cause à l'Assemblée et non en soulevant une question de privilège.

Articles de règlements cités — *RAN*, art. 315; *RAN 1972-1984*, art. 24 et 68

Décisions citées — *JD*, 20 décembre 1974, pp. 3850 et 3851 (Jean-Noël Lavoie); *JD*, 19 juillet 1977, pp. 2180-2183 (Clément Richard); *JD*, 7 juin 1983, pp. 1925-1929 (Richard Guay); *JD*, 16 avril 1985, pp. 2991-2994 (Richard Guay)

Doctrines invoquées — Maingot, 1982, pp. 188, 191 et 213; *Report from The Select Committee on Parliamentary Privilege*, H.C. 34 (Dec. 1, 1967) U.K., pp. 110, 111

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55

67/10

JD, 28 mai 1986, pp. 1868-1874 (Pierre Lorrain)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Induire l'Assemblée en erreur* — *Période des questions et réponses orales* — *Affaires inscrites par les députés de l'opposition* — *Motion de censure* — *Débat de fin de séance* — *Interpellation* — *RAN*, art. 67 — *RAN*, art. 68 — *RAN*, art. 97 — *RAN*, art. 295 — *RAN*, art. 304 — *RAN*, art. 308 — *RAN*, art. 317 — *RAN*, art. 318 — *RAN*, art. 321 — *LAN*, art. 51 — *LAN*, art. 55(2)

Contexte — Lors d'une intervention portant sur une violation de droits ou de privilèges, le leader de l'opposition accuse un ministre d'avoir induit l'Assemblée en erreur en rendant un témoignage faux et incomplet alors qu'il répondait à une question au moment de la période des questions et réponses orales.

Questions — Est-ce qu'un ministre qu'on accuse d'avoir induit l'Assemblée en erreur en rendant un témoignage faux et incomplet constitue, *prima facie*, une violation de droits ou de privilèges?

Quelle est la procédure à suivre lorsque le Président décide que l'acte reproché constitue, *prima facie*, une violation de droits ou de privilèges?

Outre la question de privilège, quels sont les autres moyens dont disposent les députés de l'opposition officielle afin de s'assurer que les ministres respectent la loi?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Est-ce qu'il a une relation entre le pouvoir de surveillance et de contrôle du pouvoir législatif sur le pouvoir exécutif et la question de privilège?

Décision — Un ministre ne témoigne pas lorsqu'il répond à une question lors de la période des questions et réponses orales. L'article 55(2) de la *Loi sur l'Assemblée nationale* ne s'applique que lorsqu'une personne rend un témoignage faux et incomplet devant l'Assemblée ou une commission alors qu'elle est assignée à comparaître conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Pour qu'une personne témoigne, elle doit avoir reçu un ordre à cet effet. De plus, soulignons qu'un député doit toujours accepter la parole d'un autre membre de l'Assemblée.

La procédure à suivre lorsque le Président décide qu'il y a eu, *prima facie*, atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée, est la suivante:

Au moment des interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel, aux affaires courantes, le député doit signaler la violation de droits ou de privilèges en cause (art. 67 et 68 RAN) et annoncer, s'il y lieu, son intention de présenter une motion mettant en cause la conduite d'un membre du Parlement (art. 317 RAN).

Lorsqu'une motion s'ensuit, elle doit être inscrite en préavis au feuillet.

La motion est proposée aux affaires du jour le lendemain de son inscription au feuillet. Elle doit conclure à ce que l'Assemblée statue sur la faute reprochée en se prononçant sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale (art. 318 RAN). L'auteur de la motion et le mise en cause peuvent s'exprimer pendant vingt minutes sur la motion.

Le Président convoque alors la Commission de l'Assemblée nationale pour faire enquête sur la question. L'Assemblée statue sur le rapport de la Commission dans les quinze jours suivant son dépôt. Si le reproche est fondé, l'Assemblée décide alors de la sanction (art. 321 RAN).

Afin de s'assurer que les ministres respectent la Loi, outre la période de questions, les députés de l'opposition peuvent inscrire une motion au feuillet conformément à l'article 97 du Règlement, présenter une motion de censure, ou lorsqu'ils sont insatisfaits d'une réponse, demander un débat de fin de séance, conformément à l'article 308 du Règlement. Ils peuvent également interpellier un ministre sur toute question d'intérêt général relevant de sa compétence, conformément aux articles 295 et suivants du Règlement.

Les privilèges parlementaires ont pour but de protéger l'Assemblée et ses membres contre toute entrave et de permettre à ceux-ci de s'acquitter de leurs fonctions à l'abri de toute ingérence indue, et non d'exercer un contrôle sur le pouvoir exécutif.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941*, art. 285(20) et 686; RAN, art. 67, 68, 295, 308, 317, 318 et 321

Décisions citées — JD, 11 mars 1986, pp. 308-315; JD, 19 mars 1986, pp. 535-538 (Pierre Lorrain); JD, 7 juin 1983, pp. 1925-1929 (Richard Guay); JD, 29 novembre 1983, pp. 3463-3465 (Richard Guay)

Doctrine invoquée — Maingot, 1982, p. 188; May, 1909, t. I, p. 49

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 42-44, 46, 51 et 55(2)

67/11

JD, 19 décembre 1986, pp. 5845, 5846, 5886 et 5887 (Pierre Lorrain)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Menaces* — *Vote* — RAN, art. 67 — RAN, art. 35(6) — LAN, art. 55(10)

Contexte — Un député de l'opposition officielle soulève une question de privilège invoquant les faits suivants: un ministre aurait communiqué avec le procureur d'un organisme intéressé par l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé afin de l'aviser que l'adoption de ce projet de loi serait bloquée si le député de l'opposition officielle, également parrain de ce projet de loi, ne consentait pas à l'adoption d'un projet de loi présenté par le ministre.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture, *prima facie*, à une question de privilège?

Décision — Les faits invoqués par le député de l'opposition donnent ouverture, *prima facie*, à une question de privilège. En effet, les auteurs de droit parlementaire s'entendent pour dire qu'on ne peut entraver un député dans l'exercice de ses fonctions et que toute menace faite à un député dans le dessein d'influencer son vote ou son comportement en sa qualité de député constitue une atteinte aux privilèges. Chaque fois qu'est soulevée une question de privilège, le Président doit, conformément à l'article 35(6) du Règlement, accepter la parole du député sur les faits invoqués.

Article du règlement cité — RAN, art. 35(6)

Décisions citées — JD, 7 juin 1983, pp. 1925-1930 (Richard Guay); JD, 19 mars 1986, pp. 535-538 (Pierre Lorrain)

Doctrines invoquées — Beauchesne, 5^e éd., n° 67, p. 23 et n° 84, p. 27

Loi citée — Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(10)

Décision similaire — JD, 15 juin 1990, pp. 3396-3400 (Jean-Pierre Saintonge)

67/12

JD, 18 octobre 1988, pp. 2530-2532 et 2568-2570 (Pierre Lorrain)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Induire l'Assemblée en erreur* — *Imputer des motifs indignes à un député* — *Refuser d'accepter la parole d'un député* — *Outrage au Parlement* — RAN, art. 67 — RAN, art. 35(6)

Contexte — Dans un avis transmis au Président, un député de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de privilège relative aux déclarations faites à l'Assemblée nationale et à la presse par un ministre. Le député de l'opposition officielle prétend que seule une intention délibérée de tromper peut expliquer la disparité des déclarations du ministre. De plus, il soutient que, par ses propos, le ministre a admis que les déclarations qu'il avait faites à l'Assemblée nationale étaient trompeuses.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture, *prima facie*, à une question de privilège?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Les faits invoqués ne donnent pas ouverture, *prima facie*, à une question de privilège. En effet, l'allégation d'une intention délibérée de tromper la l'Assemblée nationale n'est pas un fait mais plutôt une prétention sur laquelle le Président ne peut prendre appui pour décider de la recevabilité d'une question de privilège. En outre, l'admission perçue dans les propos du ministre ne constitue pas des faits mais plutôt une interprétation des faits. Selon un précédent anglais de 1963, "l'affaire Profumo", un député pourrait commettre un outrage au Parlement "*contempt*" si, lors d'une déclaration de fait personnel, il avait délibérément trompé l'Assemblée et l'avait subséquemment reconnu renversant ainsi la présomption de l'article 35(6) du Règlement en sa faveur. Dans d'autres circonstances, un député ne peut, conformément à l'article 35(6) du Règlement, imputer des motifs indignes à un autre député ou refuser d'accepter sa parole.

Articles de règlements cités — RAN, art. 35(6); RAN 1972-1984, art. 99(9)

Décisions citées — JD, 7 juin 1983, pp. 1925-1930 (Richard Guay); JD, 19 mars 1986, pp. 535-538 (Pierre Lorrain); JD, 28 mai 1986, pp. 1868-1874 (Pierre Lorrain)

67/13

JD, 12 décembre 1989, pp. 543-545 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Disposition législative non adoptée* — RAN, art. 67

Contexte — Le leader de l'opposition officielle intervient, sans soulever de question de règlement ou du privilège en bonne et due forme, pour inviter le Président à se prononcer sur le contenu de brochures et de lettres d'information produites par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST). Ces documents traitent d'un nouveau mode de tarification devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1990. Selon le leader de l'opposition officielle, les droits fondamentaux des députés auraient été violés puisque ces documents d'information réfèrent à un projet de loi non encore adopté.

Questions — Est-ce que le Président peut se prononcer sur le contenu de brochures ou de lettres sans qu'aucune question de règlement ou de privilège n'ait été soulevée en bonne et due forme?

Dans l'affirmative, est-ce que la conduite de la CSST porte, *prima facie*, atteinte aux droits des membres de l'Assemblée?

Décision — Les pouvoirs octroyés au Président de l'Assemblée nationale ne lui permettent pas d'intervenir dans un cadre qui n'est pas conforme aux règles de procédure. Puisque le leader de l'opposition officielle n'a soulevé aucune question de règlement ou de privilège, le Président pourrait simplement déclarer irrecevable sa requête qui n'est qualifiée nulle part dans les règles de procédure. Considérant l'importance de la question, le Président décide de sa propre initiative d'examiner la question soulevée par le leader de l'opposition.

L'information produite par la CSST n'a fait l'objet d'aucune publicité dans les journaux et se limite à un public restreint ayant un intérêt commun. De plus, chacun des textes mentionnait que la nouvelle tarification n'entrerait en vigueur que sous réserve de son adoption par l'Assemblée nationale. Le Président ne croit pas que la CSST ait tenté d'influencer la conduite des parlementaires et ces derniers demeureront libres de proposer les amendements qu'ils désirent au projet de loi. Le législateur n'a pas à tenir compte des gestes posés par l'administration publique pour déterminer le contenu des lois. L'attitude de la CSST manque peut-être de déférence pour l'Assemblée, mais elle ne constitue pas, *prima facie*, une violation de droits ou de privilèges.

Décision citée — *Journaux de la Chambre des communes du Canada, Ottawa, 10 octobre 1989, pp. 4457-4461 (John A. Fraser)*

67/14

JD, 15 décembre 1989, pp. 807-809 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Bureau de l'Assemblée nationale — Composition — Indépendance d'un député — RAN, art. 67 — LAN, art. 43 — LAN, art. 88 — LAN, art. 89 — LAN, art. 90 — LAN, art. 91 — LAN, art. 92

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des dépôts, le Président dépose, conformément à l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, la liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale. Cette liste devait être composée des noms des membres désignés et communiqués au Président par chaque parti. Le parti de l'opposition officielle ayant fait défaut de désigner ses membres, conformément à l'article 88 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, le Président a désigné lui-même les députés de ce parti pour compléter la liste, comme la Loi l'y autorise.

Chacun des députés ainsi désignés se lève tour à tour pour indiquer qu'il refuse cette désignation. Le whip de l'opposition officielle soulève par la suite une question de privilège fondée sur l'article 43 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* qui prescrit qu'un député jouit d'une entière indépendance dans l'exercice de ses fonctions.

Question — Est-ce que le fait pour le Président de désigner les députés qui compléteront la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, malgré leur refus, porte atteinte à l'indépendance de ces députés?

Décision — Le fait pour le Président de désigner les députés qui compléteront la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, malgré leur refus, ne constitue pas, *prima facie*, une violation du privilège reconnu à l'article 43 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Cet article indique qu'«Un député jouit d'une entière indépendance dans l'exercice de ses fonctions». Cependant, le Président a aussi des devoirs et doit se conformer à l'obligation d'appliquer la Loi. Les articles 88 à 92 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* lui imposent l'obligation de constituer un Bureau. C'est le droit le plus strict du député de refuser de participer à cette fonction administrative. Il ne s'agit pas d'un privilège relié directement à la fonction du député, au sens de l'article 43 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Le droit de refuser une nomination ne peut s'exercer qu'au moment où cette nomination a été faite conformément à la Loi. La liste doit donc d'abord être adoptée par l'Assemblée pour qu'il y ait nomination. Le député pourra, par la suite, faire part de son intention de refuser sa nomination.

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 43 et 88-92*

67/15

JD, 20 décembre 1989, pp. 934-937 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Bureau de l'Assemblée nationale — Composition — Indépendance d'un député — Outrage au Parlement — Charte des droits et libertés de la personne — RAN, art. 67 — LAN, art. 43 — LAN, art. 88 — LAN, art. 89 — LAN, art. 90 — LAN, art. 91 — LAN, art. 92

Contexte — À la suite du dépôt par le Président de la liste des députés qu'il a désigné pour compléter la composition du Bureau de l'Assemblée nationale conformément à l'article 92 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, le leader de l'opposition officielle soulève une question de privilège. Comme premier motif, il invoque que le fait de désigner une personne à une fonction sans son consentement préalable constitue une violation des droits fondamentaux de tout individu. Comme deuxième motif, il invoque que le fait pour un parlementaire d'être désigné à une fonction sans son consentement constitue, *prima facie*, une violation d'un droit et d'un privilège personnel d'un député.

Question — Est-ce que le fait pour le Président de désigner les députés qui compléteront la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, malgré leur refus, porte atteinte à l'indépendance de ces députés?

Décision — Lorsqu'une violation de droit ou de privilège est soulevée, il n'appartient pas au Président de déterminer s'il y a effectivement atteinte aux droits et privilèges mais bien de vérifier si les faits invoqués lui permettent de croire qu'il s'agit, *prima facie*, d'une violation de droit ou de privilège.

La doctrine, la jurisprudence et le Règlement établissent qu'une question de privilège doit obligatoirement se référer à un des droits et privilèges que la *Loi sur l'Assemblée nationale* ou la tradition confèrent à l'Assemblée ou à l'un de ses membres. La question soulevée par le leader de l'opposition ne peut être rattachée aux privilèges reconnus par la tradition. De plus, elle ne peut être rattachée à aucun des droits et privilèges conférés par les articles 42 à 56 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

La désignation par le Président des députés qui compléteront la composition du Bureau ne peut non plus être considérée comme portant atteinte à l'autorité ou à la dignité de l'Assemblée, ce qui constituerait un outrage au Parlement. Au contraire, c'est le Président qui pourrait s'exposer à un outrage, s'il ne respectait pas l'obligation que lui impose la loi.

En outre, même si la présidence ne se prononce pas sur la répercussion de la Charte des droits et libertés de la personne sur la procédure parlementaire, l'Assemblée demeure soucieuse d'adhérer volontairement à son esprit et à sa lettre. La présidence ne voulant porter atteinte à la dignité de quiconque, a pris soin de vérifier ce point. La liberté et la dignité humaine apparaissent comme des fondements de la Charte. Cela ne signifie pas qu'aucune contrainte ne peut être imposée aux individus lorsqu'elle s'avère nécessaire pour permettre un fonctionnement adéquat de la société. De façon générale, les lois constituent autant de contraintes aux libertés fondamentales. La désignation de députés prévue par l'article 92 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* est une conséquence de leur élection: tout député élu pouvait dès lors se qualifier à être ainsi désigné. La question de privilège est donc *prima facie* irrecevable.

Lois citées — *Charte des droits et libertés de la personne*, L.R.Q., c. C-12; *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 42-56 et 92

67/16

JD, 25 avril 1990, pp. 1842-1846 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Disposition législative non adoptée — RAN, art. 67

Contexte — Dans un avis transmis au Président conformément à l'article 69 du Règlement, le leader de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de droit ou de privilège invoquant le fait qu'un ministre aurait commis un outrage au Parlement, en s'autorisant de dispositions législatives non encore adoptées, pour annoncer la création d'une société et la nomination du président de son conseil d'administration. Constituerait également un outrage au Parlement la publication d'annonces visant à combler un poste de cette société.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle constituent un outrage au Parlement?

Décision — Si un ministre se prévalait sciemment de dispositions législatives encore à l'étude à l'Assemblée nationale, il pourrait faire l'objet d'une accusation pour outrage au Parlement et le Président pourrait en arriver à la conclusion que, *prima facie*, il y a eu violation des droits de l'Assemblée nationale. Dans le cas soumis par le leader de l'opposition officielle, les faits ne permettent pas, *prima facie*, d'en arriver à la conclusion que le ministre s'est prévalu des dispositions d'un projet de loi à l'étude à l'Assemblée nationale. En effet, la société en question ne tire aucunement son existence d'un tel projet de loi et est plutôt créée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*.

Doctrine invoquée — *May, 20th ed., p. 154*

67/17

JD, 30 mai 1990, pp. 2740 et 2741 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Outrage au Parlement — Interprétation de la loi — Tribunaux — Contrôle de l'exécutif — RAN, art. 67*

Contexte — Le leader de l'opposition officielle soulève une question de privilège invoquant les faits suivants: le Conseil des ministres s'apprête à nommer, à sa réunion d'aujourd'hui, un vice-président responsable des opérations de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, commettant ainsi un outrage au Parlement.

En agissant de la sorte, le gouvernement commettrait un geste d'une illégalité flagrante puisque rien dans la loi ne prévoit l'existence ni la possibilité d'une telle nomination. Le gouvernement ne peut scinder en deux la direction de la Caisse sans y être autorisé par une législation votée par l'Assemblée nationale.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture, *prima facie*, à une question de privilège?

Décision — La fonction du Président est de déterminer s'il y a, *prima facie*, une violation de privilège. Dans le présent cas, il s'agit plus précisément d'évaluer s'il y a un outrage au Parlement, c'est-à-dire un geste qui porte atteinte à l'autorité et à la dignité de l'Assemblée.

Le geste reproché au gouvernement n'est pas encore un fait accompli, même s'il semble exister plusieurs indications que le gouvernement veut procéder à cette nomination. De plus, il n'apparaît pas être du ressort du Président de vérifier la bonne application de la loi et des règlements; les tribunaux ont compétence en semblable matière. Il ne lui revient pas non plus de se prononcer sur la nécessité d'une intervention législative. Le Président ne peut interpréter la loi.

Les faits soumis ne constituent pas, *prima facie*, une atteinte à l'autorité et à la dignité de cette Assemblée ou de l'un de ses membres. Il existe des procédures permettant le contrôle parlementaire des actes du gouvernement et l'outrage au Parlement n'en est pas une.

67/18

JD, 11 juin 1990, pp. 3022 et 3023 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Ordre ou résolution — RAN, art. 67 — RAN, art. 186 — LAN, art. 55(1)*

Contexte — Dans un avis transmis au Président, conformément à l'article 69 du Règlement, le leader de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de privilège invoquant les faits suivants: le Premier ministre, avec la complicité du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, aurait porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée nationale en refusant d'obéir à un ordre de celle-ci, allant ainsi à l'encontre de l'article 55(1) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Cet ordre résulterait de l'adoption préalable par l'Assemblée nationale d'une motion exigeant du gouvernement le rejet de certaines propositions constitutionnelles.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle constituent *prima facie* une violation de l'article 55(1) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*?

Décision — La violation d'un ordre de l'Assemblée nationale constitue, à toutes fins que de droit, une violation des droits de l'Assemblée ou de ceux de ses membres. Dans le présent cas, il faut déterminer si la motion adoptée préalablement par l'Assemblée constitue un ordre ou une résolution au sens de l'article 186 du Règlement. Une motion qui devient un ordre implique pour la personne visée, une obligation de poser un acte, de faire quelque chose, une action, un geste. Ainsi, par ses ordres, l'Assemblée nationale régit ses comités, ses membres, ses fonctionnaires, la marche de ses propres travaux et les actes de toutes les personnes désignées dans l'ordre.

La motion adoptée par l'Assemblée nationale et faisant l'objet de la question de privilège engendre une contrainte qui est strictement d'ordre politique ou moral. Il s'agit de l'affirmation d'une position politique du gouvernement que l'Assemblée nationale lui demande de maintenir et cette motion ne fait que déclarer ses opinions et buts. De plus, l'Assemblée nationale ne peut donner un ordre que dans les limites de ses prérogatives et de son autorité. Dans notre droit parlementaire, l'Exécutif n'est pas strictement tenu de donner suite à une motion adoptée par le législatif et n'est lié que par législation expresse.

Puisque la motion adoptée préalablement par l'Assemblée nationale ne constitue pas un ordre, il n'y a pas eu, *prima facie*, violation de droits ou de privilèges.

Article de règlement cité — *RAN, art. 186*

Décision citée — *JD, 29 juin 1973, pp. 1947 et 1948 (Jean-Noël Lavoie)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 412(1), p. 152; Brun et Tremblay, 1982, p. 489*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(1)*

67/19

JD, 14 décembre 1990, pp. 6410-6412 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Outrage au Parlement — Disposition législative non adoptée — RAN, art. 67*

Contexte — Le ministère du Revenu a fait publier dans des quotidiens des annonces publicitaires concernant l'entrée en vigueur de modifications à la taxe de vente du Québec. Ces modifications sont contenues dans un projet de loi encore à l'étude devant l'Assemblée nationale. Le leader de l'opposition officielle soutient que le ministère du Revenu et le ministre du Revenu ont commis, par de tels agissements, un outrage au Parlement.

Question — Est-ce que le fait, pour un ministère, de publier des annonces publicitaires concernant des dispositions législatives non encore adoptées, constituent *prima facie* un outrage au Parlement?

Décision — Il y a une distinction entre un outrage au Parlement et l'atteinte aux privilèges parlementaires. La publicité reprochée vise à informer la population de changements prochains au domaine fiscal. L'annonce publicitaire a un caractère informatif. Que le gouvernement ou l'administration veuillent informer les citoyens sur les politiques et programmes gouvernementaux n'est pas répréhensible. Il s'agit même d'une responsabilité qui leur incombe.

Toutefois, une publicité portant sur les mesures découlant de dispositions législatives non encore adoptées doit faire preuve de respect et de déférence à l'égard de l'institution parlementaire et de ses membres. On ne doit pas laisser l'impression au grand public qu'une mesure projetée est un fait accompli et que le Parlement n'a aucun rôle à jouer dans l'examen et l'adoption de cette mesure.

En matière financière, les exigences doivent être tempérées. Selon la pratique bien établie dans ce domaine, l'application de la mesure précède l'autorisation législative. Le processus est inversé à cause du secret entourant les matières fiscales et budgétaires. Cependant, même en ce domaine, il est souhaitable de préciser le rôle du Parlement et de ses membres. Nous sommes dans une démocratie parlementaire et non de type exécutif ou administratif.

À l'avenir, les publicités et communications à l'intention du public, initiées par un ministère ou un organisme public et concernant des mesures législatives non encore adoptées, devront porter une mention référant au rôle de l'Assemblée et de ses membres. Le Président demande la collaboration des membres du Conseil exécutif dans une recherche commune d'un plus grand respect de l'institution parlementaire.

Doctrines invoquées — *May, 20th ed, pp. 71 et 143*

Décisions similaires — *JD, 10 juin 1996, pp. 1929 et 1930 (Claude Pinard); JD, 12 juin 1996, pp. 2093 et 2094 (Jean-Pierre Charbonneau)*

67/20

JD, 18 avril 1991, pp. 7407 et 7408 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Indépendance d'un député — Dépôt — Document — Avis — RAN, art. 67 — RAN, art. 59 — RAN, art. 82 — LAN, art. 43*

Contexte — Dans un avis transmis au Président conformément à l'article 69 du Règlement, un député indépendant indique son intention de soulever une question de privilège invoquant le refus du gouvernement de divulguer un contrat signé entre Hydro-Québec et la compagnie Norsk Hydro. Ce refus porterait atteinte à l'indépendance des députés qui seraient ainsi privés de documents essentiels aux fins d'interroger le gouvernement sur sa gestion.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député indépendant constituent *prima facie* une violation de privilège?

Décision — Les faits invoqués par le député indépendant ne constituent pas *prima facie* une violation de privilège. L'article 43 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* qui garantit au député une entière indépendance dans l'exercice de ses fonctions ne peut être interprété de façon à conclure que chaque fois qu'une règle de procédure établie par l'Assemblée restreint les droits d'un député, il y a violation de ses privilèges.

Un consentement est requis lorsqu'un dépôt de document intervient à l'extérieur des paramètres fixés aux articles 58 à 65 du Règlement. Tout membre de l'Assemblée peut refuser son consentement. L'indépendance du député n'est pas pour autant affectée. Le refus de répondre à une question ou encore le refus de déposer ou de permettre que soit déposé un document peut avoir des conséquences politiques mais cela n'a pas pour effet de violer les privilèges des parlementaires.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Les avis transmis en vertu du Règlement devront à l'avenir être signés par les députés et non par une autre personne agissant en leur nom et qui n'est pas député.

Articles de règlement cités — RAN, art. 58-65 et 82

Loi citée — Loi sur l'Assemblée nationale, art. 43

Décision similaire — JD, 18 avril 1991, p. 7409 (Jean-Pierre Saintonge)

67/21

JD, 23 avril 1991, pp. 7535 et 7536 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Liberté de parole — Député — Mise en demeure — Menaces — Sub judice — RAN, art. 67 — RAN, art. 68 — RAN, art. 324 — LAN, art. 55(10)

Contexte — Dans un avis transmis au Président conformément à l'article 69 du Règlement, un député indépendant indique son intention de soulever une question de privilège et de se prévaloir de l'article 324 du Règlement afin de mettre en question la conduite d'une personne autre qu'un député. Le député invoque les faits suivants: le 18 avril 1991, il reçu une mise en demeure lui intimant de cesser de parler du contenu d'un contrat faisant l'objet de recours devant les tribunaux afin de décider du caractère confidentiel ou non de son contenu. La mise en demeure ajoute que la responsabilité personnelle du député est engagée et ne saurait être écartée en raison de son immunité parlementaire.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député indépendant constituent *prima facie* une violation de privilège?

Décision — Tels qu'ils sont relatés par le député indépendant, les faits soulevés laissent croire que, *prima facie*, il pourrait y avoir violation du privilège de la liberté de parole et plus particulièrement de l'article 55(10) de la Loi sur l'Assemblée nationale. Cette disposition prévoit que constitue une atteinte aux droits de l'Assemblée le fait, notamment, d'«essayer d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action du député par fraude, menace ou par des pressions indues».

Le député indépendant peut soulever sa question de privilège mais, ce faisant, il doit continuer à respecter la règle du *sub judice*. Son intervention devra porter sur la violation de son privilège et non au contenu des contrats.

Articles de règlement cités — RAN, art. 35(3), 68 et 324

Loi citée — Loi sur l'Assemblée nationale, art. 43 et 55(10)

Décisions citées — JD, 7 juin 1983, pp. 1925-1930 (Richard Guay); JD, 19 décembre 1986, pp. 5845, 5846, 5886 et 5887 (Pierre Lorrain)

Doctrines invoquées — Beauchesne, 5^e éd, n° 67, p. 23

67/22

JD, 30 octobre 1991, pp. 10237 et 10238 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Menaces — Pressions indues — RAN, art. 67 — RAN, art. 68 — LAN, art. 59(10)

Contexte — Dans un avis transmis au Président conformément à l'article 69 du Règlement, un député de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de droit ou de privilège. Les faits invoqués par le député sont à l'effet qu'un ministre lui aurait déclaré que s'il le critiquait, c'est donc qu'il ne voulait rien obtenir en termes de travaux de voirie pour son comté; et le ministre ajoutait qu'il s'en rappellerait longtemps.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle constituent *prima facie* une violation de droits ou de privilèges, notamment celui relaté à l'article 55(10) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*?

Décision — Les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent *prima facie* ouverture à une question de droit ou de privilège. En conséquence, conformément à l'article 68 du Règlement, le député qui signale une telle violation de droit ou de privilège a le droit de donner de brèves explications qui ne font l'objet d'aucun débat.

Article de règlement cité — RAN, art. 68

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(10)

67/23

JD, 14 mai 1992, pp. 863 et 864 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Gouvernement — Choix budgétaires — Discours du budget — RAN, art. 67

Contexte — Le ministre de la Santé et des Services sociaux a rendu public, en conférence de presse, une série de mesures touchant le financement du système de santé et des services sociaux. Dans un avis transmis au Président conformément à l'article 69 du Règlement, le leader de l'opposition officielle soutient que le ministre aurait commis un outrage au Parlement: - en annonçant ces compressions peu de temps après l'adoption par la Commission des affaires sociales des crédits permanents affectés à son ministère et à la Régie de l'assurance-maladie, tournant ainsi en ridicule l'Assemblée nationale; - en annonçant certaines mesures pouvant être assimilées à une taxation ou à un droit tarifaire qui font habituellement l'objet d'annonces par le ministre des Finances lors du discours du budget.

Question — Est-ce que le fait pour un ministre d'annoncer des compressions budgétaires peu après l'étude des crédits de son ministère en commission et le fait de ne pas annoncer, à l'occasion du discours du budget, des mesures pouvant être assimilées à une taxation, constituent *prima facie* un outrage au Parlement?

Décision — Les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle ne constituent pas *prima facie* un outrage au Parlement. Le ministre de la Santé et des Services sociaux peut informer le public des décisions gouvernementales. Les autorités constituées ont pleinement le droit dans notre système politique de faire connaître leurs décisions et leurs choix touchant leur champ de compétence. Nous sommes, dans le présent cas, à l'étape de la prise de décision par le pouvoir exécutif. Les décisions annoncées pourraient bien maintenant devoir se traduire sous forme de dispositions législatives et les députés, le cas échéant, devront décider s'ils appuient ou non cette initiative gouvernementale. Il s'agit de deux niveaux d'intervention distincts.

D'autre part, le ministre se devait de présenter des crédits budgétaires conformes à l'ordre juridique existant. On ne peut présumer de l'accord de l'Assemblée nationale à des modifications éventuelles.

En outre, le Président écarte l'argument voulant que certaines des mesures annoncées soient assimilables à une taxation et auraient dû faire l'objet de mesures prévues dans le discours du budget. Le gouvernement peut être représenté par le membre du cabinet qu'il désire et recourir à plusieurs moyens pour faire connaître ses choix budgétaires.

Décision citée — JD, 14 décembre 1990, pp. 6410-6412 (Jean-Pierre Saintonge)

67/24

JD, 19 mai 1992, pp. 1101, 1131 et 1132 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Disposition législative non adoptée — Disposition législative rétroactive — RAN, art. 67

Contexte — La Régie de l'Assurance-maladie a émis un communiqué s'adressant à des professionnels de la santé pour leur faire part de modifications au régime d'assurance-maladie contenues dans un projet de loi encore à l'étude devant l'Assemblée nationale. Ces modifications consistent, entre autres, à faire assumer immédiatement certains frais par le bénéficiaire. La Régie ne mentionne pas dans son communiqué le rôle essentiel et central du Parlement et de ses membres dans l'étude de ces projets de modifications. Au moment de l'émission du communiqué, le discours du budget n'avait pas été prononcé.

Plus tard, la Régie a fait paraître dans les principaux quotidiens des annonces publicitaires concernant les modifications au régime d'assurance-maladie. Toutefois, les annonces publicitaires ne font référence ni au projet de loi ni au discours du budget dans lequel le ministre des Finances avait auparavant fait état de ces modifications.

Par ailleurs, le ministre de la Santé et des Services sociaux a prévu dans ce projet de loi des dispositions donnant un effet rétroactif à certaines mesures. Le leader de l'opposition officielle a transmis un avis au Président soulevant une question de droit ou de privilège, soutenant que la Régie et le ministre ont commis, par de tels agissements, un outrage au Parlement.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle constituent *prima facie* un outrage au Parlement?

Décision — Le communiqué émis par la Régie de l'Assurance-maladie du Québec visant à faire part de changements immédiats au régime d'assurance-maladie du Québec avant l'adoption du projet de loi encore à l'étude devant l'Assemblée nationale et avant le prononcé du discours du budget, constitue *prima facie* un outrage au Parlement. En effet, ce communiqué ne comportait aucune mention faisant référence au rôle essentiel qu'auront à jouer le Parlement et ses membres dans l'étude de cette mesure.

Les annonces publicitaires publiées dans les quotidiens par la Régie ne constituent pas *prima facie* un outrage au Parlement, même si elles ne font pas référence aux mesures inscrites au projet de loi devant l'Assemblée non plus qu'au discours sur le budget. Cependant, il est déplorable qu'on n'ait pas mentionné le rôle du Parlement et de ses membres conformément au souhait exprimé dans une décision de la présidence le 14 décembre 1990.

Finalement, en prévoyant au projet de loi des dispositions donnant un effet rétroactif à certaines mesures, le ministre n'a pas commis *prima facie* un outrage au Parlement. La rétroactivité d'une loi est un élément inhérent de notre régime de souveraineté parlementaire. Il ne revient pas à la présidence d'évaluer la légalité de la technique législative qui vise à donner un effet rétroactif à une ou plusieurs dispositions législatives.

Décision citée — JD, 14 décembre 1990, pp. 6410-6412 (Jean-Pierre Saintonge)

Doctrine invoquée — Côté, 2^e éd., 1990, p. 148; Sparer et Schwab, 1980, p. 63

67/25

JD, 2 juin 1992, pp. 1438, 1439, 1492 et 1493 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Outrage au Parlement* — *Conduite d'un membre du Parlement* — *Séparation des pouvoirs* — *Tribunaux* — RAN, art. 67 — LAN, art. 55(7) — LAN, art. 55(10)

Contexte — Le leader de l'opposition officielle soulève une question de droit ou de privilège pour le motif qu'il a reçu copie d'une lettre qu'a fait parvenir un député indépendant à un ministre. Dans sa lettre, le député indépendant affirmait qu'il allait mettre fin à la contestation judiciaire d'une loi, à condition que le ministre consente à modifier ladite loi.

Le leader de l'opposition officielle prétend qu'il y a là une contravention aux paragraphes 5 et 7 de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* et que le député indépendant aurait également outragé le Parlement en dévalorisant et en ridiculisant son rôle.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle constituent *prima facie* une violation des paragraphes 7 et 10 de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* ou un outrage au Parlement?

Décision — Les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle ne paraissent pas suffisants pour constituer *prima facie* une violation de privilège ou un outrage au Parlement. Même si le député indépendant n'a pas contrevenu aux paragraphes 7 et 10 de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, il semble inélégant et non approprié pour un parlementaire de mettre en situation d'antagonisme les recours judiciaires et les initiatives parlementaires dans le but de favoriser l'adoption d'éventuelles modifications à une loi ou à un projet de loi.

La présidence craint que le député indépendant n'ait agi imprudemment. Le député devrait laisser suivre leur cours régulier aux mesures se déroulant pour l'un, dans un cadre judiciaire et, pour l'autre, dans le cadre du forum législatif.

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(7) et 55(10)

67/26

JD, 25 novembre 1992, pp. 3815-3817 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Diffamer un député* — *Question de fait personnel* — RAN, art. 67 — RAN, art. 35(5) — RAN, art. 66 — RAN, art. 71 — LAN, art. 55(8)

Contexte — Le leader de l'opposition officielle soulève une question de privilège en vertu de l'article 55(8) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, à la suite des propos suivants prononcés par le Premier ministre: "Je pense que la qualité de mes réponses est probablement comparable à celle qu'a donnée le leader parlementaire lorsqu'il a été interpellé par la police la semaine dernière". Le leader de l'opposition officielle allègue que l'allusion au fait qu'il aurait été interpellé par la police équivaut à une diffamation à son endroit.

Question — Est-ce que les propos prononcés par le Premier ministre constituent *prima facie* une violation de droits ou de privilèges?

Décision — Les propos prononcés par le Premier ministre ne constituent pas *prima facie* une violation de droits ou de privilèges. Ils ne sont pas reliés à un privilège énoncé à l'article 55(8) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Toutefois les faits donnent ouverture à une question de fait personnel décrite à l'article 71 du Règlement, qui, pour être soulevée, requiert un préavis avant le début de la séance ou un consentement unanime de l'Assemblée pour déroger à l'avis.

Article de règlement cité — *RAN, art. 71*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(8)*

67/27

JD, 26 novembre 1992, pp. 3892-3894 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Déclaration ministérielle — Disposition législative non adoptée — Disposition législative rétroactive — RAN, art. 67 — RAN, art. 69

Contexte — Le 24 novembre 1992, un ministre aurait déclaré que tous les commerces pourront ouvrir leurs portes le dimanche 29 novembre 1992. Le 26 novembre 1992, le ministre présente un projet de loi modifiant la *Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux* comportant une disposition rétroactive à cet effet.

Le même jour, aux affaires courantes, à la période des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle soulève une question de droit ou de privilège invoquant le fait que, par sa déclaration, le ministre aurait commis un outrage au Parlement. Il soutient qu'aucun député ne peut présumer de l'adoption d'une législation et encore moins inciter des gens à déroger aux législations existantes.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle constituent *prima facie* un outrage au Parlement?

Décision — Compte tenu des allégations du leader de l'opposition officielle ayant trait à une déclaration du ministre, le président a relevé les articles traitant de cette question dans la revue de presse de l'Assemblée et n'a trouvé nulle part l'affirmation prêtée au ministre. De plus, le leader de l'opposition n'a jamais produit au Président une preuve de cette citation.

Le ministre propose maintenant une initiative législative pour donner suite à une décision administrative. Le projet de loi même s'il comporte une disposition ayant un effet rétroactif, préserve l'autorité et la suprématie de l'Assemblée puisque les députés auront l'opportunité de discuter et de décider des changements législatifs proposés. La disposition rétroactive est liée à l'adoption de la totalité du projet de loi. Le gouvernement a recours à une technique de rédaction législative et seuls les tribunaux peuvent vérifier la validité ou la légalité d'un tel procédé. La rétroactivité d'une loi est un élément inhérent à notre régime de souveraineté parlementaire.

Il faut faire une distinction entre les aspects de la situation soumise qui relèvent de la recevabilité d'une procédure de ceux ayant trait à la légalité d'une mesure de même que de ceux ayant trait à son opportunité. La présidence n'est compétente qu'à l'égard du premier aspect.

L'attitude et la conduite du ministre, reliées aux faits allégués par le leader de l'opposition officielle, ne peuvent être qualifiées *prima facie* d'outrageantes à l'endroit de l'Assemblée ou de ses membres.

Décisions citées — JD, 25 avril 1990, pp. 1842-1846 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 19 mai 1992, pp. 1101, 1131-1132 (Jean-Pierre Saintonge); *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, 29 mars 1990, p. 9948 (John Fraser); *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, 24 octobre 1990, pp. 14629-14631 (John Fraser)

Doctrine invoquée — Brun et Tremblay, 2e éd., 1990, p. 575

67/28

JD, 11 mars 1993, pp. 5292-5294 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Outrage au Parlement* — *Dépôt* — *Rapport* — *Obligation légale* — *Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement* — *Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député* — RAN, art. 67 — RAN, art. 58 — RAN, art. 59 — RAN, art. 66 — RAN, art. 68 — RAN, art. 69 — RAN, art. 70 — RAN, art. 315 — RAN, art. 317 — RAN, art. 324

Contexte — Dans un avis transmis à la présidence, conformément au deuxième alinéa de l'article 69 du Règlement, le leader de l'opposition officielle fait part de son intention de soulever une question de droit ou de privilège. Cette violation prendrait la forme d'un outrage au Parlement commis par 21 ministères et organismes publics. Ceux-ci, en omettant de faire rapport de leurs activités à l'Assemblée nationale dans le délai imparti par leur loi constitutive, priveraient les députés d'une information à laquelle ils ont droit pour accomplir leur tâche fondamentale de contrôle de l'administration publique.

Question — Est-ce que le fait pour un ministère ou un organisme public d'omettre de déposer son rapport à l'Assemblée nationale dans le délai imparti par sa loi constitutive constitue *prima facie* un outrage au Parlement et, dans l'affirmative, qu'elle est la procédure qui devrait être suivie?

Décision — Il y a *prima facie* outrage au Parlement.

Le dépôt de documents devant l'Assemblée nationale est une affaire sérieuse qui concerne d'abord et avant tout l'Assemblée elle-même. Les règles concernant le dépôt de document, mêmes celles inscrites dans des lois, ont trait à la procédure de l'Assemblée; c'est pourquoi la présidence a compétence pour les interpréter.

La communication des renseignements contenus aux rapports que doivent déposer en vertu de la loi les ministères et organismes publics est importante pour l'exercice des fonctions parlementaires des députés. L'omission de déposer ces rapports pourrait donc entraver l'exercice de ces fonctions parlementaires.

Une violation de droit ou de privilège doit être tranchée par l'Assemblée uniquement. Pour que l'Assemblée statue sur le fond de la question, celui qui soulève la violation de droit ou de privilège devrait nécessairement faire suivre son avis d'une motion énonçant le reproche et le nom de la personne dont la conduite est mise en cause; une motion particulière serait nécessaire pour chacun des cas. Ainsi, l'Assemblée aurait la possibilité d'exercer sa juridiction en évaluant si les reproches soulevés constituent un outrage au Parlement, compte tenu des circonstances particulières à chacun d'eux.

Articles de règlement cités — RAN, art. 68, 315 et 324

Décision citée — *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, 5 février 1992, pp. 6425-6428 (John Fraser)

Doctrine invoquée — Maingot, 1982, p. 230; Pettifer, 1981, p. 555

67/29

JD, 13 mai 1993, pp. 6373 et 6374 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Rapport d'une commission — Conclusions et recommandations — RAN, art. 67 — RAN, art. 176 — RAN, art. 177 — LAN, art. 55(4)

Contexte — Dans un avis transmis au Président, un député de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de privilège relativement à la diffusion, par un ministre, d'un document intitulé: "Résultats de la Commission parlementaire sur le financement des services publics".

Selon le député de l'opposition officielle, le ministre et certains fonctionnaires impliqués auraient porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée nationale prévus à l'article 55(4) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, en fabriquant et en rendant public un document relatif à un mandat dévolu à une commission parlementaire, usurpant ainsi les fonctions et attributions de la commission. La commission a terminé l'exécution de son mandat et a déjà produit et déposé son rapport à l'Assemblée.

Question — Est-ce que le fait pour un ministre, de diffuser un document portant sur les résultats des travaux d'une commission parlementaire, constituée *prima facie*, une violation de l'article 55(4) de la *Loi sur l'Assemblée nationale* et une usurpation des fonctions de la commission?

Décision — L'action reprochée au ministre ne correspond d'aucune manière aux actes mentionnés à l'article 55(4) de la *Loi sur l'Assemblée nationale* à savoir, contrefaire, falsifier ou altérer un document. Le document préparé et diffusé par le ministre est un document "gouvernemental" identifié comme tel et dont la présentation et le contenu ne viennent d'aucune façon usurper les fonctions d'une commission parlementaire. Il ne peut prétendre se substituer au rapport de la commission.

Le fait pour une commission parlementaire de ne pas joindre d'observation, de conclusion et de recommandation à son rapport tel que le permettent les articles 176 et 177 du Règlement, n'a pas pour effet d'empêcher le gouvernement ou tout autre intéressé de tirer ses conclusions ou de dresser un bilan des consultations menées par une commission parlementaire.

Les travaux d'une commission parlementaire siégeant en public relèvent du domaine public; c'est pourquoi le gouvernement, l'opposition parlementaire et tous les citoyens peuvent exprimer en leur nom des avis, opinions ou observations sur les travaux qui s'y déroulent. Le document rendu public par le ministre ne constitue pas *prima facie* une violation des droits et privilèges de l'Assemblée.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 176 et 177*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(4)*

Doctrine invoquée — *Maingot, 1987, p. 236*

67/30

JD, 11 juin 1993, pp. 7573 et 7574 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Protecteur du citoyen — RAN, art. 67

Contexte — Le leader de l'opposition officielle soulève une question de droit ou de privilège invoquant les faits suivants: le ministre des Transports aurait commis un outrage à l'endroit de l'Assemblée au cours de la période de questions orales du mercredi 9 juin 1993, en ridiculisant le Protecteur du citoyen. Le leader de l'opposition officielle soutient que le Protecteur du citoyen est un démembrement de l'Assemblée et que le fait de l'attaquer au point d'affecter sa crédibilité et son efficacité porte atteinte à l'intégrité et à la crédibilité de l'Assemblée elle-même et constitue, par conséquent, un outrage au Parlement.

Question — Est-ce que la Protecteur du citoyen peut être sujet à un outrage au Parlement?

Décision — Les paroles prononcées par le ministre des Transports à l'endroit du Protecteur du citoyen ne constituent pas, *prima facie*, un outrage au Parlement. Les privilèges parlementaires ont pour but de protéger l'Assemblée et ses membres contre toute entrave et de permettre à ceux-ci de s'acquitter de leurs fonctions à l'abri de toute ingérence. Les privilèges sont des droits exclusifs réservés uniquement aux membres du Parlement. Le Protecteur du citoyen, même s'il est désigné par l'Assemblée nationale, n'est pas un membre de l'Assemblée; il ne constitue pas un démembrement de l'Assemblée et n'est pas une composante du Parlement.

Les propos du ministre des Transports s'adressaient au Protecteur du citoyen et non à l'Assemblée elle-même. Les questions de droit et de privilège et celles d'outrage à l'Assemblée, étant exorbitantes du droit commun, ne peuvent concerner que les propres affaires de l'Assemblée.

Tout en reconnaissant l'importance des fonctions du Protecteur du citoyen et des conditions d'indépendance nécessaires à leur exercice, celui-ci n'est pas un parlementaire et ne peut, par l'intermédiaire d'un membre de l'Assemblée, se prévaloir des droits et privilèges inhérents à l'Assemblée et à ses membres.

67/31

JD, 10 mars 1994, pp. 10023 et 10024 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLOGATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Conduite d'un membre du Parlement — Article de presse — Communiqué de presse — Crédits budgétaires non adoptés — RAN, art. 67 — RAN, art. 69

Contexte — Dans un avis transmis au Président, conformément au deuxième alinéa de l'article 69 du Règlement, un député de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de droits ou de privilèges. Le député invoque le fait que deux députés ministériels auraient commis un outrage au Parlement en informant la population de sommes qui seraient allouées au secteur "Voirie" par le ministère des Transports pour la programmation 1994-1995, alors que les crédits du ministère n'ont pas été adoptés par l'Assemblée nationale.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle constituent, *prima facie*, un outrage au Parlement?

Décision — Les faits invoqués par le député de l'opposition officielle ne constituent pas, *prima facie*, un outrage au Parlement. D'une part, la copie de l'entrefilet d'un journal ne constitue pas un élément suffisant pour décider, *prima facie*, s'il y a conduite outrageante ou non à l'endroit de l'Assemblée ou de ses membres. Un article de presse ne rapportant pas intégralement les paroles d'un député ne peut constituer un élément assez sérieux pour appuyer une accusation d'une telle gravité.

D'autre part, il ressort du communiqué de presse que le député a informé la population des intentions du ministère qui, pour être réalisées, nécessitent l'attribution de crédits par l'Assemblée. Ce processus est encore à l'étape de la prise de décision par le gouvernement. Le député concerné n'est donc pas intervenu de manière à entraver les délibérations de l'Assemblée. Le communiqué peut créer une certaine confusion par manque de précision sur les modalités d'attribution

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

définitive des crédits mais ne permet pas à la Présidence de reconnaître qu'il constitue, *prima facie*, un outrage au Parlement.

Article de règlement cité — RAN, art. 69

Décisions citées — JD, 14 décembre 1990, pp. 6410-6412 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 14 mai 1992, pp. 863 et 864 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 19 mai 1992, pp. 1101, 1131 et 1132 (Jean-Pierre Saintonge)

67/32

JD, 31 mars 1994, pp. 302-306 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Outrage au Parlement* — *Témoignage faux* — *Témoignage incomplet* — *Document faux* — *Document contrefait* — *Document falsifié* — *Document altéré* — *Procédure de l'Assemblée* — *Interprétation* — *Pouvoir du Président* — RAN, art. 67 — RAN, art. 69 — RAN, art. 293 — RF, art. 17 — RF, art. 22 — LAN, art. 55(2) — LAN, art. 55(3) — LAN, art. 55(4)

Contexte — Dans un avis transmis à la présidence, conformément au deuxième alinéa de l'article 69 du Règlement, un député de l'opposition officielle fait part de son intention de soulever une question de droits ou de privilèges. Selon le député, cinq engagements financiers de plus de 25 000\$ concernant un organisme public pour le mois de janvier 1993, auraient été soustraits de la connaissance des membres de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation. Le député prétend que des infractions aux paragraphes 2°, 3° et 4° de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* ainsi qu'un outrage au Parlement auraient été commis par deux dirigeants de l'organisme public et par deux hauts fonctionnaires d'un ministère.

La liste de ces cinq engagements financiers a été transmise aux membres de la Commission après que ceux-ci eurent vérifié les engagements financiers de cet organisme public de janvier 1990 à octobre 1993. Les cinq engagements financiers n'ont donc fait l'objet d'aucune vérification de la part des membres de la Commission, malgré une obligation à cet effet contenue dans les *Règles de fonctionnement concernant la vérification des engagements financiers*.

Question — Est-ce que la question de privilège soulevée par le député de l'opposition officielle est *prima facie* recevable?

Décision — L'avis transmis par le député de l'opposition officielle ne comporte pas d'élément suffisant et probant qui permettrait à la présidence de décider qu'elle donne ouverture, *prima facie*, à une violation de droits ou de privilèges.

Il n'y a pas eu, *prima facie*, violation de l'article 55(2) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. La simple présence du président de l'organisme public lorsque le président de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation a affirmé qu'il n'y avait à l'ordre du jour aucun engagement financier de l'organisme public de janvier à octobre 1993 ne peut être considéré comme un témoignage faux ou incomplet devant la commission parlementaire.

Il n'y a pas eu, *prima facie*, violation de l'article 55(3) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Les engagements financiers de l'organisme public du mois de janvier 1993 auraient dû normalement être transmis au secrétaire de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour le 15 février 1993. La liste des engagements financiers pour le mois de janvier 1993 transmis à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation ne contient aucun engagement financier relatif à l'organisme public. Cette liste a pu s'avérer incomplète mais l'article 55(3) de la *Loi sur l'Assemblée nationale* ne peut être soulevé pour le motif qu'un document est incomplet. Seule la présentation d'un document faux dans le dessein de tromper l'Assemblée, une commission et une sous-commission peut être sanctionnée sur la base de cet article.

Il n'y a pas eu, *prima facie*, violation de l'article 55(4) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Pour ce faire, il aurait fallu démontrer qu'un document présenté devant une commission parlementaire a été soit contrefait, falsifié, soit altéré, dans le dessein de tromper. Les termes «contrefaire», «falsifier» ou «altérer» signifient respectivement une imitation frauduleuse ou fabrication d'une chose au préjudice de celui qui avait seul le droit de la fabriquer ou de la reproduire et la présentation d'un document ou d'une chose qui ne correspond pas à son état originaire.

Il n'y a pas eu, *prima facie*, outrage au Parlement. L'article 22 des *Règles de fonctionnement concernant la vérification des engagements financiers* est la seule disposition prévue pour permettre aux députés d'obtenir toutes les informations pertinentes à la vérification des engagements financiers. Il reste au Conseil du trésor la responsabilité d'établir la procédure administrative s'appliquant aux ministères et organismes publics. La présidence ne peut interpréter une directive du Conseil du trésor; il ne s'agit pas d'une procédure de l'Assemblée.

Articles de règlements cités — *RAN*, art. 69 et 293; *RF*, art. 17 et 22

Décisions citées — *JD*, 11 mars 1993, pp. 5292-5294 (Jean-Pierre Saintonge); *JD*, 13 mai 1993, pp. 6373 et 6374 (Jean-Pierre Saintonge); *JD*, 10 mars 1994, pp. 10023 et 10024 (Jean-Pierre Saintonge)

Doctrine invoquée — *Maingot*, 1987, p. 243

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(2), 55(3) et 55(4)

67/33

JD, 26 mai 1994, pp. 1426-1428 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Société d'État — Rapport — Disposition législative non adoptée — Fonds publics — Interprétation de la loi — RAN, art. 67

Contexte — Dans un avis transmis à la présidence, conformément au deuxième alinéa de l'article 69 du Règlement, un député de l'opposition officielle fait part de son intention de soulever une question de droits ou de privilèges. Selon le député, des dirigeants d'une société d'État auraient commis un outrage au Parlement, en raison de l'acquisition, par cette société, de biens et services valant plusieurs millions de dollars. Ces dépenses furent réalisées en vue de l'application éventuelle d'un projet de loi qui n'a pas encore été adopté par l'Assemblée nationale. Le député appuie sa prétention sur des témoignages rendus en commission par le ministre des Transports et par un employé de la société, ainsi que sur des extraits du rapport annuel de la société.

Questions — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle constituent *prima facie* un outrage au Parlement?

Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle portent atteinte à l'autorité et à la dignité de l'Assemblée nationale ou entravent les parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions?

Décision — La présidence ne peut conclure que des dirigeants de la société ont commis, *prima facie*, un outrage au Parlement.

Il n'appartient pas à la présidence de déterminer si la société jouit d'une habilitation législative lui permettant de faire les dépenses mentionnées dans l'avis du député de l'opposition officielle. L'interprétation des lois – sous réserve de celles qui renferment des dispositions portant sur la procédure parlementaire – relève de la juridiction des tribunaux et non de celle de la présidence de l'Assemblée nationale.

La présidence n'a aucun contrôle sur l'engagement de fonds publics par des ministères ou des organismes publics. Il y a des moyens de contrôle parlementaire à cet effet prévus au Règlement. De plus, les livres et les comptes de la société sont vérifiés chaque année par le Vérificateur général. Cette vérification a également pour objet de favoriser le contrôle parlementaire.

En engageant les sommes auxquelles fait référence le député de l'opposition officielle, la société ne se serait pas autorisée de dispositions législatives non encore adoptées par l'Assemblée nationale. Elle l'aurait plutôt fait dans le cadre de son mandat général.

Les faits invoqués par le député de l'opposition officielle n'ont aucune incidence sur le processus d'adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale. Les parlementaires ont toujours la possibilité d'apporter des amendements au projet de loi, tout comme ils ont la possibilité de ne pas adopter le projet de loi. En aucun temps le législateur n'a à tenir compte de gestes posés par l'administration pour déterminer le contenu de ses lois. Il appartient à l'administration de s'adapter aux conséquences découlant d'une loi et non au législateur à déterminer sa conduite en fonction de celle de l'administration.

La présidence a déjà mentionné que les publicités et les communications d'information à l'endroit du public, initiés par un ministère ou un organisme public et portant sur des mesures prescrites par des dispositions législatives non encore adoptées, devraient porter une mention référant au rôle de l'Assemblée et de ses membres dans le processus d'adoption de ces mesures.

Un organisme public devrait avoir la même considération pour le rôle de l'Assemblée et de ses membres. Dans son rapport annuel, la société aurait dû porter ce rôle à l'attention du lecteur.

Décisions citées — JD, 12 décembre 1989, pp. 543-545 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 14 décembre 1990, pp. 6410-6412

Lois citées — Loi sur la Société de l'assurance automobile, L.R.Q., c. S-11.011, art. 20; Loi sur le Vérificateur général, L.R.Q. c. V-5.01, art. 1

67/34

JD, 14 décembre 1994, pp. 642 et 643 (Roger Bertrand)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Disposition législative non adoptée — RAN, art. 67

Contexte — Dans un avis transmis à la présidence, conformément au deuxième alinéa de l'article 69 du Règlement, le leader de l'opposition officielle fait part de son intention de soulever une question de droit ou de privilège. Le leader prétend que le Directeur général des élections du Québec aurait commis un outrage au Parlement en publiant un avis invitant toute firme désireuse d'obtenir le contrat de réalisation d'une liste électorale permanente à poser sa candidature. Selon le leader, la publication d'un tel avis aurait porté atteinte à l'autorité de l'Assemblée en présumant que celle-ci adoptera un projet de loi qui est actuellement à l'étude par les parlementaires, soit le projet de loi 40, *Loi sur l'établissement de la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives*.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle constituent *prima facie* un outrage au Parlement?

Décision — Les faits soulevés par le leader de l'opposition officielle ne constituent pas *prima facie* un outrage au Parlement.

Il n'appartient pas à la présidence de juger si le Directeur général des élections a effectivement engagé des fonds publics sans habilitation législative. Le Règlement comporte des moyens spécifiques pour exercer le contrôle parlementaire des fonds publics. La présidence doit plutôt décider si les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle peuvent *prima facie* donner ouverture à un outrage au Parlement, c'est-à-dire si les allégations soulevées sont susceptibles de porter atteinte à l'autorité et à la dignité de l'Assemblée ou d'entraver les parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions.

La publication de l'avis dans un quotidien par le Directeur général des élections n'a aucune incidence sur la procédure législative à l'Assemblée nationale. En étudiant le projet de loi 40, les parlementaires n'ont pas à tenir compte des actes administratifs qu'aurait posés le Directeur général des élections en vue de mettre éventuellement en oeuvre ce projet de loi. Les parlementaires ont toujours la possibilité d'apporter des amendements au projet de loi, tout comme ils ont la possibilité de ne pas adopter le projet de loi.

La présidence a déjà formulé une exigence selon laquelle les publicités et les campagnes d'information à l'endroit du public, mises sur pied par un ministère ou un organisme public et portant sur des mesures prescrites par des dispositions législatives non encore adoptées devraient porter une mention référant au rôle de l'Assemblée et de ses membres dans le processus d'adoption de ces mesures. En l'espèce, l'avis du Directeur général des élections ne saurait brimer l'autorité de l'Assemblée, car il porte une mention du rôle que l'Assemblée aura à jouer dans l'adoption du projet de loi 40.

Décision citée — JD, 26 mai 1994, pp. 1426-1428 (Jean-Pierre Saintonge)

67/35

JD, 25 novembre 1997, pp. 8686 et 8687 (Jean-Pierre Charbonneau)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Outrage au Parlement — Induire l'Assemblée en erreur — Imputer des motifs indignes à un député — Refuser d'accepter la parole d'un député — RAN, art. 67 — RAN, art. 35(6)*

Contexte — Le leader de l'opposition officielle a fait parvenir au Président un avis dans lequel il prétend que le ministre d'État des Ressources naturelles aurait induit la Chambre en erreur et ainsi commis un outrage au Parlement en déclarant: «Si Hydro-Québec n'a pas congédié de monde, c'est parce qu'elle n'avait pas l'ombre d'un doute qu'il y avait du monde qui trafiquait de l'information», alors qu'il aurait déclaré plus tard à un journaliste qu'un fonctionnaire avait été congédié pour avoir fait commerce illicite de renseignements personnels.

Question — Une correction à l'extérieur de la Chambre d'une réponse donnée en Chambre équivaut-elle à l'admission d'avoir induit l'Assemblée en erreur?

Décision — Les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle ne sont pas de la nature de ceux qui peuvent constituer un outrage au Parlement.

Un des principes fondamentaux qui doivent gouverner les délibérations de l'Assemblée nationale est codifié au paragraphe 6° de l'article 35 du Règlement, qui prévoit que le député qui a la parole ne peut imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole. Il s'agit donc d'une présomption selon laquelle la parole d'un député doit toujours être acceptée.

Cette présomption en faveur d'un député ne peut être renversée que si celui-ci, lors d'une intervention, induit l'Assemblée en erreur et, par la suite, reconnaît l'avoir délibérément trompée, commettant ainsi un outrage au Parlement.

En l'espèce, les faits invoqués par le leader de l'opposition officielle ne peuvent être considérés comme étant une reconnaissance non équivoque par le ministre de son intention délibérée d'induire la Chambre en erreur.

Article de règlement cité — RAN, art. 35(6)

Décisions citées — JD, 19 juin 1996, pp. 2574 et 2575 (Jean-Pierre Charbonneau); JD, 18 octobre 1988, pp. 2530-2532 et 2568-2570 (Pierre Lorrain)

Décisions similaires — JD, 18 octobre 1988, pp. 2530-2532 et 2568-2570 (Pierre Lorrain); JD, 7 juin 1983, pp. 1925-1930 (Richard Guay); JD, 25 novembre 1997, pp. 8686 et 8687

67/36

JD, 18 décembre 1997, pp. 9672-9674 (Jean-Pierre Charbonneau)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Outrage au Parlement — Disposition législative non adoptée — RAN, art. 67

Contexte — Dans un avis transmis au Président conformément à l'article 69 du Règlement, un député de l'opposition officielle indique son intention de soulever une question de droit et de privilège. Il allègue que le ministre d'État des Ressources naturelles et ministre responsable des Régions aurait commis un outrage au Parlement en mettant sur pied le processus d'implantation des centres locaux de développement (CLD) avant l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi 171, *Loi sur le ministère des Régions*.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle constituent *prima facie* un outrage au Parlement?

Décision — Il ressort de l'analyse de l'abondante documentation transmise par le député au soutien de sa question que la publicité et les communications d'informations émanant du Secrétariat au développement des régions visent d'abord et avant tout à informer le public et les principaux intervenants concernant la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional, politique qui d'ailleurs était déjà connue du public avant la présentation du projet de loi 171. De plus, aucun document n'annonce clairement que des dispositions du projet de loi 171 ont force de loi.

Par conséquent, même s'il y a un lien entre le projet de loi 171 et les faits invoqués par le député, ces faits n'ont aucune incidence sur le processus d'adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale. En étudiant ce projet de loi, les parlementaires auront toujours la possibilité d'y apporter des amendements tout comme la possibilité de ne pas l'adopter. En somme, rien en l'espèce ne justifierait la présidence de se comporter plus sévèrement qu'elle ne l'a fait dans le passé. Comme plusieurs précédents l'ont établi, les publicités et les communications d'information sur des projets de loi encore à l'étude à l'Assemblée ne constituent pas, à première vue, un outrage au Parlement, à moins qu'elles considèrent que le projet de loi a force de loi immédiatement, ce qui, en l'occurrence, n'est pas le cas.

Toutefois, les publicités ou communications d'information émanant du gouvernement ou d'un organisme public sur des mesures législatives encore sous étude à l'Assemblée nationale sont une problématique qui refait souvent surface à l'Assemblée nationale. Compte tenu de son rôle limité en cette matière, le Président réitère le souhait que toute publicité portant sur une mesure législative non encore adoptée mentionne le rôle du Parlement et de ses membres.

Décisions citées — JD, 12 décembre 1989, pp. 543-545 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 25 avril 1990, pp. 1842-1846 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 14 décembre 1990, pp. 6410-6412 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 19 mai 1992, pp. 1101, 1131 et 1132 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 26 mai 1994, pp. 1426-1428 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 12 juin 1996, pp. 2093 et 2094 (Jean-Pierre Charbonneau)

ARTICLE 69

69/1

JD, 11 juin 1990, pp. 3018-3022 (Jean-Pierre Saintonge)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Avis — Contenu — RAN, art. 69

Contexte — Avant de rendre sa décision sur la recevabilité d'une question de privilège soumise par le leader de l'opposition officielle, le Président lit quelques extraits de l'avis qui lui a été transmis par le leader de l'opposition officielle, conformément à l'article 69 du Règlement. Le leader de l'opposition officielle prétend que le Président doit lire intégralement l'avis.

Question — Est-ce que le Président a l'obligation de lire intégralement les avis qui lui sont transmis, conformément à l'article 69 du Règlement?

Décision — En vertu du troisième alinéa de l'article 69, l'avis doit indiquer le droit ou le privilège invoqué et exposer brièvement les faits à l'appui de l'intervention. Rien n'oblige le Président à lire intégralement les avis qui lui sont transmis en vertu de l'article 69 du Règlement. Le Président peut donc se limiter à lire les passages qui indiquent le droit ou le privilège invoqué et les faits à l'appui de l'intervention. Si l'avis contient également de l'argumentation, le Président n'a pas à lire cette dernière car cela constituerait une plaidoirie et le président devrait alors entendre l'autre partie, ce qu'il n'est pas obligé de faire.

Article de règlement cité — *RAN, art. 69*

69/2

JD, 23 mai 1995, p. 2883 (Roger Bertrand)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Recevabilité — Modalités de signalement — RAN, art. 69

Contexte — Aux affaires courantes de la séance du 17 mai 1995, lors de la période des questions et réponses orales, le leader du gouvernement soulève une question de privilège relativement à des propos tenus antérieurement par le chef de l'opposition officielle, au cours de cette même période de questions.

Le leader de l'opposition officielle prétend que la question de privilège du leader du gouvernement est irrecevable parce qu'il n'a pas respecté les modalités de signalement énoncées à l'article 69 du Règlement. Toujours selon le leader de l'opposition officielle, la question de privilège du leader du gouvernement aurait dû être soulevée immédiatement après le fait.

Question — Est-ce que les modalités de signalement de cette question de privilège ont été respectées?

Décision — La question de privilège n'a pas été signalée tout de suite après le fait comme le requiert l'article 69 du Règlement. Elle aurait dû être soulevée sans délai, après que les paroles à l'origine de cette question de privilège eurent été prononcées.

Cette question de privilège est donc irrecevable à ce stade-ci. Toutefois, le leader du gouvernement peut toujours faire parvenir au Président un avis écrit l'informant de son intention de soulever cette question de privilège, aux affaires courantes de la prochaine séance.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 69

69/3

JD, 15 juin 1995, pp. 4223 et 4224 (Roger Bertrand)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — Modalités de signalement — Diffamation — Question de fait personnel
— *RAN*, art. 69 — *RAN*, art. 71 — *LAN*, art. 55(8)

Contexte — Au cours de la période des questions et réponses orales, alors qu'il prend la parole à l'occasion d'une question complémentaire, un député ministériel demande au ministre de la Santé et des Services sociaux s'il a trouvé, à son ministère, la moindre trace d'une protestation d'un député de l'opposition officielle, quand l'ancien gouvernement a décidé de fermer l'hôpital Hôtel-Dieu.

Tout de suite après cette question complémentaire, le député de l'opposition officielle concerné manifeste l'intention de s'expliquer sur un fait personnel, en vertu de l'article 71 du Règlement. Cette demande lui est refusée par la présidence, compte tenu qu'une telle procédure nécessite un avis remis une heure avant la période des affaires courantes.

Plus tard, à l'occasion d'un rappel au règlement, le leader adjoint de l'opposition officielle prétend que le député aurait pu intervenir tout de suite après le fait, en vertu de l'article 69 du Règlement, étant donné qu'il y aurait eu violation du paragraphe 55(8) de la *Loi sur l'Assemblée nationale* qui prévoit que le fait de diffamer ou de proférer des injures à un député constitue une atteinte aux droits de l'Assemblée.

Question — Est-ce que les propos tenus par le député ministériel constituent une violation du paragraphe 55(8) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*?

Décision — Lorsqu'un député soulève une violation d'un droit ou d'un privilège, le Président doit décider si les faits invoqués constituent, à première vue, une atteinte à un droit ou à un privilège reconnus à l'Assemblée ou à l'un de ses membres, en vertu de la Constitution, de la *Loi sur l'Assemblée nationale* ou de la tradition.

Selon la doctrine civiliste, une faute est nécessaire pour qu'il y ait diffamation, et cette faute peut résulter de deux genres de conduite. La première est celle où une personne, sciemment, de mauvaise foi, avec intention de nuire, s'attaque à la réputation d'une personne et cherche à la ridiculiser, à l'humilier, à l'exposer à la haine ou au mépris du public ou d'un groupe. La seconde résulte d'un comportement où la volonté de nuire est absente, mais où une personne a malgré tout porté atteinte à la réputation de la victime par sa témérité, sa négligence, son impertinence ou son incurie.

À la Chambre des communes du Canada, un Président a déjà décidé «[...] qu'une réflexion peut être troublante, désagréable voire choquante, mais qu'il ne peut y avoir matière à question de privilège que si elle empêche les députés de faire leur travail convenablement.»

Les propos prononcés par le député ministériel ne s'apparentent d'aucune façon à des propos diffamatoires. La présidence ne peut déceler dans ces propos ni les caractéristiques inhérentes à la diffamation, ni l'intention et le comportement qui y sont sous-jacents. Ces propos ne peuvent donc pas, à première vue, donner ouverture à une question de privilège.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 69 et 71

Décisions - Assemblée

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 6^e éd., p. 21, n^o 9; *Baudoin*, 3^e éd., p. 163

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(8)

ARTICLE 71

71/1

JD, 3 avril 1984, pp. 5632-5635 (Richard Guay)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — Interprétation — Débat — RAN, art. 71

Contexte — Un député ministériel soulève une question de fait personnel à la suite d'une question posée la veille par un député de l'opposition officielle et insinuant que le député ministériel avait "quémandé" des appuis au moyen d'une lettre qui "sentait le poisson pourri".

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député ministériel donnent ouverture à une question de fait personnel?

Décision — Les faits invoqués par le député ministériel ne donnent pas ouverture à une question de fait personnel. Une question de fait personnel a pour but de préciser ou de rectifier les choses. Elle ne peut toutefois servir à refaire un débat sur le fond d'une question ayant déjà été débattue à l'Assemblée nationale. En effet, si les députés se servaient de l'article 71 du Règlement pour nuancer, corriger, préciser et atténuer des propos qui, dans la ferveur des débats à l'Assemblée, ne sont pas rigoureusement conformes à leur perception de la réalité, on pourrait passer des journées entières sur des questions de faits personnels. En l'occurrence, ce serait donner une interprétation trop large à la question de fait personnel que de permettre à un député de s'exprimer par suite de propos antérieurs d'un collègue disant qu'il avait "quémandé" des appuis et que sa lettre "sentait le poisson pourri".

Article de règlement cité — *RAN, art. 71*

71/2

JD, 5 avril 1984, pp. 5704 et 5705 (Richard Guay)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — Débat — Complément de réponse — RAN, art. 71

Contexte — Un ministre désire s'expliquer sur un fait personnel à la suite des propos tenus la veille par un député de l'opposition officielle lors de la période des questions et réponses orales. Dans l'avis transmis au Président, le ministre signale qu'il désire informer l'Assemblée de faits nouveaux.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le ministre donnent ouverture à une question de fait personnel?

Décision — Le ministre peut s'expliquer sur un fait personnel pour corriger ou rectifier des faits. Il ne peut cependant informer l'Assemblée de faits nouveaux portés à sa connaissance depuis l'incident, car il ne doit pas s'engager sur le fond de la question. La question de fait personnel ne peut avoir pour effet de soulever ou de susciter un débat. Le ministre pourrait cependant fournir un complément de réponse.

71/3

JD, 27 mars 1985, pp. 2726-2731 (Richard Guay)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — Caractère personnel — RAN, art. 71

Contexte — Un député de l'opposition officielle désire soulever une question de fait personnel à la suite de la parution dans un journal d'un article portant sur la publicité gouvernementale. Le député agit en tant que critique de l'opposition officielle en matière de communications.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de fait personnel?

Décision — Les faits invoqués par le député de l'opposition officielle ne donnent pas ouverture à une question de fait personnel puisque les propos relatés par le journal ne le concernent pas personnellement.

Décisions similaires — JD, 4 novembre 1986, pp. 3684-3687 (Pierre Lorrain); JD, 5 novembre 1986, p. 3743 (Pierre Lorrain)

71/4

JD, 16 avril 1985, pp. 2991-2994 (Richard Guay)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — Caractère personnel — RAN, art. 71

Contexte — Un ministre soulève une question de fait personnel sur un sujet se rapportant aux activités de son ministère. Le Président prend la question en délibéré afin de déterminer si une question de fait personnel peut se rapporter aux activités d'un ministère ou si elle doit seulement se rapporter à un fait concernant personnellement un député ou un ministre.

Question — Est-ce que la question de fait personnel peut se rapporter aux activités d'un ministère ou si elle doit seulement se rapporter à un fait concernant personnellement un député ou un ministre?

Décision — Le fait personnel se rattache à la personne elle-même, qu'il s'agisse d'un député ou d'un ministre. L'utilisation du terme "notamment" à l'article 71 englobe des faits de même nature.

Le Président décidera de la recevabilité d'une demande de question de fait personnel selon les critères suivants: - la question de fait personnel devra se rapporter directement à la personne qui la soulève en tant que membre de cette Assemblée; - dans l'avis transmis au Président, l'auteur devra faire la démonstration du caractère personnel de la question qu'il désire évoquer; - s'il est autorisé à soulever la question, le député devra s'en tenir à l'essentiel du sujet; - le député devra se limiter à expliquer ou rectifier les faits qui sont à l'origine de son intervention; - la question devra être, *prima facie*, dépourvue de controverse; - l'intervention devra être dépourvue d'argumentation; - elle ne devra pas être formulée de manière à susciter un débat; - elle devra porter sur un des exemples énumérés à l'article 71 du Règlement ou à une matière analogue.

Articles de règlements cités — Geoffrion 1915, art. 229; Geoffrion 1941, art. 114.2, 255.1 et 264; RAN 1972-1984, art. 34(3); RAN, art. 71

Doctrines invoquées — Beauchesne, 1941, 4^e éd., p. 81; Beauchesne, 5^e éd., p. 97; Côté, p. 439; May, 13th ed., p. 312; May, 20th ed., p. 355; Pettifer, p. 445; Sparer et Schwab, p. 161

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décisions similaires — JD, 9 juin 1986, pp. 2404-2407 (Pierre Lorrain); JD, 4 novembre 1986, pp. 3684-3687 (Pierre Lorrain); JD, 5 novembre 1986, p. 3743 (Pierre Lorrain)

71/5

JD, 5 juin 1986, pp. 2348 et 2349 (Jean-Pierre Saintonge)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — *Question de privilège* — RAN, art. 71

Contexte — À la suite des propos tenus par un député ministériel lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle soulève une question de droit ou de privilège pour rectifier certains faits.

Question — Est-ce qu'un député qui veut rectifier certains faits qui le concerne peut le faire par le biais d'une question de privilège?

Décision — Comme aucun droit ou privilège n'a été violé, c'est en vertu de l'article 71 du Règlement (intervention portant sur un fait personnel) qu'un député peut intervenir pour rectifier certains faits qui le concernent en tant que membre de l'Assemblée.

71/6

JD, 5 juin 1991, pp. 8886 et 8887 (Jean-Pierre Saintonge)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — *Caractère personnel* — RAN, art. 71

Contexte — Un député de l'opposition officielle avise le Président de son intention de soulever une question de fait personnel concernant certaines déclarations rapportées dans divers quotidiens qui, selon lui, sont de nature à mettre en doute son comportement et sa crédibilité.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de fait personnel?

Décision — Plusieurs décisions confirment que la question de fait personnel doit se rapporter directement à la personne qui la soulève. Ainsi, un député ne peut soulever une question de fait personnel que si les propos ou déclarations sur lesquels il veut s'expliquer le concerne personnellement. Le député a tenté de relier certaines affirmations d'un journal à sa personne. Bien que le député associe certaines mentions d'articles de journaux à des gestes qu'il a posés dans l'exercice de ses fonctions, il y a là une association trop indirecte pour constituer un fait personnel. D'autres députés pourraient se sentir visés par les mêmes mentions. Le Président ne peut permettre une intervention sur cette question.

Décisions citées — JD, 27 mars 1985, pp. 2726-2731 (Richard Guay); JD, 4 novembre 1986, pp. 3684-3687 (Pierre Lorrain); JD, 5 novembre 1986, p. 3743 (Pierre Lorrain)

71/7

JD, 1 mai 1996, p. 573 (Jean-Pierre Charbonneau)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — Caractère personnel — RAN, art. 71

Contexte — Un député de l'opposition officielle avise le Président de son intention de soulever une question de fait personnel, à la suite de la publication dans un quotidien d'un article qui, selon lui, fait état de faits qui ne correspondent d'aucune manière à la réalité. Il s'agit en fait d'un article qui concerne le député à titre de membre d'une corporation professionnelle.

Question — Est-qu'un député peut soulever une question de fait personnel, à la suite de la publication d'un article qui ne le concerne pas en tant que membre de l'Assemblée?

Décision — La question de fait personnel est irrecevable. Les faits mentionnés dans l'article concernent le député en tant que membre d'une corporation professionnelle et sont sans rapport avec sa fonction de député. L'article 71 du Règlement délimite avec précision le champ d'application des interventions sur un fait personnel.

Article de règlement cité — *RAN, art. 71*

Décisions citées — *JD, 16 avril 1985, pp. 2991-2994 (Richard Guay); JD, 9 juin 1986, pp. 2404-2407 (Pierre Lorrain); JD, 4 novembre 1986, pp. 3684-3687 (Pierre Lorrain); JD, 5 novembre 1986, p. 3743 (Pierre Lorrain)*

71/8

JD, 9 décembre 1996, p. 4001 (Jean-Pierre Charbonneau)

QUESTION DE FAIT PERSONNEL — Paroles interdites — Propos non parlementaires — RAN, art. 71 — RAN, art. 35(7)

Contexte — Un député de l'opposition officielle soulève une question de fait personnel à la suite de propos tenus par le leader du gouvernement au cours de la séance du 5 décembre 1996. Le député considère que ces remarques sont offensantes, injurieuses et non parlementaires et qu'elles le concernent personnellement.

Question — Est-ce que les faits invoqués par le député de l'opposition officielle donnent ouverture à une question de fait personnel?

Décision — Les faits invoqués par le député de l'opposition officielle ne donnent pas ouverture à une question de fait personnel pour le motif qu'ils ne correspondent pas aux critères de l'article 71 du Règlement. Le député qui considère que des propos tenus à son endroit sont injurieux ou offensants doit se prévaloir des dispositions de l'article 35(7) du Règlement.

Article de règlement cité — *RAN, art. 71*

ARTICLE 74

74/1

JD, 22 juin 1977, p. 1573 (Clément Richard)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Cadre — Contrôle de l'exécutif — RAN, art. 74 — RAN 1972-1984, art. 172

Contexte — À la suite de l'adoption de l'article 172 RAN 1972-1984, prolongeant la période des questions et réponses orales à quarante-cinq minutes, le Président précise le cadre de la période des questions et réponses orales.

Question — Quel est le cadre de la période des questions et réponses orales?

Décision — La période des questions et réponses orales est principalement dévolue à l'opposition officielle. Les questions et les réponses ne doivent contenir que les mots nécessaires, de façon à ce qu'un plus grand nombre de questions soient posées et ainsi, que le contrôle du pouvoir législatif puisse s'exercer sur tout l'éventail de l'activité du pouvoir exécutif.

Étant donné que l'Assemblée nationale a des responsabilités législatives et le gouvernement des responsabilités administratives, la période des questions et réponses orales ne doit pas outrepasser la durée de quarante-cinq minutes permise. De plus, une limite doit être imposée aux questions complémentaires, selon l'importance du sujet.

74/2

JD, 13 mars 1985, pp. 2386 et 2387 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Question principale — Répartition — Député indépendant — RAN, art. 74

Contexte — Aux affaires courantes, lors d'une période des questions et réponses orales, deux députés indépendants s'inquiètent du fait que le Président ne leur a accordé aucune question principale.

Question — Est-ce que les députés indépendants ont droit à une question principale à chaque période des questions et réponses orales?

Décision — Les députés indépendants, quelle que soit la manière dont ils se regroupent, ne constituent pas un groupe parlementaire au sens du Règlement. En conséquence, le Président protège les droits de parole de tous les députés, mais cela n'assure pas aux députés indépendants une question principale à chaque période des questions et réponses orales.

74/3

JD, 14 mars 1985, p. 2415 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Question principale — Répartition — Député indépendant — RAN, art. 74

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le Président accorde la troisième question principale à un député indépendant. Le leader de l'opposition officielle demande au Président si la troisième question ne doit pas automatiquement aller à l'opposition officielle.

Question — Lors de la période des questions et réponses orales, est-ce que la troisième question principale doit automatiquement aller à l'opposition officielle?

Décision — S'il est certain que les deux premières questions principales sont toujours posées par un député de l'opposition officielle, il en va autrement pour la troisième question. De manière générale, la troisième question principale est réservée à l'opposition officielle si elle constitue la seule opposition à l'Assemblée. À partir du moment où la composition à l'Assemblée change, le Président doit en tenir compte et accorder la parole à celui qui attire son attention.

74/4

JD, 25 mars 1986, p. 665 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Répartition — RAN, art. 74

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le Président accorde une deuxième question principale à un député ministériel. Le whip de l'opposition officielle soulève un rappel au règlement concernant la répartition des questions principales entre les groupes parlementaires.

Question — Lors de la période des questions et réponses orales, comment se fait la répartition des questions principales entre les groupes parlementaires?

Décision — Lors de la période des questions et réponses orales, la répartition des questions principales entre les groupes parlementaires peut varier selon la journée, selon le nombre de questions principales et selon le nombre de questions complémentaires.

74/5

JD, 15 mai 1986, pp. 1539-1542 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Répartition — Préambule — Brièveté — Argumentation — RAN, art. 74 — RAN, art. 75 — RAN, art. 76 — RAN, art. 77 — RAN, art. 78 — RAN, art. 79

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, certains députés s'interroge sur la répartition des questions entre les groupes parlementaires ainsi que sur l'application des règles régissant la période des questions et réponses orales. Le Président informe l'Assemblée de son intention de rendre une directive relativement à ces questions.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Questions — Lors de la période des questions et réponses orales, comment se fait la répartition des questions entre les groupes parlementaires?

Comment s'applique les règles qui régissent la période des questions et réponses orales?

Décision — Compte tenu des principes qui gouvernent la répartition des questions à l'Assemblée nationale voulant que tout député puisse poser des questions aux ministres; compte tenu que, de manière privilégiée, la période des questions et réponses orales est dévolue à l'opposition; et compte tenu des usages propres à l'Assemblée nationale quant au mode de répartition des questions, la présidence refuse de définir des règles rigides de répartition des questions et indique qu'il entend suivre la tradition en privilégiant l'opposition, sans pour autant nier les droits des ministériels.

Quant à l'application des dispositions réglementaires régissant la période des questions et réponses orales, le Président rappelle les critères de recevabilité des questions et des réponses énoncés aux articles 76, 77 et 79 du Règlement. À cet égard, à l'avenir, le préambule ne devra pas excéder trente secondes et les digressions lors des réponses, qui rompent l'unité de l'ensemble de la question et de sa réponse, seront refusées. Le critère de la brièveté est central tant pour la question que pour la réponse. Son respect conditionne le respect des autres critères, soit qu'une question ou une réponse ne peuvent comporter d'argumentation et ne doivent pas soulever de débat.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 285(17) (annotation); RAN, art. 76, 77 et 79*

Décisions citées — *JD, 22 juin 1977, p. 1573 (Clément Richard); Journaux de la Chambre des communes du Canada, 14 avril 1975, p. 440 (James Jerome)*

Décision similaire — *JD, 11 juin 1987, pp. 8233-8239 (Pierre Lorrain)*

74/6

JD, 12 juin 1986, p. 2676 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — *Question orale — Répartition — RAN, art. 74*

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député ministériel désire poser une question complémentaire à la suite d'une question principale posée par un député de l'opposition officielle, mais le Président accorde plutôt une autre question principale à l'opposition officielle.

Question — Est-ce que le Président peut accorder une question principale à un député de l'opposition officielle alors qu'un député ministériel désire poser une question complémentaire?

Décision — Le Président a discrétion pour accorder ou non une question complémentaire à un député ministériel. Il décide, en tenant compte du sujet qui a donné lieu à la question principale, du temps disponible pour poser la question et y répondre, du nombre de questions principales accordées à l'opposition pendant la période de questions.

La répartition des questions entre les groupes parlementaires peut donc varier d'une journée à l'autre. Le premier principe qui doit être établi à la période des questions et réponses orales est le droit de l'opposition de s'informer.

Décision citée — JD, 15 mai 1986, p. 1539 (Pierre Lorrain)

74/7

JD, 12 juin 1986, p. 2677 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Durée — Droit de parole — RAN, art. 74

Contexte — Aux affaires courantes, quarante-cinq minutes après le début de la période des questions et réponses orales, le leader du gouvernement invite le Président à y mettre fin, alors qu'un droit de parole avait été accordé à un député de l'opposition officielle préalablement à l'écoulement de ces quarante-cinq minutes.

Question — Est-ce que le Président doit automatiquement mettre fin à la période des questions et réponses orales quarante-cinq minutes après le début de la période des questions et réponses orales?

Décision — Le Président n'interrompt pas le député qui pose une question ou le ministre qui y répond dès que les quarante-cinq minutes que dure la période des questions et réponses orales sont écoulées. Étant donné qu'un droit de parole avait été accordé au député de l'opposition officielle avant la fin de la période des questions et réponses orales, il peut poser sa question.

74/8

JD, 12 décembre 1989, pp. 518-521 (Jean-Pierre Saintonge)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Répartition — Député indépendant — Contrôle de l'exécutif — Discretion du Président — RAN, art. 74

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, au moment où le Président s'apprête à céder la parole à un député indépendant, le leader adjoint de l'opposition officielle s'y objecte prétendant qu'il s'agit là d'une troisième question principale accordée à des députés indépendants au cours d'une même semaine.

Question — Lors de la périodes des questions et réponses orales, comment se fait la répartition des questions?

Décision — La répartition des questions orales doit se faire en respectant deux grands principes. Le premier découle de l'article 74 du Règlement et est à l'effet que tous les députés peuvent poser des questions. Le deuxième principe veut que la période des questions et réponses orales soit un instrument privilégié du contrôle de l'exécutif par le législatif et, qu'en conséquence, elle soit principalement mais non uniquement dévolue à l'opposition. Les décisions qui ont dégagé ce second principe réfèrent à l'opposition et non à l'opposition officielle. Il s'agit là d'une distinction importante quand on doit veiller au respect des droits de tous les députés.

Bien que la notion de groupe parlementaire soit étrangère à la section du Règlement portant sur la période de questions, la reconnaissance de ces groupes constitue un principe qui doit être conjugué aux deux premiers. Cela ne leur confère cependant aucune garantie formelle dans l'obtention des questions principales.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Ces principes sont complétés par des facteurs laissés à l'appréciation du Président comme le rôle de premier plan reconnu à l'opposition officielle lors des contrôles parlementaires, la composition de l'Assemblée, l'importance, l'actualité et l'urgence des questions principales de même que le nombre de questions complémentaires. Le Président recherchera la participation du plus grand nombre de députés à la période de questions. En augmentant le nombre de questions principales, on diminuerait l'importance que comporte le rang d'une question.

Pour y parvenir, il faudrait respecter le critère de la brièveté tant pour la question que pour la réponse. Le préambule ne devrait servir qu'à introduire la question et non servir à relater l'historique du sujet. Quant aux questions complémentaires, elles doivent être brèves, précises, dépourvues de préambule et se rattacher à la question principale ou aux réponses fournies par le gouvernement. En aucun temps, elles ne doivent prendre la forme d'un contre-interrogatoire. Ainsi, deux ou trois questions complémentaires dotées d'un seul volet devraient suffire, la présidence pouvant être plus souple lorsque le sujet le justifie. Les réponses doivent respecter les normes édictées par le Règlement et la latitude du répondant ne va pas jusqu'à lui permettre d'aborder un tout autre sujet que celui précisé dans la question.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 114(2) (annotation 2); RAN 1972-1984, art. 173; Standing Orders of Legislative Assembly, Ontario, 1986, art. 29 b.*

Décisions citées — *D, 22 juin 1977, p. 1573 (Clément Richard); JD, 14 mars 1985, p. 2415 (Richard Guay); JD, 15 mai 1986, pp. 1539-1542 (Pierre Lorrain)*

74/9

JD, 16 mai 1990, p. 2616 (Jean-Pierre Saintonge)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — *Durée* — RAN, art. 74

Contexte — Aux affaires courantes, vers la fin de la période des questions et réponses orales, alors que le Président a accordé la parole à un député indépendant, le leader du gouvernement intervient pour souligner au Président que la période des questions et réponses orales est terminée.

Question — Quand la période des questions et réponses orales est-elle terminée?

Décision — La période des questions et réponses orales se termine quand le Président dit: «Fin de la période de questions». Seul le Président peut prendre cette décision et ce n'est pas la lecture d'un chronomètre qui permet de déterminer la fin de la période de questions.

74/10

JD, 13 avril 1994, p. 381 (Jean-Pierre Saintonge)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — *Dépôt* — *Droit de parole* — *Consentement unanime* — RAN, art. 74 — RAN, art. 59

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle se lève pour demander la permission de déposer un document.

Question — Est-ce qu'il est possible, lors de la période des questions et réponses orales, de demander la parole uniquement pour déposer un document?

Décisions - Assemblée

Décision — Lors de la période des questions et réponses orales, un député ne peut demander la parole uniquement pour déposer un document; il doit poser une question et obtenir le consentement pour déposer un document.

Décision similaire — JD, 4 décembre 1996, p. 3744 (Jean-Pierre Charbonneau)

74/11

JD, 20 septembre 1995, p. 5159 (Roger Bertrand)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Député indépendant — Répartition — RAN, art. 74

Contexte — Lors de la troisième séance de la semaine, au moment de la période des questions et réponses orales, le Président accorde la cinquième question principale à un député indépendant. Le leader de l'opposition officielle s'interroge sur l'équité de la répartition des questions principales entre les deux députés indépendants.

Question — Au moment de la période des questions et réponses orales, en vertu de quelle règle sont accordées les questions principales aux députés indépendants?

Décision — La pratique à l'Assemblée nationale veut qu'une question principale soit accordée à un député indépendant à toutes les trois séances. La pratique veut également que ce soit la quatrième question qui soit ainsi accordée. Enfin, toujours selon la pratique, il y a alternance entre les députés indépendants en ce qui a trait à l'octroi d'une question principale.

ARTICLE 75

75/1

JD, 11 avril 1984, p. 5752 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Affaire d'intérêt public — Question écrite — RAN, art. 75

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle désire connaître, à l'occasion d'une question complémentaire, la technologie qui sera mise en application dans une nouvelle usine.

Question — Est-ce que cette question orale respecte les critères de l'article 75 du Règlement (intérêt public, caractère d'actualité, caractère d'urgence)?

Décision — Une question orale aussi large et aussi vague que la nouvelle technologie peut difficilement être réconciliée avec l'article 75 du Règlement, puisqu'il ne s'agit pas d'une question ayant un caractère d'actualité ou d'urgence. Cette question devrait donc être inscrite au feuillet.

75/2

JD, 11 avril 1984, pp. 5755-5757 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Question écrite — RAN, art. 75

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle s'enquiert auprès d'un ministre de la conduite d'un fonctionnaire à l'égard d'un citoyen.

Question — Est-ce que cette question orale respecte les critères de l'article 75 du Règlement (intérêt public, caractère d'actualité, caractère d'urgence)?

Décision — La période de questions et réponses orales n'a pas pour but de soulever toutes les situations qui relèvent de l'administration de chaque ministre. Le député de l'opposition officielle peut se renseigner directement auprès du ministre ou encore inscrire une question au feuillet.

Décision similaire — JD, 17 décembre 1986, p. 5612 (Pierre Lorrain)

75/3

JD, 25 octobre 1984, p. 251 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Réponse — Ministre — Premier ministre — RAN, art. 75

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle désire interroger un ministre sur l'option fondamentale du Parti québécois.

Question — Est-ce qu'un ministre peut répondre à une question orale portant sur une politique générale du gouvernement?

Décision — Tout en autorisant le ministre à répondre, la présidence rappelle qu'une vieille règle du système parlementaire britannique veut que les questions orales soient adressées aux ministres sur leurs responsabilités ministérielles et, s'il s'agit d'une politique générale du gouvernement, c'est davantage au Premier ministre d'y répondre. La période des questions et réponses orales ne doit pas se transformer en conférence de presse.

75/4

JD, 20 décembre 1984, p. 2178 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — — RAN, art. 75

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle désire savoir si le plan de relance économique du gouvernement va permettre l'implantation d'une usine dans sa circonscription électorale.

Question — Est-ce que cette question orale respecte les critères de l'article 75 du Règlement (intérêt public, caractère d'actualité, caractère d'urgence)?

Décision — La règle veut que les questions orales portent sur des sujets d'envergure nationale ou régionale. Les députés ne peuvent s'attarder sur un cas de comté.

Décision similaire — JD, 2 avril 1985, p. 2838 (Richard Guay)

75/5

JD, 14 mars 1985, p. 2416 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Réponse — Ministre — RAN, art. 75

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député ministériel interroge un ministre sur des propos qu'il a tenus, mais qui ne relèvent pas de sa compétence administrative.

Question — Est-ce que les questions orales qui s'adressent aux ministres doivent porter sur des affaires qui relèvent de leur compétence?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Les questions orales qui s'adressent aux ministres doivent relever de leur compétence et seul le ministre concerné peut répondre. La période des questions et réponses orales ne doit pas prendre l'allure d'une conférence de presse collective.

75/6

JD, 6 juin 1990, pp. 2798-2800 (Jean-Pierre Saintonge)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question orale — Compétence d'un ministre — Question de fait personnel — RAN, art. 75 — RAN, art. 71

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député ministériel demande à un ministre s'il est vrai qu'il était régulièrement informé du déroulement des négociations constitutionnelles lorsqu'il était chef de l'opposition officielle.

Question — Est-ce que cette question orale respecte les critères de l'article 75 du Règlement (intérêt public, caractère d'actualité, caractère d'urgence, affaires qui relèvent d'un ministre ou du gouvernement)?

Décision — Même si la question est d'actualité, elle est irrecevable puisqu'elle concerne le ministre alors qu'il était chef de l'opposition et qu'il n'agissait pas à titre de membre du gouvernement. Si le ministre de l'Éducation veut apporter des précisions sur l'information qui lui était transmise alors qu'il était chef de l'opposition, il pourrait toujours se prévaloir de la question de fait personnel.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 669(4) (annotation)*

ARTICLE 77(1)

77(1)/1

JD, 22 octobre 1987, pp. 9215-9217 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question interdite — Argumentation — Avis professionnel — Avis juridique — Conduite d'un membre du Parlement — Liberté de parole — Conflit d'intérêts — RAN, art. 77 — RAN, art. 35(5) — RAN, art. 315

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, de nombreux rappels au règlement sont soulevés quant à la recevabilité de questions concernant la conduite de l'ex-Solliciteur général et du respect par ce dernier de la directive émise par le Premier ministre ayant trait aux conflits d'intérêts.

Questions — Est-ce que ces questions orales respectent les exigences de l'article 77 du Règlement?

Comment peut-on attaquer la conduite d'un député?

Décision — Le but d'une question orale est d'obtenir des renseignements et non d'en fournir. Le privilège de la liberté de parole octroie une marge de manoeuvre considérable quant au contenu des questions mais il doit s'exercer en conformité avec les lois et règlements qui régissent la procédure parlementaire.

Ainsi, l'article 77 du Règlement prévoit-il que les questions ne peuvent comporter ni expression d'opinion, ni argumentation, être fondées sur des suppositions, viser à obtenir un avis professionnel ou personnel, suggérer la réponse demandée ou être formulées de manière à susciter un débat. De plus, la doctrine reconnaît qu'une question ne doit pas exiger une réponse comportant un avis juridique ou demander la solution d'une question juridique, telle l'interprétation d'une loi.

Selon l'article 35(5) du Règlement, il est interdit d'attaquer la conduite d'un député à moins de présenter une motion de fond mettant en cause sa conduite. Toutefois, il est possible d'adresser au ministre de la Justice et Solliciteur général des questions concernant la conduite d'un membre, notamment en ce qui a trait à des faits et gestes tel l'octroi de contrats et les montants en cause. Il est également possible de questionner le ministre quant à son intention d'instituer une enquête ou d'engager une poursuite. Les députés doivent toutefois éviter d'affirmer qu'un membre est en conflit d'intérêts alors qu'aucune accusation formelle n'a été portée et encore moins prouvée.

Quant aux questions concernant l'application de la directive relative aux conflits d'intérêts élaborée par le Premier ministre, seul ce dernier peut y répondre.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 666; RAN, art. 35(5) et 77*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5e éd., n° 357, p. 132, n° 358, p. 134 et n° 360, p. 135*

ARTICLE 77(3)

77(3)/1

JD, 10 avril 1984, p. 5733 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question interdite — Avis professionnel — Avis personnel — RAN, art. 77(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député ministériel demande à un ministre s'il partage l'avis de son homologue fédéral quant à l'implantation d'une deuxième chaîne de télévision privée francophone.

Question — Est-ce que cette question orale respecte les exigences de l'article 77(3) du Règlement?

Décision — Une question orale ne peut viser à obtenir un avis professionnel ou personnel.

Décision similaire — JD, 25 mai 1994, pp. 1389 et 1390 (Jean-Pierre Saintonge)

77(3)/2

JD, 22 octobre 1987, pp. 9216 et 9217 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question interdite — Avis juridique — Interprétation de la loi — RAN, art. 77(3)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle adresse les questions orales suivantes au ministre de la Justice et Solliciteur général: "Est-ce que les fonds utilisés par l'ex-Solliciteur général ont été conformes à nos lois? Confier un contrat à son épouse, est-ce que c'est légal ou si ce n'est pas légal?"

Question — Est-ce que ces questions orales respectent les exigences de l'article 77(3) du Règlement?

Décision — Ces questions orales visent manifestement l'obtention de l'avis professionnel ou juridique d'un ministre ce qu'interdit le Règlement et la doctrine parlementaire. Même si le ministre de la Justice a un rôle de jurisconsulte auprès du gouvernement, cela ne permet pas pour autant à un membre de l'Assemblée de lui adresser des questions afin d'obtenir son avis juridique. De plus, aucun membre ne peut interpréter les dispositions de la *Loi sur l'Assemblée nationale* qui ont trait aux conflits d'intérêts, seule l'Assemblée étant compétente en la matière.

ARTICLE 77(5)

77(5)/1

JD, 2 mai 1985, pp. 3369-3371 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question interdite — Débat — Exhibition d'objet — RAN, art. 77(5)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, des députés de l'opposition officielle exhibent des objets, des tableaux et des panneaux de signalisation routière afin d'appuyer leurs propos.

Question — Lors de la période des questions et réponses orales, peut-on exhiber des objets pour illustrer un point de vue?

Décision — Lors de la période des questions et réponses orales, un député ne peut exhiber quelque objet que ce soit dans le but d'illustrer un point de vue puisqu'un tel geste suscite un débat, ce qu'interdit l'article 77(5) du Règlement. De plus, le but d'une question orale est d'obtenir des renseignements, non d'en fournir.

En d'autres circonstances, un député peut présenter un tableau de nature didactique dans le but d'illustrer un propos. Mais il s'agit là non pas d'un droit, mais d'une permission accordée à un parlementaire qui prononce un discours.

Décision citée — *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, 14 avril 1975, pp. 439-441 (James Jerome)

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5e éd., n° 357(1), pp. 131 et 132; *May*, 20th ed., p. 435

77(5)/2

JD, 30 avril 1987, pp. 6969 et 6970 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Question interdite — Débat — RAN, art. 77(5)

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle prétend, dans le cadre d'une question principale, qu'un ministre a fait du harcèlement. Le Président demande au député de retirer ce mot puisqu'il peut susciter un débat. Le député souligne alors au Président que ces propos ne sont pas de lui mais de la Fédération des C.L.S.C..

Question — Lors de la période des questions et réponses orales, est-ce qu'une question orale, qui reprend des propos qui peuvent susciter un débat tenus par un tiers, est recevable?

Décision — Même si les propos ont été tenus par un tiers à l'extérieur de l'Assemblée, le Président peut les juger irréguliers lorsqu'un député les répète au cours de la période des questions et réponses orales.

Décision similaire — JD, 7 décembre 1995, pp. 5522 et 5523 (Roger Bertrand)

ARTICLE 78

78/1

JD, 14 juin 1984, p. 7063 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse différée — Complément de réponse — Questions complémentaires — RAN, art. 78

Contexte — Aux affaires courantes, à l'issue de la période des questions et réponses orales, un député indépendant désire poser une question complémentaire à un ministre après que ce dernier eut fourni un complément de réponse à une question d'un député de l'opposition officielle.

Question — À la suite d'un complément de réponse, qui peut poser une question complémentaire?

Décision — Seul le député qui a posé la question principale a droit à une question complémentaire à la suite d'un complément de réponse.

78/2

JD, 4 juin 1986, p. 2158 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Questions complémentaires — Pouvoir du Président — RAN, art. 78

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, à la suite de nombreuses questions complémentaires portant sur la signature d'un contrat par un ministre, le leader du gouvernement s'oppose à la recevabilité d'une question complémentaire additionnelle sur le même sujet.

Question — Comment détermine-t-on le nombre de questions orales complémentaires?

Décision — En vertu de l'article 78 du Règlement, il appartient au Président seul de déterminer le nombre de questions complémentaires. C'est un pouvoir discrétionnaire que le Président exerce en tenant compte de l'importance du sujet, des faits et de la question en discussion.

Considérant que les questions orales posées n'étaient pas des répétitions et compte tenu de l'importance du sujet, le Président accepte une ou deux questions complémentaires additionnelles sur le même sujet.

Décision similaire — JD, 12 décembre 1986, pp. 5316-5318 (Pierre Lorrain); JD, 13 novembre 1996, p. 3109 (Jean-Pierre Charbonneau)

78/3

JD, 25 novembre 1986, pp. 4224 et 4225 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — *Questions complémentaires* — *Question principale* — *Réponse* — *RAN, art. 78*

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, une question principale posée par un député de l'opposition officielle porte sur l'octroi d'un contrat à une firme donnée. À la suite de cette question principale, le député pose une question complémentaire dont le sujet porte sur d'autres contrats octroyés à cette même firme.

Question — Est-ce que cette question orale respecte les exigences de l'article 78 du Règlement?

Décision — Selon l'article 78 du Règlement, une question complémentaire doit se rattacher à la question principale ainsi qu'aux réponses fournies. La question du député de l'opposition ne répond donc pas à ces critères puisque le contrat mentionné dans la question complémentaire n'a pas fait l'objet de la question principale ou des réponses fournies par la suite.

Décisions similaires — *JD, 23 octobre 1986, pp. 3460 et 3461 (Pierre Lorrain); JD, 23 octobre 1986, p. 3464 (Pierre Lorrain); JD, 28 octobre 1986, pp. 3522 et 3523 (Pierre Lorrain); JD, 6 décembre 1988, pp. 3743 et 3744 (Pierre Lorrain); JD, 5 novembre 1991, pp. 10312 et 10313 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 8 juin 1995, p. 3751 (Roger Bertrand); JD, 7 juin 1996, p. 1882 (Jean-Pierre Charbonneau)*

ARTICLE 79

79/1

JD, 18 avril 1984, pp. 5806 et 5807 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse — Ministre — Questions complémentaires — RAN, art. 79

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, plusieurs ministres désirent répondre à la même question.

Question — Est-ce que plusieurs ministres peuvent répondre à la même question orale?

Décision — Si le Président estime que le ministre fournit une réponse complète, on ne peut pas demander ensuite à un autre ministre de donner une deuxième réponse, sauf si une question complémentaire adressée à un autre ministre est formulée.

Décision similaire — JD, 7 juin 1996, p. 1881 (Jean-Pierre Charbonneau)

79/2

JD, 6 juin 1984, p. 6712 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse — Gouvernement — RAN, art. 79

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un ministre répond à une question qu'un député de l'opposition officielle adressait au Premier ministre.

Question — Est-ce qu'un ministre peut répondre à une question orale à la place du Premier ministre?

Décision — Il est de tradition que le gouvernement puisse répondre, soit par la voix du chef du gouvernement, soit par la voix d'un membre du gouvernement.

Décisions similaires — JD, 3 mai 1988, pp. 724-726 (Pierre Lorrain); JD, 29 mars 1990, pp. 1453 et 1454 (Jean-Pierre Saintonge)

79/3

JD, 29 mai 1985, pp. 3914-3916 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse — Preamble — RAN, art. 79

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle pose une question portant sur le budget fédéral et son impact au Québec. Le ministre des Finances commence sa réponse par un préambule.

Questions — Est-ce qu'une réponse à une question orale peut contenir un préambule?

Est-ce qu'il est possible de soulever un rappel au règlement basé sur le fait qu'un ministre ne répond pas à la question orale posée?

Décision — Une réponse à une question orale ne peut contenir de préambule. Il n'y a pas d'introduction à la réponse qui permette de faire un commentaire sur tout autre sujet que celui de la question. En conséquence, un rappel au règlement peut être fondé sur le fait que la réponse à une question orale d'un ministre ne porte pas sur le sujet de la question. Cela diffère du fait de prétendre que la réponse est insatisfaisante.

79/4

JD, 19 avril 1988, pp. 634 et 635 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse — Complément de réponse — RAN, art. 79 — RAN, art. 212 — RAN, art. 213

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, après que le Premier ministre eut répondu à une question du chef de l'opposition officielle, un ministre invoque l'article 212 du Règlement pour donner des explications concernant les «insinuations» à son endroit contenu dans la question du chef de l'opposition officielle.

Question — Lors de la période des questions et réponses orales, est-ce qu'il est possible d'invoquer l'article 212 du Règlement?

Décision — Les articles 212 et 213 du Règlement ne s'appliquent pas lors de la période des questions et réponses orales. De plus, quand le temps du ministre à qui la question a été posée est expiré, la présidence n'accorde habituellement pas un complément de réponse à un autre ministre. En l'espèce, la présidence accorde au ministre un complément de réponse.

Décision similaire — JD, 6 juin 1989, p. 6331 (Pierre Lorrain)

ARTICLE 80

80/1

JD, 5 juin 1984, p. 6642 (Richard Guay)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse différée — Complément de réponse — Durée — Déclaration ministérielle — Dépôt — RAN, art. 80 — RAN, art. 55 — RAN, art. 59

Contexte — Aux affaires courantes à l'issue de la période des questions et réponses orales, le ministre de l'Éducation fournit, en réponse différée, un complément à une réponse donnée quelques semaines auparavant par le ministre de la justice. La longueur du complément de réponse semble cependant dépasser les limites.

Question — Quelle est la durée d'un complément de réponse?

Décision — Un complément de réponse ne doit pas être plus long qu'une réponse et ne doit pas durer aussi longtemps qu'une déclaration ministérielle. Le ministre peut toujours faire un dépôt de documents.

Décision similaire — JD, 8 avril 1993, pp. 6000-6002 (Jean-Pierre Saintonge)

80/2

JD, 25 octobre 1988, pp. 2660-2663 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse différée — RAN, art. 80 — RAN, art. 75

Contexte — Aux affaires courantes, au début de la période des questions et réponses orales, le Président fait part à l'Assemblée d'un avis de réponse différée qui lui a été transmis par un ministre. Par cet avis, le ministre fait part de son intention de répondre à une question posée à la séance précédente par un député de l'opposition officielle. Le leader de l'opposition officielle prétend que le ministre ne peut donner une réponse différée car aucune question ne lui a été adressée, celui-ci étant absent à la séance précédente. Il soutient qu'en vertu de l'article 80 du Règlement, une réponse différée doit être donnée par le ministre qui a répondu à la question en l'absence du ministre responsable.

Question — Est-ce qu'un ministre, qui était absent au cours d'une séance où une question lui était adressée, peut donner une réponse différée à cette question lors d'une séance subséquente, même si une réponse à cette question avait été donnée par un autre ministre?

Décision — En vertu de l'article 75 du Règlement et conformément à l'usage, tout ministre peut répondre à une question qui s'adresse au gouvernement ou donner une réponse différée, s'il estime que la question ou une partie de celle-ci relève de sa compétence. Par conséquent, un ministre peut toujours donner une réponse différée à une question qui relève de sa compétence.

80/3

JD, 4 juin 1990, pp. 2769-2771 (Jean-Pierre Saintonge)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Réponse différée — Questions complémentaires — RAN, art. 80 — RAN, art. 78

Contexte — Aux affaires courantes, à l'issue de la période des questions et réponses orales, un ministre fournit une réponse différée à une question qui lui a été adressée au cours de la même période des questions et réponses orales. Un député de l'opposition officielle veut lui adresser une question complémentaire. Le leader adjoint du gouvernement prétend qu'il ne peut y avoir une question complémentaire que dans le cas où la réponse différée est donnée à une séance subséquente.

Question — Est-ce que le Président peut accorder une question complémentaire à un député si le ministre fournit une réponse différée à l'issue de la même période des questions et réponses orales?

Décision — L'économie du Règlement et la tradition sont à l'effet qu'une question complémentaire peut être posée chaque fois qu'un ministre fournit une réponse différée. Il n'y a pas de distinction à faire selon que cette réponse soit donnée à l'issue de la même période des questions et réponses orales ou au cours d'une période subséquente.

ARTICLE 82

82/1

JD, 18 octobre 1988, pp. 2535-2537 (Pierre Lorrain)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Refus de répondre — Sub judice — Discretion — Questions complémentaires — RAN, art. 82 — RAN, art. 35(3) — RAN, art. 78

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un ministre refuse de répondre à certaines questions pour le motif que ces dernières portent sur une affaire faisant l'objet de procédures devant les tribunaux civils. Le leader de l'opposition allègue qu'en matière civile, le Président doit tenir compte de la notion de "préjudice" seulement et soutient que c'est le refus de répondre du ministre qui cause présentement préjudice.

Question — Est-ce que le Président peut juger de l'opportunité pour un ministre d'invoquer l'article 82 du Règlement?

Décision — Le Président n'a pas à juger du refus d'un ministre de répondre à une question pour des motifs énoncés à l'article 82 du Règlement. Cette décision appartient au ministre seulement. Par ailleurs, le refus de répondre en vertu de l'article 82 du Règlement n'établit pas une présomption d'irrecevabilité des questions complémentaires sur le sujet concerné.

Article de règlement cité — *RAN, art. 82*

82/2

JD, 18 mars 1992, pp. 12097 et 12098 (Jean-Pierre Saintonge)

PÉRIODE DES QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES — Refus de répondre — Réponse différée — RAN, art. 82 — RAN, art. 80

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un ministre s'abstient de répondre à une question posée par un député indépendant. Le leader de l'opposition officielle prétend qu'un ministre peut, selon l'article 82 du Règlement, refuser de répondre à une question en motivant son refus mais qu'il ne peut pas simplement s'abstenir de répondre. Il demande donc une directive sur ce sujet à la présidence.

Question — Est-ce que le refus de répondre à une question par un ministre peut être implicite ou doit-il nécessairement être motivé?

Décision — Un ministre peut toujours refuser de répondre à une question et il n'est pas permis à un député d'insister pour avoir une réponse. Un ministre peut refuser de répondre sans donner de motif, en donnant un motif ou en ne disant rien. Le Président ne peut obliger qui que ce soit à répondre à une question.

À la lumière du Règlement, des règlements précédents, de la doctrine et des usages observés dans notre type de parlement, le refus d'un ministre de répondre à une question peut être implicite ou explicite, motivé ou non. Un refus de répondre ne peut toutefois donner ouverture à l'application de l'article 80 du Règlement et permettre une réponse différée. Il serait cependant souhaitable, pour faciliter le déroulement des travaux, que le refus de répondre d'un ministre soit manifesté de façon expresse.

Décisions - Assemblée

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941*, art. 686(2) (annotations 1 et 2); *RAN 1972-1984*, art. 171(2); *RAN*, art. 80

Décisions citées — *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, 14 avril 1975, p. 439 (James Jerome)

Doctrines invoquées — *Beauchesne*, 6^e éd., no 416(1), p. 125; *May*, 21st éd., p. 293; *Pettifer*, 1981, p. 526

ARTICLE 83

83/1

JD, 10 mai 1990, p. 2505 (Jean-Pierre Saintonge)

VOTE REPORTÉ — Vote par appel nominal — Délai d'appel — Discretion du Président — RAN, art. 83

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des votes reportés, le Président indique que l'attente ayant duré quatre minutes, il est prêt à procéder au vote. Il rappelle que, pendant cinq minutes avant la fin de la période des questions et réponses orales, la sonnerie d'appel s'est fait entendre et que ce délai lui semblait suffisant.

Question — Combien de temps doit durer l'annonce de l'appel nominal dans tous les locaux de l'Assemblée avant de procéder à un vote reporté?

Décision — L'annonce de l'appel nominal est faite cinq minutes avant la fin de la période des questions et réponses orales. Tous les députés sont informés qu'un vote doit se tenir. Le moment d'appeler le vote est laissé à la discrétion du Président. Dans le cas présent, la présidence considère que le délai d'appel fut suffisant.

ARTICLE 84

84/1

JD, 20 décembre 1989, pp. 928-932 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION SANS PRÉAVIS — Motion présentée en vertu d'une disposition législative — Consentement unanime — Précédents et usages — RAN, art. 84 — RAN, art. 180

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des motions sans préavis, le ministre de la Justice présente une motion pour que soit modifié le salaire du Protecteur du citoyen. La *Loi sur le Protecteur du citoyen* prescrit que le vote des deux tiers des membres de l'Assemblée est nécessaire pour l'adoption de cette motion. Le leader de l'opposition officielle prétend que la présentation de la motion ne peut avoir lieu que du consentement unanime des membres de l'Assemblée.

Question — Est-ce que l'obtention du consentement unanime de l'Assemblée est nécessaire pour qu'une motion sans préavis soit débattue, lorsque celle-ci doit être présentée en vertu d'une disposition législative?

Décision — Le troisième alinéa de l'article 84 du Règlement prévoit qu'un consentement unanime de l'Assemblée est requis pour que des motions de fond présentées par des députés à cette étape, soient débattues. Cependant, il y a certains types de motions qui ne requièrent pas de consentement selon la tradition suivie depuis de nombreuses années à l'Assemblée. Il s'agit plus particulièrement de motions prévues dans des lois constitutives et portant nomination ou ayant trait aux conditions salariales de personnes occupant ou ayant été désignées pour occuper certaines fonctions.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 84 et 209*

84/2

JD, 4 mai 1994, pp. 703 et 704 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION SANS PRÉAVIS — Envoi à une commission pour étude détaillée — Consentement unanime — RAN, art. 84 — RAN, art. 243

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des motions sans préavis, le leader du gouvernement présente une motion visant l'envoi du projet de loi 2, *Loi concernant certaines dispositions dérogatoires dans des lois relatives à l'éducation*, à la Commission de l'éducation pour étude détaillée. Le leader de l'opposition officielle prétend que cette motion aurait dû être présentée après l'adoption du principe du projet de loi. Il soutient également qu'au moment des motions sans préavis, la présentation de cette motion requiert le consentement unanime de l'Assemblée.

Question — Est-ce que cette motion d'envoi peut être présentée au moment des motions sans préavis, sans le consentement unanime de l'Assemblée?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Le premier paragraphe de l'article 84 du Règlement stipule que les motions touchant les travaux de l'Assemblée et ne requérant pas de préavis sont prévues notamment par le Règlement. L'article 243 prévoit que la motion d'envoi en commission d'un projet de loi pour étude détaillée, après l'adoption du principe, est proposée sans préavis. La motion d'envoi est donc une motion sans préavis. Aucun consentement n'est donc requis pour sa présentation au moment des motions sans préavis.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 84 et 243*

ARTICLE 85

85/1

JD, 6 novembre 1986, pp. 3787-3789 (Pierre Lorrain)

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS — Pouvoir du Président — RAN, art. 85

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des avis touchant les travaux des commissions, un député de l'opposition officielle s'objecte à ce qu'une commission siège tel qu'en a avisé le Président, puisqu'une autre entente aurait été conclue.

Question — Est-ce qu'il est possible de planifier l'organisation des travaux des commissions à l'étape des avis touchant les travaux des commissions?

Décision — Ce n'est pas à l'étape des avis touchant les travaux des commissions que l'on peut planifier les travaux des commissions. Cette planification doit se faire à l'extérieur de l'Assemblée. Le Président n'a aucun pouvoir pour indiquer de quelle façon se dérouleront les travaux.

85/2

JD, 26 avril 1990, pp. 1889-1897 (Jean-Pierre Saintonge)

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS — Motion d'envoi en commission — RAN, art. 85

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des avis touchant les travaux des commissions, le leader du gouvernement avise l'Assemblée qu'une commission se réunira le lendemain, après que la motion d'envoi qu'il a inscrite au feuillet on aura été adoptée. Le leader de l'opposition officielle prétend que l'avis communiqué par le leader du gouvernement est irrecevable parce que le leader ne peut présumer que l'Assemblée adoptera la motion en question et que cet avis viendrait en quelque sorte lier les députés qui auront par la suite à se prononcer sur la motion.

Question — Est-ce que le leader du gouvernement peut convoquer une commission pour l'exécution d'un mandat de l'Assemblée avant que la motion d'envoi ne soit adoptée?

Décision — Il est prévu, à l'article 85 du Règlement, que le leader du gouvernement communique à l'Assemblée les avis touchant les travaux des commissions siégeant en vertu d'un mandat de l'Assemblée. Dans le présent cas, l'avis est prématuré puisqu'il n'y a actuellement aucun mandat de l'Assemblée relativement à l'objet de l'avis. L'avis doit, par conséquent, être considéré comme inexistant.

85/3

JD, 18 mars 1993, pp. 5475-5476 (Jean-Pierre Saintonge)

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS — Retrait — Engagements financiers — Mandat d'initiative — Fonctions du Président — RAN, art. 85 — RAN, art. 2 — RAN, art. 120(3) — RAN, art. 148

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des avis touchant les travaux des commissions, le Président donne avis que la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira après les affaires courantes et en soirée afin de poursuivre la vérification des engagements financiers du ministère de l'Environnement. Au moment des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, le président de la commission soulève le fait que le ministre de l'Environnement a laissé entendre qu'il pourrait être retenu par les travaux de l'Assemblée en après-midi. Le leader de l'opposition officielle soutient que, dans les circonstances, le Président devrait constater que la commission ne siégera pas.

Question — Est-ce que le Président peut retirer un avis touchant les travaux des commission qu'il a donné?

Décision — L'avis touchant les travaux de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Environnement a été donné à la demande du président de la commission. Le Président ne peut présumer, au moment où il fait part de cet avis, de la présence ou non en commission des personnes concernées, notamment du ministre qui doit répondre de ses engagements financiers. Le Président ne peut pas *proprio motu* retirer l'avis. Cependant, il peut le faire à la demande du président de la commission.

85/4

JD, 18 mai 1993, pp. 6436-6439 (Jean-Pierre Saintonge)

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS — Présentation d'un projet de loi — Envoi à une commission pour consultation — Consultation particulière — Ordre de l'Assemblée — RAN, art. 85 — RAN, art. 186 — RAN, art. 235

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des avis touchant les travaux des commissions, le leader du gouvernement avise l'Assemblée que la commission de la culture poursuivra ses consultations particulières sur un projet de loi particulier, de 20 heures à 22 heures.

Le leader de l'opposition officielle prétend que cet avis n'est pas conforme au Règlement, pour le motif qu'il va à l'encontre d'un ordre de l'Assemblée adopté le 6 mai 1993, à la suite de la présentation par le leader du gouvernement d'une motion d'envoi en commission pour la tenue de consultations particulières. Cet ordre prévoyait que la commission devait ce jour-là siéger de 15h30 à 17h30 pour entendre deux groupes. Le leader de l'opposition officielle prétend que le leader du gouvernement ne peut modifier un ordre de l'Assemblée par la communication d'un avis.

Question — Est-ce que le leader du gouvernement peut, par le biais d'un avis touchant les travaux des commissions, modifier un ordre de l'Assemblée adopté à la suite de la présentation d'une motion d'envoi en commission pour la tenue de consultations particulières?

Décision — L'article 85 du Règlement prévoit que le leader du gouvernement communique à l'Assemblée les avis concernant les travaux des commissions siégeant en vertu d'un mandat de l'Assemblée. L'Assemblée a adopté, le 6 mai précédent, une motion qui, dès son adoption, devenait un ordre de l'Assemblée, conformément à l'article 186 du Règlement. Il était ordonné à la commission de se réunir à des dates et heures précises.

Décisions - Assemblée

Que le leader du gouvernement avise ou non l'Assemblée que la commission doit siéger, cette dernière serait, en vertu de cet ordre, tenue de siéger.

En conséquence, la commission doit siéger aux moments prévus dans l'ordre de l'Assemblée.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 85 et 186

ARTICLE 86

86/1

JD, 14 juin 1989, p. 6686 (Jean-Pierre Saintonge)

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE — Feuilleton et préavis — RAN, art. 86

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, un député de l'opposition officielle désire savoir si le gouvernement a l'intention de déposer, un projet de loi, tel qu'il s'y serait engagé.

Question — Est-ce que les renseignements demandés par le député de l'opposition officielle sont de la nature de ceux qui peuvent être communiqués à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée?

Décision — Conformément au deuxième alinéa de l'article 86 du Règlement, les demandes de renseignements sur les travaux de l'Assemblée doivent porter sur des affaires inscrites au feuilleton. Puisque la demande porte sur un projet de loi qui n'est pas encore inscrit au feuilleton, elle est par conséquent irrecevable à cette étape des travaux de l'Assemblée.

Article de règlement cité — *RAN, art. 86*

Décisions similaires — *JD, 15 juin 1992, p. 2392 (Roger Lefebvre); JD, 1er mai 1996, pp. 585 et 586 (Jean-Pierre Charbonneau)*

86/2

JD, 16 juin 1989, pp. 6807 et 6808 (Jean-Pierre Saintonge)

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE — Engagements financiers — Convocation de la commission — RAN, art. 86 — RAN, art. 120(3) — RAN, art. 293

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, le leader de l'opposition officielle désire connaître le moment où les commissions vont étudier les engagements financiers. Il trouve inacceptable que certaines commissions aient accumulé seize et dix-sept mois de retard dans l'étude de leurs engagements financiers.

Question — Qui est en mesure d'informer les membres de l'Assemblée qu'une commission se réunira pour étudier des engagements financiers?

Décision — L'étude des engagements financiers relève de la compétence de chaque commission. Les commissions sont convoquées par leur président et non à la demande du leader du gouvernement. Par conséquent, c'est non pas le leader du gouvernement mais la présidence qui doit informer l'Assemblée qu'une commission va se réunir pour l'étude de ses engagements financiers.

ARTICLE 88

88/1

JD, 31 octobre 1972, pp. 2192 et 2193 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Application d'une loi — Demande irrecevable — Urgence — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur l'application de la *Loi favorisant le regroupement des municipalités au Québec*, en prévision des nombreuses élections municipales.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif qu'il y a absence d'urgence manifeste.

88/2

JD, 7 novembre 1972, pp. 2331-2333 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Grève à Hydro-Québec — Demande irrecevable — Grève récente — Négociations prochaines — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la grève à Hydro-Québec.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que la grève n'a débuté que depuis quarante-huit heures et que des négociations doivent être entreprises prochainement.

88/3

JD, 9 novembre 1972, pp. 2415 et 2416 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Grève à Hydro-Québec — Demande irrecevable — Rencontre prochaine avec le ministre — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la grève à Hydro-Québec.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que des rencontres prochaines sont prévues avec le ministre.

88/4

JD, 20 février 1973, pp. 3709 et 3710 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Problème du chômage — Demande irrecevable — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Débat sur le discours d'ouverture de la session — Motion de censure — RAN, art. 88 — RAN, art. 49 — RAN, art. 304 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le problème du chômage.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif qu'on pourra discuter de ce sujet prochainement lors du débat sur le discours d'ouverture. De plus, il y a déjà eu une motion de censure portant sur ce sujet et les circonstances n'ont pas changé considérablement.

88/5

JD, 22 mars 1973, p. 92 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Situation dans l'industrie de la construction — Demande irrecevable — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Débat sur le discours d'ouverture de la session — RAN, art. 88 — RAN, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la situation qui prévaut dans l'industrie de la construction notamment: les négociations du nouveau décret; le refus d'accepter la C.S.D. à la table des négociations; la mise en tutelle de la Commission de l'industrie de la construction; les permis de travail.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que la question n'est pas suffisamment déterminée et importante et que l'on pourra en débattre lors du débat sur le discours d'ouverture de la session.

88/6

JD, 20 décembre 1973, p. 745 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Existence d'un Centre d'analyse et de documentation — Demande irrecevable — Crise aiguë — Sujet discuté dans d'autres circonstances — RAN, art. 88 — RAN, art. 289 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur l'existence au sein du Conseil exécutif d'un Centre d'analyse et de documentation.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs qu'il n'y a pas de crise aiguë et que l'on pourra en débattre lors de l'étude des crédits budgétaires supplémentaires.

88/7

JD, 9 avril 1974, pp. 512 et 513 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Hausse du prix du boeuf — Demande irrecevable — Juridiction de la province — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Débat sur le discours d'ouverture de la session — Débat sur le discours du budget — RAN, art. 88 — RAN, art. 49 — RAN, art. 271 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le risque imminent d'une hausse très substantielle du prix du boeuf.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que la juridiction de la province n'est pas clairement établie et l'on pourra en débattre lors du débat sur le discours d'ouverture de la session et lors du débat sur le discours du budget.

88/8

JD, 1 novembre 1974, pp. 2547-2550 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Grève des pompiers à Montréal — Demande irrecevable — Urgence — Sujet discuté dans d'autres circonstances — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la grève des pompiers à Montréal.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs qu'il n'y a pas d'urgence pour le moment et que depuis la réouverture de la session, on a presque exclusivement discuté de motions privilégiées provenant de l'opposition.

88/9

JD, 19 novembre 1974, pp. 2859, 2860 et 2872 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Vente d'un bloc d'actions — Demande recevable — Consentement unanime — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député de l'opposition officielle désire que soit tenu un débat d'urgence à la veille de la vente d'un bloc important d'actions par la compagnie Price à la compagnie Abitibi Paper.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Après un consensus entre les leaders parlementaires et du consentement unanime de l'Assemblée, le Président, constatant l'urgence de la question, permet un débat d'une heure qui devra se dérouler après 20 heures.

88/10

JD, 4 novembre 1975, pp. 1719 et 1720 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Taux de chômage au Québec — Demande irrecevable — Crise soudaine — Sujet discuté dans d'autres circonstances — RAN, art. 88 — RAN, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le taux de chômage au Québec.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs qu'il ne s'agit pas d'une crise soudaine et qu'une motion portant sur ce sujet sera débattue demain.

88/11

JD, 30 juin 1976, pp. 1885-1888 (Jean-Noël Lavoie)

DÉBAT D'URGENCE — Utilisation du français dans les communications aériennes — Demande recevable — Consentement unanime — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député de l'opposition officielle demande que soit tenu un débat d'urgence portant sur l'utilisation du français dans les communications aériennes au Québec.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Le débat d'urgence ne doit entraîner aucune décision de l'Assemblée. De plus, la présidence a certaines réserves quant à la juridiction de la province dans les communications aériennes. Le débat sera tenu, mais avec le consentement unanime des membres de l'Assemblée.

88/12

JD, 15 décembre 1976, pp. 25-27 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail dans deux universités — Demande irrecevable — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Débat sur le discours d'ouverture de la session — RAN, art. 88 — RAN, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur les conflits de travail à l'UQUAM et à l'Université Laval.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décisions - Assemblée

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que l'on pourra débattre de ce sujet lors du débat imminent sur le discours d'ouverture de la session.

88/13

JD, 9 juin 1977, pp. 1352 et 1353 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Démolition d'édifices à Montréal — Demande irrecevable — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la démolition d'édifices à Montréal.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que la question n'est pas suffisamment importante.

88/14

JD, 21 juin 1977, pp. 1530 et 1531 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Situation du camionnage en vrac — Demande irrecevable — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Période des questions et réponses orales — Commission parlementaire — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la situation qui prévaut dans le secteur du camionnage en vrac.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que la période des questions et réponses orales a été consacrée presque exclusivement à ce sujet et qu'une commission parlementaire doit être convoquée pour étudier ce problème.

88/15

JD, 11 août 1977, pp. 2887-2890 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Aggravation subite du chômage — Demande recevable — Occasion prochaine pour discuter de cette question — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur l'aggravation alarmante et subite du chômage au Québec.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Une aggravation subite du chômage au Québec, à un moment où des occasions prochaines d'en discuter n'existent pas, constitue un élément important que la présidence retiendra pour permettre un débat sur cette question.

88/16

JD, 3 novembre 1977, pp. 3892 et 3893 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — *Conflit de travail dans trois journaux* — *Demande irrecevable* — *Crise soudaine* — *Négociations en cours* — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur les conflits de travail aux journaux Le Soleil, La Presse et Montréal-Matin.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs qu'il ne s'agit pas d'une crise soudaine et que des négociations sont actuellement en cours.

88/17

JD, 12 juin 1978, pp. 2168-2170 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — *Subvention à la compagnie Tricofil* — *Demande irrecevable* — *Sujet discuté dans d'autres circonstances* — *Débat sur le discours du budget* — RAN, art. 88 — RAN, art. 271 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la subvention gouvernementale à la compagnie Tricofil.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif qu'on peut actuellement en débattre à l'occasion du débat sur le discours du budget.

88/18

JD, 10 octobre 1978, pp. 2911-2913 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — *Déroulement d'un recensement* — *Demande irrecevable* — *Crise soudaine* — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le déroulement du recensement qui a été tenu du 3 au 5 octobre 1978.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décisions - Assemblée

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que le recensement est maintenant terminé. De plus, le Directeur général des élections est saisi du problème et aucun fait nouveau ne justifie une crise soudaine.

88/19

JD, 12 octobre 1978, p. 3012 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail à la Société des traversiers — Demande irrecevable — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail à la Société des traversiers.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif qu'il n'y a pas d'aggravation soudaine.

88/20

JD, 7 novembre 1978, pp. 3532-3534 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail au centre d'accueil Charleroy-Boyer — Demande irrecevable — Problème d'envergure nationale — Négociations en cours — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail qui prévaut au centre d'accueil Charleroy-Boyer.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs qu'il ne s'agit pas d'un problème d'envergure nationale et que des négociations sont en cours.

88/21

JD, 8 novembre 1978, pp. 3583-3585 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Hausse des tarifs de l'électricité — Demande irrecevable — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Commission parlementaire — Période des questions et réponses orales — Mini-débat — Débat de fin de séance — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la hausse des tarifs de l'électricité.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que le sujet a été suffisamment discuté dans d'autres circonstances, soit en commission parlementaire, lors de l'étude d'une motion, lors de la période des questions et réponses orales et lors d'un mini-débat (débat de fin de séance); d'autres occasions permettront également de discuter de ce sujet. De plus, il s'agit d'un geste administratif déjà posé par le gouvernement.

88/22

JD, 6 février 1979, pp. 5410 et 5411 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail à Murdochville et à Clermont — Demande irrecevable — Intérêt local — Crise soudaine — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur les conflits de travail de la Gaspé Copper Mines à Murdochville et de la papetière Donohue à Clermont.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs qu'il s'agit d'une affaire d'intérêt local et qu'il n'y a pas de crise soudaine.

88/23

JD, 8 février 1979, pp. 5522-5524 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit entre les coopératives laitières et les producteurs de lait — Demande irrecevable — Responsabilité gouvernementale — Occasion prochaine pour discuter de cette question — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit qui s'amorce entre les coopératives laitières et les fédérations de producteurs de lait nature et de lait industriel.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que ce n'est pas de la responsabilité du gouvernement de régler les problèmes conflictuels de cette nature. De plus, l'Assemblée étant saisie d'un projet de loi sur la mise en marché des produits agricoles, elle pourra en débattre à cette occasion.

88/24

JD, 13 février 1979, pp. 5612-5615 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Congédiement de contrôleurs aériens — Demande irrecevable — Compétence de l'Assemblée — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le congédiement d'étudiants contrôleurs aériens.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décisions - Assemblée

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que le sujet n'est pas de la compétence de l'Assemblée nationale.

88/25

JD, 7 juin 1979, pp. 1796 et 1797 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail à la C.T.C.U.Q. — Demande irrecevable — Urgence — Crise soudaine — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail à la C.T.C.U.Q..

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable. La question principale qu'on doit se poser, ce n'est pas de savoir s'il y a un problème grave, mais bien s'il y a urgence d'en discuter. De plus, la crise n'est pas soudaine et les journaux annoncent une reprise des négociations. Étant à la veille d'un ajournement d'été, il faut accorder la priorité au programme législatif du gouvernement.

88/26

JD, 21 juin 1979, pp. 2654 et 2655 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail au centre d'accueil Charleroy-Boyer — Demande irrecevable — Caractère local — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail qui prévaut au centre d'accueil Charleroy-Boyer.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que la question n'offre qu'un caractère local et que l'Assemblée est à la veille de l'ajournement d'été.

88/27

JD, 9 octobre 1979, pp. 2740 et 2741 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Situation dans certains hôpitaux de Montréal — Demande irrecevable — Crise soudaine — Négociations en cours — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la situation qui prévaut dans plusieurs hôpitaux de la région de Montréal.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que la crise n'est pas soudaine et que des négociations sont en cours.

88/28

JD, 9 octobre 1979, pp. 2741-2744 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Fermeture d'une usine à Port-Cartier — Demande irrecevable — Crise soudaine — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur les conséquences de la fermeture de l'usine I.T.T. Rayonier à Port-Cartier sur l'économie de la Côte-Nord.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — La demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs qu'il n'y a pas de crise soudaine, que le programme législatif du gouvernement doit avoir priorité, et qu'un comité ministériel s'intéresse de près à cette question.

88/29

JD, 16 octobre 1979, pp. 2901-2903 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail à la C.T.C.U.M. — Demande irrecevable — Conflit récent — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Mécanismes normaux du conflit — Crise soudaine — Urgence — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail à la C.T.C.U.M..

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs suivants: le conflit ne fait que débiter; l'Assemblée a consacré beaucoup de temps aux motions de l'opposition portant sur cette question; il faut permettre aux mécanismes normaux de fonctionner dans ce conflit; il n'y a pas de crise soudaine; et il y a absence d'urgence.

88/30

JD, 11 décembre 1979, pp. 4271-4273 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Grève générale à Hydro-Québec — Demande irrecevable — Mécanismes normaux du conflit — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la grève générale à Hydro-Québec.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décisions - Assemblée

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable. Lors d'un conflit de travail, lorsqu'il y a médiation ou négociation en cours, la présidence a toujours refusé que soit tenu un débat d'urgence, afin de laisser agir les mécanismes normaux susceptibles de régler le conflit.

88/31

JD, 3 juin 1980, pp. 5889-5891 (Clément Richard)

DÉBAT D'URGENCE — Position du gouvernement sur la réforme constitutionnelle — Demande irrecevable — Occasion prochaine pour discuter de cette question — Débat sur le discours du budget — RAN, art. 88 — RAN, art. 271 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la position que le gouvernement entend adopter à la rencontre des premiers ministres sur la réforme constitutionnelle qui se tiendra le 9 juin 1980.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif qu'on pourra discuter de ce sujet dans le cadre du débat sur le discours du budget.

88/32

JD, 2 décembre 1980, pp. 486-488 (Claude Vaillancourt)

DÉBAT D'URGENCE — Décentralisation des activités de la C.S.S.T. — Demande irrecevable — Débat sur le discours d'ouverture de la session — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88 — RAN, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la décentralisation des activités de la C.S.S.T.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que le débat sur le discours d'ouverture de la session n'est pas terminé. De plus, en décembre, la priorité est donnée aux affaires du gouvernement.

88/33

JD, 10 novembre 1982, pp. 5696-5698 (Claude Vaillancourt)

DÉBAT D'URGENCE — Arrêt de travail dans divers secteurs — Demande irrecevable — Occasion prochaine pour discuter de cette question — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur les nombreux arrêts de travail dans les secteurs des affaires sociales, de l'éducation et du transport en commun.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif qu'une motion inscrite au feuillet portant sur le même sujet sera débattue le même jour.

88/34

JD, 6 décembre 1982, pp. 6467-6469 (Claude Vaillancourt)

DÉBAT D'URGENCE — Participation du gouvernement dans Québécois — Demande irrecevable — Crise soudaine — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Période des questions et réponses orales — Négociations prochaines — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la participation du gouvernement du Québec dans Québécois.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs suivant: il n'y a pas de crise soudaine; la période des questions et réponses orales a permis d'aborder ce sujet à plusieurs reprises; des négociations doivent s'engager incessamment.

88/35

JD, 28 avril 1983, pp. 704-706 (Richard Guay)

DÉBAT D'URGENCE — Hausses de salaire dans l'industrie de la construction — Demande irrecevable — Crise soudaine — Sujet discuté dans d'autres circonstances — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur les hausses de salaire prévues au décret relatif à l'industrie de la construction, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mai 1983.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que le décret a été publié il y a plusieurs mois et que d'autres circonstances ont permis de débattre de cette question.

88/36

JD, 1 novembre 1984, pp. 435-437 (Richard Guay)

DÉBAT D'URGENCE — Grève du transport en commun à Montréal — Demande irrecevable — Négociations en cours — Urgence — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Débat sur le discours d'ouverture de la session — Motion du mercredi — Période des questions et réponses orales — Interpellation — RAN, art. 88 — RAN, art. 49 — RAN, art. 74 — RAN, art. 97 — RAN, art. 295

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la grève qui perturbe le service de transport en commun dans la région de Montréal.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable.

Même s'il s'agit d'un sujet précis, d'importance particulière et qui relève de l'Assemblée, il aurait été possible de discuter de cette grève autrement que par le biais d'un débat d'urgence. La grève dure depuis quatorze jours, et il aurait été possible d'en débattre lors du débat sur le discours d'ouverture ou d'inscrire au feuilletton une motion à ce sujet pouvant être débattue le mercredi.

Il aurait également été possible de faire porter l'interpellation sur ce sujet. Il faut cependant faire abstraction de la période des questions et réponses orales, qui ne peut engendrer de débats. Selon la tradition, l'on ne peut procéder à un débat d'urgence sur une question lorsque des négociations sont en cours. Finalement, il n'y a eu aucun événement majeur récent comme, par exemple, le non-respect des services essentiels, pouvant permettre de conclure à une urgence criante.

88/37

JD, 27 novembre 1984, pp. 1018-1023 (Richard Guay)

DÉBAT D'URGENCE — Crise soudaine et grave qui secoue le gouvernement — Demande irrecevable — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Motion de censure — Motion du mercredi — RAN, art. 88 — RAN, art. 97 — RAN, art. 304

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur "la crise soudaine et grave qui secoue le gouvernement".

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable.

Il y a un doute quant à savoir si cette question relève de l'Assemblée puisque la composition du gouvernement relève d'un privilège du pouvoir exécutif. La manière pour l'Assemblée de vérifier si le gouvernement a ou non la confiance de l'Assemblée est d'inscrire une motion de censure, ce que l'opposition n'a pas fait à la suite de la dernière séance. En plus de la motion de censure, l'opposition aurait pu inscrire une motion du mercredi en vertu de l'article 97 du Règlement.

Les événements évoqués par l'opposition officielle ont pris naissance il y a déjà cinq jours, et il aurait été possible d'en discuter autrement qu'en procédant par un débat d'urgence. De plus, la présidence hésite à donner suite à la demande de l'opposition officielle puisque cela l'amène à porter un jugement sur le fond et un jugement à caractère politique.

Article de règlement cité — RAN, art. 97

88/38

JD, 10 mars 1987, pp. 5917-5919 (Pierre Lorrain)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit de travail au Manoir Richelieu — Demande irrecevable — Crise soudaine — Crise grave — Occasion prochaine pour discuter de cette question — RAN, art. 88

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur l'impact du conflit au Manoir Richelieu sur le climat social et l'industrie touristique de Charlevoix.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable.

Cette demande de débat d'urgence respecte les critères suivants: il s'agit d'un sujet d'envergure nationale, il s'agit d'une question d'intérêt public, il s'agit d'une responsabilité administrative du gouvernement du Québec.

Par ailleurs, la demande ne respecte pas d'autres critères qui doivent être appliqués strictement, à savoir: il ne s'agit pas d'une crise soudaine, ni d'une crise grave. De plus, il y aura des occasions prochaines pour discuter de cette question, notamment, la motion du mercredi, la motion de censure et l'interpellation.

88/39

JD, 27 mai 1987, pp. 7832-7836 (Pierre Lorrain)

DÉBAT D'URGENCE — Achat d'UniMédia — Demande irrecevable — Étude des crédits — Affaires du jour — RAN, art. 88 — RAN, art. 282

Contexte — Pendant la période de l'étude des crédits budgétaires en commission, alors que l'Assemblée ne procède qu'aux affaires courantes, un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur l'achat d'UniMédia par Hollinger.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que pendant la période de l'étude des crédits budgétaires en commission, il n'y a pas de débat d'urgence; l'Assemblée ne procédant alors qu'aux affaires courantes.

88/40

JD, 9 juin 1987, pp. 8088-8090 (Pierre Lorrain)

DÉBAT D'URGENCE — Fermeture d'installations minières — Demande irrecevable — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la fermeture des installations minières de Murdochville.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décisions - Assemblée

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif qu'en juin et en décembre, la priorité est donnée aux affaires du gouvernement. La présidence doit tenir compte de critères autres que les conséquences désastreuses pour une région.

88/41

JD, 20 octobre 1987, pp. 9116-9119 (Pierre Lorrain)

DÉBAT D'URGENCE — Crise des marchés boursiers — Demande recevable — Sujet précis — Importance particulière — Crise aiguë — Crise soudaine — Compétence de l'Assemblée — Occasion prochaine pour discuter de cette question — RAN, art. 88 — RAN, art. 84

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la situation du marché des valeurs mobilières au Québec et son impact sur la condition économique des Québécois. Une importante perturbation des marchés boursiers internationaux a eu lieu la veille de la demande du débat d'urgence.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est recevable.

Il s'agit d'un sujet précis, revêtant une importance particulière et constituant une crise aiguë et soudaine. De plus, bien que la crise ait une dimension internationale, il ne fait aucun doute que le marché boursier relève de la compétence de l'Assemblée.

Par ailleurs, cette demande de débat d'urgence est recevable puisqu'il n'existe pas d'occasion prochaine d'en discuter. Même si un député peut proposer une motion sans préavis à ce sujet, le Président ne peut présumer de l'obtention d'un consentement unanime pour débattre de cette motion.

88/42

JD, 18 décembre 1987, pp. 11029 et 11030 (Pierre Lorrain)

DÉBAT D'URGENCE — Fermeture de lits d'hôpitaux — Demande irrecevable — Crise soudaine — Urgence — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur la fermeture de lits destinés aux enfants dans les hôpitaux du Québec.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour les motifs que cette situation prévaut depuis quelques temps, qu'il ne s'agit pas d'une crise soudaine, et qu'il n'y a pas d'urgence à en discuter. Étant donné qu'il s'agit de la dernière journée des travaux avant l'ajournement des fêtes, la priorité doit être accordée aux affaires du gouvernement.

88/43

JD, 16 décembre 1988, pp. 4253-4256 (Pierre Lorrain)

DÉBAT D'URGENCE — Charte de la langue française — Jugement — Demande recevable — Sujet précis — Importance particulière — Compétence de l'Assemblée — Sujet discuté dans d'autres circonstances — Occasion prochaine pour discuter de cette question — RAN, art. 88

Contexte — Un député demande la tenue d'un débat d'urgence sur le jugement rendu la veille par la Cour Suprême du Canada concernant la langue d'affichage ainsi que sur les conséquences relatives à l'application de la Charte de la langue française.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est recevable.

Il s'agit d'un sujet précis, d'importance particulière, qui relève de l'Assemblée et qui n'aurait pu être discuté autrement, le jugement de la Cour Suprême du Canada ayant été rendu la veille de la demande. Par ailleurs, rien au feuilletton n'indique une occasion prochaine pour discuter de cette question. Toutes les autres procédures qui auraient permis un tel débat sont inopérantes étant donné que l'Assemblée est en période de travaux intensifs.

88/44

JD, 2 mai 1990, p. 2231 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT D'URGENCE — Conflit sur la réserve Mohawk de Saint-Régis — Demande irrecevable — Occasion prochaine pour discuter de cette question — RAN, art. 88 — RAN, art. 271

Contexte — Alors que l'Assemblée procède au débat sur le discours du budget, un député demande la tenue d'un débat d'urgence relativement au conflit prévalant sur la réserve Mohawk de Saint-Régis.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est irrecevable pour le motif que la suite du débat sur le discours sur le budget est une affaire prioritaire qui empêche la tenue d'un débat d'urgence. De plus, le débat sur le discours du budget constitue une occasion prochaine d'en discuter.

88/45

JD, 8 juin 1990, pp. 2972 et 2973 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT D'URGENCE — Négociations constitutionnelles — Demande recevable — Sujet précis — Importance particulière — Circonstances exceptionnelles — Occasion prochaine pour discuter de cette question — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88

Contexte — Le leader de l'opposition officielle demande la tenue d'un débat d'urgence sur les négociations constitutionnelles entourant l'accord du Lac Meech qui se déroulent à Ottawa.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est recevable pour le motif qu'elle respecte tous les critères énoncés à l'article 88 du Règlement.

Il s'agit d'un sujet précis, d'importance particulière, qui relève de l'Assemblée et qui ne peut être discuté autrement. Les circonstances sont exceptionnelles et le sujet est d'une importance telle qu'il justifie l'interruption des travaux réguliers de l'Assemblée nationale même s'il est de tradition qu'en juin et décembre, la priorité est accordée aux affaires du gouvernement. Le sujet est d'envergure nationale. Les débats d'urgence sont inscrits à nos règles pour permettre aux députés de s'exprimer sur des sujets d'une telle envergure.

88/46

JD, 18 décembre 1992, pp. 4979-4981 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT D'URGENCE — Vente de Provigo — Demande recevable — Intérêts étrangers — Sujet précis — Sujet non discuté dans d'autres circonstances — Caractère soudain — Importance particulière — Investissements publics — Intérêts d'un fort contingent de travailleurs — Envergure des aspects économiques — RAN, art. 88 — RAN, art. 89 — RAN, art. 90

Contexte — Le leader de l'opposition officielle demande la tenue d'un débat d'urgence «sur la vente imminente de Provigo le plus probablement à des intérêts étrangers».

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence répond à première vue à certaines exigences énoncées à l'article 88 du Règlement, à savoir qu'il s'agit d'un sujet précis de la compétence de l'Assemblée nationale et qui ne peut ou n'aurait pu être discuté autrement, compte tenu de son caractère soudain.

Toutefois, la présidence s'interroge sur l'importance particulière de cette demande car il y a de multiples entreprises au Québec, et la plupart font l'objet de transactions constantes. Est-il justifié d'interrompre les travaux de l'Assemblée, particulièrement au mois de décembre pour discuter de cette question?

La présidence, après s'être assurée de la véracité de l'énoncé du leader de l'opposition officielle et avoir mesuré l'ampleur du dossier en cause, déclare que le sujet revêt une importance particulière et accueille la demande de débat d'urgence.

Article de règlement cité — RAN, art. 88

88/47

JD, 25 novembre 1997, p. 8653 (Jean-Pierre Charbonneau)

DÉBAT D'URGENCE — Divulgence de renseignements personnels provenant du ministère du Revenu — Période de travaux intensifs — Demande recevable — Sujet précis — Importance particulière — Compétence de l'Assemblée — Occasion prochaine pour discuter de cette question — Motion du mercredi — Interpellation — Période des questions et réponses orales — Motion de censure — Priorité au programme législatif — RAN, art. 88 — RAN, art. 97 — RAN, art. 299 — RAN, art. 304

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Lors de la première semaine de la période des travaux intensifs, le leader de l'opposition officielle demande la tenue d'un débat d'urgence sur la divulgation de renseignements personnels provenant notamment du ministère du Revenu.

Question — Est-ce que cette demande de débat d'urgence est recevable?

Décision — Cette demande de débat d'urgence est recevable.

Il s'agit d'un sujet précis d'intérêt public, revêtant une importance particulière, qui relève de l'Assemblée. Il n'existe pas d'occasion prochaine d'en discuter puisqu'il n'y a pas de motion du mercredi ni d'interpellation en période de travaux intensifs et puisque l'opposition a épuisé le nombre de motions de censure qui lui est octroyé par le Règlement. La période des questions orales ne constitue pas non plus une occasion prochaine de discuter de ce sujet, puisqu'il ne s'agit pas d'une période de débats. Même si ce sujet a déjà été abordé, il y a toujours urgence d'en discuter en raison des développements additionnels survenus les jours précédents.

En période de travaux intensifs, la priorité doit être donnée aux affaires législatives du gouvernement. Toutefois, comme l'Assemblée en est au tout début de la période des travaux intensifs, cela laisse suffisamment de temps au gouvernement pour sa législation.

Article de règlement cité — *RAN, art. 88*

ARTICLE 90

90/1

JD, 16 décembre 1988, pp. 4253-4256 (Pierre Lorrain)

DÉBAT D'URGENCE — Recevabilité — Décision du Président — Argumentation — Discretion du Président — RAN, art. 90

Contexte — Après avoir donné lecture d'une demande de débat d'urgence, le Président avise l'Assemblée qu'il est prêt à rendre sa décision immédiatement quant à la recevabilité de cette demande. Le leader de l'opposition officielle prétend que, conformément à la coutume, le Président doit entendre les remarques des leaders avant de rendre une telle décision.

Question — Est-ce que le Président doit entendre les remarques des leaders avant de rendre sa décision sur la recevabilité d'une demande de débat d'urgence?

Décision — L'article 90 du Règlement précise que le Président décide sans discussion si la demande de débat d'urgence est recevable. De plus, il n'existe aucune coutume obligeant le Président à entendre les remarques des leaders sur la recevabilité d'une demande de débat d'urgence puisque ce n'est qu'exceptionnellement et dans le but d'obtenir des informations additionnelles sur la question soumise que le Président autorise de telles remarques.

Article de règlement cité — *RAN, art. 90*

ARTICLE 94

94/1

JD, 28 mars 1984, pp. 5543 et 5544 (Richard Guay)

DÉBAT SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS — Commission parlementaire — RAN, art. 94

Contexte — À la suite du dépôt du rapport de la Commission de la représentation électorale sur le mode de scrutin, un député désire savoir si l'Assemblée doit le prendre en considération comme s'il s'agissait du rapport d'une commission spéciale.

Question — Quels sont les rapports de commission qui donnent lieu à une prise en considération par l'Assemblée?

Décision — Le rapport de la Commission de la représentation électorale n'a pas à être pris en considération par l'Assemblée puisqu'il n'émane pas d'une commission de l'Assemblée formée de parlementaires. Le fait pour l'Assemblée de confier un mandat à un organisme qui peut s'intituler "commission", "régie", "office"..., ne l'assimile pas pour autant à une commission parlementaire.

ARTICLE 97

97/1

JD, 21 mars 1984, pp. 5417-5420 (Richard Guay)

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION — Motion du mercredi — Motion d'amendement — Motion de sous-amendement — RAN, art. 97

Contexte — Une motion du mercredi inscrite par un député de l'opposition officielle fait l'objet d'une motion d'amendement présentée par un ministre. Le leader de l'opposition officielle s'interroge devant une telle situation.

Question — Est-ce qu'une motion du mercredi peut faire l'objet d'un amendement?

Décision — À partir du moment où un amendement est jugé recevable, l'Assemblée en discute et le met aux voix. Les motions du mercredi sont des motions qui peuvent faire l'objet d'amendements et de sous-amendements, puisque rien ne l'interdit.

97/2

JD, 21 mai 1985, pp. 3651-3654 (Richard Guay)

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION — Motion du mercredi — Principe d'un projet de loi — Suspension d'une règle de procédure — RAN, art. 97 — RAN, art. 99 — RAN, art. 182

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, le Président informe l'Assemblée que la prochaine motion du mercredi qui sera débattue: «En vertu de l'article 97 du règlement, que l'Assemblée nationale se prononce avant le 15 juin 1985 sur le principe des projets de loi 198 et 191, *Loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires* et *Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois*».

Question — Est-ce qu'une telle motion peut faire l'objet d'une motion du mercredi?

Décision — Le débat doit porter sur le caractère relativement urgent d'en arriver à une décision avant le 15 juin sur le principe des projets de loi 198 et 191. Il n'est pas question d'aborder le fond des projets de loi. En forçant l'Assemblée à se prononcer avant le 15 juin sur le principe de deux projets de loi, on fixe indirectement une date de clôture. Cela équivaut à une suspension des règles de procédure que seul le leader du gouvernement peut proposer. De plus, si les députés de l'opposition officielle désirent débattre d'un projet de loi, ils doivent recourir à l'article 99 du Règlement qui permet le débat d'un projet de loi et non pas à l'article 97 du Règlement.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 97 et 99*

97/3

JD, 30 octobre 1990, pp. 4713-4716 et 4746 (Jean-Pierre Saintonge)

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION — Motion du mercredi — Recevabilité — Incidence financière — Souhait — RAN, art. 97 — RAN, art. 192

Contexte — Un député de l'opposition officielle présente la motion du mercredi suivante: «Que cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1^{er} janvier 1991, sur les livres, périodiques et imprimés et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS».

Question — Est-ce que la motion du mercredi présentée par le député de l'opposition officielle est recevable?

Décision — On peut en tout temps avant la mise aux voix d'une motion soulever des objections quant à sa régularité. D'abord, cette motion est régulière quant à sa forme. Quant à son contenu, le sujet de la motion est de la compétence de l'Assemblée. De plus, elle est conforme à l'article 192 du Règlement puisqu'elle exprime un souhait qui a pour effet de conserver intacte la prérogative constitutionnelle du gouvernement à l'égard des matières financières.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 4) et 793(1) (annotation 6); RAN, art. 192*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5e éd., p. 189*

97/4

JD, 28 novembre 1990, pp. 5411-5414, 5427 et 5429 (Jean-Pierre Saintonge)

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION — Motion du mercredi — Motion d'amendement — Dénaturer la motion de fond — RAN, art. 97 — RAN, art. 196 — RAN, art. 197

Contexte — Aux affaires courantes, avant la période des questions et réponses orales, le leader de l'opposition officielle demande au Président une interprétation de l'article 197 du Règlement et signifie son désaccord au sujet d'une décision concluant à la recevabilité d'un amendement à une motion du mercredi. Il mentionne qu'il ne veut pas s'associer à des amendements qui dénaturent des propositions contenues dans une motion du mercredi.

Question — Est-ce qu'une motion du mercredi peut faire l'objet d'un amendement?

Décision — Cette question a été soulevée à maintes reprises. Actuellement, la présidence doit se fier uniquement aux dispositions actuelles du Règlement et la motion du mercredi est traitée par le Règlement comme toute autre motion de fond. Elle est sujette à une proposition d'amendement suivant les mêmes critères qui sont examinés objectivement par la présidence.

Les articles 196 et 197 du Règlement permettent qu'une motion de fond soit amendée mais l'amendement ne peut dénaturer la motion principale. La recevabilité de l'amendement a été jugée par la présidence conformément aux règles et à l'usage parlementaire mais il est certain qu'un amendement, par sa nature, va apporter des changements à la motion principale. La seule façon de changer cet état de choses serait de modifier le Règlement lui-même.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 41, 97, 196 et 197*

97/5

JD, 27 mars 1991, pp. 7236, 7240 et 7241 (Jean-Pierre Saintonge)

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION — Motion du mercredi — Ajournement du débat — RAN, art. 97 — RAN, art. 100

Contexte — Au cours du débat sur une motion du mercredi, le leader du gouvernement présente une motion d'ajournement du débat.

Questions — Est-ce qu'il est possible de présenter une motion d'ajournement du débat au cours du débat sur une motion du mercredi?

Dans l'affirmative, quelle est la suite du déroulement de la séance?

Décision — La présidence doit s'en remettre à la lettre des articles 100 à 102 du Règlement. L'ajournement du débat ne comporte pas d'exception et vaut tant pour les affaires du gouvernement que pour les affaires de l'opposition. Si l'intention originale avait été d'exclure cette possibilité, une telle exception aurait été inscrite au Règlement. En conséquence, cette motion d'ajournement du débat est recevable.

L'Assemblée n'étant saisie d'aucune autre affaire que celle dont le débat a été ajourné, le Président suspend les travaux jusqu'à 14 heures.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 100-102 et 105*

97/6

JD, 27 novembre 1996, pp. 3445 et 3446 (Claude Pinard)

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION — Motion du mercredi — Recevabilité — Commission parlementaire — Convocation — Mandat de l'Assemblée — RAN, art. 97 — RAN, art. 147 — RAN, art. 148

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, un député de l'opposition officielle présente la motion suivante: "Que l'Assemblée nationale demande au premier ministre du Québec qu'il convoque, dans les plus brefs délais, la Commission du budget et de l'administration afin d'entendre les syndicats concernés par la proposition du gouvernement quant à la réduction des coûts de la main-d'oeuvre dans la fonction publique québécoise". La commission n'a pas reçu de mandat de l'Assemblée à cet effet.

Le leader adjoint du gouvernement soutient que cette motion est irrecevable pour le motif que, selon le Règlement, le Premier ministre n'a pas le pouvoir de convoquer une commission parlementaire.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Question — Est-ce que cette motion est recevable?

Décision — La motion est recevable parce que, au-delà des termes employés, elle exprime un souhait qui n'est pas incompatible avec la procédure prévue au Règlement eu égard à la saisine et à la convocation des commissions. En effet, un sens procédural ne peut être attribué aux mots contenus dans cette motion.

ARTICLE 98

98/1

JD, 22 mai 1985, pp. 3757-3759 (Richard Guay)

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION — Motion du mercredi — Débat — Durée — RAN, art. 98

Contexte — Après le débat sur une motion du mercredi, alors qu'il reste dix minutes avant l'ajournement de la séance, un député de l'opposition officielle appelle une autre motion du mercredi inscrite au feuillet.

Question — Quelle est la conséquence d'entamer le débat sur une motion du mercredi alors qu'il reste seulement dix minutes avant l'ajournement de la séance?

Décision — L'article 98 du Règlement prévoit que le débat sur motion du mercredi dure au plus deux séances consécutives du mercredi et se termine dès que l'Assemblée se prononce sur la motion. On ne peut débattre d'une telle motion en dix minutes. Si les députés entament le débat dix minutes avant l'ajournement de la séance du mercredi, ils devront le poursuivre le mercredi suivant.

Article de règlement cité — *RAN, art. 98*

ARTICLE 100

100/1

JD, 14 novembre 1972, pp. 2491 et 2492 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — Motion de suspension de la séance — Suspension ou levée de la séance — RAN, art. 100 — RAN, art. 44 — RAN 1972-1984, art. 77

Contexte — Lors de l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle propose une motion pour suspendre les travaux de l'Assemblée pour une période de deux heures.

Question — Est-ce qu'il est possible pour un député de proposer une motion de suspension des travaux de l'Assemblée?

Décision — Cette motion est irrégulière. Le Règlement ne prévoit aucune motion de suspension des travaux de l'Assemblée. Tout au plus pouvons-nous assimiler cette motion à une motion d'ajournement du débat qui serait recevable si l'article 77 RAN 1972-1984 (RAN, art. 100) n'avait pas été suspendu à la suite de l'adoption d'une motion de suspension des règles.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 77

100/2

JD, 1 décembre 1986, p. 4503 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — Motion de report — RAN, art. 100 — RAN, art. 240

Contexte — Au cours du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion de report. Au cours du débat sur la motion de report, une motion d'ajournement du débat est présentée. Lors de la reprise du débat sur l'adoption du principe du projet de loi, une autre motion d'ajournement du débat est présentée.

Question — Est-ce que cette motion d'ajournement du débat est recevable?

Décision — Selon l'article 100 du Règlement, une motion d'ajournement du débat peut être proposée pour chaque débat. Ainsi, le fait que l'on ait proposé une motion d'ajournement du débat lors du débat sur la motion de report n'empêche pas que l'on puisse présenter une motion d'ajournement du débat lors de la reprise du débat sur l'adoption du principe du projet de loi.

Décision similaire — JD, 19 juin 1990, p. 3642 (Jean-Pierre Saintonge)

100/3

JD, 18 décembre 1987, p. 10985 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — Temps de parole — Auteur — RAN, art. 100

Contexte — Le leader de l'opposition officielle désire présenter une motion d'ajournement du débat mais il a déjà exercé son temps de parole pour le débat en cours.

Question — Est-ce qu'un député peut présenter une motion d'ajournement d'un débat pour lequel il n'a plus de temps de parole?

Décision — Puisque le leader de l'opposition officielle a déjà exercé son droit de parole, il ne peut proposer l'ajournement du débat en cours. Seul un député qui n'est pas encore intervenu pourrait proposer une telle motion.

Décision similaire — JD, 4 décembre 1996, pp. 3759 et 3760 (Jean-Pierre Charbonneau)

100/4

JD, 1 juin 1995, pp. 3206 et 3213 (Raymond Brouillet)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — Motion sans préavis — Affaires courantes — Feuilleton et préavis — Affaires du jour — Motion du gouvernement — RAN, art. 100 — RAN, art. 53(7) — RAN, art. 84

Contexte — Aux affaires courantes, dans le cadre du débat sur une motion sans préavis présentée par un ministre, un député du groupe parlementaire formant le gouvernement propose une motion d'ajournement du débat que le Président déclare recevable. Le leader de l'opposition officielle s'interroge quant à la manière de reprendre le débat sur la motion sans préavis si la motion d'ajournement du débat est adoptée.

Question — De quelle manière le débat sur la motion sans préavis peut-il reprendre si la motion d'ajournement du débat est adoptée?

Décision — Le Président, s'appuyant sur un précédent du 9 mars 1994, indique que la motion sans préavis apparaîtra dans le *Feuilleton et préavis*, dans la rubrique "Affaires du jour", au point "Motions du gouvernement". C'est le leader du gouvernement qui rappellera la motion.

100/5

JD, 7 juin 1995, pp. 3717-3722 (Raymond Brouillet)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — Reprise du débat — Pouvoir du leader du gouvernement — RAN, art. 100

Contexte — À la suite de l'adoption d'une motion d'ajournement du débat présentée par le leader de l'opposition officielle, le leader du gouvernement demande au Président de rappeler l'affaire dont le débat vient d'être ajourné. Le leader de l'opposition officielle soutient que cette demande est irrecevable pour le motif que le leader du gouvernement ne peut rappeler, au cours de la même séance, une affaire dont le débat a été ajourné.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Question — Après l'adoption d'une motion d'ajournement du débat, est-ce que le leader du gouvernement peut rappeler la même affaire pour en poursuivre le débat?

Décision — En vertu de l'article 100 du Règlement, le leader du gouvernement peut proposer l'ajournement du même débat plus d'une fois au cours d'une séance. Par conséquent, le leader du gouvernement peut rappeler le même débat plus d'une fois au cours d'une séance. De plus, puisqu'il lui appartient de décider quelles sont les affaires dont l'Assemblée sera saisie au cours de la séance, et compte tenu que le Règlement est silencieux quant à la durée de l'ajournement du débat sur une affaire, le leader du gouvernement peut rappeler une affaire dont le débat vient d'être ajourné.

Article de règlement cité — *RAN, art. 100*

100/6

JD, 17 décembre 1997, pp. 9645 et 9646 (Claude Pinard)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — *Temps de parole* — *Auteur* — *Refus d'une motion irrégulière* — *Moment* — *Mise aux voix* — *RAN, art. 100* — *RAN, art. 193* — *Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 4)* — *Geoffrion 1941, art. 200 (annotation 1)*

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 185, *Loi sur l'élection des premiers commissaires des commissions scolaires nouvelles et modifiant diverses dispositions législatives*, le leader du gouvernement présente une motion d'ajournement du débat. Le leader du gouvernement avait toutefois préalablement prononcé un discours dans le cadre de ce débat puisque, en tant que ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire, il était l'auteur du projet de loi. Après l'adoption de la motion d'ajournement du débat, le leader de l'opposition officielle en soulève l'irrégularité. Il prétend que le leader du gouvernement ne pouvait valablement présenter la motion d'ajournement du débat étant donné que, au moment de la présentation de la motion, il ne disposait plus de droit de parole dans le cadre du débat dont il désirait l'ajournement, soit le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 185.

Questions — Est-ce que, en l'espèce, le leader du gouvernement pouvait valablement présenter la motion d'ajournement du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 185?

Est-ce qu'il est possible de soulever l'irrégularité d'une motion après la tenue du vote?

Décision — Un député qui a déjà exercé son droit de parole dans le cadre d'un débat ne peut présenter une motion en vue d'ajourner ce débat. Ainsi, le leader de l'opposition officielle a raison lorsqu'il prétend que le leader du gouvernement ne pouvait pas présenter la motion d'ajournement du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 185.

Il est établi par la jurisprudence parlementaire qu'on peut soulever des objections quant à la recevabilité ou à la régularité d'une motion en tout temps avant qu'elle ne soit mise aux voix. En conséquence, il n'est plus possible à ce stade-ci de soulever la question de la recevabilité de la motion d'ajournement du débat présentée par le leader du gouvernement. Cela est justifié par le fait que, en vertu de l'article 186 du Règlement, toute motion adoptée devient soit un ordre soit une résolution de l'Assemblée et que la révocation d'un ordre ou d'une résolution peut se faire uniquement sur motion sans préavis d'un ministre.

En conséquence, compte tenu que le vote a été tenu sur la motion, il est maintenant impossible de revenir sur cette question.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 100 et 186*

Décisions - Assemblée

Décisions citées — *JD*, 18 décembre 1987, p. 10985 (Jean-Pierre Saintonge); *JD*, 23 avril 1991, p. 7547 (Jean-Pierre Saintonge); *JD*, 4 juin 1992, pp. 1804-1809 (Roger Lefebvre); *JD*, 30 mai 1996, pp. 1483 et 1484 (Claude Pinard)

ARTICLE 101

101/1

JD, 7 décembre 1978, pp. 4438-4443 (Clément Richard)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — Temps de parole — Auteur — RAN, art. 101 — RAN 1972-1984, art. 77

Contexte — À la fin de son intervention portant sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle, s'identifiant comme le représentant de son parti sur cette question, présente une motion d'ajournement du débat. Par la suite, un député de l'opposition officielle désire intervenir sur la motion d'ajournement du débat.

Question — Lorsqu'un député est à la fois l'auteur d'une motion d'ajournement du débat et représentant de son parti sur la question en discussion a épuisé son temps de parole sur la motion d'ajournement du débat, est-ce qu'un autre député de son parti peut intervenir sur cette motion?

Décision — Lorsque l'auteur d'une motion d'ajournement du débat s'est déjà identifié comme le représentant de son parti sur la question en discussion et a épuisé son droit de parole de dix minutes, cela empêche tout autre député de la même formation politique d'intervenir sur cette motion d'ajournement du débat.

101/2

JD, 1 décembre 1986, pp. 4505 et 4506 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION D'AJOURNEMENT DU DÉBAT — Temps de parole — RAN, art. 101

Contexte — Le leader du gouvernement désire intervenir sur une motion d'ajournement du débat proposée par un député ministériel.

Question — Est-ce que deux députés du même groupe parlementaire peuvent intervenir lors du débat sur une motion d'ajournement du débat?

Décision — En vertu de l'article 101 du Règlement, l'auteur de la motion et un représentant de chaque groupe parlementaire ont chacun un temps de parole de dix minutes. On ne peut présumer de la solidarité de l'ensemble d'un groupe parlementaire avec celui qui propose la motion. En conséquence, le leader du gouvernement peut agir comme représentant de son groupe parlementaire.

Article de règlement cité — *RAN, art. 101*

ARTICLE 113

113/1

JD, 10 décembre 1992, pp. 4547-4552 (Maurice Richard)

COMMISSION PLÉNIÈRE — Ajournement du débat — Permission de siéger à nouveau — RAN, art. 113 — RAN, art. 100

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière, un député de l'opposition officielle propose l'ajournement du débat, en vertu de l'article 100 du Règlement.

Question — Est-ce qu'une motion d'ajournement du débat est recevable en commission plénière?

Décision — Conformément à la doctrine, une motion d'ajournement du débat ne peut être présentée en commission plénière. La motion équivalente qui s'applique spécifiquement en commission plénière est celle prévue à l'article 113 du Règlement.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 330 et 331 (annotation 2); RAN, art. 113*

ARTICLE 120(4)

120(4)/1

JD, 5 novembre 1996, pp. 2916 et 2917 (Jean-Pierre Charbonneau)

MANDAT D'INITIATIVE — Loi 198 — Commission parlementaire — Pouvoir du Président — RAN, art. 120(4) — RAN, art. 118 — Loi sur l'imputabilité des sous-ministres, art. 8

Contexte — Un député de l'opposition officielle a demandé à la présidence de lui indiquer, en vertu du Règlement, la voie appropriée pour s'assurer que soit appliquée la *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*, mieux connue sous le nom de *Loi 198*.

Question — Quelle est la voie appropriée pour s'assurer que les commissions exécutent les mandats qui leur sont confiés dans la *Loi 198*?

Décision — Dans le cadre de leurs compétences établies à l'article 118 du Règlement, la *Loi 198* confère explicitement aux huit commissions permanentes le mandat d'entendre au moins une fois par année chaque sous-ministre ou dirigeant d'organisme et chaque ministre, si celui-ci le juge opportun. Comme il s'agit de mandats qui émanent d'une loi, l'Assemblée ne peut, en principe, y déroger.

Si les commissions ont l'obligation légale de réaliser les mandats que leur confie cette loi, elles conservent toute latitude pour organiser la mise en oeuvre de ces mandats. C'est pourquoi les mandats découlant de la *Loi 198* peuvent être qualifiés de mandats de quasi-initiative.

Ce sont les présidents et les membres de chacune des commissions qui ont la responsabilité de voir à l'application de la *Loi 198*: les présidents doivent voir à convoquer et à organiser une ou plusieurs séances de travail à cette fin; les membres doivent, si nécessaire, veiller à ce que leur président convoque la commission en lui adressant une demande à cet effet. Ils peuvent également, lors d'une séance de travail, présenter une motion visant l'organisation des mandats découlant de la *Loi 198*.

Pour sa part, le Président de l'Assemblée ne dispose, en vertu du Règlement, d'aucun pouvoir d'intervention ou de coercition en ce qui a trait à l'organisation des travaux des commissions.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 118, 138 et 148*

Décision citée — JD, 27 mars 1996, p. 119 (Jean-Pierre Charbonneau)

Loi citée — *Loi sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics, L.R.Q., c. I-4.1, art. 8*

ARTICLE 135

135/1

JD, 14 novembre 1984, pp. 768 et 769 (Richard Guay)

PRÉSIDENT DE COMMISSION — Vacance — Élection — RAN, art. 135 — RAN, art. 127

Contexte — La commission de l'économie et du travail éprouve certaines difficultés à combler une vacance à la présidence de la commission. Comme le président de la commission doit être choisi parmi les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement, un député ministériel demande au Président de l'Assemblée si seuls les députés de son groupe parlementaire ont la possibilité de proposer des noms de députés susceptibles d'être élus président de la commission.

Question — Est-ce que seuls des députés ministériels peuvent proposer des noms de députés susceptibles d'être élus président d'une commission, lorsqu'il est convenu que le président devra être choisi parmi les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement?

Décision — Le président d'une commission présidée par un membre du groupe parlementaire formant le gouvernement est élu par l'ensemble des membres de la commission, à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire. Il est inexact de prétendre que seuls les députés du groupe parlementaire formant le gouvernement ont la possibilité de proposer des noms de députés susceptibles d'être élus président d'une commission.

ARTICLE 139

139/1

JD, 7 juin 1984, p. 6792 (Richard Guay)

PRÉSIDENT DE SÉANCE — Motion d'envoi en commission — RAN, art. 139 — RAN, art. 146

Contexte — Une motion d'envoi en commission présentée par le leader du gouvernement défère l'étude d'un projet de loi à une commission. Cette motion ne signale pas que les débats seront dirigés par un président de séance.

Question — De quelle façon doit-on décider qu'un président de séance dirigera les travaux d'une commission?

Décision — C'est dans la motion d'envoi en commission que doit être demandée la présence d'un président de séance pour diriger les débats. C'est une décision de l'Assemblée et non pas un avis du leader du gouvernement.

139/2

JD, 11 juin 1993, pp. 7568-7573 (Roger Lefebvre)

PRÉSIDENT DE SÉANCE — Consultation particulière — Motion d'envoi en commission — RAN, art. 139 — RAN, art. 146 — RAN, art. 171

Contexte — Le leader du gouvernement présente une motion d'envoi en commission pour la tenue de consultations particulières à la Commission de l'économie et du travail. Cette motion prévoit que la Commission sera présidée par un président de séance, et que ce dernier sera autorisé à modifier l'ordre d'audition des organismes, à la demande de ceux-ci.

Le leader de l'opposition officielle soulève l'irrecevabilité de la motion d'envoi en commission. Il est d'avis que la motion va à l'encontre de l'esprit du Règlement en autorisant le président de séance à modifier l'ordre d'audition des organismes, car elle accorde plus de pouvoirs au président de séance qu'aux présidents de commissions.

Question — Est-ce que la motion d'envoi en commission présentée par le leader du gouvernement, dans laquelle on élargit le pouvoir du président de séance, est recevable?

Décision — La motion d'envoi en commission présentée par le leader du gouvernement est recevable.

D'une part, l'article 139 du Règlement permet, sans ambiguïté, à l'Assemblée de confier à un président de séance la direction des travaux d'une commission. D'autre part, rien dans le Règlement et, notamment, à l'article 171, ne s'oppose à ce que le pouvoir soit donné à un président de séance de modifier l'ordre d'audition des organismes dont l'opinion est sollicitée en consultations particulières.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 139 et 171*

ARTICLE 145

145/1

JD, 18 juin 1985, p. 4765 (Richard Guay)

NOMBRE DE COMMISSIONS POUVANT SIÉGER — Séance de travail — Consentement unanime — RAN, art. 145

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des avis touchant les travaux des commissions, le Président convoque la sous-commission des institutions pour une séance de travail. Il rappelle cependant qu'un consentement unanime de l'Assemblée est requis, puisque le leader du gouvernement a déjà convoqué trois commissions. Un député de l'opposition officielle s'interroge sur la nécessité d'obtenir un consentement unanime de l'Assemblée puisqu'il s'agit d'une séance de travail et non d'une séance publique.

Question — Lorsque le leader du gouvernement a déjà convoqué trois commissions, est-ce qu'un consentement unanime de l'Assemblée est requis pour convoquer une sous-commission en séance de travail?

Décision — Même si la sous-commission siège en séance de travail, elle vient s'ajouter aux trois autres commissions que le leader du gouvernement a déjà convoquées. Un consentement unanime de l'Assemblée est requis pour qu'une quatrième commission puisse siéger. Cependant, si les membres se réunissent autour d'une table de façon informelle, n'importe quelle réunion de députés peut se tenir hors de la connaissance de l'Assemblée.

ARTICLE 166

166/1

JD, 20 mars 1984, pp. 5293 et 5294 (Richard Guay)

CONSULTATION GÉNÉRALE — Mémoire — Avis — RAN, art. 166

Contexte — Une annonce publiée dans un journal conformément à l'article 166 du Règlement indique en rappel une date limite pour transmettre des mémoires à une commission. Dans la même page, une annonce signée par un ministre mentionne que ceux qui ne pourront participer aux travaux de la commission peuvent émettre leur opinion en écrivant directement au ministre.

Question — Est-ce que l'article 166 du Règlement autorise un ministre à publier un avis dans un journal pour inviter ceux qui ne pourront participer aux travaux d'une commission de lui communiquer directement leur opinion?

Décision — Une telle pratique est contraire au Règlement, car elle empêche l'opposition de prendre connaissance des mémoires acheminés au ministre. Le gouvernement peut tenir des auditions par la voie d'un ministre ou de hauts fonctionnaires, mais il revient à l'Assemblée de publier les avis prévus à l'article 166 du Règlement et c'est à la commission et au Secrétariat des commissions que doivent parvenir les mémoires.

Article de règlement cité — *RAN, art. 166*

ARTICLE 179(1)

179(1)/1

JD, 3 décembre 1990, p. 5537 (Jean-Pierre Saintonge)

PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE — Loi constitutionnelle de 1867 — Recommandation royale — Lieutenant-gouverneur — RAN, art. 179(1) — Loi de 1867, art. 54

Contexte — Lors du débat sur l'adoption d'un projet de loi de nature fiscale, le leader adjoint de l'opposition officielle demande une directive à la présidence ayant trait à la régularité de la pratique entourant la recommandation royale. Plus particulièrement, il veut savoir si sans preuve tangible attestant ou témoignant de la recommandation personnelle du lieutenant-gouverneur, la pratique est conforme à la Constitution.

Question — Sans preuve tangible attestant ou témoignant de la recommandation personnelle du lieutenant-gouverneur, est-ce que la pratique entourant la recommandation royale est conforme à la Constitution?

Décision — L'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867* constitutionnalise le principe selon lequel un projet de loi portant affectation d'une partie du revenu public doit recevoir la recommandation royale. Cet article ne spécifie pas la procédure applicable à la recommandation. Il existe différentes façons de procéder comme semblent en faire foi les pratiques distinctes des provinces canadiennes.

La procédure applicable à un tel projet de loi était empreinte de formalisme dans le règlement Geoffrion. L'Assemblée a écarté ce formalisme depuis 1972 pour favoriser une procédure plus souple. La pratique établie est à l'effet que la recommandation est acheminée par un ministre de la Couronne et comporte une présomption de l'accord du lieutenant-gouverneur. La présidence doit prendre la parole du ministre qui fait une telle déclaration.

Articles de règlement cités — *Geoffrion 1941, art. 548 et ss.*

Loi citée — *Loi constitutionnelle de 1867, art. 54 et 90*

179(1)/2

JD, 4 décembre 1990, pp. 5657 et 5658 (Jean-Pierre Saintonge)

PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE — Loi sur l'Assemblée nationale — Député — Démission — RAN, art. 179(1) — LAN, art. 16

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, le Président fait part à l'Assemblée de la lettre de démission d'un député, démission qui sera effective le 21 décembre 1990. Le Président profite de cette occasion pour émettre une directive concernant l'entrée en vigueur de la démission d'un député.

Question — Est-ce qu'une démission d'un député peut entrer en vigueur à terme ou être reportée à une date plus tardive que celle inscrite sur la lettre de démission?

Décision — Malgré les précédents en ce sens, une démission ne peut être faite à terme. Une démission rend vacant le siège du député démissionnaire. Le Président ayant l'obligation d'informer l'Assemblée de cette démission et par conséquent de la vacance du siège, il s'ensuit qu'une démission assortie d'un terme est incompatible avec la vacance

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

qu'elle provoque. Une démission écrite doit être exécutoire à partir de sa date et n'être assortie d'aucun terme. Dans les cas où la démission est reçue un jour où l'Assemblée ne siège pas, la démission est effective dès que le Président la reçoit. Le Président informe l'Assemblée à la première séance suivante.

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., A-23.1, art. 16*

179(1)/3

JD, 1 mai 1997, pp 6386 et 6387 (Jean-Pierre Charbonneau)

PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE — Loi sur l'Assemblée nationale — Député — Démission — Candidat à une élection fédérale — Vacance — RAN, art. 179(1) — LAN, art. 16 — LAN, art. 17(3)

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des dépôts de documents, le leader du gouvernement constate que la présidence n'a pas reçu de lettre de démission de la part des députés de Bourassa et de Kamouraska-Témiscouata. Il prétend que ceux-ci sont à la fois candidats à une élection fédérale et toujours membres de l'Assemblée nationale, ce qui est contraire à l'article 17(3) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Question — Est-ce qu'un député peut être à la fois candidat à une élection fédérale et membre de l'Assemblée nationale?

Décision — Selon l'article 17 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, le siège d'un député devient vacant si notamment, le député démissionne ou est candidat à une élection fédérale. Or, la présidence n'a pas reçu de lettre de démission conforme aux exigences de la loi ni d'avis qu'un ou l'autre des deux députés est actuellement officiellement candidat à une élection fédérale. Les deux députés en question sont toujours membres de l'Assemblée nationale jusqu'à ce que les dispositions de l'article 17 soient remplies correctement. Par ailleurs, la présidence n'a pas à interpréter la loi fédérale sur les élections.

ARTICLE 179(3)

179(3)/1

JD, 30 juin 1972, pp. 1772 et 1773 (Jean-Noël Lavoie)

PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE — Ordre de l'Assemblée — Entente entre les leaders — RAN, art. 179(3)

Contexte — Malgré qu'il y ait eu entente entre les leaders des groupes parlementaires pour que les travaux se poursuivent au-delà de l'heure prévue pour leur ajournement, un député retire son consentement donné à cet effet.

Question — Est-ce qu'une entente conclue entre les leaders des groupes parlementaires lie l'Assemblée?

Décision — Une entente entre les leaders des groupes parlementaires, qui n'a pas été adoptée par l'Assemblée sous forme de motion, ne devient pas un ordre de l'Assemblée et, en conséquence, ne saurait lier l'Assemblée.

Décisions similaires — JD, 7 mai 1986, pp. 1346-1348 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 25 mai 1988, p. 1453 (Louise Bégin); JD, 23 mai 1996, pp. 1309 et 1310 (Jean-Pierre Charbonneau)

179(3)/2

JD, 20 février 1979, pp. 5747-5749 (Clément Richard)

PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE — Ordre de l'Assemblée — Débat d'urgence — Demande irrecevable — RAN, art. 179(3) — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 3(4) — RAN 1972-1984, art. 78

Contexte — À l'avant-dernière séance d'une session, la motion suivante est adoptée par l'Assemblée: "Que l'Assemblée se réunisse mardi prochain à compter de 14 heures, que le rapport de la commission permanente de l'agriculture sur le projet de loi 116, *Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles*, soit déposé à la période des affaires courantes et que la prise en considération de ce rapport et la troisième lecture dudit projet de loi aient lieu au cours de cette même séance." Lors de la dernière séance de cette session, un député de l'opposition officielle propose que soit tenu un débat d'urgence.

Question — Compte tenu de la motion adoptée par l'Assemblée à l'avant-dernière séance de la session, est-ce qu'il est possible de proposer la tenue d'un débat d'urgence?

Décision — Au moment où l'Assemblée nationale est réunie en vertu d'un ordre de l'Assemblée pour étudier une affaire déterminée, la procédure de l'Assemblée doit être régie par cet ordre spécial prévu à l'article 3(4) RAN 1972-1984 (RAN, art. 179(3)), et une motion faite en vertu de l'article 78 RAN 1972-1984 (RAN, art. 88) pour la tenue d'un débat d'urgence est irrecevable.

ARTICLE 180

180/1

JD, 12 avril 1976, pp. 594 et 595 (Jean-Noël Lavoie)

PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE — Précédents et usages — RAN, art. 180 — RAN 1972-1984, art. 3(5)

Contexte — Un député de l'opposition officielle reproche au leader du gouvernement de se référer tantôt à l'ancien, tantôt au nouveau règlement.

Question — Est-ce qu'il est possible de se référer à un ancien règlement de l'Assemblée nationale?

Décision — On retrouve les précédents autant dans l'ancien règlement que dans la coutume, la tradition et les auteurs. Il est donc permis de recourir aux dispositions de l'ancien règlement lorsque le nouveau règlement est muet ou manque de précision sur un point donné.

ARTICLE 182

182/1

JD, 18 août 1977, pp. 3051, 3055 et 3056 (Clément Richard)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Urgence — Pouvoir du Président — RAN, art. 182 — RAN 1972-1984, art. 84

Contexte — Le leader du gouvernement appelle le débat sur une motion de suspension des règles de procédure inscrite au feuillet afin de permettre à l'Assemblée de siéger intensivement jusqu'à l'adoption d'un projet de loi.

Question — Est-ce que le Président peut déterminer si la motion de suspension des règles de procédure a lieu pour des raisons d'urgence?

Décision — Le leader du gouvernement peut appeler une motion de suspension des règles inscrite au feuillet. Le Président n'a pas à juger du fond de la question et n'a pas à déterminer s'il y a urgence ou non. Il n'a qu'à vérifier si les prescriptions de l'article 84 RAN 1972-1984 (RAN, art. 182) ont été respectées.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 84

Décision similaire — JD, 18 juin 1997, pp. 7858 et 7859 (Raymond Brouillet)

182/2

JD, 22 juin 1992, pp. 2967-2970 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Motion de clôture — RAN, art. 182 — RAN, art. 249 — RAN, art. 250 — RAN, art. 251

Contexte — À la veille de l'ajournement d'été, le leader du gouvernement, invoquant l'urgence de la situation, propose une motion de suspension des règles de procédure afin de faire adopter 28 projets de loi. Un des alinéas de la motion se lit comme suit: "Dès l'adoption de la présente motion, la Commission permanente des affaires sociales mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 408, *Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre*, et dépose son rapport à l'Assemblée". Le leader de l'opposition officielle allègue que cette disposition vise à remplacer les articles 249 à 251 du Règlement et prévoit une procédure plus expéditive qui n'est pas conforme au Règlement.

Question — Est-ce que le contenu de cet alinéa de la motion de suspension des règles de procédure est conforme à l'article 182 du Règlement?

Décision — Le contenu de l'alinéa de la motion de suspension des règles remplit les exigences de l'article 182 du Règlement. Cet alinéa constitue, en lieu et place des articles 249 à 251 du Règlement, la procédure à suivre pour mettre fin à l'étude d'un projet de loi en commission et organiser le dépôt du rapport de la commission à l'Assemblée. Cet alinéa de la motion de suspension de même que l'article 251 du Règlement s'inscrivent dans un processus aux fins d'obtenir un ordre de l'Assemblée.

Cette procédure est plus expéditive que la procédure habituelle qui sera suspendue par l'effet de l'adoption de la motion de suspension mais constitue néanmoins un ordre pour rappeler le projet de loi à l'Assemblée.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 182, 249, 250 et 251

182/3

JD, 17 décembre 1992, pp. 4892-4903 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Recevabilité — Question de fait personnel — Motion de clôture — Urgence — Pouvoir du Président — RAN, art. 182 — *RAN*, art. 71 — *RAN*, art. 72 — *RAN*, art. 73 — *RAN*, art. 179 — *RAN*, art. 183 — *RAN*, art. 184 — *RAN*, art. 249 — *RAN*, art. 250 — *RAN*, art. 251

Contexte — À la veille de l'ajournement de décembre, le leader du gouvernement, invoquant l'urgence de la situation, présente une motion de suspension des règles de procédure afin de faire adopter quatre projets de loi. Cette motion prévoit notamment la suspension des règles relatives aux questions de fait personnel. En outre, la motion prévoit que les commissions parlementaires qui avaient le mandat d'étudier deux des quatre projets de loi visés dans la motion, doivent mettre fin à l'étude détaillée de ces projets de loi.

Le leader de l'opposition officielle prétend que cette motion de suspension des règles de procédure est irrecevable. Au soutien de sa prétention, il invoque trois motifs: Premièrement, il s'interroge sur la possibilité d'utiliser l'article 182 du Règlement à la place de l'article 249 pour mettre fin aux travaux d'une commission. Deuxièmement, il s'interroge sur la possibilité de suspendre, à l'aide d'une motion de suspension des règles de procédure, les règles relatives à une question de fait personnel, car il s'agirait, selon lui, d'un droit fondamental pour un député. Enfin, il s'interroge sur le motif d'urgence invoqué par le leader du gouvernement pour présenter la motion de suspension des règles de procédure.

Questions — Est-ce qu'il est possible de recourir à l'article 182 du Règlement à la place de l'article 249 pour mettre fin aux travaux d'une commission parlementaire?

Est-ce qu'il est possible de suspendre, à l'aide d'une motion de suspension des règles de procédure, les règles relatives à une question de fait personnel?

Est-ce qu'il appartient au Président de déterminer si l'urgence invoquée comme motif de la présentation d'une motion de suspension des règles de procédure est réelle ou non?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est recevable.

Premièrement, les articles 249 à 251 du Règlement et les articles 182 à 184 du Règlement regroupent des règles qui sont d'une nature différente. Dans le premier cas, on établit une façon de procéder pour mettre fin aux travaux d'une commission; dans le deuxième cas, il s'agit de dispositions permettant de suspendre une façon de procéder et d'en établir une autre. Comme les articles 249 à 251 du Règlement ne sont pas des dispositions législatives, ils peuvent être soumis à l'application des articles 182 à 184 du Règlement qui rendent possible la suspension de toute règle de procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article 179 du Règlement.

Deuxièmement, les articles 71 à 73 du Règlement relatifs aux questions de fait personnel, n'étant pas non plus des dispositions législatives, contrairement aux règles relatives aux droits et privilèges qui sont consignées dans la *Loi sur l'Assemblée nationale* et dans la Constitution, ils peuvent également être soumis à l'application des articles 182 à 184 du Règlement.

Enfin, il n'appartient pas au Président de déterminer si l'urgence invoquée comme motif de la présentation d'une motion de suspension des règles de procédure est réelle ou non. Seule l'Assemblée peut décider, lors d'un vote à la fin du débat restreint, s'il y a urgence de suspendre certaines règles de procédure.

Articles de règlement cités — RAN, art. 71, 72, 73, 90, 179, 182, 183, 184, 249, 250 et 251

182/4

JD, 17 juin 1993, pp. 7891-7903 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — *Motion de clôture* — *Urgence* — *Pouvoir du Président* — *Pouvoir de l'Assemblée* — RAN, art. 182 — RAN, art. 179 — RAN, art. 183 — RAN, art. 186

Contexte — Le leader du gouvernement, invoquant l'urgence de la situation propose une motion de suspension des règles de procédure visant à permettre l'adoption du projet de loi 86, *Loi modifiant la Charte de la langue française*. Un des alinéas de la motion prévoit que «[d]ès l'adoption de la présente motion, la commission permanente de la culture mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 86 [...] et dépose son rapport à l'Assemblée».

Le leader de l'opposition officielle soutient d'une part, qu'on ne peut par une motion de suspension des règles de procédure mettre fin aux travaux d'une commission parlementaire sans y substituer un mécanisme précis pour la poursuite de l'étude du projet de loi et, d'autre part, qu'il n'y a pas d'urgence à adopter le projet de loi immédiatement.

Questions — Est-ce que la motion de suspension des règles de procédure peut se substituer à la motion de clôture prévue à l'article 251?

Quelle est la nature du pouvoir de suspension des règles de procédure prévu à l'article 182 du Règlement?

Est-ce que le Président doit se prononcer sur la notion d'urgence lors de la présentation d'une motion de suspension des règles de procédure?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est recevable.

Le pouvoir de suspension des règles de procédure prévu à l'article 182 du Règlement est extrêmement large, d'une nature extraordinaire et n'est limité que par le premier paragraphe de l'article 179 du Règlement.

L'article 182 du Règlement prévoit la possibilité d'écarter l'application d'une règle particulière ou de la remplacer par une nouvelle disposition en fonction de la fin poursuivie. Dans le présent cas, il s'agit de l'adoption du projet de loi 86 et la motion contient de nouvelles règles pour y parvenir, dont un ordre à la Commission de la culture de faire rapport à l'Assemblée.

Quant à la notion d'urgence, une abondante jurisprudence a bien établi que le Président ne doit pas se prononcer sur cette question qui est du ressort de l'Assemblée. Le Président ne saurait s'arroger des prérogatives qui appartiennent à l'Assemblée nationale et donc à l'ensemble des parlementaires.

Articles de règlement cités — RAN, art. 179, 182, 183 et 186

Décision citée — JD, 16 juin 1993, pp. 7812 et 7813 (Michel Bissonnet)

Décision similaire — JD, 20 juin 1995, pp. 4499-4503 (Pierre Bélanger)

182/5

JD, 3 février 1995, p. 1350 (Roger Bertrand)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Mise aux voix — Vote à main levée — Vote par appel nominal — Rapport d'une commission — Amendement — RAN, art. 182 — RAN, art. 220 — RAN, art. 254

Contexte — Le leader du gouvernement, invoquant l'urgence de la situation, propose une motion de suspension des règles de procédure visant à permettre l'adoption du projet de loi 46, *Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives*. La motion prévoit notamment qu'«[u]ne fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président [et que les] amendements adoptés soient intégrés au rapport qui est ensuite mis aux voix sans appel nominal». La motion prévoit également que diverses motions pourront être présentées et être mises aux voix sans appel nominal.

L'article 220 du Règlement qui permet d'opter pour un vote à main levée ou pour un vote par appel nominal ainsi que l'article 254 qui concerne la mise aux voix des amendements au rapport et la mise aux voix du rapport de la commission n'ont toutefois pas été suspendus par la motion.

Question — Est-ce qu'il est possible, par le biais d'une motion de suspension des règles de procédure, de prévoir de nouvelles règles de procédure, sans avoir préalablement suspendu les règles de procédure déjà prévues dans le Règlement?

Décision — L'article 182 du Règlement qui traite de la suspension des règles de procédure comporte deux aspects. Le premier aspect est la suspension proprement dite des règles de procédure. Le deuxième aspect est celui du remplacement des règles suspendues. Ce deuxième aspect est accessoire au premier. Ainsi, pour introduire de nouvelles règles de procédure par le biais d'une motion de suspension des règles de procédure, il est essentiel de suspendre préalablement les règles de procédure déjà prévues dans le Règlement. Si tel n'était pas le cas, une nouvelle règle risquerait d'entrer en contradiction avec une disposition du Règlement ou de constituer une modification au Règlement, ce qui, dans cette dernière hypothèse, ne saurait être fait qu'en suivant le cheminement prévu aux articles 116 et 117 du Règlement.

En l'occurrence, l'article 254 du Règlement concernant la mise aux voix des amendements au rapport et la mise aux voix du rapport de la commission n'ayant pas été suspendu, cet article ne peut pas être remplacé par de nouvelles dispositions, y compris en ce qui a trait aux modalités du vote. De plus, pour que le vote par appel nominal soit écarté, il aurait fallu que l'article 220 soit suspendu.

En conséquence, la motion est irrecevable, puisque toute irrégularité dans une des parties d'une motion vicie la motion dans son entier.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 157; RAN, art. 116, 117, 179(2), 179(3), 182, 220 et 254*

Décision citée — *JD, 12 avril 1976, pp. 594 et 595 (Jean-Noël Lavoie)*

182/6

JD, 18 juin 1996, p. 2443 (Raymond Brouillet)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Urgence — Question de fait personnel — Vote à main levée — Vote par appel nominal — RAN, art. 182 — RAN, art. 71 — RAN, art. 72 — RAN, art. 73 — RAN, art. 220 — RAN, art. 245

Contexte — À la veille de l'ajournement de juin, le leader du gouvernement, invoquant l'urgence de la situation, présente une motion de suspension des règles de procédure afin de faire adopter six projets de loi. Le leader de l'opposition officielle prétend que cette motion est irrecevable. Au soutien de sa prétention, il invoque notamment les motifs suivants: premièrement, il prétend qu'une motion de suspension des règles de procédure doit viser l'adoption d'un seul projet de loi; deuxièmement, il s'interroge sur la possibilité de suspendre les règles relatives à la question de fait personnel et au vote par appel nominal; troisièmement, il prétend que la suspension de l'article 245 du Règlement aurait dû donner lieu à une règle substitutive.

Question — Est-ce que cette motion de suspension des règles de procédure est recevable?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est recevable pour les motifs suivants: la motion peut viser l'adoption de plusieurs projets de loi. Rien ne l'interdit et il existe des précédents en ce sens; les articles 71 à 73 du Règlement relatifs à la question de fait personnel et l'article 220 relatif au vote par appel nominal, n'étant pas des dispositions législatives, peuvent être visés par une motion de suspension des règles de procédure; l'article 182 du Règlement ne fait pas obligation de substituer une règle à chaque article du Règlement que la motion a pour but de suspendre.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 179, 182, 220 et 245*

182/7

JD, 17 décembre 1996, pp. 4682 et 4683 (Jean-Pierre Charbonneau)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Recevabilité — Distribution d'un projet de loi — RAN, art. 182 — RAN, art. 184 — RAN, art. 186

Contexte — À quelques jours de l'ajournement de décembre 1996, le leader du gouvernement invoquant l'urgence de la situation présente une motion de suspension des règles de procédure afin de faire adopter six projets de loi.

Le leader de l'opposition officielle prétend que cette motion de suspension est irrecevable pour les motifs suivants: premièrement, les projets de loi n'ont pas été distribués au moment de la présentation de la motion de suspension; deuxièmement, la motion stipule, relativement à un projet de loi renvoyé en commission pour étude détaillée, que la commission "mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi...". Or, la commission n'a pas encore débuté

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

l'étude détaillée, elle est encore au stade des motions préliminaires; troisièmement, cette motion va à l'encontre du préambule de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Question — Est-ce que cette motion de suspension des règles de procédure est recevable?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est recevable. Premièrement, l'article 184 s'applique essentiellement pour des projets de loi qui n'ont pas été présentés à l'Assemblée. Il s'agit d'une disposition qui déroge à la règle générale qui veut qu'on ne peut pas rendre public un projet de loi tant que l'Assemblée n'a pas décidé de s'en saisir. L'article 184 permet la distribution d'un projet de loi, donc permet de rendre public un projet de loi avant même que l'Assemblée n'en soit saisie. Les projets de loi concernés par la motion du leader du gouvernement ont déjà été distribués selon les usages qui prévalent à l'Assemblée nationale.

Quant au renvoi d'un projet de loi en commission pour étude détaillée, il s'agit d'un ordre de l'Assemblée qui peut être révoqué par un autre ordre de l'Assemblée et en l'occurrence, c'est ce que vise la motion de suspension. De plus, l'Assemblée ignore le déroulement des travaux des commissions; elle n'apprend l'état de leurs travaux que lorsque les commissions lui font rapport. Ainsi, l'Assemblée ignore à quel stade de l'étude, le projet de loi est rendu en commission. Finalement, la motion de suspension ne contrevient pas au préambule de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. En vertu de l'article 9 de cette loi, l'Assemblée établit ses règles de procédure et est seule compétente pour les faire observer. Par ailleurs, l'article 182 du Règlement prévoit que l'on peut suspendre certaines règles à certaines conditions.

Article de règlement cité — *RAN, art. 184*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, art. 9*

Décision similaire — *JD, 18 juin 1997, pp. 7858 et 7859 (Raymond Brouillet)*

182/8

JD, 20 décembre 1996, pp. 5056 et 5057 (Jean-Pierre Charbonneau)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — *Droit de parole — Liberté de parole — Urgence — Pouvoir du Président — Interprétation du droit — RAN, art. 182 — RAN, art. 183 — RAN, art. 209*

Contexte — À la veille de l'ajournement de décembre, le leader du gouvernement, invoquant l'urgence de la situation, présente une motion de suspension des règles de procédure afin de faire adopter sept projets de loi.

Le leader et le leader adjoint de l'opposition officielle prétendent que cette motion est irrecevable. Au soutien de leur prétention, ils invoquent trois motifs: premièrement, la motion a pour effet de porter atteinte à la liberté de parole des députés, en limitant sensiblement leurs temps de parole; deuxièmement, il n'y a pas d'urgence de présenter cette motion, étant donné que les projets de loi qu'elle vise étaient déjà inscrits au *Feuilleton et préavis* lorsque le leader du gouvernement a présenté, plus tôt dans la semaine, une première motion de suspension des règles de procédure en vue de faire adopter d'autres projets de loi; enfin, l'un des projets de loi visés par cette motion est inconstitutionnel.

Pour sa part, le leader du gouvernement soutient principalement que le Président n'a pas à se prononcer sur la constitutionnalité des projets de loi qui sont soumis aux délibérations de l'Assemblée, car, à son avis, il s'agit d'une matière qui relève de la compétence des tribunaux.

Question — Est-ce que cette motion de suspension des règles de procédure est recevable?

Décision — Cette motion de suspension des règles de procédure est recevable.

En ce qui a trait au premier argument soulevé par l'opposition officielle, la présidence est consciente que la liberté de parole est à la fois le plus incontesté et le plus fondamental des droits du député dans l'enceinte de l'Assemblée. Bien qu'il soit important, ce privilège parlementaire est circonscrit par ailleurs par les règles du débat parlementaire auxquels se sont astreints unanimement les membres de l'Assemblée lorsqu'ils ont adopté le Règlement. Or, les articles 182 et 183 du Règlement qui ont trait à la suspension des règles de procédure rendent possible la suspension de toute règle de procédure prévue au Règlement. C'est pourquoi, il est possible, par le biais d'une motion de suspension des règles de procédure, de suspendre les règles relatives au temps de parole prévues à l'article 209 du Règlement.

En ce qui a trait au deuxième argument de l'opposition officielle, soit l'urgence, il doit être rejeté puisqu'une jurisprudence suffisamment abondante et éloquente prévoit que la présidence n'a pas le pouvoir de déterminer si l'urgence invoquée dans une motion de suspension des règles de procédure est réelle ou non.

En regard du troisième argument de l'opposition officielle, un des principes fondamentaux qui est à la base de notre gouvernement démocratique est le respect mutuel que se vouent les assemblées législatives et les tribunaux. C'est pourquoi, ils s'ingénient à respecter la sphère d'action et les privilèges de l'autre. Certes, en vertu de ses privilèges parlementaires, une assemblée législative de type britannique comme la nôtre est seule compétente pour régir ses affaires internes. C'est pourquoi, le Président est le seul compétent pour interpréter les règles de procédure qui régissent nos travaux. Il est même admis par les auteurs et les tribunaux que le Président a le pouvoir exclusif d'appliquer et d'interpréter les lois qui contiennent de la procédure parlementaire. Il ne peut toutefois interpréter la Constitution ainsi que les lois qui ne comportent aucune règle de procédure parlementaire.

Articles de règlement cités — RAN, art. 182, 183 et 209

Décision citée — JD, 20 décembre 1984, pp. 2179 et 2180 (Richard Guay)

Doctrine invoquée — Maingot, 1987, pp. 183 et 184

182/9

JD, 21 mars 1997, p. 5460 (Jean-Pierre Charbonneau)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — *Recevabilité* — *Projet de loi* — *Étude détaillée* — *Commission plénière* — *Rapport de la commission plénière* — *Prise en considération du rapport* — RAN, art. 182 — RAN, art. 194 — RAN, art. 229 — RAN, art. 243 — RAN, art. 248

Contexte — Lors d'une séance extraordinaire, le leader du gouvernement présente une motion de suspension de certaines règles en vue de l'étude du projet de loi 104, *Loi sur la diminution des coûts de la main-d'oeuvre dans le secteur public et donnant suite aux ententes intervenues à cette fin*. La motion prévoit notamment qu'après l'adoption du principe, un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse proposer que l'Assemblée se constitue en commission plénière pour procéder à l'étude détaillée du projet de loi. Le leader de l'opposition officielle soutient que la motion est irrecevable car la motion de suspension des règles ne propose pas la suspension de l'article 229 du Règlement, qui prévoit la prise en considération du rapport de la commission après l'étude détaillée du projet de loi. La prise en considération du rapport de la commission n'étant pas prévue dans la motion déposée à l'Assemblée, le leader de l'opposition soutient que celle-ci serait en partie caduque et, par conséquent, viciée dans son ensemble en vertu de l'article 194 du Règlement.

Question — Est-ce que la motion de suspension des règles est recevable?

Décision — La motion de suspension des règles est recevable.

L'article 229 du Règlement n'avait pas à être suspendu. L'article 243 du Règlement stipule que l'étude détaillée d'un projet de loi peut se faire soit en commission permanente, soit en commission plénière. Dans ce dernier cas, le deuxième alinéa de l'article 248 prévoit que le rapport de la commission plénière est mis aux voix sans débat. L'article 229 doit donc être interprété à la lumière de ces deux articles. De la même manière, les nouvelles règles prévues dans la motion de suspension en remplacement des articles 243 et 248 peuvent valablement coexister avec l'article 229.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 229, 243 et 248

182/10

JD, 18 décembre 1997, pp. 9691-9693 (Jean-Pierre Charbonneau)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Droit de parole — Liberté de parole — Pouvoir du Président — Interprétation du droit — RAN, art. 182 — *RAN*, art. 183 — *RAN*, art. 209 — *LAN*, art. 9

Contexte — À la veille de l'ajournement de décembre, le leader du gouvernement, invoquant l'urgence de la situation, présente une motion de suspension des règles de procédure, afin de permettre la présentation et l'adoption d'un projet de loi et afin de permettre l'adoption de sept autres projets de loi dont l'Assemblée est déjà saisie.

Le leader de l'opposition officielle et un député indépendant prétendent que cette motion est irrecevable. Au soutien de leurs prétentions, ils invoquent trois motifs. Premièrement, ils sont d'avis que la motion a pour effet de porter atteinte au privilège de la liberté de parole, en limitant sensiblement le temps de parole des députés, ce qui, selon eux, contrevient au préambule ainsi qu'aux paragraphes 6 et 10 de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Deuxièmement, le leader de l'opposition officielle prétend que les paragraphes 2 et 3 de l'article 53 du Règlement auraient dû être suspendus, puisque la motion prévoit qu'un projet de loi peut être présenté et qu'un rapport de commission peut être déposé à des moments autres que ceux prévus à cet effet à la période des affaires courantes.

Troisièmement, le leader de l'opposition officielle est d'avis que la motion contrevient à l'article 174 du Règlement, puisque les commissions qui ont reçu le mandat d'étudier en détail certains projets de loi visés dans la motion ne siégeaient pas au moment de la présentation de la motion par le leader du gouvernement.

Enfin, le député indépendant prétend que la motion va à l'encontre d'une disposition de la *Loi électorale*.

Question — Est-ce que cette motion de suspension des règles de procédure est recevable?

Décision — Cette motion de suspension des règles de procédure est recevable.

En ce qui a trait au premier motif, même si l'important privilège parlementaire de la liberté de parole est fondamental et incontesté, ce privilège parlementaire est circonscrit par ailleurs par les règles du débat parlementaire auxquels se sont astreints unanimement les membres de l'Assemblée lorsqu'ils ont adopté le Règlement. Or, les articles 182 et 183 du Règlement qui ont trait à la suspension des règles de procédure rendent possible la suspension de toute règle de procédure prévue au Règlement. C'est pourquoi il est possible par le biais d'une motion de suspension des règles de procédure de suspendre les règles relatives aux droits de parole prévues à l'article 209 du Règlement. Au surplus, les articles du Règlement relatifs à la suspension des règles de procédure ne sont pas incompatibles avec la *Loi sur l'Assemblée nationale*, puisque ces articles, comme tout le Règlement d'ailleurs, ont été adoptés en vertu de l'article 9 de cette loi qui prévoit que l'Assemblée établit les règles de sa procédure et est seule compétente pour les faire observer. Cet article est d'ailleurs la codification d'un privilège parlementaire collectif, par lequel l'Assemblée peut régir ses affaires internes sans aucune entrave extérieure.

Concernant le deuxième motif, il a effectivement été établi que l'article 182 du Règlement, qui traite de la suspension des règles de procédure, comporte deux aspects: le premier aspect est la suspension proprement dite des règles de procédure et le deuxième aspect est le remplacement des règles suspendues. Toutefois, il ressort de la motion que son objectif n'était pas de suspendre la possibilité de présenter un projet de loi et de déposer un rapport de commission lors de la période des affaires courantes, mais plutôt de donner une possibilité supplémentaire, afin que cela puisse également se faire à d'autres moments que ceux prévus à cet effet à la période des affaires courantes.

Eu égard au troisième motif, il importe de rappeler simplement que l'objet d'une motion de suspension des règles de procédure n'est pas de demander à une commission de mettre fin à une séance, mais bien de mettre fin à son mandat et demander à la commission de faire rapport à l'Assemblée.

En ce qui a trait au dernier argument, mentionnons que le but de la motion n'est pas de modifier la *Loi électorale*, mais de permettre, notamment, l'étude d'un projet de loi qui, lui, a pour objet de modifier cette loi. Quoi qu'il en soit, la présidence n'est pas habilitée pour juger de la légalité d'une mesure soumise à l'Assemblée. Lorsqu'il décide de la recevabilité d'une motion de suspension des règles, le Président doit simplement s'assurer que les conditions de forme nécessaires à la recevabilité d'une telle motion sont rencontrées.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 182, 183 et 209*

Décision citée — *JD, 20 décembre 1996, pp. 5056 et 5057 (Jean-Pierre Charbonneau)*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 9*

ARTICLE 183

183/1

JD, 18 juin 1987, pp. 8681-8688 (Pierre Lorrain)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Urgence — Préavis — Pouvoir du Président — Pouvoir de l'Assemblée — RAN, art. 183 — RAN, art. 90

Contexte — À la veille de l'ajournement d'été, le leader du gouvernement invoque l'urgence de la situation et présente une motion de suspension des règles de procédure afin de permettre l'adoption d'une motion concernant la modification de la Constitution du Canada. Le leader de l'opposition officielle prétend que cette motion est irrecevable puisqu'il n'y a pas urgence et qu'un préavis aurait donc dû être inscrit au *Feuilleton et préavis*.

Question — Est-ce que le Président a le pouvoir de décider s'il y a urgence ou non lorsque le leader du gouvernement, invoquant l'urgence, propose sans préavis une motion de suspension des règles de procédure?

Décision — Lorsque le leader du gouvernement invoque l'urgence, la motion de suspension des règles ne requiert pas de préavis. Il suffit d'invoquer l'urgence et cette dernière n'a pas à être prouvée. Il en est autrement lors d'une demande de débat d'urgence où le Président peut, en vertu de l'article 90 du Règlement, déterminer s'il y a effectivement urgence. Le Règlement ne confère cependant aucun pouvoir au Président lui permettant de déterminer si l'urgence invoquée dans une motion de suspension des règles est réelle ou non. Seule l'Assemblée peut décider par un vote à la fin du débat restreint s'il y a urgence de suspendre certaines règles de procédure.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 531; RAN, art. 90*

Décisions citées — JD, 20 avril 1972, p. 640 (*Jean-Noël Lavoie*); JD, 18 août 1977, pp. 3051, 3055 et 3056 (*Clément Richard*); JD, 9 décembre 1982, pp. 6722-6726 (*Claude Vaillancourt*)

183/2

JD, 19 décembre 1988, pp. 4324-4332 (Pierre Lorrain)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Présentation — Moment — Urgence — Préavis — RAN, art. 183 — RAN, art. 84

Contexte — Aux affaires du jour, le leader du gouvernement présente, une motion de suspension des règles de procédure en vertu des articles 182 et 183 du Règlement. Le chef de l'opposition officielle prétend que cette motion est irrecevable puisqu'elle aurait dû être présentée au moment prévu pour les motions sans préavis.

Question — Est-ce qu'une motion de suspension des règles de procédure ne requérant de préavis doit être présentée aux affaires courantes, à l'étape des motions sans préavis?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure est recevable.

Lors de la rédaction de l'article 84 du Règlement, l'intention n'était pas de rendre obligatoire la présentation de toutes les motions sans préavis aux affaires courantes. D'ailleurs, le Règlement prévoit plusieurs motions sans préavis qui

peuvent être présentées, à différents moments d'une séance. Dans certains cas, telle la motion d'ajournement de l'Assemblée, le moment est prévu spécifiquement. Dans d'autres cas, dont les motions de scission, les motions d'ajournement du débat ou les motions de clôture, le Règlement est muet.

Cela n'a pas pour effet d'obliger la présentation de ces motions aux affaires courantes. Au contraire, la nature même de ces motions autorise l'auteur à les présenter au moment qu'il juge opportun pour assurer leur objet et leur fin. Il s'agit là de l'application de la règle d'interprétation selon laquelle une disposition générale qui entre en conflit avec une disposition spéciale doit recevoir une interprétation limitative de façon à donner effet à la disposition spéciale.

Cette règle d'interprétation reçoit toute son application dans le présent cas. De par sa nature et son caractère exceptionnels, la motion de suspension d'une règle de procédure, prévue aux articles 182 et 183 du Règlement, doit pouvoir être présentée à tout moment que le leader juge opportun au cours d'une séance. Il existe des précédents à cet effet rendus les 12 mai 1983, 16 juin 1986, 2 juin 1988 et 8 juin 1988.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 84

Doctrines invoquées — *Côté*, p. 261

183/3

JD, 19 décembre 1988, pp. 4333-4344 (Pierre Lorrain)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Urgence — Adoption d'un projet de loi — Pouvoir du Président — RAN, art. 183 — *RAN*, art. 179 — *RAN*, art. 182 — *RAN*, art. 184

Contexte — À la veille de l'ajournement de l'Assemblée au deuxième mardi de mars, le leader du gouvernement invoque l'urgence de la situation et propose une motion de suspension des règles afin de permettre "l'adoption de projets de loi dont celle du projet de loi 178". Le leader de l'opposition prétend que la motion est irrecevable parce qu'elle ne contient pas l'énoncé des motifs justifiant l'urgence, que l'objet visé n'est pas précisé, qu'elle aurait dû être accompagnée de la liste des projets de loi que le gouvernement veut faire adopter et qu'elle devrait viser l'adoption d'un seul projet de loi.

Question — Est-ce que la motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est recevable?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est recevable.

La motion ne requiert pas de préavis puisque l'urgence est invoquée comme motif. D'autre part, conformément à l'article 182 du Règlement, elle vise à suspendre les règles prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 179 du Règlement. De plus, le projet de loi fut distribué au moment de la présentation de la motion comme l'exige l'article 184 du Règlement.

Contrairement aux deux règlements précédents de notre Assemblée, la motion n'a pas à contenir d'exposé de motifs lorsque l'urgence est invoquée. Les articles 182 et 183 du Règlement sont clairs sur ce point. Il existe par ailleurs plusieurs précédents à l'effet que le Président n'a pas à décider de l'urgence.

La motion peut viser l'adoption de plusieurs projets de loi. Il existe deux précédents en ce sens. Si tel n'avait pas été le cas, il aurait été inutile de préciser, à l'article 182 du Règlement, que la motion ne peut être scindée.

En outre, la suspension de l'article 22 du Règlement n'a pas pour effet de permettre au gouvernement de faire adopter des projets de loi dont le contenu n'est pas connu des membres de l'Assemblée au moment de la présentation de la motion de suspension d'une règle de procédure.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Articles de règlements cités — *Geoffrion* 1941, art. 219 et 281; *RAN* 1972-1984, art. 84; *RAN*, art. 22, 179(2), 179(3), 182 et 184

Décisions citées — *JD*, 13 mai 1975, p. 720 (*Jean-Noël Lavoie*); *JD*, 18 août 1977, pp. 3051, 3056 et 3057 (*Clément Richard*); *JD*, 9 décembre 1982, pp. 6722-6726 (*Claude Vaillancourt*); *JD*, 18 juin 1987, pp. 8681-8688 (*Pierre Lorrain*)

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 4^e éd., n° 10, p. 11; *Beauchesne*, 5^e éd., n° 21, p. 13; *Pettifer*, 1981, p. 429

Décision similaire — *JD*, 26 janvier 1995, p. 1151 (*Roger Bertrand*)

183/4

JD, 16 juin 1993, pp. 7812 et 7813 (*Michel Bissonnet*)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — *Urgence* — *Pouvoir du Président* — *Pouvoir de l'Assemblée* — *RAN*, art. 183

Contexte — À la veille de l'ajournement d'été, le leader adjoint du gouvernement invoque l'urgence de la situation et présente une motion de suspension des règles de procédure afin de permettre l'adoption d'un projet de loi d'intérêt public qui est au stade de l'étude détaillée en commission plénière. Le leader de l'opposition officielle soulève l'irrecevabilité de cette motion pour le motif qu'il n'y a pas urgence.

Question — Est-ce que le Président peut déterminer si la motion de suspension des règles de procédure a lieu pour des raisons d'urgence?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader adjoint du gouvernement est recevable.

Le Règlement enjoint au Président de décider de la recevabilité d'une motion, à savoir si les conditions de forme sont remplies. En ce qui concerne l'urgence, conformément à l'article 183 du Règlement, elle n'a qu'à être invoquée dans la motion. Le Président n'a pas à aller au-delà de ce que lui dicte le Règlement; il est lié par celui-ci.

La question de savoir s'il y a urgence ou non est laissée à l'appréciation de l'Assemblée et non de la présidence. Cette appréciation sera exprimée lors du vote sur la motion.

Sous l'ancien règlement, on devait indiquer les motifs à l'appui de l'urgence dans le corps même de la motion de suspension. C'est la seule différence avec le règlement actuel. L'Assemblée devait aussi apprécier la question lors d'un vote.

Décision similaire — *JD*, 26 janvier 1995, p. 1151 (*Roger Bertrand*)

183/5

JD, 14 mai 1996, p. 1046 (Jean-Pierre Charbonneau)

MOTION DE SUSPENSION D'UNE RÈGLE DE PROCÉDURE — Présentation — Moment — Urgence — Pouvoir du président — Préavis — Sub judice — RAN, art. 183 — RAN, art. 35(3)

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des motions sans préavis, le leader du gouvernement invoque l'urgence de la situation et propose une motion de suspension des règles de procédure visant la présentation et l'adoption de la motion suivante: «Que l'Assemblée nationale réaffirme que le peuple du Québec est libre d'assumer son propre destin, de déterminer sans entrave son statut politique et d'assurer son développement économique, social et culturel.»

Le leader de l'opposition officielle prétend que la motion est irrecevable puisqu'il n'y a pas urgence et qu'une telle motion ne peut être présentée à l'étape des motions sans préavis. De plus, il prétend qu'elle vise l'adoption d'une motion qui a trait à une affaire qui est présentement devant les tribunaux et que par conséquent, la règle du *sub judice* s'applique.

Questions — Est-ce que le Président peut déterminer si la motion de suspension des règles de procédure a lieu pour raison d'urgence?

Est-ce qu'une motion de suspension des règles de procédure peut être présentée, aux affaires courantes, à l'étape des motions sans préavis?

Est-ce qu'il est possible de traiter d'une affaire autre que criminelle ou pénale?

Décision — La motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement est recevable.

D'une part, l'urgence n'a pas à être prouvée par l'auteur de la motion ni appréciée par le Président. Elle n'a qu'à être invoquée au moment de la présentation de la motion. La doctrine parlementaire reconnaît qu'il appartient à l'Assemblée de décider s'il y a urgence.

Il en est cependant autrement lorsqu'il s'agit d'une demande de débat d'urgence. Dans ce cas, le Règlement octroie au Président certains pouvoirs d'intervention et d'appréciation concernant l'urgence.

D'autre part, l'urgence ayant été invoquée, la motion est dispensée d'un préavis, conformément à l'article 183. En conséquence, elle peut être présentée à tout moment des affaires du jour, mais également, en toute logique à l'étape dite des motions sans préavis des affaires courantes, comme le démontrent plusieurs précédents depuis 1993.

Quant à l'application de la règle du *sub judice* celle-ci relève de la discrétion de la présidence, sous réserve de son application absolue dans les affaires criminelles et pénales. Hormis ces affaires, la présidence permet le débat, rappelle la teneur de la règle du *sub judice*, demande aux députés d'éviter toute remarque qui pourrait avoir pour effet de nuire à qui que ce soit et applique la règle avec circonspection.

Par ailleurs, le Président de la Chambre des communes du Canada a déjà fait remarquer «que la Chambre n'a jamais été empêchée d'étudier une affaire en cours d'instance lorsque cette affaire était vitale pour le pays et pour la bonne marche de notre institution».

ARTICLE 186

186/1

JD, 18 avril 1984, pp. 5793 et 5794 (Richard Guay)

MOTION — Ordre ou résolution — Souhait — Violation de droits ou de privilèges — Prorogation de la session — RAN, art. 186 — LAN, art. 55(1)

Contexte — Le 24 novembre 1982, à la suite des recommandations de la Commission spéciale sur la fonction publique, l'Assemblée adopte à l'unanimité une motion demandant au gouvernement d'élaborer et d'implanter un régime d'imputabilité suivant un échéancier devant être déposé à l'Assemblée avant le 24 novembre 1983. Le 15 novembre 1983, le gouvernement fait part de son refus de déposer l'échéancier. La décision est rendue en avril 1984 dans le cadre d'une session différente de celle qui a donné naissance aux faits.

Questions — Est-ce que la motion adoptée par l'Assemblée, le 24 novembre 1982, est devenue un ordre ou une résolution de l'Assemblée?

Est-ce que le refus du gouvernement de respecter les termes de la motion constitue une violation de droits ou de privilèges?

Décision — Conformément à l'article 186 du Règlement, la motion adoptée le 24 novembre 1982 ne constituait pas un ordre de l'Assemblée puisqu'elle ne visait pas à enjoindre le gouvernement de façon impérative à donner suite aux recommandations de la Commission spéciale sur la fonction publique. Il s'agissait d'une simple demande exprimant un souhait, une intention, un vœu, et le gouvernement était libre d'y donner suite ou non.

Par ailleurs, la motion adoptée le 24 novembre 1982 a engendré une résolution et, par le fait même, il n'y a pas eu violation des droits de l'Assemblée, car l'article 55(1) de la *Loi sur l'Assemblée nationale* précise qu'il y a violation uniquement si l'on refuse d'obéir à un ordre.

De plus, si la motion avait engendré un ordre, la clôture de la session le 10 mars 1983 aurait annulé l'ordre d'élaborer et d'implanter un régime d'imputabilité.

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5^e éd., n° 412, p. 152; *May*, 19th éd., p. 383

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55

186/2

JD, 23 mars 1995, pp. 1663 et 1664 (Roger Bertrand)

MOTION — Ordre de l'Assemblée — Convocation de la commission — RAN, art. 186 — RAN, art. 147

Contexte — Aux affaires courantes de la séance du 14 mars 1995, à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, le leader de l'opposition officielle interroge la présidence quant à la nature de l'obligation qui est faite à la Commission des institutions à la suite de l'adoption, le 9 décembre 1994, de la motion suivante: «Que la commission des

Décisions - Assemblée

institutions se réunisse afin de déterminer de quelle manière les travaux de cette commission pourront préparer et faciliter la démarche d'information et de participation qui aura lieu sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.»

Question — La motion adoptée le 9 décembre 1994 constitue-t-elle un ordre ou une résolution?

Décision — Conformément à l'article 186 du Règlement, la motion adoptée le 9 décembre 1994 constitue un ordre de l'Assemblée. Cette motion confère un mandat à la Commission des institutions. Elle enjoint celle-ci à se réunir afin de déterminer de quelle manière les travaux de cette commission pourront préparer et faciliter la démarche d'information et de participation qui aura lieu sur l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec.

Toutefois, cette motion omet de préciser le moment et l'endroit de cette réunion. La commission sera donc convoquée sur avis du leader du gouvernement, conformément à l'article 147 du Règlement. Le leader du gouvernement se voit accorder toute la discrétion quant au moment de la convocation de cette réunion.

Il se voit néanmoins dans l'obligation d'exécuter l'ordre adopté précédemment par l'Assemblée. Ainsi, cet ordre subsistera tant qu'il ne sera pas révoqué. Il est donc du devoir du leader du gouvernement de donner l'avis relatif à la convocation de la Commission des institutions pour l'exécution du mandat confié par l'Assemblée. Il peut également proposer une motion afin de révoquer l'ordre adopté le 9 décembre 1994 par l'Assemblée.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 147 et 186

ARTICLE 188

188/1

JD, 22 décembre 1988, p. 4619 (Pierre Lorrain)

MOTION — Préavis — Feuilleton et préavis — Private ruling — RAN, art. 188 — Loi de 1867, art. 133

Contexte — Environ deux heures avant le début des travaux de l'Assemblée, le chef de l'opposition officielle transmet une demande au Président à l'effet d'ajouter un préavis de motion au *Feuilleton et préavis*. À ce moment, le *Feuilleton et préavis* était déjà imprimé, tel qu'il est d'usage de le faire à l'Assemblée. Cette demande n'étant pas une affaire dont l'Assemblée est saisie, le Président rend alors une décision en privée (*private ruling*) qu'il dépose par la suite à l'Assemblée.

Question — Quelle est l'heure de tombée pour la transmission des préavis à être inscrits au *Feuilleton et préavis*?

Décision — Le Président a la responsabilité de prendre les dispositions nécessaires pour que le *Feuilleton et préavis* soit disponible le plus tôt possible avant le début de la séance. Selon un usage établi à l'Assemblée, l'impression du *Feuilleton et préavis* a lieu dès 6 heures le matin et sa distribution commence à 7 heures 30 pour se terminer au plus tard à 9 heures 30. Pour y être inscrits, les préavis doivent être transmis avant 17 heures le jour précédent, les jours où il n'y a pas de séance et, s'il y a séance, le délai court jusqu'à la fin de cette dernière.

La règle énoncée par l'article 188 du Règlement et l'heure de tombée pour la transmission des préavis permettent aux députés de se fier au contenu du seul tirage qui est fait du *Feuilleton et préavis*. De plus, ces délais sont nécessaires afin de se conformer à l'obligation qui est faite par l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* de traduire les préavis.

Le préavis de motion du chef de l'opposition ne peut donc être inscrit au *Feuilleton et préavis* puisque son inscription irait à l'encontre de la pratique et des usages suivis par l'Assemblée, lesquels prennent valeur de règle.

Article de règlement cité — *RAN, art. 188*

Loi citée — *Loi constitutionnelle de 1867, art. 133*

ARTICLE 191

191/1

JD, 13 mai 1986, pp. 1482 et 1483 (Pierre Lorrain)

MOTION — Contenu prohibé — Motion du mercredi — Précédents et usages — Interprétation — RAN, art. 191 — RAN, art. 97

Contexte — Le leader du gouvernement désire savoir si la motion du mercredi suivante inscrite au feuillet par le chef de l'opposition officielle est conforme aux exigences de l'article 191 du Règlement, qui stipule qu'une motion ne doit contenir ni exposé de motifs ni argumentation: "Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement libéral de mettre fin au climat malsain de recul et d'incertitude qui prévaut présentement en matière linguistique et, plutôt que de tergiverser, de préciser officiellement, clairement et sans délai sa politique de défense et de promotion de la langue française sur le territoire du Québec afin que soient maintenus les acquis de la Loi 101 permettant l'affirmation du fait français."

Question — Est-ce que la motion du mercredi inscrite au feuillet par le chef de l'opposition officielle est conforme à l'article 191 du Règlement?

Décision — Conformément à l'usage en vigueur à l'Assemblée nationale, l'article 191 du Règlement, eu égard aux motions du mercredi présentées par des députés des groupes parlementaires d'opposition, doit recevoir une interprétation large. En conséquence, la motion du mercredi inscrite au feuillet par le chef de l'opposition officielle est recevable.

191/2

JD, 5 novembre 1986, pp. 3729 et 3730 (Pierre Lorrain)

MOTION — Contenu prohibé — Motion du mercredi — RAN, art. 191 — RAN, art. 97

Contexte — Le leader du gouvernement désire savoir si la motion du mercredi suivante inscrite au *Feuilleton et préavis* par un député de l'opposition officielle est recevable: "Que cette Assemblée demande au gouvernement de mettre fin au différend sur le rôle de l'État qui divise le Conseil des ministres, qu'elle exige du gouvernement une définition claire du rôle de l'État québécois et qu'elle refuse la disparition des indispensables instruments collectifs dont s'est dotée la société québécoise depuis 25 ans." Le leader du gouvernement prétend que cette motion contient un exposé de motifs, de l'argumentation et qu'il est faux de prétendre qu'il existe un différend au sein du Conseil des ministres.

Question — Est-ce que la motion du mercredi inscrite au feuillet par le député de l'opposition officielle est conforme à l'article 191 du Règlement?

Décision — Cette motion du mercredi est recevable car elle ne contrevient pas aux exigences de l'article 191 du Règlement. Tout au plus, cette motion contient-elle une expression d'opinion ce que n'interdit pas le Règlement. Quant à l'assertion du leader du gouvernement selon laquelle la partie de motion faisant état d'un différend divisant le Conseil des ministres est inexacte, il n'appartient pas au Président d'en décider mais bien à l'Assemblée.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Même s'il n'existe pas de présomption automatique de validité, l'article 191 du Règlement, eu égard aux motions du mercredi présentées par les groupes parlementaires d'opposition, doit recevoir une interprétation large.

Décision citée — *JD, 13 mai 1986, pp. 1482 et 1483 (Pierre Lorrain)*

ARTICLE 192

192/1

JD, 6 juillet 1972, pp. 2010-2013 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION — Motion d'amendement — Motion présentée par un ministre — Rapport d'une commission — Fonds publics — RAN, art. 192 — RAN, art. 252 — RAN 1972-1984, art. 64

Contexte — À la suite du dépôt du rapport d'une commission ayant étudié un projet de loi, un député de l'opposition officielle remet au Secrétaire général des amendements visant à augmenter l'exemption de base pour les contribuables. Pour décider de la recevabilité de ces amendements, le Président doit déterminer s'ils ont pour objet direct d'imposer une charge additionnelle sur les revenus publics ou sur les contribuables.

Question — Est-ce que les amendements remis au Secrétaire général par le député de l'opposition officielle ont pour objet direct d'imposer une charge additionnelle sur les revenus publics ou sur les contribuables?

Décision — Les amendements proposés par le député de l'opposition sont irrecevables, car seul un ministre peut proposer une motion qui a pour objet direct d'imposer une charge additionnelle sur les revenus publics ou aux contribuables. La motion d'amendement, si elle était adoptée, aurait pour effet de diminuer les revenus de l'État; ce dernier devrait donc combler le manque à gagner en imposant une charge additionnelle aux contribuables.

Décision similaire — JD, 19 mars 1986, p. 556 (Jean-Pierre Saintonge)

192/2

JD, 15 mai 1974, pp. 731 et 732 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION — Motion présentée par un ministre — Fonds publics — RAN, art. 192 — RAN 1972-1984, art. 64

Contexte — Aux affaires du jour, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'Assemblée doit débattre la motion du mercredi suivante inscrite au feuillet par le chef de l'opposition officielle: «Que cette Assemblée est d'avis que l'impôt sur le revenu des particuliers doit être modifié de façon à annuler l'accroissement du fardeau fiscal provenant de l'inflation, soit en indexant annuellement les catégories de revenus et les exemptions personnelles, soit en donnant des crédits d'impôt équivalents.» Le Président doit décider si la motion a pour objet direct d'imposer une charge additionnelle sur les revenus publics ou sur les contribuables ou si elle ne fait qu'exprimer une opinion abstraite.

Question — Est-ce que la motion du mercredi inscrite au feuillet par le chef de l'opposition officielle a pour objet direct d'imposer une charge additionnelle sur les revenus publics ou sur les contribuables ou si elle ne fait qu'exprimer une opinion abstraite?

Décision — Si la motion engageait des fonds publics, elle serait irrecevable au sens de l'article 64 RAN 1972-1984 (RAN, art. 192); dans le cas présent, la motion n'exprime qu'une opinion abstraite et doit être jugée recevable.

Une motion qui n'a pas un caractère exécutoire, qui n'a pas une implication directe sur les dépenses d'argent et qui est exprimée en termes généraux est une motion abstraite au sens de l'article 64 RAN 1972-1984 (RAN, art. 192).

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Si le député avait ajouté à l'indexation un chiffre de 10 pour cent ou de 15 pour cent, elle serait devenue concrète, donc irrégulière.

Article de règlement cité — *RAN 1972-1984, art. 64*

Doctrine invoquée — *Bourinot, 3rd ed., p. 573*

ARTICLE 193

193/1

JD, 8 décembre 1980, pp. 683 et 684 (Claude Vaillancourt)

MOTION — Refus d'une motion irrégulière — Projet de loi — Constitutionnalité — Interprétation du droit — RAN, art. 193 — RAN 1972-1984, art. 65

Contexte — Avant que ne soit mise aux voix la motion d'adoption du principe du projet de loi 89, *Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille*, le leader de l'opposition officielle invoque l'impossibilité de mettre cette motion aux voix puisqu'une partie du projet de loi traitant du mariage et du divorce est de juridiction fédérale.

Question — Est-ce que le Président peut juger contraire au règlement une motion d'adoption du principe d'un projet de loi que l'on prétend inconstitutionnel?

Décision — Le Président n'a pas à se prononcer sur le fond du projet de loi que véhicule une motion d'adoption du principe, laquelle se traduit toujours dans ces mots: "Que le principe du projet de loi soit maintenant adopté."

La motion d'adoption du principe du projet de loi est régulière en elle-même, et il n'appartient pas à la présidence de s'enquérir de la constitutionnalité du projet de loi. Même si le Président peut, en vertu de l'article 65 RAN 1972-1984 (RAN, art. 193), refuser qu'on délibère d'une motion irrégulière, il ne doit en aucun cas s'étendre sur des questions de droit.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 67 et 550; RAN 1972-1984, art. 65*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 117(6), p. 38*

193/2

JD, 28 mars 1984, pp. 5555-5557 (Richard Guay)

MOTION — Refus d'une motion irrégulière — Contenu — Pouvoir du Président — RAN, art. 193 — Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 1)

Contexte — Le leader du gouvernement, pour le motif qu'elle contient des erreurs de faits manifestes, s'oppose à ce que l'Assemblée débattenne la motion du mercredi suivante présentée par un député de l'opposition officielle: «Que ... le gouvernement doit rejeter la recommandation du comité des députés péquistes d'étendre le péage à toutes les autoroutes du Québec et conclure plutôt à l'abolition complète de tous les postes de péage existants.»

Question — Est-ce qu'une motion du mercredi qui, selon un député contient des erreurs de faits manifestes, est contraire au Règlement?

Décision — Le Président n'a pas à juger de l'exactitude ou non des faits. L'article 150 (annotation 1) du Règlement Geoffrion 1941, est à l'effet que "c'est à la Chambre et non à l'Orateur qu'il appartient de décider si les assertions qu'une motion contient sont exactes ou non". Cette règle n'est pas contredite par le règlement actuel. Si des faits sont erronés, il y a lieu de les corriger par des amendements ou de voter contre la motion.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 1)*

193/3

JD, 26 avril 1990, pp. 1898-1906 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION — *Refus d'une motion irrégulière — Motion d'envoi en commission — Interprétation du droit — RAN, art. 193*

Contexte — Le leader du gouvernement présente une motion d'envoi en commission en vue de la tenue d'une consultation particulière quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret de l'industrie de la construction. Le leader de l'opposition officielle plaide l'irrégularité de la motion pour le motif que les associations invitées ne sont pas celles prévues à l'article 51, alinéa 4 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre* dans l'industrie de la construction. Plus précisément, il prétend que la loi crée une obligation d'entendre les associations syndicales individuellement et non une coalition qui n'a, par ailleurs, aucune existence juridique.

Question — Est-ce que la motion d'envoi en commission présentée par le leader du gouvernement est contraire au Règlement?

Décision — La motion est en tout point conforme au Règlement. Pour ce qui est de l'argument du leader de l'opposition officielle selon lequel la motion ne serait pas recevable parce que non conforme aux dispositions d'une loi, le Président rappelle que la doctrine et la jurisprudence parlementaires ont toujours reconnu que le Président n'interprète pas le droit. Il s'agit d'un domaine qui relève des tribunaux. La motion est jugée recevable.

193/4

JD, 23 avril 1991, p. 7547 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION — *Refus d'une motion irrégulière — Moment — Mise aux voix — RAN, art. 193 — Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 4)*

Contexte — Après que le Président eut accepté le dépôt d'une motion visant à mettre en question la conduite d'une personne autre qu'un député (RAN, art. 324) et qu'il eut indiqué que cette motion serait inscrite au *Feuilleton et préavis*, le leader du gouvernement s'interroge sur la possibilité de contester la recevabilité de cette motion.

Question — Est-ce qu'il est possible de contester la recevabilité ou la régularité d'une motion même si cette dernière est inscrite au *Feuilleton et préavis*?

Décision — On peut soulever des objections quant à la recevabilité ou la régularité d'une motion en tout temps avant qu'elle ne soit mise aux voix.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 4)*

Décisions - Assemblée

Décisions similaires — JD, 4 juin 1992, pp. 1804-1809 (Roger Lefebvre); JD, 30 mai 1996, pp. 1483 et 1484 (Claude Pinard)

193/5

JD, 18 mars 1993, p. 5489 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION — *Refus d'une motion irrégulière — Outrage au Parlement — Dépôt — Rapport — Obligation légale — RAN, art. 193 — RAN, art. 59 — RAN, art. 67 — RAN, art. 87(2)*

Contexte — Dans une décision rendue le 11 mars 1993, le Président statuait que le fait pour vingt ministères et un organisme public d'avoir omis de déposer leur rapport d'activités dans le délai imparti par la loi constitue *prima facie* un outrage au Parlement. Le Président décidait également qu'une motion particulière énonçant le reproche et le nom de la personne dont la conduite est mise en cause était nécessaire pour chacun des cas. C'est ainsi que vingt et une motions prioritaires ont été inscrites au *Feuilleton et préavis*, le 17 mars 1993.

Avant la présentation des ces motions, le leader du gouvernement soulève leur irrégularité. Celle-ci tiendrait au fait que tous les rapports visés ont été déposés depuis la présentation de la question de privilège qui est à l'origine de ces motions.

Question — Est-ce que des motions prioritaires portant accusation d'outrage au Parlement consécutive à l'omission par des ministères et un organisme public d'avoir déposé leur rapport d'activités dans le délai imparti par la loi, deviennent irrégulières à la suite du dépôt de tous les rapports visés par ces motions?

Décision — Les motions prioritaires inscrites au *Feuilleton et préavis* sont régulières, et ce même s'il s'avérait exact que tous les rapports visés par ces motions aient été déposés lors des derniers jours. Il appartiendra à l'Assemblée de statuer si elle a été privée pendant un certain temps d'une information et si cette privation constitue un outrage au Parlement.

Décision citée — JD, 11 mars 1993, pp. 5292-5294 (Jean-Pierre Saintonge)

193/6

JD, 20 septembre 1995, p. 5151 (Roger Bertrand)

MOTION — *Refus d'un préavis irrégulier — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Rappel au règlement — RAN, art. 193 — RAN, art. 35(5) — RAN, art. 35(6) — RAN, art. 35(7) — RAN, art. 38 — RAN, art. 39 — RAN, art. 316(3)*

Contexte — Le 20 septembre 1995, au début de la période des affaires courantes, le leader du gouvernement interroge le Président afin de connaître les raisons pour lesquelles la motion qu'il a transmise, la veille, au Secrétaire général n'apparaît pas au *Feuilleton et préavis* d'aujourd'hui. Cette motion demande à l'Assemblée nationale de réprover la conduite du leader de l'opposition officielle, qui, selon le leader du gouvernement, fait preuve depuis le 29 novembre 1994 d'une conduite antiparlementaire inacceptable en enfreignant systématiquement les paragraphes 35(5), 35(6) et 35(7) du Règlement. Également, la motion demande au député de l'opposition officielle de renoncer à sa conduite antiparlementaire et requiert de ce dernier, qu'il respecte dorénavant les droits de l'Assemblée et de ses membres. Enfin, la motion demande au Président de l'Assemblée de s'assurer du respect scrupuleux du Règlement, notamment de l'article 35.

Question — Est-ce que ce préavis est contraire au Règlement?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Conformément à l'article 193 du Règlement, ce préavis ne peut être inscrit au *Feuilleton et préavis* pour le motif qu'il est contraire au Règlement.

La conduite d'un député en Chambre est soumise à l'observation du Règlement. Une violation du Règlement peut être soulevée soit par la présidence elle-même, en vertu de l'article 38 du Règlement, soit par un député, en vertu de l'article 39 du Règlement.

La conduite que l'on veut réprover par la motion qui a été transmise par le leader du gouvernement pour inscription au *Feuilleton et préavis* est reliée aux manquements aux paragraphes 35(5), 35(6) et 35(7) du Règlement. Or, en l'espèce, la procédure appropriée aurait dû être celle prévue à l'article 39 du Règlement. Par ailleurs, il n'est pas permis d'invoquer des faits passés pour sous-tendre un rappel au règlement.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 35(5), 35(6), 35(7), 38, 39 et 193

ARTICLE 194

194/1

JD, 9 mai 1990, p. 2474 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION — Caducité — Motion d'envoi en commission — Retrait d'une motion — Feuilleton et préavis — RAN, art. 194 — RAN, art. 146 — RAN, art. 195

Contexte — Une motion d'envoi en commission inscrite au feuilleton par le leader du gouvernement en vertu de l'article 146 du Règlement a été retirée du feuilleton. Cette motion avait été mise en discussion mais n'avait pas été adoptée à la date prévue pour l'exécution du mandat qu'elle confiait à la commission. Le leader de l'opposition officielle veut savoir pourquoi la motion a été retirée du feuilleton.

Question — Quels sont les motifs pour lesquels la motion d'envoi en commission inscrite au feuilleton par le leader du gouvernement a été retirée du feuilleton?

Décision — Puisque le feuilleton est le document qui indique les affaires que l'Assemblée peut être appelée à expédier au cours d'une séance, une motion doit en être rayée lorsque l'Assemblée ne peut plus en débattre. Dans le présent cas, la motion doit être retirée du feuilleton pour les motifs suivants: - il est clairement établi par l'article 194 du Règlement que, lorsqu'en cours de débat, une partie de motion devient caduque, la motion est viciée dans son ensemble. L'objet de la motion ne pouvait plus se réaliser car le délai de validité était expiré; - conformément à l'article 146 du Règlement, la motion ne pouvait pas être amendée. Dès lors, il devenait impossible de remédier à la caducité par voie d'amendement.

Le débat ne pouvant se poursuivre sur cette motion et la motion devenant contraire au Règlement, le Président, en vertu de l'article 193 du Règlement, doit refuser tout préavis ou toute motion contraire au Règlement.

La règle introduite par l'article 194 du Règlement est particulière à l'Assemblée nationale et aucune procédure équivalente n'a pu être retracée en droit parlementaire d'origine britannique. En l'absence de modalités d'application, la présidence s'est inspirée de la procédure applicable au retrait d'un avis de motion irrégulier.

Il importe de faire la distinction entre la procédure prévue à l'article 193 du Règlement et celle prévue à l'article 195 du Règlement. La principale distinction est que la première procédure, celle qui a été utilisée, est liée à la validité ou à la régularité de la motion, tandis que la seconde, le retrait, est liée à la volonté de son auteur.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 146, 193, 194 et 195*

Décision similaire — *JD, 5 novembre 1991, p. 10332 (Michel Bissonnet)*

ARTICLE 195

195/1

JD, 12 mai 1988, pp. 964 et 967-971 (Pierre Lorrain)

MOTION — Retrait d'une motion — Motion du mercredi — Motion mise en discussion — Préavis — RAN, art. 195 — RAN, art. 97 — RAN, art. 188

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, le Premier ministre déclare que la motion du mercredi inscrite par un député de l'opposition officielle à l'effet d'exiger que le gouvernement fédéral retire le projet de loi C-72 concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada est prématurée. Il suggère à son auteur de la retirer. Au moment de mettre aux voix la motion du mercredi, un député de l'opposition officielle présente une motion de retrait de cette motion du mercredi.

Question — Est-ce que cette motion de retrait de la motion du mercredi est recevable?

Décision — Conformément à l'article 188 du Règlement et au troisième alinéa de l'article 195 du Règlement, le retrait d'une motion qui a été mise en discussion nécessite un préavis au feuillet.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 188 et 195*

195/2

JD, 19 juin 1992, pp. 2817-2824 (Roger Lefebvre)

MOTION — Retrait d'une motion — Motion d'ajournement du débat — Ridiculiser l'Assemblée — RAN, art. 195 — RAN, art. 100

Contexte — Lors de la prise en considération d'un rapport d'une commission, un député de l'opposition officielle propose une motion d'ajournement du débat. Au cours du débat sur cette motion, une motion de retrait de cette motion d'ajournement est présentée par un député de l'opposition officielle et jugée recevable. Au cours du débat sur cette dernière motion, un député de l'opposition officielle propose une motion de retrait de la motion de retrait de la motion d'ajournement du débat.

Question — Est-ce qu'une motion de retrait d'une motion de retrait d'une motion d'ajournement du débat est recevable?

Décision — Les règles de l'Assemblée doivent permettre au gouvernement de faire adopter sa législation et, à l'opposition officielle, de s'exprimer. Cependant, rien dans le Règlement ne donne ouverture à une procédure qui aurait pour effet d'empêcher le débat d'être tenu; la répétition d'une motion de retrait aurait cet effet. La répétition d'une motion de retrait aurait également comme effet de ridiculiser l'Assemblée.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 285(20) — RAN, art. 100*

195/3

JD, 26 novembre 1992, p. 3851 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION — Retrait d'une motion — Projet de loi d'intérêt privé — Préavis — Private ruling — RAN, art. 195 — RAN, art. 188 — RAN, art. 232 — RAN, art. 264

Contexte — À la suite de demandes de retrait d'un avis de motion et d'un avis de projet de loi d'intérêt privé transmises au bureau du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, le Président donne lecture et dépose à l'Assemblée une décision rendue en privé "*private ruling*" sur la procédure à suivre pour retirer une motion ou un projet de loi inscrit en préavis au *Feuilleton et préavis*.

Question — Quelle est la procédure à suivre pour retirer une motion ou un projet de loi inscrit en préavis au *Feuilleton et préavis*?

Décision — Tant et aussi longtemps qu'un projet de loi est en préavis ou qu'une motion n'a pas été présentée à l'Assemblée, le projet de loi ou la motion demeurent des avis qui peuvent être retirés en tout temps du *Feuilleton et préavis* au moyen d'une demande écrite adressée à cette fin au secrétaire général. Une demande verbale adressée au Président à l'Assemblée a le même effet.

Dans le cas d'un préavis relatif à un projet de loi d'intérêt privé, une demande signée par le procureur ou le principal intéressé ne suffit pas. L'intervention de l'auteur, c'est-à-dire le député, est requise. Cette pratique est en tout point conforme à celle suivie à la Chambre des communes du Canada, selon les commentaires de Beauchesne au commentaire 398 de la cinquième édition.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5e éd., n° 398, p. 146*

ARTICLE 197

197/1

JD, 19 décembre 1973, pp. 677-679 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION D'AMENDEMENT — Contenu prohibé — RAN, art. 197 — RAN, art. 191 — RAN 1972-1984, art. 62 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Au cours d'un débat sur une motion portant sur la conduite d'un vice-président, un député propose d'amender la motion en ajoutant à la fin les mots suivants: "pour avoir fait montre de partialité dans la façon dont il a présidé la commission parlementaire de la justice lors de l'étude du projet de loi 8".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Une telle motion d'amendement est irrecevable puisqu'elle contient un exposé de motifs, ce qu'interdit l'article 62 RAN 1972-1984 (RAN, art. 191). Ce n'est pas parce qu'une motion d'amendement retranche, ajoute ou remplace des mots, comme le prescrit l'article 70 RAN 1972-1984 (RAN, art. 197), qu'elle sera recevable. L'article 62 RAN 1972-1984 (RAN, art. 191) doit également être respecté lorsqu'une motion d'amendement est proposée.

Articles de règlements cités — RAN 1972-1984, art. 62 et 70; RAN, art. 191 et 197

197/2

JD, 3 décembre 1975, pp. 2352-2356 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Un amendement est proposé à la motion du mercredi suivante d'un député de l'opposition officielle: «Que cette Assemblée exprime le vœu que soit mis sur pied immédiatement un système réaliste de sécurité au travail ayant comme objectif la prévention et la réparation des accidents de travail et des maladies professionnelles.» L'amendement proposé se lit comme suit: «...remplacer tous les mots après (le deuxième) "que" par les suivants: "soient poursuivis les objectifs déjà définis par le ministre... sur la sécurité du travailleur et du public en général, la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles».

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est irrecevable puisqu'elle écarte la motion de fond. La motion de fond propose de combler une absence dans un système de sécurité du travail alors que l'amendement implique une présence.

197/3

JD, 26 octobre 1977, pp. 3701-3704 (Jean-Guy Cardinal)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Élargir la motion de fond — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Un amendement est proposé à la motion du mercredi suivante d'un député de l'opposition officielle: «Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique s'étant considérablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976, il est du devoir du gouvernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation, notamment dans l'industrie manufacturière». L'amendement propose de remplacer les mots "s'étant considérablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976" par les mots "est telle qu'...".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable puisqu'elle permet un débat plus large sur la question en discussion et qu'elle n'a pas pour effet d'écarter cette question. Selon May, "le but d'un amendement peut être d'apporter un tel changement dans une question qu'elle soit acceptée par ceux qui, sans ce changement, devraient voter contre...".

Article de règlement cité — Geoffrion 1941, art. 172

Décisions citées — JD, 20 décembre 1973, pp. 767 et 768 (Jean-Noël Lavoie); JD, 3 décembre 1975, pp. 2355 et 2356 (Jean-Noël Lavoie)

Doctrine invoquée — Beauchesne, 4^e éd., n° 201, p. 172; May, 18th ed., pp. 379 et 381

Décision similaire — JD, 27 novembre 1991, pp. 10903-10914 et 10934-10937 (Roger Lefebvre)

197/4

JD, 9 novembre 1977, pp. 4018-4020 (Louise Cuerrier)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Lors du débat sur une motion du mercredi présentée par un député de l'opposition officielle, une motion d'amendement remplaçant les mots "concentre immédiatement ses efforts" par les mots "poursuive ses efforts continus" est présentée.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable, car elle ne change pas la nature de la motion de fond et n'écarte pas la question principale. Il n'est qu'une autre façon de qualifier les efforts.

Décisions similaires — JD, 12 novembre 1986, pp. 3972-3974 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 30 mars 1988, pp. 540, 541 et 545 (Louise Bégin)

197/5

JD, 26 avril 1978, pp. 1153-1155 (Jean-Guy Cardinal)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Motion de fond — Principe — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose une motion du mercredi visant à exprimer le vœu que les gouvernements du Québec et du Canada concluent une entente relativement au financement de la réduction de la taxe de vente, conformément à leur juridiction respective et dans l'intérêt des québécois. Une motion d'amendement est proposée visant à remplacer les mots "conformément à leur juridiction respective et dans l'intérêt des québécois" par les mots "respectant la proposition québécoise annoncée le 12 avril dernier".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable puisqu'elle se rapporte directement au sujet de la motion de fond, soit l'expression d'un vœu sur la conclusion d'une entente relativement à la taxe de vente, l'amendement ne visant qu'à modifier le sens de l'entente. De plus, l'amendement n'écarte pas la question principale et ne va pas à l'encontre de l'essence même ou de la nature de la motion de fond. Finalement, la présidence n'a pas à déterminer si l'amendement peut être d'une importance telle qu'une fois adopté, il pourra amener le proposeur de la motion de fond à voter contre la motion ainsi amendée.

Articles de règlement cités — *Geoffrion 1941, art. 172 et 226*

Décision citée — JD, 3 décembre 1975, pp. 2352-2356 (Jean-Noël Lavoie)

Doctrines invoquées — *Beauchesne, 4^e éd., n° 201, p. 172 et n° 203, p. 175; Bourinot, 1972, p. 49; May, 1909, t. 1, p. 305*

197/6

JD, 16 mai 1979, p. 1281 (Clément Richard)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Le chef de l'opposition officielle propose la motion du mercredi suivante: "Que cette Assemblée presse le gouvernement d'assumer le leadership qui revient au Québec en sa qualité de partenaire majeur de la fédération canadienne en vue du renouvellement de celle-ci". Un amendement, proposé par un ministre, suggère de remplacer les mots "du renouvellement de celle-ci" par les mots "de la renégociation d'égal à égal du pacte de 1867".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est recevable, même si elle apporte un changement important. Un amendement est une modification significative à une motion de fond qui n'écarte pas cette motion.

197/7

JD, 2 mars 1982, pp. 2154-2158 (Jean-Pierre Jolivet)

MOTION D'AMENDEMENT — Recevabilité — Écarter la motion de fond — Élargir la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Un ministre propose la motion suivante: «Que l'Assemblée nationale appuie la proposition faite par le Québec lors de la dernière Conférence des Premiers ministres sur l'économie concernant la constitution d'un fonds d'urgence destiné à aider prioritairement nos PME québécoises et à soutenir la création directe d'emplois; et demande au gouvernement fédéral, d'une part de modifier sa politique monétaire pour donner priorité à la lutte contre le chômage et, d'autre part, d'accepter de participer financièrement au fonds d'urgence proposé par le Québec».

Un député de l'opposition officielle propose une motion d'amendement qui modifierait la motion de fond comme suit: "Que l'Assemblée nationale appuie la constitution d'un fonds d'urgence destiné à aider prioritairement nos PME québécoises et à soutenir la création directe d'emplois et demande au gouvernement fédéral d'accepter d'y participer".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est recevable, car elle n'écarte pas la question principale et ne fait que modifier la motion de fond pour permettre un débat plus large, tout en demeurant dans le sujet.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., no 425, p. 155*

197/8

JD, 17 mars 1982, pp. 2567 et 2568 (Jean-Pierre Jolivet)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Lors d'un débat sur une motion du mercredi présentée par un député de l'opposition officielle, un ministre propose un amendement visant à ajouter le mot "additionnelles" après les mots "prendre des mesures concrètes".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est recevable puisqu'elle n'écarte pas la motion de fond, même si l'amendement implique que des mesures concrètes existent déjà.

197/9

JD, 6 avril 1982, pp. 3021-3024 (Claude Vaillancourt)

MOTION D'AMENDEMENT — Contenu — Recevabilité — RAN, art. 197 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Le ministre des Finances propose une motion dénonçant la teneur d'un projet de loi fédéral sur les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux. Un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement visant

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

à considérer comme acceptable une partie des arrangements fiscaux et inacceptable une autre partie de ces arrangements fiscaux.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est irrecevable puisqu'elle comporte deux éléments distincts, l'un jugeant acceptables certains arrangements fiscaux, l'autre jugeant inacceptables certains de ces arrangements. Ces deux éléments distincts seraient susceptibles d'être divisés alors que la motion de fond est simple.

197/10

JD, 12 mai 1982, pp. 3477-3480 (Jean-Pierre Jolivet)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 197 — RAN, art. 97 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose la motion du mercredi suivante: «Que cette Assemblée exige du gouvernement qu'il révisé le système de taxation municipale qui crée de plus en plus de déséquilibre et s'avère de plus en plus injuste envers de très nombreux contribuables». Un député ministériel propose l'amendement suivant: 1) remplacer le mot "exige" par le mot "demande"; 2) remplacer le mot "révisé" par le mot "ajuste"; 3) retrancher tous les mots après le mot "municipale" et ajouter les mots suivants: "de façon à en améliorer l'équité entre les contribuables; que cette révision se fasse de concert avec les municipalités dont c'est la responsabilité première et vise également à amener le gouvernement fédéral à payer aux municipalités les taxes sur ses immeubles".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Changer les mots "exige" et "révisé" par les mots "demande" et "ajuste" est acceptable, puisque ce n'est qu'une des modalités de la motion de fond. Quant à la dernière partie de l'amendement, elle est également recevable puisqu'elle ne vise qu'à ajouter des mots et n'est qu'une modalité qui n'altère pas le principe de la motion de fond.

Décision similaire — JD, 15 mars 1995, p. 1491 (Raymond Brouillet)

197/11

JD, 5 mai 1983, pp. 910-914 (Réal Rancourt)

MOTION D'AMENDEMENT — Recevabilité — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Un ministre propose une motion visant à réaffirmer le droit du Québec à gérer son industrie des pêches maritimes et à rejeter les recommandations du rapport du groupe fédéral d'étude des pêches de l'Atlantique. Un député de l'opposition officielle propose d'amender cette motion de façon à déferer l'étude de ce problème à une commission parlementaire.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décisions - Assemblée

Décision — Cette motion d'amendement est recevable même si elle constitue un moyen dilatoire. La motion d'amendement ne doit pas être interprétée comme devant écarter la question principale, mais plutôt comme devant remettre à plus tard la décision de l'Assemblée.

197/12

JD, 28 mai 1986, p. 1903 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion du mercredi* — *Recevabilité* — *Écarter la motion de fond* — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, un député de l'opposition officielle propose la motion du mercredi suivante: «Que cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de préciser officiellement sa politique à l'égard des communautés culturelles, d'accélérer la réalisation des mesures mises de l'avant par le gouvernement précédent dont l'énoncé de politique "Autant de façon d'être Québécois" et d'en préserver les acquis, de favoriser la reconnaissance par l'ensemble des Québécois de l'apport des diverses communautés à la richesse et à la diversité culturelles du Québec et de soutenir la convergence de celles-ci vers la majorité francophone du Québec».

Lors du débat sur cette motion, un ministre propose l'amendement suivant: "Que la motion en discussion soit amendée: 1) en remplaçant dans la deuxième ligne les mots "préciser officiellement" par les mots "poursuivre la mise en oeuvre de"; 2) en retranchant dans la troisième ligne les mots "d'accélérer" de même que les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes jusqu'au mot "acquis" inclusivement; 3) en remplaçant dans les deux dernières lignes les mots "la convergence de celles-ci vers" par les mots "leur intégration harmonieuse au sein de la société québécoise et plus particulièrement de".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement écarte certains aspects de la motion principale. En conséquence, elle va à l'encontre de l'article 197 du Règlement.

Article de règlement cité — RAN, art. 197

Décision citée — JD, 3 décembre 1975, pp. 2352-2356 (Jean-Noël Lavoie)

197/13

JD, 21 octobre 1987, pp. 9201 et 9204-9206 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion du mercredi* — *Recevabilité* — *Motion de fond* — *Principe* — *Élargir la motion de fond* — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, un député de l'opposition officielle propose la motion suivante: «Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il mette immédiatement de l'avant des politiques de valorisation de la famille québécoise et qu'il instaure notamment des services d'appui et un support financier significatif à la suite de l'arrivée d'un second enfant».

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Lors du débat sur cette motion, un ministre propose un amendement visant premièrement à remplacer les mots "mette immédiatement" par "continue à mettre" et deuxièmement à remplacer tous les mots après le mot "notamment" par les mots suivants: "des mesures visant à améliorer les services d'appui et le support financier accordés aux parents à titre de premiers responsables légaux et sociaux de la prise en charge des enfants et du milieu familial".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est recevable. L'objectif de la motion de fond est la mise sur pied des politiques de valorisation de la famille québécoise. Ainsi, la première partie de l'amendement ne va pas à l'encontre de ce principe puisqu'elle ne vise finalement qu'à modifier un accessoire au débat.

Quant à la deuxième partie de l'amendement, elle est également recevable puisqu'elle permet d'élargir le débat sur la question en discussion. D'ailleurs, le mot "notamment" contenu dans la motion de fond donne ouverture à la présentation d'amendements respectant le principe de cette motion.

Décisions citées — JD, 9 novembre 1977, pp. 4018-4020 (Louise Cuerrier); JD, 17 mars 1982, pp. 2567 et 2568 (Jean-Pierre Jolivet)

197/14

JD, 25 mai 1988, pp. 1460 et 1465 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Motion de fond — Principe — Écarter la motion de fond — Élargir la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'Assemblée débat de la motion du mercredi suivante: «Que l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement fédéral le respect intégral des compétences du Québec dans le secteur des garderies et du gouvernement du Québec qu'il modifie son attitude en exerçant ses compétences afin de doter les familles québécoises des services de garde auxquels elles ont droit». Un ministre propose de remplacer les mots "modifie son attitude en exerçant" par "s'assure de faire preuve d'une attitude lui permettant de continuer à exercer".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est recevable puisqu'elle porte sur un des volets de la motion principale, soit celui où on demande au gouvernement du Québec de modifier son attitude en exerçant ses compétences quant aux garderies. Cette motion d'amendement peut être interprétée comme demandant au gouvernement, le cas échéant, d'ajuster son attitude dans l'exercice de ses compétences en la matière.

Ainsi, la motion d'amendement n'écarte pas la motion principale et ne change pas les principes qui y sont énoncés. Remplaçant certains mots, il est évident qu'elle modifie la forme de la motion principale. N'est-ce pas là le but d'une motion d'amendement que de modifier une proposition de façon à permettre à ce qu'un plus grand nombre y adhère? En conséquence, cet amendement est recevable.

197/15

JD, 4 avril 1990, pp. 1597 et 1598 (Lawrence Cannon)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Motion de fond — Principe — Sujet — Écarter la motion de fond — Nier la motion de fond — Élargir la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — Le chef de l'opposition officielle propose la motion du mercredi suivante: «Que le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécois et Québécoises, les propositions constitutionnelles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le premier ministre du Canada et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle dans le but de permettre la ratification de l'accord du Lac Meech.»

Un ministre propose une motion d'amendement. Si cette motion était adoptée, la motion principale se lirait comme suit: «Que le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécoises et Québécois, toutes propositions constitutionnelles, y compris celles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le premier ministre du Canada, qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification susceptible de changer le contenu et la portée de l'accord du Lac Meech dans le but de permettre la ratification dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée.»

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable.

Pour être jugée recevable, une motion d'amendement doit respecter les critères énoncés à l'article 197 du Règlement, c'est-à-dire qu'il doit porter sur le même sujet que la motion de fond et qu'il ne peut aller à l'encontre de son principe. Ces critères ont été précisés par la jurisprudence. Sur ce point, la présidence s'exprimait en ces termes le 22 mars dernier: «Il est reconnu de façon constante qu'une motion d'amendement doit se rapporter au sujet de la motion de fond et qu'elle ne doit l'écarter ni la nier. Elle peut avoir pour objet d'apporter des changements même importants qui permettent un débat plus large ou encore qui permettent à un plus grand nombre d'y adhérer.»

De toute évidence, la motion d'amendement se rapporte au sujet de la motion de fond, soit le rejet par le Québec des propositions constitutionnelles dans le but de permettre la ratification de l'accord du Lac Meech et ne nie pas non plus la motion de fond.

Il a été établi par la doctrine que seule une motion d'amendement qui a l'effet d'un vote négatif sur la motion principale doit être considérée comme l'écartant. Est donc recevable un amendement qui a pour effet de diluer ou d'atténuer la portée d'une motion principale.

Une motion, une fois mise en délibération, n'appartient plus à son auteur, mais bien à l'Assemblée. De plus, par un amendement, on cherche à rendre une proposition acceptable par un plus grand nombre possible, en somme, par la majorité.

Article de règlement cité — RAN, art. 197

Décisions citées — JD, 26 avril 1978, pp. 1153-1155 (Jean-Guy Cardinal); JD, 17 mars 1982, pp. 2567 et 2568 (Jean-Pierre Jolivet)

Doctrine invoquée — Bourinot, 1972, p. 49

197/16

JD, 7 novembre 1990, p. 4919 (Roger Lefebvre)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Élargir la motion de fond — Écarter la motion de fond — Atténuer la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — Un amendement est proposé à la motion du mercredi suivante d'un député de l'opposition officielle: «Que cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1^{er} janvier 1991, sur les livres, périodiques et imprimés et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS.» L'amendement propose de remplacer le mot "demande" par le mot "recommande"; de remplacer les mots "retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1^{er} janvier 1991, sur les livres" par les mots "réexaminer l'opportunité d'assujettir à la taxe de vente du Québec les livres, de même que les"; d'ajouter, après le mot "imprimés", les mots "à caractère pédagogique et culturel".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable puisqu'elle vise à rallier un plus grand nombre de parlementaires à la motion principale et elle n'écarte pas la motion principale même si la conclusion recherchée peut être atténuée. Une motion d'amendement peut apporter des changements importants et ouvrir des avenues non prévues au départ par la motion principale.

197/17

JD, 1 mai 1991, pp. 7624-7627 (Michel Bissonnet)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Écarter la motion de fond — Nier la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — Une motion d'amendement à la motion du mercredi suivante d'un député indépendant est présentée: «Que le drapeau de notre pays, le Canada, trouve sa place et apparaisse à la gauche du fauteuil du Président ici à l'Assemblée nationale du Québec.» L'amendement proposé retranche à la dernière ligne le point après le mot Québec et ajoute après le dernier mot de la motion les mots "aux occasions que déterminent selon le cas, le Bureau de l'Assemblée nationale".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable. La motion d'amendement n'écarte pas la motion principale et ne la nie pas non plus. Le changement apporté par la motion d'amendement constitue une simple modalité que certains peuvent trouver importante. D'autre part, l'article 100 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* permet à l'Assemblée de confier des fonctions au Bureau de l'Assemblée nationale.

Décision citée — JD, 5 mai 1983, pp. 910-914 (Réal Rancourt)

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 100

197/18

JD, 18 mars 1992, pp. 12033-12044 et 12050 (Roger Lefebvre)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Écarter la motion de fond — Nier la motion de fond — Atténuer la motion de fond — Contredire la motion de fond — Dénaturer la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — Un amendement est proposé à la motion du mercredi suivante du whip de l'opposition officielle: «Que l'Assemblée nationale réaffirme la position du gouvernement exprimée solennellement par le premier ministre à l'occasion d'un message à la population, le 23 juin 1990, à l'effet de négocier à 2 et non à 11, avec le gouvernement canadien tout projet d'entente constitutionnelle.» La motion d'amendement se lit comme suit: «Que la motion en discussion soit amendée premièrement, en remplaçant, dans la première ligne, le mot "réaffirme" par les mots "dans les circonstances actuelles, appuie"; 2° en retranchant, dans la quatrième ligne, après le mot "onze", la virgule, 3° en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "canadien" par le mot "fédéral"; 4° en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "tout projet d'entente constitutionnelle" par les mots "le renouvellement fédéralisme canadien.»

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable car elle n'écarte pas et ne nie pas la motion principale. Elle vient modifier, peut-être atténuer la motion principale, mais ne vient pas la contredire ni la dénaturer.

197/19

JD, 27 octobre 1993, p. 8280 (Michel Bissonnet)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Motion de fond — Principe — Sujet — Élargir la motion de fond — Écarter la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97

Contexte — À la période des affaires du jour, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'Assemblée est à débattre de la motion suivante:

«Que le gouvernement tienne compte des constats exprimés publiquement le 5 octobre 1993 par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique, le ras-le-bol des jeunes laissés pour compte, la taxation rendue à son extrême limite, l'abus et la tricherie du système, le climat de discorde observé un peu partout dans la société, et les groupes d'intérêts nombreux et puissants qui forcent l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécois sont ignorés, en mettant de l'avant dans les plus brefs délais un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.»

Un ministre propose premièrement, de remplacer les mots «tienne compte» par «poursuive ses efforts qui tiennent compte», deuxièmement, d'ajouter après le mot «sur» les mots suivants: «l'existence au Québec des mêmes phénomènes qui sévissent partout en Occident:» et troisièmement, de remplacer les mots «un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes» par «les solutions pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réalignment administratif de l'État».

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable. Elle concerne le même sujet que la motion principale et ne va pas à l'encontre du principe de celle-ci. Elle apporte certaines précisions à la motion principale et en élargit la portée mais elle n'a pas pour effet de l'écarter ou d'en changer la nature.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Article de règlement cité — *RAN, art. 197*

Décision citée — *JD, 21 octobre 1987, pp. 9201 et 9204-9206 (Jean-Pierre Saintonge)*

Décision similaire — *JD, 12 mars 1997, pp. 5126, 5127 et 5132 (Claude Pinard)*

197/20

JD, 4 mai 1994, p. 715 (Michel Tremblay)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion du mercredi — Recevabilité — Motion de fond — Sujet — Principe — Nier la motion de fond — Élargir la motion de fond — RAN, art. 197 — RAN, art. 97*

Contexte — Une motion est présentée afin d'amender la motion du mercredi suivante: «Que cette Assemblée est d'avis que d'éventuelles modifications à la Loi fédérale sur les jeunes contrevenants ne devraient s'appliquer au Québec que dans la mesure où elles sont conformes avec les lois et politiques québécoises actuelles en matière de protection de la jeunesse.»

La motion d'amendement propose de remplacer: 1° les mots «est d'avis» par le mot «réclame»; 2° les mots «d'éventuelles modifications» par les mots «toute modification»; 3° les mots «ne devraient s'appliquer au Québec que dans la mesure où elles sont conformes avec les» par les mots «tienne compte des»; 4° les mots «québécoises actuelles» par les mots «du Québec.»

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable.

Elle concerne le même sujet que la motion principale, elle ne va pas à l'encontre du principe de celle-ci et n'a pas pour effet de la nier. Dans la mesure où ces conditions sont respectées, une motion d'amendement peut donner lieu à un débat plus large que la motion principale, surtout si elle a pour effet de permettre à un plus grand nombre de députés d'y adhérer.

Décision similaire — *JD, 12 mars 1997, pp. 5126, 5127 et 5132 (Claude Pinard)*

197/21

JD, 24 mai 1995, p. 2993 (Raymond Brouillet)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion du mercredi — Recevabilité — Sujet — Principe — RAN, art. 197 — RAN, art. 97*

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'Assemblée débat de la motion du mercredi suivante: «Que cette Assemblée exige du gouvernement du Parti québécois qu'il honore ses engagements électoraux envers la population de la région de Montréal.»

Un ministre propose que cette motion soit amendée premièrement, par le remplacement, dans la première ligne, des mots "exige du" par les mots "demande au"; deuxièmement, par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots "Parti québécois qu'il honore" par les mots "Québec qu'il poursuive ses efforts et actions visant à honorer".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est recevable car elle concerne le même sujet que la motion principale, soit les engagements électoraux du Parti québécois envers la population de la région de Montréal. De plus, cette motion d'amendement ne va pas à l'encontre du principe de la motion principale, soit d'honorer lesdits engagements du Parti québécois envers la population de la région de Montréal.

Décision similaire — *JD, 29 mai 1996, p. 1461 (Raymond Brouillet)*

197/22

JD, 19 septembre 1995, pp. 5127 et 5128 (Raymond Brouillet)

MOTION D'AMENDEMENT — Principe — Écarter la motion de fond — Motion irrégulière — RAN, art. 197

Contexte — Lors du débat référendaire de septembre 1995, un député indépendant présente une motion d'amendement visant à modifier la motion présentée par le Premier ministre. La motion du Premier ministre prévoit que la version française de la question devant faire l'objet d'une consultation populaire est la suivante: «Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?».

La motion d'amendement vise à modifier la motion du Premier ministre «[...] en retirant du deuxième paragraphe [...] les mots «, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995»; [...] en ajoutant, après le mot «devienne», au deuxième paragraphe [...], les mots «un État» [...].

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est irrecevable.

Bien qu'une motion d'amendement puisse apporter des changements importants à une motion principale, elle ne peut toutefois aller à l'encontre de son principe. Déterminer le principe d'une motion est un exercice qui, souvent, peut s'avérer fort complexe. Il est toutefois établi qu'un principe est un élément essentiel d'une motion, contrairement à une simple modalité.

La motion principale présentée par le Premier ministre comporte deux principes: premièrement, que le Québec devienne souverain et, deuxièmement, qu'une offre formelle d'un nouveau partenariat économique et politique soit faite au Canada. Or, la motion d'amendement va à l'encontre du deuxième principe de la motion principale d'une façon telle qu'elle a pour effet de le supprimer.

Comme une partie de la motion d'amendement est irrégulière, cela a pour effet de la vicier dans son ensemble.

Article de règlement cité — *RAN, art. 197*

197/23

JD, 13 novembre 1996, p. 3122 (Claude Pinard)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion du mercredi* — *Recevabilité* — *Principe* — *Ajouter un principe* — *RAN, art. 197* — *RAN, art. 97*

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'Assemblée débat de la motion du mercredi suivante: «Que l'Assemblée exige du gouvernement péquiste qu'il respecte sa signature apposée aux conventions collectives des employés de l'État.».

Un ministre propose que cette motion soit amendée «par le remplacement, dans la première ligne, des mots «exige du gouvernement péquiste» par les mots «demande au gouvernement du Québec»; par l'ajout, après le mot «État», des mots «et qu'en conséquence elle appuie le gouvernement dans les discussions en cours avec les représentants des employés de l'État visant à dégager les avenues de solution permettant de donner suite au consensus établi lors de la conférence socio-économique de mars dernier et d'atteindre l'objectif d'un déficit zéro d'ici l'an 2000».

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est irrecevable, pour le motif qu'elle aborde une question étrangère à la motion principale, en introduisant un nouveau principe. On ne doit pas, dans une motion d'amendement, soulever une question nouvelle qui ne peut être étudiée que sur présentation d'une motion distincte précédée d'un préavis.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 6^e éd., n° 579, p. 183*

Décisions similaires — *JD, 2 décembre 1996, pp. 3536-3541 (Raymond Brouillet); JD, 21 mai 1997, p. 6829 (Claude Pinard)*

197/24

JD, 29 octobre 1997, p. 8097 (Jean-Pierre Charbonneau)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion du mercredi* — *Recevabilité* — *Principe* — *Sujet* — *Atténuer la motion de fond* — *RAN, art. 197*

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose la motion du mercredi suivante: «Que le gouvernement du Parti québécois s'engage à ce que son pelletage de 407 000 000 \$ de factures gouvernementales dans le champ foncier ne se traduise pas par une hausse de taxes municipales pour le contribuable québécois.» Un ministre propose une motion d'amendement visant à remplacer les mots «Parti québécois» par «Québec» et les mots «ce que son pelletage de 407 000 000 \$ de factures gouvernementales dans le champ foncier» par les mots «apporter tout le soutien nécessaire pour que l'application de l'entente intervenue avec l'Union des municipalités du Québec et portant sur une contribution municipale à la réduction du déficit de 375 000 000 \$.»

Décisions - Assemblée

Question — Est-ce que la motion d'amendement est recevable?

Décision — Quoiqu'elle atténue la portée de la motion principale, la motion d'amendement est recevable parce qu'elle ne dénature ni ne contredit son principe qui était de faire en sorte que l'action gouvernementale ne se traduise pas par une augmentation des taxes municipales.

ARTICLE 198

198/1

JD, 13 novembre 1996, p. 3119 (Claude Pinard)

MOTION D'AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Suspension de la séance — RAN, art. 198 — RAN, art. 97 — RAN, art. 197 — RAN, art. 199

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, un ministre propose une motion d'amendement à la motion du mercredi en discussion. Le leader adjoint de l'opposition officielle demande alors au Président de suspendre la séance, afin de lui permettre de prendre connaissance de la motion d'amendement et, ainsi, afin de décider s'il soulèvera son irrecevabilité.

Question — Lorsqu'un amendement est proposé à une motion du mercredi, est-ce que la présidence doit suspendre la séance afin de permettre à l'opposition officielle d'en prendre connaissance?

Décision — Lorsqu'un amendement est proposé à une motion du mercredi, une pratique assez récente veut que le débat se poursuive tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement, sous réserve de la recevabilité de cette dernière. Un consentement unanime de l'Assemblée est toutefois requis pour déroger aux articles 198 et 199 du Règlement.

Dans les circonstances, étant donné qu'il n'y a pas un tel consentement, la séance est suspendue pour quelques instants, afin de permettre à l'opposition de prendre connaissance de la motion d'amendement. Par la suite, la question de la recevabilité de la motion sera décidée, après avoir entendu, le cas échéant, quelques remarques à cet effet.

ARTICLE 200

200/1

JD, 19 décembre 1973, pp. 689-691 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Recevabilité — Répéter la motion de fond — RAN, art. 200 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Lors d'un débat sur une motion portant sur la conduite d'un vice-président, un député de l'opposition officielle propose une motion de sous-amendement débutant par le mot "notamment".

Question — Est-ce qu'une motion de sous-amendement peut être la répétition de la motion principale?

Décision — La motion de sous-amendement est irrecevable, car nul sous-amendement ne doit être, au fond, la répétition de la motion principale. De plus, l'objet d'un sous-amendement doit se rapporter à des questions non visées par l'amendement. Dans le cas présent, il demeure évident que le sous-amendement qui débute par le mot "notamment" est contenu dans l'amendement.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 180*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 4^e éd., n° 202, p. 173*

200/2

JD, 19 décembre 1973, pp. 698-700 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Recevabilité — Élargir la motion d'amendement — Répéter la motion d'amendement — RAN, art. 200 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Lors d'un débat sur une motion portant sur la conduite d'un vice-président, un député de l'opposition officielle présente une motion de sous-amendement. La motion d'amendement discutée propose d'ajouter les mots "lors de l'étude en commission parlementaire de la justice, du projet de loi 8". Le sous-amendement propose d'ajouter, à la fin de l'amendement, les mots suivants: "et lorsqu'il a présidé le 5 décembre 1973, une séance irrégulièrement convoquée de la commission".

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — L'objet d'un sous-amendement est de modifier un amendement. Comme le précise Beauchesne, "il ne devrait pas élargir la portée de l'amendement, mais se rapporter à des questions non visées par celui-ci". Le sous-amendement proposé par le député de l'opposition officielle est une répétition de l'amendement et doit être déclaré irrecevable.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 4^e éd., n° 202, p. 173*

200/3

JD, 19 décembre 1973, pp. 704-708 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Recevabilité — Interprétation — RAN, art. 200 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Lors d'un débat sur une motion portant sur la conduite d'un vice-président, un député de l'opposition officielle propose un sous-amendement. L'amendement discuté propose d'ajouter les mots "lors de l'étude en commission parlementaire de la justice, du projet de loi 8". Le sous-amendement propose d'ajouter, à la fin de l'amendement, les mots suivants: "et d'avoir permis au rapporteur de la commission de la justice de soumettre à l'Assemblée nationale un rapport irrégulier, le mardi 18 décembre 1973".

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — Le Président doit décider de la recevabilité des sous-amendement avec latitude. Puisque ce sous-amendement couvre un aspect nouveau de l'amendement, il doit être jugé recevable.

200/4

JD, 20 décembre 1973, pp. 767 et 768 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Recevabilité — Écarter la motion d'amendement — Élargir la motion d'amendement — RAN, art. 200 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Lors d'un débat sur une motion portant sur la conduite d'un vice-président, un député de l'opposition officielle propose d'ajouter, à la fin de l'amendement, un sous-amendement qui se lirait comme suit: "et souhaite que d'ici la fin de la présente session, il ne préside plus ladite commission".

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — Une motion de sous-amendement comportant une sanction, alors que la motion d'amendement n'exprime qu'un regret, devient irrecevable puisqu'elle écarte la question de fond. De plus, comme le précise Beauchesne, "l'objet d'un sous-amendement étant de modifier l'amendement, il ne devrait pas élargir la portée de l'amendement".

Doctrine invoquée — Beauchesne, 4^e éd., n° 202, p. 173

200/5

JD, 14 novembre 1979, pp. 3636 et 3637 (Claude Vaillancourt)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Écarter la motion d'amendement — Refus d'une motion irrégulière — RAN, art. 200 — RAN, art. 193 — RAN 1972-1984, art. 65 — RAN 1972-1984, art. 70

Contexte — Un député de l'opposition officielle présente un sous-amendement à un amendement proposé à une motion du mercredi. La motion de sous-amendement se rattache directement à la motion de fond et non à la motion d'amendement.

Question — Est-ce qu'une motion de sous-amendement doit nécessairement se rattacher à la motion d'amendement?

Décisions - Assemblée

Décision — La motion de sous-amendement est irrecevable puisqu'elle n'a pas pour objet de modifier la motion d'amendement. De plus, pour être recevable, la motion de sous-amendement doit remplir les conditions prévues par l'article 70 RAN 1972-1984 (RAN, art. 200). En plus de se rapporter directement au sujet de la motion d'amendement, la motion de sous-amendement ne peut que retrancher, ajouter des mots ou les remplacer par d'autres, et son effet ne peut être d'écarter la motion d'amendement.

Comme l'y autorise l'article 65 RAN 1972-1984 (RAN, art. 193), le Président peut donc inviter le député à soumettre une version modifiée de sa motion afin de la rendre recevable.

200/6

JD, 28 octobre 1987, pp. 9344 et 9345 (Louise Bégin)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Nier la motion principale — RAN, art. 200

Contexte — Aux affaires du jour, à l'étape des affaires inscrites par les députés de l'opposition, une motion du mercredi présentée par le chef de l'opposition officielle et amendée par un ministre se lit comme suit: «Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il continue à mettre de l'avant des politiques de valorisation de la famille québécoise et qu'il instaure notamment des mesures visant à améliorer les services d'appui et le support financier accordés aux parents à titre de premiers responsables légaux et sociaux de la prise en charge des enfants et du milieu familial».

Un député de l'opposition officielle présente une motion de sous-amendement afin d'ajouter à la fin de la motion amendée les mots suivants: "et qui à cet égard il instaure, entre autres, des mesures précises à la suite de l'arrivée du second enfant".

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — Cette motion de sous-amendement est recevable puisqu'elle ajoute une modalité à la motion amendée sans toutefois nier la motion principale.

200/7

JD, 4 avril 1990, pp. 1612, 1613 et 1620 (Lawrence Cannon)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Élargir la motion d'amendement — RAN, art. 200

Contexte — Un ministre a proposé d'amender une motion du mercredi du chef de l'opposition officielle afin qu'elle se lise comme suit: «Que le gouvernement du Québec rejette, au nom des Québécoises et Québécois, toutes propositions constitutionnelles, y compris celles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada, qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification susceptible de changer le contenu et la portée de l'accord du Lac Meech dans le but de permettre la ratification dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée.»

Le leader de l'opposition officielle propose la motion de sous-amendement suivante: remplacer les mots "susceptible de changer le contenu et la portée de" par le mot "à".

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — La motion de sous-amendement est recevable. Tout amendement peut faire l'objet de sous-amendements, lesquels sont soumis aux mêmes règles que les amendements. De plus, il est précisé, dans Beauchesne, que: «1) L'objet d'un sous-amendement étant de modifier un amendement, il ne devrait pas élargir la portée de l' amendement;» 2) l'effet d'un sous-amendement ne doit pas tendre à revenir vers la motion de fond.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 4^e éd., n° 202, p. 173*

200/8

JD, 27 novembre 1991, pp. 10903-10914, 10934-10937 (Roger Lefebvre)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Motion du mercredi — Recevabilité — Contredire la motion d'amendement — Écarter la motion d'amendement — Répéter la motion de fond — RAN, art. 200

Contexte — Une motion du mercredi proposée par le whip de l'opposition officielle et amendée par un ministre se lit comme suit: «Que l'Assemblée nationale, tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire, demande au gouvernement fédéral de respecter le processus établi par la loi 150 et, en conséquence, de ne pas initier de référendum pancanadien affectant l'avenir politique et constitutionnel du Québec, réaffirmant ainsi le droit des Québécoises et Québécois d'assumer librement leur propre destin et de déterminer seuls leur statut politique et constitutionnel.»

Le leader de l'opposition officielle propose une motion de sous-amendement qui supprime les mots "tout en reconnaissant le droit pour le Parlement fédéral de se doter d'une loi référendaire" et qui remplace les mots "respecter le processus établi par la loi 150 et, en conséquence de ne pas" par les mots "ne jamais".

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — La motion de sous-amendement est recevable. Au même titre que l'amendement affecte la motion principale en suggérant une voie différente, le sous-amendement modifie la motion d'amendement en précisant davantage l'intention de l'auteur de la motion de fond. L'usage du terme "jamais" fait en sorte que le sous-amendement ne contredit aucun aspect de la motion à laquelle il se rapporte, ni ne l'écarte. En outre, la motion supprime et ajoute des mots sans qu'il en résulte une répétition de la motion de fond.

Décision similaire — JD, 21 mai 1997, p. 6832 (Claude Pinard)

ARTICLE 202

202/1

JD, 22 mai 1991, pp. 8386-8390 (Roger Lefebvre)

MOTION DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE — Motion du mercredi — Adoption du principe — Recevabilité — RAN, art. 202 — RAN, art. 99 — RAN, art. 203 — RAN, art. 204

Contexte — Au cours du débat portant sur une motion du mercredi qui propose l'adoption du principe d'un projet de loi, le leader de l'opposition officielle présente une motion de mise aux voix immédiate. Il s'agit de savoir si une motion du mercredi peut faire l'objet d'une motion de mise aux voix immédiate.

Question — Est-ce qu'une motion du mercredi peut faire l'objet d'une motion de mise aux voix immédiate?

Décision — La motion de mise aux voix immédiate est recevable. En vertu de l'article 99 du Règlement, les règles concernant la procédure législative, s'appliquent lors du débat sur les affaires inscrites par les députés de l'opposition.

Nous ne sommes pas dans une situation où la présidence peut rejeter d'office la motion de mise aux voix immédiate compte tenu que les conditions prévues par les dispositions de l'article 203 du Règlement ne sont pas présentes. Un débat sur cette motion doit être tenu conformément à l'article 204 du Règlement.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 99, 203 et 204*

ARTICLE 205

205/1

JD, 21 mars 1990, pp. 1205-1215 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION DE SCISSION — Motion du mercredi — Débat restreint — Principe d'un projet de loi — RAN, art. 205 — RAN, art. 206

Contexte — Au cours du débat portant sur une motion du mercredi, un député indépendant propose une motion de scission. La motion de fond se lit comme suit: «Que cette Assemblée dénonce le sentiment antifrancophone qui prévaut au Canada anglais, suite à l'utilisation par le Québec de la clause "nonobstant", qu'elle réitère sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes, qu'elle réaffirme que cette clause "nonobstant" constitue le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise et qu'elle n'entend abdiquer aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation, plus particulièrement dans le domaine de la langue.»

Question — Est-ce que cette motion du mercredi peut faire l'objet d'une motion de scission?

Décision — La motion de scission existe depuis fort longtemps et toute motion de fond contenant plus d'un principe peut être scindée à moins qu'une disposition expresse du Règlement ne l'interdise. Les motions proposées le mercredi par les députés de l'opposition peuvent donc faire l'objet d'une motion de scission.

La recevabilité d'une motion de scission peut engendrer certaines difficultés en ce qui a trait à l'allocation du temps puisqu'un débat restreint doit avoir lieu à l'intérieur d'un débat déjà limité dans le temps. Il doit tenir compte de ce contexte dans l'organisation du débat restreint.

Il en résulte que la présente motion de scission peut être recevable si la motion principale contient plusieurs principes qui peuvent faire l'objet chacun d'une motion distincte. Les précédents établis à l'Assemblée sont à l'effet qu'il faut donner au mot "principe" une signification plus limitée que les mots "sujet, but ou objet" d'une motion. Dans le présent cas, même si la motion proposée par le député de l'opposition a pour toile de fond la clause "nonobstant", on ne peut s'empêcher d'y trouver trois propositions différentes pouvant chacune faire l'objet d'une motion distincte. La motion de scission est donc recevable.

La motion de scission tend à favoriser la libre expression des députés afin qu'ils puissent se prononcer sur chacune des propositions. Le rôle du Président se limite donc à vérifier si les conditions exigées par l'article 205 du Règlement sont remplies. Il reviendra à l'Assemblée, par la suite, de décider s'il y aura scission ou non.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 231-235; RAN 1972-1984, art. 88; RAN, art. 205*

Décisions citées — *JD, 15 mars 1972, p. 194 (Jean-Noël Lavoie); JD, 12 juin 1985, pp. 4532-4540 (Richard Guay)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 415, p. 152; May, 21st ed., p. 335*

ARTICLE 209

209/1

JD, 6 juin 1986, p. 2350 (Jean-Pierre Saintonge)

TEMPS DE PAROLE — Rappel au règlement — Violation de droits ou de privilèges — RAN, art. 209

Contexte — À la suite de nombreux rappels au règlement soulevés lors de son intervention portant sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député désire savoir si le temps écoulé lors de ces interventions est imputé sur son temps de parole.

Question — Est-ce que le temps écoulé lors d'un rappel au règlement est imputé sur le temps de parole du député qui intervient au moment où le rappel au règlement est soulevé?

Décision — Toute question portant sur une violation de droit ou de privilège et tout rappel au règlement fait lors d'une intervention d'un député sont imputés sur le temps de parole de ce député.

Décision similaire — JD, 16 décembre 1987, p. 10784 (Louise Bégin)

209/2

JD, 4 avril 1995, pp. 1905 et 1906 (Raymond Brouillet)

MOTION D'AMENDEMENT — Droit de parole — RAN, art. 209 — RAN, art. 197

Contexte — Aux affaires courantes, lors du débat sur une motion d'amendement à une motion sans préavis, le leader de l'opposition officielle prétend que l'auteur de la motion d'amendement dispose également d'un droit de parole, lors du débat sur la motion d'amendement.

Question — Lors du débat sur une motion d'amendement, est-ce que l'auteur de la motion d'amendement s'étant déjà exprimé sur la motion principale dispose d'un droit de parole sur la motion d'amendement?

Décision — L'auteur d'une motion d'amendement intervient à la fois sur la motion principale et sur la motion d'amendement. Ainsi, le député qui entend présenter une motion d'amendement propose celle-ci à l'occasion de l'exercice de son droit de parole, dans le cadre du débat sur la motion principale. Il intervient à la fois sur la motion principale et sur la motion d'amendement.

L'auteur d'une motion d'amendement ne dispose pas d'un droit de parole additionnel à la suite de la présentation de sa motion d'amendement. En effet, il s'est déjà exprimé sur l'amendement lors de son intervention sur la motion principale.

Quant à l'auteur de la motion principale, celui-ci ne s'étant pas encore exprimé sur le sujet, il dispose d'un droit de parole lors du débat sur la motion d'amendement.

ARTICLE 210

210/1

JD, 4 mars 1980, pp. 4957-4961 (Clément Richard)

DÉBAT RESTREINT — Débat référendaire — Temps de parole — RAN, art. 210 — RAN, art. 2(6) — RAN 1972-1984, art. 10(6) — RAN 1972-1984, art. 94 — Loi sur la consultation populaire, art. 9

Contexte — Après avoir tenu une réunion des leaders parlementaires pour organiser le débat restreint de trente-cinq heures sur la question référendaire, débat prévu par l'article 9 de la *Loi sur la consultation populaire*, le Président constate un désaccord et doit établir la répartition du temps de parole.

Question — Quels principes doivent guider le Président lors de la répartition des temps de parole au cours d'un débat restreint?

Décision — Il ne s'agit pas du débat sur la consultation populaire mais bien du débat sur le choix d'une question; en conséquence, le Président ne peut être tenu de diviser le temps également entre les deux options possibles puisqu'il ne peut présumer de l'accord ou non des députés quant au choix de la question référendaire. Les règles ordinaires de procédure prévalant, le Président doit rechercher la participation du plus grand nombre de députés au débat; les droits individuels des députés seront donc préférés aux droits collectifs.

Cependant, l'article 94 RAN 1972-1984 (RAN, art. 209) permettant un droit de parole de vingt minutes par député, les trente-cinq heures dévolues au débat ne suffiront pas. Étant donné que la majorité des députés ministériels compense pour le moins grand nombre de députés d'opposition, le temps d'intervention des membres du premier groupe sera réduit à seize minutes alors que celui des membres de l'opposition demeurera à vingt minutes.

Et, convertissant le temps imputé à chaque individu en une enveloppe globale pour chaque formation politique que ces dernières pourront utiliser à leur gré, nous respectons à la fois les droits individuels des députés, les droits collectifs des différentes formations politiques et l'article 9 de la *Loi sur la consultation populaire*, qui autorise un député à prendre la parole plus d'une fois au cours de ce débat.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 94

Loi citée — *Loi sur la consultation populaire*, L.R.Q., c. 64.1, art. 9

210/2

JD, 3 juin 1986, p. 2137 (Louise Bégin)

DÉBAT RESTREINT — Réunion des leaders — Temps de parole — Alternance — RAN, art. 210

Contexte — À la suite d'une réunion avec les leaders pour organiser un débat restreint, le Président constate l'impossibilité d'en arriver à un accord sur le partage du temps de parole entre les groupes parlementaires. Un groupe parlementaire ne désire pas utiliser l'enveloppe de temps qui lui est allouée, mais ne désire pas pour autant le céder à l'autre groupe parlementaire. Le Président doit donc répartir le temps de parole prévu pour ce débat.

Question — Quels principes doivent guider le Président pour la répartition du temps de parole entre les groupes parlementaires, lorsqu'un groupe parlementaire ne désire pas utiliser l'enveloppe de temps qui lui est allouée, sans pour autant la céder à l'autre groupe parlementaire?

Décision — La limite de temps imposée par l'article 210 du Règlement étant une exception à la règle générale qui favorise la discussion à l'Assemblée, la présidence ne peut restreindre davantage le droit de parole des députés. Il doit chercher à favoriser la discussion d'une motion. Par conséquent, dans les limites du débat et en respectant le plus possible l'alternance, le Président reconnaîtra tout député désirant intervenir, la durée de chaque intervention devant être limitée à dix minutes.

Article de règlement cité — *RAN, art. 210*

Décisions similaires — *JD, 9 juin 1986, pp. 2441 et 2442 (Louise Bégin); JD, 9 juin 1987, pp. 8118 et 8119 (Louise Bégin)*

210/3

JD, 19 décembre 1988, pp. 4321-4323 (Pierre Lorrain)

DÉBAT RESTREINT — *Motion de suspension d'une règle de procédure — Réunion des leaders — Moment — RAN, art. 210 — RAN, art. 182*

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des motions sans préavis mais avant la présentation d'une motion de suspension des règles de procédure aux affaires du jour, le leader du gouvernement demande au Président de convoquer une réunion des leaders et, ainsi, de suspendre temporairement les travaux de l'Assemblée. Le leader de l'opposition officielle prétend que la réunion des leaders des groupes parlementaires doit avoir lieu après la présentation de la motion.

Question — Pour que la réunion entre les leaders ait lieu pour l'organisation du débat restreint concernant une motion de suspension des règles de procédure, est-ce que la motion de suspension des règles de procédure doit préalablement avoir été présentée?

Décision — Pour que la réunion des leaders prévue à l'article 210 du Règlement ait lieu, il faut que la motion de suspension des règles de procédure ait été présentée.

À cette étape, un consentement unanime des membres de l'Assemblée est nécessaire pour suspendre temporairement la séance. Comme le leader de l'opposition officielle refuse d'accorder son consentement, les travaux doivent se poursuivre.

Article de règlement cité — *RAN, art. 210*

210/4

JD, 21 mars 1990, p. 1249 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT RESTREINT — *Motion de scission — Réunion des leaders — Temps de parole — RAN, art. 210 — RAN, art. 206 — RAN, art. 209*

Contexte — Une motion de scission ayant été présentée par un député indépendant, le Président a réparti les temps de parole à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, conformément à l'article 210 du Règlement. Cinq minutes

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

sont accordées aux députés indépendants, le reste du temps étant partagé également entre les groupes parlementaires. Dès le commencement du débat, un autre député indépendant soulève une question de règlement. Il prétend que les temps de parole prévus à l'article 209 du Règlement s'appliquent lors d'un débat restreint et qu'à titre de représentant du député indépendant qui a présenté la motion, il pourrait parler pendant une heure.

Question — Est-ce que les temps de parole prévus à l'article 209 du Règlement s'appliquent dans le cadre d'un débat restreint?

Décision — Lorsqu'il organise un débat restreint, le Président doit convoquer les leaders pour faire le partage du temps en tenant compte de la présence de députés indépendants.

L'organisation d'un débat restreint n'est pas soumise à l'application de l'article 209 du Règlement et ne comporte donc pas les temps de parole prévus pour une motion de fond ou une motion de forme. La jurisprudence est claire sur ce point.

Article de règlement cité — *RAN, art. 209*

Décision similaire — *JD, 4 décembre 1996, p. 3715 (Claude Pinard)*

ARTICLE 211

211/1

JD, 1 juin 1984, p. 6616 (Jean-Pierre Jolivet)

PERTINENCE — Étude des crédits — Débat sur les rapports de commissions — RAN, art. 211 — RAN, art. 288

Contexte — Lors du débat sur les rapports des commissions ayant étudié les crédits budgétaires du gouvernement, un député de l'opposition officielle fait part de sa propre conception concernant la politique des personnes âgées.

Question — Est-ce qu'un député, lors du débat sur les rapports des commissions ayant étudié les crédits budgétaires du gouvernement, peut traiter d'un sujet qui a fait l'objet d'une discussion particulière lors de l'étude des crédits en commission?

Décision — Le débat porte sur l'ensemble des crédits budgétaires du gouvernement et sur les rapports des commissions dans leur ensemble. Un député peut donc aborder la question des personnes âgées, puisqu'il y a certainement eu en commission des discussions qui ont porté sur les crédits devant être accordés à différents groupes de la société.

211/2

JD, 23 mai 1985, pp. 3799 et 3800 (Réal Rancourt)

PERTINENCE — Adoption d'un projet de loi — RAN, art. 211

Contexte — Lors du débat sur l'adoption d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle fait référence à une loi qui n'a qu'un lien indirect avec le projet de loi à l'étude.

Question — Est-ce qu'un député peut, lors du débat sur l'adoption d'un projet de loi, faire référence à une loi qui n'a qu'un lien indirect avec le projet de loi à l'étude?

Décision — Le Président permet une assez large ouverture sur la pertinence, mais il ne faut quand même pas exagérer à ce point qu'on puisse discuter de tout à la fois.

211/3

JD, 12 mars 1987, pp. 6036-6040 (Jean-Pierre Saintonge)

PERTINENCE — Prise en considération du rapport — RAN, art. 211

Contexte — Au cours du débat sur la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle s'attarde sur un autre projet de loi et sur les réalisations du ministre.

Question — Est-ce qu'un député peut, lors du débat sur la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, s'attarder sur un autre projet de loi et sur les réalisations du ministre?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Même si une certaine latitude doit prévaloir, le débat ne peut porter sur un autre projet de loi ou sur les politiques d'un ministère. À l'étape de la prise en considération d'un rapport d'une commission ayant procédé à l'étude d'un projet de loi, le débat peut porter sur tous les propos qui ont pu être dits en commission et qui peuvent être contenus au rapport.

Décisions similaires — JD, 29 octobre 1986, p. 3595 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 11 avril 1990, p. 1738 (Lawrence Cannon)

211/4

JD, 12 décembre 1988, pp. 3993 et 3994 (Louise Bégin)

PERTINENCE — *Rapport d'une commission — Amendement — RAN, art. 211 — RAN, art. 252*

Contexte — Lors de la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, un député intervient au sujet d'amendements déposés au bureau du Secrétaire général conformément à l'article 252 du Règlement et jugés irrecevables par le Président.

Question — Est-ce qu'un député peut, lors de la prise en considération d'un rapport d'une commission, intervenir au sujet d'amendements déposés au bureau du Secrétaire général conformément à l'article 252 du Règlement et jugés irrecevables par le Président?

Décision — Le débat ne peut porter sur des amendements jugés irrecevables puisque ces derniers n'existent pas et ne peuvent donc pas être devant l'Assemblée.

ARTICLE 212

212/1

JD, 7 décembre 1981, pp. 932-933 (Claude Vaillancourt)

EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS — Débat antérieur — RAN, art. 212 — RAN 1972-1984, art. 96

Contexte — À la fin de l'intervention d'un ministre portant sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle invoque l'article 96 RAN 1972-1984 (RAN, art. 212) pour donner des explications sur un discours qu'il a prononcé dans le cadre du débat sur le discours du budget, le mois précédent.

Question — Est-ce qu'un député peut, en vertu de l'article 96 RAN 1972-1984 (RAN, art. 212), donner des explications sur n'importe quel discours qu'il a prononcé?

Décision — Un député peut donner des explications sur un discours qu'il a prononcé seulement lorsque ce discours porte sur le débat en cours. Un député ne peut revenir sur un débat antérieur.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 270*

Décision similaire — JD, 9 décembre 1986, pp. 5079 et 5080 (Jean-Pierre Saintonge)

212/2

JD, 13 mars 1984, p. 5108 (Richard Guay)

EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS — Période des questions et réponses orales — RAN, art. 212

Contexte — À la suite de propos tenus par un ministre, aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un député de l'opposition officielle désire donner des explications sur un discours qu'il a prononcé en commission parlementaire.

Question — Est-ce qu'un député peut, aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, donner des explications sur un discours qu'il a prononcé en commission parlementaire?

Décision — Il ne peut y avoir "d'explications sur un discours" aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales. L'article 212 du Règlement s'applique uniquement lors d'un débat.

Article de règlement cité — *RAN, art. 212*

Décisions similaires — JD, 2 juin 1986, p. 1974 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 11 décembre 1986, pp. 5202 et 5203 (Pierre Lorrain); JD, 17 décembre 1986, pp. 5618 et 5619 (Pierre Lorrain)

212/3

JD, 14 juin 1984, p. 7064 (Richard Guay)

EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS — Document — RAN, art. 212

Contexte — Dans un complément de réponse, un ministre fait référence à un document déposé à l'Assemblée par un député indépendant. À la suite de la réponse du ministre, ce député indépendant désire fournir des explications sur son document.

Question — Est-ce qu'un député peut invoquer l'article 212 du Règlement pour donner des explications sur un document qu'il a déposé?

Décision — L'article 212 du Règlement permet à un député de s'expliquer sur un discours qu'il a préalablement prononcé. Il faut qu'il y ait eu discours. Un document déposé ne constitue pas un discours.

Article de règlement cité — *RAN, art. 212*

212/4

JD, 19 novembre 1986, pp. 4132 et 4133 (Pierre Lorrain)

EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS — Réponse différée — RAN, art. 212

Contexte — À la suite d'une réponse différée par un ministre, un député de l'opposition officielle invoque l'article 212 du Règlement afin de fournir des explications sur cette réponse différée.

Question — Est-ce qu'un député peut invoquer l'article 212 du Règlement pour donner des explications à la suite d'une réponse différée par un ministre?

Décision — L'article 212 du Règlement permet à un député de donner des explications sur un discours qu'il a prononcé et ne peut par conséquent être utilisé dans le cadre d'une réponse différée, puisqu'il y a absence de discours.

Article de règlement cité — *RAN, art. 212*

212/5

JD, 16 mai 1995, pp. 2757 et 2758 (Raymond Brouillet)

EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS — Débat de fin de séance — Rappel au règlement — Réplique — Période des questions et réponses orales — Temps de parole — RAN, art. 212 — RAN, art. 218 — RAN, art. 308 — RAN, art. 310

Contexte — Au terme d'un débat de fin de séance, soit à la suite de la réplique du député qui a soulevé le débat, le ministre, estimant que ses propos avaient été mal compris ou déformés par le député, invoque l'article 212 du Règlement, afin de donner de très brèves explications sur le discours qu'il venait de prononcer dans le cadre de ce débat de fin de séance.

Décisions - Assemblée

Le leader de l'opposition officielle prétend alors que l'article 212 du Règlement ne s'applique pas lors d'un débat de fin de séance. À l'appui de sa prétention, il invoque trois motifs: premièrement, il prétend que les rappels au règlement ne sont pas admis lors d'un débat de fin de séance; deuxièmement, il prétend qu'un débat de fin de séance se termine par la réplique du député qui a soulevé le débat, et que l'application de l'article 212 aurait pour effet d'inverser la situation en permettant au ministre de mettre fin au débat; troisièmement, il prétend qu'un débat de fin de séance est un prolongement de la période des questions et réponses orales, et que l'article 212 ne s'applique pas lors de cette période.

Question — Est-ce que l'article 212 du Règlement s'applique à l'occasion d'un débat de fin de séance?

Décision — Il est possible de recourir à l'article 212 du Règlement lors d'un débat de fin de séance.

Les rappels au règlement ont pour but de porter à l'attention du Président toute dérogation aux dispositions du Règlement ou aux usages des débats ou de la procédure législative; ils peuvent être soulevés à peu près en toute circonstance par n'importe quel député, qu'il ait ou non déjà pris la parole.

Lorsqu'il a demandé à intervenir en vertu de l'article 212 du Règlement, le ministre n'a pas soulevé un rappel au règlement. Il a, tout simplement, manifesté son intention de se prévaloir du droit qui est reconnu à tout député de donner de très brèves explications sur un discours qu'il a prononcé, estimant que ses propos ont été mal compris ou déformés.

Il est vrai que l'article 218 du Règlement prévoit que la réplique clôt le débat. Dès lors, s'il n'était pas loisible à un ministre d'invoquer l'article 212 du Règlement à la suite de la réplique du député qui a soulevé le débat de fin de séance, il faudrait qu'il en soit ainsi dans tous les débats où il y a une réplique. Aucun député ne pourrait alors se prévaloir de l'article 212 une fois la réplique de l'auteur de la motion terminée. Ainsi, un député ne pourrait donner de très brèves explications même lorsqu'il estime que ses propos ont été mal compris ou déformés par le député qui s'est prévalu de son droit de réplique. Ce qui, de toute évidence, n'est pas le cas.

Même si le temps de parole alloué à un député en vertu de l'article 212 n'est pas précisé dans le libellé de l'article, ce temps de parole est forcément très court. De fait, il s'agit du seul article du Règlement qui recourt à l'expression "très brèves explications". D'autres articles du Règlement n'exigent que de "brèves explications"; il s'agit des articles 68, 71, 88 et 257. Le temps de parole alloué à un député en vertu de l'article 212 doit être inférieur à ceux généralement reconnus par la présidence en application des articles précités. Ce temps de parole devrait être nettement inférieur au temps alloué à la réplique du député qui a soulevé le débat de fin de séance. Cela reste toutefois soumis à l'appréciation de la présidence.

L'article 212 mentionne également que ces explications ne doivent ni apporter d'élément nouveau à la discussion, ni susciter de débat. Cela renforce d'autant plus l'idée que le droit de parole découlant de l'article 212 tire sa source d'un débat, mais qu'il s'exerce en marge de celui-ci. Ainsi, toute intervention en vertu de l'article 212 qui tendrait à apporter un élément nouveau et à poursuivre le débat ne serait pas conforme à l'esprit de cet article.

Un débat de fin de séance tire certes sa source d'un sujet qui a été soulevé lors de la période des questions et réponses orales. Mais de là à prétendre que le débat de fin de séance est considéré comme faisant partie de cette période, il y a un pas qu'il ne faut pas franchir. Il est bien établi que l'article 212 s'applique seulement dans le cadre d'un débat. Il ne s'applique donc pas lors de la période des questions et réponses orales, car celle-ci n'est pas un débat mais plutôt une période où les députés peuvent questionner les membres du gouvernement pour obtenir des informations sur des affaires d'intérêt public. Le débat de fin de séance, quant à lui, tire sa raison d'être du fait qu'un débat apparaît nécessaire pour approfondir un sujet abordé lors de la période des questions et réponses orales. Pour cette raison, il se déroule lors de la période des affaires du jour qui est la période d'une séance de l'Assemblée essentiellement consacrée aux débats.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 39, 40, 41, 68, 71, 77(5), 88, 212, 218, 257, 308 et 310

Décision citée — *JD*, 29 novembre 1990, p. 5521 (Michel Bissonnet)

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 6^e éd., p. 99, n° 317

212/6

JD, 11 décembre 1996, p. 4216 (Claude Pinard)

EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS — *Moment* — *RAN*, art. 212 — *RAN*, art. 36

Contexte — Aux affaires du jour, lors du débat sur la prise en considération d'un rapport de commission, le ministre interrompt à deux reprises l'intervention d'un député de l'opposition officielle afin de donner des explications sur certains de ses propos qu'il estime avoir été mal compris ou déformés.

Question — Est-ce qu'un député peut interrompre celui qui a la parole afin de donner des explications sur ses propos qu'il estime avoir été mal compris ou déformés?

Décision — Un député ne peut interrompre celui qui a la parole afin de donner des explications sur ses propos qu'il estime avoir été mal compris ou déformés. En effet, selon l'article 212 du Règlement, le député doit donner ces explications immédiatement après l'intervention qui les suscite. En conséquence, si le ministre désire donner des explications, il pourra le faire lorsque le député de l'opposition officielle aura terminé son intervention.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 212

ARTICLE 214

214/1

JD, 24 mars 1976, p. 150 (Jean-Noël Lavoie)

CITATION DE DOCUMENT — Dépôt — Documents officiels de l'État — Correspondance entre fonctionnaires — RAN, art. 214 — RAN 1972-1984, art. 177

Contexte — En répondant à une question, le Premier ministre cite un passage d'un document de l'OCDE. Un député de l'opposition officielle lui demande de déposer le document qu'il vient de citer.

Question — Est-ce que le Premier ministre est tenu de déposer le document qu'il a cité?

Décision — Le Premier ministre n'est pas tenu de déposer ce type de document. Les documents qu'un ministre pourrait être tenu de déposer en vertu de l'article 177 RAN 1972-1984 (RAN, art. 214) s'entendent des documents officiels appartenant à l'État, de la correspondance entre fonctionnaires ou autres du même type.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 177

214/2

JD, 1 décembre 1977, pp. 4444 et 4445 (Clément Richard)

CITATION DE DOCUMENT — Dépôt — Refuser d'accepter la parole d'un député — RAN, art. 214 — RAN, art. 35(6) — RAN 1972-1984, art. 99(9) — RAN 1972-1984, art. 177

Contexte — Lors de la période des questions et réponses orales, un ministre dépose un document qu'il a cité. Un député de l'opposition officielle prétend cependant que le texte déposé n'est pas celui que le ministre a cité, ce que nie le ministre.

Question — Est-ce qu'un député peut contester le dépôt d'un document cité par un ministre?

Décision — Lorsqu'un ministre dépose un document qu'il cite, après qu'on le lui ait demandé, on ne peut contester ce dépôt parce qu'on doit prendre la parole du ministre que le document cité a bel et bien été déposé.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 696*

214/3

JD, 7 mars 1978, pp. 290 et 291 (Jean-Guy Cardinal)

CITATION DE DOCUMENT — Documents officiels de l'État — Correspondance entre fonctionnaires — Imputer des motifs indignes à un député — Refuser d'accepter la parole d'un député — RAN, art. 214 — RAN, art. 35(6) — RAN 1972-1984, art. 99(9) — RAN 1972-1984, art. 177

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Au cours de son intervention sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un ministre cite un document et, à la fin de son intervention, un député demande que ce document soit déposé. Le chef de l'opposition officielle objecte que le document que le ministre s'appête à déposer n'est pas le document original.

Question — Est-ce qu'un député peut contester le dépôt d'un document cité par un ministre, sous prétexte qu'il ne s'agit pas d'un document original?

Décision — Les documents dont on peut réclamer le dépôt doivent être des documents officiels qui appartiennent à l'État, de la correspondance entre fonctionnaires ou d'autres du même genre. Le document que le ministre a cité peut faire l'objet d'un dépôt, et le chef de l'opposition officielle ne peut prétendre qu'il ne s'agit pas de l'original, puisqu'en vertu l'article 99(9) RAN 1972-1984 (RAN, art. 35(6)) il est interdit d'imputer des motifs indignes à un député ou de refuser d'accepter sa parole.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 99(9)

Décisions citées — JD, 24 mars 1976, p. 150 (Jean-Noël Lavoie); JD, 1^{er} décembre 1977, pp. 4444 et 4445 (Clément Richard)

214/4

JD, 13 février 1979, pp. 5609-5611 (Clément Richard)

CITATION DE DOCUMENT — Dépôt — RAN, art. 214 — RAN 1972-1984, art. 177

Contexte — Au cours de la période des questions et réponses orales, un ministre répond à un député de l'opposition officielle que s'il désire connaître le nombre de logements en construction au 31 décembre 1978, il peut lui donner les chiffres qu'il a présentement en sa possession. Un député de l'opposition officielle demande au ministre de déposer le document dont il parle.

Question — Est-ce que le ministre est tenu de déposer le document auquel il se réfère?

Décision — Le ministre n'est pas tenu de déposer le document auquel il se réfère. Aucune citation d'un document n'a été faite. Il y a eu une simple référence à une liste, et le règlement n'exige que le dépôt des documents cités.

214/5

JD, 30 mai 1985, pp. 3952-3954, 3958 et 3959, 3988 et 3989 (Richard Guay)

CITATION DE DOCUMENT — Dépôt — RAN, art. 214

Contexte — Un ministre, en répondant à une question, indique que sa réponse est inspirée d'un document de son ministère. L'opposition officielle exige le dépôt de ce document en vertu de l'article 214 du Règlement.

Question — Est-ce qu'un ministre est tenu de déposer un document dont il s'est inspiré pour répondre à une question?

Décision — Le ministre n'est pas tenu de déposer le document dont il s'est inspiré pour répondre à une question puisqu'il n'a pas cité le document. Il n'y a même pas eu de référence à un document précis. De toute façon, le ministre ne serait

Décisions - Assemblée

pas tenu de déposer un document auquel il s'est référé, compte tenu des précédents qui font la distinction entre la référence à un document et la citation d'un document.

Décisions citées — JD, 24 mars 1976, p. 150 (Jean-Noël Lavoie); JD, 13 février 1979, pp. 5609-5611 (Clément Richard)

214/6

JD, 21 mai 1986, pp. 1700 et 1701 (Pierre Lorrain)

CITATION DE DOCUMENT — Dépôt — Notes personnelles — RAN, art. 214

Contexte — Aux affaires courantes, lors de la période des questions et réponses orales, un ministre lit des notes personnelles pour répondre à une question. Invoquant l'article 214 du Règlement, un député de l'opposition officielle exige le dépôt de ces notes personnelles.

Question — Est-ce qu'un ministre est tenu de déposer des notes personnelles dont il s'inspire pour répondre à une question?

Décision — Un ministre peut lire des notes personnelles lorsqu'il répond à une question et l'on ne peut exiger le dépôt de ces notes, puisqu'il ne s'agit pas de la citation d'un document.

Décisions similaires — JD, 20 octobre 1987, pp. 9129 et 9130 (Louise Bégin); JD, 16 décembre 1987, pp. 10737 et 10738 (Pierre Lorrain); JD, 12 décembre 1988, pp. 4003 et 4004 (Louise Bégin)

214/7

JD, 18 juin 1990, pp. 3478 et 3479 (Jean-Pierre Saintonge)

CITATION DE DOCUMENT — Dépôt — RAN, art. 214

Contexte — Un ministre est invité à déposer un document qu'il vient de citer. Au moment de procéder au dépôt, il désire identifier l'expéditeur et le destinataire. Le leader adjoint de l'opposition officielle s'oppose à cette intervention et prétend que le ministre doit déposer le document sans autre commentaire.

Question — Est-ce qu'un ministre peut identifier un document qu'il est requis de déposer en vertu de l'article 214 du Règlement?

Décision — Un ministre peut identifier le document qu'on lui demande de déposer. Cette identification doit être rapide et le ministre ne doit pas faire la lecture complète du document.

ARTICLE 219

219/1

JD, 14 juin 1993, pp. 7630-7633 (Roger Lefebvre)

MISE AUX VOIX — Adoption d'un projet de loi — Opposition officielle — Porte-parole — RAN, art. 219 — RAN, art. 44 — RAN, art. 256

Contexte — Aux affaires du jour, cinq minutes avant la suspension de 13 heures, le leader du gouvernement appelle l'adoption d'un projet de loi. Après avoir demandé s'il y avait des intervenants et constaté qu'il n'y en avait pas, la présidence a mise aux voix l'adoption du projet de loi, lequel a été adopté par l'Assemblée.

À la reprise des travaux, à 15 heures, le leader de l'opposition officielle demande une directive. Il prétend qu'une coutume parlementaire fait en sorte que la présidence, dans de telles circonstances, doit attendre que le critique de l'opposition officielle soit présent à l'Assemblée pour vérifier s'il veut prendre la parole.

Question — Avant de mettre aux voix une étape de l'étude d'un projet de loi, en l'occurrence l'adoption, est-ce que la présidence doit attendre que le critique de l'opposition officielle soit présent à l'Assemblée?

Décision — À partir du moment où un projet de loi est soumis à la présidence, celle-ci est liée par les règles de procédure prévues au Règlement et à la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Après avoir mentionné à la présidence qu'il n'y avait pas d'intervention de l'opposition officielle relative à l'adoption du projet de loi, la présidence doit mettre aux voix le projet de loi.

Si l'absence du critique de l'opposition officielle ou d'un autre député qui voudrait intervenir est portée à la connaissance de la présidence, la présidence pourrait en tenir compte et pourrait, si on lui en faisait la demande, suspendre les travaux pour quelques minutes. Si la présidence est dans l'ignorance de ce fait, elle n'a pas d'autre choix que de vérifier s'il y a des intervenants. Dans la négative, elle doit mettre aux voix la motion.

ARTICLE 220

220/1

JD, 18 décembre 1987, pp. 11027 et 11028 (Pierre Lorrain)

MISE AUX VOIX — Vote par appel nominal — Obligation légale — RAN, art. 220 — RAN, art. 224

Contexte — Une loi stipule qu'une motion doit être adoptée par les deux tiers des membres de l'Assemblée.

Questions — Lorsqu'une loi stipule qu'une motion doit être adoptée par les deux tiers des membres de l'Assemblée, est-ce qu'il s'agit des deux tiers des membres présents?

À quel mode de votation doit-on avoir recours?

Décision — Lorsqu'une loi stipule qu'une motion doit être adoptée par les deux tiers des membres de l'Assemblée, ce sont les deux tiers des membres de l'Assemblée qui doivent se prononcer en faveur de cette motion et non les deux tiers des membres présents. Seul un vote par appel nominal permet de constater que cette motion a été adoptée.

220/2

JD, 21 décembre 1988, pp. 4545-4547 (Jean-Pierre Saintonge)

MISE AUX VOIX — Vote par assis et levé — Commission plénière — RAN, art. 220 — RAN, art. 224

Contexte — À l'expiration du temps maximal fixé par une motion de suspension des règles de procédure pour procéder à l'étude détaillée d'un projet de loi, le Président met aux voix les amendements et les articles qui n'avaient pas encore été appelés. Un député de l'opposition officielle demande que les votes soient comptés.

Question — Quelle est la façon de procéder à la mise aux voix en commission plénière?

Décision — En commission plénière, il y a une tradition: le président demande si tel amendement ou tel article est adopté. Il est alors répondu "adopté" ou "adopté sur division". En outre, il existe une présomption appuyée par la tradition parlementaire, à savoir que la majorité l'emporte.

L'autre procédure de mise aux voix possible est le vote par "assis et levé" qui correspond au vote par appel nominal. En l'espèce, la motion de suspension des règles de procédure interdit d'y recourir.

ARTICLE 223

223/1

JD, 20 décembre 1984, pp. 2179 et 2180 (Richard Guay)

MISE AUX VOIX — Report d'un vote — Interprétation du droit — RAN, art. 223

Contexte — Au moment de mettre aux voix la motion d'adoption d'un projet de loi, le chef de l'opposition officielle demande au Président de reporter le vote à plus tard, puisque la Cour suprême du Canada vient de rendre un jugement qui pourrait avoir pour effet d'invalider certaines dispositions du projet de loi. Il aimerait donc pouvoir prendre connaissance du jugement avant qu'un vote n'intervienne.

Question — Est-ce que le Président peut reporter la tenue d'un vote sur l'adoption d'un projet de loi pour le motif qu'un éventuel jugement d'un tribunal pourrait avoir des effets sur ce projet de loi?

Décision — Le Président de l'Assemblée n'interprète pas le droit. Par conséquent, si l'on fait valoir que ce que l'Assemblée s'apprête à faire pourrait aller à l'encontre de la Constitution, il s'agit d'un domaine qui relève du droit et des tribunaux. Si les députés sont convaincus que ce qu'il s'apprêtent à faire va à l'encontre de la loi fondamentale du pays, ils peuvent s'y opposer en votant contre. En conséquence, le Président ne peut reporter la tenue du vote.

223/2

JD, 18 juin 1985, pp. 4781-4784 (Richard Guay)

MISE AUX VOIX — Report d'un vote — Motion de censure — Discretion du Président — RAN, art. 223 — RAN, art. 306

Contexte — À la fin du débat sur une motion de censure, le leader du gouvernement demande le report du vote. Le leader de l'opposition officielle s'oppose au report d'un vote portant sur une motion de censure. Au soutien de sa demande, il prétend que l'article 306 du Règlement s'oppose au report et que le Président, en vertu de l'article 223 du Règlement, peut exercer sa discrétion pour refuser le report.

Questions — Est-ce qu'un vote portant sur une motion de censure peut être reporté?

Est-ce que le Président peut refuser qu'un vote soit reporté?

Décision — L'article 223 du Règlement précise que seules les motions d'ajournement et de mise aux voix immédiate ne peuvent faire l'objet d'un vote reporté. Pour les autres types de motions, on peut toujours reporter le vote. Plusieurs précédents indiquent d'ailleurs le report du vote portant sur une motion de censure.

Décisions - Assemblée

Même si l'article 223 du Règlement stipule que le Président possède un pouvoir discrétionnaire pour accepter ou refuser le report d'un vote, il ne lui appartient pas de prendre nécessairement ce genre de décision. De plus, un Président n'a jamais, semble-t-il, refusé de reporter un vote.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 223

Décision similaire — *JD*, 30 mai 1996, pp. 1517 et 1518 (Raymond Brouillet)

223/3

JD, 13 mai 1987, pp. 7562-7564 (Pierre Lorrain)

MISE AUX VOIX — Report d'un vote — Vote par appel nominal — Vote à main levée — Consentement unanime — *RAN*, art. 223 — *RAN*, art. 220

Contexte — Avant de procéder à un vote reporté concernant l'adoption d'un rapport de la commission de l'Assemblée nationale, le leader de l'opposition officielle informe le Président que les membres de sa formation politique refusent de voter sur ledit rapport. Au moment de la tenue du vote, après le départ des membres de l'opposition officielle, un consentement est accordé afin de permettre au Président de procéder à un vote à main levée plutôt que par appel nominal. Après l'adoption du rapport, le leader de l'opposition officielle soulève l'irrégularité de la procédure d'adoption du rapport. Il soutient qu'en vertu de l'article 223 du Règlement, un vote reporté est nécessairement un vote par appel nominal et que seul le consentement des membres des deux formations politiques permet de déroger à une disposition du Règlement.

Question — Est-ce que le vote sur le rapport de la commission de l'Assemblée nationale est valide?

Décision — Lorsqu'un consentement est requis pour déroger à une disposition du Règlement, seul le consentement des membres présents à l'Assemblée est nécessaire.

Les membres de l'opposition officielle s'étant retirés avant la mise aux voix du rapport et les membres présents à la séance ayant donné leur consentement pour procéder à un vote à main levée plutôt que par appel nominal, le vote concernant le rapport de la commission de l'Assemblée nationale est valide et le rapport a été dûment adopté.

ARTICLE 224

224/1

JD, 21 mars 1985, pp. 2608-2611 (Richard Guay)

MISE AUX VOIX — Vote par appel nominal — Délai d'appel — Whip — Discretion du Président — RAN, art. 224

Contexte — À la suite de la demande d'un vote par appel nominal sur une motion sans préavis, le leader du gouvernement demande le report du vote alors que le Président a déjà appelé les députés. Le vote doit donc se tenir dès que le délai d'appel aura été suffisant. Le leader de l'opposition officielle estime qu'un délai d'appel de neuf minutes est raisonnable et demande au Président de mettre la motion aux voix, d'autant plus que cette dernière est de peu d'importance.

Question — Quel est le délai d'appel des députés avant un vote par appel nominal?

Décision — La tradition parlementaire veut que les whips restent debout tant et aussi longtemps qu'ils ne sont pas prêts à voter. Toutefois, si le Président estime qu'ils restent debout de manière indue et que trop de temps s'écoule, il peut toujours mettre la motion aux voix.

Décision similaire — JD, 22 juin 1992, p. 2987 (Roger Lefebvre)

224/2

JD, 22 juin 1992, pp. 2989 et 2990 (Roger Lefebvre)

MISE AUX VOIX — Vote par appel nominal — Délai d'appel — RAN, art. 224

Contexte — Le vote par appel nominal est demandé systématiquement par le leader de l'opposition officielle à l'égard de motions qui sont mises aux voix. Le leader adjoint du gouvernement allègue que dans un tel contexte, l'appel répétitif des députés n'apparaît pas pertinent et l'article 224 du Règlement ne devrait pas être appliqué strictement.

Questions — Est-ce que le Président doit donner suite à une demande systématique de votes par appel nominal?

Quel est le délai d'appel des députés avant un vote par appel nominal?

Décision — L'article 224 du Règlement doit être respecté intégralement. À chaque fin de débat, si au moins cinq députés exigent un vote par appel nominal, le Président doit donner suite à cette demande et en faire l'annonce dans tous les locaux de l'Assemblée.

Le délai consacré à l'appel des députés doit être raisonnable; il pourra donc varier dépendamment des circonstances.

Article de règlement cité — RAN, art. 224

ARTICLE 225

225/1

JD, 3 juin 1993, p. 7071 (Jean-Pierre Saintonge)

MISE AUX VOIX — Conduite lors d'un vote — Vote par appel nominal — RAN, art. 225

Contexte — Après que le résultat d'un vote par appel nominal eut été proclamé, et avant d'entreprendre un autre vote par appel nominal, un député demande le consentement pour entrer à l'Assemblée.

Question — Est-ce qu'un député doit demander le consentement de l'Assemblée pour entrer dans la Salle de l'Assemblée entre deux votes par appel nominal?

Décision — Avant que la présidence ne commence à lire la motion à mettre aux voix, un député peut entrer à l'Assemblée sans avoir à demander le consentement.

ARTICLE 226

226/1

JD, 23 octobre 1990, pp. 4563-4565 (Jean-Pierre Saintonge)

MISE AUX VOIX — Déroulement du vote — Motion de censure — Version française — Version anglaise — RAN, art. 226

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des votes reportés, avant qu'il soit procédé à la mise aux voix d'une motion de censure, un député indépendant demande une clarification à la présidence alléguant que les versions anglaise et française de la motion ne sont pas identiques. Les mots "La crédibilité de l'État québécois et de ses institutions" étant traduits par "*The credibility of the Québec Government and its institutions*", le député désire savoir quelle est la version officielle.

Question — Est-ce que les versions française et anglaise des motions peuvent être considérées séparément lors de la mise aux voix?

Décision — Au sens de notre Règlement, les versions française et anglaise d'une motion sont indissociables et doivent être prises comme un tout. Les services de l'Assemblée assurant la traduction ont retenu non pas le sens américain qu'on entend par "*State*", c'est-à-dire "État", mais plutôt le sens de "pouvoir public" qui se traduit par "*Government*".

Les deux versions sont indissociables, il s'agit d'une seule et unique motion. Il faut voter pour ou contre les deux textes réunis ensemble.

226/2

JD, 20 novembre 1990, pp. 5172-5176 (Jean-Pierre Saintonge)

MISE AUX VOIX — Déroulement du vote — Vote par appel nominal — Abstention — RAN, art. 226

Contexte — Aux affaires courantes, au moment des votes reportés, les députés sont appelés à se prononcer sur une motion de fond qui vient d'être amendée. Les membres de l'opposition officielle et certains députés indépendants refusent de participer au vote pour le motif que la motion originale a été déformée au point d'être défigurée. Le leader du gouvernement soulève une question de règlement et soumet qu'un député est tenu de se prononcer dès lors qu'il est présent à l'Assemblée.

Question — Est-ce qu'un député présent lors d'un vote par appel nominal est tenu de voter et d'exprimer un des trois choix prévus à l'article 226 du Règlement, soit: pour, contre, abstention?

Décision — À la Chambre des communes d'Angleterre, il a été de longue tradition qu'un député avait l'obligation de voter en faveur ou contre une proposition. Une modification du règlement introduite en 1906 précisa qu'un député n'était pas obligé de voter. L'abstention était implicitement reconnue. À la Chambre des communes du Canada on a suivi la coutume anglaise. Le choix de l'abstention ne fut jamais codifié.

À Québec, l'ancien Règlement annoté de l'Assemblée législative qui s'appliqua jusqu'en 1972 stipulait que tout député présent était tenu de voter. Dans une décision rendue le 12 novembre 1971, la présidence vint établir qu'elle ne possédait

aucun moyen de sanction ou de coercition pour faire respecter cette disposition et ajouta que le comité des règlements étudierait cette motion d'abstention et ferait des recommandations. En mars 1972, l'Assemblée nationale adoptait un nouveau règlement qui consacrait à l'article 109 le droit à l'abstention. Offrant un nouveau choix aux parlementaires, l'enregistrement des votes d'abstention permettait aussi d'éviter la création artificielle d'un défaut de quorum. L'article 226 du Règlement actuel est au même effet.

Le choix de «l'abstention», comme le choix «pour» ou le choix «contre» une proposition n'ont de valeur que dans la mesure où ils sont exprimés conformément au Règlement, c'est-à-dire d'une façon enregistrée. Les députés qui ne désirent pas participer au vote peuvent toujours quitter l'enceinte avant la tenue du vote. Le vote est un acte très sérieux et son déroulement ne doit laisser place à aucune ambiguïté. Un député présent à l'Assemblée nationale est tenu de voter et d'exprimer un des trois choix prévus par le Règlement. Cependant, cette obligation n'est assortie d'aucune sanction. La présidence s'en remet au sens du devoir des parlementaires et les invite à collaborer au respect d'une procédure capitale pour l'institution.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 302 et 305; RAN 1972-1984, art. 28 et 109; RAN, art. 226*

Décision citée — *JD, 12 novembre 1971, p. 4236 (Jean-Noël Lavoie)*

Doctrines invoquées — *Beauchesne, 5^e éd., n° 223 et 224; Bourinot, 1972, p. 62; May, 21st éd., p. 991*

Décision similaire — *JD, 28 novembre 1990, pp. 5426 et 5429 (Jean-Pierre Saintonge)*

226/3

JD, 13 mars 1991, pp. 6971-6973 (Jean-Pierre Saintonge)

MISE AUX VOIX — Déroulement du vote — Vote — Modification — Consentement unanime — *RAN, art. 226*

Contexte — Après la tenue d'un vote sur une motion sans préavis comportant deux volets, un député de l'opposition officielle demande que son vote en faveur de la motion soit inscrit comme une abstention puisqu'au moment du vote, il croyait avoir la possibilité de se prononcer sur ces volets à l'occasion de deux votes distincts.

Question — Est-ce qu'il est possible de modifier le résultat d'un vote lorsqu'il y a méprise de la part d'un membre de l'Assemblée quant au contenu d'une motion qui vient d'être mise aux voix?

Décision — Avant que le leader du gouvernement ne lise la motion, le Président avait attiré l'attention de tous les députés sur l'importance de cette motion, puisqu'elle requérait l'approbation des deux tiers du vote des membres de l'Assemblée nationale. La motion pouvait faire l'objet d'une motion de scission. Ce ne fut pas le cas. Le résultat ayant été proclamé, le Président ne peut *proprio motu* autoriser un tel changement sauf s'il y a consentement unanime des membres de l'Assemblée.

ARTICLE 232

232/1

JD, 19 décembre 1980, p. 1204 (Claude Vaillancourt)

PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI — Ministre — RAN, art. 232 — RAN 1972-1984, art. 112

Contexte — Deux ministres présentent conjointement un projet de loi.

Question — Est-ce que deux ministres peuvent présenter conjointement un projet de loi?

Décision — Suivant l'usage et l'économie de notre Règlement, un projet de loi ne peut être présenté que par un seul député. La présidence reconnaîtra le ministre qui a présenté le projet de loi à l'Assemblée comme étant le seul proposeur du projet de loi.

ARTICLE 233

233/1

JD, 30 mai 1989, p. 6116 (Jean-Pierre Saintonge)

PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI — Projet de loi d'intérêt public — Notes explicatives d'un projet de loi — RAN, art. 233

Contexte — Un projet de loi public est présenté par un député ne contient aucune note explicative mais contient un préambule.

Question — Est-ce qu'un projet de loi public doit contenir des notes explicatives?

Décision — En vertu de l'article 233 du Règlement, tout projet de loi public doit contenir des notes explicatives. Par conséquent, avant l'adoption du principe dudit projet de loi, la présidence demande le consentement unanime de l'Assemblée pour déroger à l'article 233 du Règlement afin que l'absence de notes explicatives ne constitue pas un précédent.

Article de règlement cité — *RAN, art. 233*

233/2

JD, 16 décembre 1991, pp. 11643-11647 (Jean-Pierre Saintonge)

PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI — Député — Projet de loi d'intérêt public — Incidence financière — Couronne — RAN, art. 233 — LAN, art. 30

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape de la présentation de projets de loi, un député ministériel présente un projet de loi qui a pour objet de fixer le montant du déficit des opérations courantes du gouvernement pour les années à venir. Le leader de l'opposition officielle s'oppose à la présentation du projet de loi, pour le motif qu'il porte atteinte au principe constitutionnel de l'initiative financière de la Couronne.

Question — Est-ce que le projet de loi porte atteinte au principe constitutionnel de l'initiative financière de la Couronne?

Décision — La Présidence a pu prendre connaissance du contenu du projet de loi, conformément à l'article 232 du Règlement. La prépondérance de l'Exécutif est absolue dans la phase préliminaire du processus budgétaire. Dans tous les pays, une rare unanimité se dégage pour admettre que le gouvernement est seul compétent pour préparer le budget et le présenter au Parlement.

D'autre part, les prérogatives de la Couronne en matière financière tirent leur source de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Au Québec, nous retrouvons le prolongement de ce principe à l'article 30 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* et à l'article 192 du Règlement.

La doctrine établit que la Couronne, sur avis de ses ministres, fait connaître à l'Assemblée les besoins financiers du gouvernement. Ce principe sur lequel repose la procédure financière au Canada est le produit de l'évolution du gouvernement de type britannique.

Fixer le montant du déficit des opérations courantes du gouvernement pour les années à venir vient établir une contrainte sur les montants des prochaines recommandations de la Couronne.

Le contrôle de l'Assemblée ne s'exerce pas *a priori* ou au début du processus des prévisions budgétaires. Le champ d'intervention de l'Assemblée commence dès le dépôt des crédits budgétaires à l'Assemblée nationale. C'est à ce moment que l'Assemblée peut diminuer ou refuser les montants réclamés par le gouvernement.

L'Exécutif et l'Assemblée nationale détiennent dans le cadre du processus budgétaire des fonctions spécifiques. Les deux participent d'une manière décisive à l'élaboration du budget annuel de l'État.

Le projet de loi porte atteinte au principe de l'initiative financière de la Couronne et son auteur ne peut être autorisé à le présenter.

Articles de règlement cités — RAN, art. 2, 179, 180, 192 et 232

Décision citée — *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, 27 mars 1972, p. 222

Doctrines invoquées — *Beauchesne*, 5^e éd., p. 185; *Dussault et Borgeat*, tome II, pp. 600, 602, 614, 618 et 622; *Les Parlements dans le monde*, 2^e éd., pp. 1215 à 1219; *May*, 21st ed., pp. 684 et 691; *Précis de procédure de la Chambre des communes*, 3^e éd., 1990, pp. 99 et 100

Lois citées — *Loi constitutionnelle de 1867*, préambule, art. 9, 54, 58 et 90; *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 30

233/3

JD, 16 décembre 1993, pp. 9837 et 9838 (Jean-Pierre Saintonge)

PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI — *Projet de loi d'intérêt public* — *Notes explicatives d'un projet de loi* — *Contenu* — *Pouvoir du Président* — *Répertoire législatif de l'Assemblée nationale* — RAN, art. 233 — RAN, art. 232 — RAN, art. 234 — RAN 1972-1984, art. 117

Contexte — À l'étape de l'adoption du principe d'un projet de loi public, un député de l'opposition officielle soulève un rappel au règlement. Le député veut prévenir la situation ambiguë pouvant découler du caractère plus ou moins exhaustif des notes explicatives en rapport avec le contenu d'un projet de loi. Il allègue que même si les notes explicatives n'ont aucune valeur juridique, elles sont importantes parce que leur contenu peut influencer le vote que l'Assemblée prend au moment de la présentation du projet de loi et qu'elles sont reprises intégralement dans le répertoire législatif annuel de l'Assemblée. En conséquence, le député demande à la présidence d'intervenir en vertu de l'article 233 du Règlement pour vérifier si les notes explicatives résument bien l'objet d'un projet de loi.

Question — Est-ce que la présidence peut intervenir pour vérifier si les notes explicatives d'un projet de loi en résument bien l'objet?

Décision — La présidence n'a pas à intervenir pour vérifier si les notes explicatives résument bien l'objet d'un projet de loi. Ce pouvoir ne lui est pas expressément conféré à l'article 233 du Règlement.

Également, tout comme la véracité d'une motion sera décidée par l'Assemblée, la vérification du caractère plus ou moins exhaustif des notes explicatives avec le contenu du projet de loi n'est pas du ressort de la présidence. Celle-ci, tout comme

dans le cas d'une motion présentée à l'Assemblée ou dans le cas d'une intervention d'un membre de l'Assemblée, se doit d'admettre que l'objet du projet de loi est bel et bien énoncé dans les notes explicatives.

De plus, à l'étape de la présentation du projet de loi, les parlementaires ne se prononcent pas sur la teneur du projet de loi. Ils acceptent tout au plus de se saisir du texte qu'ils étudieront à des étapes ultérieures.

Quant au Répertoire législatif de l'Assemblée nationale, il ne constitue qu'un document administratif. Il présente un sommaire de l'activité législative annuelle qui reprend les notes explicatives modifiées ou non pour tenir compte des amendements apportés lors du processus législatif. Ce document ne saurait dispenser quiconque de se référer à la loi elle-même pour connaître la portée de celle-ci avec plus de précision.

Articles de règlements cités — RAN, art. 233 et 234; Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 1) et 544; Règlement de la Chambre des communes, 1993, art. 68 et 69

Décision citée — *Journaux de la Chambre des communes*, 17 janvier 1973, pp. 390 et 391 (Lucien Lamoureux)

Doctrine invoquée — May, 21st ed., pp. 442, 470 et 471; Beauchesne, 6^e éd., n° 632

233/4

JD, 5 juin 1995, pp. 3429 et 3430 (Roger Bertrand)

PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI — Député — *Projet de loi d'intérêt public — Incidence financière — Couronne — Interprétation de la loi* — RAN, art. 233 — LAN, art. 30 — Loi de 1867, art. 54 — Loi de 1867, art. 90

Contexte — Le leader de l'opposition officielle prétend que le projet de loi 196, *Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi* aurait dû être présenté par un ministre plutôt que par un député, compte tenu qu'il s'agit d'un projet de loi qui nécessiterait l'engagement de fonds publics pour sa mise en vigueur et son application. À l'appui de sa prétention, le leader de l'opposition officielle se réfère à un passage du discours du budget prononcé par le ministre des Finances, eu égard aux crédits d'impôts qui pourraient découler d'un placement dans le fonds de développement.

Pour sa part, le leader du gouvernement prétend que le projet de loi 196 ne comporte aucun engagement de fonds publics ni aucune mesure fiscale car c'est dans le discours du budget que sont prévus les effets fiscaux qui pourraient découler du projet de loi, et non dans le projet de loi lui-même.

Question — Est-ce que le projet de loi porte atteinte au principe constitutionnel de l'initiative financière de la Couronne?

Décision — Dans un système de démocratie parlementaire de type britannique, un principe fondamental statue que seule la Couronne peut proposer au Parlement une loi qui a pour objet l'engagement de fonds publics. Ce privilège de l'Exécutif avait traditionnellement pour but que le Parlement octroie au Souverain les deniers dont il avait besoin pour l'exercice de ses activités.

Au Québec, le principe de l'initiative financière de la Couronne trouve son fondement en l'article 90 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, qui nous renvoie à l'article 54 de cette même loi. Ce principe est également repris à l'article 30 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Le Président de l'Assemblée n'interprète pas généralement la Constitution ou la loi. Cependant, le paragraphe 2(3) du Règlement lui confère le pouvoir de faire observer le Règlement. Or, selon le paragraphe 179(1) du Règlement, la procédure de l'Assemblée peut être régie par une loi. Le Président peut donc interpréter les dispositions précitées lorsqu'elles établissent la procédure parlementaire.

Ainsi, pour décider si un projet de loi doit être présenté par un ministre, à la suite d'une recommandation royale, le Président doit d'abord déterminer s'il est visé par l'un des objets de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ou de l'article 30 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. En l'espèce, la présidence doit déterminer si le projet de loi 196 est un «bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public» ou «un projet de loi qui a pour objet l'engagement de fonds publics», selon que l'on se réfère à la terminologie de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867* ou à celle de l'article 30 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

À l'Assemblée nationale, des critères ont été élaborés pour déterminer si une motion vise l'engagement de fonds publics. Il s'agit des quatre critères suivants: Est-ce que la motion est exécutoire? Est-ce qu'elle a une implication directe sur des dépenses d'argent? Est-ce qu'elle est exprimée en termes généraux? Est-ce que la dépense est chiffrée?

Il ressort de ce qui précède que, pour viser l'engagement de fonds publics, une motion ou un projet de loi doit engager de façon explicite des crédits budgétaires. C'est-à-dire que cette motion ou ce projet de loi doit avoir un effet direct sur le fonds consolidé du revenu. Par ailleurs, un projet de loi peut nécessiter un engagement de fonds publics pour son application, sans que ce projet de loi n'engage lui-même expressément des fonds publics. La présentation d'un tel projet de loi ne serait pas réservée de façon exclusive à un ministre de la Couronne, compte tenu que les fonds publics requis pourraient découler d'une autre mesure, qu'elle soit de nature législative ou budgétaire. Seule une telle mesure relèverait de l'initiative financière de la Couronne.

La présidence n'a pas à rechercher si des mesures annoncées dans le dernier budget reliées au projet de loi 196 ont pour effet d'engager des fonds publics, pas plus que la présidence n'a à rechercher d'autres dispositions législatives ayant pour objet l'engagement de fonds publics qui seraient nécessaires pour l'application du projet de loi 196. Tout ce que la présidence doit faire, c'est de décider si le projet de loi 196, en lui-même, a pour objet l'engagement de fonds publics.

Après avoir analysé en profondeur le projet de loi 196, la présidence vient à la conclusion qu'il ne comporte aucun article qui, s'il était adopté, aurait pour effet d'engager des fonds publics. De fait, aucun de ces articles n'engagerait de façon explicite des crédits budgétaires. Le projet de loi 196 n'aurait donc aucun effet direct sur le fonds consolidé du revenu. C'est pourquoi le principe de l'initiative financière de la Couronne ne constitue pas un obstacle à ce que le projet de loi 196 soit présenté à l'Assemblée nationale par un député.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 2(3) et 179

Décision similaire — *JD*, 19 juin 1996, p. 2546 (Jean-Pierre Charbonneau)

Doctrine invoquée — *May*, 21st ed., p. 712

Lois citées — *Loi constitutionnelle de 1867*, art. 54 et 90; *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 30

233/5

JD, 21 mars 1997, pp. 5448 et 5449 (Jean-Pierre Charbonneau)

PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI — Notes explicatives d'un projet de loi — Motion de suspension d'une règle de procédure — Séance extraordinaire — RAN, art. 233 — *RAN*, art. 182 — *RAN*, art. 23 — *RAN*, art. 28

Contexte — Au cours d'une séance extraordinaire, le leader du gouvernement présente une motion de suspension des règles de procédure, de même que le projet de loi 104, *Loi sur la diminution des coûts de la main-d'oeuvre dans le secteur public et dormant suite aux ententes intervenues à cette fin*, dont les notes explicatives commencent comme suit: «Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'effort collectif demandé à tous les Québécoises et Québécois afin d'assainir

Décisions - Assemblée

l'état des finances publiques. Il donne ainsi suite à des ententes intervenues avec plusieurs associations de salariés du secteur public afin de diminuer les coûts de la main-d'oeuvre en tenant compte des conditions de travail convenues entre les parties.»

Le leader de l'opposition officielle soumet que ces notes explicatives contiennent à la fois argumentation et exposé de motif contrairement à ce qui est prescrit à l'article 233 du Règlement et que le leader du gouvernement doit procéder à une réimpression de son projet de loi et le distribuer à l'Assemblée nationale.

Question — Est-ce que les notes explicatives sont conformes au Règlement et, si non, quelle doit-être la sanction?

Décision — L'article 233 du Règlement stipule que les notes explicatives qui accompagnent un projet de loi doivent exposer sommairement l'objet du projet de loi et ne contenir ni argumentation ni exposé de motif.

Si on se réfère à la définition du dictionnaire, un motif est un mobile d'ordre psychologique, une raison d'agir. Compte tenu de cette interprétation, il paraît évident que les notes explicatives contiennent effectivement un motif.

Par ailleurs, le Règlement ne contient aucun article qui indique quelle sanction est prévue s'il y a manquement à l'article 233. Il revient donc à la Présidence de statuer sur ce qui doit être fait en l'occurrence. En conséquence, la Présidence demande au leader du gouvernement de modifier ses notes explicatives en retranchant, dans la première phrase, «s'inscrit dans le cadre de l'effort collectif demandé à tous les Québécoises et les Québécois afin d'assainir l'état des finances publiques» et, par la suite, le mot «ainsi», de sorte que le texte se lirait comme suit: «Ce projet de loi donne suite à des ententes intervenues...».

Article de règlement cité — *RAN, art. 233*

ARTICLE 236

236/1

JD, 2 décembre 1996, pp. 3544 et 3545 (Claude Pinard)

ADOPTION DU PRINCIPE — Début du débat — Inscription aux affaires du jour — Consultation avant l'adoption du principe d'un projet de loi — RAN, art. 236

Contexte — Aux affaires courantes, est déposé le rapport d'une commission permanente sur les consultations particulières qu'elle a tenues au sujet d'un projet de loi, et ce, conformément à un mandat qu'elle a reçu en vertu des dispositions de l'article 235. Aux affaires du jour de la même séance, le leader du gouvernement désire entamer le débat sur le principe de ce projet de loi. Le leader de l'opposition officielle invoque alors l'article 236 et prétend que le débat sur le principe ne peut débiter qu'à une séance ultérieure.

Question — Peut-on entamer le débat sur le principe d'un projet de loi au cours de la séance où est déposé le rapport d'une commission permanente sur les consultations qu'elle a tenues en vertu de l'article 235, concernant ce projet de loi?

Décision — Pour que l'on puisse commencer le débat sur le principe d'un projet de loi, celui-ci doit être inscrit à cette étape au *Feuilleton et préavis*. Or, conformément à l'article 236, l'inscription d'un projet de loi à ladite étape ne peut se faire qu'à la séance suivant le dépôt du rapport sur les consultations qu'une commission aurait tenues dans le cadre d'un mandat donné en vertu de l'article 235.

Article de règlement cité — *RAN, art. 236*

ARTICLE 237

237/1

JD, 21 mars 1991, pp. 7163 et 7164 (Roger Lefebvre)

ADOPTION DU PRINCIPE — Début du débat — RAN, art. 237 — RAN, art. 230

Contexte — Au cours de la séance du jeudi de la première semaine de la reprise des travaux parlementaires en mars, un projet de loi est présenté par un ministre. Le mardi suivant, le leader du gouvernement demande au Président d'appeler le débat sur l'adoption du principe de ce projet de loi. Ce dernier lui signifie qu'il devra obtenir le consentement unanime de l'Assemblée pour entreprendre ce débat puisqu'il ne s'est pas écoulé une semaine depuis la présentation du projet de loi. Le leader du gouvernement prétend qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir un consentement unanime de l'Assemblée au cours des séances de la deuxième semaine des travaux parlementaires si le projet de loi a été présenté la première semaine de la reprise des travaux parlementaires.

Question — Quel est le sens des mots "la semaine suivant le deuxième mardi de mars et le troisième mardi d'octobre" contenus au deuxième alinéa de l'article 237 du Règlement?

Décision — En l'absence de précédent, le Président doit analyser les objectifs que l'on poursuivait lors de la réforme parlementaire en introduisant cet article.

Il ressort que l'article 237 du Règlement visait à améliorer la qualité du travail parlementaire en octroyant aux députés une période de temps minimale pour mieux préparer leur intervention.

Quoique valable, le principe émis au premier alinéa est assorti d'exceptions pour éviter de paralyser les travaux parlementaires. Le deuxième alinéa est une mesure d'exception et doit être interprété restrictivement. Le dictionnaire "Le Petit Robert" définit le mot "semaine" comme signifiant une période de sept jours quel que soit le jour initial. La semaine suivant le deuxième mardi de mars débute donc le deuxième mercredi de mars pour se terminer sept jours plus tard, soit le troisième mardi de mars inclusivement.

Tous les projets de loi présentés au cours de la première semaine de la reprise des travaux en mars et en octobre peuvent voir leur principe débattu au cours de cette même semaine et au cours de la séance du mardi suivant dans la mesure où l'article 230 du Règlement est respecté.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 230 et 237*

ARTICLE 238

238/1

JD, 11 juin 1980, pp. 6080 et 6081 (Clément Richard)

ADOPTION DU PRINCIPE — Réimpression d'un projet de loi — RAN, art. 238 — RAN, art. 255 — RAN 1972-1984, art. 119 — RAN 1972-1984, art. 124

Contexte — À l'étape prévue pour la présentation des projets de loi, un ministre propose le dépôt de la réimpression d'un projet de loi, inscrit alors en deuxième lecture au feuillet. Le texte réimprimé apporte des modifications au texte original. L'article 119 RAN 1972-1984 (RAN, art. 238) prévoit que si le rapport de la commission qui a étudié un projet de loi après la première lecture recommande la réimpression du projet de loi, la deuxième lecture ne peut être proposée que lorsque cette réimpression est disponible.

Également, l'article 124 RAN 1972-1984 (RAN, art. 255) prévoit que lorsqu'un ministre qui a présenté un projet de loi juge qu'il doit être réimprimé en raison des changements considérables qu'il a subis, il peut en proposer la réimpression avant la troisième lecture. Il s'agit maintenant de savoir si on peut proposer la réimpression d'un projet de loi dans des situations autres que celles prévues aux articles précités.

Question — Est-ce qu'on peut proposer la réimpression d'un projet de loi dans des situations autres que celles prévues aux articles 119 et 124 RAN 1972-1984 (RAN, art. 238 et 255)?

Décision — Le Règlement mentionne deux cas où une réimpression est non seulement permise, mais obligatoire. Dans les deux cas la réimpression ne fait que rendre le projet de loi conforme à ce que le législateur a proposé ou décidé. Il s'agit de rendre plus facile la lecture d'un projet de loi qui, après avoir franchi certaines étapes, avec des modifications, en a encore d'autres à franchir. Cette réimpression ne fait que confirmer un état de fait et ne contribue pas et ne doit pas contribuer à franchir une nouvelle étape à un projet de loi.

Dans le présent cas, les députés ont déjà eu l'occasion de se prononcer en première lecture. Si par le biais d'un projet de loi réimprimé on présente des dispositions nouvelles, on peut alors affirmer que les députés n'ont pas eu l'occasion, au cours de cette première lecture, de se prononcer d'une façon pleinement éclairée, d'autant plus que les notes explicatives qui devaient éclairer leur vote sont quelque peu différentes du projet original au projet réimprimé.

Si deux projets de loi ne sont pas tout à fait similaires, il faut les présenter différemment à toutes les étapes et ils doivent porter des numéros différents, à moins que l'on retire le premier. Comme on ne peut faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement, on ne peut donc pas, par le biais d'une réimpression, contourner cette règle qui veut qu'on ne puisse présenter deux projets de loi similaires ou encore fondre en un seul deux projets de loi différents en faisant sauter une étape au deuxième.

Sans consentement unanime, le dépôt de la réimpression équivalant à une nouvelle première lecture ne peut être retenu, ou encore il faudra recommencer à zéro.

La réimpression ne doit pas avoir pour effet d'éviter une étape essentielle dans l'étude d'un projet de loi. Lorsqu'après la première lecture aucun rapport de commission ne recommande la réimpression du projet de loi ou si le ministre n'en

Décisions - Assemblée

demande pas la réimpression lors de la prise en considération du rapport de la commission, le projet de loi réimprimé qui contient des modifications doit porter un nouveau numéro et subir l'étape de la première lecture conformément aux articles 238 et 255 (art. 119 et 124 RAN 1972-1984).

Articles de règlement cités — RAN 1972-1984, art. 117, 119 et 124

238/2

JD, 9 décembre 1982, pp. 6709 et 6710 (Claude Vaillancourt)

ADOPTION DU PRINCIPE — Réimpression d'un projet de loi — Recommandation — RAN, art. 238 — RAN 1972-1984, art. 119

Contexte — Au moment prévu pour le dépôt de documents, le leader du gouvernement dépose le texte réimprimé d'un projet de loi. Le projet de loi a fait l'objet d'une étude en commission après sa présentation, et, conformément à l'article 119(2) RAN 1972-1984 (RAN, art. 238), la commission en a recommandé la réimpression dans un rapport qu'a adopté l'Assemblée. Le texte réimprimé du projet de loi comprend de nouveaux principes.

Question — À la suite de la recommandation d'une commission, est-ce que le dépôt d'un texte réimprimé d'un projet de loi qui contient de nouveaux principes doit franchir à nouveau l'étape de la présentation?

Décision — À la suite de la recommandation de la commission de réimprimer le projet de loi, le leader du gouvernement a suivi toutes les étapes prévues à l'article 119 RAN 1972-1984 (RAN, art. 238) pour le dépôt du texte réimprimé. Même si le texte réimprimé contient de nouveaux principes, ces changements surviennent avant l'étape de la deuxième lecture et ont été longuement discutés en commission; ils ne prennent donc personne par surprise et n'ont pas besoin de franchir à nouveau l'étape de la présentation.

Article de règlement cité — RAN, art. 119

238/3

JD, 10 juin 1996, pp. 1929 et 1930 (Claude Pinard)

ADOPTION DU PRINCIPE — Réimpression d'un projet de loi — Présentation d'un projet de loi — RAN, art. 238 — RAN, art. 255

Contexte — Au moment d'entamer le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 33, *Loi sur l'assurance-médicaments et modifiant diverses dispositions législatives*, le leader de l'opposition officielle prétend que le projet de loi, dans sa forme actuelle, ne peut être soumis à l'Assemblée en vue de l'adoption de son principe, puisque le ministre aurait, à l'occasion de consultations particulières tenues en vertu de l'article 235(2) du Règlement, annoncé son intention de soumettre éventuellement des amendements majeurs au projet de loi. Le leader de l'opposition officielle est d'avis que le projet de loi devrait être réimprimé et présenté de nouveau à l'Assemblée, afin de tenir compte de ces amendements.

Question — Est-ce qu'un projet de loi inscrit au feuillet à l'étape de l'adoption du principe, doit être réimprimé et présenté de nouveau à l'Assemblée, afin de tenir compte d'amendements annoncés par le ministre à l'occasion de consultations tenues précédemment en vertu de l'article 235 du Règlement?

Décision — Rien ne s'oppose à ce que l'Assemblée débâte de l'adoption du principe du projet de loi 33.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Si elle l'avait jugé opportun, la Commission des affaires sociales qui a procédé aux consultations particulières après la présentation de ce projet de loi, aurait pu, en vertu de l'article 238 du Règlement, recommander dans son rapport la réimpression du projet de loi; ce qu'elle n'a pas fait. C'est pourquoi, à l'étape de l'adoption du principe, l'Assemblée est toujours en présence du texte original du projet de loi 33 tel qu'il a été présenté.

Ultérieurement, le ministre pourrait, en vertu de l'article 255 du Règlement, présenter une motion sans préavis, afin que le projet de loi soit réimprimé après son étude détaillée en commission. Aucune autre disposition du Règlement n'a trait à la réimpression d'un projet de loi.

L'étape de la présentation d'un projet de loi vise à saisir l'Assemblée du projet afin qu'elle en fasse l'étude. À cette étape, les députés ne se prononcent pas sur la teneur du projet de loi. Ils acceptent tout au plus de se saisir du texte qu'ils étudieront à des étapes ultérieures. Lorsqu'un député vote sur la présentation d'un projet de loi, rien ne peut l'assurer de l'intégrité du projet de loi une fois toutes les étapes du processus législatif terminées, sous réserve, bien sûr, du respect de son principe.

Au cours de ce processus, un ministre peut informer le public des décisions gouvernementales. Ces décisions annoncées pourraient par la suite prendre la forme de dispositions législatives et les députés, le cas échéant, devraient décider s'ils appuient ou non cette initiative gouvernementale.

En particulier, c'est lors de l'étude détaillée du projet de loi, en commission parlementaire, que le ministre, comme tout député membre de la commission d'ailleurs, pourra présenter des amendements au projet de loi. Il appartiendra alors à la présidence de la commission de décider si ces amendements sont conformes au principe du projet de loi et, le cas échéant, à la commission de les adopter ou de les rejeter.

Articles de règlement cités — RAN, art. 238 et 255

Décisions citées — JD, 16 décembre 1993, pp. 9837 et 9838 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 14 mai 1992, pp. 863 et 864 (Jean-Pierre Saintonge)

ARTICLE 239

239/1

JD, 7 avril 1976, pp. 404 et 405 (Jean-Noël Lavoie)

ADOPTION DU PRINCIPE — Pertinence — RAN, art. 239 — RAN, art. 211 — RAN 1972-1984, art. 120

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi visant à interdire le *lock-out*, la grève et les ralentissements de travail pour une période de quatre-vingt jours dans le secteur de l'enseignement, un député de l'opposition officielle fait part de son point de vue quant à la charge de travail et la sécurité d'emploi dans le domaine de l'enseignement.

Question — Est-ce que les propos du député de l'opposition officielle sont conformes à la règle de la pertinence spécifique à l'adoption du principe d'un projet de loi?

Décision — La présidence doit rappeler à l'ordre le député de l'opposition officielle. Le débat sur l'adoption du principe doit être restreint au but même du projet de loi ou aux moyens d'atteindre les mêmes fins; il ne doit pas s'étendre à des problèmes que le projet de loi n'aborde pas au fond.

239/2

JD, 31 octobre 1979, pp. 3239-3243 (Claude Vaillancourt)

ADOPTION DU PRINCIPE — Pertinence — Interprétation du droit — RAN, art. 239 — RAN, art. 211 — RAN 1972-1984, art. 120

Contexte — Au cours du débat sur l'adoption d'un principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle prétend que ce débat ne peut être poursuivi puisque le projet de loi fait référence à des articles d'un autre projet de loi qui n'a pas encore été adopté.

Question — Est-ce qu'on doit retarder le débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi lorsque ce dernier fait référence à des articles d'un autre projet de loi non encore adopté?

Décision — L'objection du député de l'opposition officielle est irrecevable, car le débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi doit se limiter aux principes fondamentaux, les détails devant faire l'objet d'une étude ultérieure. De plus, la présidence ne peut donner raison au député de l'opposition officielle puisqu'il n'a pas à se prononcer sur des questions de droit et n'a pas à juger de la valeur intrinsèque des projets de loi.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 712, p. 225*

239/3

JD, 16 mai 1984, p. 6105 (Réal Rancourt)

ADOPTION DU PRINCIPE — Pertinence — RAN, art. 239 — RAN, art. 211

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député désire lire un extrait d'un document qui traite d'un autre sujet.

Question — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, est-ce qu'un député peut lire un extrait d'un document qui ne traite pas du même sujet que le projet de loi?

Décision — Le député ne peut lire un extrait de document qui provient d'un autre contexte que celui ayant trait au projet de loi, car il va à l'encontre de l'article 239 du Règlement.

Article de règlement cité — *RAN, art. 239*

239/4

JD, 4 juin 1986, pp. 2226 et 2227 (Jean-Pierre Saintonge)

ADOPTION DU PRINCIPE — *Pertinence* — *Interprétation* — *RAN, art. 239* — *RAN, art. 211*

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle fait référence à des dossiers passés impliquant le ministre responsable de ce projet de loi. Un député ministériel invoque la règle de la pertinence.

Question — Est-ce que les propos du député de l'opposition officielle sont conformes à la règle de la pertinence telle qu'appliquée lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi?

Décision — Dans les limites prévues à l'article 239 du Règlement, la pertinence d'un discours sur l'adoption du principe d'un projet de loi doit recevoir une interprétation large. En effet, l'article 239 permet à chaque député d'analyser un projet de loi à sa convenance. Seules les digressions abusives sont interdites et, dans les cas difficiles, la pertinence doit être interprétée au bénéfice de l'orateur. Les propos du député de l'opposition officielle sont à la limite de ce qui est permis par l'article 239 du Règlement.

Article de règlement cité — *RAN, art. 239*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 299, p. 98*

Décisions similaires — JD, 4 juin 1986, p. 2246 (Louise Bégin); JD, 5 juin 1986, p. 2345 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 21 octobre 1986, pp. 3368 et 3369 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 8 avril 1992, p. 499 (Michel Bissonnet)

239/5

JD, 18 juin 1986, pp. 3176-3182 (Louise Bégin)

ADOPTION DU PRINCIPE — *Pertinence* — *Interprétation* — *RAN, art. 239* — *RAN, art. 211*

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi ayant pour objet de modifier la *Loi sur l'assurance-maladie*, le ministre exprime son intention d'apporter des amendements lors de l'étude détaillée en commission. Ces amendements porteront sur la fréquence à laquelle certains services dentaires peuvent être rendus pour demeurer des services assurés. Invoquant l'article 239 du Règlement et précisant que le débat doit porter exclusivement sur l'opportunité du projet de loi, sur sa valeur intrinsèque ou sur tout autre moyen d'atteindre les mêmes fins, un député

Décisions - Assemblée

de l'opposition officielle prétend que le ministre ne peut parler de soins dentaires puisque le projet de loi n'en fait pas mention.

Question — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, est-ce qu'un ministre peut annoncer son intention de présenter des amendements lors de l'étude détaillée du projet de loi en commission?

Décision — Un ministre peut annoncer son intention d'apporter ultérieurement en commission des amendements à un projet de loi.

Ce fait découle d'un principe plus vaste selon lequel la pertinence d'une intervention lors de l'étude du principe d'un projet de loi doit être appréciée d'une façon ni trop étroite ni trop restrictive. Le discours du ministre ne doit cependant pas porter exclusivement sur des amendements que la commission sera appelée à étudier. De plus, il reviendra au président de la commission de juger de la recevabilité des amendements.

Décision similaire — *JD, 11 juin 1987, pp. 8258-8262 (Jean-Pierre Saintonge)*

239/6

JD, 5 décembre 1986, p. 4844 (Jean-Pierre Saintonge)

ADOPTION DU PRINCIPE — *Pertinence* — *RAN, art. 239* — *RAN, art. 211*

Contexte — Lors du débat portant sur l'adoption du principe d'un projet de loi modifiant en partie une autre loi, un député de l'opposition officielle discute de l'ensemble de la loi ainsi modifiée.

Question — Lors de l'adoption du principe d'un projet de loi, est-ce qu'un député peut parler de l'ensemble d'une loi que le projet de loi modifie seulement en partie?

Décision — Lors de l'adoption du principe d'un projet de loi, le débat est restreint au but même du projet de loi ou aux moyens d'atteindre les mêmes fins. Il ne doit pas s'étendre à des problèmes que le projet de loi n'aborde pas au fond.

239/7

JD, 8 décembre 1987, p. 10395 (Jean-Pierre Saintonge)

ADOPTION DU PRINCIPE — *Pertinence* — *Interprétation* — *RAN, art. 239* — *RAN, art. 211*

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi visant à modifier le statut pour fins de subvention de deux institutions d'enseignement privé, un député de l'opposition officielle aborde la question de l'amnistie accordée aux "illégaux" dans les écoles anglaises.

Question — Est-ce que les propos du député de l'opposition officielle sont conformes à la règle de la pertinence telle qu'appliquée lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi?

Décision — Lors de l'adoption du principe d'un projet de loi, le débat doit porter sur le principe même du projet de loi, en l'occurrence les amendements proposés à la *Loi sur l'enseignement privé* ou à la *Loi sur le ministère de l'Éducation*. Il est possible d'aborder certains principes généraux concernant l'éducation. En effet, la règle de la pertinence doit être interprétée en faveur de celui qui a la parole. Il faut cependant que les propos de l'intervenant se rapportent au projet de

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

loi qui est en discussion. Il serait irrégulier de permettre l'ouverture du débat à toute la panoplie de lois sous la responsabilité du ministre qui propose l'adoption du principe d'un projet de loi ou même de permettre de débattre de l'administration, en général, de la loi. Il faut s'en rapporter principalement aux modifications qui sont en cause dans le projet de loi, au principe du projet de loi. Les propos plus généraux doivent se rapporter ultimement au projet de loi sous étude.

239/8

JD, 9 décembre 1987, pp. 10461-10465 (Louise Bégin)

ADOPTION DU PRINCIPE — Pertinence — Exhibition d'objet — RAN, art. 239 — RAN, art. 211

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 67, *Loi sur l'emblème aviaire*, un député de l'opposition officielle désire savoir si le Règlement permet la présentation de photos représentant l'emblème aviaire.

Question — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, est-ce qu'il est permis de présenter des photos qui ont un lien avec le projet de loi?

Décision — Un député peut présenter un tableau de nature didactique dans le but d'illustrer un propos. Toutefois, il s'agit là non pas d'un droit mais d'une permission accordée à un parlementaire qui prononce un discours. La présentation de photos du harfang des neiges est acceptée puisqu'elles sont directement reliées au projet de loi sous étude.

Décision citée — JD, 2 mai 1985, pp. 3369-3371 (Richard Guay)

Décision similaire — JD, 13 septembre 1995, p. 4894 (Pierre Bélanger)

ARTICLE 240

240/1

JD, 28 novembre 1972, pp. 2799 et 2800 (Denis Hardy)

MOTION DE REPORT — Retrait d'une motion — RAN, art. 240 — RAN, art. 195 — RAN 1972-1984, art. 85 — RAN 1972-1984, art. 121 — Geoffrion 1941, art. 152

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, une motion de report est présentée par un député de l'opposition officielle puis ensuite retirée. Au cours du même débat, un autre député de l'opposition officielle présente une nouvelle motion de report.

Question — Est-ce qu'il est possible de présenter une nouvelle motion de report alors qu'une première motion de report a précédemment été présentée puis retirée?

Décision — Lorsqu'une motion de report est retirée, elle doit être considérée comme n'ayant jamais été proposée. Une autre motion de report peut donc être proposée.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 152; RAN 1972-1984, art. 85*

240/2

JD, 14 décembre 1977, pp. 4750 et 4751 (Louise Cuerrier)

MOTION DE REPORT — Adoption du principe — Vingt ans — RAN, art. 240 — RAN 1972-1984, art. 121 — Geoffrion 1941, art. 151 — Geoffrion 1941, art. 557 — Loi de 1867, art. 86

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle propose une motion de report visant à reporter à vingt ans l'adoption du principe de ce projet de loi.

Question — Est-ce qu'il est possible de présenter une motion de report visant à reporter à vingt ans l'adoption du principe d'un projet de loi?

Décision — Il n'est pas possible de présenter une motion de report visant à reporter à vingt ans l'étude d'un projet de loi. L'article 86 de la *Loi constitutionnelle de 1867* énonce qu'il ne doit pas s'écouler plus de douze mois entre la dernière séance d'une session et la première séance de la session suivante, et il ne serait pas conforme d'engager les travaux d'une autre session ou d'une autre législature.

Articles de règlement cités — *Geoffrion 1941, art. 151 et 557*

Loi citée — *Loi constitutionnelle de 1867, art. 86*

240/3

JD, 9 juin 1986, pp. 2442 et 2443 (Louise Bégin)

MOTION DE REPORT — Débat restreint — Droit de parole — Auteur — RAN, art. 240

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion de report visant à reporter à six mois l'adoption du principe de ce projet de loi. L'auteur de la motion de report veut intervenir lors du débat restreint dont fait l'objet cette motion.

Question — Est-ce que l'auteur d'une motion de report a un droit de parole lors du débat restreint auquel donne lieu cette motion?

Décision — Il est de coutume que l'auteur d'une motion de report n'intervienne pas lors du débat restreint dont fait l'objet cette motion. De plus, il est d'usage que le premier intervenant lors de ce débat restreint ne provienne pas du groupe parlementaire qui propose le report de l'adoption du principe du projet de loi.

240/4

JD, 22 octobre 1986, p. 3412 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION DE REPORT — Débat restreint — Auteur — Intervention — RAN, art. 240

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi, le leader de l'opposition officielle présente une motion de report visant à reporter à six mois l'adoption du principe de ce projet de loi. Lors du débat restreint dont cette motion fait l'objet, le leader de l'opposition officielle exprime le désir d'intervenir sur ladite motion.

Question — Est-ce que l'auteur d'une motion de report peut intervenir lors du débat restreint dont cette motion fait l'objet?

Décision — L'auteur d'une motion de report n'a pas de droit de parole lors du débat restreint dont cette motion fait l'objet.

ARTICLE 241

241/1

JD, 12 juin 1985, pp. 4532-4540 (Richard Guay)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241 — RAN, art. 205 — RAN, art. 206 — RAN, art. 207 — RAN, art. 208

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose une motion de scission visant à scinder le projet de loi 53, *Loi sur le bâtiment*, en deux projets de loi: *Loi sur le bâtiment* et *Loi sur la Commission du bâtiment*.

Question — Est-ce qu'il est possible de scinder le projet de loi 53, compte tenu des critères permettant la présentation d'une motion de scission d'un projet de loi?

Décision — La motion de scission du projet de loi 53 est recevable, puisque ce projet de loi pourrait exister sans les dispositions qui concernent la Commission du bâtiment. La création d'une Commission du bâtiment est plus qu'une modalité mais bien un principe nouveau qui est introduit et qui peut faire l'objet d'un projet de loi distinct.

Pour déterminer les principes d'un projet de loi, les notes explicatives n'ont aucune valeur juridique en soi. De plus, ce n'est pas parce qu'un projet de loi a été présenté suivant les règles connues de rédaction législative que ce projet de loi ne contient qu'un seul principe; autrement, la motion de scission n'existerait pas dans le Règlement.

Décision similaire — JD, 13 mars 1997, p. 5215 (Claude Pinard)

241/2

JD, 13 juin 1985, pp. 4596, 4609 et 4610 (Réal Rancourt)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi modifiant plusieurs lois — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241 — RAN, art. 205 — RAN, art. 206 — RAN, art. 207 — RAN, art. 208 — RAN, art. 260(2)

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose une motion de scission visant à scinder le projet de loi 47, *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice* en deux projets de loi: *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration de la justice* et *Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*.

Question — Est-ce qu'il est possible de scinder un projet de loi modifiant plusieurs lois?

Décision — La motion de scission présentée par le député de l'opposition officielle est conforme au Règlement. Cette motion extrait du projet de loi initial les modifications à une loi précise, soit la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*. Ces modifications constituent un principe, conformément à l'article 260(2) du Règlement, et peuvent donc faire l'objet d'un second projet de loi.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 260(2)

Décision similaire — *JD*, 9 décembre 1986, pp. 4977-4979 (Jean-Pierre Saintonge)

241/3

JD, 21 mai 1986, pp. 1685-1689 et 1722 (Louise Bégin)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Notes explicatives d'un projet de loi — Recevabilité — RAN, art. 241 — *RAN*, art. 205 — *RAN*, art. 206 — *RAN*, art. 207 — *RAN*, art. 208

Contexte — Un député de l'opposition officielle présente une motion de scission visant à scinder le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur la Société de radiotélévision du Québec* en deux projets de loi: *Loi modifiant la Loi sur la Société de radiotélévision* et *Loi modifiant certaines dispositions de la Loi sur la Société de radiotélévision du Québec*.

Question — Est-ce qu'il est possible de scinder le projet de loi 61, compte tenu des critères permettant la présentation d'une motion de scission d'un projet de loi?

Décision — La motion de scission est irrecevable puisque le projet de loi 61 ne contient qu'un seul principe, soit la modification du fonctionnement de la Société de radiotélévision du Québec. Même si le projet de loi contient plusieurs modalités, il ne faut pas nécessairement en conclure qu'il existe plusieurs principes. Une décision rendue le 12 juin 1985 vient d'ailleurs confirmer la distinction à établir entre un principe d'un projet de loi et une simple modalité.

Dans la recherche des principes d'un projet de loi, les notes explicatives de ce projet de loi n'ont aucune valeur juridique en soi.

Décision citée — *JD*, 12 juin 1985, pp. 4532-4540 (Richard Guay)

241/4

JD, 4 décembre 1990, p. 5612 (Roger Lefebvre)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241 — *RAN*, art. 205 — *RAN*, art. 206 — *RAN*, art. 207 — *RAN*, art. 208

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose une motion de scission visant à scinder le projet de loi 89, *Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente au détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal* en deux projets de loi: *Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente au détail et d'autres dispositions législatives* et *Loi favorisant l'intégration de l'administration de la taxe sur les produits et services*.

Question — Est-ce qu'il est possible de scinder le projet de loi 89, compte tenu des critères permettant la présentation d'une motion de scission d'un projet de loi?

Décision — Compte tenu de certains critères élaborés par la jurisprudence permettant d'évaluer si un projet de loi contient ou non plus d'un principe, la motion de scission est recevable.

Un premier critère veut que chaque partie d'un projet de loi ne constitue pas une fraction d'un tout, le tout constituant le principe. Il n'est pas certain que le projet de loi constitue un tout, puisque d'une part, il porte sur la réforme de la taxation et, d'autre part, il prévoit l'administration d'une loi fédérale.

Un second critère consiste à distinguer entre l'essence et les modalités du projet de loi. Il est difficile de considérer les dispositions du projet de loi relatives à l'administration de la loi fédérale comme des modalités de la taxation du Québec, cette partie étant l'essence du projet de loi.

241/5

JD, 3 décembre 1992, p. 4152 (Roger Lefebvre)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241

Contexte — Le leader de l'opposition officielle propose une motion visant à scinder le projet de loi suivant: *Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives* en trois projets de loi: *Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances municipales*; *Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires municipales en matière d'emprunt municipal* et *Loi modifiant la Loi sur les transports concernant le financement du transport en commun*.

Question — Compte tenu des critères de recevabilité d'une motion de scission, est-ce que cette motion du leader de l'opposition est recevable?

Décision — La motion est recevable. En effet, le projet de loi contient plusieurs principes. Chacun des principes énumérés dans la motion elle-même pourrait constituer la base d'un projet de loi complet en soi et cohérent. De plus, chaque partie du projet de loi dont la scission est proposée constitue plus qu'une simple modalité.

En effet, ce n'est pas parce que les principes propres à chacun des projets de loi qui résulteraient de la scission pourraient être regroupés sous un même thème, en l'occurrence, celui du financement municipal, qu'on peut les ramener au niveau de simples modalités.

Décision similaire — JD, 13 mars 1997, p. 5215 (Claude Pinard)

241/6

JD, 7 juin 1993, pp. 7203-7207 (Michel Bissonnet)

MOTION DE SCISSION — Motion de report — Droit de parole — Auteur — RAN, art. 241 — RAN, art. 205 — RAN, art. 206 — RAN, art. 207 — RAN, art. 208 — RAN, art. 240

Contexte — Un député indépendant demande une directive à la présidence sur le droit de parole accordé à l'auteur d'une motion de scission; la situation est-elle identique à celle découlant d'une motion de report?

Question — Quel est le droit de parole accordé à l'auteur d'une motion de report ou à l'auteur d'une motion de scission?

Décision — Il importe d'adopter une seule ligne de conduite conforme à la tradition parlementaire dans les deux contextes différents, soit celui d'une motion de scission et celui d'une motion de report.

Beauchesne explique clairement la teneur et le fondement de la règle gouvernant le droit de parole de l'auteur d'un amendement. Cette règle est à l'effet que l'auteur d'un amendement n'a pas de droit de parole supplémentaire découlant de l'amendement puisqu'il s'est déjà exprimé sur le sujet lors de son discours portant sur la motion principale.

En conséquence, l'auteur d'une motion de report ou d'une motion de scission n'a pas de droit de parole lors du débat restreint auquel ces motions donnent lieu.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 209, 210, 240 et 241

Décision citée — *JD*, 22 octobre 1986, p. 3412 (Jean-Pierre Saintonge)

Doctrines invoquées — *Beauchesne*, 5^e éd., n° 304, pp. 99 et 100

241/7

JD, 1 juin 1995, pp. 3306 et 3307 (Raymond Brouillet)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241 — *RAN*, art. 205 — *RAN*, art. 206 — *RAN*, art. 207 — *RAN*, art. 208

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose une motion de scission afin de scinder le projet de loi 83, *Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux*, en deux projets de loi, soit la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Question — Compte tenu des critères de recevabilité d'une motion de scission, est-ce que cette motion de scission est recevable?

Décision — Cette motion de scission est recevable puisque le projet de loi 83 contient deux principes. Pour déterminer si un projet de loi contient un ou plusieurs principes, il faut se référer au contenu même du texte législatif.

Ainsi, dans le projet de loi 83, il y a deux séries de mesures: une série qui a trait à la composition des conseils d'administration et une série qui a trait aux pouvoirs du ministre concernant la vocation et les permis des établissements visés.

Chaque série de mesures constitue un principe. En effet, chaque série de mesures forme en soi un tout cohérent qui peut exister distinctement. De plus, bien qu'elles n'aient pas de valeur juridique en soi, les notes explicatives sont en l'espèce révélatrices de l'existence des deux principes.

241/8

JD, 8 juin 1995, pp. 3782 et 3783 (Pierre Bélanger)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241 — *RAN*, art. 205

Contexte — Un député de l'opposition officielle propose une motion de scission visant à scinder le projet de loi 85, *Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale* en deux projets de loi. Les projets de loi qui résulteraient de la scission du projet de loi 85 sont la Loi modifiant la Loi

sur les producteurs agricoles et la Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Loi sur la fiscalité municipale.

Question — Est-ce que cette motion de scission est recevable?

Décision — La motion de scission est irrecevable. Un des projets de loi qui résulteraient de la scission du projet de loi 85 modifie une loi qui n'est pas modifiée par le projet de loi initial. De plus, si la motion de scission était adoptée par l'Assemblée, l'un des projets de loi qui en résulteraient serait incohérent et incomplet.

241/9

JD, 4 décembre 1997, p. 9138 (Claude Pinard)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241 — RAN, art. 205 — RAN, art. 206

Contexte — Lors du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 168, *Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*, un député de l'opposition officielle propose une motion de scission visant à scinder le projet de loi en deux projets de loi: *Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*, qui concernerait l'organisation des affaires courantes de la Caisse, et *Loi assouplissant certaines restrictions de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*, qui porterait sur les restrictions relatives aux placements de la Caisse.

Question — Est-ce qu'il est possible de scinder le projet de loi 168, compte tenu des critères permettant la présentation d'une motion de scission d'un projet de loi?

Décision — La motion de scission est irrecevable.

Le projet de loi 168 comporte vraisemblablement plus d'un principe. Toutefois, les deux projets de loi qui résulteraient de la scission ne renferment pas deux principes distincts. Les deux projets de loi ne seraient pas cohérents, puisqu'un des principes identifiés par le député se retrouverait dans les deux projets de loi, soit le principe concernant les restrictions relatives aux placements de la Caisse.

241/10

JD, 11 décembre 1997, p. 9417 (Claude Pinard)

MOTION DE SCISSION — Projet de loi — Principe — Recevabilité — RAN, art. 241 — RAN, art. 205

Contexte — Un député de l'opposition officielle présente une motion de scission visant à scinder le projet de loi 176, *Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec* en deux projets de loi, *Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux* et *Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie du Québec*.

Question — Est-ce qu'il est possible de scinder le projet de loi 176, compte tenu des critères permettant la présentation d'une motion de scission d'un projet de loi?

Décision — La motion de scission est recevable.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Le projet de loi comporte deux principes. Le premier a trait au pouvoir accordé au ministre de la Santé et des Services sociaux de déléguer à un organisme, par entente, l'exercice de fonctions qui lui sont attribuées. Le second principe est relatif à l'exercice, par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, de toute fonction qui lui est déléguée aux termes d'une entente conclue avec un ministre.

Toutefois, le fait qu'un projet de loi comporte plus d'un principe ne signifie pas qu'il peut être scindé. Les conditions suivantes ont aussi été élaborées par la jurisprudence: chaque partie du projet de loi scindé doit pouvoir être considérée distinctement; chaque partie du projet de loi scindé doit constituer plus qu'une modalité; les projets de loi qui résulteraient de la scission doivent constituer des projets de loi cohérents en eux-mêmes. La motion de scission du député rencontre toutes ces conditions.

Par ailleurs, la présidence n'a pas à porter d'opinion juridique sur le fond du projet de loi. Elle n'a pas non plus à rechercher l'intention du législateur, mais plutôt se limiter à la lecture du texte sans l'interpréter.

ARTICLE 243

243/1

JD, 10 juin 1992, pp. 2119-2122, 2165-2172 (Jean-Pierre Saintonge)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Envoi à une commission pour étude détaillée — Compétence des commissions — Avis touchant les travaux des commissions — RAN, art. 243 — RAN, art. 85 — RAN, art. 118

Contexte — Aux affaires courantes, à l'étape des avis touchant les travaux des commissions, le leader du gouvernement avise l'Assemblée de la convocation de la commission du budget et de l'administration pour entreprendre, notamment, l'étude détaillée du projet de loi 28, *Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal*. Le leader de l'opposition officielle prétend que l'étude détaillée de ce projet de loi relève plutôt de la commission de l'économie et du travail.

Questions — Est-ce que l'avis relatif à la commission du budget et de l'administration eu égard à l'étude détaillée du projet de loi 28 est valide?

Est-ce que la motion d'envoi du projet de loi 28 à la Commission du budget et de l'administration adoptée à une séance précédente est régulière?

Décision — La motion d'envoi du projet de loi à la Commission du budget et de l'administration pour étude détaillée ne peut avoir d'effet. L'article 118 du Règlement prescrit que les questions économiques et technologiques sont du ressort de la Commission de l'économie et du travail. Compte tenu de l'objet du projet de loi, c'est la Commission de l'économie et du travail qui est compétente pour procéder à son étude détaillée.

Le champ de compétence des commissions permanentes est une nouveauté introduite au moment de la réforme en 1984. Le contexte établi à l'article 243 du Règlement, soit que la motion d'envoi est proposée sans préavis et qu'elle est non débattue, laisse peu de temps à la vérification de la compétence des commissions. Afin d'assurer la bonne marche des travaux et le respect du Règlement, il y a lieu d'établir un cadre d'application dans lequel cette vérification de la compétence devra s'inscrire.

Compte tenu qu'une motion d'envoi ne prend effet qu'à compter de la communication du premier avis du leader du gouvernement, tout député pourra soulever à l'Assemblée une question relative à la compétence d'une commission eu égard à l'article 243 du Règlement, dès la présentation de la motion d'envoi jusqu'à la communication de ce premier avis du leader du gouvernement. Après ce délai, il existera une présomption quant à la conformité de la motion d'envoi.

En conséquence, le leader du gouvernement doit présenter une nouvelle motion d'envoi du projet de loi à la Commission de l'économie et du travail pour étude détaillée. L'adoption de cette motion emportera la révocation de la motion d'envoi déclarée irrégulière.

Article de règlement cité — RAN, art. 243

ARTICLE 244

244/1

JD, 24 avril 1990, pp. 1789 et 1790 (Jean-Pierre Saintonge)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Commission parlementaire — Violation de droits ou de privilèges — Délibéré — Suspension des travaux — RAN, art. 244

Contexte — Le Président a pris en délibéré une question de privilège fondée sur le motif qu'un ministre se serait prévalu de certaines dispositions d'un projet de loi encore à l'étude à l'Assemblée. Ce projet de loi devant être étudié en commission, le leader de l'opposition officielle veut savoir si cette commission peut siéger à cette fin avant que le Président n'ait rendu sa décision quant à la recevabilité de la question de privilège.

Question — Est-ce qu'un délibéré de la présidence concernant une question de privilège relative à un projet de loi encore à l'étude devant l'Assemblée empêche une commission de procéder à l'étude détaillée de ce projet de loi?

Décision — Le Président rendra sa décision dès qu'il aura terminé l'analyse de la question, et nul ne peut présumer de la décision qui sera rendue. Entre-temps, le processus législatif doit suivre son cours normal. Le Président ne possède aucun pouvoir lui permettant d'interrompre les travaux législatifs puisque l'Assemblée est souveraine en cette matière.

244/2

JD, 10 décembre 1992, pp. 4575-4579 (Maurice Richard)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Commission plénière — Remarques préliminaires — Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 — RAN, art. 244 — RAN, art. 209

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière, un député ministériel, à l'étape des remarques préliminaires, présente une motion préliminaire par laquelle il propose que la commission plénière passe immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et suivants du projet de loi.

Question — Est-ce qu'une motion proposant de passer immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et suivants du projet de loi est recevable à l'étape des remarques préliminaires?

Décision — Selon la coutume, le processus d'étude détaillée d'un projet de loi débute par les remarques préliminaires, suivi des motions préliminaires et de l'étude article par article. Il s'agit de trois étapes distinctes. Étant présentement à l'étape des remarques préliminaires, le Président doit respecter le droit de parole de vingt minutes accordé à chaque député qui désire intervenir. La motion est par conséquent irrecevable.

Décision citée — JD, 2 décembre 1986, pp. CET 1149-1156

244/3

JD, 14 décembre 1992, pp. 4750 et 4751 (Michel Bissonnet)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Commission plénière — Motion préliminaire — Dépôt — Projet de règlement — RAN, art. 244 — RAN, art. 209

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière, à l'étape des motions préliminaires, le leader de l'opposition officielle présente une motion par laquelle il propose au ministre de déposer une copie des projets de règlement concernant l'application du projet de loi à l'étude, et ce dans le but d'en faciliter l'étude.

Question — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière, est-ce qu'une motion préliminaire proposant le dépôt d'une copie des projets de règlement concernant l'application du projet de loi à l'étude est recevable?

Décision — Une motion visant à obtenir du ministre qu'il mette à la disposition des députés une copie des projets de règlement concernant l'application du projet de loi à l'étude est conforme à l'esprit des motions préliminaires. Une telle motion contribue à un meilleur accomplissement du mandat de la commission.

Décisions citées — JD, 21 décembre 1988, p. 4524 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 16 juin 1986, p. CAS-419 (Guy Bélanger)

244/4

JD, 14 décembre 1992, pp. 4753-4756 (Michel Bissonnet)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Commission plénière — Motion préliminaire — Consultation particulière — Recevabilité — RAN, art. 244 — RAN, art. 178 — RAN, art. 180 — RAN, art. 235 — RAN, art. 243 — RAN 1972-1984, art. 154 — LAN, art. 51

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière, le leader de l'opposition officielle présente une motion préliminaire par laquelle il propose que la commission plénière tienne une consultation particulière, en vertu du deuxième alinéa de l'article 244 du Règlement.

Question — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière, est-ce qu'une motion préliminaire proposant la tenue d'une consultation particulière en vertu du deuxième alinéa de l'article 244 du Règlement est recevable?

Décision — En ne reprenant pas dans le Règlement l'article 154 du précédent Règlement (RAN 1972-1984), l'Assemblée nationale a décidé de mettre de côté la règle interdisant les auditions publiques en commission plénière.

Les articles 179 et 180 du Règlement précisent que la procédure de l'Assemblée est régie notamment par la loi, le règlement et au besoin par les précédents. L'article 51 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* précise que l'Assemblée ou une commission peut assigner toute personne à comparaître devant elle. Le libellé de l'article 243 du Règlement indique que la procédure pour l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière est analogue à celle prescrite en commission permanente.

Par conséquent une motion proposant de tenir une consultation particulière en vertu du deuxième alinéa de l'article 244 du Règlement est recevable en commission plénière.

Articles de règlements cités — RAN 1972-1984, art. 154; RAN, art. 179, 180, 243 et 244

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décisions citées — JD, 21 décembre 1988, p. 4524 (Jean-Pierre Saintonge); JD, 17 mai 1973, pp. 880-885 (Jean-Noël Lavoie)

Loi citée — Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 51

Décision similaire — JD, 9 juin 1993, p. 7402 (Michel Bissonnet)

244/5

JD, 9 juin 1993, p. 7417 (Roger Lefebvre)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Commission plénière — Motion préliminaire — Consultation particulière — Motion identique — Recevabilité — RAN, art. 244

Contexte — Avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi en commission plénière, un député de l'opposition officielle propose une motion préliminaire visant à tenir des consultations particulières et à entendre des unions regroupant des municipalités. Un ministre soulève l'irrecevabilité de cette motion pour le motif que la commission a voté précédemment contre une motion visant également à tenir des consultations particulières et à entendre des associations syndicales. Il prétend qu'on ne peut demander de voter sur la même motion deux fois.

Question — Lors de l'étude détaillée en commission plénière, lorsqu'une motion préliminaire visant à tenir des consultations particulières pour entendre certains organismes a déjà été rejetée, est-ce qu'une motion préliminaire visant à tenir des consultations pour entendre d'autres organismes est recevable?

Décision — La motion préliminaire visant à tenir des consultations particulières pour entendre d'autres organismes est recevable.

La première motion préliminaire visait à ce que la commission plénière entende des associations syndicales alors que la deuxième motion préliminaire vise à entendre des unions regroupant des municipalités. Il s'agit de deux entités différentes.

ARTICLE 248

248/1

JD, 21 décembre 1988, pp. 4548-4552 (Louise Bégin)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Commission plénière — Rapport de la commission plénière — Prise en considération du rapport — Mise aux voix — Amendement — RAN, art. 248 — RAN, art. 252

Contexte — Le président de la commission plénière qui avait reçu mandat de procéder à l'étude détaillée d'un projet de loi fait rapport au Président. Le Président met le rapport aux voix. Le leader de l'opposition officielle prétend que la mise aux voix du rapport ne peut avoir lieu avant 22 heures, afin de permettre à tout député, conformément à l'article 252 du Règlement, de transmettre au bureau du Secrétaire général copie des amendements qu'il entend proposer au rapport de la commission plénière.

Question — Est-ce que l'article 252 du Règlement s'applique à un rapport de la commission plénière?

Décision — La mise aux voix du rapport de la commission plénière peut avoir lieu immédiatement puisque l'article 252 du Règlement ne peut recevoir application. En effet, l'article 252 du Règlement est un article d'application générale auquel on a prévu spécifiquement une exception édictée par l'article 248 du Règlement. La possibilité d'apporter des amendements étant écartée, il n'existe donc aucune raison pour retarder le vote puisque la raison d'être d'un tel report est de permettre la présentation d'amendements.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 367; RAN 1972-1984, art. 134; RAN, art. 248 et 252*

ARTICLE 249

249/1

JD, 15 juin 1990, pp. 3447 et 3448 (Lawrence Cannon)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Accord sur le moment du dépôt du rapport — Fonctions du Président — RAN, art. 249 — RAN, art. 147

Contexte — Le leader adjoint du gouvernement a demandé au Président de convoquer les leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport d'une commission devrait être déposé à l'Assemblée. Aucun accord n'est intervenu. Le leader de l'opposition officielle soulève une question de règlement. Il met en doute la régularité d'une telle demande, compte tenu qu'elle a été formulée à un moment où la commission compétente n'était pas convoquée pour étudier ce projet de loi.

Question — Est-ce qu'une demande de convocation des leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport d'une commission devrait être déposé à l'Assemblée est régulière, même si cette demande est formulée à un moment où la commission compétente n'est pas convoquée pour étudier ce projet de loi?

Décision — La demande de convocation des leaders des groupes parlementaires est régulière.

La discrétion accordée au leader du gouvernement de convoquer une commission en vertu de l'article 147 du Règlement est totalement indépendante du pouvoir qui lui est conféré par les articles 249 et suivants du Règlement dans le but d'initier une procédure en vue de mettre fin à ses travaux.

Le Président ne peut se référer aux travaux d'une commission tant et aussi longtemps qu'elle n'a pas fait rapport à l'Assemblée. Il en résulte que le Président doit décider de la validité des procédures initiées en vertu de l'article 249 du Règlement sans se soucier de l'évolution des travaux de la commission et sans lier cette procédure à la convocation de la commission.

L'effet d'une motion de clôture est de dessaisir la commission d'une affaire pour en ressaisir l'Assemblée, au moyen d'un rapport.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 147 et 249*

Décision citée — *JD, 14 décembre 1984, pp. 1829-1832 (Jean-Pierre Jolivet)*

ARTICLE 251

251/1

JD, 21 décembre 1972, pp. 3672-3674 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION DE CLÔTURE — Recevabilité — RAN, art. 251 — RAN, art. 245 — RAN 1972-1984, art. 156 — RAN 1972-1984, art. 160

Contexte — À la suite de l'adoption d'une motion de clôture par l'Assemblée, une commission fait rapport à l'Assemblée. Un député de l'opposition officielle prétend que ce rapport est irrégulier, puisque la commission n'a pu étudier plusieurs des articles du projet de loi.

Question — Est-ce qu'une commission doit nécessairement avoir étudié tous les articles d'un projet de loi qu'elle étudie avant de faire rapport à l'Assemblée?

Décision — Même si l'article 160 RAN 1972-1984 (RAN, art. 245) accorde à un député un droit de parole sur chaque article d'un projet de loi, rien n'indique dans le Règlement que le projet de loi doit être étudié article par article. L'Assemblée peut ordonner à une commission de faire rapport en tout temps. La commission n'est qu'un démembrement de l'Assemblée qui, elle, est souveraine. Les articles d'un projet de loi non étudiés en commission font toujours partie de ce projet de loi, qui sera à nouveau considéré lors de l'adoption.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 160

251/2

JD, 16 juin 1982, pp. 4961-4964 (Claude Vaillancourt)

MOTION DE CLÔTURE — Refus d'une motion irrégulière — RAN, art. 251 — RAN, art. 193 — RAN, art. 20 — RAN 1972-1984, art. 30 — RAN 1972-1984, art. 65(2) — RAN 1972-1984, art. 156

Contexte — Le leader du gouvernement propose une motion de clôture dans laquelle il est prévu que le rapport de la commission devra être déposé à l'Assemblée avant la fin de la séance du jeudi matin, 17 juin 1982. La notion de "séance du matin" est une notion inconnue du Règlement.

Question — Est-ce que la motion de clôture du leader du gouvernement qui fait référence à une notion inconnue du Règlement est contraire au Règlement?

Décision — Même si le Président peut, en vertu de l'article 65(2) RAN 1972-1984 (RAN, art. 193), modifier la forme d'une motion, il n'est pas nécessaire dans la cas présent d'avoir recours à cette disposition puisque, dans l'esprit de tous, il semble clair que la commission devra faire rapport avant 13 heures le 17 juin 1982.

L'expression "séance du matin", doit être interprétée comme étant cette partie de séance de la journée qui débute à dix heures et se termine à treize heures.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 65(2)

251/3

JD, 14 décembre 1984, pp. 1829-1832 (Jean-Pierre Jolivet)

MOTION DE CLÔTURE — Caducité — RAN, art. 251 — RAN, art. 194

Contexte — Une motion de clôture débattue à l'Assemblée précise "Que les travaux... se terminent immédiatement". Un député de l'opposition officielle prétend que cette motion est caduque et viciée dans son ensemble puisqu'au moment où l'on débat cette motion, la commission visée par la motion ne siège pas et, qu'en conséquence, elle ne pourrait pas cesser immédiatement ses travaux.

Question — Est-ce qu'une motion de clôture qui demande qu'une commission termine ses travaux immédiatement, alors que la commission visée ne siège pas au moment où la motion est débattue, est caduque et, partant, viciée dans son ensemble?

Décision — La motion vise à mettre un terme au mandat de la commission. Ce mandat se retrouve dans la motion d'envoi pour étude détaillée et il subsiste, que la commission siège ou non. Les mots "Que les travaux... se terminent immédiatement" ne s'entendent pas des travaux de la journée (de la séance) mais plutôt du mandat initial contenu dans une motion préalablement adoptée par l'Assemblée.

Le mot "immédiatement" signifie tout simplement que le leader du gouvernement ne pourrait plus convoquer la commission dès le moment de l'adoption de la motion. Par conséquent, aucune des parties de la motion n'est caduque.

251/4

JD, 12 décembre 1990, pp. 6254 et 6255 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION DE CLÔTURE — Recevabilité — RAN, art. 251

Contexte — Le leader du gouvernement propose une motion de clôture avant même que la commission du budget et de l'administration n'ait débuté l'étude détaillée du projet de loi visé par la motion. Le leader de l'opposition officielle prétend que cette motion de clôture ne respecte pas l'esprit du Règlement et empêche les parlementaires d'oeuvrer en toute liberté sans contrainte et sans chantage.

Question — Est-ce qu'une motion de clôture qui vise un projet de loi dont l'étude détaillée n'est pas débütée en commission constitue une entrave et un chantage à l'égard du rôle des parlementaires?

Décision — Comme l'a déjà affirmé la présidence dans une décision rendue le 15 juin 1990, une motion de clôture peut être initiée sans égard à l'évolution des travaux d'une commission. C'est une mesure exceptionnelle qui est à l'initiative du leader du gouvernement.

Décisions - Assemblée

L'utilisation d'une disposition du Règlement ne peut constituer un chantage ni une entrave à un privilège de l'Assemblée. Il s'agit tout au plus d'un rapport de forces. Le leader du gouvernement porte la responsabilité finale quant à l'opportunité de l'utilisation de cette procédure.

Décision citée — *JD*, 15 juin 1990, pp. 3447 et 3448 (*Lawrence Cannon*)

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55*

ARTICLE 252

252/1

JD, 11 décembre 1996, p. 4208 (Raymond Brouillet)

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT — Amendement — Version française — Version anglaise — Langue du débat — RAN, art. 252 — Loi de 1867, art. 133

Contexte — Aux affaires du jour, lors de la prise en considération du rapport d'une commission qui a étudié un projet de loi en détail ainsi que des amendements au rapport transmis en vertu de l'article 252 du Règlement par le ministre de la Justice et par un député de l'opposition officielle, un député de l'opposition officielle désire obtenir la traduction anglaise des amendements transmis par le ministre.

Question — Est-ce qu'un amendement proposé à l'une des étapes du processus législatif doit être présenté simultanément dans les langues française et anglaise, en vertu de l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867*?

Décision — En vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, l'Assemblée établit les règles de sa procédure et est seule compétente pour les faire observer. Cette procédure, comme le précisent les articles 179 et 180 du Règlement, est notamment déterminée en tenant compte des précédents et des usages de l'Assemblée. Selon l'usage suivi à l'Assemblée nationale, les amendements proposés à l'une des étapes du processus législatif sont présentés, au choix de leur auteur, soit en français, soit en anglais. Puis, dès après leur adoption en commission ou à l'Assemblée, ils sont traduits dans l'autre langue de façon à ce que les versions française et anglaise de chaque projet de loi ainsi modifié soient disponibles avant la sanction royale qui clôt le processus législatif.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 179 et 180*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 9*

ARTICLE 253

253/1

JD, 14 mars 1984, pp. 5174, 5175 et 5177 (Jean-Pierre Jolivet)

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT — Ministre — Temps de parole — Pertinence — RAN, art. 253 — RAN, art. 211

Contexte — Lors de la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, le ministre utilise son droit de parole de cinq minutes après chaque discours pour discuter de l'ensemble du projet de loi.

Question — Est-ce que l'intervention de cinq minutes du ministre doit se limiter à commenter le discours que vient de prononcer un député ou peut-elle porter sur tout autre sujet?

Décision — L'intervention de cinq minutes du ministre peut porter sur l'ensemble des propos tenus en commission parlementaire tout en respectant la règle de la pertinence.

253/2

JD, 25 mars 1987, p. 6346 (Jean-Pierre Saintonge)

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT — Droit de réplique — Directive — RAN, art. 253 — RAN, art. 215

Contexte — Lors de la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle fait une demande de directive pour savoir s'il y a, à cette étape de l'étude d'un projet de loi, un droit de réplique du ministre ou du député qui présente le projet de loi.

Question — Lors de la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, est-ce qu'il y a un droit de réplique du ministre ou du député qui présente le projet de loi?

Décision — L'article 253 du Règlement prévoit que les temps de parole sont ceux prévus pour une motion de forme et que le ministre ou le député qui présente un projet de loi peut intervenir au plus cinq minutes après chaque discours. Par conséquent, à l'étape de la prise en considération du rapport d'une commission qui a procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, il n'y a pas de droit de réplique.

Article de règlement cité — *RAN, art. 253*

253/3

JD, 25 mars 1987, pp. 6346-6348 (Jean-Pierre Saintonge)

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT — Temps de parole — Auteur — Représentant du Premier ministre — RAN, art. 253 — RAN, art. 209

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Lors de la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, le Président accorde un droit de parole de trente minutes à un député ministériel, ce dernier agissant à titre de représentant du Premier ministre. Le leader de l'opposition officielle s'y objecte puisque le ministre a déjà exercé son droit de parole de trente minutes à titre d'auteur de la motion et qu'un seul droit de parole de trente minutes devrait être octroyé au groupe parlementaire formant le gouvernement.

Question — Lorsque l'auteur d'une motion de forme a utilisé son temps de parole de trente minutes, est-ce qu'il peut intervenir trente minutes à titre de représentant du premier ministre?

Décision — L'article 253 du Règlement stipule que les temps de parole sont ceux prévus pour une motion de forme soit trente minutes pour l'auteur d'une motion, le Premier ministre, les autres chefs de groupes parlementaires ou leurs représentants. Ainsi, lors de la prise en considération du rapport d'une commission qui a procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, le ministre qui présente le projet de loi, le Premier ministre, le chef de l'opposition officielle ou leurs représentants, ont chacun un droit de parole de trente minutes.

Même si le ministre qui a présenté le projet de loi a exercé son droit de parole, l'article 209 du Règlement permet à un député ministériel, au nom du Premier ministre, d'exercer un droit de parole de trente minutes.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 209 et 253*

253/4

JD, 16 octobre 1990, pp. 4426 et 4427 (Michel Bissonnet)

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT — Ministre — Temps de parole — Remplacement — Adjoint parlementaire — RAN, art. 253 — RAN, art. 189 — LAN, art. 25

Contexte — Lors de la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, un adjoint parlementaire remplace un ministre et veut utiliser le temps de parole dévolu au ministre après chaque discours.

Question — Lors de la prise en considération du rapport d'une commission, est-ce qu'un adjoint parlementaire peut remplacer un ministre et utiliser le temps de parole dévolu au ministre après chaque discours?

Décision — En vertu de l'article 189 du Règlement, un ministre peut toujours agir au nom d'un autre ministre. Toutefois, selon l'article 25 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, un adjoint parlementaire ne peut remplacer le ministre en titre qu'à la période des questions. Lors du débat sur la prise en considération d'un rapport d'une commission, un ministre ne peut être remplacé par son adjoint parlementaire.

Article de règlement cité — *RAN, art. 189*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 25*

ARTICLE 254

254/1

JD, 13 juin 1995, pp. 4078-4080 (Pierre Bélanger)

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT — Mise aux voix — Vote par appel nominal — Vote reporté — RAN, art. 254 — RAN, art. 180

Contexte — À la fin du débat sur la prise en considération du rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, le Président met successivement aux voix les amendements au rapport et ce, conformément à l'article 254 du Règlement. Le vote par appel nominal est exigé au moment de la mise aux voix d'un premier groupe d'amendements. Le leader adjoint du gouvernement demande alors que ce vote soit reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance. Le leader de l'opposition officielle demande alors à la présidence de poursuivre la mise aux voix des autres amendements.

Question — Lors de la mise aux voix d'un premier groupe d'amendements au rapport d'une commission ayant procédé à l'étude détaillée d'un projet de loi, le report du vote sur ces amendements a-t-il pour effet de reporter le vote sur les autres amendements et sur le rapport?

Décision — En vertu de l'article 254 du Règlement, la mise aux voix des amendements et du rapport forme un tout indivisible. Par conséquent, le report du vote sur le premier groupe d'amendements reporte automatiquement le vote sur les autres amendements et le vote sur le rapport.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 180 et 254*

254/2

JD, 13 décembre 1996, pp. 4402 et 4403 (Jean-Pierre Charbonneau)

PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT — Amendement — Mise aux voix — Modalités — RAN, art. 254 — RAN, art. 252

Contexte — Aux affaires du jour, lors de la prise en considération du rapport d'une commission sur un projet de loi, l'ensemble des amendements du ministre proposés en vertu de l'article 252 du Règlement, ainsi qu'un amendement de l'opposition sont adoptés, tandis que d'autres amendements de l'opposition sont rejetés. Au moment de la mise aux voix des articles du projet de loi, tels qu'amendés par les votes précédents, le leader de l'opposition officielle explique au Président que, puisque l'opposition a voté en faveur de certains amendements et contre d'autres, la tenue d'un seul vote sur l'ensemble des articles du projet de loi, tels qu'amendés, l'obligerait à défaire certains votes déjà exprimés. Il demande si ce vote est nécessaire.

Questions — Est-il nécessaire, une fois votés les amendements proposés lors de la prise en considération du rapport d'une commission sur un projet de loi, de mettre aux voix les articles du projet de loi, tels qu'amendés ?

Si oui, la tenue d'un seul vote sur un ensemble d'articles ayant fait l'objet de plusieurs amendements, ayant nécessité une série de votes et ayant amené certains députés à prendre des positions différentes selon le cas, peut-elle être interprétée comme obligeant un ou des députés à nier ou à dédire des votes précédemment exprimés ?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — La mise aux voix des articles du projet de loi, tels qu'amendés, est partie intégrante du processus législatif qui entérine, dans ce qui deviendra éventuellement un texte de loi, la nouvelle version de ces articles décidée par l'Assemblée.

Pour ce qui est des votes sur les amendements, les résultats de ces votes sont formellement enregistrés. Lorsqu'on se prononce ensuite sur les articles sous leur forme amendée, on pose un geste distinct qui vise à homologuer l'ensemble du texte et qui ne saurait être interprété comme dédit ou dénégation des votes précédents.

ARTICLE 257

257/1

JD, 17 juin 1996, p. 2403 (Raymond Brouillet)

ADOPTION D'UN PROJET DE LOI — Commission plénière — Amendement — Recevabilité — RAN, art. 257

Contexte — Lors du débat sur l'adoption d'un projet de loi d'intérêt public, le ministre propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude de certains amendements. Avant le début des travaux de la commission plénière, la présidence de l'Assemblée décide de la recevabilité des amendements du ministre. Parmi ceux-ci, certains sont déclarés irrecevables.

Question — À l'étape de l'adoption d'un projet de loi, la commission plénière, constituée pour l'étude d'amendements déclarés recevables par la présidence de l'Assemblée nationale avant le début de ses travaux, peut-elle prendre en considération d'autres amendements que ceux ainsi retenus?

Décision — À l'étape de l'adoption d'un projet de loi, la commission plénière ne peut étudier d'autres amendements que ceux précédemment déclarés recevables par la présidence de l'Assemblée, parmi les amendements transmis par le ministre, conformément à l'article 257 du Règlement.

Décision similaire — JD, 14 juin 1993, pp. 7677 et 7678 (Roger Lefebvre)

ARTICLE 269

269/1

JD, 15 novembre 1990, pp. 5105 et 5106 (Roger Lefebvre)

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — Adoption du principe — Temps de parole — RAN, art. 269

Contexte — Lors de l'adoption du principe d'un projet de loi d'intérêt privé, au moment de l'intervention du représentant de l'opposition officielle, le leader du gouvernement indique à la présidence que le député n'a droit qu'à un temps de parole de dix minutes.

Question — Lors de l'adoption du principe d'un projet de loi d'intérêt privé, quel est le temps de parole des représentants des groupes parlementaires?

Décision — Lors de l'adoption du principe d'un projet de loi d'intérêt privé, le temps de parole du représentant de l'opposition officielle se limite à dix minutes. Selon l'article 269 du Règlement, seuls le député qui présente le projet de loi et les chefs de groupes parlementaires ont un temps de parole de 30 minutes.

Article de règlement cité — *RAN, art. 269*

ARTICLE 271

271/1

JD, 30 avril 1987, pp. 7010-7016 (Pierre Lorrain)

BUDGET — Discours du budget — Fuite — Préavis — Rappel au règlement — Question de privilège — Motion de censure — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — RAN, art. 271 — RAN, art. 304 — RAN, art. 316(3)

Contexte — À la suite d'une fuite de renseignements concernant le budget, le ministre des Finances décide de prononcer le discours du budget une semaine plus tôt que prévu. Le leader adjoint de l'opposition officielle s'interroge sur la validité de cette façon de procéder puisqu'il n'y a aucun ordre de l'Assemblée prévoyant la lecture du discours du budget.

Questions — Est-ce qu'un préavis doit être donné au feuillet avant le prononcé du discours du budget?

Est-ce qu'il est possible de soulever une question de règlement ou de privilège avant le prononcé du discours du budget?

Quelles sont les mesures qui peuvent être prises à la suite d'une fuite de renseignements concernant le budget?

Décision — Il n'existe aucun usage, aucune coutume ni aucune disposition réglementaire qui exige qu'un préavis soit donné au feuillet avant la lecture du discours du budget. En vertu de l'article 96 du Règlement, il appartient au leader du gouvernement d'appeler l'affaire qui fera l'objet d'un débat. Si aucune affaire n'est en cours, le leader du gouvernement peut donc, à sa discrétion, appeler le discours du budget.

Par ailleurs, il est d'usage de n'accepter aucune question de règlement ou de privilège avant le prononcé du discours du budget par le ministre des Finances.

Toutefois, à la suite d'une fuite de renseignements concernant le budget, un député peut inscrire au feuillet une motion de censure en vertu des articles 304 et suivants du Règlement ou encore une motion mettant en cause la conduite d'un membre du Parlement en vertu de l'article 316(3) du Règlement.

Articles de règlements cités — RAN 1972-1984, art. 24, 68 et 127; RAN, art. 96, 304 et 316(3)

Décisions citées — JD, 10 mars 1981, p. 1303 (Louise Guerrier); Débats de la Chambre des communes du Canada, Ottawa, 17 avril 1978, p. 4549

Décision similaire — JD, 14 mai 1992, pp. 882-885 (Jean-Pierre Saintonge)

271/2

JD, 3 juin 1993, pp. 7059-7064 (Jean-Pierre Saintonge)

BUDGET — Débat sur le discours du budget — Motion du ministre des Finances — Motion d'amendement — Motion de censure — Vote libre — RAN, art. 271 — RAN, art. 191 — RAN, art. 196 — RAN, art. 274 — RAN, art. 276 — RAN, art. 277 — RAN, art. 288

Contexte — À la fin du débat sur le discours du budget à l'Assemblée, le critique financier de l'opposition officielle présente une motion d'amendement à la motion du ministre des Finances proposant que la motion du ministre des finances soit amendée par l'ajout, après le mot «approuve», des mots «par un vote libre de ses membres malgré qu'elle ne contienne aucune mesure de relance, des hausses d'impôt dramatiques, aucune solution pour combattre le travail au noir».

Question — Est-ce qu'une motion d'amendement à la motion du ministre des Finances proposant à l'Assemblée d'approuver la politique budgétaire du gouvernement est recevable?

Décision — Il est évident à la lecture du libellé de l'article 271 du Règlement que le ministre des Finances n'a aucune discrétion quant à la formulation de sa motion; elle lui est imposée par le Règlement. Elle est de celles dont les termes ne varient pas. Un député, par le biais d'une motion d'amendement, pourrait-il avoir plus de latitude que l'auteur lui-même?

La motion du ministre des Finances en est une de fond. Selon l'article 196 du Règlement, toute motion de fond peut être amendée, sauf dispositions contraires.

Cependant, l'article 274 du Règlement édicte une règle particulière relative au débat sur le discours du budget; cet article constitue une disposition incompatible avec l'article 196 du Règlement. Si on avait voulu permettre un amendement à la motion du ministre des Finances, le Règlement n'aurait pas autorisé concurremment la présentation d'un autre type de motion, soit la motion de censure.

De plus, l'article 277 du Règlement laisse voir qu'au terme du débat, seules les motions de censure et la motion du ministre des Finances peuvent être mises aux voix, ce qui écarte toute possibilité d'existence d'un autre type de motion. L'article 288 du Règlement vient sceller l'économie générale du Règlement en matière financière. On y établit que l'Assemblée devra avoir statué avant le vote sur le rapport des commissions et sur le projet de loi de crédits, sur les motions prévues à l'article 277 du Règlement; on ne dispose de rien d'autre.

Même présentée dans un autre cadre que celui du débat sur le discours du budget, la motion d'amendement du critique financier de l'opposition officielle aurait dû être déclarée irrecevable. D'une part, les mots «par un vote libre de ses membres» sont sans aucun rapport avec la motion du ministre des Finances. Cela concerne la pratique des votes à l'Assemblée. D'autre part, la suite de cette motion d'amendement contrevient à l'article 191 du Règlement selon lequel les motions ne doivent contenir ni exposé de motifs ni argumentation.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 191, 196, 271, 274, 277 et 288

Doctrines invoquées — *Beauchesne*, 6e éd., n° 979, pp. 273 et 274

ARTICLE 274

274/1

JD, 6 mai 1986, pp. 1270, 1271 et 1283 (Jean-Pierre Saintonge)

BUDGET — Débat sur le discours du budget — Motion de censure — Recevabilité — RAN, art. 274 — RAN, art. 191

Contexte — Le leader du gouvernement s'oppose à la recevabilité d'une motion de censure qui selon lui contient un exposé de motif et de l'argumentation, ce qu'interdit l'article 191 du Règlement. La motion de censure se lit comme suit: "Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Parti libéral pour avoir trompé la population en mettant en place des politiques contraires à ses engagements électoraux, par la multiplication des taxes à la consommation, notamment les taxes sur l'essence, l'huile à chauffage, etc., pour avoir élaboré un budget antifamilial au détriment de la famille moyenne, des plus démunis, des mères de famille et de leurs enfants, des jeunes et des femmes, pour avoir camouflé des compressions budgétaires et des tarifications de services et avoir manipulé les chiffres à son avantage, au détriment des renseignements auxquels le peuple du Québec a droit ..."

Question — Est-ce que cette motion de censure est recevable compte tenu des critères de recevabilité d'une telle motion?

Décision — Cette motion de censure est recevable.

Les critères de recevabilité d'une motion de censure sont plus larges et moins restrictifs que ceux des autres motions. Une motion de censure doit exposer un minimum de contenu et exprimer une ou plusieurs raisons pour blâmer le gouvernement. Selon le Règlement une motion de censure peut porter sur plusieurs sujets.

Article de règlement cité — *RAN 1972-1984, art. 127(4)*

ARTICLE 282

282/1

JD, 30 avril 1986, pp. 1035 et 1036 (Pierre Lorrain)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Discours du budget — RAN, art. 282 — RAN, art. 271 — RAN, art. 286

Contexte — Le 24 avril 1986, le Président jugeait hypothétique une question du leader de l'opposition officielle demandant si le discours du budget du ministre des Finances pouvait être prononcé le 1^{er} mai 1986, alors que l'étude des crédits budgétaires ne serait pas terminée. Le 29 avril 1986, le leader de l'opposition officielle réitère sa demande auprès du Président et lui soumet des faits qu'il qualifie de nouveaux.

Question — Est-ce que le ministre des Finances peut prononcer le discours du budget lorsque l'étude des crédits budgétaires n'est pas terminée?

Décision — Selon l'article 282 du Règlement, tant que la période consacrée à l'étude des crédits budgétaires en commission n'est pas terminée, l'Assemblée ne procède qu'aux affaires courantes. De plus, lorsque l'étude des crédits budgétaires est terminée en commission, la première période des affaires du jour qui suit doit être consacrée à l'étude des crédits de l'Assemblée nationale et ce, avant même que le ministre des Finances ne puisse prononcer le discours du budget (RAN, art. 286).

L'étude de tous les crédits budgétaires doit donc être terminée avant de prononcer le discours du budget. Par contre, le discours du budget peut toujours être prononcé avant que ne débute l'étude des crédits budgétaires.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 282 et 286*

ARTICLE 286

286/1

JD, 30 avril 1996, p. 526 (Raymond Brouillet)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Crédits de l'Assemblée nationale — Crédits permanents — Commission plénière — Bureau de l'Assemblée nationale — RAN, art. 286 — LAN, art. 125 — LAN, art. 126

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires de l'Assemblée en commission plénière, le leader de l'opposition officielle informe la commission qu'il a reçu, plus tôt dans la journée, un document signé par un fonctionnaire de l'Assemblée nationale, dans lequel on faisait état de certains éléments des crédits budgétaires de l'Assemblée que la commission s'apprêtait à étudier.

Le leader de l'opposition officielle demande au président de la commission plénière s'il est conforme de faire une telle annonce avant que la commission plénière et l'Assemblée n'aient adopté les crédits.

Question — Est-ce que la commission plénière et l'Assemblée adoptent les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale?

Décision — Les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale sont des crédits permanents (crédits statutaires). Ils n'ont pas à être votés par la commission plénière et par l'Assemblée puisqu'ils sont déjà autorisés de façon permanente par la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale sont approuvées par le Bureau de l'Assemblée nationale.

Article de règlement cité — *RAN, art. 286*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 125*

ARTICLE 290

290/1

JD, 12 décembre 1994, pp. 481-484 (Roger Bertrand)

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES — Crédits budgétaires — Commission plénière — Ministre — Motion d'organisation des travaux — Préavis — RAN, art. 290 — RAN, art. 289 — RAN, art. 188 — RAN, art. 108

Contexte — Aux affaires du jour, après avoir présenté une motion d'envoi en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires n° 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1995, le leader du gouvernement propose une motion d'organisation des travaux de la commission plénière. Le Président sollicite alors le consentement de l'Assemblée pour la présentation de cette motion.

Avant de consentir à la présentation de cette motion, le leader de l'opposition officielle soulève une question de règlement. Il prétend que, traditionnellement, il y a entente entre les leaders des groupes parlementaires et les représentants des autres formations politiques, s'il y a lieu, non seulement quant à l'organisation des travaux de la commission plénière, mais également quant au choix des ministres qui devront participer à l'étude des crédits supplémentaires en commission plénière.

De plus, le leader de l'opposition officielle ajoute que, même si le ministre de la Santé n'a obtenu aucun crédits budgétaires supplémentaires pour l'année financière 1994-1995, l'opposition officielle souhaiterait, néanmoins, l'interroger lors de l'étude des crédits budgétaires supplémentaires, et ce, compte tenu des besoins dans le domaine de la santé au Québec.

Question — Est-ce que l'opposition officielle peut exiger qu'un ministre, dont le ministère n'a obtenu aucun crédits budgétaires supplémentaires, participe à l'étude de ces crédits en commission plénière?

Décision — L'opposition officielle ne peut exiger la présence d'un ministre en particulier lors de l'étude des crédits supplémentaires en commission plénière. L'article 290 du Règlement prévoit, tout au plus, la présence d'un représentant du gouvernement, laissant, de ce fait, le choix du ministre qui répond des crédits supplémentaires du gouvernement, à la discrétion de l'Exécutif. En vertu de l'article 189 du Règlement, un ministre peut toujours agir au nom d'un autre ministre.

L'Assemblée peut cependant adopter un ordre établissant une liste d'intervenants ministériels lors de l'étude des crédits supplémentaires en commission plénière. Toutefois, à défaut du consentement unanime de l'Assemblée, une motion d'organisation des travaux de la commission plénière en vue de l'étude de ces crédits nécessite un préavis conformément à l'article 188 du Règlement.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 290, 188 et 189*

ARTICLE 294

294/1

JD, 28 mars 1985, pp. 2776 et 2777 (Richard Guay)

SURVEILLANCE D'ORGANISMES PUBLICS — Convocation de la commission — Leader du gouvernement — Mandat d'initiative — RAN, art. 294 — RAN, art. 149

Contexte — Un député indépendant demande au leader du gouvernement de convoquer la Commission de l'économie et du travail afin qu'elle accomplisse son mandat de surveillance d'un organisme public.

Question — Est-ce que le leader du gouvernement doit convoquer la commission afin qu'elle accomplisse son mandat de surveillance d'un organisme public?

Décision — Le leader du gouvernement n'a pas à convoquer la commission, même si le délai d'un an prévu à l'article 294 du Règlement est écoulé. Si cette dernière n'arrive pas à choisir un organisme, le Règlement prévoit que la commission de l'Assemblée nationale peut décider quel organisme la commission examinera.

Article de règlement cité — *RAN, art. 294*

ARTICLE 295

295/1

JD, 6 novembre 1984, pp. 473-475 (Richard Guay)

INTERPELLATION — Ministre — Compétence — RAN, art. 295

Contexte — Un député de l'opposition officielle désire interpeller le président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration sur "l'insuffisance et l'inefficacité du programme de relance économique". Le leader du gouvernement prétend que le ministre des Finances est responsable de ce dossier. Le leader de l'opposition officielle soutient que l'opposition a le choix du ministre et que le sujet de l'interpellation relève de la responsabilité du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor.

Question — Lors d'une interpellation, qui détermine si un ministre est compétent pour être interpellé par l'opposition sur une question d'intérêt général?

Décision — L'interpellation s'apparente à la période des questions et réponses orales, et la doctrine concernant les questions posées au ministre précise que ces dernières doivent relever de la compétence administrative du ministre.

De plus, l'article 9 de la *Loi sur l'exécutif* définit les compétences des ministres. Le Président n'a pas à intervenir dans cette question qui relève de l'exécutif. L'interpellation appartient à l'opposition mais, à défaut de savoir quel est le ministre concerné par le sujet de l'interpellation, il appartient au gouvernement de préciser quel ministre est le premier concerné.

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5^e éd., n° 359, p. 134; *May*, 20th éd., pp. 336 et 339

Loi citée — *Loi sur l'exécutif*, L.R.Q., c. E-9, art. 9

ARTICLE 297

297/1

JD, 3 mai 1984, p. 5981 (Richard Guay)

INTERPELLATION — Moment — Ministre — RAN, art. 297

Contexte — Les groupes parlementaires n'arrivent pas à fixer une date pour une interpellation à cause de l'indisponibilité du ministre.

Question — Est-ce que le moment d'une interpellation est déterminé en fonction de la disponibilité du ministre?

Décision — Dans notre système parlementaire, le Parlement a priorité. Un ministre doit donc préparer son horaire en fonction du Parlement.

ARTICLE 304

304/1

JD, 29 octobre 1974, pp. 2414-2416 (Jean-Noël Lavoie)

MOTION DE CENSURE — Débat d'urgence — Sujet identique — RAN, art. 304 — RAN, art. 88 — RAN 1972-1984, art. 24

Contexte — Le Président informe les membres de l'Assemblée qu'il a reçu un avis d'un député de l'opposition officielle désirant qu'un débat d'urgence soit tenu. Par ailleurs, une motion de censure portant sur le même sujet que la demande de débat d'urgence est inscrite au feuillet.

Question — Lorsqu'une demande de débat d'urgence est adressée au Président alors qu'une motion de censure portant sur le même sujet est inscrite au feuillet, lequel de ces deux moyens doit avoir préséance?

Décision — Une motion de censure a préséance sur un débat d'urgence lorsque les deux motions portent sur le même sujet et que le débat peut avoir lieu peu de temps après.

Lorsque deux moyens se présentent, il est du devoir du Président d'accorder à l'opposition le moyen qui servira le mieux ses fins pour soulever une question. En l'occurrence, le débat sur la motion de censure se terminera à 23 heures alors que le débat d'urgence aurait pris fin à 18 heures. De plus, contrairement au débat d'urgence, la motion de censure entraîne une décision de l'Assemblée.

304/2

JD, 22 mai 1997, pp. 6887 et 6888 (Claude Pinard)

MOTION DE CENSURE — Recevabilité — Caducité — Principe — Motif — Argumentation — RAN, art. 304 — RAN, art. 194 — RAN, art. 191 — RAN, art. 205

Contexte — Aux affaires prioritaires, un député de l'opposition officielle présente la motion de censure suivante: "Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement péquiste d'investir plus de temps et d'énergie à tenter de sauver le Bloc québécois plutôt que de tenter de régler les vrais problèmes des Québécoises et des Québécois, notamment en abandonnant les quelque 800 000 assistés sociaux et les quelques 400 000 chômeurs et: d'avoir pelleté son déficit vers les commissions scolaires, les universités, les hôpitaux, les municipalités et enfin pour tous les citoyens qui écopent de hausses de taxes et de tarifs de toutes sortes; d'avoir affaibli le réseau de santé par des fermetures d'hôpitaux, des diminutions de lits et des coupures de personnel, ce qui contribue à augmenter les listes d'attente en chirurgie; [...] d'avoir contribué à diviser l'ensemble de la société québécoise, entre autres par son entêtement à ne pas reconnaître les résultats du référendum qu'il a lui-même tenu le 30 octobre 1995."

Le leader du gouvernement prétend, premièrement, que la motion est viciée dans son ensemble, étant donné que la dernière partie de la motion est caduque, un des motifs énoncés ayant fait l'objet d'une motion qui a été adoptée la veille par l'Assemblée. Deuxièmement, il soutient que la motion comporte plusieurs principes, ce qui la rendrait scindable en application de l'article 205 du Règlement. Finalement, il prétend que la motion est contraire à l'article 191 du fait qu'elle contient des exposés de motifs et de l'argumentation.

Question — Est-ce que la motion de censure est recevable?

Décision — La motion de censure est recevable.

Le député de l'opposition officielle peut techniquement prétendre dans sa motion que le gouvernement a dans le passé contribué à diviser l'ensemble de la société québécoise, en dépit de l'adoption la veille d'une motion aux termes de laquelle est reconnue la volonté démocratique des Québécoises et des Québécois, qui s'est exprimée lors du référendum du 30 octobre 1995. L'adoption la veille d'une autre motion n'a pas eu pour effet de rendre caduque la motion de censure; les deux motions même si elles portent sur le même sujet n'ont pas le même objet.

Sur la deuxième question, il faut faire une distinction entre le principe ou l'objet d'une motion et les sujets dont elle traite. Le principe d'une motion est l'objectif que poursuit l'auteur. Dans une motion de censure, l'objectif poursuivi est de blâmer le gouvernement et ultimement de lui retirer sa confiance. Pour justifier cette attitude, l'auteur de la motion expose la ou les raisons pour lesquelles le gouvernement doit être blâmé: ces raisons constituent autant de sujets abordés dans la motion de censure mais aucun d'entre eux ne doit être confondu avec l'objet de la motion qui est de censurer le gouvernement. Une motion de censure ne peut donc contenir qu'un seul principe, soit la censure de l'activité gouvernementale, même si cette censure porte sur plusieurs activités ou sujets. Le nombre de sujets contenus dans la motion de censure ne détermine donc pas le nombre de principes.

Concernant le troisième argument, la motion contient de toute évidence des motifs et de l'argumentation, mais il y a une importante distinction à faire. Malgré l'article 191, les motions de censure ont toujours comporté des motifs. Supprimer d'une telle motion les motifs serait la réduire à une motion dont les termes ne varient pas. Il est dans la nature d'une motion de censure de comporter, outre l'expression du blâme lui-même, les raisons pour lesquelles on blâme le gouvernement. Par contre, même une motion de censure ne devrait pas comporter de l'argumentation. Toutefois, tenant compte de la longue série de précédents qui témoignent de la tolérance dont la présidence a fait preuve dans le passé, celle-ci accepte qu'une motion contenant de l'argumentation soit présentée et débattue.

Cela étant, la présidence fera preuve dorénavant de la plus grande rigueur dans l'application de l'article 191 du Règlement. Sera jugée irrecevable toute motion contenant de l'argumentation et toute motion, à l'exception des motions de censure, comportant des motifs. Conformément à l'article 193, la présidence refusera l'inscription au feuillet d'une telle motion.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 191 et 193

ARTICLE 305

305/1

JD, 26 mars 1985, pp. 2666 et 2667 (Richard Guay)

MOTION DE CENSURE — Répartition — Député indépendant — RAN, art. 305

Contexte — Un député indépendant a inscrit une motion de censure au feuillet. Le Président indique au député qu'une décision sera rendue le lendemain au sujet de la recevabilité de cette motion, en vertu de l'article 305.

Question — Est-ce que le Président doit appeler automatiquement toute motion de censure inscrite au feuillet?

Décision — Le Président répartit les six motions de censure entre les groupes parlementaires d'opposition et les députés indépendants. Cette répartition ne se fait pas uniquement si deux motions de censure sont inscrites simultanément au feuillet, mais bien en tout temps.

305/2

JD, 18 juin 1990, p. 3533 (Jean-Pierre Saintonge)

MOTION DE CENSURE — Répartition — Député indépendant — RAN, art. 305

Contexte — Un député indépendant ayant inscrit une motion de censure au *Feuilleton et préavis*, le Président rend une décision sur la répartition des motions de censure avant que cette motion ne soit inscrite sous la rubrique "Affaires prioritaires".

Question — Comment le Président doit-il effectuer la répartition des motions de censure?

Décision — Lorsqu'il répartit les motions de censure, le Président doit, pour éviter l'arbitraire, tenir compte de l'usage et apprécier d'une façon juste et équitable ce qui revient au groupe parlementaire de l'opposition et aux députés indépendants. Un certain équilibre doit exister dans la répartition des motions et ce n'est pas parce qu'une motion de censure est inscrite au *Feuilleton et préavis* qu'elle pourra automatiquement être débattue.

L'usage reconnaît aux députés indépendants le droit de proposer une motion de censure sur les six motions prévues au Règlement pour la durée d'une session. Compte tenu qu'il s'agit de la troisième motion de censure de la session et de la première au nom d'un député indépendant, la présidence autorise le débat sur cette motion en précisant cependant que les députés indépendants devront se limiter à cette seule motion de censure pour la session en cours.

ARTICLE 306

306/1

JD, 10 octobre 1978, pp. 2909-2911 (Clément Richard)

MOTION DE CENSURE — Débat — Temps de parole — Mise aux voix — Vote reporté — RAN, art. 306 — RAN, art. 210 — RAN 1972-1984, art. 24

Contexte — Un quart d'heure avant la levée de la séance, le leader du gouvernement demande, comme le prescrit l'article 24 RAN 1972-1984 (RAN, art. 306) que la motion de censure soit mise aux voix. L'opposition s'y objecte puisque les enveloppes globales de temps attribuées à chaque formation politique ne sont pas épuisées.

À 22 heures, à défaut de consentement unanime, les travaux sont ajournés sans que la question de règlement soulevée par l'opposition n'ait été tranchée.

À la séance suivante, au moment prévu pour les votes reportés, le Président met aux voix la motion de censure.

Questions — Est-ce que la motion de censure doit être mise aux voix un quart d'heure avant l'ajournement de la séance, même si les enveloppes de temps attribuées à chaque formation politique à la suite de l'organisation du débat ne sont pas épuisées?

Lorsque la séance au cours de laquelle est débattue une motion de censure est ajournée sans que cette motion n'ait été mise aux voix, est-ce que la mise aux voix de cette motion peut être faite à la première occasion prévue par le Règlement?

Décision — À moins d'un ordre contraire ou à moins d'un consentement unanime, les enveloppes globales attribuées à chaque formation politique sont indicatives seulement des proportions qu'il faut respecter si le temps prévu par l'article 24 RAN 1972-1984 (RAN, art. 306) ne permet pas de les épuiser.

Dans les circonstances, le débat sur la motion de censure doit se terminer un quart d'heure avant la fin de la séance, même s'il reste du temps dans les enveloppes globales.

Même si la séance au cours de laquelle est débattue une motion de censure est ajournée, aucun consentement ni ordre de l'Assemblée n'ayant permis de prolonger le débat, la logique, l'esprit de notre droit parlementaire et la coutume incitent le Président à rendre des décisions qui ouvrent des avenues plutôt qu'elles n'en ferment; c'est pourquoi la mise aux voix de cette motion de censure peut être faite à la première occasion prévue par le Règlement.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 24

ARTICLE 308

308/1

JD, 25 mars 1986, pp. 672-674 et 695 et 697 (Pierre Lorrain)

DÉBAT DE FIN DE SÉANCE — Ministre — Remplacement — RAN, art. 308 — RAN, art. 189

Contexte — Un député de l'opposition officielle avise le Président qu'il entend soulever un débat de fin de séance en compagnie du Premier ministre pour poursuivre l'étude d'un sujet qui a été insuffisamment approfondi à la période des questions et réponses orales. Le leader du gouvernement informe l'Assemblée que le Premier ministre ne pourra être présent à l'occasion de ce débat puisqu'il doit présider une séance du Conseil des ministres. Le leader du gouvernement mentionne également que si le député de l'opposition officielle maintenait toujours sa demande de débat de fin de séance, un ministre du gouvernement remplacerait le Premier ministre. Le whip de l'opposition officielle demande au Président si un ministre peut se soustraire à une demande de débat de fin de séance?

Question — Lors d'un débat de fin de séance, est-ce qu'un ministre peut se faire remplacer par un autre ministre?

Décision — Le débat de fin de séance étant intimement lié à la période de questions et réponses orales, les règles régissant celle-ci s'appliquent. Lors de la période de questions et réponses orales, la tradition permet au Premier ministre de demander à un de ses ministres de répondre à sa place. Il n'appartient pas au Président de décider quel ministre répondra au nom du gouvernement.

Décisions citées — JD, 19 juillet 1977, p. 2213 (Louise Cuerrier); JD, 6 novembre 1984, pp. 473-475 (Richard Guay)

Doctrine invoquée — May, 20th ed., p. 336

308/2

JD, 24 mai 1990, p. 2693 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT DE FIN DE SÉANCE — Étude des crédits — RAN, art. 308 — RAN, art. 282

Contexte — Durant la période prévue pour l'étude des crédits budgétaires en commission, le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu la veille, alors que l'Assemblée était ajournée, un avis concernant la tenue d'un débat de fin de séance.

Question — Est-ce qu'un débat de fin de séance peut avoir lieu durant la période consacrée à l'étude des crédits budgétaires en commission?

Décision — En vertu de l'article 282 du Règlement, durant la période consacrée à l'étude des crédits budgétaires en commission, l'Assemblée ne procède qu'aux affaires courantes aux heures prévues du mardi au jeudi. Puisque les commissions ont entamé l'étude des crédits budgétaires, l'Assemblée se trouve dans l'incapacité de procéder aux affaires du jour.

Il ne peut donc y avoir de débat de fin de séance pendant toute la période consacrée à l'étude des crédits budgétaires. Il en est de même des débats d'urgence, des affaires inscrites par les députés de l'opposition et de toute autre matière habituellement débattue aux affaires du jour.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 282

Décision similaire — *JD*, 15 avril 1986, p. 924 (Pierre Lorrain)

308/3

JD, 29 novembre 1990, pp. 5518-5521 (Michel Bissonnet)

DÉBAT DE FIN DE SÉANCE — *Ministre* — *Remplacement* — *RAN*, art. 308 — *RAN*, art. 189

Contexte — Avant que ne débute un débat de fin de séance, le leader adjoint de l'opposition officielle soulève une question de règlement concernant le remplacement de la vice-première ministre par le ministre du Revenu.

Question — Lors d'un débat de fin de séance, est-ce qu'un ministre peut se faire remplacer par un autre ministre?

Décision — La désignation du ministre du Revenu aux fins de représenter le gouvernement à l'occasion du débat de fin de séance est régulière. Un ministre peut toujours agir au nom d'un autre ministre en application du principe constitutionnel de la responsabilité ministérielle. Le gouvernement peut répondre par la voix du ministre qu'il désigne. Il n'appartient pas au Président de décider quel ministre répondra au nom du gouvernement.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 189

Décision citée — *JD*, 25 mars 1986, pp. 672-674 et 695-697 (Pierre Lorrain)

Doctrine invoquée — *May*, 21st ed., p. 286

Décisions similaires — *JD*, 11 mai 1995, pp. 2689 et 2690 (Raymond Brouillet); *JD*, 11 mai 1995, p. 2690 (Raymond Brouillet); *JD*, 30 mai 1995, pp. 3063 et 3064 (Roger Bertrand)

308/4

JD, 7 mai 1991, pp. 7998 et 7999 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT DE FIN DE SÉANCE — *Réponse différée* — *Interprétation* — *RAN*, art. 308 — *RAN*, art. 80

Contexte — Le leader de l'opposition officielle adresse une demande de directive au Président. Il veut savoir si un député insatisfait d'une réponse différée peut soulever un débat de fin de séance au même titre qu'il peut le faire lorsqu'il estime qu'un sujet a été insuffisamment approfondi lors de la période des questions et réponses orales.

Question — Est-ce qu'un député peut soulever un débat de fin de séance lorsqu'il est insatisfait d'une réponse différée donnée par un ministre?

Décision — Un débat de fin de séance doit nécessairement être tenu lorsque la réponse du ministre est complétée. La réponse d'un ministre est tenue pour complète lorsqu'il se prévaut de la réponse différée. La période de questions

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

mentionnée à l'article 308 du Règlement comprend la réponse différée. Devant l'imprécision du Règlement, le Président doit favoriser le débat plutôt que le restreindre.

Articles de règlements cités — *RAN 1972-1984, art. 174; RAN, art. 308*

308/5

JD, 31 octobre 1991, p. 10295 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT DE FIN DE SÉANCE — Avis — Mercredi — RAN, art. 308 — RAN, art. 311 — RAN, art. 312

Contexte — À la séance d'un mercredi, aux affaires du jour, un député de l'opposition officielle transmet à la présidence un avis demandant la tenue d'un débat de fin de séance à une séance subséquente.

Question — Est-ce qu'un député peut transmettre un avis au Président dans lequel il demande qu'un débat de fin de séance ait lieu lors d'une prochaine séance sur un sujet qui fut traité à la période des questions et réponses orales du mercredi?

Décision — L'article 308 du Règlement, bien qu'interdisant la tenue d'un débat de fin de séance le mercredi, permet à un député qui considère qu'un sujet n'a pas été suffisamment approfondi à la période des questions du mercredi, d'aviser le jour même la présidence de son intention d'en débattre à la séance du lendemain. Conclure autrement irait à l'encontre d'un principe général évoqué dans le cadre de plusieurs décisions de la présidence, à l'effet que le président doit favoriser le débat à l'Assemblée et non le restreindre.

Cependant, puisque plusieurs députés peuvent demander la tenue d'un débat de fin de séance et que, suivant l'article 312 du Règlement, il ne peut y avoir plus de trois débats de fin de séance, le débat de fin de séance qui est reporté doit compter comme l'un des trois débats. S'il y avait plus de trois demandes, la présidence devrait alors se prévaloir de l'article 311 du Règlement et déterminer les débats qui seraient tenus.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 308, 311 et 312*

Décision citée — *JD, 7 mai 1991, pp. 7998 et 7999 (Jean-Pierre Saintonge)*

308/6

JD, 15 mai 1996, pp. 1104 et 1105 (Jean-Pierre Charbonneau)

DÉBAT DE FIN DE SÉANCE — Avis — Moment du débat — RAN, art. 308 — RAN, art. 75 — RAN, art. 309 — RAN, art. 311 — RAN, art. 312

Contexte — À la séance du jeudi, aux affaires du jour, un député de l'opposition officielle transmet, dans le délai prescrit au Règlement, un avis à la présidence demandant la tenue d'un débat de fin de séance sur un sujet qu'il a soulevé à l'occasion de la période des questions et réponses orales du même jour. Le débat de fin de séance est demandé pour la séance du mardi suivant. Au moment de la réception de l'avis par la présidence, l'Assemblée a déjà procédé à la tenue des trois débats de fin de séance réglementaires en vertu d'un ordre spécial qu'elle s'était donné précédemment.

Question — Un député peut-il, dans un avis transmis au Président, demander qu'un débat de fin de séance soit tenu à une séance subséquente?

Décisions - Assemblée

Décision — La demande du député de l'opposition officielle est irrecevable. Il découle de l'article 308 du Règlement que les débats de fin de séance des mardi ou jeudi font suite à la période de questions tenue au cours de la même séance.

De plus, selon une décision rendue le 31 octobre 1991, l'article 308 permet aussi de tenir à la fin de la séance du jeudi un débat de fin de séance portant sur un sujet abordé à l'occasion de la période de questions orales du mercredi précédent.

Toutefois, le libellé de l'article 308 conjugué à celui des articles 309, 311 et 312 permet d'affirmer que le processus décrit au Règlement pour la demande d'un débat de fin de séance doit recommencer après chaque période de questions et, qu'en conséquence, les demandes écartées par la présidence ne sauraient être reportées à une séance subséquente.

Concernant la demande du député de l'opposition officielle, la présidence, étant liée par l'ordre adopté antérieurement par l'Assemblée, n'a pu se prévaloir de l'article 311 du Règlement, pour la prendre en compte.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 308, 309, 311 et 312*

Décision citée — JD, 31 octobre 1991, p. 10295 (Jean-Pierre Saintonge)

ARTICLE 309

309/1

JD, 14 mars 1991, pp. 7024-7026 (Jean-Pierre Saintonge)

DÉBAT DE FIN DE SÉANCE — Moment du débat — Consentement unanime — RAN, art. 309

Contexte — Le leader de l'opposition officielle soulève la possibilité qu'un ajournement hâtif des travaux de l'Assemblée risque de priver l'opposition du droit de soulever un débat de fin de séance. Il propose de tenir ce débat dans les minutes qui suivent s'il y a consentement des membres de l'Assemblée. Le leader adjoint du gouvernement signale qu'un tel débat nécessite d'abord un avis à la présidence et qu'un tel devancement de débat est également lié à la présence et à la disponibilité du ministre impliqué.

Question — À quelle heure ont lieu les débats de fin de séance lorsque les travaux réguliers sont complétés avant le moment fixé pour la levée de la séance?

Décision — Le débat a lieu au moment fixé pour la levée de la séance et un consentement unanime de l'Assemblée est requis pour tenir ce débat avant le moment prévu.

Avant d'ajourner les travaux de l'Assemblée, si le temps de réception des avis n'est pas expiré, la présidence va s'enquérir s'il y aura des avis de débat de fin de séance qui seront transmis au Président. Dans la négative on pourrait ajourner. Si on informe la présidence d'une possibilité à cet égard, celle-ci suspendra alors la séance, le temps de recevoir l'avis.

Décision similaire — JD, 25 octobre 1990, pp. 4687 et 4688 (Jean-Pierre Saintonge)

ARTICLE 313

313/1

JD, 23 avril 1991, pp. 7527-7532 (Jean-Pierre Saintonge)

QUESTION ÉCRITE — *Paroles interdites* — *Sub judice* — RAN, art. 313 — RAN, art. 35(3) — RAN, art. 314

Contexte — Au début de la période des affaires courantes, le leader de l'opposition officielle soulève une question de règlement afin de connaître les motifs qui ont amené le Président à interdire l'inscription au *Feuilleton et préavis* de quatre questions écrites. Le Président signale qu'il a fait parvenir à un député, plus tôt avant le débat de la séance, une lettre indiquant que pour l'instant il ne pouvait autoriser la publication de ces questions en raison de la règle du *sub judice*. Ces questions font référence à certaines clauses d'un contrat signé entre Hydro-Québec et Norsk Hydro, contrat faisant l'objet de recours devant les tribunaux.

Question — Est-ce que les questions écrites doivent respecter la règle du *sub judice*?

Décision — L'article 314 du Règlement stipule que les règles relatives aux questions orales s'appliquent aux questions écrites. En conséquence, les dispositions de l'article 35 du Règlement s'appliquent également aux questions écrites.

La présidence ayant déjà établi dans des décisions antérieures que la lecture et le dépôt du contrat contreviendraient à la règle du *sub judice*, le député ne peut, par le biais des questions écrites, contourner cette décision.

Lorsque le Président constate que l'on s'apprête à violer la règle du *sub judice*, il ne peut autoriser l'inscription de questions écrites reprenant en tous points des éléments d'un contrat dont la confidentialité fait l'objet d'un recours devant les tribunaux. Conformément au Règlement, toutes les questions qui concernent la confidentialité des contrats seront écartées dans un souci de justice et d'équité à l'égard des personnes impliquées dans le processus judiciaire.

La présidence respectera le droit de parole des députés et n'interviendra que dans la mesure où elle est absolument certaine que l'on s'apprête à passer outre à la règle du *sub judice*.

Articles de règlement cités — RAN, art. 35 et 314

Décisions citées — JD, 20 mars 1984, pp. 5279 et 5280 (Richard Guay); JD, 18 avril 1991, pp. 7403-7407 (Jean-Pierre Saintonge)

ARTICLE 316(1)

316(1)/1

JD, 28 mars 1984, pp. 5542 et 5543 (Richard Guay)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Conflit d'intérêts — Interprétation du droit — RAN, art. 316(1) — RAN, art. 315 — RAN, art. 317 — RAN, art. 318 — RAN, art. 319 — LAN, art. 62 — LAN, art. 82 — LAN, art. 83 — LAN, art. 136

Contexte — Le leader de l'opposition officielle estime que le leader du gouvernement est en conflit d'intérêts et contrevient à l'article 62 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* lorsqu'il intervient sur un rappel au règlement portant sur une matière *sub judice*, puisqu'il est partie au conflit déferé devant les tribunaux.

Questions — Est-ce qu'un député est en conflit d'intérêts et contrevient à l'article 62 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* lorsqu'il intervient sur un rappel au règlement portant sur une affaire *sub judice* dans laquelle il est impliqué?

Quels sont les moyens dont disposent les membres de l'Assemblée nationale pour faire respecter l'article 62 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*?

Décision — Il n'appartient pas au Président d'interpréter la loi ni de trancher des questions de droit. Le Président n'a pas à relever une possible situation de conflit d'intérêts et encore moins à statuer qu'un député se trouve en situation de conflit d'intérêts. Ce n'est qu'en vertu des privilèges conférés à l'Assemblée par la tradition parlementaire et par la loi que celle-ci a le pouvoir de juger elle-même d'une telle question.

Ainsi l'article 83 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* prévoit qu'il est du ressort exclusif de la commission de l'Assemblée nationale de se pencher sur les conflits d'intérêts. Les articles 315 et suivants du Règlement sont conformes à la loi.

Pour faire respecter l'article 62 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, le député doit suivre la procédure suivante:

Il doit signaler cette violation de droit ou de privilège à l'Assemblée et confirmer son intention de proposer une motion en ce sens conformément à l'article 317 du Règlement;

Par la suite, le député présente une motion en termes explicites et modérés énonçant ainsi la violation dont il se plaint conformément aux articles 315 et 318 du Règlement;

En vertu de l'article 319 du Règlement, à la suite de la présentation de cette motion, le Président doit convoquer la Commission de l'Assemblée nationale aux fins d'examiner cette plainte qui, en vertu de l'article 83 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, est automatiquement déferée à cette commission;

Au terme de son enquête, la Commission de l'Assemblée nationale doit déterminer si la plainte est fondée et, le cas échéant, faire les recommandations appropriées;

Cette commission consigne alors ses conclusions et, le cas échéant, ses recommandations dans un rapport qu'elle dépose à l'Assemblée conformément à l'article 320 du Règlement;

Selon les articles 320 et 321 du Règlement, l'Assemblée statue alors sur ce rapport dans les quinze jours suivant son dépôt et détermine, s'il y a lieu, la sanction appropriée en tenant compte, le cas échéant, des recommandations de la commission.

Décisions - Assemblée

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 315, 316(1), 317, 318, 319, 320 et 321

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5^e éd., n° 117, p. 38; *Bourinot*, 3rd éd., p. 168

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 62, 82, 83 et 136

ARTICLE 316(2)

316(2)/1

JD, 20 décembre 1974, pp. 3862-3864 (Robert Lamontagne)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Motion d'amendement — Recevabilité — RAN, art. 316(2) — RAN 1972-1984, art. 79 — RAN 1972-1984, art. 80

Contexte — Lors du débat sur une motion portant sur une violation de droits ou de privilèges qu'aurait commise le Chef de l'opposition officielle, un député de l'opposition officielle propose un amendement qui contient, entre autres, l'ajout de noms de quelques députés qui auraient également commis une violation de droits ou de privilèges de l'Assemblée.

Question — Est-ce qu'un député peut, par une motion d'amendement à une motion portant sur la conduite d'un membre du Parlement, mettre en question la conduite d'autres membres du Parlement?

Décision — La motion d'amendement est irrecevable. Ce n'est pas par une motion d'amendement à une motion portant sur la conduite d'un membre du Parlement qu'un député peut agir pour mettre en cause la conduite de membres du Parlement. Une motion de fond distincte doit être proposée.

316(2)/2

JD, 18 mars 1993, pp. 5480 et 5481 (Jean-Pierre Saintonge)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Ministre — Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député — Dirigeant d'organisme — Private ruling — Violation de droits ou de privilèges — Dépôt — Rapport — Obligation légale — Outrage au Parlement — RAN, art. 316(2) — RAN, art. 67 — RAN, art. 318 — RAN, art. 319 — RAN, art. 321 — RAN, art. 324 — RAN, art. 326 — LAN, art. 133

Contexte — Dans une décision rendue le 11 mars 1993, le Président statuait que le fait pour vingt ministères et un organisme public d'avoir omis de déposer leur rapport d'activités dans le délai imparti par la loi constitue *prima facie* un outrage au Parlement. Le Président établissait également qu'il était essentiel, pour permettre à l'Assemblée d'exercer sa juridiction, que l'auteur de la question de privilège présente les motions qui devaient s'ensuivre et qui sont prévues au titre VI du Règlement.

Compte tenu de l'existence de certaines ambiguïtés dans la procédure établie par le titre VI du Règlement, le Président a rencontré en privé les deux leaders parlementaires pour leur faire part de certaines modalités de fonctionnement ayant trait au traitement des motions prioritaires présentées en vertu du titre VI. Par la suite, le Président a rendu public cette décision en la relisant au long à l'Assemblée nationale.

Question — Quelles sont les modalités de fonctionnement relatives au traitement des motions prioritaires présentées en vertu du titre VI du Règlement?

Décision — Les modalités de fonctionnement relatives au traitement des motions prioritaires présentées en vertu du titre VI du Règlement peuvent être résumées de la façon suivante:

Décisions - Assemblée

Une motion particulière est nécessaire pour chacun des cas soulevés; un même cas ne peut cependant faire l'objet de plus d'une motion. Une motion particulière pour chacun des cas se justifie par le fait qu'une telle motion ne peut être amendée ni scindée et par le fait qu'il peut y avoir des conclusions différentes pour chacun des cas soulevés.

Étant donné qu'il appartient à l'Assemblée de décider des sanctions en tenant compte, le cas échéant, des recommandations de la Commission de l'Assemblée nationale (RAN, art. 321 et 326), les motions ne devront pas comporter de sanctions.

Les allégations contenues dans l'avis du leader de l'opposition officielle concernent la procédure de l'Assemblée; les motions mettant en question la conduite d'un ministre seront donc traitées en vertu du chapitre premier du titre VI du Règlement, soit le chapitre ayant trait à la conduite d'un membre du Parlement.

Quant aux motions mettant en question la conduite de dirigeants d'organismes publics ou de toute autre personne qui ne serait pas député, elles seront traitées en vertu du chapitre II du titre VI du Règlement qui porte sur la conduite d'une personne autre qu'un député. Il serait cependant souhaitable qu'une personne dont la conduite est mise en cause en vertu de ce chapitre puisse bénéficier du droit d'être entendue au même titre qu'un membre du Parlement dont la conduite est mise en cause en vertu du chapitre premier. De fait, contrairement au chapitre premier où la Commission de l'Assemblée nationale fait enquête de plein droit (RAN, art. 318), le chapitre II rend facultative l'enquête de la Commission de l'Assemblée nationale. Ce dernier chapitre est pourtant un moyen alternatif à la disposition pénale contenue à l'article 133 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (L.R.Q. c. A-23.1), lequel assure cependant à la personne poursuivie le droit d'être entendue. C'est pourquoi on devra faire en sorte que la Commission de l'Assemblée nationale fasse enquête dans un cas visé par le chapitre II.

Le débat concernant chacune des motions mettant en question la conduite d'un membre du Parlement sera régi par l'article 319 du Règlement. L'auteur de la motion et le mis en cause pourront s'exprimer pendant vingt minutes chacun, après quoi la Commission de l'Assemblée nationale sera convoquée par le Président pour faire enquête.

Le débat concernant chacune des motions mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député sera régi d'une façon semblable à celui concernant une motion mettant en question la conduite d'un député. L'auteur de la motion et le ministre de tutelle de l'organisme mis en cause ou un représentant du ministre pourront s'exprimer pendant vingt minutes chacun, après quoi une motion sera présentée pour convoquer la Commission de l'Assemblée nationale.

Avant que ne débute l'enquête de la Commission de l'Assemblée nationale, son comité directeur sera convoqué afin de déterminer toutes les modalités de l'enquête.

Compte tenu que les allégations contenues à l'avis du leader de l'opposition officielle concernent vingt cas de même nature, et en dépit du fait que chaque cas doit faire l'objet d'une motion particulière, la Commission de l'Assemblée nationale tiendra une seule enquête qui portera sur tous les cas.

Comme la Commission de l'Assemblée nationale tiendra une seule enquête, elle produira un seul rapport à l'Assemblée; le rapport devra toutefois contenir des conclusions et recommandations spécifiques pour chacun des cas. Les conclusions ne pourront être amendées, mais les recommandations pourront l'être.

À la suite de la prise en considération du rapport de la Commission de l'Assemblée nationale, l'Assemblée statuera sur ce rapport. Après quoi, chaque motion sera mise aux voix et, le cas échéant, chaque motion proposant une sanction sera également mise aux voix.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Articles de règlement cités — *RAN, art. 318, 319, 321 et 326*

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 133*

316(2)/3

JD, 23 mars 1993, pp. 5526 et 5527 (Jean-Pierre Saintonge)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Ministre — Violation de droits ou de privilèges — Dépôt — Rapport — Obligation légale — Outrage au Parlement — Procédure de l'Assemblée — RAN, art. 316(2) — RAN, art. 67 — RAN, art. 315 — RAN, art. 318 — Geoffrion 1941, art. 198

Contexte — Le leader de l'opposition officielle présente une motion en vertu de l'article 316(2) du Règlement proposant que l'Assemblée statue sur la conduite du ministre des Transports à la suite du défaut de déposer le rapport annuel de son ministère dans le délai imparti par la loi.

Le leader adjoint du gouvernement, s'appuyant principalement sur une décision du Président de la Chambre des communes du Canada, soulève l'irrecevabilité de cette motion invoquant les motifs suivants: - la motion ne contient qu'une allégation de nature générale et hypothétique et ne fait état ni de demandes préalables de production des documents concernés, ni du refus de la part du ministre mis en cause de les produire; - la faute reprochée au ministre ne le concerne qu'en sa qualité de ministre; - une telle motion ne peut être présentée par un député autre que celui que la violation de privilège concerne personnellement.

Questions — Est-ce que la motion présentée par le leader de l'opposition officielle, en vertu de l'article 316(2) du Règlement, doit être précédée d'actions au préalable pour la rendre recevable?

Est-ce qu'une question de privilège peut être soulevée par un député autre que celui que la violation de privilège concerne?

Comment doit-on appliquer à l'Assemblée nationale les décisions rendues par la présidence de d'autres assemblées parlementaires de type britannique?

Décision — La motion présentée par le leader de l'opposition officielle en vertu de l'article 316(2) du Règlement est recevable.

Les arguments évoqués à l'encontre de la recevabilité de la motion du leader de l'opposition officielle ne peuvent être retenus. L'article 318 du Règlement exige qu'un reproche soit énoncé en termes explicites mais modérés ainsi que les faits à l'appui. La motion comporte ces éléments et la Présidence ne peut formuler d'exigences supplémentaires à celles prescrites par le Règlement.

Des dispositions législatives prescrivant le dépôt de certains documents à l'Assemblée sont en cause. La Présidence a déjà décidé que ces dispositions sont de nature procédurale. De plus, il ressort de la doctrine que toute question de privilège peut être soulevée par un député autre que celui que la violation de privilège concerne. De même, l'outrage à l'Assemblée n'a besoin d'être soulevé que par un seul de ses membres.

La référence à des décisions rendues par la présidence des assemblées parlementaires de type britannique fondées sur des principes identiques à ceux qui régissent l'Assemblée nationale nécessitent beaucoup de nuances et ne sauraient remplacer le cadre établi par les articles 179 et 180 de notre Règlement.

Décisions - Assemblée

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941*, art. 198; *RAN*, art. 179, 180 et 318

Décisions citées — *JD*, 11 mars 1993, pp. 5292-5293 (*Jean-Pierre Saintonge*); *JD*, 19 mars 1986, pp. 535-538 (*Pierre Lorrain*); *Journaux de la Chambre des communes du Canada*, 5 février 1992, pp. 6425-6428 (*John Fraser*)

Doctrine invoquée — *Maingot*, 1982, p. 191; *Maingot*, 1987, p. 228; *May*, 13th ed., p. 265

ARTICLE 316(3)

316(3)/1

JD, 20 décembre 1973, pp. 773-776 (Jean-Noël Lavoie)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Vice-président de l'Assemblée nationale — Décision d'une commission — Appel — RAN, art. 316(3) — RAN 1972-1984, art. 68

Contexte — Une motion mettant en question la conduite d'un vice-président de l'Assemblée se lit comme suit : "Que cette Assemblée réproouve la conduite de son vice-président [...] lors de l'étude en commission permanente de la justice, du projet de loi 8". Une motion d'amendement vise à remplacer le mot "conduite" par le mot "décision".

Question — Est-ce que cette motion d'amendement à la motion mettant en question la conduite d'un vice-président est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est irrecevable puisqu'elle change l'objet de la motion présentée en vertu de l'article 68 RAN 1972-1984 (RAN, art. 316(3)), qui est de réproouver la conduite d'un vice-président. L'amendement vise indirectement à en appeler d'une décision rendue en commission. Or, on ne peut jamais en appeler d'une décision rendue en commission.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 68

316(3)/2

JD, 25 avril 1975, pp. 540 et 541 (Jean-Noël Lavoie)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Recevabilité — RAN, art. 316(3) — RAN 1972-1984, art. 68 — RAN 1972-1984, art. 80 — Loi de la Législature, art. 28

Contexte — Un député de l'opposition officielle présente, en vertu de l'article 68 RAN 1972-1984, la motion privilégiée suivante: "Que cette Assemblée réproouve la conduite du député [...] en raison des agissements qui ont fait l'objet du rapport de la Commission d'enquête sur le crime organisé en date du 10 décembre 1974".

Question — Est-ce que cette motion mettant en question la conduite d'un membre de l'Assemblée nationale est recevable?

Décision — L'article 68 RAN 1972-1984 (RAN, art. 316(3)) ne peut être invoqué pour mettre en question la conduite d'un député dans ses relations familiales, sociales ou professionnelles. Si l'article 68 RAN 1972-1984 (RAN, art. 316(3)) était interprété restrictivement ou d'une façon strictement legaliste, ce n'est que dans l'exercice de ses fonctions législatives que la conduite d'une des personnes énumérées dans cet article pourrait être mise en question.

Avec l'évolution de l'administration gouvernementale, la fonction du député n'est plus seulement celle d'un parlementaire appelé à voter des lois, mais aussi celle d'un intermédiaire entre ses électeurs et l'administration publique. Dans ce dernier cas, il doit agir avec beaucoup de prudence et de circonspection.

Décisions - Assemblée

Ce qui permet la recevabilité de la présente motion, ce n'est pas la mise en question de la conduite du député en sa qualité de parlementaire, mais plutôt en sa qualité d'intermédiaire entre ses électeurs et l'administration publique.

Articles de règlement cités — RAN 1972-1984, art. 68 et 80

Loi citée — *Loi de la Législature*, S.R.Q. 1964, c. 6, art. 28

316(3)/3

JD, 15 décembre 1975, pp. 2694-2698 (Jean-Noël Lavoie)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Recevabilité — RAN, art. 316(3) — RAN 1972-1984, art. 49 — RAN 1972-1984, art. 68 — RAN 1972-1984, art. 79

Contexte — Un député de l'opposition officielle présente, en vertu de l'article 68 RAN 1972-1984, la motion privilégiée suivante: «Que cette Assemblée réproue la conduite du député [...], pour avoir délibérément induit l'Assemblée en erreur, lors de sa séance du 4 décembre 1975, en attaquant d'une façon mensongère la réputation du président du Parti québécois de la région de l'Outaouais».

Question — Est-ce que cette motion mettant en question la conduite d'un membre de l'Assemblée nationale est recevable?

Décision — La motion privilégiée présentée par le député de l'opposition officielle est irrecevable. L'article 68 RAN 1972-1984 (RAN, art. 316(3)) doit s'appliquer dans des cas graves et importants de conduite répréhensible d'un membre de l'Assemblée. En conséquence, une déclaration faite à l'Assemblée, qui serait incomplète ou même plus ou moins fondée, ne constitue pas une matière suffisante pour mettre en cause la conduite de son auteur.

Articles de règlement cités — RAN 1972-1984, art. 49, 68 et 79

316(3)/4

JD, 19 juillet 1977, pp. 2180-2183 (Clément Richard)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement — Motion de censure — Leader du gouvernement — Ministre — RAN, art. 316(3) — RAN, art. 304 — RAN 1972-1984, art. 24 — RAN 1972-1984, art. 68

Contexte — Le leader de l'opposition officielle présente, en vertu de l'article 68 RAN 1972-1984, la motion privilégiée suivante: "Que cette Assemblée réproue la conduite antiparlementaire et antidémocratique du leader parlementaire du gouvernement... et du ministre d'État au développement culturel..., pour leur participation au scénario qui a provoqué irrégulièrement la fin des auditions sur le projet de loi 1 et entouré le dépôt du projet de loi 101".

Questions — Est-ce que cette motion mettant en question la conduite du leader du gouvernement et du ministre d'État au développement culturel est recevable?

Est-ce qu'il est possible de présenter une motion de censure visant un membre de l'Assemblée exerçant des fonctions parlementaires?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — L'article 68 RAN 1972-1984 (RAN, art. 316(3)) du Règlement est tout indiqué pour réprover la conduite des membres de l'Assemblée, mais pas en leur qualité de leader parlementaire ou de ministre. Le leader parlementaire du gouvernement a pour fonction d'organiser les travaux de l'Assemblée et de prévoir la stratégie permise par le Règlement. Il n'appartient pas au Président de qualifier cette stratégie, quel que soit son dénouement. Le Président est le gardien des droits et privilèges de l'Assemblée et de ses membres et doit se montrer très prudent dans la recevabilité des motions visant à censurer leur conduite.

Ainsi, la motion présentée en vertu de l'article 68 RAN 1972-1984 (RAN art. 316(3)) visant à censurer la conduite du leader parlementaire du gouvernement et celle du ministre d'État au Développement culturel ne comporte à sa face même aucune apparence de droit. Elle est donc irrecevable.

De plus, on ne peut, au moyen de l'article 24 RAN 1972-1984 (RAN, art. 304), réprover la conduite d'un ou de plusieurs membres de l'Assemblée exerçant des fonctions parlementaires; par cet article, il serait permis tout au plus de censurer l'action du gouvernement ou d'un ou de plusieurs membres de l'exécutif dans l'exercice de leurs fonctions administratives.

Articles de règlement cités — RAN 1972-1984, art. 24 et 68

Doctrine invoquée — May, 13th ed., p. 271; May, 19th ed., p. 183

316(3)/5

JD, 14 mars 1995, pp. 1382 et 1383 (Roger Bertrand)

CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT — Président — Motion de censure — Refus d'un préavis irrégulier — Violation de droits ou de privilèges — RAN, art. 316(3) — RAN, art. 193 — RAN, art. 315 — RAN, art. 316(2) — RAN, art. 317 — RAN, art. 318 — RAN, art. 323

Contexte — Le vendredi 3 février 1995, le leader de l'opposition officielle demande la parole afin de soulever une question de privilège, en vertu du premier alinéa de l'article 69 du Règlement. L'objet de sa question concerne la conduite de la présidence de l'Assemblée nationale lors des délibérations relatives à la recevabilité de la motion de suspension des règles de procédure présentée par le leader du gouvernement, en vue de faire adopter le projet de loi 46, *Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives*.

Au moment où il soulève sa question de privilège, le leader de l'opposition officielle indique également son intention de présenter une motion pour que des mesures soient prises, et remet ensuite en séance le texte de sa motion.

Question — Est-ce que le texte de la motion remis en séance par le leader de l'opposition officielle constitue un préavis qui peut être inscrit au *Feuilleton et préavis*?

Décision — Selon la pratique, le fait de remettre en séance une motion constitue une demande d'inscription au *Feuilleton et préavis*.

Toutefois, en vertu de l'article 315 du Règlement, on ne peut élargir à plus d'un membre du Parlement l'accusation que l'on désire porter. On peut donc présenter une motion mettant en question la conduite du Président et une autre à l'endroit d'un vice-président, mais non à l'endroit de la présidence en général.

Décisions - Assemblée

De plus, à la lecture des faits invoqués par le leader de l'opposition officielle, il n'y a aucun élément qui, à première vue, permet de croire qu'il s'agit là d'une violation à un droit ou à un privilège reconnus par le droit parlementaire ou la *Loi sur l'Assemblée nationale*. La mise en cause d'un acte accompli par un membre de la présidence ne peut en l'espèce se faire par la question de privilège suivie d'une motion, mais plutôt par une motion de fond que les auteurs qualifient de motion de blâme, motion de censure ou motion de non-confiance.

La motion du leader de l'opposition officielle étant irrégulière, elle ne peut être inscrite au *Feuilleton et préavis*.

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 70, 193, 315, 316(2), 316(3), 317, 318 et 323

Décisions citées — *JD*, 19 décembre 1986, p. 5888 (Jean-Pierre Saintonge); *JD*, 18 mars 1993, pp. 5480 et 5481 (Jean-Pierre Saintonge)

ARTICLE 324

324/1

JD, 2 mai 1991, pp. 7691-7698 (Jean-Pierre Saintonge)

CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ — Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député — Commission de l'Assemblée nationale — Convocation — Refus d'une motion irrégulière — Correction de forme — RAN, art. 324 — RAN, art. 193 — RAN, art. 319 — RAN, art. 325 — Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 4)

Contexte — Au moment du débat sur une affaire prioritaire, soit une motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député, le Président permet aux leaders et à un député indépendant de lui faire des représentations sur la recevabilité de cette motion.

Cette motion propose que l'Assemblée déclare certains administrateurs et leurs procureurs coupables d'avoir violé les droits de l'Assemblée et de l'un de ses membres en tentant d'empêcher un député d'accomplir ses devoirs parlementaires par l'envoi d'une mise en demeure. Cette motion propose également de convoquer la commission de l'Assemblée nationale afin qu'elle entende les administrateurs et procureurs en cause et fasse enquête.

Question — Est-ce qu'il est conforme à l'article 325 du Règlement de proposer dans la même motion que l'Assemblée reconnaisse qu'il y a eu violation de droits ou de privilèges de l'Assemblée et de l'un de ses membres et, demander la convocation de la commission de l'Assemblée nationale pour s'enquérir des faits et circonstances entourant cette affaire?

Décision — La motion telle que libellée serait irrecevable puisqu'elle force l'Assemblée à se prononcer à la fois sur la violation de droits ou de privilèges et sur la question de la convocation de la commission de l'Assemblée nationale. Ce dernier aspect apparaît irrégulier car, en vertu de l'article 325 du Règlement, l'enquête de la commission de l'Assemblée nationale doit avoir lieu avant que l'Assemblée ne se prononce sur la violation des droits et privilèges.

La présidence évitant de rejeter une question aussi importante pour un simple vice de forme, retranche en vertu de l'article 193 du Règlement les deux derniers alinéas de la motion, assimilant cette décision à une correction de forme. La motion ainsi corrigée est recevable.

Au cours du débat sur la motion de fond, tout député pourra proposer une motion de forme, sans préavis, visant la convocation de la commission de l'Assemblée nationale pour examiner l'affaire conformément à l'article 325 du Règlement. Si cette motion de forme est adoptée, le débat sur la motion de fond sera suspendu jusqu'à ce que la commission ait accompli son mandat.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 150 (annotation 4); RAN, art. 193, 319, 324 et 325*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 424(3), p. 154; Maingot, 1987, p. 267*

324/2

JD, 7 décembre 1993, pp. 9243 et 9244 (Jean-Pierre Saintonge)

CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ — *Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député — Préavis — Refus d'un préavis irrégulier — Refus d'une motion irrégulière — Sub judice — Affaire criminelle — RAN, art. 324 — RAN, art. 35(3) — RAN, art. 193 — RAN 1972-1984, art. 99(4) — LAN, art. 55*

Contexte — Au début des affaires courantes, le leader de l'opposition officielle soulève l'irrégularité de l'inscription au *Feuilleton et préavis* de deux motions présentées en vertu de l'article 324 du Règlement. Il prétend que ces motions relatives à des violations de droits ou de privilèges par des tiers devraient être retirées du *Feuilleton et préavis* afin de respecter la règle du *sub judice*. En effet, les affaires visées par les motions font l'objet de poursuites criminelles devant les tribunaux.

Question — Est-ce que la règle du *sub judice* empêche l'inscription au *Feuilleton et préavis* de ces motions présentées en vertu de l'article 324 du Règlement?

Décision — L'inscription au *Feuilleton et préavis* des motions présentées en vertu de l'article 324 du Règlement est régulière et, pour ce motif, les motions doivent être maintenues au *Feuilleton et préavis*.

L'inscription de telles motions n'est qu'un préalable au débat sur ces motions. Elle découle normalement, et d'une façon purement formelle, de signalements de violations de droits ou de privilèges dont la recevabilité a été reconnue antérieurement par la présidence. Le fait que, entre-temps, les affaires auxquelles font référence lesdites motions aient fait l'objet de poursuites criminelles devant les tribunaux peut amener l'Assemblée à s'interroger sur la possibilité de tenir les débats prioritaires sur ces motions, compte tenu de l'article 35(3) du Règlement. Cette dernière question doit cependant être dissociée de l'inscription et du maintien au *feuilleton* de ces motions. Dès lors, les motions étant formulées de manière conforme au Règlement il n'y a pas lieu de les retirer du *Feuilleton et préavis*.

Article de règlement cité — RAN, art. 35(3)

Décisions citées — JD, 26 mars 1974, pp. 140-142 (Jean-Noël Lavoie); JD, 23 avril 1991, pp. 7527-7532 (Jean-Pierre Saintonge)

324/3

JD, 7 décembre 1993, pp. 9250 et 9251 (Jean-Pierre Saintonge)

CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ — *Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député — Paroles interdites — Sub judice — Affaire criminelle — Séparation des pouvoirs — RAN, art. 324 — RAN, art. 35(3) — RAN 1972-1984, art. 99(4)*

Contexte — Aux affaires prioritaires, avant le débat sur une motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député, le leader de l'opposition officielle est d'avis qu'il serait contraire à la règle du *sub judice* d'entamer le débat sur cette motion. Il allègue que la personne visée par la motion fait maintenant l'objet d'une poursuite criminelle devant les tribunaux en rapport avec la même affaire.

Question — Est-ce que la règle du *sub judice* empêche d'appeler et de débattre la motion?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — La règle du *sub judice* interdit à tout député de parler d'une affaire en instance devant les tribunaux. En adoptant l'article 35(3) du Règlement, l'Assemblée manifestait son intention ferme de ne pas interférer dans les affaires judiciaires, et ce dans le but de ne porter préjudice à qui que ce soit. En matière criminelle, à l'instar des Parlements de type britannique, l'Assemblée nationale a appliqué cette règle en considérant que le préjudice devait être présumé.

Par ailleurs, tout en veillant à la sauvegarde des droits et privilèges parlementaires, l'Assemblée a le devoir de favoriser l'exercice du droit de tout inculpé à un procès juste et équitable, ce qui a pour effet d'éviter un éventuel avortement de procès ou "mistrial".

Pour ces motifs, la motion ne peut être appelée ni débattue avant qu'un jugement final ne soit rendu dans cette affaire. Cette motion a trait à une affaire de nature criminelle et les propos qu'un député pourrait tenir dans le cadre du débat sur cette motion seraient susceptibles de porter préjudice à la personne inculpée.

Articles de règlement cités — RAN, art. 35(3) et 324

Décisions citées — JD, 26 mars 1974, pp. 140-142 (Jean-Noël Lavoie); *Pickin c. British Railways Board*, 1974, 2 W.L.R., p. 228

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 6e éd., n° 506 et 508(3); *May*, 21st ed., pp. 377 et 378

DÉCISIONS - COMMISSIONS

ARTICLE 2

2/1

JD, 13 février 1986, pp. CBA-125 et 126 (Jean-Guy Lemieux)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Étude détaillée — Interprétation de la loi — Interprétation du droit — RAN, art. 2 — RAN, art. 244 — Geoffrion 1941, art. 67(2)

Contexte — Lors de l'étude d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle soulève l'illégalité d'une taxe décrétée par le gouvernement en vertu d'un article de ce projet de loi.

Question — Est-ce que le Président peut rendre une décision relative à la légalité d'un article d'un projet de loi?

Décision — Un président de commission n'a pas à interpréter la loi ni à trancher des questions de droit.

Article de règlement cité — *Geoffrion, 1941, art. 67(2)*

Décisions similaires — *JD, 18 juin 1987, pp. CBA-2848 et 2849 (Maurice Richard); JD, 31 janvier 1995, pp. CI-13 et 14 (Guy Lelièvre)*

2/2

JD, 16 juin 1986, pp. CBA-1163 et 1164 (Jean-Guy Lemieux)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Étude détaillée — Interprétation de la loi — Interprétation du droit — RAN, art. 2 — RAN, art. 197 — RAN, art. 244 — Geoffrion 1941, art. 67(2)

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle doute de la légalité d'un article de ce projet de loi ainsi que d'un amendement proposé par le ministre.

Question — Est-ce que le Président peut rendre une décision relative à la légalité d'un article d'un projet de loi ou d'un amendement proposé à cet article?

Décision — En vertu des articles 197 et 244 du Règlement, le président juge si, sur le plan de la forme, un amendement est compatible avec le principe du projet de loi, son esprit et sa fin. Le président ne peut juger du fond d'un amendement, c'est-à-dire de son opportunité, pas plus qu'il ne peut décider si une proposition est inconstitutionnelle ou incompatible avec une disposition déjà adoptée ou avec une loi existante.

Le président n'interprète pas le droit et, si les députés estiment que l'amendement est illégal, ils peuvent toujours s'y opposer en votant contre.

Décisions - Commissions

Articles de règlements cités — *Geoffrion, 1941, art. 67(2); RAN, art. 197 et 244*

Décision citée — *JD, 20 décembre 1984, pp. 2179 et 2180 (Richard Guay)*

Décisions similaires — *JD, 1^{er} décembre 1986, pp. CI-1105-1108 (Claude Dauphin); JD, 11 juin 1992, pp. CAS-854-857 (Serge Marcil)*

2/3

JD, 14 mars 1988, pp. CAS-49-51, 83 et 84 (Jean Leclerc)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — *Exhibition d'objet — Interprétation du droit — RAN, art. 2 — RAN, art. 41 — RAN, art. 166*

Contexte — Lors d'une consultation générale, le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu demande au président de vérifier l'exactitude de certaines données inscrites sur des tableaux qu'un député de l'opposition officielle, membre de la commission, désire utiliser. Il demande que les tableaux soient corrigés ou retirés.

Question — Est-ce que le président doit vérifier l'exactitude des données inscrites sur des tableaux statistiques utilisés en commission?

Décision — En vertu de l'article 41 du Règlement, le président se prononce sur des questions d'ordre et de règlement. Il est de jurisprudence constante qu'il n'appartient pas au président de commission d'interpréter la loi, ni de trancher des questions de droit et qui plus est, de vérifier l'exactitude de données ou inscriptions apparaissant sur des tableaux. Chaque parlementaire est responsable des données qu'il véhicule.

Le président autorise l'utilisation de ces tableaux statistiques, d'une part, parce qu'il existe une tradition permettant à un parlementaire d'utiliser des tableaux de nature didactique pour soutenir un point de vue et, d'autre part, parce que les représentants de chaque groupe parlementaire ont pu apporter des précisions quant aux données inscrites sur les tableaux.

Article de règlement cité — *RAN, art. 41*

Décision citée — *JD, 14 mai 1987, p. CI-2226 (Claude Filion)*

ARTICLE 32

32/1

JD, 12 décembre 1995, p. CAS-13 (Robert Perreault)

DÉCORUM — Micro-ordinateur — RAN, art. 32 — RAN, art. 154

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des remarques préliminaires, un député de l'opposition officielle soulève une question de règlement afin de savoir si un député peut utiliser un ordinateur portatif pendant l'étude des projets de loi.

Question — Est-ce que l'utilisation d'un ordinateur portatif par un député, lors de l'étude détaillée d'un projet de loi est prohibée?

Décision — En vertu de l'article 32 du Règlement, les députés doivent observer le règlement, contribuer au maintien du décorum et s'abstenir de nuire aux travaux de l'Assemblée. Par ailleurs, selon l'article 154, sauf dispositions incompatibles, les règles relatives à l'Assemblée s'appliquent aux commissions. Il ressort d'une lettre en date du 21 novembre 1995 transmise à tous les députés par le Président de l'Assemblée concernant l'utilisation des micro-ordinateurs à l'Assemblée, qu'une telle utilisation est possible en commission dans la mesure où elle ne nuit pas à ses travaux.

32/2

JD, 13 décembre 1995, p. CAS-12 (Robert Perreault)

DÉCORUM — Ordre — Micro-ordinateur — Vote par appel nominal — RAN, art. 32

Contexte — À l'issue d'un vote par appel nominal sur une motion préliminaire présentée dans le cadre de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle prétend que l'utilisation d'un micro-ordinateur durant un tel vote cause des problèmes. Il invoque le fait que, lors du vote, un député ministériel qui utilisait un micro-ordinateur a dû être appelé deux fois parce qu'il n'était pas concentré sur le déroulement du vote.

Question — Est-ce qu'un micro-ordinateur peut être utilisé par un député durant un vote par appel nominal?

Décision — Un député peut utiliser un micro-ordinateur dans la mesure où, effectivement, une telle utilisation ne nuit pas au décorum ni aux travaux de la commission. Un député devrait donc s'abstenir de travailler sur un micro-ordinateur au moment d'un vote par appel nominal.

ARTICLE 33

33/1

JD, 11 juin 1986, pp. CE-503 et 504 (Robert Thérien)

INTERVENTION D'UN DÉPUTÉ — Alternance — Discretion du Président — RAN, art. 33

Contexte — Alors que le président de séance de la commission s'apprête à mettre aux voix plusieurs motions, un député de l'opposition officielle lui signale son désir d'obtenir la parole une fois la mise aux voix terminée. Le président de séance indique alors qu'un député ministériel lui a déjà demandé la parole il y a une heure et que cette demande a été répétée à plusieurs reprises depuis ce temps.

Question — Dans quel ordre le Président doit-il accorder la parole aux députés?

Décision — En vertu de l'article 33 du Règlement, le député qui désire faire une intervention doit demander la parole au président. Le choix d'accorder la parole à tel ou tel député relève de l'entière discrétion du président, qui devra néanmoins distribuer les droits de parole en toute équité. Les députés ne peuvent cependant demander la parole plusieurs heures à l'avance.

Selon la règle de l'alternance, le président accorde la parole à un député en faveur d'une motion et ensuite à un député qui s'y oppose. Mais dans le cas présent, cette règle ne peut s'appliquer puisque la commission n'est saisie d'aucune motion. Puisque les députés de l'opposition ont déjà proposé plusieurs motions, il semble équitable de céder la parole à un député ministériel.

Article de règlement cité — *RAN, art. 33*

Décision citée — *JD, 12 avril 1984, pp. CBA-67 et 68 (Claude Lachance)*

Décision similaire — *JD, 4 juin 1996, CI-26 pages 3-7 (Marcel Landry)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 301, p. 99*

ARTICLE 34

34/1

JD, 10 novembre 1988, pp. CAS-1964 et 1965 (Guy Bélanger)

QUESTION AU PRÉSIDENT — Question hypothétique — Refus de répondre — RAN, art. 34

Contexte — Le leader de l'opposition officielle désire savoir si une motion de sous-amendement restreignant la portée d'une motion d'amendement serait jugée recevable.

Question — Est-ce que le président doit répondre à une question hypothétique?

Décision — Le président ne répond pas à une question hypothétique. Si la situation se présente, le président rendra une décision au moment opportun en tenant compte des faits.

ARTICLE 35(3)

35(3)/1

JD, 30 avril 1986, pp. CI-193-196 (Serge Marcil)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — RAN, art. 35(3)

Contexte — Lors de l'étude des crédits du ministère de la Justice, un député de l'opposition officielle interroge le ministre de la Justice relativement à une poursuite intentée par certains juges de la Cour provinciale contre le Procureur général.

Questions — Compte tenu des règles relatives au *sub judice*, est-ce que cette question est recevable?

Est-ce que les règles relatives au *sub judice* interdisent d'identifier les demandeurs et les procureurs dans un dossier judiciaire?

Décision — L'article 35(3) du Règlement interdit de parler du fond d'une affaire qui est devant les tribunaux lorsque les paroles prononcées peuvent porter préjudice à qui que ce soit. Cet article n'interdit pas, cependant, d'identifier les demandeurs et les procureurs au dossier. D'ailleurs, cette information est disponible au greffe de la Cour.

Quant au dossier des juges de la Cour supérieure, le président s'objecte à cette question étant donné les conséquences qu'il peut avoir sur le dossier des juges de la Cour provinciale.

Article de règlement cité — *RAN, art. 35(3)*

35(3)/2

JD, 24 avril 1991, pp. CET-3777 et 3778 (Guy Bélanger)

PAROLES INTERDITES — Sub judice — RAN, art. 35(3)

Contexte — Lors de l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources, un député de l'opposition officielle interroge le ministre de l'Énergie et des Ressources au sujet du coût de production du tarif grande puissance, tarif prévu dans des contrats entre Hydro-Québec et diverses compagnies et faisant l'objet d'une ordonnance de non publication.

Questions — Compte tenu des règles relatives au *sub judice*, est-ce que cette question est recevable?

Est-ce que les règles relatives au *sub judice* interdisent d'identifier les demandeurs et les procureurs dans un dossier judiciaire?

Décision — L'article 35(3) interdit de parler d'une affaire qui est devant les tribunaux lorsque les paroles prononcées peuvent porter préjudice à qui que ce soit. Cet article n'interdit pas cependant d'identifier les demandeurs et les procureurs au dossier.

Quant au fond du dossier, d'aucune façon il ne peut être évoqué, ni directement, ni indirectement.

35(3)/3

JD, 17 mars 1992, pp. CAE-7904-7906 (Jean Garon)

PAROLES INTERDITES — *Sub judice* — *Affaire pénale* — *Huis clos* — *Immunité parlementaire* — RAN, art. 35(3) — RAN, art. 160 — RF, art. 12 — RF, art. 13 — LAN, art. 53

Contexte — Avant d'être entendu par les membres de la commission de l'aménagement et des équipements dans le cadre d'auditions publiques sur un projet de loi, un organisme a fait part au président de la commission de son intention de discuter d'affaires qui sont soit devant un tribunal, soit devant un organisme quasi judiciaire. En conséquence, l'organisme demande l'immunité parlementaire.

Question — Compte tenu des règles relatives au *sub judice*, est-ce que l'immunité parlementaire permet à un organisme de discuter d'affaires qui sont devant un tribunal ou un organisme quasi judiciaire, lors d'auditions publiques tenues par une commission parlementaire?

Décision — L'immunité parlementaire dont jouit une personne qui participe aux travaux d'une commission est prévue à l'article 53 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Cependant, certains doutes subsistent quant à savoir si cet article accorde d'office l'immunité parlementaire. Un jugement de la Cour supérieure du Québec restreint l'immunité parlementaire aux propos tenus par une personne ayant prêté serment ou ayant fait la déclaration solennelle prévue à l'annexe II de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

L'immunité ne justifie toutefois pas une personne à enfreindre les règles qui régissent les travaux de l'Assemblée et des commissions. L'une de ces règles est fondamentale; il s'agit de la règle du *sub judice* que l'on retrouve à l'article 35(3) du Règlement.

Le Président de l'Assemblée nationale a d'ailleurs rappelé, le 10 mars 1992, qu'on ne peut discuter des affaires pénales qui sont devant les tribunaux. Quant aux affaires civiles, le Président a mentionné qu'il fallait en traiter de façon minutieuse.

Comme la plupart des affaires dont veut discuter l'organisme sont de nature pénale, le Règlement ainsi que la jurisprudence ne lui permettent pas de le faire.

Afin de permettre à l'organisme de discuter en toute liberté, tout en respectant la règle du *sub judice*, une séance à huis clos pourrait avoir lieu. C'est cependant la commission qui décide si elle doit se réunir à huis clos.

Articles de règlements cités — RAN, art. 35(3); RF, art. 12 et 13

Décisions citées — JD, 10 mars 1992, p. 11863 (Jean-Pierre Saintonge); Sinclair c. Théberge, C.S., 23 janvier 1987, n° 600-05-000010-864

Doctrine invoquée — Beauchesne, 6^e éd., n° 505, p. 160

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1, art. 52 et 53

ARTICLE 35(7)

35(7)/1

JD, 13 mai 1986, pp. CBA-828 et 829 (Jean-Guy Lemieux)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — Interprétation — RAN, art. 35(7)

Contexte — Au cours d'une intervention, un député ministériel cite les paroles d'un journaliste qui semblent contenir des propos non parlementaires.

Question — Est-ce qu'il est permis de citer les paroles d'un journaliste contenant des propos non parlementaires?

Décision — En vertu de l'article 35(7) du Règlement, un député qui a la parole ne peut se servir d'un langage violent, injurieux ou blessant à l'adresse de qui que ce soit. Cette disposition devrait recevoir une interprétation assez stricte, y compris lorsqu'un député désire citer les propos d'un journaliste.

Article de règlement cité — *RAN, art. 35(7)*

35(7)/2

JD, 13 avril 1994, p. CAPA-51 (Paul-André Forget)

PAROLES INTERDITES — Propos non parlementaires — Interprétation — RAN, art. 35(7)

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires d'un ministère en commission, à la suite d'une escalade dans le ton et la virulence des termes employés par certains membres de la commission, un député de l'opposition officielle demande à la présidence de faire retirer les paroles suivantes prononcées par le ministre: «ces genres de personnages sont vomissants».

Question — Est-ce que les propos prononcés par le ministre contreviennent à l'article 35(7) du Règlement?

Décision — Lorsqu'un député porte l'attention de la présidence sur des propos tenus en commission, la présidence détermine si ceux-ci sont non parlementaires, auquel cas, elle peut demander au député de retirer ses propos. Il n'y a pas de critères absolus en la matière. Le jugement de la présidence dépend de la nature des propos et du contexte dans lequel ils sont prononcés. La présidence a constaté, en relisant avec soin la transcription des débats, que le contexte dans lequel ces propos ont été prononcés a été caractérisé par une escalade subite dans le ton et la virulence des termes employés de part et d'autre à la fin de la séance. Compte tenu de ce contexte, la présidence conclut que les paroles du ministre ne constituent pas des propos non parlementaires bien que tout le contexte de cet échange ne soit pas un bon exemple de la courtoisie et de la modération qui devraient, en toutes circonstances, être à la base des échanges entre parlementaires.

Article de règlement cité — *RAN, art. 35(7)*

ARTICLE 44

44/1

JD, 21 février 1985, pp. CET-1147 et 1148 (Roland Dussault)

SUSPENSION OU LEVÉE DE LA SÉANCE — Vote — Rappel au règlement — Pouvoir du Président — RAN, art. 44 — RAN, art. 227

Contexte — Une question de règlement est soulevée lors d'une mise aux voix d'un article d'un projet de loi. Cette question de règlement se rapporte au vote du président de séance membre de la commission.

Question — Est-ce que le président peut suspendre les travaux de la commission au cours d'un vote?

Décision — Le président peut suspendre à loisir les travaux de la commission afin de faire toutes les vérifications nécessaires lorsqu'une question de règlement est soulevée au sujet de la mise aux voix.

44/2

JD, 20 février 1986, pp. CBA-303-305 (Jean-Guy Lemieux)

SUSPENSION OU LEVÉE DE LA SÉANCE — Motion de suspension de la séance — RAN, art. 44

Contexte — Un député présente une motion de suspension des travaux afin de permettre l'obtention des galées.

Question — Est-ce qu'il est possible de présenter une motion de suspension des travaux?

Décision — La motion de suspension des travaux est inexistante dans le Règlement. Seul le président peut décider de suspendre les travaux, conformément à l'article 44 du Règlement.

Article de règlement cité — RAN, art. 44

Décision similaire — JD, 16 février 1988, pp. CAS-2932-2936 (Gilles Baril)

ARTICLE 66

66/1

JD, 18 février 1986, p. CBA-160 (Jean-Guy Lemieux)

VIOLATION DE DROITS OU DE PRIVILÈGES — *Question de privilège* — *Commission parlementaire* — *RAN, art. 66*

Contexte — Soulevant une question de règlement, un député de l'opposition officielle prétend qu'un ministre a induit la commission en erreur et qu'il a tenu des propos qui se sont révélés faux.

Question — Est-ce que les dispositions du Règlement concernant la violation de droit ou de privilège s'appliquent en commission?

Décision — Il est possible, en vertu des articles 66 à 69 du Règlement, de soulever une violation de droits et de privilèges à l'Assemblée. Ces dispositions réglementaires ne s'appliquent cependant pas en commission.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 66, 67, 68 et 69*

Décisions similaires — *JD, 5 décembre 1986, pp. CET-1460 et 1461 (Jean-Pierre Charbonneau); JD, 10 novembre 1988, p. CAS-1961 (Guy Bélanger)*

ARTICLE 116(4)

116(4)/1

JD, 13 décembre 1995, CBA-30 page 2 (Jacques Baril)

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL — *Commission de l'Assemblée nationale — RAN, art. 116(4)*

Contexte — Au début des travaux portant sur l'examen du rapport annuel du Vérificateur général, mandat délégué par la Commission de l'Assemblée nationale à la Commission du budget et de l'administration, un député désire savoir si les membres de la commission peuvent, lors de l'exécution dudit mandat, aborder le rapport d'enquête du Vérificateur général sur l'octroi de contrats de service par le Secrétariat à la Restructuration, déposé à l'Assemblée nationale par le leader du gouvernement.

Question — Quelle est la portée du mandat délégué par la Commission de l'Assemblée nationale à la Commission du budget et de l'administration?

Décision — Le mandat délégué par la Commission de l'Assemblée nationale à la Commission du budget et de l'administration porte uniquement sur l'étude du rapport annuel du Vérificateur général, et le rapport d'enquête en cause ne fait pas partie du rapport annuel du Vérificateur général. Par conséquent, les membres de la commission ne peuvent, lors de l'exécution de ce mandat, étudier le rapport d'enquête du Vérificateur général.

ARTICLE 118

118/1

JD, 6 juin 1986, pp. CBA-1001-1003 (Jean-Guy Lemieux)

COMPÉTENCE DES COMMISSIONS — Étude détaillée — Ordre de l'Assemblée — Pouvoir du Président — RAN, art. 118

Contexte — Au début de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle conteste la compétence de la commission et prétend que ce projet de loi devrait plutôt faire l'objet d'une étude détaillée devant une autre commission.

Question — Est-ce qu'il est possible de contester en commission la compétence de cette dernière pour procéder à l'étude détaillée d'un projet de loi?

Décision — Le président de la commission ne peut remettre en cause la compétence de la commission puisqu'un ordre de l'Assemblée dûment adopté exige de la commission qu'elle procède à l'étude détaillée du projet de loi.

ARTICLE 124

124/1

JD, 26 mars 1986, CBA-511-514 (Jean-Guy Lemieux)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Ministre — RAN, art. 124

Contexte — La motion d'envoi en commission d'un projet de loi d'intérêt privé précise que le ministre des Finances sera membre de la commission pour la durée du mandat. Au début des travaux de la commission, constatant l'absence du ministre des finances, un député de l'opposition officielle soulève une question de règlement.

Question — Lorsque l'Assemblée adopte une motion précisant qu'un ministre sera membre d'une commission pour la durée d'un mandat, est-ce que ce ministre doit obligatoirement être présent lors de l'exécution du mandat?

Décision — L'article 124 du Règlement n'a pas pour conséquence de forcer un ministre à assister aux travaux de la commission. Un ministre peut très bien être membre d'une commission sans être obligé de faire acte de présence.

Article de règlement cité — *RAN, art. 124*

ARTICLE 127

127/1

JD, 13 juin 1990, pp. CAE-1878-1880 (Madeleine Bélanger)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Droit de vote — RAN, art. 127

Contexte — À la suite d'une demande de vote par appel nominal, un député de l'opposition officielle demande au président de préciser la procédure applicable en ce qui a trait à l'exercice du droit de vote et de quelle façon les droits de vote sont répartis.

Questions — De quelle façon les droits de vote sont-ils répartis à la commission de l'aménagement et des équipements?

Quelle est la procédure applicable en ce qui a trait à l'exercice du droit de vote?

Décision — Conformément à l'article 127 du Règlement, la commission de l'Assemblée nationale a statué, le 29 novembre 1989, que onze députés du groupe parlementaire formant le gouvernement et quatre députés du groupe parlementaire formant l'opposition officielle exerceraient un droit de vote.

En application de l'article 138 du Règlement, le président et le vice-président doivent exercer un droit de vote. Les autres membres de la commission exerçant un droit de vote sont désignés par les porte-parole des groupes parlementaires, peu importe qu'il s'agisse de membres permanents ou de remplaçants.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 127 et 138*

ARTICLE 131

131/1

JD, 6 juin 1985, CBA-843-849 (Claude Lachance)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Remplacement pour une séance — Député indépendant — RAN, art. 131 — RF, art. 3

Contexte — Au début des travaux d'une commission, un député indépendant annonce son intention de remplacer un autre député indépendant.

Question — Est-ce qu'un député indépendant peut remplacer un autre député indépendant?

Décision — L'article 131 du Règlement permet à un député indépendant d'en remplacer un autre sans que les membres de la commission aient besoin d'y consentir. L'article 3 des Règles de fonctionnement concernant les commissions, prévoyant que les whips doivent signifier les remplacements au secrétaire de la commission, ne s'applique pas à l'égard des députés indépendants.

Articles de règlements cités — *RAN, art. 131; RF, art. 3*

131/2

JD, 29 août 1985, p. CI-2 (Marcel Gagnon)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Remplacement pour une séance — Séance de travail — Mandat d'initiative — Mandat de l'Assemblée — Consentement unanime — RAN, art. 131 — RAN, art. 132

Contexte — Le 29 août 1985, lors d'une séance de travail de la commission des institutions, celle-ci discute de l'opportunité de se saisir d'un mandat d'initiative portant sur l'utilisation de fonds publics par les ministres candidats à la présidence du Parti québécois. Le leader de l'opposition officielle propose que le chef de l'opposition officielle remplace un autre membre, conformément à l'article 131 du Règlement.

Question — Est-ce que le remplacement pour une séance d'un membre est permis lors d'une séance de travail ayant pour objet de discuter de l'opportunité pour la commission de se saisir d'un mandat d'initiative?

Décision — Seuls les membres permanents d'une commission devraient être présents lors d'une séance de travail portant sur l'opportunité pour une commission de se saisir d'un mandat d'initiative. Quant aux remplacements pour la durée d'une séance en vertu de l'article 131 du Règlement, ils ne peuvent avoir lieu que lorsqu'une commission exécute un mandat qui lui est confié par l'Assemblée.

Il n'y a donc pas de remplacement pour une séance lors d'une séance de travail portant sur la possibilité pour une commission de se saisir d'un mandat d'initiative. Les remplacements sont toutefois possibles une fois que la commission

Décisions - Commissions

a décidé de se saisir d'un mandat d'initiative. Un député qui désire participer aux travaux de la commission peut cependant se prévaloir de l'article 132 du Règlement, si la commission y consent.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 131 et 132*

131/3

JD, 10 décembre 1987, pp. CC-1773-1775 (Claude Trudel)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Remplacement pour une séance — Droit de parole — RAN, art. 131

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le leader de l'opposition officielle remplace un membre de la commission. La problématique est de savoir si un remplacement peut s'effectuer pour une partie seulement de la séance afin de permettre au député ainsi remplacé de participer ultérieurement à la séance de la commission.

Question — Est-ce qu'un remplacement peut s'effectuer pour une partie seulement d'une séance afin de permettre au député ainsi remplacé de participer ultérieurement à la séance de la commission?

Décision — Les remplacements se font pour la durée de la séance. Le membre ainsi remplacé perd son droit de parole pour la durée de la séance.

131/4

JD, 16 novembre 1995, CE-18 page 8 (Joseph Facal)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Remplacement pour une séance — RAN, art. 131

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle remplace un membre de la commission pour une séance et prend la parole pendant vingt minutes lors de l'étude d'un article du projet de loi.

Lors d'une séance ultérieure, alors que la commission étudie toujours le même article, le député qui s'est fait remplacer souhaite intervenir sur ce même article. Le président de la commission lui signale que, lors de la séance précédente, le député qui l'a remplacé a épuisé son temps de parole. Par conséquent, il ne dispose plus de temps de parole pour intervenir sur cet article.

Le député qui s'est fait remplacer demande alors au président s'il peut remplacer un autre membre de la commission afin d'intervenir dans le cadre de l'étude de cet article en particulier.

Question — Est-ce qu'un membre d'une commission peut remplacer un autre membre de cette même commission?

Décision — Un député membre d'une commission ne peut remplacer un autre membre de cette commission.

ARTICLE 132

132/1

JD, 8 octobre 1985, pp. CI-783-789 (Marcel Gagnon)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Participation d'un non-membre — Ministre — Consentement unanime — RAN, art. 132

Contexte — Au début des travaux d'une commission portant sur l'étude d'un projet de règlement et avant d'entreprendre une consultation générale, un membre propose que le ministre puisse participer aux travaux de la commission.

Question — Est-ce que le ministre peut participer aux travaux d'une commission lorsqu'il n'en est pas membre?

Décision — Selon l'article 132 du Règlement, le député qui n'est pas membre d'une commission peut, avec la permission de cette dernière, participer à ses délibérations, mais ne peut y voter ni y présenter de motion. Pour obtenir la permission de la commission, il faut nécessairement un consentement unanime des membres.

Article de règlement cité — RAN, art. 132

Décision similaire — JD, 10 février 1993, p. CBA-1477 (Michel Després)

132/2

JD, 10 décembre 1997, CE (Jeanne Blackburn)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Participation d'un non-membre — Whip du gouvernement — RAN, art. 132 — RAN, art. 130 — RAN, art. 131

Contexte — Au cours de deux séances de l'étude détaillée d'un projet de loi, les membres de la Commission de l'éducation consentent unanimement à ce que le whip en chef du gouvernement soit membre de la commission. Le whip participe alors au vote de la commission sur le projet de loi.

Au début de la séance suivante, le secrétaire de la commission annonce que le whip remplace un membre de la commission pour la durée de la séance, conformément aux dispositions de l'article 131 du Règlement. Un député de l'opposition officielle soulève un rappel au Règlement par lequel il s'oppose à ce que le whip remplace un membre de la commission, étant donné qu'il assiste aux réunions du Conseil des ministres.

Questions — Est-ce que le whip en chef du gouvernement qui assiste aux réunions du Conseil des ministres peut remplacer un membre d'une commission pour la durée d'une séance, conformément à l'article 131 du Règlement?

Est-ce qu'une commission peut, avec le consentement unanime de ses membres, permettre à un député d'être membre de la commission?

Décision — Le whip en chef du gouvernement ne peut être considéré comme un membre du Conseil exécutif du simple fait qu'il assiste à ses réunions. Il peut donc remplacer un membre de la commission en vertu de l'article 131 et ce remplacement lui donne le droit de voter.

Décisions - Commissions

Le Règlement ne prévoit que deux possibilités pour un député de participer aux travaux d'une commission. La première est prévue aux articles 130 et 131 qui permettent à un député d'être remplacé par un autre membre de son groupe parlementaire. Toutefois, le remplacement doit être annoncé par le secrétaire de la commission au début des travaux, lorsque le remplacement a lieu pour la durée de l'examen d'une affaire ou de la séance, si le remplacement a lieu pour la durée de la séance.

La seconde possibilité est énoncée à l'article 132. Cet article prévoit qu'un député qui n'est membre d'aucune commission peut participer aux travaux d'une commission sans droit de vote. Pour sa part, le député qui est membre d'une commission peut participer aux délibérations d'une autre commission, mais ne peut y voter ni y présenter de motion.

Seules l'Assemblée nationale et la commission de l'Assemblée nationale ont la capacité de modifier la composition d'une commission de façon à ce qu'un député en devienne membre et puisse y exercer un droit de vote. Par conséquent, la commission ne pouvait, de consentement unanime, permettre au whip d'être membre de la commission avec droit de vote.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 130, 131 et 132*

ARTICLE 133

133/1

JD, 2 mars 1993, p. CBA-1871 (Jean-Guy Lemieux)

COMPOSITION D'UNE COMMISSION — Participation d'un député indépendant — Participation d'un non-membre — Étude détaillée — Droit de vote — Motion — RAN, art. 133 — RAN, art. 127 — RAN, art. 132 — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député indépendant, non-membre de la commission, désire présenter une motion préliminaire, en vertu du deuxième alinéa de l'article 244 du Règlement, en vue de tenir une consultation particulière. Un député ministériel prétend qu'en vertu de l'article 133 du Règlement, un député indépendant qui n'est pas membre d'une commission ne peut présenter de motion lors de l'étude d'un projet de loi, puisqu'il n'a pas le droit de vote.

Question — Est-ce qu'un député indépendant qui n'est pas membre d'une commission peut présenter une motion lors de l'étude détaillée d'un projet de loi?

Décision — Le député indépendant qui n'est pas membre d'une commission peut, en vertu de l'article 133 du Règlement, présenter une motion lors de l'étude détaillée d'un projet de loi. C'est à la lecture des articles 132 et 133 du Règlement qui régissent la participation d'un député non-membre aux travaux d'une commission que l'on peut déterminer la portée de l'expression «participer [...] aux travaux d'une commission» contenue à l'article 133 du Règlement.

Ainsi, l'article 132 du Règlement prévoit expressément qu'un non-membre d'une commission ne peut ni voter, ni présenter de motion lorsqu'il participe aux travaux d'une commission. Par contre, l'article 133 ne dit rien quant à la présentation de motions. Il permet au député indépendant de participer aux travaux d'une commission étudiant un projet de loi, sans avoir à obtenir la permission des membres de la commission, mais sans pouvoir exercer un droit de vote.

Si on avait voulu que le député indépendant n'ait pas le droit de présenter une motion lors de l'étude d'un projet de loi, on l'aurait prévu expressément tout comme on l'a fait à l'article 132 du Règlement.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 127, 132 et 133*

ARTICLE 138

138/1

JD, 28 août 1984, p. CET-273 (Louise Harel)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Organisation des travaux — Absence du ministre — Ajournement des travaux — RAN, art. 138

Contexte — Le ministre du Travail étant dans l'impossibilité d'être à Québec à cause des conditions atmosphériques, il ne peut être présent à l'audition des parties impliquées dans la négociation du décret de la construction.

Question — Considérant ces circonstances particulières, est-ce que la présidente peut ajourner les travaux de la commission?

Décision — L'article 138 du Règlement confère à la présidence l'obligation d'organiser les travaux de la commission afin d'assurer le bon fonctionnement des travaux de la commission. Considérant l'absence motivée du ministre, la présidence ajourne les travaux au lendemain.

Article de règlement cité — *RAN, art. 138*

138/2

JD, 9 mai 1985, pp. CI-499 et 500 (Marcel Gagnon)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Droit de vote — Vote prépondérant — RAN, art. 138

Contexte — Lors d'un vote portant sur les crédits d'un ministère, le résultat s'établit à cinq voix pour et cinq voix contre.

Question — Est-ce que le président de la commission peut exercer un vote prépondérant?

Décision — Le président de la commission peut voter puisqu'il est membre de la commission et qu'il en a le droit en vertu de l'article 138 du Règlement. Le président de commission ne peut cependant exercer un droit de vote prépondérant.

Article de règlement cité — *RAN, art. 138*

138/3

JD, 2 décembre 1988, pp. CBA-1472 et 1473 (Jean-Guy Lemieux)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Étude détaillée — Motion d'amendement — RAN, art. 138

Contexte — Au cours de l'étude détaillée d'un projet de loi, le président de la commission désire présenter une motion d'amendement à un article du projet de loi.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Question — Est-ce qu'un président de commission peut présenter une motion d'amendement lors de l'étude détaillée d'un projet de loi?

Décision — Le président peut présenter une motion d'amendement lors de l'étude détaillée d'un projet de loi.

138/4

JD, 15 juin 1990, pp. CAE-2043 et 2044 (Jean Garon)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Droit de vote — RAN, art. 138

Contexte — Lors d'un vote par appel nominal, un consentement est demandé afin qu'un député de l'opposition officielle puisse exercer, à la place du président, l'un des quatre droits de vote accordés à son groupe parlementaire.

Question — Est-ce que le président est tenu d'exercer un droit de vote?

Décision — Conformément à l'article 138 du Règlement, le président doit obligatoirement exercer l'un des droits de vote accordés à son groupe parlementaire.

Article de règlement cité — *RAN, art. 138*

138/5

JD, 29 novembre 1995, CC-10 pages 19-23 (David Payne)

FONCTIONS DU PRÉSIDENT — Organisation des travaux — Personnel de soutien d'une commission — Temps de parole — RAN, art. 138 — RAN, art. 142 — RF, art. 7

Contexte — Lors d'une consultation particulière, un député de l'opposition officielle désire connaître le temps qui reste à chacun des groupes parlementaires pour l'audition d'un invité. Il prétend qu'il peut s'adresser directement au personnel de soutien responsable du calcul du temps pour obtenir cette information.

Question — À qui les membres d'une commission doivent-ils s'adresser pour connaître le temps de parole à leur disposition?

Décision — En commission parlementaire, le personnel de soutien relève de la présidence qui est responsable de la distribution du temps de parole des membres de la commission. Le président vérifie régulièrement auprès du personnel de soutien afin d'informer les membres de la commission avec diligence et de façon équitable.

ARTICLE 139

139/1

JD, 23 octobre 1991, pp. CAN-33-44 (Jean-Pierre Saintonge)

PRÉSIDENT DE SÉANCE — Bureau de l'Assemblée nationale — Nomination — RAN, art. 139 — LAN, art. 87 — LAN, art. 88 — LAN, art. 91

Contexte — À la suite de changements à la composition parlementaire d'un tiers parti, la commission de l'Assemblée nationale examine le processus de nomination des membres du Bureau de l'Assemblée nationale ainsi que celui des présidents de séance.

Questions — Quel est le processus de nomination des membres au Bureau de l'Assemblée nationale?

Quel est le processus de nomination des présidents de séances?

Décision — Les membres du Bureau sont nommés de la façon suivante: les chefs de parti communiquent au Président la liste des membres qu'ils ont désignés. Ces listes sont par la suite adoptées par l'Assemblée par voie de motion.

Afin d'être éligible au poste de membre du Bureau, un député doit être membre d'un parti politique représenté à l'Assemblée nationale. Ainsi, un député membre du Bureau qui quitte un tel parti perd d'office son éligibilité au poste de membre du Bureau. Il n'a pas à en démissionner. Dans ce cas, le chef du parti doit soumettre au Président une nouvelle candidature qui devra être adoptée par l'Assemblée.

Par contre, c'est la Commission de l'Assemblée nationale qui peut nommer tout député à titre de président de séance. Cependant, le statut d'un député à l'Assemblée nationale est déterminant pour sa nomination. En effet, suivant une entente entre les leaders du gouvernement et de l'opposition officielle, un nombre déterminé de postes de président de séance est alloué à chacun des groupes parlementaires ainsi qu'aux députés indépendants. Suivant l'hypothèse où un député indépendant agissant comme président de séance devient membre d'un groupe parlementaire, il ne peut continuer d'exercer sa charge de président de séance. Enfin, il n'y a aucune restriction dans la loi empêchant qu'une même personne soit à la fois membre du bureau et président de séance.

ARTICLE 144

144/1

JD, 22 septembre 1986, pp. CET-557-560, 591 et 592 (Jean-Pierre Charbonneau)

CONVOCATION ET HORAIRE — Modification à l'horaire — Consultation particulière — Consentement unanime — RAN, art. 144 — RAN, art. 20 — RAN, art. 143 — RAN, art. 171

Contexte — Un député de l'opposition officielle conteste l'ordre du jour d'une séance où la commission doit procéder à des consultations particulières puisque cet ordre du jour prévoit que les travaux se poursuivront au-delà de 22 heures.

Conformément à l'article 171 du Règlement, lors d'une séance de travail préalable, la commission a déterminé, à la suite d'un vote divisé, la durée totale de chaque audition et la durée respective de l'exposé et des échanges avec la commission mais aucun consentement n'a été sollicité pour aller au-delà des heures régulières de séance.

Question — Doit-on obtenir un consentement unanime pour aller au-delà des heures régulières de séance, même si la commission, en vertu de l'article 171 du Règlement, a déterminé la durée totale de chaque audition?

Décision — Les articles 20, 143 et 144 du Règlement précisent clairement les heures où les commissions peuvent siéger. Quant à l'article 171 du Règlement, il permet de déterminer la durée des auditions et des échanges mais ne donne pas la possibilité, à moins d'un consentement unanime obtenu en vertu de l'article 144 du Règlement, de modifier les heures régulières des séances.

En conséquence, puisqu'aucun consentement n'a été donné lors de la séance de travail, il sera nécessaire, pour poursuivre les travaux au-delà de 22 heures, que tous les membres de la commission y consentent.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 20, 143, 144 et 171*

ARTICLE 149

149/1

JD, 6 juin 1986, p. CAS-3 (Guy Bélanger)

MANDAT D'INITIATIVE — Consultation particulière — Projet de loi d'intérêt public — RAN, art. 149 — RAN, art. 171

Contexte — Lors d'une séance de travail de la commission des affaires sociales, un député de l'opposition officielle présente la motion suivante: «Conformément aux dispositions de l'article 149 de nos règles de procédure, je fais motion pour que la commission des affaires sociales se donne le mandat de tenir une consultation particulière sur les projets de loi 74 et 75 avant leur étude en deuxième lecture. Cette consultation donnera l'occasion aux intervenants concernés de se faire entendre par les membres de la commission des affaires sociales».

Question — Est-ce que cette motion est recevable?

Décision — Cette motion est irrecevable.

Même si une commission peut entamer elle-même un mandat d'étude de projets de loi, ceux-ci constituant une "matière d'intérêt public", le fait d'avoir indiqué à la motion "avant leur étude en deuxième lecture" constitue une immixtion dans le processus législatif, lequel processus appartient à l'Assemblée nationale.

ARTICLE 150

150/1

JD, 6 juin 1985, pp. CBA-865-867 (Claude Lachance)

SOUS-COMMISSION — Mandat — Mandat de l'Assemblée — RAN, art. 150

Contexte — Lors des remarques préliminaires précédant l'étude détaillée d'un projet de loi, un député indépendant présente une motion visant à confier à une sous-commission la tâche d'étudier une proposition suggérée par une partie syndicale.

Question — Est-ce qu'une commission peut confier à une sous-commission un mandat différent que celui qui lui a été confié par l'Assemblée?

Décision — La motion du député indépendant est irrecevable puisque son adoption aurait pour effet de confier à une sous-commission un mandat différent de celui que lui a confié l'Assemblée, à savoir l'étude détaillée d'un projet de loi.

ARTICLE 156

156/1

JD, 12 juin 1985, pp. CBA-1121 et 1122 (Claude Lachance)

QUORUM — Opposition officielle — RAN, art. 156

Contexte — Alors qu'aucun représentant de l'opposition officielle n'est présent pour la poursuite de l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt public, la commission entame ses travaux et le président appelle l'étude d'un amendement proposé par un député indépendant. Ce député s'oppose à ce que la commission commence ses travaux en l'absence de toute représentation de l'opposition officielle, même si la commission a le quorum requis.

Question — Est-ce qu'une commission qui a quorum peut commencer ses travaux en l'absence de toute représentation de l'opposition officielle?

Décision — La commission a quorum et la motion d'amendement que la commission doit étudier a été proposée par un membre présent à la séance. La commission peut donc commencer ses travaux.

Décision similaire — JD, 22 décembre 1988, pp. CBA-2103 et 2104 (Jean-Guy Lemieux)

156/2

JD, 16 juin 1986, p. CAE-985 (Jean-Guy St-Roch)

QUORUM — Mise aux voix — Absence du ministre — RAN, art. 156

Contexte — Au moment de mettre aux voix un amendement proposé à un article d'un projet de loi par un député de l'opposition officielle, le président constate l'absence du ministre.

Question — Est-ce qu'il est possible de mettre aux voix une motion d'amendement lorsque le ministre qui présente le projet de loi est absent?

Décision — En vertu de l'article 156 du Règlement, la seule condition à la validité du vote est l'existence du quorum. En conséquence, il est possible de procéder à la mise aux voix malgré l'absence du ministre.

Article de règlement cité — RAN, art. 156

156/3

JD, 5 décembre 1990, pp. CBA-1853 et 1854 (Jean-Guy Lemieux)

QUORUM — Défaut de quorum appréhendé — RAN, art. 156

Contexte — Un député de l'opposition officielle demande le quorum et appréhende que celui-ci ne sera pas atteint après son départ. En l'absence des représentants de l'opposition officielle, une motion proposant de procéder à l'étude article

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

par article du projet de loi est adoptée. Au retour des représentants de l'opposition officielle, ceux-ci soulèvent le défaut de quorum au moment de l'adoption de cette motion.

Questions — Est-ce qu'il est possible de soulever le défaut de quorum d'une manière appréhendée?

Est-ce que les représentants de l'opposition officielle, qui étaient absents lors du vote sur la motion proposant de procéder à l'étude article par article du projet de loi, peuvent soulever le défaut de quorum au moment de l'adoption de cette motion?

Décision — On ne peut soulever le quorum d'une manière appréhendée. Seul un membre présent peut soulever le défaut de quorum. Au moment où le quorum a été demandé, celui-ci existait. Après quoi tous les députés de l'opposition sont sortis sans donner d'explication ou encore sans demander à la présidence une suspension. Conformément à l'article 156 du Règlement, le quorum est présumé exister tant que son défaut n'est pas signalé ou constaté par le résultat d'un vote.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 156 et 195*

ARTICLE 159

159/1

JD, 29 août 1985, pp. CI-3 et 4 (Marcel Gagnon)

SÉANCE PUBLIQUE — Séance de travail — Huis clos — RAN, art. 159 — RAN, art. 160

Contexte — Lors d'une séance de travail de la commission des institutions, un député indépendant demande au président de lever le huis clos.

Question — Est-ce qu'une commission siège à huis clos lorsqu'elle tient une séance de travail?

Décision — En séance de travail, une commission siège hors de la présence du public sans toutefois siéger à huis clos.

Il est néanmoins d'usage de permettre à certaines personnes, membres du personnel des cabinets du Président, des leaders, des whips ainsi que du personnel de l'Assemblée d'être présent afin de suivre le déroulement des travaux de la commission.

159/2

JD, 23 mai 1995, p. CI-8 (Guy Lelièvre)

SÉANCE PUBLIQUE — Séance de travail — Enregistrement des débats — RAN, art. 159 — RAN, art. 161 — RF, art. 14

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député de l'opposition officielle présente une motion qui prévoit que la commission tienne une séance de travail et que ses délibérations soient enregistrées.

Question — Est-ce que les délibérations d'une commission qui siège en séance de travail peuvent être enregistrées?

Décision — Lorsqu'une commission siège en séance de travail, ses délibérations ne sont pas enregistrées.

ARTICLE 162

162/1

JD, 10 octobre 1984, pp. CAPA-87-89 (Yvon Vallières)

DÉPÔT — Document — Confidentialité — Permission du Président — RAN, art. 162

Contexte — Un député ministériel cite un document qui a été transmis à la commission par l'Office du crédit agricole sous le sceau de la confidentialité. Un député de l'opposition officielle exige le dépôt de ce document, ce que le président accepte.

Question — Est-ce qu'il est possible de déposer en commission des documents de nature confidentielle au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1)?

Décision — Lorsqu'il s'agit de déposer des documents contenant des renseignements de nature confidentielle, la commission doit agir avec prudence. Même si les membres consentent unanimement au dépôt de tels documents, le président conserve toute discrétion pour refuser le dépôt.

162/2

JD, 10 octobre 1984, p. CI-126 (Jean-Claude Rivest)

DÉPÔT — Document — Conversation privée — Authenticité — Permission du Président — RAN, art. 162

Contexte — Lors d'une consultation particulière, un député de l'opposition officielle fait référence à un document qui retranscrit une conversation privée entre le Directeur général des élections et un de ses employés.

Question — Est-ce qu'il est possible de déposer en commission un document qui retranscrit une conversation privée?

Décision — La présidence ne permettra pas le dépôt d'un document s'il n'a pas un minimum d'informations préalables sur l'authenticité d'un tel document.

Décisions similaires — JD, 14 octobre 1986, p. CE-1455 (Marcel Parent); JD, 27 mai 1987, pp. CE-1910 et 1911 (Marcel Parent)

162/3

JD, 10 octobre 1984, pp. CI-123-133 (Jean-Claude Rivest)

DÉPÔT — Document — Liberté de parole — RAN, art. 162 — LAN, art. 43 — LAN, art. 44

Contexte — Lors d'une consultation particulière portant sur le rapport de la Commission de la représentation sur la réforme du mode de scrutin, un député de l'opposition officielle, alors qu'il interroge un témoin, fait référence à un document qui retranscrit une conversation privée entre le Directeur général des élections et un de ses employés. Le document n'a pas été déposé en commission.

Décisions - Commissions

Question — Est-ce qu'il est possible pour un député, alors qu'il interroge un témoin, de faire référence à un document qui n'a pas été déposé en commission?

Décision — Il est possible d'invoquer un document de quelque nature qu'il soit même si ce dernier n'a pas été déposé en commission. Les questions formulées à partir de ce document doivent cependant se rapporter au mandat de la commission.

Les privilèges de la liberté de parole et d'action permettent à un député d'interroger un témoin à partir d'un document, de quelque nature qu'il soit. Ainsi il est de pratique courante de faire référence à des notes personnelles, à un éditorial ou à tout autre écrit sans qu'il y ait eu dépôt formel, ce dernier n'ayant pour but que de conserver un document dans les archives de la commission.

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 55(3) et 55(4)*

162/4

JD, 10 octobre 1984, p. CI-137 (Jean-Claude Rivest)

DÉPÔT — Document — Permission du Président — Consentement unanime — RAN, art. 162

Contexte — Un ministre s'oppose fermement au dépôt d'un document auquel fait référence un député de l'opposition officielle.

Question — Est-ce qu'un député peut s'opposer au dépôt d'un document en commission?

Décision — En vertu de l'article 162 du Règlement, seul le président de la commission peut autoriser le dépôt d'un document. La présidence n'a pas à chercher ou à obtenir le consentement de qui que ce soit.

Article de règlement cité — RAN, art. 162

162/5

JD, 22 septembre 1986, p. CET-564 (Jean-Pierre Charbonneau)

DÉPÔT — Document — Consultation particulière — Mémoire — Journal des débats — RAN, art. 162

Contexte — Un député désire déposer devant la commission les mémoires des organismes qui ne seront pas entendus dans le cadre d'une consultation particulière. Il demande également que ces mémoires soient retranscrits dans le Journal des débats.

Question — Est-ce que ces documents doivent être retranscrits dans le journal des débats?

Décision — L'autorité confiée au président peut lui permettre, en vertu de l'article 162 du Règlement, d'accepter des dépôts de documents. En conséquence, le président accepte le dépôt des mémoires qui seront consignés aux archives de la commission.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Depuis quelques années, la pratique veut cependant que l'on ne transcrive plus ces mémoires dans le Journal des débats.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 162

162/6

JD, 9 octobre 1990, pp. CBA-1174-1177 (Jean-Guy Lemieux)

DÉPÔT — Authenticité — RAN, art. 162

Contexte — Un député de l'opposition officielle désire déposer deux lettres provenant du Conseil du trésor. Ces lettres, qui ne contiennent aucune identification de son auteur non plus que de ses destinataires, sont adressées généralement aux dirigeants de tous les ministères et de tous les organismes publics et traitent de leur témoignage éventuel devant la commission parlementaire étudiant l'opportunité de maintenir ou de modifier la *Loi sur la fonction publique*.

Question — Est-ce qu'un document qui ne contient aucune identification de son auteur non plus que de ses destinataires peut être déposé en commission?

Décision — Un des critères principaux pour qu'un document puisse être déposé en commission, c'est son authenticité. Ces documents ne portent ni signature, ni nom, ni correspondant permettant de vérifier leur caractère authentique. Compte tenu de l'absence de ces renseignements, leur dépôt est refusé.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 162

ARTICLE 164

164/1

JD, 11 octobre 1984, pp. CAPA-212 et 213 (Yvon Vallières)

CONVOCATION D'UN MINISTRE — Serment — Déclaration solennelle — RAN, art. 164 — LAN, art. 52

Contexte — Un député de l'opposition officielle exige l'assermentation d'un ministre qui a été convoqué par la commission. La problématique est de savoir s'il est nécessaire d'assermenter le ministre puisqu'il a déjà prêté serment à titre de député et de ministre.

Question — Est-ce qu'il est nécessaire d'assermenter le ministre qui a déjà prêté serment à titre de député et de ministre?

Décision — En se basant sur un précédent établi le 2 juin 1983, la présidence demande au ministre s'il consent à jurer ou à déclarer solennellement qu'il dira toute la vérité et rien que la vérité.

Décision citée — JD, 2 juin 1983, p. B-4322 (Jean-Pierre Jolivet)

ARTICLE 165

165/1

JD, 1 juin 1987, pp. CAS-1696-1698 (Guy Bélanger)

AJOURNEMENT DES TRAVAUX — Étude des crédits — Ministre — Droit de parole — RAN, art. 165 — RAN, art. 124

Contexte — Lors de l'étude des crédits, un député de l'opposition officielle présente une motion d'ajournement des travaux et désire que le ministre intervienne sur cette motion.

Question — Est-ce qu'un ministre peut prendre la parole lorsqu'un membre d'une commission présente une motion d'ajournement des travaux au cours de l'étude des crédits?

Décision — En l'absence d'un ordre de l'Assemblée à cet effet, un ministre ne peut être membre de la commission qui étudie les crédits budgétaires. En l'occurrence, le ministre n'étant pas membre de la commission, il ne peut intervenir sur la motion d'ajournement des travaux.

165/2

JD, 14 décembre 1992, pp. CET-1228 et 1229 (Jean Audet)

AJOURNEMENT DES TRAVAUX — Motion d'ajournement des travaux — Député indépendant — Droit de parole — RAN, art. 165

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député indépendant présente une motion d'ajournement des travaux.

Question — Est-ce qu'un député indépendant qui présente une motion d'ajournement des travaux a un droit de parole sur cette motion?

Décision — Un député indépendant qui présente une motion d'ajournement des travaux n'a pas de droit de parole sur cette motion parce qu'il n'est pas membre d'un groupe parlementaire.

Article de règlement cité — *RAN, art. 165*

165/3

JD, 7 juin 1996, CI-27 page 69 (Roger Paquin)

AJOURNEMENT DES TRAVAUX — Caducité — RAN, art. 165 — RAN, art. 194 — RAN, art. 103

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'ajournement des travaux. Le débat sur cette motion n'est pas terminé à l'heure prévue par le Règlement pour la levée de la séance.

Décisions - Commissions

Question — Est-ce que le président doit permettre la poursuite du débat sur la motion d'ajournement des travaux ou lever la séance?

Décision — La motion d'ajournement est caduque compte tenu de l'heure.

165/4

JD, 6 novembre 1996, CI-45 pages 24-26 (Marcel Landry)

AJOURNEMENT DES TRAVAUX — Commission parlementaire — Interruption d'un député — Droit de parole — RAN, art. 165 — RAN, art. 33 — RAN, art. 36

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, alors que le ministre a la parole, un député de l'opposition officielle fait un rappel au règlement et propose l'ajournement des travaux.

Question — Est-ce que cette motion d'ajournement des travaux est recevable?

Décision — La motion d'ajournement des travaux est irrecevable. En vertu de l'article 33 du Règlement, un député ne peut interrompre celui qui a la parole, sauf pour faire un rappel au règlement, signaler le défaut de quorum ou attirer l'attention sur une violation de droit ou de privilège. Or, le fait d'invoquer l'article 165 ne constitue pas le signalement d'une violation du règlement.

De plus, un député ne peut se servir d'un rappel au règlement pour prendre la parole et présenter une motion d'ajournement des travaux.

Article de règlement cité — *RAN, art. 33*

ARTICLE 167

167/1

JD, 22 février 1988, p. CAS-3008 (Guy Bélanger)

CONSULTATION GÉNÉRALE — Mémoire — Exhibition d'objet — RAN, art. 167

Contexte — Dans le cadre d'une consultation générale, un organisme désire utiliser des tableaux pour illustrer la présentation de son mémoire.

Question — Lors d'une consultation générale, est-ce qu'un organisme peut utiliser des tableaux pour illustrer la présentation de son mémoire?

Décision — La présentation de tableaux est permise en commission parlementaire lorsque ces derniers sont utilisés pour des fins didactiques ou de compréhension. Dans ce contexte, la présidence autorise la présentation des tableaux.

ARTICLE 169

169/1

JD, 7 mars 1989, pp. CBA-2439-2441 (Jean-Guy Lemieux)

CONSULTATION GÉNÉRALE — Temps de parole — Remarques préliminaires — Ministre — RAN, art. 169

Contexte — Un député ministériel désire faire quelques remarques préliminaires dans le cadre d'une consultation générale. La commission a préalablement décidé que seuls le ministre et le critique de l'opposition disposaient respectivement de trente minutes pour leurs remarques préliminaires. Le député ministériel veut se prévaloir du temps non utilisé par le ministre pour faire ses remarques préliminaires.

Question — Est-ce que le député ministériel peut se prévaloir du temps non utilisé par le ministre pour faire des remarques préliminaires, même si la commission a préalablement décidé que seuls le ministre et le critique de l'opposition officielle disposaient de temps pour faire des remarques préliminaires?

Décision — La commission ayant préalablement décidé que seuls le ministre et le critique de l'opposition disposaient respectivement de trente minutes pour leurs remarques préliminaires, un autre député ministériel ne peut se prévaloir du temps non utilisé par le ministre pour faire ses propres remarques préliminaires.

169/2

JD, 7 mars 1989, pp. CBA-2439-2441 (Jean-Guy Lemieux)

CONSULTATION GÉNÉRALE — Temps de parole — Répartition — RAN, art. 169

Contexte — Lors d'une consultation générale, il y a des interrogations quant à la façon dont les temps de parole doivent être répartis.

Question — Lors d'une consultation générale, de quelle façon les temps de parole doivent-ils être répartis?

Décision — En vertu de l'article 169 du Règlement, le président partage entre les députés de la majorité et ceux de l'opposition le temps que la commission consacre à chaque personne ou organisme. Sous réserve de l'alternance, chaque député peut parler aussi souvent qu'il le désire, sans excéder dix minutes consécutives.

Le temps de parole dont dispose un membre ne doit cependant pas comprendre la réponse du témoin. Ainsi, le président devra intervenir auprès des témoins pour que les réponses soient brèves afin d'éviter qu'un membre ne puisse par de courtes questions prendre tout le temps disponible, ce qui semblerait abusif et aller à l'encontre de l'économie du Règlement. De plus, le président doit respecter le partage du temps de parole préalablement établi par la commission.

Article de règlement cité — *RAN, art. 169*

Décision citée — *JD, 26 mars 1986, p. CET-74 (Jean-Pierre Charbonneau)*

169/3

JD, 2 février 1993, p. CBA-1009 (Jean-Guy Lemieux)

CONSULTATION GÉNÉRALE — Temps de parole — Participation d'un non-membre — Participation d'un député indépendant — RAN, art. 169 — RAN, art. 132

Contexte — Lors d'une consultation générale, un député indépendant qui n'est pas membre de la commission demande la permission de participer aux travaux de la commission. Un député de l'opposition officielle informe le président que l'opposition officielle entend transférer au député indépendant cinq des quinze minutes de temps de parole qui lui reste. Un député ministériel adresse une demande de directive à la présidence par laquelle il désire savoir comment se ferait la répartition du temps de parole si jamais il y avait consentement à ce qu'un ou plusieurs députés indépendants participent aux travaux de la commission.

Question — De quelle façon les temps de parole seraient-ils répartis si un ou plusieurs députés indépendants qui ne sont pas membres de la commission participaient aux travaux?

Décision — Pour qu'un député indépendant non-membre de la commission puisse participer aux travaux, il faut d'abord qu'il y ait un consentement unanime des membres de la commission.

Conformément à l'article 169 du Règlement, le président partage les temps de parole entre les députés de la majorité et ceux de l'opposition. Ainsi le temps de parole accordé au député indépendant doit être comptabilisé sur le temps de parole réservé aux députés de l'opposition officielle. Et puisque dans le cas qui nous occupe chaque groupe parlementaire s'est entendu sur un temps de parole global, si d'autres députés indépendants non-membres de la commission voulaient participer aux travaux de la commission, il faudrait agir de la même façon.

Article de règlement cité — *RAN, art. 169*

ARTICLE 170

170/1

JD, 10 octobre 1984, p. CAPA-33 (Yvon Vallières)

CONSULTATION PARTICULIÈRE — Témoin — Serment — Déclaration solennelle — RAN, art. 170 — LAN, art. 52

Contexte — Lors d'une consultation particulière, un député de l'opposition officielle demande que tous les témoins soient assermentés, comme le prévoit l'article 52 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Question — Lors d'une consultation particulière, est-ce qu'un député peut demander à ce que tous les témoins soient assermentés?

Décision — L'article 52 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* est précis et ne porte pas à interprétation. Tout député peut demander que les témoins soient assermentés.

Loi citée — *Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 52*

Décision similaire — JD, 29 mai 1986, pp. CBA-911 et 912 (Jean-Guy Lemieux)

170/2

JD, 16 septembre 1986, pp. CE-616-620 (Marcel Parent)

CONSULTATION PARTICULIÈRE — Convocation d'un ministre — Mandat de l'Assemblée — Consultation générale — RAN, art. 170 — RAN, art. 166

Contexte — Au cours d'une consultation générale menée par la commission à la suite d'un mandat confié par l'Assemblée, un député de l'opposition officielle présente une motion par laquelle il propose, en vertu de l'article 170 du Règlement, que la commission entende le président du Conseil du Trésor dans le cadre d'une consultation particulière.

Question — Est-ce qu'il est possible de présenter une motion qui propose d'entendre un ministre selon les règles d'une consultation particulière alors que la commission a reçu de l'Assemblée le mandat de procéder à une consultation générale?

Décision — Puisque le mandat octroyé à la commission en est un de consultation générale, la motion proposée par l'opposition officielle et visant la tenue d'une consultation particulière est irrecevable en séance publique. La commission ayant déjà discuté en séance de travail de la possibilité de tenir des consultations particulières, la présidence suggère donc à l'opposition officielle de représenter cette motion au cours d'une prochaine séance de travail.

170/3

JD, 22 septembre 1986, pp. CET-578-580 (Jean-Pierre Charbonneau)

CONSULTATION PARTICULIÈRE — Mandat de l'Assemblée — Convocation — RAN, art. 170

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Dans le cadre de l'exécution d'un mandat de consultation particulière confié par l'Assemblée, un député de l'opposition officielle présente une motion, en vertu de l'article 170 du Règlement, afin que la commission sollicite l'opinion du président du groupe de travail sur la déréglementation. Dans le mandat qu'elle a confié à la commission, l'Assemblée a déterminé la liste des invités. De plus, au cours d'une séance de travail antérieure, la commission a décidé qui elle entendrait.

Question — Est-ce que cette motion du député de l'opposition officielle est recevable?

Décision — Cette motion est irrecevable puisque l'Assemblée a déjà déterminé la liste des invités et que la commission, au cours d'une séance de travail antérieure, a décidé qui elle entendrait.

ARTICLE 173

173/1

JD, 26 mars 1986, p. CET-74 (Jean-Pierre Charbonneau)

CONSULTATION PARTICULIÈRE — Temps de parole — Répartition — Témoin — RAN, art. 173

Contexte — Lors d'une consultation particulière, il y a des interrogations quant aux temps de parole dont disposent les membres de la commission pour interroger les organismes invités par la commission. On veut également savoir si les temps de parole des membres de la commission incluent le temps consacrés aux réponses des invités.

Questions — Lors d'une consultation particulière, quel est le temps de parole dont disposent les membres de la commission?

Est-ce que les temps de parole des membres de la commission incluent le temps consacré aux réponses des invités?

Décision — En vertu de l'article 173 du Règlement, les membres peuvent intervenir plus d'une fois, mais sans excéder dix minutes pour chacune de leurs interventions. Ces temps de parole n'incluent pas les réponses des invités.

Article de règlement cité — *RAN, art. 173*

ARTICLE 175

175/1

JD, 8 novembre 1988, pp. CE-1297-1299 (Marcel Parent)

RAPPORT — Rapport intérimaire — RAN, art. 175

Contexte — Lors des remarques préliminaires précédant l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente la motion suivante: «Conformément à l'article 175 de nos règles de procédure, je propose que cette commission fasse un rapport intérimaire à l'Assemblée nationale afin de permettre aux groupes intéressés de prendre connaissance des projets d'amendement du ministre concernant le projet de loi 107».

Question — Est-ce que la motion présentée par le député de l'opposition officielle pour déposer un rapport intérimaire à l'Assemblée est recevable?

Décision — La motion présentée par le député de l'opposition officielle pour déposer un rapport intérimaire à l'Assemblée est irrecevable.

La motion doit avoir pour objet d'obtenir de l'Assemblée, soit des moyens supplémentaires pour accomplir le mandat qui a été confié à la commission, soit des précisions supplémentaires sur ce mandat. La motion proposée par le député de l'opposition a pour seul objet de mettre fin dans l'immédiat aux travaux de cette commission.

Il n'existe aucune disposition dans notre Règlement qui permette à une commission de reporter ses travaux à une date ultérieure dans le cadre d'un mandat de l'Assemblée et il ne saurait être question d'avoir recours à l'article 175 du Règlement pour arriver à cette fin.

Articles de règlements cités — *Geoffrion, 1941, art. 438 — RAN, art. 175*

ARTICLE 185

185/1

JD, 5 décembre 1984, pp. CE-374-377 (Luc Tremblay)

MOTION — Motion identique — Motion préliminaire — Consultation particulière — RAN, art. 185 — RAN, art. 170 — RAN 1972-1984, art. 63

Contexte — Avant que ne soit entreprise l'étude détaillée d'un projet de loi, plusieurs motions préliminaires sont présentées afin de permettre l'audition de nombreux organismes dans le cadre d'une consultation particulière.

Question — Si une motion proposant d'entendre un organisme est rejetée, est-ce qu'une seconde motion proposant d'entendre un organisme différent est recevable?

Décision — L'article 63 RAN 1972-1984 prévoyait qu'une motion ne devait pas soulever une question identique, quant au fond, à une motion déjà décidée ou inscrite au feuillet. Dans le cas présent, la seconde motion indique un organisme qui n'était pas mentionné dans la première motion. La seconde motion est donc différente, quant au fond, de la première motion.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 63(2)

Décisions similaires — JD, 16 juin 1986, p. CAE-929 (Jean-Guy St-Roch); JD, 17 juin 1987, p. CBA-2783 (John Kehoe)

185/2

JD, 18 février 1986, pp. CBA-181-187 (Jean-Guy Lemieux)

MOTION — Motion identique — RAN, art. 185 — RAN 1972-1984, art. 63

Contexte — Après que la commission eut rejeté une motion d'amendement proposée par un député de l'opposition officielle, ce dernier propose une seconde motion d'amendement entièrement différente de la première motion quant à la forme, mais recherchant les mêmes objectifs que la première motion.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est irrecevable, car elle a les mêmes effets que la motion présentée précédemment. Selon la coutume, une motion ne doit pas soulever une question identique au fond à une question dont la commission a déjà décidé, à moins qu'elle n'indique des faits nouveaux.

Décisions similaires — JD, 11 février 1986, pp. CBA-30-35 (Jean-Guy Lemieux); JD, 5 mars 1987, pp. CBA-1902-1904 (Jean-Guy Lemieux); JD, 6 décembre 1988, pp. CET-1426-1428 (Jean Audet); JD, 12 décembre 1994, p. CI-45 (Sylvain Simard);

JD, 9 juin 1995, pp. CSFP-57-60 (Joseph Facal); JD, 19 juin 1995, pp. CE-22-25 (Claude Pinard)

185/3

JD, 29 mai 1986, pp. CC-616 et 617 (Claude Trudel)

MOTION — Motion identique — Motion préliminaire — Consultation particulière — RAN, art. 185 — RAN 1972-1984, art. 63

Contexte — Avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion préliminaire afin que la commission entende certains organismes, conformément à l'article 244 du Règlement. La commission a déjà rejeté une motion au même effet.

Question — Est-ce que cette motion est recevable?

Décision — Cette motion est irrecevable.

Cette motion est identique à la motion précédente et ce, même si elle propose d'entendre moins d'organismes que cette dernière. Cette seconde motion ne contient aucun fait nouveau. Les dates de la tenue des consultations particulières et le nom des organismes et des personnes devant être entendus sont les mêmes.

Décision citée — JD, 5 décembre 1984, p. CE-377 (Luc Tremblay)

185/4

JD, 2 décembre 1988, pp. CE-1813-1815 (Marcel Parent)

MOTION — Motion identique — Motion d'amendement — RAN, art. 185 — RAN 1972-1984, art. 63

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement en tous points identiques à celle qu'il avait présentée au moment où un article précédent était étudié. Cette motion d'amendement avait alors été rejeté.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable puisque, quoique rédigée dans des termes similaires, elle vise à modifier un article dont le fond est différent du précédent.

ARTICLE 190

190/1

JD, 8 décembre 1993, p. CAE-5656 (Madeleine Bélanger)

MOTION — Motion écrite — Motion d'amendement — RAN, art. 190 — RAN, art. 197

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape de l'étude article par article, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement manuscrite à un article du projet de loi. Un député ministériel prétend que la motion d'amendement est illisible et que le député de l'opposition officielle aurait dû la faire dactylographier.

Question — Est-ce qu'un député doit faire dactylographier une motion d'amendement qu'il présente en commission?

Décision — On ne peut exiger qu'une motion d'amendement soit dactylographiée; cela pourrait avoir pour effet de perturber les travaux de la commission. On peut cependant exiger qu'une motion d'amendement soit écrite lisiblement.

ARTICLE 192

192/1

JD, 6 décembre 1984, pp. CE-455-462 (Luc Tremblay)

MOTION — Motion présentée par un ministre — Fonds publics — Critères — RAN, art. 192 — RAN 1972-1984, art. 64 — Geoffrion 1941, art. 155 — Geoffrion 1941, art. 538 — Geoffrion 1941, art. 790 — Geoffrion 1941, art. 793

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement à un article afin d'abaisser l'âge d'entrée à l'école. La problématique est de savoir si cette motion d'amendement vise l'engagement de fonds publics.

Question — Est-ce que la motion d'amendement présentée par le député de l'opposition officielle vise l'engagement de fonds publics au sens de l'article 192 du Règlement?

Décision — Cette motion est irrecevable puisqu'elle engage des fonds publics. Pour savoir si une motion implique des engagements de fonds publics, quatre critères doivent être pris en considération: 1) Est-ce exécutoire? 2) Y a-t-il implication directe sur des dépenses d'argent? 3) Est-ce exprimé en termes généraux? 4) Est-ce que la motion comporte des chiffres?

Dans le cas présent, la motion serait exécutoire puisque comprise dans une loi elle-même exécutoire; elle implique également des dépenses d'argent et la motion n'est pas exprimée en termes généraux, puisqu'elle demande spécifiquement d'abaisser l'âge d'entrée à l'école.

Article de règlement cité — RAN 1972-1984, art. 64

Décision citée — JD, 15 mai 1974, pp. 731 et 732 (Jean-Noël Lavoie)

Décisions similaires — JD, 5 mars 1987, pp. CBA-1896-1904 (Jean-Guy Lemieux); JD, 17 novembre 1988, pp. CE-1413 et 1414 (Marcel Parent); JD, 16 juin 1993, p. CBA-2893 (Lewis Camden)

192/2

JD, 6 décembre 1984, pp. CE-491-494 (Luc Tremblay)

MOTION — Motion présentée par un ministre — Fonds publics — Critères — RAN, art. 192 — RAN 1972-1984, art. 64 — Geoffrion 1941, art. 155 — Geoffrion 1941, art. 538 — Geoffrion 1941, art. 790 — Geoffrion 1941, art. 793

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement afin d'amender un article en y ajoutant, entre autres, les mots "dans la mesure de ses moyens financiers".

Question — Est-ce que la motion d'amendement présentée par le député de l'opposition officielle vise l'engagement de fonds publics au sens de l'article 192 du Règlement?

Décision — Cette motion est recevable puisqu'elle n'engage pas de fonds publics; elle n'est pas exécutoire, il n'y a pas d'implication directe sur des dépenses d'argent, la motion est exprimée en termes généraux et elle ne comporte pas de chiffres.

Décisions - Commissions

Décisions citées — JD, 15 mai 1974, pp. 731 et 732 (Jean-Noël Lavoie); JD, 6 décembre 1984, pp. CE-455-462 (Luc Tremblay)

192/3

JD, 18 février 1986, pp. CBA-179-181 (Jean-Guy Lemieux)

MOTION — Motion présentée par un ministre — Fonds publics — RAN, art. 192 — RAN 1972-1984, art. 64 — Geoffrion 1941, art. 155 — Geoffrion 1941, art. 538 — Geoffrion 1941, art. 790 — Geoffrion 1941, art. 793

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement afin de modifier un article qui, si elle était adoptée, aurait pour effet d'interdire au gouvernement une hausse de taxe qu'il a déjà décrétée.

Question — Est-ce que la motion d'amendement présentée par le député de l'opposition officielle vise l'engagement de fonds publics au sens de l'article 192 du Règlement?

Décision — La motion d'amendement proposée par le député de l'opposition officielle est irrecevable, car elle aurait pour effet de priver l'État de certains revenus. La jurisprudence québécoise considère que cette privation a pour effet d'engager les fonds publics puisque le gouvernement devra combler ce manque à gagner par quelque autre moyen. Or, seul un ministre peut proposer une motion visant l'engagement de fonds publics.

Articles de règlements cités — Geoffrion 1941, art. 155, 538, 548, 790 et 793; RAN 1972-1984, art. 64

Décisions citées — Journaux de l'Assemblée législative, 29 février 1944, pp. 148 et s. (Cyrille Dumaine); JD, 13 mai 1964, p. 3344 (Richard Hyde); JD, 6 juillet 1972, pp. 2010-2013 (Jean-Noël Lavoie).

Doctrine invoquée — May, 20th ed., p. 750

Décision similaire — JD, 16 juin 1986, pp. CBA-1193-1197 (Jean-Guy Lemieux)

192/4

JD, 31 janvier 1989, pp. CAE-2951, 2952 et 2975 (Jean-Guy Saint-Roch)

MOTION — Motion présentée par un ministre — Fonds publics — Critères — Société d'État — RAN, art. 192 — RAN 1972-1984, art. 64 — Geoffrion 1941, art. 155 — Geoffrion 1941, art. 538 — Geoffrion 1941, art. 790 — Geoffrion 1941, art. 793

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle désire savoir si un député autre qu'un ministre peut présenter une motion qui engage des déboursés de la part de la Régie de l'Assurance-automobile du Québec. La problématique est donc de savoir si la règle codifiée à l'article 192 du Règlement s'applique à une société d'État.

Question — Est-ce que la règle codifiée à l'article 192 du Règlement s'applique à une société d'État?

Décision — Pour déterminer si une motion implique l'engagement de fonds publics, le président doit prendre en considération les critères établis par la jurisprudence soient: 1) Est-ce exécutoire? 2) Y-a-t-il implication directe sur des dépenses d'argent? 3) Est-ce exprimé en termes généraux? 4) Est-ce que la motion comporte des chiffres?

Dans la mesure où la motion implique l'engagement de fonds publics, le président n'a pas à faire de distinction entre le gouvernement, un de ses ministères ou une société d'État.

Décisions citées — JD, 27 mars 1986, pp. CET-115, 118 et 119 (Jean-Pierre Charbonneau); JD, 5 mars 1987, pp. CET-2503-2505 (Jean-Pierre Charbonneau); JD, 16 mars 1988, pp. CET-121, 122, 124 et 125 (Jean-Pierre Charbonneau)

192/5

JD, 8 décembre 1993, p. CAE-5653 (Madeleine Bélanger)

MOTION — *Motion présentée par un ministre* — *Motion d'amendement* — *Fonds publics* — *Critères* — RAN, art. 192 — RAN, art. 197 — RAN 1972-1984, art. 64 — Geoffrion 1941, art. 155 — Geoffrion 1941, art. 538 — Geoffrion 1941, art. 790 — Geoffrion 1941, art. 793

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape de l'étude article par article, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement à l'article 1 du projet de loi. L'article 1 du projet de loi modifie une loi en y insérant un article, lequel est en partie libellé comme suit: «Pour l'année 1996 et pour chaque année subséquente, le gouvernement peut revaloriser les contributions d'assurance...» La motion d'amendement du député de l'opposition officielle propose ce qui suit: «ajouter, [...] après le mot «revaloriser», les mots «, si nécessaire pour des fins d'assurance seulement,». Il y a un doute quant à savoir si cette motion d'amendement vise l'engagement de fonds publics au sens de l'article 192 du Règlement.

Questions — Est-ce que la motion d'amendement présentée par le député de l'opposition officielle est recevable?

Est-ce que la motion d'amendement vise l'engagement de fonds publics au sens de l'article 192 du Règlement?

Décision — Le principe de l'article du projet de loi est de permettre la revalorisation des contributions d'assurance. La motion d'amendement ne vise qu'à préciser les fins de la revalorisation; elle ne contraint pas. Il y a déjà le mot «peut» dans l'article du projet de loi; les mots «si nécessaire» de la motion d'amendement ne va donc pas à l'encontre du principe de l'article du projet de loi; elle est respectueuse de l'article 197 du Règlement.

Pour savoir si une motion vise l'engagement de fonds publics, il y a quatre critères: Premièrement, la motion est-elle exécutoire? Deuxièmement, la motion a-t-elle une implication directe sur des dépenses d'argent? Troisièmement, la motion est-elle exprimée en termes généraux? Quatrièmement, la motion comporte-t-elle des chiffres?

La motion d'amendement présentée par le député de l'opposition officielle n'est pas exécutoire et n'a pas d'implication directe sur des dépenses d'argent parce que l'article tel qu'amendé comporterait les termes suivants: «peut revaloriser, si nécessaire, pour des fins d'assurance seulement,». De plus, la motion est exprimée en termes généraux et ne comporte pas de chiffres. La motion d'amendement ne vise donc pas l'engagement de fonds publics au sens de l'article 192 du Règlement.

Décisions - Commissions

Articles de règlement cités — *RAN*, art. 192 et 197

Décision similaire — *JD*, 13 décembre 1995, *CAE-42* page 1 (*Madeleine Bélanger*)

192/6

JD, 20 juin 1995, pp. CI-52 et 53 (*Sylvain Simard*)

MOTION — *Motion présentée par un ministre — Fonds publics — RAN*, art. 192 — *RAN 1972-1984*, art. 64 — *Geoffrion 1941*, art. 155 — *Geoffrion 1941*, art. 538 — *Geoffrion 1941*, art. 790 — *Geoffrion 1941*, art. 793

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement qui vise à augmenter le montant maximal fixé pour le tarif général des frais extrajudiciaires que peut exiger un avocat, pour les actes qu'il pose reliés à l'exécution de certains jugements.

Question — Cette motion d'amendement est-elle recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable puisqu'elle ne constitue pas, en vertu de l'article 192 du Règlement, l'imposition d'une charge aux contribuables mais vise plutôt à fixer un tarif pour un ordre professionnel.

ARTICLE 193

193/1

JD, 12 décembre 1995, p. CAS-28 (Robert Perreault)

MOTION — Étude détaillée — Consultation particulière — Correction de forme — RAN, art. 193 — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député de l'opposition officielle présente la motion suivante: «Que, conformément à l'article 244 du règlement de l'Assemblée nationale, la commission des affaires sociales tienne, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 115, *Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et d'autres dispositions législatives*, des consultations générales sur tous les articles du projet de loi et qu'à cette fin elle entende la Commission d'accès à l'information.».

Question — Est-ce que cette motion est recevable?

Décision — Le président déclare la motion recevable. Lors de la séance du lendemain, il se prévaut de l'article 193 du Règlement et apporte une correction de forme à la motion en remplaçant les mots: «consultations générales» par les mots: «consultations particulières» puisque l'article 244 prévoit des consultations particulières et non pas des consultations générales.

ARTICLE 196

196/1

JD, 29 mai 1986, pp. CC-612-616 (Claude Trudel)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion de fond* — *Temps de parole* — RAN, art. 196 — RAN, art. 209 — RAN, art. 244 — RAN, art. 245 — Geoffrion 1941, art. 170

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement à une motion proposant que la commission procède à des consultations particulières, conformément à l'article 244 du Règlement. Toutefois, l'auteur de cette motion d'amendement ne dispose plus de temps de parole sur la motion de fond.

Question — Est-ce que l'auteur d'une motion d'amendement doit disposer d'un temps de parole sur la motion de fond?

Décision — L'auteur de cette motion d'amendement ne dispose plus de temps de parole sur la motion de fond. Par conséquent, il ne peut intervenir et proposer une motion d'amendement. Il faut avoir le droit d'intervenir sur une motion pour pouvoir proposer une motion d'amendement. Celui qui a déjà pris la parole sur une motion ne peut se lever de nouveau pour proposer de l'amender.

Articles de règlements cités — Geoffrion, 1941, art. 10; RAN 1972-1984, art. 69

196/2

JD, 3 juin 1986, pp. CC-718-720 (Claude Trudel)

MOTION D'AMENDEMENT — *Motion de fond* — *Motion de sous-amendement* — *Temps de parole* — RAN, art. 196 — RAN, art. 200 — RAN, art. 209 — RAN, art. 244 — RAN, art. 245 — Geoffrion 1941, art. 170

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement afin de modifier l'article 1 du projet de loi. Le président l'informe qu'il a épuisé son temps de parole sur cet article et que, par conséquent, il ne peut présenter de motion d'amendement. Le président rend également une directive quant au temps de parole permettant la présentation d'une motion de sous-amendement.

Questions — Est-ce que l'auteur d'une motion d'amendement doit disposer d'un temps de parole sur la motion de fond?

Est-ce que l'auteur d'une motion de sous-amendement doit disposer d'un temps de parole sur la motion de fond ou seulement d'un temps de parole sur la motion d'amendement?

Décision — Bien que le droit d'amendement existe tant qu'une commission ne s'est pas prononcée définitivement sur une motion, il n'en demeure pas moins que pour proposer un amendement, un membre doit avoir le droit de parler sur cette motion. S'il a déjà épuisé son temps de parole sur la motion qu'il désire amender, il ne peut demander la parole de nouveau pour proposer un tel amendement.

Un membre de la commission peut également proposer de sous-amender un amendement s'il dispose d'un droit de parole sur l'amendement et ce, même s'il a épuisé son temps de parole sur la motion originale.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 170*

Décision citée — *JD, 29 mai 1986, pp. CC-613 et 614 (Claude Trudel)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 304, p. 100; Beauchesne, 2nd éd., p. 106; Blackmore, p. 12*

Décision similaire — *JD, 8 décembre 1992, pp. CAE-2054 et 2055*

ARTICLE 197

197/1

JD, 5 décembre 1984, pp. CE-393-395 (Luc Tremblay)

MOTION D'AMENDEMENT — *Recevabilité* — *Motion préliminaire* — *Consultation particulière* — *Principe* — *RAN, art. 197*

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, le ministre présente une motion par laquelle il propose que la commission n'entende qu'un seul organisme dans le cadre d'une consultation particulière. Un député de l'opposition officielle propose une motion d'amendement qui aurait pour effet de permettre à plusieurs autres organismes de se faire entendre par la commission.

Question — Est-ce qu'une motion d'amendement proposant d'entendre plusieurs organismes alors que la motion de fond propose de n'entendre qu'un seul organisme est recevable?

Décision — L'article 197 du Règlement précise que les amendements ne peuvent aller à l'encontre du principe de la motion. Si la motion vise à n'entendre qu'un seul organisme, on ne peut, par un amendement, suggérer l'audition de plusieurs organismes puisque cela modifie le principe de la motion.

Article de règlement cité — *RAN, art. 197*

Décisions similaires — *JD, 16 décembre 1986, pp. CAE-2337 et 2338 (Jean-Guy St-Roch); JD, 12 mai 1987, p. CAE-3219 (Jean-Guy St-Roch)*

197/2

JD, 13 juin 1985, pp. CBA-1276-1281 (Claude Lachance)

MOTION D'AMENDEMENT — *Biffer un article* — *Recevabilité* — *RAN, art. 197* — *RAN, art. 244* — *Geoffrion 1941, art. 333 (annotation 3)*

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député indépendant présente une motion d'amendement qui vise à biffer trois articles du projet de loi.

Question — Est-ce qu'il est possible de présenter une motion d'amendement qui vise à biffer des articles d'un projet de loi?

Décision — Une motion d'amendement ne visant qu'à supprimer un article est irrecevable. Il suffit de voter contre l'article en question.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 333 (annotation 3)*

Décision citée — *JD, 3 décembre 1975, pp. 2355 et 2356 (Jean-Noël Lavoie)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5^e éd., n° 773, p. 238

Décision similaire — *JD*, 15 décembre 1986, p. CAE-2231 (*Jacques Rochefort*)

197/3

JD, 3 juin 1986, pp. CC-710-712, 720 et 721 (*Claude Trudel*)

MOTION D'AMENDEMENT — *Recevabilité* — *Modification par anticipation d'un article* — *RAN*, art. 197 — *RAN*, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement visant à insérer un nouvel article qui viendrait contredire un article du projet de loi dont la commission n'a pas encore pris connaissance.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est irrecevable puisqu'elle modifie par anticipation un article du projet de loi qui n'a pas encore été étudié par la commission.

197/4

JD, 4 juin 1986, pp. CAPA-256-258 et 264 (*Jacques Tremblay*)

MOTION D'AMENDEMENT — *Biffer un article* — *Recevabilité* — *Retrait d'une motion* — *RAN*, art. 197 — *RAN*, art. 195 — *RAN*, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente successivement deux motions d'amendement qui proposent de supprimer deux articles du projet de loi.

Question — Est-ce qu'un amendement qui propose de supprimer un article d'un projet de loi est recevable?

Décision — Conformément à l'article 197 du Règlement, un amendement ne peut aller à l'encontre du principe de la motion de fond. Un amendement ne vise qu'à retrancher, à ajouter ou à remplacer des mots. Si un député n'est pas d'accord avec une motion, il doit voter contre. Seul l'auteur d'une motion peut en proposer le retrait, conformément à l'article 195 du Règlement.

Articles de règlements cités — *Geoffrion* 1941, art. 566 (annotation 7); *RAN*, art. 195 et 197

Décisions citées — *JD*, 3 décembre 1975, pp. 2352-2356 (*Jean-Noël Lavoie*); *JD*, 13 juin 1985, pp. CBA-1276-1281 (*Claude Lachance*)

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5^e éd., n° 773, p. 238

Décisions similaires — *JD*, 12 mai 1987, p. CAE-3218 (*Jean-Guy St-Roch*); *JD*, 9 juin 1987, p. CI-2957 (*Serge Marcil*); *JD*, 12 décembre 1990, pp. CAE-3377 et 3378 (*Madeleine Bélanger*)

197/5

JD, 11 juin 1986, pp. CE-527-530 (Robert Thérien)

MOTION D'AMENDEMENT — Preamble — Recevabilité — Motion préliminaire — Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 — RAN, art. 197 — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le débat porte sur la motion suivante présenté par un député ministériel: «Que la commission passe immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et des articles suivants du projet de loi». Un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement afin de permettre à la commission d'étudier l'opportunité d'intégrer un préambule au projet de loi.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — En vertu de l'article 197, les amendements doivent concerner le même sujet que la motion et ne peuvent aller à l'encontre de son principe. L'amendement proposé par le député de l'opposition est recevable, car il ne va pas à l'encontre du principe de la motion principale et il ne vise qu'à remplacer des mots.

Article de règlement cité — *RAN, art. 197*

197/6

JD, 13 juin 1986, p. CBA-1131 (Jean-Guy Lemieux)

MOTION D'AMENDEMENT — Recevabilité — Motion de fond — Principe — Sujet — RAN, art. 197 — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée du projet de loi 68, *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services*, un député de l'opposition propose un amendement visant à biffer le deuxième alinéa de l'article 5.

Le premier alinéa de cet article stipule que: «Le sous-ministre peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer à un fonctionnaire ou au titulaire d'un emploi l'exercice de ses fonctions visées par la présente loi.»

Le deuxième alinéa de cet article stipule que: «Il peut, dans l'acte de délégation, autoriser la subdélégation des fonctions qu'il indique; le cas échéant, il identifie le fonctionnaire ou le titulaire de l'emploi à qui cette subdélégation peut être faite.»

Question — Comme la motion d'amendement vise à interdire la subdélégation, doit-on conclure que cette motion d'amendement va à l'encontre du principe de la motion de fond?

Décision — En vertu de l'article 197 du Règlement, les amendements doivent concerner le même sujet que la motion et ne peuvent aller à l'encontre de son principe. Dans le cas présent, la présidence a un doute quant au principe de l'article 5 du projet de loi: est-ce simplement de permettre la délégation, la subdélégation n'étant qu'une modalité, ou est-ce au contraire de permettre la délégation et la subdélégation? La présidence estime que ce doute doit jouer en faveur du motionnaire et juge donc recevable la motion d'amendement visant à interdire la subdélégation.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Article de règlement cité — *RAN*, art. 197

Décisions similaires — *JD*, 13 juin 1989, pp. CAS-4302 et 4303 (Guy Bélanger); *JD*, 15 juin 1989, p. CAS-4408 (Guy Bélanger)

197/7

JD, 18 mai 1988, pp. CC-299-301 (Claude Trudel)

MOTION D'AMENDEMENT — *Recevabilité* — *Principe d'un projet de loi* — *RAN*, art. 197 — *RAN*, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée du projet de loi 110, *Loi sur la Régie des télécommunications*, le ministre présente une motion d'amendement à l'article 82 afin de transférer à la Commission municipale du Québec plutôt qu'à la Régie des télécommunications le pouvoir d'ordonner la prolongation ou le renouvellement de certains contrats d'électricité. Le ministre présente également une motion d'amendement à l'article 93 afin de transférer à la Chambre de l'expropriation de la Cour provinciale plutôt qu'à la Régie des télécommunications, le pouvoir de déterminer les indemnités à être versées pour le non-renouvellement de permis de systèmes de gestion des déchets.

Question — Est-ce que les motions d'amendement présentées par le ministre vont à l'encontre du principe du projet de loi 110?

Décision — Le mot "principe" possède plusieurs synonymes soit objet, objectif, sujet, but, fin, finalité et intention du législateur. Le titre d'un projet de loi ne permet pas d'identifier le principe de ce projet de loi. Il ne faut pas confondre identification et objet. Quant aux notes explicatives, elles n'ont aucune valeur juridique en soi et ne permettent pas d'identifier le principe d'un projet de loi.

Les motions d'amendements présentées par le ministre ne visent qu'à transférer un pouvoir exercé jusque-là par la Régie des services publics à un autre organisme. Ces dispositions n'ont aucunement pour effet de modifier les pouvoirs qui font l'objet d'un transfert. Ils ne visent qu'à changer le titulaire d'un pouvoir et non pas à créer de nouveaux pouvoirs. Il s'agit donc d'amendements de concordance qui ne vont pas à l'encontre du principe du projet de loi 110.

Décisions citées — *JD*, 12 juin 1985, pp. 4532-4540 (Richard Guay); *JD*, 13 mai 1986, pp. CE-272-276, 281 et 282 (Marcel Parent); *JD*, 21 mai 1986, pp. 1685-1689 et 1722 (Louise Bégin)

Doctrine invoquée — *Sparer et Schwab*, p. 36

197/8

JD, 13 mars 1990, pp. CE-736 et 747 (Claire-Hélène Hovington)

MOTION D'AMENDEMENT — *Recevabilité* — *Objet d'un projet de loi* — *RAN*, art. 197 — *RAN*, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un ministre présente une motion d'amendement visant à insérer un nouvel article au projet de loi. Cet article a pour objet de modifier l'article 14 de la *Loi sur l'instruction publique*, lequel article n'est modifié par aucun autre article du projet de loi. Cependant, d'autres articles de la *Loi sur l'instruction publique* sont modifiés par le projet de loi.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décisions - Commissions

Décision — Le projet de loi apporte des modifications à plusieurs lois du domaine de l'éducation et il est impossible d'en dégager un objet unique. La présidence doit donc vérifier si la motion d'amendement se rapporte à l'un des objets du projet de loi.

Le seul fait que la motion d'amendement vise à modifier un article d'une loi dont d'autres articles sont modifiés par le projet de loi ne constitue pas un critère de recevabilité suffisant.

Dans le présent cas, la motion d'amendement est recevable puisqu'elle vise le même objet que d'autres articles du projet de loi, soit de traiter du concept d'obligation de fréquentation scolaire.

Décision citée — JD, 13 mai 1986, pp. CE-272-276, 281 et 282 (Marcel Parent)

197/9

JD, 3 avril 1990, pp. CAE-835, 836 et 843 (Madeleine Bélanger)

MOTION D'AMENDEMENT — *Recevabilité* — *Refus d'une motion irrégulière* — *Correction de forme* — RAN, art. 197 — RAN, art. 193 — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, une motion d'amendement est présentée par un député de l'opposition officielle. Le libellé de cette motion vise à modifier directement un article d'une loi existante plutôt que de modifier un article du projet de loi à l'étude.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — L'amendement est recevable.

Si l'on veut respecter à la lettre l'article 197 du Règlement, la motion d'amendement aurait dû préciser les changements apportés à l'article du projet de loi et non à l'article de la loi existante. Toutefois, cela ne rend pas l'amendement irrecevable pour autant puisque la présidence peut, en vertu de l'article 193 du Règlement, corriger la forme de la motion pour la rendre recevable.

Nonobstant l'aspect technique de la présentation de l'amendement, celui-ci ne va pas à l'encontre du principe de l'article du projet de loi et ne vise qu'à en préciser la portée.

Articles de règlement cités — RAN, art. 193 et 197

197/10

JD, 7 décembre 1990, p. CBA-1989 (Jean-Guy Lemieux)

MOTION D'AMENDEMENT — *Recevabilité* — *Principe* — RAN, art. 197 — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député ministériel présente une motion préliminaire proposant que la commission procède immédiatement à l'étape de l'étude article par article du projet de loi. Un député de l'opposition officielle présente ensuite une motion d'amendement qui aurait pour effet d'obliger la commission à entendre un organisme avant l'étude du projet de loi article par article.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Question — Est-ce que cette motion d'amendement qui propose que la commission entende un organisme, alors que la motion de fond propose que la commission procède immédiatement à l'étape de l'étude article par article du projet de loi, est recevable?

Décision — La motion d'amendement est irrecevable.

L'article 197 du Règlement précise que les motions d'amendements ne peuvent aller à l'encontre du principe de la motion de fond. Si la motion de fond vise à ce que la commission passe immédiatement à l'étude du projet de loi article par article, on ne peut, par amendement, suggérer l'audition d'un organisme au préalable, puisque cela modifie le principe de la motion de fond.

Article de règlement cité — *RAN, art. 197*

197/11

JD, 17 juin 1991, pp. CI-1712-1718 (Claude Dauphin)

MOTION D'AMENDEMENT — *Préambule* — *Recevabilité* — *RAN, art. 197* — *RAN, art. 244* — *Geoffrion 1941, art. 564*

Contexte — Lors de l'étude détaillée du projet de loi 150, *Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement proposant de supprimer les treizième, quatorzième, quinzième et seizième alinéas du préambule du projet de loi.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — Cette motion d'amendement est irrecevable.

Les amendements au préambule et au titre du projet de loi ne sont recevables que dans la mesure où ils découlent de ceux apportés aux articles du projet de loi. Des amendements au préambule sont acceptables lorsqu'on a apporté au projet de loi des amendements qui les rendent nécessaires. Les modifications de fond à un préambule sont donc irrecevables à moins qu'elles ne paraissent nécessaires pour préciser le texte du projet de loi modifié ou à des fins d'uniformité.

Une modification de forme au préambule afin de clarifier des amendements au projet de loi serait recevable. Dans le cas présent, il s'agit d'une modification de fond puisqu'il est proposé de biffer certains considérants du préambule.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 564*

Décision citée — *Journaux de la Chambre des communes du Canada, 19 janvier 1970, pp. 322 et 323 (Lucien Lamoureux)*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 779, p. 240, May, 17th éd., p. 548*

197/12

JD, 9 décembre 1992, pp. CAE-2104-2106 (Madeleine Bélanger)

MOTION D'AMENDEMENT — *Consultation particulière* — *Recevabilité* — *Motion préliminaire* — *Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1* — *Étude article par article* — *RAN, art. 197* — *RAN, art. 244*

Décisions - Commissions

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député ministériel présente une motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 du projet de loi. Après que la présidence eut déclaré cette motion recevable pour le motif que l'opposition officielle avait eu l'occasion de présenter suffisamment de motions préliminaires, un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement proposant d'entendre les représentants de divers organismes avant d'entreprendre l'étude de l'article 1 du projet de loi.

Question — Est-ce qu'une motion d'amendement qui propose d'entendre les représentants de divers organismes, alors que la motion principale propose d'entreprendre l'étude de l'article 1, est recevable?

Décision — La motion d'amendement est irrecevable parce qu'elle va à l'encontre du principe de la motion principale. La motion principale vise à passer à une autre étape de l'étude détaillée, soit de l'étape des motions préliminaires à l'étape de l'étude article par article, alors que la motion d'amendement vise à entendre des représentants de divers organismes.

197/13

JD, 3 juin 1993, p. CE-2738 (Maurice Richard)

MOTION D'AMENDEMENT — Biffer un alinéa — Recevabilité — Principe d'un projet de loi — Notes explicatives d'un projet de loi — RAN, art. 197 — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le ministre présente une motion d'amendement visant à supprimer un alinéa d'un article du projet de loi à l'étude, lequel alinéa étant devenu inapplicable à la suite d'un amendement apporté au projet de loi à une séance précédente. Un député de l'opposition officielle soutient que la motion d'amendement est irrecevable car elle va à l'encontre du principe du projet de loi clairement identifié dans les notes explicatives.

Questions — Est-ce qu'une motion d'amendement de concordance qui vise à supprimer un alinéa d'un projet de loi est recevable?

Pour déterminer si une motion d'amendement va à l'encontre du principe d'un projet de loi, est-ce qu'il faut rechercher ce principe dans les notes explicatives du projet de loi?

Décision — La motion d'amendement présentée par le ministre est recevable.

La motion d'amendement vise à supprimer un alinéa d'un article du projet de loi qui concerne un alinéa d'un autre article du projet de loi. Comme ce dernier alinéa a été supprimé du projet de loi lors de la séance précédente, l'alinéa faisant l'objet de la présente motion d'amendement est devenu caduc; ce serait une erreur de rédaction législative que de le maintenir. La jurisprudence reconnaît qu'un tel amendement de concordance est recevable.

Les notes explicatives ne peuvent à elles seules identifier le ou les principes d'un projet de loi. Ce n'est pas parce qu'un élément est mentionné ou non dans les notes explicatives qu'il constitue ou non un principe de la loi. Pour aider à trouver le principe d'un projet de loi, il faut parfois se poser la question suivante: s'agit-il d'un élément essentiel constituant un principe ou simplement d'une modalité?

Décisions citées — JD, 14 avril 1987, pp. CET-3001-3007 (Lawrence Cannon); JD, 12 juin 1985, pp. 4532-4540 (Richard Guay)

197/14

JD, 14 juin 1995, pp. CE-10 et 11 (Diane Barbeau)

MOTION D'AMENDEMENT — Projet de loi — Version française — Version anglaise — Langue du débat — RAN, art. 197 — Geoffrion 1941, art. 272 — Loi de 1867, art. 133

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle prétend que les motions d'amendement à un projet de loi doivent être présentées dans les deux langues officielles.

Question — Est-ce qu'une motion d'amendement à un projet de loi doit être présentée dans les deux langues officielles?

Décision — Selon la tradition à l'Assemblée nationale, les travaux d'une commission parlementaire qui procède à l'étude détaillée d'un projet de loi se déroulent en français. Toutefois, il est loisible à tout membre de la commission de présenter dans l'une des deux langues officielles, une motion d'amendement soit à la version française, soit à la version anglaise de l'article étudié. Il n'y a aucune obligation de présenter une motion d'amendement dans les deux langues.

Décisions similaires — JD, 16 juin 1995, pp. CE-25 et 26 (Diane Barbeau); JD, 19 juin 1995, p. CE-6 (Claude Pinard); JD, 14 mai 1997, CC-47 pages 2 et 3 (André Gaulin)

197/15

JD, 20 novembre 1996, CI-47 page 25 (Marcel Landry)

MOTION D'AMENDEMENT — Projet de loi — Version française — Version anglaise — Précédents et usages — RAN, art. 197 — RAN, art. 2 — Geoffrion 1941, art. 272 — Loi de 1867, art. 133

Contexte — À la séance du 30 octobre 1996, lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle fait une demande de directive à la présidence.

Le député veut proposer d'adopter la traduction anglaise d'un amendement visant les deuxième et troisième alinéas de l'article 1 du projet de loi. Le texte français de cet amendement et de l'article 1 a été antérieurement adopté par la commission.

Le député prétend que le bilinguisme est de rigueur à toutes les étapes du processus d'adoption d'un projet de loi. En fait, le député soutient qu'une commission doit examiner et adopter simultanément les textes français et anglais d'un projet de loi et les amendements proposés à ce projet. Le président prend la demande de directive en délibéré.

Question — Une commission doit-elle examiner et adopter simultanément les textes français et anglais d'un projet de loi et des amendements proposés à ce projet?

Décision — La procédure gouvernant l'étude détaillée des projets de loi a été établie par l'Assemblée conformément à l'article 9 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, ainsi que par les usages.

À cet égard, il a déjà été rappelé que, selon la tradition à l'Assemblée nationale, les travaux d'une commission parlementaire qui procède à l'étude détaillée d'un projet de loi se déroulent en français. Toutefois, il est loisible à tout membre de la commission de présenter dans l'une des deux langues officielles, une motion d'amendement soit à la version française, soit à la version anglaise de l'article étudié. Il n'y a aucune obligation de présenter une motion d'amendement dans les deux langues.

Décisions - Commissions

Par ailleurs, il n'est pas du ressort d'une commission ou d'un président de commission de remettre en cause la procédure de l'étude détaillée et la pratique suivie en cette matière par toutes les commissions parlementaires et, également, par la commission plénière.

En vertu du paragraphe premier de l'article 116, la Commission de l'Assemblée nationale «établit le Règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions et les soumet à l'approbation de l'Assemblée».

Si le député souhaite remettre en question la pratique suivie par les commissions relativement à l'étude détaillée des projets de loi, il peut adresser une demande écrite, à cet effet, au Président de la Commission de l'Assemblée nationale afin que cette question soit inscrite à l'ordre du jour des travaux de cette commission.

Décision citée — JD, 14 juin 1995, pp. CE-10 et 11 (Diane Barbeau)

Décision similaire — JD, 14 mai 1997, CC-47 pages 2 et 3

ARTICLE 198

198/1

JD, 13 juin 1988, pp. CAS-1377-1387 (Guy Bélanger)

MOTION D'AMENDEMENT — Recevabilité — Pouvoir du Président — RAN, art. 198

Contexte — Au cours de la discussion d'une motion d'amendement jugée recevable par la présidence lors de sa présentation, la présidence signale ensuite aux membres de la commission que la motion d'amendement est irrecevable pour le motif qu'elle va à l'encontre du principe du projet de loi sous étude. Le chef de l'opposition officielle prétend que la présidence ne peut déclarer irrecevable une motion d'amendement qu'il a préalablement jugée recevable et dont le débat est en cours.

Question — Est-ce que la présidence peut déclarer irrecevable une motion d'amendement qu'elle a préalablement jugée recevable et dont le débat est en cours?

Décision — Conformément à la jurisprudence et à la doctrine parlementaire, une motion d'amendement peut être déclarée irrecevable en tout temps avant sa mise aux voix. Ainsi, lorsque le président constate au cours de la discussion qu'une motion d'amendement, dont il a accepté la présentation mais qui n'est pas encore adoptée, est irrégulière, il le signale aux membres de la commission et retire la motion d'amendement de l'examen par la commission.

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 774, p. 239*

Décision similaire — JD, 15 décembre 1988, pp. CET-1658-1662 (Rémy Poulin)

ARTICLE 200

200/1

JD, 10 novembre 1988, pp. CAS-1956-1960 (Guy Bélanger)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Recevabilité — Élargir la motion d'amendement — RAN, art. 200

Contexte — Au cours du débat portant sur la motion d'amendement suivante: «Exploiter un service d'ambulances et un service d'interventions médicales d'urgence», un député de l'opposition officielle présente une motion de sous-amendement visant à ajouter les mots: «après avoir procédé à l'expropriation des propriétaires exploitants selon les dispositions de la loi».

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — Cette motion de sous-amendement est irrecevable puisqu'elle soulève une question étrangère, un fait nouveau qui change la nature de la motion d'amendement. Conformément à la jurisprudence, l'objet d'un sous-amendement étant de modifier un amendement, il ne doit pas élargir la portée de cet amendement.

Décisions citées — JD, 19 décembre 1973, pp. 698-700 (Jean-Noël Lavoie); JD, 20 décembre 1973, pp. 767 et 768 (Jean-Noël Lavoie)

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 5^e éd., n° 438, p. 157

200/2

JD, 10 novembre 1988, pp. CAS-1965-1968 (Guy Bélanger)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Recevabilité — Élargir la motion d'amendement — RAN, art. 200

Contexte — Au cours du débat portant sur la motion d'amendement suivante: «Exploiter un service d'ambulances et un service d'interventions médicales d'urgence», un député de l'opposition officielle présente une motion de sous-amendement qui vise à ajouter les mots suivants: «Après avoir indemnisé les titulaires de permis d'exploitation de services d'ambulance».

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision — Cette motion de sous-amendement est irrecevable car elle élargit la portée de la motion d'amendement. Le président rappelle que la même motion présentée comme amendement à la motion principale serait cependant recevable.

200/3

JD, 13 septembre 1990, pp. CAE-2752-2754 (Madeleine Bélanger)

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT — Motion d'amendement — Auteur — Recevabilité — RAN, art. 200

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé, le ministre présente une motion de sous-amendement à une motion d'amendement qu'il avait lui-même proposé.

Question — Est-ce que cette motion de sous-amendement est recevable?

Décision -- Cette motion de sous-amendement est irrecevable.

L'auteur d'une motion d'amendement ne peut y proposer une motion de sous-amendement.

ARTICLE 202

202/1

JD, 13 mars 1985, p. CET-1333 (Richard Guay)

MOTION DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE — Recevabilité — RAN, art. 202

Contexte — Lors de l'étude d'une motion proposant le nom d'un député afin de combler un poste de président de commission, un député présente une motion de mise aux voix immédiate.

Question — Est-ce que cette motion de mise aux voix immédiate est recevable?

Décision — Cette motion de mise aux voix immédiate est recevable, puisque les membres de la commission ont suffisamment délibéré sur la motion de fond et que tous ont eu l'occasion de s'exprimer.

202/2

JD, 11 juin 1986, pp. CE-542-544 (Michel Bissonnet)

MOTION DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE — Recevabilité — Motion d'amendement — Motion de fond — RAN, art. 202

Contexte — Lors de l'étude d'une motion d'amendement, un député ministériel présente une motion de mise aux voix immédiate.

Question — Est-ce qu'une motion d'amendement peut faire l'objet d'une mise aux voix immédiate?

Décision — En vertu de l'article 202 du Règlement, il n'est pas possible de demander la mise aux voix immédiate d'une motion d'amendement. Seule une motion de fond peut faire l'objet d'une motion de mise aux voix immédiate.

Article de règlement cité — *RAN, art. 202*

Décisions similaires — JD, 11 juin 1986, p. CE-573 (Robert Thérien); JD, 6 décembre 1988, pp. CET-1422 et 1423 (Jean Audet)

ARTICLE 211

211/1

JD, 13 février 1986, pp. CBA-122-125 et 128 (Jean-Guy Lemieux)

PERTINENCE — Étude détaillée — Interprétation — RAN, art. 211

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, de nombreux rappels à la règle de la pertinence sont faits par les députés ministériels. La problématique porte sur la portée de la règle de la pertinence.

Question — Quelle est la portée de la règle de la pertinence?

Décision — En vertu de l'article 211 du Règlement, tout discours doit porter sur le sujet en discussion. On doit se référer de façon très précise au mandat confié par l'Assemblée pour déterminer ce qui est pertinent ou pas. Cette règle de la pertinence est très difficile à définir et doit être interprétée au bénéfice du député.

Article de règlement cité — *RAN, art. 211*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 299, p. 98*

211/2

JD, 16 avril 1986, p. CBA-533 (Jean-Guy Lemieux)

PERTINENCE — Étude des crédits — RAN, art. 211

Contexte — La problématique est de savoir comment doit s'appliquer la règle de la pertinence lors de l'étude des crédits budgétaires.

Question — Comment doit s'appliquer la règle de la pertinence lors de l'étude des crédits budgétaires?

Décision — Lors de l'étude des crédits budgétaires, la règle de la pertinence doit être appliquée avec moins de sévérité que lors de l'étude détaillée de projets de loi. La jurisprudence indique qu'elle doit être appliquée d'une façon très large. Ainsi, les interventions des membres peuvent se rapporter à l'ensemble des activités d'un ministère, pour autant que ces interventions aient un lien avec un élément de programme.

Article de règlement cité — *RAN, art. 211*

Décisions similaires — JD, 26 mai 1987, p. CAE-3489 (Jean-Guy St-Roch); JD, 28 mai 1987, p. CAE-3623 (Jean-Guy St-Roch); JD, 2 juin 1987, p. CI-2746 (Serge Marcil); JD, 4 juin 1987, p. CC-1196 (Claude Trudel); JD, 13 avril 1988, p. CAE-208 (Jean-Guy St-Roch); JD, 28 avril 1988, pp. CAS-1143 et 1144 (Guy Bélanger); JD, 4 juin 1990, p. CET-2499 (Guy Bélanger); JD, 16 avril 1991, pp. CBA-2835 et 2836 (Jean-Guy Lemieux); JD, 25 avril 1991, pp. CAE-4974 et 4975 (Madeleine Bélanger)

211/3

JD, 9 juin 1986, p. CBA-1033 (Jean-Guy Lemieux)

PERTINENCE — Étude détaillée — Remarques préliminaires — RAN, art. 211

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des remarques préliminaires, un député de l'opposition officielle fait référence à des articles du projet de loi. Un député ministériel demande au président s'il est possible de faire référence à des articles du projet de loi lors des remarques préliminaires, ou si on ne devrait pas plutôt attendre d'être rendu à l'étude de ces articles.

Question — Est-ce qu'il est possible, lors des remarques préliminaires, de faire référence à des articles du projet de loi, ou si on doit plutôt attendre d'être rendu à l'étude de ces articles?

Décision — Sans aborder de façon systématique chacun des articles du projet de loi, il est possible, lors des remarques préliminaires, de faire référence à certaines dispositions particulières du projet de loi.

211/4

JD, 29 septembre 1986, pp. CET-807 et 808 (Jean-Pierre Charbonneau)

PERTINENCE — Consultation particulière — RAN, art. 211

Contexte — Au cours d'une consultation particulière, un député de l'opposition officielle interroge un ministre sur une question d'actualité se rapportant à un organisme que la commission a entendu la semaine précédente.

Question — Dans le cadre d'une consultation particulière, est-ce qu'un député peut interroger le ministre sur des questions d'actualité qui concernent un organisme que la commission a déjà entendu?

Décision — Lors de la présentation et de la discussion d'un mémoire, il est possible de poser quelques questions au ministre si ce dernier y consent. Les questions ne peuvent cependant pas porter sur des organismes que la commission a déjà entendu. Le mandat de la commission est de procéder à des consultations et ne permet pas de commenter l'actualité ou des événements qui auraient pu se dérouler depuis l'audition d'un organisme.

Décision similaire — JD, 23 septembre 1987, p. CET-4402 (Madeleine Bélanger)

211/5

JD, 1 octobre 1986, pp. CBA-1237 et 1238 (Jean-Guy Lemieux)

PERTINENCE — Engagements financiers — RAN, art. 211

Contexte — Lors d'une séance de vérification des engagements financiers, la commission analyse un engagement concernant une firme de publicité. Un député de l'opposition officielle désire savoir du ministre le nom des personnes qui effectuaient auparavant le travail maintenant accompli par la firme de publicité.

Question — Comment doit s'appliquer la règle de la pertinence lors de la vérification des engagements financiers?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Lors de la vérification des engagements financiers, la règle de la pertinence doit être interprétée largement au profit du député. En conséquence, la question du député de l'opposition officielle est recevable puisqu'il existe un lien, si petit soit-il, avec l'engagement financier vérifié par la commission.

Décisions similaires — JD, 28 octobre 1986, pp. CAS-566 et 567 (Guy Bélanger); JD, 29 octobre 1986, pp. CBA-1408 et 1409 (Jean-Guy Lemieux); JD, 21 septembre 1988, pp. CAE-1824 et 1825 (Jean-Guy Parent); JD, 11 octobre 1988, pp. CBA-1090 et 1091 (Jean-Guy Lemieux); JD, 8 décembre 1995, p. CI-9 (Sylvain Simard); JD, 23 janvier 1996, CE-19 page 10 (Joseph Facal)

211/6

JD, 7 octobre 1986, pp. CBA-1274 et 1275 (Maximilien Polak)

PERTINENCE — Politique budgétaire — RAN, art. 211 — RAN, art. 170 — RAN, art. 171

Contexte — Lors de l'étude de la politique budgétaire du gouvernement, un député de l'opposition officielle interroge le ministre des Finances sur la possibilité de tenir des consultations particulières au sujet de la privatisation des sociétés d'État.

Question — Est-ce que cette question du député de l'opposition officielle respecte la règle de la pertinence?

Décision — Cette question du député de l'opposition officielle ne respecte pas la règle de la pertinence et va à l'encontre du mandat de la commission. La proposition à l'effet de tenir des consultations particulières devra être soumise lors d'une séance de travail.

211/7

JD, 10 avril 1990, pp. CAS-2203-2205 (Jean A. Joly)

PERTINENCE — Consultation générale — Mandat de l'Assemblée — RAN, art. 211

Contexte — Dans le cadre d'une consultation générale portant sur l'avant-projet de loi sur les services de santé et les services sociaux, le représentant d'un organisme veut commenter une politique gouvernementale en matière de taxation municipale et scolaire. Un député de l'opposition officielle désire également faire des commentaires à ce sujet.

Question — Est-ce que ces commentaires de l'organisme et du député de l'opposition officielle respecte la règle de la pertinence?

Décision — Le sujet de la discussion doit porter sur le mandat confié par l'Assemblée à la commission parlementaire. En conséquence, ni les invités, ni les députés ne peuvent aborder un autre sujet.

ARTICLE 212

212/1

JD, 12 juin 1986, p. CAPA-532-536 (Jacques Tremblay)

EXPLICATIONS SUR UN DISCOURS — Caractère personnel — RAN, art. 212 — RAN, art. 73

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle accuse le ministre de déformer les propos d'un collègue absent. La problématique est de savoir si un député peut donner de brèves explications sur le discours prononcé par un collègue absent en commission.

Question — Est-ce qu'un député peut donner de brèves explications sur le discours prononcé par un collègue absent en commission?

Décision — L'article 73 du Règlement s'applique uniquement à l'Assemblée. Quant à l'article 212 du Règlement, il s'applique en commission, mais seul le député dont les propos ont été déformés peut donner des explications sur son discours.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 73 et 212*

ARTICLE 213

213/1

JD, 17 janvier 1995, pp. CI-26 et 27 (Sylvain Simard)

QUESTION À LA SUITE D'UNE INTERVENTION — Fonctions du Président — RAN, art. 213 — RAN, art. 138

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des remarques préliminaires, le président de la commission, se prévalant de l'article 213 du Règlement, pose une question à un député ministériel qui vient de terminer son intervention. Un député de l'opposition officielle prétend que le président de la commission ne peut se prévaloir de l'article 213 parce qu'il préside les délibérations de la commission.

Question — Est-ce que le président d'une commission peut, en vertu de l'article 213 du Règlement, poser une question au député qui vient de terminer son intervention?

Décision — Le président d'une commission peut non seulement invoquer l'article 213 du Règlement et poser une question au député qui vient de terminer son intervention, il peut également, conformément à l'article 138 du Règlement, prendre part aux délibérations de la commission comme tous les autres membres de la commission.

ARTICLE 214

214/1

JD, 27 janvier 1987, pp. CBA-1605-1607 (Jean-Guy Lemieux)

CITATION DE DOCUMENT — Dépôt — Notes personnelles — RAN, art. 214

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle désire obtenir le cahier de notes personnelles du ministre préparé par le ministère.

Question — Est-ce qu'un ministre peut être contraint, en vertu de l'article 214 du Règlement, de déposer un document préparé par le ministère auquel il se réfère?

Décision — Le président ne peut obliger un ministre ou un député à déposer un document préparé par un ministère. Le président n'a aucune autorité pour demander la production d'un document qui peut être considéré comme étant des notes personnelles.

Décision similaire — JD, 25 avril 1995, pp. CE-37 et 38 (Joseph Facal)

ARTICLE 244

244/1

JD, 6 décembre 1984, p. CE-467 (Luc Tremblay)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion — Recevabilité — Mandat de l'Assemblée — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, la motion suivante est proposée: "Que cette commission exprime l'avis que le ministre devrait reconsidérer sa décision de maintenir l'âge d'admission à l'école au 1^{er} octobre d'une année".

Question — Compte tenu que le mandat confié à la commission par l'Assemblée est de procéder à l'étude détaillée du projet de loi, est-ce que cette motion est recevable?

Décision — Cette motion est irrecevable puisqu'elle n'a aucun rapport avec le mandat de la commission, qui est de procéder à l'étude détaillée d'un projet de loi. Seul est recevable une motion d'amendement à l'article qu'étudie la commission.

244/2

JD, 5 février 1985, pp. CET-910-912 (Jacques Beauséjour)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion — Recevabilité — Motion préliminaire — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude d'un article d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle propose une motion visant à exiger d'un organisme public qu'il cesse toute publicité relative à un projet de loi qui n'a pas encore été adopté par l'Assemblée. Cette motion du député de l'opposition officielle n'est pas reliée à l'article du projet de loi présentement étudié.

Question — Est-ce qu'une motion qui n'est pas reliée à un article qu'étudie la commission est recevable?

Décision — Cette motion est irrecevable puisqu'elle n'est pas reliée à l'article du projet de loi présentement étudié. Il s'agit là d'une motion qui aurait bien pu être présentée lors des remarques générales (motion préliminaire), avant d'aborder l'étude détaillée en commission.

Décision similaire — JD, 5 mars 1987, p. CBA-1901 (Jean-Guy Lemieux)

244/3

JD, 11 février 1986, pp. CBA-30-35 (Jean-Guy Lemieux)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Consultation particulière — Convocation d'un ministre — Motion identique — RAN, art. 244 — RAN, art. 164 — Geoffrion 1941, art. 151 — RAN 1972-1984, art. 63

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion visant à entendre le ministre des Finances et le Premier ministre, conformément à l'article 244 du Règlement. La commission

Décisions - Commissions

a déjà rejeté une motion similaire qui proposait d'entendre le ministre et le Premier ministre, conformément à l'article 164 du Règlement.

Questions — Est-ce que la motion du député de l'opposition officielle est recevable?

En vertu de quel article du Règlement est-il possible de proposer d'entendre un ministre lors de l'étude détaillée d'un projet de loi?

Décision — La motion du député de l'opposition officielle est irrecevable, car elle est identique, quant au fond, à une motion déjà étudiée par la commission.

Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, une motion proposant que la commission entende un ministre, doit être présentée conformément à l'article 244 du Règlement, l'article 164 du Règlement n'étant qu'une modalité d'application.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 164 et 244*

Décisions similaires — *JD, 14 avril 1987, pp. CET-2965-2968 (Gilles Baril); JD, 12 juin 1990, pp. CE-1222-1224 (Louise Harel); JD, 14 décembre 1992, pp. CET-1181-1183, 1196 (Jean Audet)*

244/4

JD, 13 mai 1986, pp. CE-272-276, 281 et 282 (Marcel Parent)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion d'amendement — Recevabilité — Objet d'un projet de loi — RAN, art. 244 — RAN, art. 197*

Contexte — Lors de l'étude détaillée du projet de loi 24, *Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique*, le ministre de l'Éducation présente une motion d'amendement concernant le statut professionnel et les conditions de travail des professionnels non enseignants. Ce projet de loi ne contient aucune disposition ayant trait à ces sujets.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement proposée par le ministre est recevable?

Décision — Les amendements à un projet de loi doivent se rapporter à son objet. Étant donné que le projet de loi ne fait pas mention du statut professionnel et des conditions de travail des employés, l'amendement proposé par le ministre de l'Éducation est irrecevable.

Décisions similaires — *JD, 17 décembre 1986, pp. CE-1779-1781 (Marcel Parent); JD, 11 juin 1987, pp. CAE-4128-4130 (Jean-Guy St-Roch); JD, 11 juin 1987, pp. CBA-2612 et 2613 (Jean-Pierre Belisle); JD, 16 juin 1987, pp. CBA-2727-2733, 2745 et 2746 (Gilles Baril); JD, 17 juin 1991, p. CI-1683 (Claude Dauphin)*

244/5

JD, 10 juin 1986, p. CE-475 (Michel Bissonnet)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion préliminaire — Temps de parole — RAN, art. 244 — RAN, art. 209 — RAN, art. 245*

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député de l'opposition officielle fait part de son intention de scinder le temps de parole qui lui est alloué pour intervenir sur une motion. La

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

problématique est de savoir quel est le temps de parole alloué à un député à l'étape des motions préliminaires et si ce temps de parole peut être scindé.

Questions — Quel est le temps de parole alloué à un député à l'étape des motions préliminaires?

Est-ce que le temps de parole alloué à un député à l'étape des motions préliminaires peut être scindé?

Décision — Lors des débats se rapportant à une motion préliminaire, les temps de parole sont prévus à l'article 209 du Règlement et non à l'article 245 du Règlement, qui s'applique uniquement lors de l'étude des articles du projet de loi.

Puisque les motions préliminaires sont des motions de forme, le député qui présente la motion et le représentant de l'autre formation politique disposent de trente minutes. Les autres membres peuvent s'exprimer pendant dix minutes.

Comme le précise l'article 209 du Règlement, le député peut s'exprimer une seule fois sur une même question.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 209 et 245*

Décisions similaires — *JD, 12 juin 1986, pp. CAPA-503, 504 et 510 (Jacques Tremblay); JD, 5 décembre 1996, CI-54 pages 41 et 42 (Marcel Landry)*

244/6

JD, 11 juin 1986, pp. CE-504-508 (Robert Thérien)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion préliminaire — Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 — Recevabilité — RAN, art. 244*

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, après trois séances de débat, la commission de l'éducation en est toujours à l'étape des motions préliminaires. Un député ministériel présente la motion préliminaire suivante: «Que la commission passe immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et des articles suivants du projet de loi».

Question — Est-ce qu'une motion proposant de passer à l'étude détaillée de l'article 1 est recevable?

Décision — Cette motion est recevable et ne vise pas à clore le débat, mais propose plutôt de passer à une autre étape de l'étude détaillée du projet de loi. Il appartient aux membres qui s'opposent à cette motion de convaincre leurs collègues qu'il n'est pas opportun de commencer immédiatement l'étude de l'article 1.

Considérant que l'opposition a eu l'occasion de présenter plusieurs motions préliminaires, la motion du député ministériel proposant de passer à une autre étape est recevable.

Décision citée — *JD, 5 décembre 1984, pp. CE-412 et 413 (Luc Tremblay)*

Décisions similaires — *JD, 6 décembre 1990, pp. CBA-1963, 1967 et 1968 (Jean-Guy Lemieux); JD, 11 décembre 1990, pp. CAE-3287 et 3288 (Madeleine Bélanger); JD, 28 mai 1992, p. CAE-780 (Madeleine Bélanger); JD, 10 juin 1992, pp. CAE-1280-1285 (Madeleine Bélanger)*

244/7

JD, 11 juin 1986, pp. CE-519-524 (Robert Thérien)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Projet de loi — Titre — Étude — Adoption — RAN, art. 244 — Geoffrion 1941, art. 564 (7)

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le débat porte sur la motion suivante présenté par un député ministériel: «Que la commission passe immédiatement à l'étude détaillée de l'article 1 et des articles suivants du projet de loi». Un député de l'opposition officielle présente une motion d'amendement afin de permettre à la commission de débiter par l'étude du titre du projet de loi.

Question — Est-ce qu'une motion d'amendement proposant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi par le titre est recevable?

Décision — La commission ne peut étudier en premier lieu le titre d'un projet de loi. Cette étape doit venir à la fin de l'étude des articles du projet de loi. Si des amendements sont adoptés lors de l'étude des articles, il est possible que ces amendements aient pour effet d'amener des modifications au titre du projet de loi. De plus, la coutume veut que le titre soit étudié et adopté à la fin de l'étude détaillée des articles.

Article de règlement cité — *Geoffrion, 1941, art. 564(7)*

Décision similaire — JD, 12 décembre 1988, p. CET-1511 (Gilles Baril)

244/8

JD, 16 juin 1986, p. CAS-419 (Guy Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion préliminaire — Dépôt — Règlement — Recevabilité — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion préliminaire visant à ce que le ministre dépose devant la commission les règlements découlant d'une disposition du projet de loi sous étude.

Question — Est-ce que cette motion préliminaire visant à ce que le ministre dépose devant la commission les règlements découlant d'une disposition du projet de loi sous étude est recevable?

Décision — La motion est irrecevable puisqu'il apparaît difficile de demander des règlements qui découlent d'un projet de loi qui n'est pas encore adopté. Les règlements n'ont aucune valeur tant que la loi n'est pas adoptée et l'on présume que le ministre n'exercera son pouvoir de réglementation qu'une fois la loi adoptée.

Décision similaire — JD, 30 novembre 1988, pp. CAS-2293 et 2302 (Guy Bélanger)

244/9

JD, 2 décembre 1986, pp. CET-1149-1156 (Jean-Pierre Charbonneau)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Remarques préliminaires — Motion préliminaire — Étude article par article — Discussion sur le principe — RAN, art. 244 — RAN, art. 247

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des remarques préliminaires, un député de l'opposition officielle présente une motion préliminaire visant à procéder à des consultations particulières. Certains députés n'ont pas encore fait leurs remarques préliminaires. Il s'agit donc de savoir si on peut revenir à l'étape des remarques préliminaires lorsqu'une motion préliminaire a été présentée. Le président établit également la différence entre les remarques préliminaires et la discussion sur le principe d'un projet de loi en vertu de l'article 247 du Règlement.

Questions — Est-ce qu'il est possible de revenir à l'étape des remarques préliminaires lorsqu'une motion préliminaire a été présentée?

Quelle est la différence entre les remarques préliminaires et la discussion sur le principe d'un projet de loi en vertu de l'article 247 du Règlement?

Décision — Selon la coutume, le processus d'étude détaillée débute d'abord par des remarques préliminaires et se continue par la suite par des motions préliminaires et finalement, par l'étude article par article. Le fait d'étudier une motion préliminaire signifie donc que l'étape des remarques préliminaires est terminée. Pour revenir à cette étape, la commission devrait adopter une motion de retrait conformément à l'article 195 du Règlement.

Il ne faut pas confondre l'article 247 du Règlement et les remarques préliminaires. L'article 247 du Règlement stipule que lorsque le principe d'un projet de loi a été adopté sans débat à l'Assemblée, les membres de la commission peuvent s'exprimer sur son principe et sa teneur générale au début des travaux ayant trait à l'étude détaillée. Dans le cas présent, il y a eu débat à l'Assemblée sur le principe du projet de loi, donc l'article 247 du Règlement ne s'applique pas. Il peut cependant y avoir des remarques préliminaires qui portent non pas sur le principe et la teneur générale du projet de loi mais bien sur les détails de ce dernier.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 195 et 247*

Décisions similaires — *JD, 8 décembre 1986, pp. CET-1539-1546 (Madeleine Bélanger); JD, 17 février 1987, p. CAPA-1204 (Gilles Baril); JD, 19 mars 1987, pp. CBA-1974-1979 (Michel Bissonnet); JD, 4 juin 1992, pp. CAE-1005-1009 (Madeleine Bélanger)*

244/10

JD, 8 décembre 1986, pp. CET-1539-1546 (Madeleine Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Remarques préliminaires — Motion préliminaire — Droit de parole — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, alors que l'étape des remarques préliminaires est terminée, un député de l'opposition officielle désire présenter une motion préliminaire. Un ministre s'y oppose prétendant que le député de l'opposition officielle a épuisé son temps de parole sur les remarques préliminaires et qu'en conséquence, il ne peut plus prendre la parole pour présenter une motion préliminaire.

Question — Est-ce qu'un député doit disposer d'un temps de parole pour faire des remarques préliminaires afin de pouvoir présenter une motion préliminaire?

Décision — L'étape des motions préliminaires suit celle des remarques préliminaires. Il s'agit de deux étapes distinctes. En conséquence, même si un député a épuisé son temps de parole pour les remarques préliminaires, il peut présenter une motion préliminaire lorsque la commission arrive à cette étape.

Décisions - Commissions

Décisions citées — JD, 9 juin 1986, pp. CE-364 et 365 (Michel Bissonnet); JD, 19 mars 1987, pp. CBA-1974-1979 (Michel Bissonnet)

Décisions similaires — JD, 2 décembre 1986, pp. CET-1149-1156 (Jean-Pierre Charbonneau); JD, 30 mai 1996, CI-22 pages 26 et 27 (Yvan Bordeleau)

244/11

JD, 9 décembre 1986, pp. CAPA-1022-1024 (Maurice Richard)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Projet de loi d'intérêt public* — *Motion préliminaire* — *Préambule* — *Recevabilité* — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, avant d'entreprendre l'étude de l'article 1, un député de l'opposition officielle présente une motion préliminaire proposant d'ajouter un préambule au projet de loi d'intérêt public.

Question — Est-ce cette motion préliminaire proposant d'ajouter un préambule à un projet de loi d'intérêt public est recevable?

Décision — Lorsqu'un projet de loi d'intérêt public contient un préambule, ce dernier doit être étudié après tous les articles du projet de loi et avant l'étude du titre.

D'autre part, une motion proposant de joindre un préambule à un projet de loi d'intérêt public qui n'en contenait pas à l'origine est irrecevable.

Article de règlement cité — *Geoffrion, 1941, art. 564*

Doctrine invoquée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 765, p. 236 et n° 779, p. 249; May, 20th ed., p. 564*

Décision similaire — JD, 19 décembre 1988, pp. CAPA-357 et 358 (Maurice Richard)

244/12

JD, 12 décembre 1986, p. CAS-951 (Guy Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion préliminaire* — *Consultation particulière* — *Recevabilité* — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion préliminaire afin d'entendre un organisme conformément à l'article 244 du Règlement. Un député ministériel soulève l'irrecevabilité de cette motion pour le motif que l'organisme proposé fait partie du regroupement d'organismes que la commission a refusé d'entendre quelques minutes auparavant. Il prétend que le refus d'entendre le regroupement d'organismes inclut le refus d'entendre chacun des organismes qui le composent.

Question — Est-ce que le rejet de la motion préliminaire proposant d'entendre un regroupement d'organismes entraîne l'irrecevabilité de la motion préliminaire proposant d'entendre un organisme qui compose ce regroupement?

Décision — La motion est recevable.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Conformément à l'article 170 du Règlement, une commission peut solliciter l'opinion de personnes ou d'organismes qui ont une connaissance ou une expérience particulière du domaine qu'elle examine. L'organisme proposé, bien que faisant partie du regroupement d'organismes, est une entité distincte et autonome qui possède une expérience particulière.

Article de règlement cité — *RAN, art. 170*

244/13

JD, 14 avril 1987, pp. CET-2965-2969 (Gilles Baril)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Consultation particulière — Convocation d'un ministre — RAN, art. 244 — RAN, art. 164

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, alors que la commission a déjà étudié plusieurs articles d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion, en vertu de l'article 164 du Règlement, afin de convoquer un ministre, pour l'entendre sur des amendements que vient de proposer le ministre parrain du projet de loi.

Question — Est-ce que cette motion est recevable?

Décision — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission peut procéder à des consultations particulières en vertu de l'article 244 du Règlement et non pas en vertu de l'article 164 du Règlement qui ne constitue qu'une modalité d'application.

Puisque la commission a déjà étudié plusieurs articles du projet de loi, il n'est donc plus possible de présenter une motion visant à tenir une consultation particulière. L'article 244 du Règlement prévoit en effet que ce type de motion doit être fait avant que la commission ne débute l'étude des articles du projet de loi.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 164 et 244*

Décision citée — JD, 11 février 1986, pp. CBA-30-35 (Jean-Guy Lemieux)

Décisions similaires — JD, 5 mai 1987, pp. CAE-3113 et 3114 (Jean-Guy St-Roch); JD, 17 novembre 1988, pp. CAS-2113 et 2114 (Madeleine Bélanger); JD, 12 juin 1990, pp. CE-1222-1224 (Louise Harel)

244/14

JD, 14 avril 1987, pp. CET-3001-3007 (Lawrence Cannon)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion d'amendement — Recevabilité — RAN, art. 244 — RAN, art. 197

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle conteste la recevabilité de plusieurs motions d'amendement proposées par le ministre. Ces motions d'amendement visent à modifier une loi autre que celle étudiée par la commission. Le président établit les critères par lesquels il jugera de la recevabilité des motions d'amendement présentées par le ministre.

Question — Quels sont les critères par lesquels le président jugera de la recevabilité des motions d'amendement présentées par le ministre?

Décision — Le président entend juger la recevabilité des motions d'amendement selon les critères suivants:

Décisions - Commissions

En vertu de l'article 244 du Règlement, les amendements doivent, dans tous les cas, se rapporter à l'objet du projet de loi et être conforme à son esprit et à la fin qu'il vise;

Les amendements qui visent à ajouter des dispositions de concordance sont recevables;

Un amendement ne doit pas viser à corriger des erreurs d'écriture qui se seraient glissées dans une loi qui ne fait pas l'objet de l'étude de la commission;

Le président ne peut juger de la légalité d'un amendement eu égard à sa rétroactivité, car il s'agit d'une question de droit que le président n'a pas à trancher.

Article de règlement cité — *RAN, art. 244*

244/15

JD, 24 avril 1990, pp. CET-1451 et 1452 (Guy Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Question de privilège — Délibéré — Mandat de l'Assemblée — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle s'interroge sur la pertinence des travaux de la commission puisque, selon lui, le ministre s'est déjà prévalu de certaines dispositions du projet de loi à l'étude. Une question portant sur une violation de droit ou de privilège a d'ailleurs été soumise à la présidence de l'Assemblée qui l'a prise en délibéré. La problématique est de savoir si les travaux de la commission portant sur l'étude détaillée d'un projet de loi peuvent être affectés par le fait qu'une question de privilège a été soulevée à l'Assemblée.

Question — Est-ce que les travaux de la commission portant sur l'étude détaillée d'un projet de loi peuvent être affectés par le fait qu'une question de droit ou de privilège concernant l'étude de ce projet de loi a été soulevée à l'Assemblée?

Décision — La commission doit se conformer à l'ordre de l'Assemblée qui est de procéder à l'étude détaillée du projet de loi et n'a pas à tenir compte des faits soulevés par le député de l'opposition officielle.

244/16

JD, 6 juin 1990, pp. CBA-727-730 (Jean-Guy Lemieux)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Remarques préliminaires — Motion préliminaire — Étude article par article — Consultation particulière — RAN, art. 244

Contexte — Six mois après l'interruption de l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission reprend ses travaux et, de consentement unanime, les députés font à nouveau de brèves remarques préliminaires. Au cours de son exposé, un député de l'opposition officielle désire savoir s'il est possible de proposer des motions visant à tenir des consultations particulières. Lorsqu'elle avait interrompu ses travaux six mois plus tôt, la commission venait d'entreprendre l'étude de l'article premier.

Question — Est-ce qu'il est possible de présenter des motions préliminaires lorsque l'étape de l'étude article par article du projet de loi est commencée?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — Les motions visant à permettre des consultations particulières doivent être présentées avant que ne soit appelé l'article premier. Il ne pourrait donc y avoir de consultations particulières dans le cas présent et le fait que de nouvelles remarques préliminaires aient été autorisées de consentement unanime n'y change rien. Ces remarques visaient surtout à rafraîchir la mémoire des membres de la commission après une interruption des travaux pendant six mois.

Décisions similaires — JD, 16 juin 1993, pp. CBA-2849 et 2850 (Jean-Claude Gobé); JD, 16 novembre 1995, CE-18 page 4 (Joseph Facal)

244/17

JD, 13 décembre 1990, pp. CBA-2301 et 2302 (Jean Audet)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion d'amendement — Recevabilité — Élargir la motion de fond — RAN, art. 244 — RAN, art. 197

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le ministre présente des motions d'amendement qui visent à insérer deux nouveaux articles qui attribuent au ministre de nouveaux pouvoirs.

Question — Est-ce que ces motions d'amendement sont recevables?

Décision — Ces deux motions d'amendement ne sont pas recevables puisque leur contenu dépasse la portée du projet de loi. Les motions d'amendements ne sont pas conformes à l'esprit et à la fin visée par le projet de loi. Ils élargissent considérablement le cadre de référence instauré par le projet de loi, soit l'introduction de nouvelles mesures favorisant la gestion des fonds publics dans un cadre et pour des fins délimitées.

Doctrines citées — *Beauchesne*, 5^e éd., commentaire 773, p. 238

244/18

JD, 2 décembre 1992, pp. CAE-1794-1798 (Madeleine Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Remarques préliminaires — Temps de parole — RAN, art. 244 — RAN, art. 209

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des remarques préliminaires, un député de l'opposition officielle désire fractionner en plusieurs interventions ses remarques préliminaires.

Question — Est-ce qu'un député peut fractionner en plusieurs interventions ses remarques préliminaires?

Décision — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, en vertu de l'article 209 du Règlement, un député dispose d'un temps de parole de vingt minutes pour faire ses remarques préliminaires.

Le député ne peut toutefois pas fractionner ses remarques préliminaires en plusieurs interventions. Ces remarques doivent être faites de façon continue et ne doivent pas prendre la forme d'un échange.

Article de règlement cité — RAN, art. 209

Décision citée — JD, 14 décembre 1989, p. CET-50 (Guy Bélanger); JD, 21 juin 1990, p. CET-1356 (Louise Harel)

Décisions - Commissions

Décisions similaires — JD, 16 février 1988, pp. CAS-2930-2932 (Gilles Baril); JD, 14 décembre 1989, p. CET-50 (Guy Bélanger); JD, 1 juin 1995, p. CAE-6 (Madeleine Bélanger); JD, 30 mai 1996, CI-22 page 26 (Yvan Bordeleau)

244/19

JD, 10 décembre 1992, pp. CAE-2121 et 2122 (Madeleine Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Remarques préliminaires* — Temps de parole — RAN, art. 244 — RAN, art. 209

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des remarques préliminaires, le ministre, alors qu'il avait lui-même fait ses remarques préliminaires, veut faire des commentaires à la suite des remarques préliminaires d'un député de l'opposition officielle.

Question — Est-ce que le ministre qui a déjà fait ses remarques préliminaires peut faire des commentaires à la suite des remarques préliminaires d'un député?

Décision — Un député dispose d'un temps de parole de vingt minutes pour faire ses remarques préliminaires et ses remarques doivent se faire d'un trait. Étant donné que le ministre a déjà fait ses remarques préliminaires, il ne peut faire de commentaires à la suite des remarques préliminaires d'un député.

Décision similaire — JD, 30 mai 1996, CI-22 page 33 (Marcel Landry)

244/20

JD, 7 décembre 1993, p. CAE-5634 (Madeleine Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion préliminaire* — *Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1* — *Étude article par article* — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député ministériel présente une motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1. Cette motion est déclarée recevable par la présidence et est ensuite adoptée par la commission. Avant d'entreprendre l'étude de l'article 1, un député de l'opposition officielle est d'avis que la présidence doit demander aux députés s'ils ont d'autres motions préliminaires à présenter.

Question — Lorsqu'une motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 est adoptée, est-ce que la présidence doit demander aux députés s'ils ont d'autres motions préliminaires à présenter?

Décision — Une fois la motion adoptée on doit entreprendre l'étude article par article du projet de loi. L'adoption de cette motion a mis fin à l'étape des motions préliminaires.

244/21

JD, 17 janvier 1995, p. CI-30 (Sylvain Simard)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion préliminaire* — *Recevabilité* — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député de l'opposition officielle présente la motion suivante: «Que la commission des institutions, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 40, *Loi concernant la liste électorale permanente et modifiant la Loi électorale et d'autres dispositions législatives*, commande au Directeur général des élections, conformément à l'article 29 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, de ne poser aucune action et, notamment, de n'effectuer aucune dépense en relation avec ledit projet de loi tant que celui-ci n'aura pas été adopté par l'Assemblée nationale et sanctionné par le lieutenant-gouverneur.»

À l'appui de la recevabilité de sa motion, le député réfère à une décision du 5 février 1985.

Question — Est-ce que cette motion préliminaire est recevable?

Décision — La motion est irrecevable pour le motif qu'elle n'est pas de la nature d'une motion préliminaire. Le but et l'esprit d'une motion préliminaire sont de proposer les meilleurs moyens afin d'aider la commission à accomplir son mandat, notamment en tenant des auditions publiques ou en utilisant d'autres moyens pour éclairer et organiser ses travaux.

La décision du 5 février 1985 invoquée par le député de l'opposition officielle ne fait que préciser à quelle étape des travaux une motion préliminaire doit être présentée, sans que le président ne se soit prononcé sur sa recevabilité. Par ailleurs, le Président de l'Assemblée nationale a déjà statué que les démarches entreprises par le Directeur général des élections n'empêchaient pas les parlementaires de faire l'étude du projet de loi.

Décision citée — JD, 5 février 1985, pp. CET-910-912 (*Jacques Beauséjour*)

244/22

JD, 30 mai 1996, CET-15 page 13 (*François Beaulne*)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion d'amendement* — *Recevabilité* — RAN, art. 244 — RAN, art. 197

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle propose une motion d'amendement afin d'introduire dans un article la notion de «travailleurs non organisés». La commission a déjà rejeté un amendement proposant que le ministre du travail porte une attention particulière à la participation des porte-parole du monde non organisé du travail.

Question — Est-ce que cette motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est irrecevable pour le motif qu'il est interdit de recevoir un amendement qui s'inspire ou dépend d'amendements déjà rejetés.

Doctrine invoquée — *Beauchesne*, 6e éd., p. 214, n° 698

244/23

JD, 15 avril 1997, CC-37 page 41 (*Jean Garon*)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion d'amendement* — *Recevabilité* — *Dénaturer la motion de fond* — RAN, art. 244 — RAN, art 197

Contexte — Lors de l'étude détaillée du projet de loi 40, *Loi modifiant la Charte de la langue française*, un député de l'opposition officielle propose de modifier le premier alinéa de l'article 170, selon lequel l'Office de la langue française peut proposer à une entreprise de prendre des mesures correctrices, par la suppression des mots « dans un délai que la Commission fixe après consultation de l'Office ».

Question — Est-ce que la motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement n'est pas recevable car elle change complètement la nature de l'article. Ainsi, on propose des corrections, mais il n'y a plus de délai pour les appliquer, ce qui revient à dire que la proposition devient un vœu pieux.

244/24

JD, 28 novembre 1997, CE-47 page 33 (Yves Beaumier)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion d'amendement — Recevabilité — Redondance — RAN, art. 244 — RAN, art. 197

Contexte — Lors de l'étude détaillée du projet de loi 166, *Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives*, un député de l'opposition officielle propose de modifier un article du projet de loi par l'ajout de l'alinéa suivant: «Nonobstant ce qui précède, les étudiants seront toujours priorités.» Le ministre soutient que la motion est irrecevable, puisque l'amendement proposé est redondant avec ce qui est déjà prévu dans cet article.

Question — Est-ce que la motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est recevable. En vertu de l'article 244 du Règlement, les amendements doivent se rapporter à l'objet du projet de loi, ce qui est le cas, et être conformes à son esprit et à la fin qu'il vise, ce qui est également le cas.

La redondance n'invalide pas la recevabilité de la motion. Il appartiendra aux membres de la commission d'apprécier, au moment de la prise en considération de l'amendement, si on doit l'insérer à la loi ou non.

Article de règlement cité — *RAN, art. 244*

244/25

JD, 8 décembre 1997, CAT-24 page 17 (Camille Laurin)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion préliminaire — Recevabilité — Consultation particulière — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle présente une motion afin que la commission tienne des consultations particulières sur ce projet de loi et qu'à cette fin, elle entende l'Union des municipalités du Québec. Plusieurs députés ministériels s'opposent à cette motion sous le prétexte que la commission avait déjà tenu des consultations particulières à la suite d'un ordre de l'Assemblée et qu'à cette occasion, la commission avait notamment entendu l'Union des municipalités du Québec.

Question — Est-ce que cette motion préliminaire est recevable, compte tenu du fait que l'organisme visé par la motion avait déjà été entendu lors de consultations particulières sur le projet de loi?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — La motion est recevable. L'usage a déjà établi que les membres d'une commission pouvaient demander à réentendre un organisme ayant déjà comparu. Cela est tout à fait conforme à l'article 244 du Règlement qui dit qu'avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet loi, la commission peut décider de tenir des consultations particulières dans le cadre de son mandat.

Article de règlement cité — *RAN*, art. 244

244/26

JD, 8 décembre 1997, CAT-24 pages 29 et 30 (Camille Laurin)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion préliminaire — Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 — Recevabilité — Consultation particulière — RAN, art. 244

Contexte — Lors de la première séance de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député ministériel présente une motion préliminaire afin que la commission passe immédiatement à l'étude de l'article 1 et des articles suivants du projet de loi. Auparavant, une première motion préliminaire avait été débattue et rejetée. Cette motion visait à entendre un des quatre organismes entendus la semaine précédente dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi tenues par la commission suivant un ordre de l'Assemblée.

Question — Est-ce que la motion proposant de passer à l'étude détaillée de l'article 1 est recevable, compte tenu des circonstances décrites ci-dessus?

Décision — La motion est recevable, car elle ne vise pas à clore le débat, mais propose plutôt de passer à une autre étape de l'étude détaillée d'un projet de loi.

Décision citée — JD, 11 juin 1986, pp. CE-504-508 (Robert Thérien)

244/27

JD, 15 décembre 1997, CAS (Rosaire Bertrand)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion d'amendement — Recevabilité — Amendement dérisoire — RAN, art. 244

Contexte — Lors de l'étude détaillée du projet de loi 176, *Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec*, un député de l'opposition officielle propose de remplacer le titre du projet de loi par le titre «Loi autorisant le ministre de la Santé à se déresponsabiliser».

Question — Est-ce que la motion d'amendement est recevable?

Décision — La motion d'amendement est irrecevable, parce qu'elle est présentée dans un esprit de dérision.

Doctrines invoquées — *Beauchesne*, 6^e éd., p. 214, n° 698

ARTICLE 245

245/1

JD, 23 mars 1987, pp. CBA-2048-2053 (Jean-Guy Lemieux)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Temps de parole — Annexe d'un projet de loi — RAN, art. 245 — Geoffrion 1941, art. 564 (annotation 6)

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi proposé par le ministre des Finances et ne contenant que trois articles, un député de l'opposition officielle désire connaître le temps de parole dont il disposera pour l'étude de chacune des annexes qui constituent la partie substantielle du projet de loi.

L'annexe 1 du projet de loi contient la liste par ministère des dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 à pourvoir en crédits par le projet de loi. L'annexe 2 prévoit quant à elle, la liste des dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 pourvues en crédits selon les dispositions de lois particulières.

Question — Comme les annexes constituent la partie substantielle du projet de loi, quel est le temps de parole dont dispose un député pour l'étude de ces annexes?

Décision — Chaque paragraphe de l'annexe pourra faire l'objet d'un droit de parole de vingt minutes, un paragraphe étant constitué de tous les programmes regroupés sous un ministère.

Même si l'article 245 du Règlement ne précise pas les temps de parole relatifs aux annexes, il faut conclure que ces dernières se rattachent au projet de loi. Dans le cadre de l'exercice du contrôle parlementaire, le président doit donc favoriser le débat.

Articles de règlements cités — *Geoffrion 1941, art. 564 (annotation 6); RAN, art. 245*

Doctrine citée — *Beauchesne, 5^e éd., n° 777, p. 240*

Loi citée — *Loi d'interprétation, L.R.Q., c. I-16, art. 41*

245/2

JD, 13 décembre 1994, CI-3 page 36 (Sylvain Simard)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Temps de parole — Alinéa — Article modifié ou ajouté dans une loi existante — RAN, art. 245

Contexte — À l'étape de l'étude détaillée du projet de loi 41, *Loi modifiant le Code de procédure civile et la Loi sur les cours municipales*, lors de l'étude d'un article qui propose de remplacer un article d'une loi existante par deux articles, un député de l'opposition officielle s'interroge quant au temps de parole dont dispose chaque membre de la commission pour l'étude de cet article.

Dans les faits, cet article propose, d'une part, de modifier un article d'une loi existante et, d'autre part, d'ajouter dans une loi existante un nouvel article.

Question — Quels sont les temps de parole dont dispose chaque membre de la commission pour l'étude de cet article?

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Décision — En vertu de l'article 245 du Règlement, chaque membre dispose d'un temps de parole de vingt minutes pour l'étude de l'alinéa. Chaque membre dispose également d'un temps de parole de vingt minutes pour l'étude de l'article qui propose de modifier un article d'une loi existante et de vingt minutes pour l'étude de l'article que le ministre propose d'ajouter dans la loi existante.

Article de règlement cité — *RAN, art. 245*

Décisions similaires — *JD, 6 juin 1996, CI-26 pages 74 et 75 (Jean-Guy Paré); JD, 28 novembre 1996, CET-25 pages 14 et 15 (François Beaulne); JD, 18 décembre 1996, CE-15 pages 21 et 22 (Robert Kieffer); JD, 15 avril 1997, CC-37 page 30 (Jean Garon)*

245/3

JD, 20 novembre 1996, CI-47 page 10 (Roger Paquin)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Motion d'amendement — Temps de parole — Alinéa — RAN, art. 245*

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission convient d'étudier séparément les deux alinéas d'un article.

Après avoir adopté le premier alinéa, les membres de la commission adoptent un amendement visant à remplacer le deuxième alinéa de l'article par deux alinéas.

Un député de l'opposition officielle interroge la présidence afin de savoir si ces deux alinéas ne constituent qu'un seul alinéa pour les fins des temps de parole dont disposent les membres de la commission.

Question — Quels sont les temps de parole dont dispose chaque membre de la commission pour l'étude des deux alinéas remplaçant le deuxième alinéa de l'article?

Décision — Le troisième alinéa qui est introduit par l'amendement qui a été adopté n'a pas pour effet de générer du temps de parole puisque les membres se sont déjà exprimés sur cet alinéa lors de la discussion sur l'ensemble de l'amendement. Le temps de parole dont dispose chaque membre de la commission est celui qui reste sur le deuxième alinéa du texte original du projet de loi.

ARTICLE 246

246/1

JD, 18 février 1986, pp. CBA-219-221 (Jean-Guy Lemieux)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Temps de parole — Ministre — Adjoint parlementaire — RAN, art. 246 — RAN, art. 245

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un député de l'opposition officielle s'oppose à ce que l'adjoint parlementaire du ministre puisse utiliser un temps de parole de cinq minutes après chaque intervention, puisque l'article 246 du Règlement réserve ce temps de parole au ministre seulement.

Question — Est-ce que l'adjoint parlementaire peut utiliser les temps de parole que l'article 246 du Règlement alloue au ministre?

Décision — Seul le ministre peut utiliser les temps de parole prévus à l'article 246 du Règlement. Ces temps de parole ne peuvent être transférés à l'adjoint parlementaire. Si l'adjoint parlementaire désire s'exprimer, il doit le faire à même son propre temps de parole et conformément à l'article 245 du Règlement.

Articles de règlement cités — RAN, art. 245 et 246

Loi citée — Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1, art. 25

246/2

JD, 9 juin 1986, p. CBA-1053 (Jean-Guy Lemieux)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Motion préliminaire — Étude article par article — Temps de parole — Ministre — RAN, art. 246

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, à l'étape des motions préliminaires, un député de l'opposition officielle soulève une question de règlement afin de rappeler que le ministre, en vertu de l'article 246 du Règlement, a droit à un temps de parole de cinq minutes après chaque intervention.

Question — À l'étape des motions préliminaires, est-ce que le ministre dispose d'un temps de parole de cinq minutes après chaque intervention?

Décision — L'article 246 du Règlement stipule que lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le ministre dispose de cinq minutes après chaque intervention. Ce temps de parole ne vaut cependant que pour l'étape de l'étude article par article du projet de loi et ne peut être utilisé lors de l'étude de motions préliminaires.

Article de règlement cité — RAN, art. 246

Décisions similaires — JD, 14 juin 1990, pp. CET-2276 et 2277 (Maurice Richard); JD, 30 mai 1996, CI-22 page 33 (Marcel Landry)

246/3

JD, 16 juin 1986, pp. CAS-426 et 427 (Guy Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Ministre — Remplacement — Adjoint parlementaire — RAN, art. 246 — RAN, art. 130 — RAN, art. 131 — LAN, art. 25

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, le ministre désire se faire remplacer par son adjoint parlementaire, ce à quoi s'opposent les députés de l'opposition officielle.

Question — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, est-ce qu'un adjoint parlementaire peut remplacer le ministre?

Décision — L'adjoint parlementaire n'a pas pour fonction de remplacer le ministre en toutes circonstances. Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi, un adjoint parlementaire peut toujours représenter le ministre concerné, qui n'en demeure pas moins le parrain. Cependant, seul un ministre peut proposer une motion ayant une incidence financière au sens de l'article 192 du Règlement. De plus, seul le ministre peut exercer le droit de parole de cinq minutes prévu par l'article 246 du Règlement.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 192 et 246*

ARTICLE 267

267/1

JD, 29 mai 1986, pp. CBA-905 et 906 (Jean-Guy Lemieux)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Projet de loi d'intérêt privé — Promoteurs — Motion — RAN, art. 267

Contexte — Au début des travaux d'une commission, le président établit les règles concernant la participation aux travaux de la commission des personnes qui ont demandé l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé, en ce qui a trait plus particulièrement à la présentation d'amendements, au retrait d'articles et au retrait du projet de loi.

Question — Quelles sont les règles concernant la participation aux travaux des commissions des personnes qui ont demandé l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé, en ce qui a trait plus particulièrement à la présentation d'amendements, au retrait d'articles et au retrait du projet de loi?

Décision — Puisque l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé affecte les droits de son promoteur, celui-ci est habilité à soumettre à la commission les amendements qu'il désire y voir apporter, le cas échéant. Mais seul un membre de la commission peut formellement proposer une motion d'amendement. Les membres de la commission doivent se prononcer pour ou contre les articles du projet de loi et ses amendements, s'il y a lieu.

Il n'appartient pas aux membres de la commission de proposer le retrait d'un article du projet de loi, car ce dernier est la propriété de son promoteur. Celui-ci peut toujours retirer ou abandonner ce projet de loi ou une partie de celui-ci.

Décisions similaires — JD, 19 juin 1986, pp. CAE-1125 (Jean-Guy St-Roch); JD, 18 décembre 1987, p. CAE-6258 (Jean-Guy Parent)

267/2

JD, 18 juin 1987, pp. CBA-2833-2837 et 2847 (Maurice Richard)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Projet de loi d'intérêt privé — Député — Démission — Remplacement — RAN, art. 267

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé, un député et un ministre s'interrogent sur les conséquences de la démission du député qui a présenté le projet de loi et de la validité du remplacement de ce député par un autre député. L'avis de ce remplacement n'a pas été donné à l'Assemblée mais par simple lettre transmise à la Direction de la législation par le député qui remplace celui qui a présenté le projet de loi.

Question — Est-ce que la démission du député qui a présenté le projet de loi d'intérêt privé affecte les travaux de la commission qui doit procéder à l'étude détaillée de ce projet de loi?

Décision — La démission du député qui présente un projet de loi d'intérêt privé n'affecte pas le mandat de la commission qui est de procéder à des consultations particulières et à l'étude détaillée du projet de loi. De plus, il n'appartient pas au président de la commission de voir à ce qu'il y ait un remplacement du député démissionnaire. Seule l'Assemblée pourra poser un geste dans ce sens après que la commission aura exécuté son mandat.

267/3

JD, 26 février 1992, p. CAE-7635 (Jean Garon)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Projet de loi d'intérêt privé — Convocation — Délai — RAN, art. 267 — RF, art. 40

Contexte — À la suite d'une entente entre les leaders du gouvernement et de l'opposition officielle pour convoquer la commission de l'aménagement et des équipements, le directeur du secrétariat des commissions reçoit l'ordre de convoquer les intéressés à l'étude des projets de loi d'intérêt privé concernés. Il s'avère qu'un délai de moins de sept jours sépare la date de la convocation de celle prévue pour l'étude des projets de loi en commission.

Question — Est-ce que le directeur du secrétariat des commissions peut convoquer les intéressés à un projet de loi d'intérêt privé moins de sept jours avant l'étude du projet de loi en commission?

Décision — Le directeur du secrétariat des commissions convoque les intéressés à l'étude de projets de loi d'intérêt privé même si un délai de moins de sept jours sépare la date de la convocation de celle prévue pour l'étude des projets de loi en commission.

Le directeur du secrétariat des commissions doit cependant s'enquérir auprès des intéressés, s'ils renoncent au délai de convocation de sept jours stipulé en leur faveur à l'article 40 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

Article de règlement cité — RF, art. 40

267/4

JD, 27 mai 1992, pp. CAE-702-705 (Madeleine Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — Projet de loi d'intérêt privé — Consultation particulière — Registre du directeur de la législation — RAN, art. 267 — RAN, art. 244 — RF, art. 39 — RF, art. 40

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé, un député de l'opposition officielle présente, en vertu de l'article 244 du Règlement, une motion visant à entendre un organisme non inscrit au registre du directeur de la législation.

Question — Est-ce qu'une commission peut, en vertu de l'article 244 du Règlement, tenir des consultations particulières auprès d'un organisme qui n'est pas un "intéressé" au sens de l'article 267 du Règlement?

Décision — Les intéressés qu'une commission entend, aux fins de l'article 267 du Règlement, sont ceux qui ont préalablement informé le directeur de la législation de leurs motifs d'intervenir sur un projet de loi d'intérêt privé, conformément à l'article 39 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

Par ailleurs, une commission peut, en vertu des articles 270 et 244 du Règlement, décider d'entendre un organisme qui n'est pas un intéressé au sens de l'article 267 du Règlement. La motion visant à entendre l'organisme est donc recevable.

Articles de règlements cités — *RAN*, art. 244, 267 et 270; *RF*, art. 39

Décision citée — *JD*, 27 novembre 1991, p. CBA-3748 (Jean-Guy Lemieux)

Décision similaire — *JD*, 26 mars 1986, p. CBA-508 (Jean-Guy Lemieux)

267/5

JD, 28 mai 1992, pp. CAE-737-739, 768 et 769 (Madeleine Bélanger)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Projet de loi d'intérêt privé* — *Motion préliminaire* — *Document* — *Recevabilité* — *RAN*, art. 267

Contexte — Un député de l'opposition officielle présente une motion préliminaire exprimant le souhait que la commission de l'aménagement et des équipements, avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé, prenne connaissance des résolutions, règlements et autres actes du conseil d'administration de la Régie qui demande l'adoption du projet de loi.

Question — Est-ce que cette motion préliminaire est recevable?

Décision — Cette motion préliminaire est recevable. Elle exprime le souhait de prendre connaissance de documents susceptibles d'apporter un éclairage supplémentaire à la commission dans l'exécution de son mandat.

267/6

JD, 13 juin 1994, p. CAE-1281 (Jean Garon)

ÉTUDE DÉTAILLÉE — *Projet de loi d'intérêt privé* — *Sub judice* — *Tribunaux* — *Affaire Donahoe* — *RAN*, art. 267 — *RAN*, art. 35(3)

Contexte — Lors de l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé, après avoir entendu les intéressés et avant d'entreprendre l'étude article par article, des membres de la commission demandent à la présidence si la commission peut procéder à l'étude détaillée du projet de loi, compte tenu que l'adoption du projet de loi pourrait avoir des conséquences sur une procédure judiciaire devant la Cour supérieure.

Question — Est-ce que la règle du *sub judice* empêche une commission de procéder à l'étude détaillée d'un projet de loi qui a un lien avec une procédure judiciaire?

Décision — Comme le mentionne le juge McLachlin de la Cour suprême du Canada, dans l'affaire *Donahoe*, «[n]otre gouvernement démocratique comporte plusieurs branches: la Couronne représentée par le gouverneur général et ses homologues provinciaux, l'organisme législatif, l'exécutif et les tribunaux. Pour assurer le fonctionnement de l'ensemble du gouvernement, il est essentiel que toutes ces composantes jouent le rôle qui leur est propre. Il est également essentiel qu'aucune de ces branches n'outrepasse ses limites et que chacune respecte de façon appropriée le domaine légitime de compétence de l'autre.»

C'est pourquoi les assemblées législatives respectent habituellement la règle du *sub judice* et qu'à l'inverse les tribunaux n'interviennent pas dans le processus législatif et respectent les privilèges parlementaires. Cependant, il semble que la règle du *sub judice* n'empêche pas une assemblée législative de légiférer sur toute matière.

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Cependant, l'inutilité ou l'inopportunité d'une intervention législative, le risque d'intervention dans une instance pendante ou le préjudice de certains droits existants sont des motifs pour lesquels une commission peut présenter un rapport défavorable sur un projet de loi d'intérêt privé.

En somme, la Commission a le pouvoir de procéder à l'étude détaillée du projet de loi. Elle pourrait également rapporter à l'Assemblée qu'elle n'a pas procédé à l'étude détaillée pour un des motifs précités.

Article de règlement cité — *Geoffrion 1941, art. 638*

Décision citée — *N.B. Broadcasting Co. c. N.É. [1993] 1 R.C.S. 319, 389*

Doctrines invoquées — *Beauchesne, 6^e éd., p. 305, commentaire 1098; May, 21st ed., p. 326*

ARTICLE 275

275/1

JD, 5 juin 1984, p. CBA-207 (Claude Lachance)

BUDGET — Discours du budget — Poursuite du débat en commission — Pertinence — RAN, art. 275 — RAN, art. 211

Contexte — Lors de la poursuite du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, un député ministériel discute de la période s'étendant entre 1970 et 1976. Un député de l'opposition officielle soulève une question de règlement par laquelle il prétend que le député doit s'en tenir à poser des questions au ministre des Finances.

Question — Lors du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, est-ce qu'un député doit se limiter à poser des questions au ministre des Finances?

Décision — Les interventions des membres peuvent être d'ordre général et porter sur n'importe quel sujet. Il n'est pas nécessaire que ces interventions prennent la forme de questions au ministre des Finances.

275/2

JD, 13 mai 1986, pp. CBA-783-785 (Jean-Guy Lemieux)

BUDGET — Discours du budget — Poursuite du débat en commission — Temps de parole — RAN, art. 275

Contexte — Lors de la poursuite du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, le président fait quelques remarques dans lesquelles il traite des temps de parole alloués aux membres de la commission, le Règlement étant muet sur cette question.

Question — Lors de la poursuite du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, comment s'effectue le partage des temps de parole entre les membres de la Commission?

Décision — En se référant à une décision de la commission de l'Assemblée nationale rendue le 23 mai 1984 ainsi qu'à une décision rendue le 1^{er} mai 1985 par le président de la commission du budget et de l'administration, la présidence établit les temps de parole de la façon suivante: le ministre des Finances et le porte-parole de l'opposition officielle interviendront les premiers, et chacun aura un temps de parole de vingt minutes.

Par la suite, les membres disposeront chacun d'une période de dix minutes, qu'ils pourront utiliser en une ou plusieurs interventions pouvant prendre la forme de questions ou de commentaires.

Le ministre des Finances disposera de dix minutes pour commenter chacune de ces interventions.

De plus, dans la mesure du possible, la règle de l'alternance sera appliquée.

Décisions similaires — JD, 19 mai 1987, pp. CBA-2272 et 2273 (Jean-Guy Lemieux); JD, 24 mai 1988, p. CBA-205 (Jean-Guy Lemieux); JD, 25 mai 1989, pp. CBA-2881, 2896-2898, 2901 et 2902 (Jean-Guy Lemieux)

275/3

JD, 1 juin 1993, pp. CBA-2657 et 2658 (Jean-Guy Lemieux)

BUDGET — Discours du budget — Poursuite du débat en commission — Temps de parole — RAN, art. 275 — RAN, art. 209

Contexte — Lors de la poursuite du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, le ministre des Finances et le critique financier de l'opposition officielle ont bénéficié chacun d'un temps de parole de vingt minutes pour faire des remarques préliminaires.

Après les remarques préliminaires du critique financier de l'opposition officielle, le ministre a valablement utilisé le droit d'intervention dont il dispose après chacune des interventions. Par la suite, le Président a cédé le droit de parole au critique financier de l'opposition officielle. Un député ministériel prétend qu'en vertu de la règle de l'alternance le droit de parole appartient à un député ministériel.

Question — Lors de la poursuite du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, comment s'effectue le partage des temps de parole entre les membres de la Commission?

Décision — Lors de la poursuite du débat sur le discours du budget à la Commission du budget et de l'administration, il y a deux étapes, soit l'étape des remarques préliminaires et l'étape du débat. Il est de tradition que l'étape du débat débute avec une intervention du critique financier de l'opposition officielle.

Le débat sur le discours du budget est principalement un exercice de contrôle parlementaire. Or, en ce qui a trait à l'attribution des temps de parole, l'opposition ne doit pas être pénalisée si elle veut exercer efficacement son rôle.

Comme il ressort de la jurisprudence, les temps de parole sont répartis également entre les députés ministériels et les députés de l'opposition, et la règle de l'alternance est respectée.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 179, 180 et 209*

Décision citée — *JD, 13 mai 1986, pp. CBA-783-785 (Jean-Guy Lemieux)*

ARTICLE 284

284/1

JD, 12 avril 1984, pp. CBA-67 et 68 (Claude Lachance)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Temps de parole — Alternance — Discretion du Président — RAN, art. 284 — RAN, art. 33 — RAN, art. 154

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, le président éprouve certaines difficultés dans l'attribution des temps de parole, les députés invoquant la règle de l'alternance.

Question — Est-ce que le président est tenu de respecter la règle de l'alternance lors de l'étude des crédits budgétaires en commission?

Décision — La tradition parlementaire reconnaît le principe de l'alternance entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre, mais ce principe ne s'applique pas nécessairement en toutes circonstances et le choix d'accorder la parole à tel ou tel député relève de l'entière discrétion du président, qui devra néanmoins distribuer les droits de parole en toute équité.

L'article 33 du Règlement, qui s'applique aux travaux des commissions en raison de l'article 154 du Règlement, prévoit que le député qui désire faire une intervention doit se lever et demander la parole au président. Si deux ou plusieurs membres demandent la parole en même temps, celle-ci reviendra au député que le président a vu en premier ou pourra être accordée selon l'alternance.

Tout en veillant soigneusement à ce que chacun puisse exprimer son point de vue, il n'y a pas de débats contradictoires lors de l'étude des crédits et qu'en conséquence, une application stricte de la règle de l'alternance semble difficile.

Articles de règlement cités — RAN, art. 33 et 154

Décisions citées — JD, 26 novembre 1974, p. 2955 (Jean-Noël Lavoie); JD, 24 octobre 1979, p. 3121 (Clément Richard); JD, 21 avril 1997, CTE-3 page 11 (Claude Lachance)

Doctrine invoquée — Beauchesne, 5^e éd., n° 301, p. 99; May, 20th ed., p. 419

Décisions similaires — JD, 3 juin 1987, pp. CBA-2502 et 2503; JD, 4 juin 1987, pp. CBA-2519 et 2559 (Jean-Guy Lemieux); JD, 13 avril 1988, pp. CBA-26, 27, 37 et 38 (Jean-Guy Lemieux); JD, 16 avril 1991, pp. CBA-2855 et 2856 (Jean-Guy Lemieux); JD, 25 avril 1991, pp. CAE-4918 et 4919 (Madeleine Bélanger); JD, 13 avril 1995, p. CAE-15 (Madeleine Bélanger); JD, 21 avril 1997, CTE-3 page 11

284/2

JD, 22 avril 1986, p. CAS-52 (Guy Bélanger)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Temps de parole — Entente entre les leaders — RAN, art. 284 — RAN, art. 155

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, un député de l'opposition officielle demande au président s'il entend respecter la tradition et l'entente intervenue entre les leaders parlementaires concernant la répartition des temps de parole et accordant 90 % des temps de parole aux membres de l'opposition officielle.

Question — Est-ce que le président est lié par une entente préalable entre les leaders concernant la répartition des temps de parole?

Décision — La commission est souveraine et, en l'absence du consentement unanime de ses membres, elle ne peut être liée par une entente préalable entre les leaders parlementaires portant sur la répartition du temps de parole en commission parlementaire.

Décision similaire — JD, 25 avril 1989, pp. CBA-2622 et 2623 (Jean-Guy Lemieux)

284/3

JD, 25 avril 1989, pp. CBA-2613 et 2614 (Jean-Guy Lemieux)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Temps de parole — RAN, art. 284

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, le président de la commission éprouve de nombreuses difficultés ayant trait à la répartition des temps de parole. Ces difficultés proviennent du fait que le temps prévu pour l'analyse d'un programme est écoulé alors que le temps de parole d'un député ne l'est pas.

Questions — Est-ce que le président peut mettre aux voix un programme même si un député n'a pas épuisé son temps de parole?

Est-ce que l'appartenance à une formation politique a une influence sur la répartition des temps de parole?

Décision — Lorsque le temps prévu pour l'étude d'un programme est écoulé, le président peut mettre aux voix ce programme même si le temps de parole d'un député n'est pas écoulé.

De plus, rien dans les règles de procédure ne favorise les membres d'une formation politique par rapport à une autre. Ainsi, tous les membres de la commission jouissent de droits équivalents et le président doit veiller à ce que chacun puisse exprimer son point de vue.

284/4

JD, 25 avril 1989, pp. CBA-2621 et 2622 (Jean-Guy Lemieux)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Temps de parole — Alternance — RAN, art. 284

Contexte — Le président accorde deux droits de parole consécutifs à des députés ministériels. Un député de l'opposition officielle s'oppose à cette pratique et invoque la règle de l'alternance.

Question — Est-ce que le président est tenu de respecter la règle de l'alternance lors de l'étude des crédits budgétaires en commission?

Décisions - Commissions

Décision — L'obligation du président consiste à partager avec équité les temps de parole. Puisque le député de l'opposition officielle a utilisé tout le temps disponible pour l'étude du programme précédent, il ne semble pas inéquitable d'accorder la parole à un second député ministériel.

Décision citée — JD, 12 avril 1984, pp. CBA-67 et 68 (Claude Lachance)

Décisions similaires — JD, 24 avril 1991, pp. CE-2100 et 2101 (Louise Harel); JD, 21 avril 1997, CTE-3 page 11 (Claude Lachance)

284/5

JD, 26 avril 1989, pp. CBA-2646-2650 (Jean-Guy Lemieux)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — *Étude des crédits* — *Temps de parole* — *Entente* — RAN, art. 284 — RAN, art. 155

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires d'un ministère en commission, une entente est intervenue entre le ministre et deux députés de l'opposition officielle concernant la répartition des temps de parole.

Question — Est-ce que le président est lié par cette entente?

Décision — Le président n'est pas lié par une entente qui aurait pu être conclue entre le ministre et les députés de l'opposition officielle. La commission parlementaire demeure souveraine et conformément à l'article 155 du Règlement, sans le consentement unanime de ses membres, elle ne peut être liée par une entente préalable portant sur la répartition du temps de parole.

Article de règlement cité — RAN, art. 155

284/6

JD, 29 mai 1990, pp. CAE-1258-1260 (Madeleine Bélanger)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — *Étude des crédits* — *Temps de parole* — RAN, art. 284 — RAN, art. 155

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, un député de l'opposition officielle demande que les programmes ne soient pas appelés un à un mais suggère, plutôt, une discussion d'ordre général.

Question — Est-ce que la commission doit étudier un à un chacun des programmes?

Décision — L'ordre de l'Assemblée étant d'étudier chacun des programmes, la présidence doit les mettre en discussion un à un. Une discussion générale sur l'ensemble des programmes ne peut avoir lieu que du consentement de tous les membres de la commission.

284/7

JD, 9 avril 1991, pp. CC-1309-1312 (Réjean Doyon)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Motion préliminaire — Organisation des travaux — RAN, art. 284

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, un député de l'opposition officielle propose la motion préliminaire suivante: «Que la commission de la culture, dans le cadre de l'étude des crédits du ministère des Communications, procède d'abord à l'étude du programme 6.»

Question — Est-ce que cette motion préliminaire est recevable?

Décision — Cette motion est recevable puisqu'elle traite de l'organisation et de la planification des travaux de la commission.

ARTICLE 285

285/1

JD, 27 mai 1987, pp. CE-1924-1926 (Marcel Parent)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Modification à l'horaire — RAN, art. 285 — RAN, art. 144

Contexte — À la suite d'une entente conclue entre les leaders parlementaires en vertu de l'article 285 du Règlement, une enveloppe de temps de neuf heures est prévue pour l'étude des crédits budgétaires du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science. Au terme de cette étude, un député de l'opposition officielle requiert un consentement pour que les travaux puissent se poursuivre.

Question — Est-ce que la commission peut poursuivre ses travaux au-delà de l'enveloppe de temps prévue pour l'étude des crédits budgétaires du ministère?

Décision — Même si tous les membres y consentent, le président ne peut permettre que l'enveloppe de temps de neuf heures soit dépassée. Il est possible de changer la programmation et de permettre la poursuite des travaux au-delà des heures prévues en autant que l'enveloppe de temps prévue pour l'étude des crédits budgétaires d'un ministère soit respectée.

Décisions similaires — JD, 14 avril 1988, p. CE-133 (Jean Audet); JD, 26 avril 1988, p. CAS-1061 (Guy Bélanger)

ARTICLE 287

287/1

JD, 12 avril 1984, pp. CBA-117-119 (Daniel Johnson)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Fonctionnaire — Droit de parole — RAN, art. 287

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires d'un ministère en commission, un député de l'opposition officielle interroge longuement le sous-ministre.

Question — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, est-ce qu'un fonctionnaire est autorisé à prendre la parole?

Décision — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, les fonctionnaires peuvent être autorisés à prendre la parole, mais uniquement lorsqu'on discute d'une question d'ordre technique ou administratif.

287/2

JD, 22 avril 1986, p. CE-54 (Marcel Parent)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Fonctionnaire — Droit de parole — Consentement unanime — RAN, art. 287

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires d'un ministère en commission, le ministre désire que le sous-ministre adjoint puisse répondre à une question d'un député de l'opposition officielle.

Question — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, est-ce qu'un fonctionnaire est autorisé à prendre la parole afin de répondre à une question d'un député?

Décision — Si le ministre et tous les membres de la commission y consentent, un fonctionnaire peut répondre à une question adressée au ministre.

Décisions similaires — JD, 29 avril 1986, p. CBA-722 (Jean-Guy Lemieux); JD, 2 juin 1987, p. CET-3244 (Lawrence Cannon); JD, 15 avril 1992, pp. CBA-232-246 (Jean-Guy Lemieux)

287/3

JD, 20 avril 1993, pp. CET-2635 et 2636 (Jean-Claude Gobé)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES — Étude des crédits — Fonctionnaire — Dirigeant d'organisme — Droit de parole — Consentement unanime — RAN, art. 287

Contexte — Lors de l'étude des crédits budgétaires d'un ministère en commission, un député de l'opposition officielle adresse une question directement au dirigeant d'un organisme public.

Décisions - Commissions

Question — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, est-ce qu'un dirigeant d'un organisme public est autorisé à prendre la parole afin de répondre à une question d'un député?

Décision — Lors de l'étude des crédits budgétaires en commission, un député ne peut adresser une question directement à un fonctionnaire, y compris un dirigeant d'organisme public, sans le consentement du ministre et de la commission.

Décision similaire — *JD, 16 avril 1996, CC-1 pages 10 et 11 (Jean Garon)*

ARTICLE 292

292/1

JD, 7 mars 1991, pp. CBA-2679-2681 (Jean-Guy Lemieux)

POLITIQUE BUDGÉTAIRE — Motion de censure — RAN, art. 292 — RAN, art. 87(8) — RAN, art. 304

Contexte — Lors de l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques, un député de l'opposition officielle propose une motion de censure à l'endroit du ministre des Finances.

Question — Est-ce qu'une motion de censure peut être présentée en commission?

Décision — Cette motion est irrecevable puisque seule l'Assemblée est compétente pour juger des motions de censure dont l'objet est de tester la confiance du législatif envers l'exécutif. Cette procédure relève d'articles spécifiques du Règlement compte tenu de leur importance.

De plus, les motions de censure sont considérées dans les règles de procédure comme une affaire prioritaire de l'Assemblée nationale et non d'une commission parlementaire.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 87(8) et 304*

ARTICLE 293

293/1

JD, 1 novembre 1988, pp. CBA-1160 et 1161 (Jean-Guy Lemieux)

ENGAGEMENTS FINANCIERS — Temps de parole — Ministre — RAN, art. 293 — RF, art. 30

Contexte — Vingt minutes après le début de la vérification d'un engagement financier, le président interrompt un député pour lui signifier que son temps de parole est écoulé. La problématique est de savoir si le temps de parole de vingt minutes dont dispose un député pour la vérification d'un engagement financier inclut le temps que prend le ministre pour répondre aux questions.

Question — Est-ce que le temps de parole de vingt minutes dont dispose un député pour la vérification d'un engagement financier inclut le temps que prend le ministre pour répondre?

Décision — Puisque la vérification des engagements financiers est l'un des modes d'exercice du contrôle parlementaire, il faut interpréter d'une façon large et libérale l'article 30 des Règles de fonctionnement. En conséquence, le député a un temps de parole de vingt minutes qui ne comprend pas les réponses du ministre.

Article de règlement cité — RF, art. 30

Décision citée — JD, 26 mars 1986, p. CET-74 (Jean-Pierre Charbonneau)

293/2

JD, 3 novembre 1988, pp. CBA-1206 et 1207 (Jean-Guy Lemieux)

ENGAGEMENTS FINANCIERS — Motion de report — RAN, art. 293 — RF, art. 20 — RF, art. 21 — RF, art. 29

Contexte — À la fin d'une séance de vérification d'engagements financiers, un député prétend que les engagements figurant à l'ordre du jour de la séance et que la commission n'a pas eu le temps d'analyser ne sont pas vérifiés.

Question — Est-ce que les engagements financiers figurant à l'ordre du jour de la séance et que la commission n'a pas eu le temps d'analyser sont vérifiés?

Décision — Il ressort des dispositions pertinentes des règles de procédure que la notion de vérification des engagements financiers ne peut être interprétée comme incluant la nécessité qu'une discussion ait lieu.

Ainsi, les engagements qui n'ont pas été retenus pour discussion lors d'une séance de travail sont considérés comme vérifiés. Quant à ceux qui n'ont fait l'objet d'aucune discussion, ils sont présumés vérifiés à moins qu'une motion de report ne soit adoptée.

Articles de règlement cités — RF, art. 17, 20, 21, 27, 28, 29 et 31

Décision similaire — JD, 28 septembre 1993, pp. CAPA-600 et 601 (Maurice Richard)

293/3

JD, 3 novembre 1988, pp. CBA-1206 et 1207 (Jean-Guy Lemieux)

ENGAGEMENTS FINANCIERS — Remarques préliminaires — Ordre du jour — RAN, art. 293 — RF, art. 21

Contexte — Au début d'une séance portant sur la vérification d'engagements financiers, un député désire faire des remarques préliminaires.

Question — Est-ce qu'il y a des remarques préliminaires lors d'une séance portant sur la vérification d'engagements financiers?

Décision — Contrairement aux crédits budgétaires qui se prêtent à un bilan annuel et à un exposé d'orientation, la vérification des engagements financiers est un mandat d'ordre technique lié à un ordre du jour adopté à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire. Il n'y a rien dans le Règlement et dans les Règles de fonctionnement qui prévoit la possibilité de faire des remarques préliminaires ou déclaration d'ouverture.

Puisque l'ordre du jour de la présente séance ne prévoit pas de période consacrée aux remarques préliminaires, seule une modification de cet ordre du jour adoptée à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire pourrait permettre au député de faire des remarques préliminaires.

293/4

JD, 25 février 1992, pp. CI-2277 et 2278 (Claude Dauphin)

ENGAGEMENTS FINANCIERS — Engagements financiers relevant d'un autre ministère — RAN, art. 293 — RF, art. 26

Contexte — Lors de la vérification des engagements financiers d'un ministère, un député de l'opposition officielle questionne le ministre relativement à des achats qui ont été faits pour le compte de son ministère par le ministère des Approvisionnement et Services. Le ministre prétend que ces engagements financiers relèvent plutôt du ministère des Approvisionnement et Services.

Question — Quelle est la procédure par laquelle le ministre peut répondre à la question du député de l'opposition officielle?

Décision — Si le ministre n'est pas en mesure de répondre à la question, il prendra avis de la question conformément aux dispositions de l'article 26 des Règles de fonctionnement concernant les engagements financiers. Ensuite, il transmettra la réponse au secrétaire de la commission pour être distribuée aux membres de la commission.

Article de règlement cité — *RF, art. 26*

293/5

JD, 25 janvier 1996, CET-43 page 28 (Gérald Tremblay)

ENGAGEMENTS FINANCIERS — Temps de parole — RAN, art. 293 — RF, art. 30

Décisions - Commissions

Contexte — Lors d'une séance de vérification d'engagements financiers, un député de l'opposition officielle prétend qu'il est de tradition que l'opposition officielle dispose de la moitié du temps de parole. Il demande au président de faire respecter le règlement.

Question — Lors de l'étude d'engagements financiers, est-ce que les membres de l'opposition officielle disposent de la moitié du temps de parole imparti pour l'étude des engagements financiers?

Décision — Lors de l'étude d'un engagement financier, un député dispose d'un temps de parole de vingt minutes qu'il peut utiliser en une ou plusieurs interventions. Il n'est écrit nulle part dans le Règlement que l'opposition officielle a droit à la moitié du temps de parole.

Article de règlement cité — *RF, art. 30*

ARTICLE 294

294/1

JD, 30 octobre 1984, pp. CC-1 et 2 (Richard French)

SURVEILLANCE D'ORGANISMES PUBLICS — Ministre — Dirigeant d'organisme — RAN, art. 294

Contexte — Avant d'entamer les travaux relatifs à la surveillance d'un organisme public, le président de la commission fait une déclaration relative au contexte dans lequel se fait la surveillance des organismes publics.

Contexte — Dans quel contexte se fait la surveillance des organismes publics?

Décision — L'article 294 du Règlement permet à une commission parlementaire d'examiner ce qui se passe au sein d'un organisme public sans préciser la façon dont les parlementaires doivent aborder cet examen.

Les dirigeants d'organismes publics comparaissent devant les parlementaires en l'absence du ministre responsable de l'organisme devant l'Assemblée nationale. Cependant, les parlementaires doivent tenir compte de certaines particularités lorsqu'ils abordent la surveillance d'un organisme public. En effet, les régisseurs, les présidents, les directeurs généraux de ces organismes ne sont pas tous dans la même situation juridique. Ils n'ont pas tous la même liberté d'action, la même liberté au cabinet de leur ministre, le même contexte parlementaire, le même genre de conseil de direction ou les mêmes conditions concurrentielles.

Ainsi, lors de l'examen des activités d'un organisme public en commission parlementaire, les membres de la commission doivent tenir compte des faits suivants: le ministre responsable de l'organisme est présent lors des auditions de la commission, le statut du dirigeant d'organisme, son indépendance, ses responsabilités quant aux décisions politiques et pratiques de l'organisme.

ARTICLE 295

295/1

JD, 31 mai 1996, CAS-21 page 10 (Claude Lachance)

INTERPELLATION — Ministre — Remplacement — RAN, art. 295 — RAN, art. 189

Contexte — Durant une interpellation, le ministre est remplacé par le leader du gouvernement. Un député de l'opposition officielle s'interroge quant à la régularité d'un tel remplacement.

Question — Est-ce qu'un ministre peut remplacer un autre ministre lors d'une interpellation?

Décision — Il appartient au gouvernement de décider quel ministre peut intervenir. La présidence n'a pas à statuer sur le remplacement du ministre.

ARTICLE 301

301/1

JD, 23 mars 1984, p. CET-8 (Pierre Fortier)

INTERPELLATION — Temps de parole — RAN, art. 301

Contexte — Lors d'une interpellation, le président fait une déclaration relative au temps de parole non utilisé par un député.

Question — Lors d'une interpellation, qu'advient-il du temps de parole non utilisé par un député?

Décision — Lors d'une interpellation, si un député n'utilise pas les cinq minutes qui lui sont alloués, le temps non utilisé est perdu et ne peut être reporté.

ARTICLE 303

303/1

JD, 9 mai 1997, CAS-83 page 4 (Rosaire Bertrand)

INTERPELLATION — Motion d'ajournement des travaux — RAN, art. 303 — RAN, art. 165

Contexte — Au début d'une interpellation, l'interpellant présente à la fin de son intervention une motion d'ajournement des travaux.

Question — Est-ce qu'une motion d'ajournement des travaux peut être présentée lors d'une interpellation?

Décision — La motion d'ajournement des travaux est irrecevable. Selon l'article 303 du Règlement, lorsque a lieu une interpellation, il n'y a ni motion, ni rapport, ni vote.

Articles de règlement cités — *RAN, art. 165 et 303*

- A -

Accord sur le moment du dépôt du rapport
249/1

Voir aussi: *Rapport d'une commission*

Adjoint parlementaire
253/4

Administration de l'Assemblée
34/2

Voir aussi: *Bureau de l'Assemblée nationale*

Adoption d'un projet de loi
183/3 - 219/1 - 257/1

Voir aussi: *Délai d'adoption d'un projet de loi*

Adoption du principe
202/1 - 236/1 - 237/1 - 238/1 à 238/3 - 239/1 à 239/8 -
240/2 - 269/1

Voir aussi: *Principe - Principe d'un projet de loi -
Réimpression d'un projet de loi*

Affaires inscrites par les députés de l'opposition
67/10 - 97/1 à 97/6 - 98/1

Voir aussi: *Motion du mercredi*

Ajournement du débat
97/5 - 113/1

Voir aussi: *Motion d'ajournement du débat*

Alternance
33/3 à 33/5 - 210/2

Voir aussi: *Intervention d'un député*

Appel nominal

Voir aussi: *Vote par appel nominal*

Amendement

2/1 - 182/5 - 211/4 - 248/1 - 252/1 -
254/2 - 257/1

Voir aussi: *Motion d'amendement*

Argumentation

40/1 - 40/4 - 41/2 - 74/5 - 77/1 -
304/2

Audiocassette
59/4

Voir aussi: *Dépôt - Document - Document
audiovisuel - Vidéocassette*

Avis

67/20 - 69/1 - 166/1 - 308/5 - 308/6

Avis touchant les travaux des commissions
2/8 - 85/1 à 85/4 - 243/1

- B -

Budget

271/1 - 271/2 - 274/1

Voir aussi: *Débat sur le discours du budget -
Discours du budget*

Bureau de l'Assemblée nationale

34/2 - 67/14 - 67/15 - 286/1

Voir aussi: *Administration de l'Assemblée*

- C -

Caducité d'une motion

194/1 - 251/3 - 304/2

Voir aussi: *Motion*

Charte des droits et libertés de la personne

66/2 - 67/15

Clôture de la session

48/1

Voir aussi: *Poursuite de l'étude d'un projet de loi*

Citation de document

35(3)/10 - 59/3 - 214/1 à 214/7

Commission de l'Assemblée nationale

324/1

Commission parlementaire

59/3 - 88/14 - 88/21 - 94/1 - 97/6 - 244/1

Voir aussi: *Avis touchant les travaux des commissions - Compétence des commissions - Nombre de commissions pouvant siéger*

Commission plénière

113/1 - 182/9 - 220/2 - 244/2 à 244/5 -
248/1 - 257/1 - 286/1 - 290/1

Voir aussi: *Vote par assis et levé*

Compétence de l'Assemblée

88/47

Compétence des commissions

243/1

Complément de réponse

71/2 - 78/1 - 79/4 - 80/1

Conduite d'un membre du Parlement

2/9 - 35(5)/1 - 35(6)/1 - 67/25 - 67/31 - 77(1)/1 -
316(1)/1 - 316(2)/1 à 316(2)/3 - 316(3)/1 à 316(3)/5

Voir aussi: *Conduite du Président - Conduite d'un président de commission - Conduite d'un vice-président de l'Assemblée nationale - Conflits d'intérêt - Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement - Violation de droits ou de privilèges*

Conduite d'un président de commission

2/9 - 35(5)/1

Voir aussi: *Conduite du Président - Conduite d'un membre du Parlement - Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement - Président de commission*

Conduite d'une personne autre qu'un député

324/1 à 324/3

Voir aussi: *Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député - Violation de droits ou de privilèges*

Conduite du Président

35(5)/1

Voir aussi: *Conduite d'un membre du Parlement - Conduite d'un président de commission - Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement - Président*

Conduite d'un vice-président de l'Assemblée nationale

316(3)/1

Voir aussi: *Conduite d'un membre du Parlement - Conduite du Président - Conduite d'un président de commission - Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement*

Conflits d'intérêts

34/1 - 34/4 - 316(1)/1

Consentement unanime

22/1 - 74/10 - 84/1 - 84/2 - 88/9 - 88/11 - 145/1 - 223/3 -
226/3 - 309/1

Consultation générale

166/1

Consultation particulière

85/4 - 139/2 - 236/1 - 244/4 - 244/5

Contenu prohibé d'une motion

191/1 - 191/2 - 197/1 - 304/2

Voir aussi: *Motion*

Convocation de la commission

186/2

Convocation d'un ministre

2/7

Voir aussi: *Ministre*

Corrompre un député

67/1 - 67/3 - 67/4

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Couronne

233/2 - 233/4

Voir aussi: *Fonds publics - Incidence financière - Recommandation royale*

Crédits budgétaires

282/1 - 286/1 - 290/1

Voir aussi: *Crédits supplémentaires - Crédits permanents*

Crédits budgétaires non adoptés

67/31

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Crédits de l'Assemblée nationale

286/1

Voir aussi: *Crédits permanents*

Crédits permanents

286/1

Voir aussi: *Crédits de l'Assemblée nationale*

Crédits supplémentaires

290/1

Voir aussi: *Crédits budgétaires*

- D -

Débat d'urgence

88/1 à 88/47 - 90/1 - 179(3)/2 - 304/1

Voir aussi: *Période de travaux intensifs - Urgence*

Débat de fin de séance

67/10 - 88/21 - 212/5 - 308/1 à 308/6 - 309/1

Débat référendaire

210/1

Voir aussi: *Débat restreint*

Débat restreint

205/1 - 210/1 à 210/4 - 240/3 - 240/4

Voir aussi: *Débat référendaire*

Débat sur le discours d'ouverture de la session

50/1 - 50/2 - 88/4 - 88/5 - 88/7 - 88/12 - 88/33 - 88/37

Voir aussi: *Discours d'ouverture de la session*

Débat sur le discours du budget

88/7 - 88/17 - 88/32 - 271/2 - 274/1

Voir aussi: *Budget - Discours du budget*

Débat sur les rapports de commissions

94/1 - 211/1

Voir aussi: *Rapport d'une commission*

Décision d'une commission

2/1 - 2/2 - 2/4 - 2/6 - 2/9 - 316(3)/1

Décision du Président

41/1 - 41/2 - 90/1

Voir aussi: *Délibéré - Président*

Déclaration du Président

2/5

Voir aussi: *Président*

Déclaration ministérielle

55/1 - 55/2 - 67/27 - 80/1

Décorum

32/1 à 32/6

Délai d'adoption d'un projet de loi

22/1

Voir aussi: *Adoption d'un projet de loi*

Délibéré

40/3 - 41/1 - 244/1

Voir aussi: *Décision du Président*

Démission d'un député

67/5 - 179(1)/2 - 179(1)/3

Dépôt

55/1 - 59/1 à 59/4 - 62/1 à 62/6 - 63/1 à 63/3 - 66/2 - 67/6 - 67/20 - 67/28 - 74/10 - 80/1 - 193/5 - 214/1 à 214/7 - 244/3 - 316(2)/2 - 316(2)/3

Voir aussi: *Document - Pétition - Rapport*

Député indépendant

74/2 - 74/3 - 74/8 - 74/11 - 305/1 - 305/2

Diffamer un député

67/26 – 69/3

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Dirigeant d'organisme

316(2)/2

Discours d'ouverture de la session

Voir aussi: *Débat sur le discours d'ouverture de la session*

Discours du budget

2/7 – 34/5 – 67/23 – 271/1 – 282/1

Voir aussi: *Budget*

Discrétion du Président

32/2 – 34/6 – 41/2 – 74/8 – 83/1 – 90/1 – 223/2 – 224/1

Voir aussi: *Président*

Disposition législative non adoptée

67/9 – 67/13 – 67/16 – 67/19 – 67/24 – 67/27 – 67/33 – 67/34 – 67/36

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Disposition législative rétroactive

67/24 – 67/27

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Distribution d'un projet de loi

182/7

Document

59/2 à 59/4 – 66/2 – 67/6 – 67/20 – 212/3

Voir aussi: *Dépôt*

Document altéré

67/32

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Document audiovisuel

59/3 – 59/4

Voir aussi: *Dépôt – Document – Vidéocassette*

Document cité

66/2

Document contrefait

67/32

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Document falsifié

67/32

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Document faux

67/32

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Droit à l'information

59/2 – 67/6

Voir aussi: *Privilège parlementaire*

Droit de parole

32/3 – 74/7 – 74/10 – 182/8 – 182/10 – 182/10 – 209/2 – 240/3 – 241/6

Voir aussi: *Retrait du droit de parole*

Droit de réplique

253/2

Droit de vote

42/1

Voir aussi: *Mise aux voix – Vote*

- E -

Engagements financiers

85/3 – 86/2

Entente entre les leaders

179(3)/1

Voir aussi: *Leader du gouvernement – Leaders – Réunion des leaders*

Envoi à une commission pour étude détaillée

84/2 – 243/1

Étude des crédits

34/5 - 88/40 - 211/1 - 282/1 - 308/2

Voir aussi: *Crédits budgétaires*

Étude détaillée

243/1 - 244/1 à 244/5 - 248/1 - 249/1

Voir aussi: *Motion préliminaire - Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 - Remarques préliminaires*

Exclusion d'un député

35(7)/5

Exhibition d'objet

77(5)/1 - 239/8

Explications sur un discours

212/1 à 212/6

- F -

Feuilleton et préavis

67/2 - 86/1 - 100/4 - 188/1 - 194/1 - 236/1

Voir aussi: *Préavis*

Fonctions du Président

2/1 à 2/9 - 38/1 - 85/3 - 249/1

Voir aussi: *Interprétation de la loi - Interprétation du droit - Président*

Fonds publics

67/33 - 192/1 - 192/2

Voir aussi: *Couronne - Incidence financière - Recommandation royale*

- G -

Gêner un député

66/1

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

- H -

Huis clos

29/1

Voir aussi: *Séance d'une commission - Séance de travail*

- I -

Imputer des motifs indignes à un député

35(6)/1 - 35(6)/2 - 35(6)/4 - 67/7 - 67/12 - 67/35 - 214/3

Voir aussi: *Paroles interdites*

Incidence financière

97/3 - 233/2 - 233/4

Voir aussi: *Couronne - Fonds publics - Recommandation royale*

Indépendance d'un député

67/14 - 67/15 - 67/20

Induire la Chambre en erreur

67/7 - 67/10 - 67/12 - 67/35

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Interpellation

67/10 - 88/37 - 295/1 - 297/1

Interprétation de la loi

67/33 - 77(3)/2

Voir aussi: *Fonctions du Président - Interprétation du droit*

Interprétation du droit

182/8 - 182/10 - 193/1 - 193/3 - 223/1 - 233/4 - 239/2 - 316(1)/1

Voir aussi: *Fonctions du Président - Interprétation de la loi*

Interruption d'un député

36/1 - 36/2 - 212/6

Intervention d'un député

33/1 à 33/5

Voir aussi: *Alternance*

- L -

Langue du débat

252/1

Leader du gouvernement

34/4 - 100/5 - 294/1 - 316(3)/4

Voir aussi: *Entente entre les leaders - Leaders*

Leaders

Voir aussi: *Entente entre les leaders - Leader du gouvernement - Réunion des leaders*

Liberté de parole

66/2 - 67/21 - 77(1)/1 - 182/8 - 182/10

Voir aussi: *Privilège parlementaire*

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics

66/2

- M -

Mandat d'initiative

85/3 - 120(4)/1 - 294/1

Mémoire

166/1

Menaces

35(9)/1 - 66/1 - 67/11 - 67/21 - 67/22

Voir aussi: *Paroles interdites - Violation de droits ou de privilèges*

Mesures fiscales

55/2

Voir aussi: *Déclaration ministérielle*

Ministre

35(6)/5 - 62/1 - 62/4 - 75/3 - 75/5 - 79/1 - 232/1 - 253/1 - 253/4 - 290/1 - 295/1 - 308/1 - 308/3 - 316(2)/2 - 316(2)/3 - 316(3)/4

Voir aussi: *Convocation d'un ministre*

Mise aux voix

100/6 - 182/5 - 193/4 - 219/1 - 220/1 - 220/2 - 223/1 à 223/3 - 224/1 - 224/2 - 225/1 - 226/1 à 226/3 - 248/1 - 254/1 - 254/2 - 306/1

Voir aussi: *Droit de vote - Vote*

Mise en demeure

67/21

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Motif

304/2

Motion

186/1 - 186/2 - 188/1 - 191/1 - 191/2 - 192/1 - 192/2 - 193/1 à 193/6 - 194/1 - 195/1 à 195/3

Voir aussi: *Caducité d'une motion - Contenu prohibé d'une motion - Refus d'une motion irrégulière*

Motion d'ajournement du débat

100/1 à 100/6 - 101/1 - 101/2 - 195/2

Voir aussi: *Ajournement du débat*

Motion d'amendement

97/1 - 97/4 - 192/1 - 197/1 à 197/23 - 198/1 - 209/2 - 271/2 - 316(2)/1

Voir aussi: *Amendement - Motion du mercredi*

Motion d'envoi en commission

85/2 - 139/1 - 139/2 - 193/3 - 194/1

Motion d'organisation des travaux

290/1

Motion de censure

50/1 - 50/2 - 67/10 - 88/4 - 88/38 - 223/2 - 226/1 - 271/1 - 271/2 - 274/1 - 304/1 - 304/2 - 305/1 - 305/2 - 306/1 - 316(3)/4 - 316(3)/5

Motion de clôture

182/2 à 182/4 - 251/1 à 251/4

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Motion de mise aux voix immédiate
202/1

Motion de report
100/2 – 240/1 à 240/4 – 241/6

Motion de retrait

Voir: *Retrait d'une motion*

Motion de scission
205/1 – 210/4 – 241/1 à 241/10

Motion de sous-amendement
97/1 – 200/1 à 200/8

Motion de suspension d'une règle de procédure
182/1 à 182/10 – 183/1 à 183/5 – 210/3 – 233/5

Voir aussi: *Procédure de l'Assemblée – Suspension d'une règle de procédure – Urgence*

Motion du gouvernement
100/4

Voir aussi: *Motion d'ajournement du débat – Motion sans préavis*

Motion du mercredi
88/37 – 88/38 – 97/1 à 97/6 – 98/1 – 191/1 – 191/2 – 195/1 – 197/2 à 197/6 – 197/8 – 197/10 – 197/12 à 197/21 – 197/23 – 198/1 – 200/5 à 200/8 – 202/1 – 205/1

Voir aussi: *Affaires inscrites par les députés de l'opposition*

Motion identique
244/5

Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement
32/4 – 67/28 – 193/6 – 271/1 – 316(2)/1 à 316(2)/3 – 316(3)/1 à 316(3)/4

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député
67/28 – 316(2)/2 – 324/1 à 324/3

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Motion préliminaire
244/2 à 244/5

Voir aussi: *Étude détaillée – Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1*

Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1
244/2

Voir aussi: *Étude détaillée – Motion préliminaire*

Motion sans préavis
35(3)/10 – 84/1 – 84/2 – 100/4

- N -

Nombre de commissions pouvant siéger
145/1

Voir aussi: *Commission parlementaire*

Notes explicatives d'un projet de loi
233/1 – 233/3 – 233/5 – 241/3

- O -

Obligation du Président
59/1

Voir aussi: *Président*

Obligation légale
67/6 – 67/28 – 193/5 – 220/1 – 316(2)/2 – 316(2)/3

Opposition officielle
50/1 – 219/1

Ordre de l'Assemblée
85/4 – 179(3)/1 – 179(3)/2 – 186/2

Voir aussi: *Ordre ou résolution – Procédure de l'Assemblée*

Ordre ou résolution
67/2 – 67/18 – 186/1

Voir aussi: *Ordre de l'Assemblée*

Outrage au Parlement

67/12 – 67/15 – 67/16 – 67/19 – 67/23 à 67/25 – 67/27 – 67/28 – 67/30 à 67/36 – 193/5 – 316(2)/2 – 316(2)/3

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

- P -

Paroles interdites

35(1)/1 – 35(3)/1 à 35(3)/15 – 35(5)/1 – 35(6)/1 à 35(6)/5 – 35(7)/1 à 35(7)/6 – 35(9)/1 – 313/1 – 324/3

Voir aussi: *Imputer des motifs indignes à un député – Menaces – Propos non parlementaires – Refuser d'accepter la parole d'un député – Souligner l'absence d'un député – Sub judice*

Période de travaux intensifs

88/47

Période des questions et réponses orales

67/10 – 74/1 à 74/11 – 75/1 à 75/6 – 77(1)/1 – 77(3)/1 – 77(3)/2 – 75(5)/1 – 75(5)/2 – 78/1 à 78/3 – 79/1 à 79/4 – 80/1 à 80/3 – 82/1 – 82/2 – 88/14 – 88/21 – 88/25 – 88/35 – 88/37 – 212/2 – 212/5

Voir aussi: *Question écrite – Question interdite – Question orale – Question principale – Questions complémentaires – Refus de répondre – Réponse – Réponse différée*

Pertinence

211/1 à 211/4 – 239/1 à 239/8 – 253/1

Pétition

62/1 à 62/6 – 63/1 à 63/3

Voir aussi: *Dépôt*

Poursuite de l'étude d'un projet de loi

48/1

Voir aussi: *Clôture de la session*

Pouvoir du Président

33/1 à 33/5 – 35(3)/9 – 55/2 – 59/2 – 67/6 – 67/32 – 78/2 – 85/1 – 120(4)/1 – 182/1 – 182/3 – 182/4 – 182/8 – 182/10 – 183/1 – 183/3 à 183/5 – 193/2 – 233/3

Voir aussi: *Président*

Préambule

74/5 – 79/3

Préavis

183/1 – 183/2 – 183/5 – 188/1 – 195/1 – 195/3 – 271/1 – 290/1 – 324/2

Voir aussi: *Feuilleton et préavis*

Précédents et usages

84/1 – 180/1 – 191/1 – 252/1

Voir aussi: *Procédure de l'Assemblée*

Premier ministre

75/3

Voir aussi: *Représentant du Premier ministre*

Présentation d'un projet de loi

85/4 – 232/1 – 233/1 à 233/5 – 238/3

Président

Voir aussi: *Conduite du Président – Décision du Président – Déclaration du Président – Discretion du Président – Fonctions du Président – Interprétation de la loi – Interprétation du droit – Obligation du Président – Permission du Président – Pouvoir du Président – Question au Président – Rappel au Règlement – Suspension ou levée de la séance – Violation du Règlement*

Président de commission

2/3 – 2/4 – 2/6 – 2/9 – 59/3 – 120(4)/1 – 135/1

Voir aussi: *Conduite d'un président de commission*

Président de séance

139/1 – 139/2

Pressions indues

67/22

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Principe

197/5 – 197/10 – 197/13 à 197/15 – 197/21 à 197/23 – 241/1 à 241/5 – 241/7 à 241/10 – 304/2

Voir aussi: *Adoption du principe – Principe d'un projet de loi*

Principe d'un projet de loi

97/2 – 205/1

Voir aussi: *Adoption du principe – Principe*

Prise en considération du rapport

211/3 – 248/1 – 252/1 – 253/1 à 253/4 –
254/1 – 254/2

Voir aussi: *Rapport d'une commission – Rapport de
la commission plénière*

Private ruling

34/5 – 34/6 – 188/1 – 195/3 – 316(2)/2

Privilège parlementaire

35(3)/9 – 59/2 – 66/2 – 67/4

Voir aussi: *Droit à l'information – Liberté de
parole – Question de privilège – Violation de droits ou
de privilèges*

Procédure de l'Assemblée

67/32 – 179(1)/1 à 179(1)/3 – 179(3)/1 – 179(3)/2 –
180/1 – 252/1 – 316(2)/3

Voir aussi: *Motion de suspension d'une règle de
procédure – Ordre de l'Assemblée – Précédents et
usages*

Projet de loi d'intérêt privé

195/3 – 269/1

Projet de loi d'intérêt public

233/1 à 233/4

Voir aussi: *Distribution d'un projet de loi*

Projet de loi modifiant plusieurs lois

241/2

Projet de règlement

244/3

Propos non parlementaires

35(7)/1 à 35(7)/6 – 42/1 – 50/2 – 71/8

Voir aussi: *Paroles interdites*

- Q -

Question au Président

34/1 à 34/6

Voir aussi: *Président*

Question de fait personnel

67/26 – 69/3 – 71/1 à 71/8 – 75/6 – 182/3 – 182/6

Question de privilège

34/4 – 41/1 – 45/1 – 67/8 – 71/5 – 271/1

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Question écrite

75/1 – 75/2 – 313/1

Question interdite

35(3)/1 – 77(1)/1 – 77(3)/1 – 77(3)/2 – 77(5)/1 – 77(5)/2

Voir aussi: *Période des questions et réponses
orales*

Question orale

74/2 à 74/8 – 75/1 à 75/6

Voir aussi: *Période des questions et réponses
orales*

Question principale

74/2 – 74/3 – 74/11 – 78/3

Voir aussi: *Période des questions et réponses
orales*

Questions complémentaires

78/1 à 78/3 – 79/1 – 80/3 – 82/1

Voir aussi: *Période des questions et réponses
orales*

Quorum

36/1 – 36/2

- R -

Rappel au règlement

36/1 - 193/6 - 209/1 - 212/5 - 271/1

Voir aussi: *Président - Remarques lors d'un rappel au Règlement - Violation du Règlement*

Rapport

59/1 - 67/28 - 67/33 - 193/5 - 316(2)/2 - 316(2)/3

Voir aussi: *Dépôt - Rapport d'une commission - Rapport de la commission plénière*

Rapport d'une commission

2/1 - 2/3 - 67/29 - 182/5 - 192/1 - 211/4

Voir aussi: *Accord sur le moment du dépôt du rapport - Débat sur les rapports de commissions - Prise en considération du rapport - Rapport de la commission plénière*

Rapport de la commission plénière

182/9 - 248/1

Voir aussi: *Rapport*

Recommandation royale

179(1)/1

Voir aussi: *Couronne - Fonds publics - Incidence financière*

Refus d'un préavis irrégulier

193/6 - 316(3)/5 - 316(3)/5

Refus d'une motion irrégulière

100/6 - 193/1 à 193/5 - 200/5 - 251/2 - 324/1 - 324/2

Voir aussi: *Motion*

Refus de répondre

35(3)/3 - 82/1 - 82/2

Voir aussi: *Période des question et réponses orales*

Refuser d'accepter la parole d'un député

35(6)/3 - 35(6)/4 - 67/7 - 67/12 - 67/35 - 214/2 - 214/3

Voir aussi: *Paroles interdites - Violation de droits ou de privilèges*

Réimpression d'un projet de loi

238/1 à 238/3

Voir aussi: *Adoption du principe*

Remarques lors d'un rappel au règlement

40/1 à 40/4

Voir aussi: *Rappel au règlement*

Remarques préliminaires

244/2

Voir aussi: *Étude détaillée*

Remplacement

253/4 - 308/1 - 308/3

Renseignements personnels

66/2 - 88/47

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

86/1 - 86/2

Réplique

212/5

Réponse

75/3 - 75/5 - 78/3 - 79/1 à 79/4

Voir aussi: *Période des questions et réponses orales - Réponse différée*

Réponse différée

78/1 - 80/1 à 80/3 - 82/2 - 212/4 - 308/4

Voir aussi: *Période des questions et réponses orales - Réponse*

Report d'un vote

223/1 à 223/3

Voir aussi: *Mise aux voix - Vote - Vote reporté*

Représentant du Premier ministre

253/3

Voir aussi: *Premier ministre*

Retrait d'une motion

67/2 - 194/1 - 195/1 à 195/3 - 240/1

Voir aussi: *Motion de retrait*

Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire

Retrait du droit de parole

35(7)/5 - 42/1

Voir aussi: *Droit de parole*

Réunion des leaders

210/2 à 210/4

Voir aussi: *Entente entre les leaders - Leaders*

Ridiculiser la Chambre

195/2

- S -

Séance d'une commission

2/8

Voir aussi: *Huis clos - Séance de travail*

Séance de travail

145/1

Voir aussi: *Huis clos - Séance d'une commission*

Séance extraordinaire

23/1 - 233/5

Souligner l'absence d'un député

35(6)/1 - 35(6)/5

Voir aussi: *Paroles interdites*

Sous-amendement

Voir: *Motion de sous-amendement*

Sub judice

35(3)/1 à 35(3)/15 - 62/5 - 62/6 - 67/3 - 67/21 - 82/1 - 183/5 - 313/1 - 324/2 - 324/3

Voir aussi: *Paroles interdites*

Surveillance d'organismes publics

294/1

Suspension d'une règle de procédure

97/2

Voir aussi: *Motion de suspension d'une règle de procédure - Procédure de l'Assemblée*

Suspension ou levée de la séance

100/1 - 198/1

Voir aussi: *Président*

- T -

Témoignage faux

67/32

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Témoignage incomplet

67/32

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Temps de parole

36/1 - 40/2 - 100/3 - 100/6 - 101/1 - 101/2 - 209/1 - 210/1 - 210/2 - 210/4 - 212/5 - 253/1 - 253/3 - 253/4 - 269/1 - 306/1

- U -

Urgence

88/1 - 88/8 - 88/26 - 88/30 - 88/37 - 88/43 - 182/1 - 182/3 - 182/4 - 182/8 - 183/1 à 183/5

Voir aussi: *Débat d'urgence - Motion de suspension d'une règle de procédure*

- V -

Version anglaise

252/1

Version française

252/1

Vice-président de l'Assemblée nationale

Voir aussi: *Conduite d'un vice-président de l'Assemblée nationale*

Vidéocassette

59/3 - 59/4

Voir aussi: *Audiocassette - Dépôt - Document - Document audiovisuel*

Violation de droits ou de privilèges

41/2 - 66/1 - 66/2 - 67/1 à 67/36 - 69/1 à 69/3 - 186/1 - 209/1 - 244/1 - 316(2)/2 - 316(2)/3 - 316(3)/5

Voir aussi: *Charte des droits et libertés de la personne - Corrompre un député - Crédits budgétaires non adoptés - Diffamer un député - Disposition législative non adoptée - Disposition législative rétroactive - Dépôt - Document - Document altéré - Document cité - Document contrefait - Document falsifié - Document faux - Gêner un député - Imputer des motifs indignes à un député - Induire la Chambre en erreur - Liberté de parole - Loi sur l'accès aux documents des organismes publics - Menaces - Mise en demeure - Motion mettant en question la conduite d'un membre du Parlement - Motion mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député - Outrage au Parlement - Pressions indues - Privilège parlementaire - Question de privilège - Refuser d'accepter la parole d'un député - Témoignage faux - Témoignage incomplet*

Violation du règlement

38/1 - 39/1

Voir aussi: *Président - Président de commission - Rappel au règlement*

Vote

67/11 - 226/3

Voir aussi: *Droit de vote - Mise aux voix - Report d'un vote - Vote à main levée - Vote libre - Vote par appel nominal - Vote par assis et levé - Vote reporté*

Vote à main levée

182/5 - 223/3

Voir aussi: *Vote*

Vote libre

271/2

Voir aussi: *Vote*

Vote par appel nominal

83/1 - 182/5 - 182/6 - 220/1 - 223/3 - 224/1 - 224/2 - 225/1 - 226/2 - 254/1

Voir aussi: *Vote*

Vote par assis et levé

220/2

Voir aussi: *Commission plénière - Vote*

Vote reporté

83/1 - 254/1 - 306/1

Voir aussi: *Report d'un vote - Vote*

- A -

Adjoint parlementaire

246/1 - 246/3

Ajournement des travaux

138/1 - 165/1 à 165/4 - 303/1

Voir aussi: *Motion d'ajournement des travaux*

Alinéa

245/2 - 245/3

Alternance

33/1 - 284/1 - 284/4

Voir aussi: *Intervention d'un député*

Amendement

Voir: *Motion d'amendement*

Annexe d'un projet de loi

245/1

Article modifié ou ajouté dans une loi existante

245/2

- B -

Budget

275/1 à 275/3

Voir aussi: *Discours du budget*

Bureau de l'Assemblée nationale

139/1

- C -

Caducité d'une motion

165/3

Citation de document

214/1

Commission de l'Assemblée nationale

116(4)/1

Commission parlementaire

Voir: *Compétence des commissions -
Composition d'une commission - Sous-commission*

Compétence des commissions

118/1

Composition d'une commission

124/1 - 127/1 - 131/1 à 131/4 - 132/1 - 132/2 - 133/1

Consentement unanime

131/2 - 132/1 - 144/1 - 162/4 - 287/2 - 287/4

Consultation générale

167/1 - 169/1 - 169/2 - 169/3 - 170/2 - 211/7

Consultation particulière

144/1 - 149/1 - 162/5 - 170/1 à 170/3 - 173/1 - 185/1 -
185/3 - 193/1 - 197/1 - 197/12 - 211/4 - 244/3 - 244/12
- 244/13 - 244/16 - 244/25 - 244/26 - 267/4

Convocation d'un ministre

164/1 - 170/2 - 244/3 - 244/13

Voir aussi: *Ministre*

Convocation et horaire

144/1

Voir aussi: *Modification à l'horaire*

Correction de forme d'une motion

193/1

Couronne

Voir: *Fonds publics*

Crédits budgétaires

284/1 à 284/7 - 285/1 - 287/1 à 287/3

Voir aussi: *Étude des crédits*

- D -

Déclaration solennelle

164/1 – 170/1

Voir aussi: *Serment*

Décorum

32/1 – 32/2

Délibéré

244/15

Démission d'un député

267/2

Dépôt

162/1 à 162/6 – 214/1 – 244/8

Voir aussi: *Document – Rapport*

Député indépendant

131/1 – 165/2

Voir aussi: *Participation d'un député indépendant*

Dirigeant d'organisme

287/4 – 294/1

Discours du budget

275/1 à 275/3

Voir aussi: *Budget*

Discretion du Président

33/1 – 284/1

Voir aussi: *Président*

Discussion sur le principe

244/9

Voir aussi: *Principe*

Document

162/1 à 162/5 – 267/5

Voir aussi: *Dépôt*

Droit de parole

131/3 – 165/1 – 165/2 – 165/4 – 244/10 – 287/1 à 287/3

Droit de vote

127/1 – 133/1 – 138/2 – 138/4

Voir aussi: *Mise aux voix*

- E -

Engagements financiers

211/5 – 293/1 à 293/5

Entente entre les leaders

284/2

Enregistrement des débats

159/2

Étude article par article

197/12 – 244/9 – 244/16 – 244/20 – 246/2

Voir aussi: *Étude détaillée*

Étude des crédits

165/1 – 211/2 – 284/1 à 284/7 – 285/1 – 287/1 à 287/3

Voir aussi: *Crédits budgétaires*

Étude détaillée

2/1 – 2/2 – 118/1 – 133/1 – 138/3 – 193/1 – 211/1 – 211/3 – 244/1 à 244/26 – 245/1 à 245/3 – 246/1 à 246/3 – 267/1 à 267/6

Voir aussi: *Étude article par article – Motion préliminaire – Motion proposant d'entreprendre l'étude de l'article 1 – Remarques préliminaires*

Exhibition d'objet

2/3 – 167/1

Explications sur un discours

212/1

- F -

Fonctionnaire

287/1 – 287/2 – 287/4

Fonctions du Président

2/1 à 2/3 - 138/1 à 138/5 - 213/1

Voir aussi: *Interprétation de la loi -
Interprétation du droit*

Fonds publics

192/1 à 192/6

Voir aussi: *Motion présentée par un ministre*

- H -

Horaire

Voir: *Convocation et horaire - Modification à
l'horaire*

Huis clos

35(3)/3 - 159/1

Voir aussi: *Séance de travail - Séance publique*

- I -

Immunité parlementaire

35(3)/3

Interpellation

295/1 - 301/1 - 303/1

Interprétation de la loi

2/1 - 2/2 - 197/14

Voir aussi: *Fonctions du Président - Interprétation
du droit*

Interprétation du droit

2/1 à 2/3 - 197/15

Voir aussi: *Fonctions du Président - Interprétation
de la loi*

Interruption d'un député

165/4

Intervention d'un député

33/1

Voir aussi: *Alternance*

- L -

Langue du débat

197/14 - 197/15

Leaders

Voir aussi: *Entente entre les leaders*

Liberté de parole

162/3

- M -

Mandat d'initiative

131/2 - 149/1

Mandat de l'Assemblée

131/2 - 150/1 - 170/2 - 170/3 - 211/7 - 244/1 - 244/15

Mémoire

162/5 - 167/1

Micro-ordinateur

32/1 - 32/2

Ministre

124/1 - 132/1 - 165/1 - 169/1 - 246/1 à 246/3 - 293/1 -
294/1

Voir aussi: *Convocation d'un ministre*

Mise aux voix

156/2

Voir aussi: *Droit de vote*

Modification à l'horaire

144/1 - 285/1

Voir aussi: *Convocation et horaire*

Motion

133/1 - 185/1 à 185/4 - 190/1 - 192/1 à 192/6 - 193/1 -
244/1 - 244/2 - 267/1

Voir aussi: *Caducité d'une motion - Correction de
forme d'une motion - Refus d'une motion irrégulière*

Motion d'ajournement des travaux
165/2 à 165/4 – 303/1

Voir aussi: *Ajournement des travaux*

Motion d'amendement
138/3 – 185/4 – 190/1 – 192/6 – 196/1 – 196/2 – 197/1 à
197/15 – 198/1 – 200/3 – 202/2 – 244/4 – 244/14 –
244/17 – 244/22 à 244/24 – 245/3

Voir aussi: *Amendement*

Motion de censure
292/1

Motion de mise aux voix immédiate
202/1 – 202/2

Motion de report
293/2

Motion de sous-amendement
196/2 – 197/14 – 200/1 à 200/3

Motion écrite
190/1

Motion identique
185/1 à 185/4 – 244/3

Motion préliminaire
185/1 – 185/3 – 197/1 – 197/5 – 197/12 – 244/2 – 244/5
– 244/6 – 244/8 à 244/12 – 244/16 – 244/20 – 244/21 –
244/25 – 244/26 – 246/2 – 267/5 – 284/7

Voir aussi: *Étude détaillée – Motion proposant
d'entreprendre l'étude de l'article 1*

Motion présentée par un ministre
192/1 à 192/6

Voir aussi: *Fonds publics*

**Motion proposant d'entreprendre l'étude de
l'article 1**
197/5 – 197/12 – 244/6 – 244/20 – 244/26

Voir aussi: *Étude détaillée – Motion préliminaire*

- N -

Notes explicatives d'un projet de loi
197/13

- O -

Opposition officielle
156/1

Ordre
32/1 – 32/2

Ordre de l'Assemblée
118/1

Voir aussi: *Procédure de l'Assemblée*

Organisation des travaux
138/1 – 284/7

- P -

Paroles interdites
35(3)/1 à 35(3)/3 – 35(7)/1 – 35(7)/2

Voir aussi: *Propos non parlementaires –
Sub judice*

Participation d'un député indépendant
133/1 – 169/3

Voir aussi: *Député indépendant*

Participation d'un non-membre
132/1 – 132/2 – 133/1 – 169/3

Permission du Président
162/1

Voir aussi: *Président*

Personnel de soutien d'une commission
138/5

Pertinence
211/1 à 211/7 – 275/1

Politique budgétaire
211/6 - 292/1

Pouvoir du Président
44/1 - 118/1 - 198/1

Voir aussi: *Président*

Préambule
197/5 - 197/11 - 244/11

Précédents et usages
197/15

Président

Voir: *Discretion du Président - Fonctions du Président - Permission du Président - Pouvoir du Président - Question au Président - Rappel au Règlement - Suspension ou levée de la séance - Vote prépondérant*

Président de séance
139/1

Principe
197/1 - 197/6 - 197/10

Voir aussi: *Discussion sur le principe - Principe d'un projet de loi*

Principe d'un projet de loi
197/7 - 197/13

Voir aussi: *Principe*

Projet de loi d'intérêt privé
267/1 à 267/6

Projet de loi d'intérêt public
149/1 - 244/11

Propos non parlementaires
35(7)/1 - 35(7)/2

Voir aussi: *Paroles interdites*

- Q -

Question à la suite d'une intervention
213/1

Question au Président
34/1

Voir aussi: *Président*

Question de privilège
66/1 - 244/15

Voir aussi: *Violation de droits ou de privilèges*

Quorum
156/1 à 156/3

- R -

Rappel au règlement
44/1 - 165/4

Voir aussi: *Président*

Rapport
175/1

Voir aussi: *Dépôt - Rapport intérimaire*

Rapport intérimaire
175/1

Voir aussi: *Rapport*

Refus d'une motion irrégulière
197/9

Voir aussi: *Motion*

Refus de répondre
34/1

Remarques préliminaires
169/1 - 211/3 - 244/9 - 244/10 - 244/16 - 244/18 - 244/19 - 293/3

Voir aussi: *Étude détaillée*

Remplacement
246/3 - 267/2

Voir aussi: *Remplacement pour une séance*

Index – Commissions

Remplacement pour une séance
131/1 à 131/4

Voir aussi: *Remplacement*

Retrait d'une motion
197/4

- S -

Séance d'une commission

Voir: *Huis clos – Séance de travail – Séance publique*

Séance de travail
131/2 – 159/1 – 159/2

Voir aussi: *Huis clos – Séance publique*

Séance publique
159/1 – 159/2

Voir aussi: *Huis clos – Séance de travail*

Serment
164/1 – 170/1

Voir aussi: *Déclaration solennelle*

Sous-amendement

Voir: *Motion de sous-amendement*

Sous-commission
150/1

Voir aussi *Commission parlementaire*

Sub judice
35(3)/1 à 35(3)/3 – 267/6

Voir aussi: *Paroles interdites*

Surveillance d'organismes publics
294/1

Suspension ou levée de la séance
44/1 – 44/2

Voir aussi: *Président*

- T -

Témoin
170/1 – 173/1

Temps de parole
138/5 – 169/1 à 169/3 – 173/1 – 196/1 – 196/2 – 244/5 –
244/18 – 244/19 – 245/1 à 245/3 – 246/1 – 246/2 – 275/2
– 275/3 – 284/1 à 284/6 – 293/1 – 293/5 – 301/1

- V -

Vérificateur général
116(4)/1

Version anglaise
197/14 – 197/15

Version française
197/14 – 197/15

Violation de droits ou de privilèges
66/1

Voir aussi: *Question de privilège*

Vote

Voir aussi: *Droit de vote – Mise aux voix –
Vote prépondérant*

Vote par appel nominal
32/2

Voir aussi: *Vote*

Vote prépondérant
138/2

Voir aussi: *Président – Vote*

- W -

Whip du gouvernement

132/2

**PROPOS NON PARLEMENTAIRES
ASSEMBLÉE**

Aigrefin — JD, 16 octobre 1990, p. 4430 (Michel Bissonnet)

Arnaque (complice d'une a., d'une astuce) — JD, 7 mai 1997, p. 6501 (Jean-Pierre Charbonneau)

Bandits (quelle gang de...) — JD, 18 décembre 1996, p. 4740 (Raymond Brouillet)

Bigoterie — JD, 19 septembre 1995, p. 5137 (Raymond Brouillet)

Boîte (fermer sa...) — JD, 19 mai 1992, p. 1150 (Michel Bissonnet)

Boucher de Charlesbourg — JD, 5 juin 1995, pp. 3451-3452 (Raymond Brouillet)

Bouffon — JD, 17 novembre 1987, p. 9561 (Pierre Lorrain) — JD, 6 juin 1989, p. 6347 (Pierre Lorrain) — JD, 22 mars 1990, p. 1271 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 11 avril 1990, p. 1745 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 4 mai 1990, p. 2321 (Michel Bissonnet) — JD, 9 mai 1991, p. 8160 (Michel Bissonnet) — JD, 25 mai 1995, pp. 3005-3006 (Roger Bertrand)

Bouffonnerie — JD, 15 décembre 1989, p. 814 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 17 octobre 1991, p. 9983 (Roger Lefebvre)

Cacher des études — JD, 18 septembre 1995, p. 5019 (Roger Bertrand) — JD, 20 septembre 1995, p. 5156 (Roger Bertrand)

Cacher des informations — JD, 4 décembre 1995, pp. 5362-5363 (Roger Bertrand)

Cachotterie — JD, 20 septembre 1995, p. 5156 (Roger Bertrand)

Camouflage (opération de...) — JD, 4 juin 1998, p. 11697 (Jean-Pierre Charbonneau)

Camoufler cette affaire — JD, 27 novembre 1997, p. 8809 (Jean-Pierre Charbonneau)

Cautionne les gestes qui avaient été posés — JD, 16 septembre 1992, pp. 3653-3654 (Jean-Pierre Saintonge)

Chantage (a décidé de faire du...) — JD, 18 avril 1991, p. 7417 (Jean-Pierre Saintonge)

Cheap (et mesquin) — JD, 23 avril 1986, pp. 982-983 (Pierre Lorrain)

Chien de poche — JD, 27 avril 1988, p. 693 (Pierre Lorrain)

"Cimenteur" (si menteur) — JD, 18 mars 1987, p. 6150 (Louise Bégin)

Clown — JD, 2 juin 1992, p. 1443 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 2 décembre 1992, p. 4000 (Jean-Pierre Saintonge)

Cochon, Cochonneries — JD, 15 mai 1986, p. 1587 (Louise Bégin)

Complice — Voir Arnaque

Con — JD, 13 décembre 1991, p. 11567 (Roger Lefebvre)

Conneries — JD, 12 juin 1986, p. 2759 (Jean-Pierre Saintonge)

Cover-up — JD, 20 novembre 1997, pp. 8593-8594 (Jean-Pierre Charbonneau) — JD, 3 décembre 1997, pp. 9028-9029 (Jean-Pierre Charbonneau) — JD, 10 juin 1998, p. 11818 (Jean-Pierre Charbonneau)

Culot — JD, 30 avril 1991, p. 7607 (Jean-Pierre Saintonge)

Épais — JD, 20 avril 1988, p. 647 (Pierre Lorrain)

Erreur — JD, 8 avril 1992, pp. 465-466 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 30 avril 1992, p. 661 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 13 décembre 1995, p. 5826 (Pierre Bélanger)

Espèce d'intolérance qui a fondé les propos du député — JD, 22 mai 1991, pp. 8402-8405 (Jean-Pierre Saintonge)

Étouffer cette affaire — JD, 11 décembre 1995, p. 5640 (Roger Bertrand)

Faire la grève, n'a pas voulu siéger — JD, 10 mars 1992, pp. 11869-11872 (Jean-Pierre Saintonge)

Faussement (intellectuel) — JD, 21 mars 1997, p. 5469 (Raymond Brouillet)

Fausseté — JD, 4 juin 1986, p. 2197 (Louise Bégin) — JD, 9 juin 1986, p. 2455 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 11 juin 1986, p. 2626 (Louise Bégin) — JD, 13 mai 1987, p. 7516 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 16 décembre 1987, p. 10792 (Louise Bégin) — JD, 13 décembre 1989, p. 654 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 24 avril 1990, p. 1827 (Michel Bissonnet) — JD, 25 avril 1990, p. 1853 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 12 juin 1990, p. 3145 (Lawrence Cannon) — JD, 25 octobre 1990, p. 4676 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 15 juin 1995, p. 4228 (Roger Bertrand) — JD, 14 décembre 1995, pp. 5891-5892 (Roger Bertrand)

Faux — JD, 20 novembre 1986, p. 4191 (Louise Bégin) — JD, 8 décembre 1986, p. 4881 (Pierre Lorrain) — JD, 28 avril 1988, p. 712 (Pierre Lorrain) — JD, 30 mai 1988, p. 1537 (Pierre Lorrain) — JD, 16 mai 1990, p. 2612 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 14 juin 1990, p. 3309 (Lawrence Cannon) — JD, 24 octobre 1990, p. 4608 (Michel Bissonnet) — JD, 27 avril 1995, p. 2111 (Roger Bertrand)

Favoritisme — JD, 5 décembre 1989, p. 240 (Lawrence Cannon) — JD, 6 décembre 1996, p. 3940 (Raymond Brouillet)

Folies — JD, 18 juin 1990, p. 3505 (Michel Bissonnet) — JD, 28 novembre 1990, p. 5427 (Jean-Pierre Saintonge)

Fou, Folles — JD, 20 décembre 1989, p. 925 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 27 mai 1992, p. 1369 (Michel Bissonnet)

Fourberie(s) — JD, 5 juin 1995, pp. 3417-3418 (Roger Bertrand) — JD, 18 décembre 1996, p. 4801 (Raymond Brouillet)

Fourbes (ils sont...) — JD, 25 mars 1992, p. 121 (Roger Lefebvre) — JD, 4 avril 1995, p. 1885 (Roger Bertrand)

Fraude intellectuelle — JD, 18 mai 1995, pp. 2831-2833 (Roger Bertrand)

Fraudes électorales — JD, 13 décembre 1994, p. 630 (Pierre Bélanger)

Fraudeuse — JD, 17 mai 1995, pp. 2802-2803 (Roger Bertrand)

Gorlots-là — JD, 18 mars 1993, pp. 5487-5488 (Jean-Pierre Saintonge)

Gueuler — JD, 4 avril 1984, p. 5698 (Richard Guay)

Hurluberlu — JD, 10 juin 1993, p. 7543 (Roger Lefebvre)

Hypocrisie — JD, 13 novembre 1991, pp. 10548-10549 (Michel Bissonnet)

Hypocrite — JD, 31 octobre 1991, p. 10299 (Michel Bissonnet) — JD, 3 septembre 1992, p. 3050 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 3 septembre 1992, p. 3053 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 6 mai 1993, pp. 6226-6227 (Jean-Pierre Saintonge)

Idiot (son propos...) — JD, 18 mars 1987, p. 6152 (Louise Bégin)

Imbécile — JD, 1^{er} juin 1988, p. 1669 (Jean-Pierre Saintonge)

Indécence — JD, 22 novembre 1990, p. 5283 (Michel Bissonnet)

Indécent — JD, 21 novembre 1990, p. 5237 (Jean-Pierre Saintonge)

Individu sinistre — JD, 9 avril 1992, p. 560 (Michel Bissonnet)

Ingérence politique éhontée (de sa part) — JD, 3 décembre 1997, p. 9029 (Jean-Pierre Charbonneau)

Innocent — JD, 2 avril 1987, p. 6585 (Pierre Lorrain) — JD, 27 avril 1988, p. 691 (Pierre Lorrain)

Insignifiant (discours...) — JD, 9 juin 1986, p. 2467 (Louise Bégin)

Intelligemment — JD, 2 juin 1986, p. 2023 (Jean-Pierre Saintonge)

Intelligence — JD, 20 décembre 1989, p. 926 (Jean-Pierre Saintonge)

Irrégularités dénotées dans le comté de Bertrand — JD, 6 juin 1995, pp. 3554-3555 (Pierre Bélanger)

Jaune — JD, 26 novembre 1987, p. 9863 (Pierre Lorrain)

Lâche — JD, 11 décembre 1991, p. 11421 (Michel Bissonnet) — JD, 26 janvier 1995, p. 1138 (Roger Bertrand)

Malade — JD, 9 décembre 1987, p. 10435 (Pierre Lorrain)

Malhonnête (interprétation...) — JD, 16 juin 1995, pp. 4319-4320 (Roger Bertrand)

Malhonnêteté intellectuelle — JD, 3 décembre 1986, p. 4708 (Louise Bégin) — JD, 13 novembre 1991, p. 10597 (Michel Bissonnet) — JD, 16 septembre 1992, p. 3658 (Jean-Pierre Saintonge)

Manipuler — JD, 6 décembre 1989, p. 336 (Michel Bissonnet)

Manipulation — JD, 7 décembre 1994, p. 302 (Roger Bertrand) — JD, 16 décembre 1994, p. 788 (Raymond Brouillet) — JD, 20 septembre 1995, p. 5156 (Roger Bertrand)

Marionnette (du bunker) — JD, 8 avril 1998, p. 10719 (Jean-Pierre Charbonneau)

Mascarades — JD, 6 juin 1995, p. 3515 (Roger Bertrand)

Mauvaise foi — JD, 28 mars 1990, p. 1441 (Lawrence Cannon); JD, 15 juin 1990, p. 3411 (Jean-Pierre Saintonge)

Mensonge — JD, 6 mai 1986, p. 1284 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 12 juin 1990, p. 3145 (Lawrence Cannon) — JD, 19 novembre 1991, p. 10673 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 12 décembre 1995, p. 5706 (Pierre Bélanger) — JD, 7 juin 1996, p. 1884 (Jean-Pierre Charbonneau)

Mensongers — JD, 8 décembre 1986, p. 4881 (Pierre Lorrain) — JD, 14 juin 1990, p. 3309 (Lawrence Cannon) — JD, 26 mars 1991, p. 7184 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 4 avril 1995, p. 1884 (Roger Bertrand)

Menteur — JD, 15 mai 1986, p. 1583 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 18 mars 1987, p. 6150 (Louise Bégin) — JD, 8 avril 1992, pp. 459-460 (Jean-Pierre

Saintonge) — JD, 16 septembre 1992, p. 3678 (Michel Bissonnet) — JD, 5 juin 1995, pp. 3439-3440 (Raymond Brouillet) — JD, 6 juin 1996, pp. 1866-1867 (Claude Pinard) — JD, 11 juin 1996, p. 2006 (Jean-Pierre Charbonneau) — JD, 11 décembre 1996, p. 4200 (Jean-Pierre Charbonneau) — JD, 19 novembre 1997, p. 8545 (Jean-Pierre Charbonneau)

Mentir — JD, 8 novembre 1984, p. 592 (Richard Guay) — JD, 13 décembre 1984, p. 1717 (Richard Guay) — JD, 6 mai 1986, p. 1266 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 9 juin 1986, p. 2455 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 12 juin 1986, p. 2708 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 12 juin 1986, p. 2687 (Louise Bégin) — JD, 12 juin 1986, p. 2708 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 18 juin 1986, p. 3085 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 18 novembre 1986, p. 4039 (Pierre Lorrain) — JD, 11 novembre 1987, p. 9483 (Louise Bégin) — JD, 3 novembre 1988, p. 2977 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 2 décembre 1988, p. 3624 (Pierre Lorrain) — JD, 5 décembre 1989, p. 215 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 1^{er} mai 1990, p. 2130 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 7 décembre 1990, p. 5935 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 5 décembre 1991, p. 11189 (Roger Lefebvre) — JD, 12 mars 1992, p. 11958 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 11 septembre 1992, p. 3540 (Michel Bissonnet) — JD, 3 octobre 1992, pp. 3050-3051 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 27 avril 1993, p. 6113 (Roger Lefebvre) — JD, 5 mai 1993, pp. 6203-6204 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 11 mai 1993, pp. 6349-6350 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 13 mai 1993, p. 6412 (Roger Lefebvre) — JD, 27 mai 1993, pp. 6854-6855 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 4 avril 1995, p. 1897 (Roger Bertrand) — JD, 9 juin 1995, pp. 3829-3832 (Roger Bertrand) — JD, 14 septembre 1995, p. 4947 (Roger Bertrand) — JD, 20 septembre 1995, p. 5155 (Roger Bertrand) — JD, 11 décembre 1996, p. 4230 (Raymond Brouillet) — JD, 19 décembre 1996, p. 4993 (Raymond Brouillet) — JD, 26 mai 1998, p. 11310 (Jean-Pierre Charbonneau) — JD, 19 juin 1998, p. 12191 (Claude Pinard)

Méprisante et mesquine (habitude...) — JD, 20 juin 1995, p. 4473 (Roger Bertrand)

Mesquin (cheap et...) — JD, 23 avril 1986, pp. 982-983 (Pierre Lorrain)

Minable — JD, 19 décembre 1984, p. 2141 (Réal Rancourt)

Moutons (vote grégaire de ses moutons...) — JD, 18 juin 1990, p. 3569 (Michel Bissonnet)

Népotisme — JD, 5 avril 1995, p. 1963 (Roger Bertrand)

Niaiseries — JD, 9 décembre 1993, p. 9362 (Michel Bissonnet)

Nono — JD, 31 mars 1987, p. 6447 (Pierre Lorrain)

Os pour son chef (ne pas devenir un...) — JD, 27 avril 1988, p. 693 (Pierre Lorrain)

Partitionnistes (les députés d'en face sont des...) — JD, 5 décembre 1997, p. 9218 (Claude Pinard)

Patronage qui se faisait à partir du bureau de Robert Bourassa — JD, 2 décembre 1986, p. 4624 (Pierre Lorrain)

Patronage — JD, 6 décembre 1995, pp. 5464-5465 (Roger Bertrand) — JD, 5 décembre 1996, p. 3888 (Claude Pinard) — JD, 9 décembre 1996, p. 4019 (Raymond Brouillet)

Pernicieuse, attitude — JD, 12 décembre 1995, p. 5732 (Roger Bertrand)

Pickpockets — JD, 18 décembre 1996, p. 4890 (Raymond Brouillet)

Plomb dans la tête (avoir besoin de...) — JD, 3 décembre 1986, p. 4712 (Pierre Lorrain)

Politicien patronneur — JD, 13 novembre 1984, p. 671 (Richard Guay)

Poltron (plus ou moins...) — JD, 3 avril 1990, p. 1507 (Jean-Pierre Saintonge)

Pot-de-vin (lettre de...) — JD, 19 juin 1998, p. 12168 (Jean-Pierre Charbonneau)

Ridicule leader de l'opposition — JD, 13 juin 1995, pp. 4094-4096 (Raymond Brouillet)

Salissage (victime du...) — JD, 18 septembre 1995, p. 5021 (Roger Bertrand)

Scandale Dionne-Marsolais — JD, 20 novembre 1997, p. 8593 (Jean-Pierre Charbonneau)

Sépulcre blanchi — JD, 9 juin 1992, p. 2081 (Roger Lefebvre) — JD, 13 décembre 1994, p. 613 (Raymond Brouillet)

Servile — JD, 18 décembre 1986, pp. 5766-5768 (Louise Bégin) — JD, 16 décembre 1994, p. 789 (Raymond Brouillet)

Stupidités — JD, 10 mai 1990, p. 2546 (Michel Bissonnet)

Tartuferies — JD, 19 septembre 1995, pp. 5136-5137 (Raymond Brouillet)

Tapis de porte — JD, 14 décembre 1995, pp. 5952-5953 (Pierre Bélanger)

Tata — JD, 4 juin 1986, p. 2160 (Pierre Lorrain) — JD, 13 décembre 1991, p. 11593 (Michel Bissonnet)

Ti-coune — JD, 14 juin 1993, pp. 7631-7679 (Roger Lefebvre)

Tordue (interprétation...) — JD, 28 avril 1993, p. 6133 (Jean-Pierre Saintonge)

Torchon (en parlant d'un projet de loi) — JD, 9 juin 1995, p. 3840 (Roger Bertrand)

Traficoter (un document) — JD, 19 novembre 1997, p. 8547 (Jean-Pierre Charbonneau)

Traîtres à la nation québécoise — JD, 15 juin 1992, p. 2452 (Michel Bissonnet)

Tricherie — JD, 14 septembre 1995, pp. 4942-4943 (Roger Bertrand)

Tromper cette Chambre — JD, 7 décembre 1989, p. 413 (Lawrence Cannon) — JD, 9 décembre 1994, p. 400 (Roger Bertrand) — JD, 24 octobre 1996, p. 2844 (Jean-Pierre Charbonneau)

Tromper la population — JD, 20 septembre 1995, p. 5156 (Roger Bertrand) — JD, 20 novembre 1997, p. 8611 (Raymond Brouillet)

Tromper les Québécois — JD, 8 mai 1997, pp. 6556-6557 (Jean-Pierre Charbonneau)

Valet de... — JD, 9 décembre 1994, pp. 415-416 (Raymond Brouillet)

Vérité — *JD, 14 juin 1984, p. 7054 (Richard Guay) — JD, 6 mai 1986, p. 1284 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 27 mai 1987, p. 7822 (Pierre Lorrain) — JD, 9 décembre 1988, p. 3915 (Jean-Pierre Saintonge) — JD, 12 décembre 1995, p. 5727 (Roger Bertrand)*

Voler — *JD, 23 octobre 1991, p. 10088 (Roger Lefebvre)*

Vomir — *JD, 3 juin 1991, p. 8689 (Roger Lefebvre)*

Vote grégaire de ses moutons — *Voir Moutons*

Voter (empêcher les gens de...) — *JD, 15 décembre 1994, pp. 737-739 (Raymond Brouillet)*

Vrai (ce n'est pas...) — *JD, 4 mai 1990, p. 2316 (Michel Bissonnet)*

**PROPOS NON PARLEMENTAIRES
COMMISSIONS**

Assisté social le plus tricheur du Québec — JD, 16 avril 1991, p. CBA-2833 (Jean-Guy Lemieux)

Attrape-nigaud — JD, 5 décembre 1984, pp. CEMO-397 et 398 (Luc Tremblay)

Banditisme — JD, 13 juin 1986, p. CAPA-581 (Jacques Tremblay)

Caché derrière les mohawks — JD, 6 septembre 1990, pp. CBA-1034 et 1035 (Jean-Guy Lemieux)

Capacité de prévarication du ministre — JD, 6 juin 1996, CI-26 page 18 (Marcel Landry)

Cheap (en parlant d'un député) — JD, 31 mars 1987, p. CI-1920 (Serge Marcil)

Complice — JD, 30 mai 1996, CI-22 pages 53-55 (Roger Paquin)

Complicité — JD, 4 juin 1996, CI-24 pages 3 et 4 (Marcel Landry)

Conneries — JD, 30 janvier 1995, p. CI-73 (Sylvain Simard)

Dégoutant — JD, 3 mai 1995, p. CI-12 (Guy Lelièvre)

Fausseté — JD, 24 avril 1995, p. CI-21 (Sylvain Simard)

Fourré — JD, 13 novembre 1990, p. CE-1646 (Jean-Claude Gobé)

Grossier personnage — JD, 31 janvier 1995, p. CI-55 (Sylvain Simard)

Hypocrisie — JD, 3 mai 1995, p. CI-2 (Guy Lelièvre)

Hypocrite — JD, 10 décembre 1996, CI-57 page 44 (Marcel Landry)

Il ment carrément — JD, 31 mai 1991, p. CET-4005 (Guy Bélanger)

Innocent — JD, 13 juin 1986, p. CAPA-576 (Jacques Tremblay)

Insignifiant — JD, 11 avril 1990, pp. CET-1416-1418 (Guy Bélanger) — JD, 24 janvier 1995, p. CI-19 (Sylvain Simard)

Insinuations malveillantes — JD, 24 janvier 1995, p. CI-33 (Sylvain Simard)

Menaces à peine voilées (des...) — JD, 15 mai 1997, CI-84 pages 1 et 2 (Roger Paquin)

Menteur — JD, 19 mai 1989, p. CBA-2808 (Jean-Guy Lemieux) — JD, 4 juin 1996, CI-24 page 4 (Marcel Landry) — JD, 6 juin 1996, CI-26 page 18 (Marcel Landry)

Menteur pour menteur — JD, 25 avril 1985, p. CAPA-740 (Yvon Vallières)

Ne pas tenir sa parole (ministre) — JD, 6 juin 1996, CI-26 page 18 (Marcel Landry)

Niaiseries — JD, 29 mai 1990, p. CAE-1256 (Madeleine Bélanger)

Niaisoux — JD, 8 octobre 1997, CC-62 page 28 (Jean Garon)

Personnage parfaitement inutile — JD, 16 avril 1991, p. CBA-2833 (Jean-Guy Lemieux)

Petites picasseries (en parlant de la règle voulant qu'on s'adresse au président) — JD, 5 février 1985, p. CET-920 (Jacques Beauséjour)

Petits politiciens de basse-cour et de bas étage — JD, 28 février 1995, p. CI-7 (Sylvain Simard)

Poser un petit peu de plomb entre les deux oreilles — JD, 29 mars 1995, p. CI-9 (Sylvain Simard)

Se déguiser en tapis de porte — JD, 10 mai 1990, p. CBA-510 (Jean-Guy Lemieux)

S'être comporté d'une façon grossière, vulgaire et inacceptable (en parlant du ministre) — JD, 10 décembre 1996, CI-57 page 45 (Marcel Landry)

Sournois — JD, 10 décembre 1996, CI-57 page 44 (Marcel Landry)

Tout en jappant comme un chien enragé — JD, 30 mai 1995, p. CI-13 (Sylvain Simard)

Trickery — *JD, 8 mai 1997, CC-45 page 11 (Michel Morin)*